





3|6

à William H. Mulvany

Croy

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

Bruxelles. — Imprimerie de E. Guyot, rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815

WATERLOO

PAR

LE Lt-COLONEL CHARRAS.

BRUXELLES.
MELINE, CANS ET COMP., — J. HETZEL ET COMP.,
LIBRAIRES-ÉDITEURS.

1857

AVANT-PROPOS.

La campagne de 1815, si funeste pour la France, a été le sujet d'une multitude de récits.

Français, étrangers l'ont écrite à l'envi.

Depuis ce grand désastre de nos armes, il s'est écoulé près d'un demi-siècle ; et le souvenir en persiste vivace, ardent au cœur de la France, comme chez les peuples naguère coalisés contre elle. Cela doit être; c'est la loi du patriotisme.

Un séjour de trois années en Belgique m'a donné occasion de suivre, sur le terrain même de la lutte, la courte et terrible guerre qui fournit à nos annales une si triste page.

Cette étude nouvelle, je l'avais abordée, les écrits de Napoléon à la main, et convaincu, depuis longtemps, de leur exactitude. Mais je m'aperçus bientôt de l'impossibilité de les faire concorder avec les événements. Je reconnus les artifices de

*

cette narration rapide, magique, qui se joue du temps, des distances, transpose, altère, dissimule les faits, en invente au besoin et n'a d'autre but que l'apologie captieuse de celui-là même qui l'a composée.

Effet étrange de la puissance d'un nom, des circonstances, de l'habileté de l'écrivain! cette apologie a usurpé, dans notre pays, la place de l'histoire; et, depuis trente ans et plus, elle a servi de base à presque tous les récits de la campagne de 1815, signés de noms français.

J'avais cru, je le répète, aux écrits de Napoléon. Mais, du moment où il me fut démontré que la vérité ne pouvait s'y trouver, je la cherchai résolûment. Pour la découvrir, j'ai dû remonter aux sources de l'histoire. Correspondances, ordres, rapports des chefs des armées belligérantes et de leurs lieutenants; récits, notices, commentaires, mémoires, élaborés, inspirés par ceux qui prirent une part grande ou infime aux événements, dans un camp ou dans l'autre; historiens politiques, historiens militaires, critiques des divers pays, j'ai voulu tout lire, tout examiner, discuter, confronter. Des mains amies ont fouillé pour moi les archives du dépôt de la guerre à Paris; archives très-incomplètes, mais pourtant trop négligées jusqu'ici. Celles du ministère de la guerre des Pays-Bas ont été mises à ma disposition avec cette bienveillance qui est un trait caractéristique des fonctionnaires de tout ordre dans ce pays hospitalier; j'en ai tiré des documents précieux. Enfin, plusieurs survivants de la lutte, Français et étrangers, m'ont communiqué des renseignements d'une grande importance.

Aidé de ces lectures, de ces examens, de ces confrontations, de ces communications, profitant des débats qui se sont élevés

entre les vainqueurs, de leurs dires contradictoires, de leurs révélations, me tenant loin du parti pris, ayant rejeté toute idée préconçue, j'ai reconstruit dans ma pensée la campagne de 1815.

Ce travail achevé, j'ai écrit, à mon tour, l'histoire si souvent écrite en toute langue.

De là ce livre que je publie aujourd'hui. Il restitue, j'en ai la ferme conviction, aux faits leur vérité, aux hommes leur caractère, ne regardant pas à la couleur du drapeau pour exprimer ou l'éloge ou la critique.

Méconnaître, dénigrer son ennemi, c'est diminuer l'éclat du succès lorsqu'on est vainqueur, c'est aggraver le tort de la défaite lorsqu'on est battu.

Je ne me suis pas borné à dire les opérations militaires.

Quand des armées se livrent des batailles comme celles de Ligny, des Quatre-Bras, de Waterloo; quand elles combattent avec cette bravoure qui tient de la fureur et rappelle les guerres civiles; quand une nation comme la France, une nation de vingt-sept millions d'hommes, une nation de soldats, ne brûle pas une cartouche pour disputer son territoire, se laisse subjuguer en quelques jours, un récit purement militaire ne suffit pas pour expliquer une pareille fin.

En 1815, les questions de stratégie et de tactique, mal résolues d'un côté, plus ou moins habilement résolues de l'autre, ne furent pas les seules causes du malheur de la patrie.

Il y en eut d'autres; je les ai recherchées, indiquées soigneusement.

Après la lecture de ce livre, un homme paraîtra peut-être bien diminué; mais, en revanche, l'armée française paraîtra

plus grande, la France moins abaissée. Ce résultat va mieux à ma raison, à mon cœur, à mon patriotisme que les fictions adoptées depuis si longtemps.

Le lecteur, je l'espère, pensera comme moi.

La Haye, 25 mai 1857.

CHAPITRE PREMIER.

Le congrès réuni à Vienne apprend l'arrivée de Napoléon en France. — Déclaration du 13 mars. — Traité de coalition. — Préparatifs de guerre. — État de l'opinion publique en Allemagne, en Angleterre. — Forces et positions des armées de la coalition dans les premiers jours de juin 1815. — Plan de campagne des coalisés.

La nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Juan fut connue à Vienne, le 8 mars. Le Congrès n'hésita pas. Le 13, il signa et publia la fameuse déclaration qui mettait hors la loi des nations, qui livrait à la vindicte publique l'évadé de l'île d'Elbe; et, le 25, la Grande-Bretagne, la Russie, la Prusse et l'Autriche s'engageaient par un traité à consacrer *tous* leurs moyens à la guerre contre la France, ou, pour parler le langage de leurs plénipotentiaires, « à mettre Bonaparte absolument dans l'impossibilité d'exciter des troubles et de renouveler ses tentatives pour s'emparer du suprême pouvoir en France. »

Un article de ce traité portait que tous les États de l'Europe seraient invités à y accéder. Ils y accédèrent. La Suède et le Portugal refusèrent seuls de fournir un contingent.

Bernadotte avait gagné la Norwége, mais avait rêvé de la couronne de France. Le rêve s'était évanoui. Il était mécontent et s'isolait.

Le Portugal, épuisé de sa longue lutte contre la domination de Napoléon, avait besoin de repos.

Limitrophe de la France sur une longue frontière, mais rejetée par sa position hors du champ des grandes opérations militaires, l'Espagne prit l'engagement d'agir séparément. Impuissante, elle ne devait pas même tenter une diversion.

Le roi Louis XVIII, déjà fugitif, invité aussi à donner son adhésion au traité, y devint partie contractante.

Le contingent minimum assigné, d'un commun accord, à chacune des quatre grandes puissances, fut fixé à cent cinquante mille hommes, « y compris, pour le moins, un dixième de cavalerie et une juste proportion d'artillerie, sans compter les garnisons. » Mais, par un acte postérieur, le choix fut laissé à l'Angleterre de fournir son contingent en hommes ou d'y suppléer par une somme convenue pour chaque fantassin et cavalier manquant pour le compléter.

Depuis le traité de Paris, les puissances étrangères avaient successivement réduit leurs armées; mais elles ne les avaient pas encore mises sur le pied de paix. La nouvelle carte de l'Europe, la répartition des peuples n'étaient pas terminées. Les questions à résoudre et plus encore les questions résolues avaient excité des défiances mutuelles, des jalousies, des mécontentements, des irritations. On s'observait, la main à la garde de l'épée; et les choses en étaient venues à ce point, que la distribution des dépouilles de la victoire allait peut-être amener la guerre entre les vainqueurs. C'eût été, sans doute, une chance heureuse pour la France, même sous le règne des Bourbons.

Mais la tentative de Napoléon la fit disparaître aussitôt. En face du péril commun, l'accord se fit comme par enchantement.

Alexandre, Frédéric-Guillaume et les souverains de la plupart des autres États se trouvaient à Vienne. Les ordres en partirent immédiatement, dans toutes les directions, pour mettre les armées sur le plus grand pied de guerre.

Ainsi les dissensions du Congrès, qui allaient peut-être

fournir à la France le moyen de réparer une partie des désastres causés par l'Empire ; ces dissensions, qui avaient fait maintenir les armées étrangères à un effectif considérable, lui devenaient funestes par le fait même de Napoléon.

En guerre avec les États-Unis, l'Angleterre avait détaché en Amérique un corps d'armée assez nombreux. Un traité de paix, signé à Gand et ratifié dans les derniers jours de février, rendait ces troupes disponibles ; ordre leur fut expédié de s'embarquer en toute hâte pour les ports de la Grande-Bretagne.

Le 5 avril, Wellington arriva de Vienne à Bruxelles ; et des navires chargés de soldats anglais, de chevaux, de matériel de guerre, d'approvisionnements, abordèrent sans cesse à Anvers et à Ostende.

Devenu roi de Hollande et de Belgique par un coup hardi, digne de sa race et qu'avait sanctionné la coalition victorieuse, Guillaume d'Orange précipita la prise de possession de ses nouvelles provinces, l'organisation, la mise sur le pied de guerre de son armée.

Nieuport, Ostende, Anvers furent armés, approvisionnés ; d'autres places de Belgique dont les fortifications avaient été démolies ou tombaient en ruine depuis vingt cinq ans, furent mises à l'abri d'un coup de main. Les écluses pour l'inondations des Flandres furent couvertes par des retranchements. Vingt mille ouvriers requis pour ces travaux les poussèrent avec une extrême activité.

Guillaume, selon toute apparence, était le premier menacé.

Les corps russes, encore en marche pour retourner dans l'intérieur de l'empire, firent demi-tour et revinrent sur leurs pas. Alexandre fut, le 5 avril, au milieu de ceux qui étaient restés sur la Vistule et le Niémen. Par un ordre du jour éclatant de haine contre Napoléon, « le fléau du genre humain, » il leur annonça qu'il venait se placer à leur tête, prit toutes les dispositions nécessaires, et, peu après, dirigea son armée sur le Rhin.

Deux jours plus tard, Frédéric-Guillaume parlait à la sienne en termes non moins violents ; il y joignait des insultes pour les soldats de la France.

Déjà, il avait ordonné un armement général dans tous ses États. L'armée permanente allait se compléter rapidement, la landwehr se réunir, des divisions de chasseurs volontaires se former.

L'empereur d'Autriche ne montra pas moins d'ardeur. Inopinément attaqué par Murat, il réunit, en Italie, une armée qui devait faire prompte justice du présomptueux roi d'aventure ; et, simultanément, il organisa, pour les porter sur le Rhin, deux corps d'armée considérables.

Les peuples réservèrent leurs griefs, et le rappel des constitutions promises, des libertés vainement attendues depuis un an.

Dans tous les États de la confédération germanique, le cri de guerre retentit ; les contingents se levèrent avec rapidité.

Les arsenaux étaient pleins ; la plus grande partie des soldats de la guerre de l'indépendance étaient sous les drapeaux ; les autres venaient seulement de rentrer dans leurs foyers ; le cabinet de Saint-James promettait de riches subsides ; le patriotisme était exalté ; le souvenir de la victoire datait de la veille ; il effaçait celui des grandes défaites ; tout était facile.

L'Allemagne alors fut saisie d'enthousiasme et de fureur comme en 1813.

La chaire religieuse et la chaire universitaire furent de nouveau changées en tribunes d'où éclatait, à chaque instant, l'appel aux armes pour le salut de la patrie. Les professeurs quittèrent encore la robe pour l'uniforme. Leurs élèves reprirent le mousquet. Les chants d'Arndt, de Korner, des Tyrtées populaires de la Germanie, réveillèrent partout les échos des villes et des campagnes. Les journaux, les pamphlets, les proclamations se pressèrent, se succédèrent sans relâche, excitant la mémoire des injures subies, du sang versé, des fortunes ruinées, attisant tous les foyers de haine, lançant

la menace et l'insulte non-seulement à Napoléon, mais encore à la France, hélas!

C'étaient les exactions de Berlin et de Hambourg, les réquisitions excessives et sans fin, les contingents dévorés par la guerre ; c'était la grande iniquité du blocus continental imposé, maintenu par Napoléon à l'étranger et enfreint par lui-même, à son profit, sur les côtes de l'empire; c'étaient Rome, la Hollande, l'Oldenbourg, les villes hanséatiques, etc., incorporés à la France, en pleine paix, au mépris des traités; c'étaient la violation des neutralités, l'assassinat de Vincennes, le guet-apens de Bayonne, l'invasion de l'Espagne, les peuples donnés en apanage aux frères, aux sœurs, aux lieutenants de Napoléon; c'étaient aussi les maux inséparables de toute guerre qu'on invoquait pour soulever les nations contre celui qui avait voulu, qui voulait encore la monarchie de l'Europe, et contre le peuple français son complice, disait-on.

Cette solidarité n'avait jamais existé.

Napoléon avait réduit, par des lois terribles, ce peuple, comme bien d'autres, à lui servir d'instrument de conquête; mais il ne lui avait jamais demandé, il n'aurait osé lui demander un assentiment à des guerres insensées, à des violences criminelles. Aussi avait-il supprimé toute tribune, toute liberté, toute représentation sérieuse de la nation. Il avait régné en despote, sans contrôle, sans frein.

Mais l'amour de la patrie, mais la haine, quand le péril apparaît imminent, ne raisonnent pas, ne font pas de pareilles distinctions. La France était confondue avec Napoléon dans le même anathème.

Une fois encore, elle devait apprendre à quel prix se soldent ces faiblesses qui livrent un peuple au caprice et à la fortune d'un maître.

Elle était mise au ban de l'Europe.

Dans la libre Angleterre, des écrivains, des orateurs plus réfléchis, plus impartiaux, essayèrent, en vain, de détourner

sur Napoléon seul la responsabilité des maux passés, et conseillèrent, avant d'en venir aux armes, d'attendre, de voir si le malheur ne l'aurait pas corrigé de sa passion pour les conquêtes, si la France ne le contiendrait pas en lui mesurant sévèrement le pouvoir. Leurs voix restèrent inécoutées dans leur propre pays et ne furent pas entendues au milieu du tumulte patriotique de l'Allemagne.

Napoléon avait tellement identifié son règne avec la guerre, la conquête, la tyrannie, que peuples et rois n'en concevaient pas la reprise sans le retour plus ou moins prochain de tous ces fléaux. Ils s'empressaient à l'attaque pour briser leur ennemi avant qu'il fût armé de toutes pièces.

Dans les premiers jours de juin 1815, l'acte de la confédération allemande, les promesses d'un gouvernement libre, représentatif, distinct pour chaque État, vinrent fournir une nouvelle et puissante excitation à l'enthousiasme des masses.

A cette époque, les forces de l'Europe coalisée se dénombraient et se répartissaient ainsi :

En Belgique, cent mille Anglais, Hollando-Belges, Hanovriens, Brunswickois, Nassau, sous les ordres du feld-maréchal duc de Wellington ; cent vingt mille Prussiens commandés par le feld-maréchal prince Blücher;

Dans le grand-duché de Luxembourg, vingt-cinq mille Allemands des petits États du nord de la confédération germanique, sous le lieutenant général Kleist;

En marche sur Mayence, Oppenheim et Mannheim, cent soixante et dix mille Russes, sous le maréchal Barclay de Tolly;

Sur le Rhin, de Schaffhouse à Mannheim, deux cent cinquante-cinq mille Autrichiens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Saxons et soldats de divers petits États de la confédération germanique, sous le feld-maréchal prince de Schwartzenberg;

Sur la frontière suisse, trente-cinq mille hommes levés par les cantons pour maintenir leur neutralité, mais seulement

contre Napoléon, et destinés, en fait, à agir de concert avec la coalition ;

Dans le Valais et en Savoie, soixante mille Austro-Sardes, sous le lieutenant général Frimont;

Sur le Var, dix mille Sardes, aux ordres du général d'Osasco.

C'étaient, en tout, sept cent soixante-quinze mille hommes, sans compter les garnisons des places frontières ; et, derrière ces masses, s'organisaient ou s'avançaient déjà des réserves évaluées à trois cent mille hommes.

De la Méditerranée à la mer du Nord, la France était donc menacée par plus d'un million de soldats.

L'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse s'étaient rendus à Heidelberg pour être plus près des événements.

Résolus à n'agir que par masses toujours à même de s'appuyer les unes sur les autres, ils attendaient, pour donner le signal des hostilités, que l'armée russe fût arrivée sur Kaiserslautern, à hauteur de la droite de Schwartzenberg. Elle devait y être avant le 1er juillet. Ce serait donc ce jour-là, au plus tard, que se porteraient les premiers coups.

Le plan d'opérations adopté avait été inspiré par l'expérience des deux dernières campagnes si funestes à la France. Il peut se résumer en peu de mots.

Schwartzenberg devait passer le Rhin en deux colonnes principales, mises simultanément en mouvement : celle de gauche à Bâle et Rheinfelden ; celle de droite à Germersheim et Mannheim, s'appuyant à l'armée russe. Il forcerait le passage des Vosges, de la Queich, de la Sarre, enlevant les places mal défendues, masquant celles qui voudraient résister et repliant d'un côté sous le canon de Béfort, de l'autre sous celui de Strasbourg, les corps couvrant l'Alsace. Sa direction générale serait sur Saint-Dizier et Châlons-sur-Marne.

Les Russes franchiraient la Sarre plus bas que le général

autrichien, la Moselle entre Thionville et Metz, la Meuse près de Verdun, et se dirigeraient vers Châlons-sur-Marne et Reims, ayant aussi enlevé ou masqué les forteresses qui se trouveraient sur leur ligne d'opérations.

Le corps de Kleist était destiné à faire une trouée entre nos places de la Meuse vers Sedan, à les observer, à les attaquer.

Blücher et Wellington régleraient le moment de leur entrée en campagne sur les progrès des Russes et de Schwartzenberg. Ils déboucheraient vers Maubeuge et Avesnes, marchant sur Laon.

L'objectif commun de toutes ces armées était Paris.

L'arc immense formé par leurs lignes, appuyé par une extrémité à Bâle, par l'autre à Ostende, devait se courber progressivement jusqu'à enfermer dans un cercle de fer la capitale de la France.

Là où serait Napoléon, on tâcherait d'éviter la bataille tant qu'on n'aurait pas à lui opposer des forces numériquement très-supérieures. On se souvenait de la campagne de France.

L'objectif des Austro-Sardes réunis dans le Valais et en Savoie était Lyon. Après s'être emparés de cette ville importante, ils devaient remonter une partie du cours de la Saône et se relier à la gauche de Schwartzenberg.

Tel était le plan de campagne des coalisés.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Causes du succès de l'entreprise de Napoléon contre le gouvernement des Bourbons. — La révolution se serait faite sans lui. — Son langage, ses promesses pendant sa marche sur Paris. — Le peuple s'y laisse prendre. — La conduite de l'empereur le désillusionne bientôt. — Ruses de Napoléon pour dissimuler d'abord les actes du congrès de Vienne, pour en atténuer la portée ensuite. — Murat n'a détruit aucune chance de paix. — Il n'en existait d'autre que celle que pouvait donner la victoire. — L'enthousiasme populaire refroidi par la duplicité, les réticences de Napoléon. — L'armée telle qu'elle avait été réorganisée par la Restauration. — Son effectif au 1er janvier 1815, au 1er avril. — Napoléon ne commence à prendre des mesures pour l'augmentation de l'état militaire de la France que trois semaines après son retour à Paris. — Indication de ces mesures. — Leur résultat. — État militaire de la France, au commencement de juin 1815. — Formation de corps d'armée. — Leur effectif. — Effectif des garnisons des places fortes.

Les fautes du gouvernement de Louis XVIII, aggravées par les excès de parole, les menaces, les folles prétentions du parti royaliste, des anciens émigrés et du clergé catholique, avaient amoncelé tous les éléments d'une révolution qui devait emporter le trône restauré depuis moins d'un an, quand Napoléon, parti de l'île d'Elbe avec un millier de soldats, vint audacieusement débarquer sur la plage de Fréjus.

Cette révolution était imminente, inévitable, ont dit les contemporains; mais le but n'en était pas, le résultat n'en aurait pas été de rendre la couronne à l'empereur déchu. Dans un

grand nombre de départements, le peuple redoutait, à tort sans doute, mais sincèrement, le rétablissement des dîmes, des cens, de tous les droits féodaux, réclamés par ceux qui en avaient joui naguère. Plusieurs millions de citoyens engagés dans les immenses transactions faites sur les biens nationaux voyaient journellement s'amoindrir la valeur de ce gage, que revendiquaient les cris injurieux des propriétaires dépossédés depuis vingt-cinq ans.

Le retour de Napoléon aux Tuileries aurait fait cesser ces alarmes.

Mais la nation, épuisée par la guerre, voulait le maintien de la paix, abri protecteur sous lequel se réparaient ses forces et grandissaient son commerce, son industrie. Les distinctions de race, les priviléges de la naissance, si hautement préconisés maintenant, lui étaient odieux. Elle aspirait à un retour vers les principes proclamés par la Révolution. Enfin, elle avait soif de libertés. La charte royale, même perfidement interprétée, en donnait beaucoup, si du moins on la comparait au régime de servitude universelle que l'Empire avait organisé. Mais la nation en voulait davantage.

La paix, l'égalité, la liberté, on ne pouvait les attendre du règne de Napoléon.

C'était pour cela que, dans les espérances, les projets de révolution, son nom avait généralement été mis à l'écart.

Cependant, du fond de l'asile où l'avait relégué la défaite, où il était menacé, croyait-il, d'être enlevé pour une transportation lointaine, il avait suivi attentivement cette agitation des esprits, et résolu de la faire tourner à son bénéfice, en devançant l'initiative des ennemis de la maison de Bourbon, en se faisant un drapeau des idées mêmes qui leur servaient à soulever le pays.

Dès son arrivée sur le sol de France, il se présenta donc en homme éclairé par le malheur, par les méditations de l'exil. Ses proclamations, ses allocutions respiraient l'amour

de la paix, le respect de la démocratie, de la liberté. C'était une transformation complète.

Les masses sont faciles à la confiance, à l'erreur. Elles se laissèrent prendre à ce langage nouveau; elles crurent à la durée de la paix sous le règne de Napoléon, à la conversion loyale du restaurateur de l'aristocratie de naissance, du despote; et, se joignant à l'armée, qui acclamait son ancien général, elles lui frayèrent la voie jusqu'aux Tuileries.

Sur bien des points, la population résista à cet entraînement. Cependant, il paraît peu contestable que la majorité de la France y fût momentanément emportée. Bientôt les illusions créées avec l'habileté, l'astuce habituelles à Napoléon, allaient se dissiper et, en se dissipant, mettre à nu la folie de cette insurrection à moitié militaire, à moitié civile, dont le résultat était de rendre le souverain pouvoir à celui qui avait soulevé naguère les haines implacables des peuples et des rois, à celui dont le nom seul était une menace contre l'Europe, à celui, enfin, qui était la personnification la plus perfide, la plus forte de la contre-révolution.

A peine assis sur le trône abandonné des Bourbons, il rétablit le faste, les pratiques, le formulaire, l'étiquette de la monarchie. A l'exception de Carnot, mais de Carnot anobli du titre de comte, reniant officiellement ses principes, il prit pour ministres les mêmes hommes qui avaient été les agents de son despotisme de quinze années; il laissa ou appela aux fonctions publiques ceux qui les avaient occupées sous l'Empire; et toute sa famille accourut reprendre sa part de pouvoir, d'honneurs, de richesses. Il ne fut plus question de retour à l'égalité; la liberté devint le discret ornement de vagues discours. L'enthousiasme populaire diminua; il disparut tout à fait devant l'*acte additionnel*, élaboré dans le huis clos des Tuileries et posé publiquement ensuite comme le couronnement de l'édifice despotique de l'Empire.

Grâce à bien des efforts, la croyance au maintien de la paix, si ardemment désiré, dura plus longtemps.

Toutes les nouvelles, tous les événements qui venaient incessamment montrer l'imminence de la guerre, Napoléon les niait, les dénaturait, les atténuait avec une imperturbable assurance.

Dès l'abord, il avait jeté en pâture à la crédulité publique le retour certain, disait-il, de la fille des Hapsbourg, qui, entraînée dans sa couche par la toute-puissance de la victoire, était sortie de la France envahie, subjuguée, le sourire sur les lèvres, la joie au cœur, pour aller se livrer à de publiques et illégitimes amours. Elle devait revenir, paraître à la pompeuse cérémonie du champ de mai, ramenant l'héritier de César, rapportant l'alliance de l'Autriche perdue dans les steppes glacés de la Russie.

La déclaration du 13 mars, répandue dans plusieurs départements, en même temps que la nouvelle du retour de Napoléon aux Tuileries, était un démenti violent à cette assertion. Le ministre de la police d'abord, le conseil d'État ensuite, furent chargés de l'arguer de faux, de la présenter comme une pièce apocryphe, œuvre des représentants de Louis XVIII au congrès de Vienne, qui n'avaient pas craint d'y apposer les noms des ministres de toutes les puissances. Napoléon propagea cette imposture, même parmi ses familiers les plus intimes; et des commissaires extraordinaires envoyés dans les provinces (1), le ministre de l'intérieur Carnot, dans

(1) Le maréchal Ney a raconté ainsi la mission dont il fut chargé dans le Nord et dans l'Est :

« Je reçus une longue lettre de lui (Napoléon), dans laquelle il me prescrivait de parcourir toute la frontière, depuis Lille jusqu'à Landau. Je déployai le caractère de commissaire extraordinaire.

» Mes instructions portaient l'ordre exprès d'annoncer partout que l'empereur ne voulait et ne pouvait plus faire la guerre, d'après des arrangements faits et conclus à l'île d'Elbe, entre lui, l'Angleterre et l'Autriche; que l'impératrice Marie-Louise et le roi de Rome devaient rester à Vienne, en ôtage, jusqu'à ce qu'il eût donné une constitution libérale à la France et exécuté les conditions du traité; après quoi, elle viendrait le joindre à Paris avec son fils. »

une circulaire officielle, annoncèrent à nouveau la prochaine venue de l'impératrice et de son fils.

Les courriers expédiés par le cabinet des Tuileries étaient arrêtés aux frontières d'Allemagne et d'Italie; ils ne parvenaient à Londres qu'à l'aide de mesquins subterfuges. La France était mise en état de blocus, on le disait partout. Napoléon faisait répandre le bruit qu'il n'y avait là aucun sujet d'alarmes sérieuses; c'était un fait accidentel, un malentendu qui allait s'éclaircir. Il faisait dire qu'on négociait; et il affichait, au *Moniteur*, une lettre adressée aux rois (ses frères), sorte d'idylle où il les conviait à jouir tranquillement des charmes de la paix.

Il faisait nier l'existence du traité de coalition, conséquence de la déclaration du 13 mars.

Puis, quand l'opinion publique commençait à entrevoir la vérité derrière ces fourberies, il cherchait à l'égarer dans des illusions nouvelles.

Un long rapport signé par le ministre des relations extérieures paraissait au *Moniteur*. Napoléon, car c'était bien lui qui parlait, avouait l'existence de la déclaration du congrès de Vienne, l'arrestation des courriers de cabinet à la frontière étrangère; il avouait aussi qu'il paraissait certain qu'un accord avait été signé, le 25 mars, consacrant l'ancienne alliance de Chaumont; que, sur tous les points de l'Europe, on s'armait, on marchait ou on était prêt à marcher; mais, ajoutait-il, le but de cet accord, de ces préparatifs militaires était peut-être purement défensif. Et, pour mieux atténuer la portée de ces aveux tardifs et pénibles, les ministres de la police, des finances, de la justice, adressaient à leurs agents, c'est-à-dire aux fonctionnaires immédiatement en contact avec les masses, des circulaires où ils disaient que, sans doute, la France n'aurait pas à combattre pour son indépendance, que les puissances étrangères reconnaîtraient les décrets de la Providence qui venaient de rétablir Napoléon sur le trône.

Le *Moniteur* reprenait ensuite la parole, fixant à quatre cent mille hommes la force extrême des armées de la coalition et montrant même, parmi ces quatre cent mille soldats, plus de cent mille Badois, Wurtembergeois, Belges, Hollandais, Saxons, Bavarois prêts à se débander.

D'autres espérances étaient excitées encore avec ardeur, entretenues avec soin et persévérance.

Appuyée sur une partie de la presse, sur les manifestations, les pétitions d'impuissants meetings, une minorité s'agitait dans le parlement anglais, protestant contre la politique du congrès de Vienne, réclamant la paix contre le ministère qui préparait la guerre. Napoléon faisait exagérer dans ses journaux semi-officiels la valeur de cette opposition : la minorité grandissait de jour en jour; elle allait conquérir la majorité, le ministère, et frapper soudainement d'impuissance la coalition, en lui refusant les trésors de la Grande-Bretagne promis par Liverpool et Castlereagh.

En même temps, il montrait, sur la carte du continent, les territoires dépecés, partagés à Vienne, comme autant de causes infaillibles de discorde entre les souverains coalisés. A l'entendre, ils étaient plus près d'en venir aux mains entre eux que de porter l'invasion sur le sol de la France.

Enfin, c'étaient les peuples opprimés qui se préparaient à s'insurger contre leurs princes, à secouer le joug, à dissoudre les armées de la Prusse, de l'Autriche, de la confédération germanique. Par delà le Rhin, par delà les Alpes et les Pyrénées, ils appelaient « leur libérateur. » Comme s'il eût fait autre chose, pendant tout un long règne, lui, « le libérateur, » qu'opprimer toutes les nationalités! Allemands, Italiens, Hollandais, Portugais, Espagnols, tous avaient senti s'appesantir sur eux le poids de la conquête; tous avaient été serrés dans les étreintes d'un despotisme violent et rapace, et le plus odieux de tous, celui de l'étranger.

Napoléon avait passé sa vie à tromper les rois. Les rois ne

croyaient plus à sa parole. Il leur jurait qu'il n'aspirait qu'à la paix; et ils armaient en toute hâte contre lui.

Il avait trompé les peuples. Les peuples faisaient cause commune avec les rois, redoutant d'être foulés encore par ses conquêtes, de redevenir la proie de son ambition, de la cupidité de sa famille et de ses lieutenants civils et militaires. Certes, Napoléon ne s'abusait pas sur ces dispositions unanimes, exaspérées de l'Europe; il voyait la guerre inévitable et près de fondre sur lui, sur la France.

Dans sa prison de Sainte-Hélène, quand il arrangeait son personnage pour le poser devant la postérité, il a dit, il est vrai, qu'en 1815 il y avait des chances de paix, et il a accusé Murat, son beau-frère, de les avoir détruites par sa folle et ridicule tentative sur l'Italie. Mais cette accusation ne repose sur aucun fondement.

La déclaration du 13 mars, rédigée par Talleyrand, mais présentée par l'Autriche elle-même au Congrès, est bien antérieure à la levée de boucliers du parvenu qui se trouvait trop à l'étroit dans le royaume de Naples. Son irruption dans Rome n'était pas connue à Vienne, quand fut signé le traité de coalition, qui n'était, d'ailleurs, que la conséquence prévue, obligée, de la déclaration du 13 mars. Enfin, la proclamation où il appelait les Italiens aux armes porte la date du 31 de ce même mois.

Sa tentative fut donc complétement étrangère aux décisions du Congrès et spécialement à la conduite de l'Autriche.

Il faut le remarquer, au reste, Murat, même après son insuccès, ne fut pas désavoué par Napoléon. Pendant le peu de jours où la fortune parut sourire à l'armée napolitaine, le *Moniteur* et le *Journal de l'Empire* en firent grand bruit. Le télégraphe joua même pour apprendre au public des victoires que Murat ne remporta jamais. Quand il fut battu, mis en déroute, ils constatèrent très-tardivement le fait; et ne parlèrent plus de lui que pour annoncer son arrivée en France.

Mais, pour un désaveu quelconque de sa conduite, il n'en fut publié, ni même enregistré aucun, nulle part. Il y a loin de là aux amères récriminations formulées, après Waterloo, dans les angoisses de la captivité.

La vérité est peut-être que Murat n'agit ainsi qu'en se conformant aux intentions de Napoléon. C'est là, du moins, ce qu'il a affirmé dans une lettre de juillet 1815, adressée à Fouché. « Je répondrai, y dit-il, à ceux qui m'accusent d'avoir commencé les hostilités trop tôt, qu'elles le furent sur la demande formelle de l'empereur. » Et, dans une autre lettre, antérieure d'un mois à celle-ci, il disait au milieu de tristes épanchements à une personne qui lui était chère : « Le roi Joseph m'écrivait : « L'empereur m'ordonne de vous écrire de vous porter rapidement sur les Alpes. »

S'il eût existé des chances de paix que la tentative de Murat aurait détruites, il faudrait donc, selon toute apparence, n'en accuser que Napoléon lui-même, qui aurait précipité la prise d'armes de son beau-frère, dans l'espoir sans doute d'intimider le congrès de Vienne par le soulèvement de tout un peuple. Mais, nous y insistons, les résolutions des souverains étaient arrêtées, formulées en actes, avant qu'elles eussent pu être déterminées par la conduite du roi de Naples.

Des chances de paix ! il n'y en avait qu'une, celle que pouvait donner la victoire. L'assertion contraire, tardivement venue de Sainte-Hélène à la charge de Murat, comme tant d'autres assertions et accusations que Napoléon a fait retentir dans le monde par la voix complaisante de ses compagnons de captivité, a été calculée pour atténuer la responsabilité qui pèse sur sa mémoire. Responsabilité bien lourde à porter, en effet, que celle d'avoir attiré sur la France les désastres de deux invasions, de l'avoir prise avec les limites du Rhin et de l'avoir laissée vaincue, subjuguée, réduite à des frontières plus resserrées que celles de l'ancienne monarchie !

La paix, si tant est que Napoléon vainqueur l'eût jamais

voulue sincèrement, la paix, il faut le redire, ne pouvait sortir que de la victoire. Mais la victoire était difficile, même avec toutes les ressources, toutes les forces de la France mises en œuvre sans délais, sans pertes de temps.

La lutte était prochaine, imminente. L'Europe y engageait toute sa puissance; il fallait donc que le chef de l'Empire, si soudainement restauré, ne perdît pas un jour, pas une heure, pour préparer la défense nationale. Les jours étaient des mois, les mois étaient des années à cette terrible époque. Il fallait avoir le courage de proclamer sur-le-champ la gravité suprême des circonstances, et de faire solennellement appel à la France, à toute son énergie, au nom de l'indépendance en péril.

Dans un moment de danger immense aussi, la Convention n'avait pas rusé avec la vérité. Elle avait eu l'audacieuse grandeur de poser nettement devant le pays le problème du présent et de l'avenir, et, simultanément, de lui demander, de lui imposer d'extrêmes sacrifices. Elle avait repoussé l'invasion, elle avait sauvé la patrie.

C'était l'exemple : Napoléon ne le suivit pas. Jusqu'au dernier moment, il dissimula, faussa la vérité; il parla de paix quand l'Europe entière courait aux armes, la présenta comme certaine d'abord, comme probable ensuite, lors même que la guerre s'avançait à pas précipités. La France ne devait, pour ainsi dire, connaître tout le péril de sa situation qu'au bruit du canon tiré sur la frontière.

Par la duplicité de sa politique intérieure, Napoléon avait refroidi l'enthousiasme populaire (1). Par un aveu sincère, il l'aurait réchauffé, exalté, en même temps qu'il aurait légitimé, entre ses mains armées de la dictature, toutes les mesures de salut public. Cet aveu, il ne l'osa pas. Le faire, c'eût été mon-

(1) Napoléon ne s'abusait pas sur l'état de l'opinion publique. A la veille de la publication de l'*acte additionnel*, il disait à Benjamin Constant, un de ses conseillers : « L'opinion était excellente; elle est exécrable. » (*Mémoires sur les cent-jours*, par Benjamin Constant.)

trer à tous que l'indépendance nationale était uniquement compromise par le fait même du retour triomphal de l'île d'Elbe; il craignait que la France avertie ne cherchât à détourner la menace, le danger, en détruisant l'œuvre du 20 mars.

Napoléon descendu ou précipité du trône, la France se donnant un gouvernement de liberté, l'entente des peuples et des rois pouvait cesser, la coalition même des rois entre eux se dissoudre.

Bien ou mal fondée, cette crainte égoïste fut, sans doute, la cause de ces réticences, de ces hésitations, de ces délais, de ces demi-mesures qui devaient perdre la cause de la patrie.

Comme l'a dit justement un pamphlétaire, Napoléon prétendit défendre les Thermopyles par la charge en douze temps. Il voulut faire un armement en quelque sorte subreptice, lorsqu'il fallait sonner le tocsin du péril commun, organiser un armement national, la vaste insurrection de tout un peuple. Il recommença ainsi 1814, et prépara la même catastrophe.

Dans ses dictées de Sainte-Hélène, il s'est glorifié, cependant, des prodiges d'énergie, d'activité accomplis du 20 mars au 15 juin 1815, et il en a tracé un tableau superbe de couleur et de dessin. Mais la couleur est fausse, le dessin inexact. Ce qui manqua avant tout, ce furent l'énergie, l'activité : une énergie, une activité proportionnées à l'imminence du péril, à la grandeur de l'agression.

Des ordonnances royales datées du 12 mai 1814 avaient réorganisé l'armée en cent sept régiments d'infanterie, soixante et un de cavalerie, huit d'artillerie à pied, quatre d'artillerie à cheval, un bataillon de pontonniers, quatre escadrons du train, douze compagnies d'ouvriers d'artillerie, trois régiments du génie, une compagnie d'ouvriers, une du train du génie, deux bataillons d'équipages militaires.

L'infanterie comprenait 90 régiments de ligne, 15 régiments légers, tous de trois bataillons (1), chaque bataillon de six

(1) Une ordonnance du 12 août 1814 ajouta six bataillons à cette or-

compagnies; deux régiments formés des débris de la vieille garde, sous le nom de corps royaux de grenadiers et de chasseurs de France, tous les deux de quatre bataillons (1), chaque bataillon de six compagnies.

Ces 107 régiments avaient, en outre, à la suite, un cadre d'officiers pour un bataillon.

La cavalerie se composait de 61 régiments : douze de cuirassiers, deux de carabiniers, quinze de dragons, six de lanciers, quinze de chasseurs, sept de hussards (2), quatre provenant de l'amalgame des troupes à cheval de la vieille garde et dénommés corps royaux de grenadiers à cheval, dragons, chevau-légers-lanciers et chasseurs de France.

Tous ces régiments avaient quatre escadrons, et le cadre d'un cinquième, mais en officiers seulement.

Les régiments d'artillerie à pied étaient de vingt et une compagnies; les régiments à cheva de six; le bataillon de pontonniers de huit; les régiments du génie de douze.

L'effectif du pied de paix était fixé, officiers et corps royaux compris, à 211,812 hommes, dont 149,795 d'infanterie (3), 38,611 de cavalerie devant avoir 32,164 chevaux, et 15,993 d'artillerie.

A cet effectif général venaient s'ajouter dix mille vétérans répartis en 120 compagnies, et quatorze mille gendarmes à pied et à cheval employés à la police de Paris et des départements.

La force de l'armée était restée, d'abord, assez inférieure au chiffre assigné pour le pied de paix. Mais, au mois de novembre, sous le coup des graves dissentiments qui se produisaient au congrès de Vienne, une ordonnance royale avait rap-

ganisation et les répartit dans quatre régiments. Ils étaient destinés au service colonial.

(1) Ils ne devaient, d'abord, avoir que trois bataillons, mais le quatrième fut ajouté dès la formation des régiments.

(2) L'ordonnance primitive n'organisait que six régiments de hussards, mais il en fut créé un septième plus tard.

(3) Non compris les six bataillons coloniaux.

pelé sous les drapeaux environ soixante mille hommes ; et, le 1er janvier suivant, un état dressé au ministère de la guerre le constate, l'infanterie (1) avait cent dix-huit mille hommes *prêts à partir*, la cavalerie vingt-trois mille. En ajoutant à ce nombre de fantassins et de cavaliers celui des troupes d'artillerie, du génie, etc., qu'il comporte, on voit qu'à cette époque le gouvernement de la Restauration disposait d'une armée de cent cinquante-cinq mille hommes environ, officiers compris, *prêts à entrer en campagne*, en laissant en arrière, aux dépôts, quarante ou cinquante mille hommes, sans compter les vétérans et la gendarmerie.

Cette armée, d'après des témoignages certains, était bien équipée, habillée, soldée.

Le 9 mars, le gouvernement royal avait ordonné un nouveau rappel des anciens soldats. Il s'agissait alors, pour lui, de se défendre contre Napoléon. Les événements s'étaient trop rapidement précipités pour permettre la complète exécution de cette mesure. Elle avait augmenté, cependant, l'effectif de l'armée d'une vingtaine de mille hommes, au moment où s'était opéré le changement de gouvernement. On en trouve la preuve dans un autre état dressé au ministère de la guerre et daté du 1er avril.

D'après cet état, l'armée comptait, à ce jour, deux cent vingt-trois mille neuf cent soixante-douze hommes de toutes armes présents sous les darpeaux, officiers compris (2) ; et il y avait, en outre, près de huit mille hommes aux hôpitaux, dix-neuf mille trois cents en congé limité, treize mille six cent quarante-six en congé illimité.

Cela ne pouvait donner encore, comme précédemment, que cent cinquante-cinq mille hommes *prêts à entrer en campagne*.

(1) Non compris quatre régiments suisses, d'organisation toute récente, et les bataillons coloniaux. (*Archives du dépôt de la guerre, à Paris.*)

(2) Dans ce chiffre sont comptés 700 hommes restés à l'île d'Elbe, et 1,000 environ qui en étaient revenus avec Napoléon.

Une pareille force était évidemment bien insuffisante dans la position faite à la France par la restauration de l'Empire.

Mais, avec de l'énergie, de l'activité, il était possible de l'accroître bientôt dans une proportion considérable.

Le pays, si épuisé qu'il fût par de longues et funestes guerres, offrait encore de grandes ressources; il ne s'agissait que de les utiliser.

En avril 1814, nos armées vers Paris, Lyon et Toulouse, en Italie, nos garnisons dans les forteresses de France, de Belgique, du Rhin, de l'Allemagne, etc., nos dépôts s'élevaient à quatre cent cinquante mille hommes. La paix nous avait rendu cent cinquante mille prisonniers de guerre. Le 1er avril 1815, la France disposait donc, outre deux cent vingt-quatre mille hommes présents sous les drapeaux, d'un fonds de trois cent soixante-seize mille soldats faits, où l'on pouvait puiser pour augmenter ses légions. Sans doute, les cessions de territoire, les blessures, les maladies, les infirmités, les décès, les mariages avaient bien diminué ce dernier chiffre. Mais on reste au-dessous de la vérité en disant qu'il y avait à tirer de là deux cent cinquante mille hommes très-propres au service.

Dans ses effroyables anticipations sur la vie des jeunes générations, l'Empire avait décrété, en octobre 1813, la levée de toute la conscription de 1815. Les événements avaient empêché de l'accomplir (1). Elle avait été estimée à 160,000 hommes. Malgré le rétrécissement de nos frontières et quelques autres causes de diminution, elle devait donner au moins cent dix mille conscrits.

Un simple décret pouvait donc appeler à la défense de la patrie, réunir en peu de temps trois cent soixante mille hommes, dont deux cent cinquante mille étaient des soldats aguerris.

(1) Sur cette conscription, 45,000 hommes avaient rejoint les dépôts dans l'hiver de 1813 à 1814, et avaient été congédiés à la paix. Ils ne sont pas compris dans le chiffre de 450,000 hommes donné plus haut. (Voir Rapport de Carnot aux chambres, le 13 juin 1815.)

Cent mille militaires retraités, réformés, offraient encore vingt-cinq ou trente mille précieux auxiliaires pour le service des places frontières, pour celui de l'intérieur; et les matelots des anciennes escadres, rendus inutiles par l'anéantissement de notre puissance maritime, devaient, si on les organisait sous le commandement de leurs anciens officiers, contribuer à assurer la sécurité des forts et forteresses du littoral.

Enfin, il restait la garde nationale, qu'on pouvait mettre sur pied dans presque tout le pays et qui fournirait de très-nombreux bataillons mobiles propres à défendre les places fortes et à former une puissante réserve à l'armée de ligne.

Napoléon ne négligea aucun de ces moyens. Mais il n'y eut recours qu'avec hésitation, lenteur, timidité.

Il était aux Tuileries depuis trois semaines déjà, quand il se décida à ordonner les premières mesures nécessaires pour augmenter l'état militaire de la France.

Le 9 avril, le *Moniteur* et, deux jours après, le *Bulletin des lois* publièrent un décret (1) rappelant sous les drapeaux tous les sous-officiers et soldats qui les avaient quittés pour quelque cause que ce fût. Fidèle à son système d'atténuer la gravité de la situation, « l'empereur leur donnait la promesse spéciale qu'aussitôt que *la paix actuelle serait consolidée*, ils seraient les premiers qui obtiendraient des congés pour rentrer dans leurs foyers. » Et pour mieux montrer, en quelque sorte, que l'urgence n'était pas grande, les circulaires ministérielles nécessaires pour l'application de ce décret ne furent signées que le 12 avril.

Le 21 mars (2), Napoléon avait décrété la réorganisation de la vieille garde. En rappelant les anciens militaires, il décréta aussi le rétablissement de seize régiments de jeune garde (3) et une augmentation des cadres de l'armée.

(1) Ce décret porte la date du 28 mars.

(2) Le décret porte la date du 13 mars; mais il fut promulgué le 21.

(3) Le décret du 9 avril ne créait que douze régiments de jeune garde. Les quatre autres furent créés un mois plus tard.

Les régiments d'infanterie et de cavalerie durent compléter immédiatement le cadre de leur quatrième bataillon et de leur cinquième escadron, qui ne comprenait que des officiers; et il fut créé, dans chaque régiment, un nouveau cadre, en officiers seulement, qui devait à son tour être complété en sous-officiers, etc., quand le ministre de la guerre l'ordonnerait.

En attendant l'arrivée des soldats rappelés, il fut prescrit de former, avec tous les hommes disponibles, dans chaque régiment d'infanterie, deux bataillons, dans chaque régiment de cavalerie, trois escadrons, qui, disait le décret, évitant de parler de bataillons et d'escadrons de guerre, seraient seuls mis, jusqu'à nouvel ordre, en activité de service.

Quelques jours plus tard, Napoléon rendit à tous les régiments les numéros qu'ils avaient portés pendant vingt-cinq ans de guerre, illustrés même aux jours de nos malheurs.

Le 13 avril, le ministre de la guerre fit appel aux militaires en retraite et en réforme qui voudraient reprendre du service dans des bataillons et des compagnies d'artillerie spécialement organisés pour les recevoir.

Le même jour, fut décrétée la formation successive de quatre bataillons de gendarmerie à pied, dits bataillons de réserve, lesquels devaient être formés avec les anciens gendarmes qui demanderaient du service. Le train d'artillerie fut porté à huit escadrons; celui des équipages à huit bataillons.

Le 23 avril, un décret prescrivit le rétablissement des compagnies de canonniers gardes-côtes et en fixa le nombre à soixante, dont dix sédentaires.

Dans les premiers jours de mai, on commença l'organisation de vingt régiments de matelots.

Enfin, un mois après, les ordres partirent de Paris pour la levée, mais non encore dans tous les départements, des conscrits de 1815, et, parmi eux, « de ceux-là seulement qui, lors de l'appel fait sur cette classe, avaient été désignés pour marcher et avaient figuré sur les contrôles de départ. »

Le ministre fixait, pour terme extrême, aux opérations des conseils de révision, le 15 juin.

Créer des cadres, leur donner des officiers était chose facile, car les officiers de tous grades, de toutes armes, étaient fort nombreux et n'attendaient qu'une lettre ministérielle pour aller rejoindre les corps qui leur seraient assignés. Mais, ces cadres, il fallait les remplir et les remplir sans délai, de sous-officiers, de soldats; et c'était là que Napoléon devait échouer, faute de suffisante activité, faute d'exciter l'enthousiasme patriotique de la nation, faute d'imprimer à l'administration un mouvement assez énergique.

Le rappel des anciens militaires, qui aurait dû ramener dans les régiments de toutes armes, deux cent cinquante mille hommes, n'en ramena guère que soixante mille, y compris même ceux qui avaient obéi à l'ordonnance royale du 9 mars. En Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Dauphiné, à Paris et aux environs, il donna généralement de bons et rapides résultats; mais au midi, à l'ouest, au nord, il n'en fut malheureusement pas ainsi.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, par exemple, sur 3,283 militaires rappelés, 137 seulement étaient partis, le 9 juin. Dans celui de Vaucluse, sur 2,500, 485 avaient été mis en route au 5 juin; et la plupart avaient déserté avant d'arriver à leurs corps. Dans le Tarn-et-Garonne, au 3 juin, sur 1,000, 100 à peine s'étaient présentés (1). Là où les autorités militaires et civiles disposaient de forces suffisantes, on organisa des colonnes mobiles pour ramasser les déserteurs et les hommes de mauvaise volonté; mais on n'obtint que de faibles résultats. Dans le Nord, une division tout entière fractionnée en colonnes mobiles, put à peine, en quinze jours de courses, saisir une centaine de réfractaires. Grâce à la connivence

(1) Lettres adressées à l'empereur par ses officiers d'ordonnance de Lannoy et Planat.

des habitants, les réfractaires échappaient à la contrainte.

Louis XVIII, au moment de se réfugier en Belgique, avait promulgué une ordonnance qui licenciait l'armée et défendait de fournir aucun service militaire à Napoléon. Le parti royaliste, en trop grande partie fidèle à une détestable tradition, s'efforçait d'assurer l'exécution des ordres du roi ; et, sur bien des points, il y réussissait, aidé qu'il était par la mollesse, l'inertie de la plupart des fonctionnaires de l'Empire.

Napoléon, mêlant aux principes libéraux inscrits dans l'*acte additionnel* les vieilles pratiques du despotisme, créa, dans la plupart des divisions militaires, des commissions (1) auxquelles il attribua le droit d'arrêter, de placer sous la surveillance de la police et d'exiler hors de leurs départements les individus suspects. Mais les mesures exceptionnelles prises à la suite de ces décrets impériaux aigrirent les esprits et n'arrêtèrent pas les manœuvres des royalistes. Elles frappèrent même parfois d'excellents patriotes.

Les enrôlements volontaires produisirent une dizaine de mille hommes.

Les militaires en réforme et en retraite montrèrent beaucoup d'ardeur à répondre à l'appel qui leur fut fait ; et l'on n'a pas exagéré en portant à 25,000 le nombre de ceux qui reprirent les armes (2).

(1) Ces commissions se composaient du commandant de la division, du préfet et du procureur impérial de la ville chef-lieu de la division.

(2) Dans l'exposé de la situation militaire de la France au 10 juin, présenté aux chambres, le 13 du même mois, Carnot fixe ce nombre à 33,000. Cela est impossible, car aucun bataillon, ou à peu près, n'atteignit 500 hommes. Du reste, cet exposé, destiné à être rendu public, à tromper l'étranger sur l'état de l'opinion publique, sur le concours donné à Napoléon, sur nos forces, fourmille d'inexactitudes.

Nous en citerons quelques exemples. Il porte à 175,000 hommes seulement l'effectif général de l'armée, au 20 mars, tandis que cet effectif dépassait 220,000 hommes. Il fait figurer 25,000 anciens militaires deux fois : dans les gardes nationales actives et dans l'effectif de l'armée de

Il fut à peu près impossible d'organiser les compagnies de canonniers gardes-côtes sur le littoral du Midi; cependant, l'effectif général s'éleva de quatre à cinq mille.

Pour utiliser les volontaires, les anciens soldats étrangers restés en France après la paix ou venus depuis le retour de l'île d'Elbe, on créa les cadres de deux régiments de cavalerie à trois escadrons (Polonais, Belges) et ceux de sept régiments d'infanterie à deux bataillons (Piémontais, Suisses, Polonais, Allemands, Belges, Espagnols, Irlandais). Mais les enrôlements n'atteignirent pas le chiffre de quatre mille.

Le rappel des anciens matelots produisit une vingtaine de mille hommes à peine.

Napoléon n'aimait pas la garde nationale, institution de liberté, non de despotisme. Il y avait eu recours, cependant, quand étaient venus les plus mauvais jours, en 1813. Mais il en avait faussé l'institution, comme il avait dénaturé, quand il ne les avait pas détruites, toutes les institutions de la Révolution. Du reste, la réorganisation de 1813 avait été partielle, très-incomplète. Sous le gouvernement royal, elle s'était considérablement développée; et, dans le premier élan du 20 mars, elle s'était presque généralisée, du moins dans les villes.

Mais elle ne présentait qu'une force sédentaire; il fallait en tirer une force mobile.

Un décret du 10 avril vint pourvoir à cette nécessité. Le 10 avril, c'étaient bien des jours perdus!

La population mâle du pays, de vingt à soixante ans, dut être répartie en 3,131 bataillons qui présenteraient un effectif de 2,254,320 gardes nationaux, chaque bataillon étant fort de 720 hommes, répartis en six compagnies, chacune de

ligne. Il diminue le nombre des régiments d'infanterie et de cavalerie existant au 20 mars. Il porte la jeune garde à 20,000 hommes; et une situation générale de ce corps, datée du 16 juin et signée par le chef d'état-major Dériot, ne lui en donne que 9,787, y compris les officiers et les absents.

120 hommes : une de grenadiers, une de chasseurs, quatre de fusiliers.

Tous les grades étaient à la nomination des agents du pouvoir exécutif.

Cette vaste organisation resta, en très-grande partie, sur le papier.

Les grenadiers et chasseurs durent être pris exclusivement parmi les hommes de vingt à quarante ans, et former la force mobile.

Des comités d'arrondissement et de département furent chargés de les choisir, et de désigner ceux qui devraient s'habiller, s'armer et s'équiper à leurs frais.

Les communes et les départements durent pourvoir à ces dépenses pour tous ceux qui n'auraient pas le moyen de les faire.

Un autre décret, rendu aussi le 10 avril, ordonna la formation immédiate de deux cent quatre bataillons de grenadiers et chasseurs, à six compagnies, dans la Flandre, l'Artois, la Picardie, la Champagne, la Lorraine, la Bresse, l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Savoie et le Dauphiné.

D'autres décrets encore plus tardifs, des décrets du 15, du 27 avril, du 1er et du 10 mai étendirent cette mesure à toutes les autres provinces, et portèrent le nombre des bataillons requis à 417.

On leur donna des commandants et des adjudants-majors pris dans la ligne, la retraite et la réforme.

Ils durent être mis, au fur et à mesure de leur formation, à la disposition du ministre de la guerre, qui les emploierait « à la défense des places frontières, des défilés, passages de rivière, postes et ouvrages de campagne, indiqués par le comité de défense. »

Ces 417 bataillons devaient donner 300,240 hommes. On atteignit à peine la moitié de cet effectif.

Au 10 juin, 240 bataillons étaient rendus à leur destination ou en marche pour s'y rendre.

Le dixième des gardes nationaux s'était armé, habillé, équipé à ses frais.

Un grand nombre d'anciens militaires de tous grades, vingt-cinq mille, dit Carnot dans le rapport lu aux deux chambres le 13 juin, entrèrent dans les bataillons mobilisés. Ils donnaient une force précieuse à ces milices inaguerries.

Outre les bataillons mobiles, on forma dans la plupart des places fortes des compagnies d'artillerie de garde nationale sédentaire.

Les départements qui se signalèrent par leur zèle pour la levée des gardes nationales actives furent les mêmes que ceux qui avaient jeté le plus grand nombre de leurs anciens militaires dans les rangs de l'armée de ligne. En un mois, les bataillons qu'ils devaient fournir furent recrutés, organisés, et presque tous portés au complet, tandis que certains départements, comme le Nord, la Gironde, la Dordogne, etc., mirent à peine sur pied, et à des effectifs très-faibles encore, la moitié de ceux qui leur étaient demandés; tandis que d'autres, comme les Bouches-du-Rhône, le Tarn-et-Garonne, le Finistère, etc., n'en levèrent pas un seul (1).

En un mot, là où les populations n'attendirent pas l'impulsion des autorités impériales, tout marcha vite et bien; là où elles l'attendirent, il ne se fit rien, ou bien il ne se fit que peu de chose.

On en trouve une preuve surabondante dans les lenteurs qu'éprouvèrent l'armement, l'équipement, l'habillement des bataillons mobilisés. Le 10, le 15 juin, beaucoup d'entre eux n'avaient encore reçu ni une capote, ni un fusil, ni une giberne.

Le pouvoir central prodigua, cependant, les recomman-

(1) Le département du Nord devait fournir 14 bataillons; celui de la Gironde, 3; celui de la Dordogne, 4; celui de Tarn-et-Garonne, 2; celui du Finistère, 5.

dations, les instructions, les instances, les ordres. A aucune époque il n'écrivit davantage. Les circulaires succédèrent sans relâche aux circulaires, les décrets aux décrets, les arrêtés aux arrêtés. Pour en presser l'exécution, on envoya même dans les départements des commissaires extraordinaires. Mais tout cela fut de très-médiocre effet. Ces commissaires, généralement mal choisis, n'inspirèrent pas aux fonctionnaires de l'Empire l'énergie dont ils manquaient eux-mêmes.

La garde nationale de Paris était de 30,000 hommes organisés en douze légions et quarante-huit bataillons. On n'y avait admis que des citoyens de la classe bourgeoise, pères de famille, pour la plupart, et d'âge plus ou moins mûr. Bon pour un service de police, d'ordre intérieur, ce corps valait peu pour défendre la capitale, si la guerre y amenait encore les armées étrangères. Il aurait donc fallu lui retirer tous les citoyens vigoureux, énergiques et en former une ou deux légions spéciales propres à une défense active; il aurait fallu aussi organiser, armer les jeunes gens, la classe ouvrière, les hommes au cœur chaud, aux mains calleuses, aux bras forts.

Dans ses continuelles frayeurs de la démocratie, Napoléon ne l'osa pas. Après avoir longtemps hésité, il prit une demi-mesure, et, après l'avoir prise, ne la mena pas même à exécution complète.

Le 18 mai, il décréta la formation de vingt-quatre bataillons de tirailleurs de la garde nationale, destinés à recevoir la partie de la population exclue des légions de cette garde, et principalement les membres de la fédération parisienne.

Quatorze ou quinze mille hommes y entrèrent bientôt. Ils choisirent parmi eux leurs sous-officiers; leurs officiers et leur commandant en chef furent pris dans l'armée et nommés par l'empereur. Si l'on se fût empressé de donner solde, habillement, équipement, armement à ces volontaires, de les exercer, le nombre s'en serait accru avec rapidité. Mais on se borna à leur distribuer, au bout de quinze jours, trois mille fusils, à les

réunir une fois par semaine, le dimanche. On les découragea ; et les enrôlements s'arrêtèrent, tandis que la seule fédération de Paris aurait pu les porter à quarante mille.

Un jour, les fédérés avaient défilé aux Tuileries, en masses nombreuses.

Vêtus encore de leurs habits de travail, coiffés de la casquette populaire, l'air martial et résolu, ils avaient rappelé à l'homme de Brumaire que beaucoup, parmi eux, « avaient fait la guerre de la *liberté* et celle de la *gloire* (1) ; » ils avaient demandé des armes. Napoléon leur en avait promis. La promesse ne fut pas tenue.

Dans leurs acclamations et dans leur âme, la nation et la liberté passaient avant l'empereur. L'empereur se défia d'eux et laissa, sans l'utiliser, le patriotisme de cette foule d'hommes qui, derrière des retranchements, auraient tenu la place de soldats indispensables ailleurs.

A la formation de vingt-quatre bataillons de tirailleurs et de quelques compagnies de canonniers volontaires recrutées dans les écoles, les lycées et la jeunesse de la bourgeoisie, se réduisit l'organisation de la partie de la population parisienne réellement apte à une défense active de la ville.

A Lyon, de semblables compagnies et douze bataillons de tirailleurs furent créés en même temps. Mais ceux-ci ne furent pas mieux armés qu'à Paris.

Ces mesures, il faut le répéter, se prenaient deux mois après le retour de Napoléon à Paris. On eût dit qu'il était sûr de ne pas avoir à compter avec la coalition avant une année.

Le gouvernement impérial commença à s'occuper bien tard aussi du matériel de l'armée; mais il y mit plus d'activité qu'au personnel.

Le 1er avril 1815, il y avait cent cinquante mille fusils dans

(1) Ce sont les termes mêmes de l'adresse présentée, le 14 mai, par les fédérés, à Napoléon, dans la cour des Tuileries.

les magasins de l'État et trois cent mille à réparer ou en pièces de rechange. Les armes blanches étaient en quantités considérables. Les manufactures nationales produisaient vingt mille fusils par mois.

L'artillerie donna aux entrepreneurs les avances dont ils avaient besoin; elle autorisa ses agents à recevoir des armes de modèle mixte à platine plus simple que celle du modèle de 1777; elle fit couler des platines en cuivre et rétablit l'atelier des platines à l'estampe. Par ces moyens, la production, en fusils neufs, fut portée de vingt mille à quarante mille par mois.

On créa à Paris, vers le milieu du mois d'avril, dix grands ateliers : les premiers pour le montage des pièces de rechange, les seconds pour la réparation des vieux fusils, les troisièmes pour la fabrication des armes neuves. En juin, on y occupait près de six mille ouvriers ébénistes, horlogers, ciseleurs, mécaniciens, etc. Les officiers d'artillerie montrèrent tant de zèle dans la direction de ces ateliers, que, dès le mois de mai, on en tira, par jour, mille fusils tant neufs que réparés, et, en juin, quinze cents; chiffre qui s'augmentait à mesure que les ouvriers se formaient à ce genre de travaux et qui devait s'élever progressivement jusqu'à trois mille.

Dans les principales places fortes, on établit aussi des ateliers pour la réparation des vieux fusils.

Vers la mi-juin, on avait ainsi fabriqué ou réparé 180,000 ou 190,000 fusils qui, ajoutés aux 150,000 existant en magasin, le 1er mars, donnaient un total de 330,000 ou 340,000 armes. Il en fallait 40,000 pour les enrôlés volontaires, pour les fantassins revenus sous les drapeaux depuis le décret du 9 avril; 150,000 pour les gardes nationales actuellement mobilisées, 45,000 pour les militaires venus de la retraite et de la réforme et pour les anciens matelots. Le reste, ou 100,000 environ, augmenté d'une production journalière de 3,000 ou 4,000, fournirait la réserve nécessaire aux troupes en ligne et ser-

virait à armer les bataillons de garde nationale à mobiliser encore et les conscrits de 1815.

Les gardes nationales sédentaires possédaient une quantité considérable de fusils. On peut l'évaluer à deux cent cinquante mille, même en réduisant beaucoup les estimations hypothétiques qui en ont été faites. C'était une ressource facile à utiliser en retirant, pour les donner aux gardes nationaux mobilisés, les armes distribuées à des citoyens impropres à un service actif et de patriotisme douteux.

Enfin, il y avait des milliers de fusils dans les campagnes de l'Est et du Midi, où les paysans les avaient ramassés, l'année précédente, à la suite de nos troupes. On venait d'en faire rentrer un assez grand nombre dans les arsenaux ; mais ce nombre pouvait s'accroître journellement.

Le matériel d'artillerie était suffisant pour les besoins des plus grandes armées et pour réparer les pertes de plusieurs campagnes.

Les harnais pour chevaux de trait n'étaient ni en nombre complétement suffisant, ni en très-bon état ; mais on mit assez d'activité aux réparations et aux confections, pour avoir, dans les premiers jours de juin, soixante-quinze batteries en ligne, et une vingtaine d'autres en organisation assez avancée.

Les poudres et les projectiles ne manquaient pas. Cependant, on fit travailler activement aux poudreries et aux forges.

Le service de l'habillement présentait des difficultés. Les manufactures de drap militaire, très-nombreuses avant la paix, avaient beaucoup diminué depuis ; et celles qui étaient restées avaient considérablement réduit leur fabrication. Au commencement d'avril, le trésor fit des avances aux fabricants. Mais ils eurent besoin d'un mois pour remettre leurs ateliers en activité et se procurer les matières premières. Cependant, à peu d'exceptions près, les régiments purent habiller les hommes qui rentrèrent dans leurs rangs ; car le nombre n'en

fut malheureusement pas considérable, nous l'avons dit. Quant aux soldats qui étaient déjà sous les drapeaux, ils étaient bien pourvus (1).

Le drap manqua pour les gardes nationaux actifs et les militaires venus de la réforme et de la retraite, bien qu'on eût réduit l'habillement, pour les premiers, à une capote (le pantalon et les guêtres étaient en toile). Mais il est très-probable que, si l'argent n'eût pas fait défaut, on aurait trouvé du drap en quantité suffisante.

Napoléon avait pris, relativement à la Corse, une mesure excellente, inspirée du souvenir de ce qu'il avait fait en Égypte, de ce qu'avaient fait Suchet et d'autres, en Espagne et ailleurs : il avait ordonné d'habiller en draps du pays 4 bataillons de chasseurs corses levés pour la défense de l'île. On aurait pu agir de même en France, en 1815 surtout, où dans chaque contrée les paysans s'habillaient tous en draps de couleurs uniformes, ici grises, là brunes, etc., fabriqués dans la contrée même.

La remonte de la cavalerie, de l'artillerie, des divers trains était un objet de première importance.

La cavalerie avait plus de vingt mille chevaux disponibles. L'artillerie n'en avait pas deux mille dans ses écuries ; mais six mille avaient été mis, par mesure d'économie, chez les agriculteurs. On les fit rentrer. Le train des équipages n'en avait pas cinq cents.

(1) Napoléon a publié deux versions de la campagne de 1815 : l'une sous le titre de *Campagne de* 1815, par le général Gourgaud (1818); l'autre sous celui de *Mémoires pour servir à l'histoire de France en* 1815 (1820), reproduite, en 1830, comme le IXe volume des *Mémoires* dictés à Sainte-Hélène. Dans la première, il dit : « L'armée (de la Restauration) était entièrement nue ; » dans la seconde : « Le ministre de la guerre n'avait fait donner aucun effet d'habillement aux corps, si ce n'est aux six régiments qui portaient le nom du roi et des princes. »

Cette assertion, comme tant d'autres que nous n'avons pas relevées directement, est inexacte. Nous avons sous les yeux des notes fournies par d'anciens officiers sur 22 régiments, qui la démentent formellement.

Tout cela était insuffisant.

Vers la mi-avril, on passa des marchés pour la fourniture de vingt mille chevaux de cavalerie, de quinze mille pour les trains. Mais, en attendant les livraisons, qui ne pouvaient se faire vite (1), on pourvut aux besoins les plus urgents par des moyens plus expéditifs.

La gendarmerie avait 9,300 cavaliers. On en démonta la plus grande partie en leur payant le prix de leurs montures. En quinze jours, ils en trouvèrent d'autres dans le pays, et l'on eut ainsi six à huit mille chevaux tout dressés qu'on fit passer immédiatement aux régiments cuirassés, aux dragons (2), à la cavalerie de la garde.

On frappa des réquisitions de chevaux de selle et de chevaux de trait, dans les départements, même dans ceux qui n'étaient pas producteurs (3). Cela donna cinq mille environ des premiers, et pareil nombre des seconds.

Durant les années de prospérité militaire de l'Empire, on avait dépensé des sommes énormes aux constructions d'Alexandrie, de Peschiera et d'autres forteresses qu'un revers de fortune devait nous enlever, et l'on avait négligé celles qui couvraient nos frontières de 1789. Les places maritimes seules avaient été l'objet de travaux d'entretien et d'amélioration, parce qu'elles étaient constamment en butte aux insultes des Anglais.

(1) Une compagnie qui devait livrer, par suite d'un marché passé à la mi-avril, neuf mille chevaux de cavalerie au dépôt de remonte établi à Versailles, sous les ordres du général Bourcier, n'en avait pas encore livré deux mille le 6 juin.

(2) Les carabiniers, les cuirassiers et les dragons reçurent 4,155 chevaux de gendarmes.

(3) Voici quelques exemples de ces réquisitions : Aisne, 140 chevaux de lanciers, 330 de trait; Vaucluse, 20 chevaux de cavalerie légère; Ardèche, 40 ; Bouches-du-Rhône, 40 de cavalerie, 109 de trait ; Ardennes, 230 de cavalerie, 380 de trait ; Tarn-et-Garonne, 40 de cavalerie, etc. On dirigea ces chevaux sur les dépôts les plus voisins des départements où on les requérait ; mais tous n'y étaient pas encore arrivés au commencement de juin.

Après les grands désastres de 1813, le temps, l'argent, les moyens avaient manqué pour réparer l'imprévoyance précédente: les travaux faits alors aux places fortes de notre ancienne frontière de terre n'avaient eu aucun caractère de permanence.

La Restauration n'avait rien changé à cet état de choses.

Maintenant on était pressé encore par les événements. On se hâta, et l'on fit aux places de bons préparatifs de défense. Du reste, même dans celles de troisième ligne, les remparts n'offraient pas de brèches. Dans cette situation, de bonnes garnisons, des gouverneurs résolus, des armes, des munitions, des vivres, devaient assurer une grande résistance.

On couvrit par des retranchements de campagne quelques villes de l'intérieur ouvertes et de position importante; et l'on fortifia les défilés du Jura, des Vosges, de l'Argonne, de la forêt de Mormale.

Sur presque tous ces points, les populations montrèrent beaucoup d'empressement à travailler à l'œuvre de la défense commune.

Le matériel de l'artillerie de place était, à peu près, au niveau des besoins.

Les bois, si utiles pour la défense des forteresses, les vivres, durent être fournis et apportés par réquisitions. Mais ce service manqua en tout ou en partie pour plusieurs places.

Cependant, vers le 10 juin, toutes celles de première ligne avaient des approvisionnements pour quatre ou six mois, celles de seconde ligne pour moins de temps, celles de troisième ligne pour moins encore.

Toutes, à peu près, étaient suffisamment armées d'artillerie et pourvues de munitions.

Les événements de 1814 avaient prouvé, jusqu'à la dernière et la plus cruelle évidence, la nécessité de fortifier Paris et Lyon, la capitale et la seconde ville de France.

Napoléon, dans ses *Mémoires*, a très-bien établi, par l'histoire et par d'invincibles arguments, la suprême inconséquence de

laisser sans défense immédiate Paris principalement, « la patrie de l'élite de la nation, le centre de l'opinion, le dépôt de tout. »

Cette inconséquence, il l'avait pourtant commise pendant tout un long règne. Il se décida à y mettre fin.

Sa décision fut-elle prompte? On l'ignore. Ce qui est certain, c'est que ce fut le 1er mai seulement (1), quarante jours après son retour aux Tuileries, qu'il donna le premier ordre pour la mettre à exécution.

On ne pouvait songer à faire d'autres fortifications que des retranchements de campagne. Le plan en fut dressé par les généraux Haxo et Rogniat, ingénieurs de la plus grande distinction, le premier surtout.

Il embrassait, dans une ligne continue, les hauteurs de Montmartre, des Moulins, de Chaumont, de Belleville, du Père-la-Chaise, et la plaine à droite de ce dernier point, s'appuyant à des ouvrages établis à l'Étoile sous le canon de Vincennes et à des redoutes dans le parc de Bercy. En arrière des retranchements, de Chaumont au Père-la-Chaise, trois forts fermés à la gorge devaient servir de réduits. Un autre fort devait être construit à l'arc de triomphe des Champs-Élysées, et se relier, d'un côté à Montmartre, de l'autre aux hauteurs de Passy.

On dut achever le canal de l'Ourcq, qui va de la Villette à Saint-Denis, en jetant les terres sur les deux rives pour former, sur celle de gauche un rempart, sur celle de droite un chemin couvert. Saint-Denis dût être protégé par des retranchements.

On ne se mit au travail que le 7 mai, et on s'y mit avec un faible nombre de bras. Ce jour-là, il n'y avait pas encore mille ouvriers sur tout le développement de Montmartre à Bercy. Le 15, on n'en comptait encore que dix-huit cents. Mais, à partir de ce moment, les gardes nationaux, les fédérés, les élèves des lycées et des écoles, des bourgeois, des ouvriers, des

(1) Lettre de Napoléon au ministre de la guerre.

détachements de la garde impériale vinrent renforcer les travailleurs soldés; on augmenta le nombre de ceux-ci et l'œuvre avança assez rapidement. Le 10 juin, la ligne du canal de l'Ourcq, les fortifications de Saint-Denis, les retranchements de Montmartre à la chaussée de Vincennes, étaient à peu près achevés et en partie palissadés. Pour les armer, on avait réuni à Paris quatre à cinq cents bouches à feu, la plupart empruntées au matériel de la marine. Cette artillerie devait être servie par six compagnies de canonniers de la ligne, huit d'anciens matelots, six de canonniers de marine, vingt des écoles polytechnique, militaire, d'Alfort, de droit, de médecine, des lycées, des invalides, de la garde nationale.

Mais les forts qui devaient servir de réduits, celui de l'arc de triomphe, les retranchements de Passy à Montmartre n'étaient pas même commencés.

Sur la rive gauche de la Seine, où une ligne de fortifications avait été tracée aussi, on n'avait pas donné un coup de pioche.

Ainsi, en près de trois mois, avec toutes les ressources en hommes et matériel d'une cité de sept cent mille âmes et des campagnes voisines, sous le coup de la terrible leçon de 1814, le gouvernement impérial ne sut pas entourer la capitale de la France de fortifications qui, à un moment donné, pouvaient être le salut de la patrie et qu'une administration prévoyante, résolue, vigoureuse, aurait commencées dès le 30 mars et achevées le 1er mai.

Napoléon fit aussi fortifier Lyon. Mais là, comme à Paris, on se mit tard à l'œuvre. Le 10 juin, les travaux n'y étaient pas achevés, bien que des parties considérables de l'ancienne enceinte existassent encore. On put commencer, néanmoins, à garnir d'artillerie quelques ouvrages, notamment ceux qui couvraient le faubourg de la Guillotière. L'armement général se composait de trois cents bouches à feu, venues des arsenaux de la marine. On avait, pour les servir, quatre compagnies d'artil-

lerie de ligne, six cents canonniers de marine, neuf cents de la garde nationale, de l'école vétérinaire et des lycées.

Dans la population, outre ces derniers, il n'y avait d'armés que 2,400 gardes nationaux et un millier de fédérés tirailleurs.

Le 1er juin, l'état militaire de la France se formait d'une armée de ligne et d'une armée extraordinaire.

La première était de deux cent soixante-seize mille neuf cent quatre-vingt-deux hommes, présents au drapeau, officiers compris (1).

Cet effectif se décomposait ainsi : 198,130 hommes aux bataillons, escadrons, etc., de guerre ; 55,719 disponibles dans les dépôts, mais non encore disponibles pour la guerre (bataillons, escadrons, batteries en organisation, hommes non habillés, etc.), en recrutement, en remonte ; 23,133 indisponibles (fond des dépôts, malingres, ouvriers, enfants de troupe, etc.) (2).

En ne tenant compte que des troupes de ligne, il manquait, à l'infanterie, pour compléter les bataillons de guerre à 600 hommes, et à 500 seulement les bataillons en organisation, 86,097 hommes ; à la cavalerie, pour compléter les escadrons de guerre à 170 hommes et à 150 les escadrons en organisation, 11,945 hommes ; à l'artillerie, au génie, aux équipages militaires, 6,951 : en tout, cent quatre mille huit cent quatre-vingt-treize hommes (3).

Le déficit en chevaux était très-considérable aussi. Il s'élevait à 18,934 pour la cavalerie, 1,551 pour l'artillerie à cheval et les divers trains (4).

L'effectif de l'armée laissée par la Restauration était, on l'a vu, de 223,972 hommes, dont 155,000 disponibles pour

(1) Corps de toutes armes de la ligne : 247,609 hommes (*situation officielle datée du 1er juin*); corps de toutes armes de la garde impériale, 29,373 hommes (*situation officielle datée du 13 juin.* — Il n'existe pas de situation au 1er juin.)

(2) Chiffres de la *situation officielle au 1er juin.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

la guerre; il était, maintenant, de 276,982 hommes, dont 198,130 disponibles pour la guerre (1); en deux mois et demi, Napoléon avait donc augmenté le premier de ces chiffres de 53,000 hommes seulement, le second de 43,000 à peine.

Et il s'est glorifié, et on l'a glorifié des prodiges d'activité accomplis à cette époque!

Dans le courant d'avril et de mai, Napoléon avait formé successivement, avec les troupes disponibles, un corps de la garde impériale, sept corps d'armée de la ligne, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation dits du Jura, du Var, des Pyrénées orientales, des Pyrénées occidentales, et une armée dite de la Vendée. Vers le milieu du mois de mai, une prise d'armes royaliste avait eu lieu dans la patrie de Charette et de Larochejacquelein. Quelques mouvements insurrectionnels s'étaient produits aussi sur la rive droite de la Loire.

Dans les premiers jours de juin, le corps de la garde impériale était à Paris et aux environs, le 1er corps de la ligne sur Valenciennes, le 2e sur Avesnes, le 3e sur Rocroi, le 4e sur Metz, le 6e sur Laon et Arras; les quatre corps de réserve de cavalerie entre l'Aisne et la Sambre, à l'exception d'une division encore en Alsace.

Le 10 juin, l'ensemble de tous ces corps, y compris un parc général, s'élevait à cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes. Leur artillerie était de trois cent quarante-quatre bouches à feu.

Ils étaient destinés au rôle capital dans le drame militaire qui était proche.

Nous donnerons plus loin leur organisation détaillée. Il suffit, maintenant, d'en indiquer l'effectif général et la position.

Le général Rapp commandait le 5e corps, en Alsace; le ma-

(1) Napoléon, dans ses *Mémoires* (tome IX), porte à 363,500 hommes, le 1er juin 1815, l'armée de ligne; mais il fait figurer dans cet effectif la conscription de 1815 pour 77,500 hommes; et, à cette date, il n'y avait pas encore un seul conscrit *appelé*.

réchal Suchet le 7ᵉ, en Savoie; le général Lecourbe le corps du Jura ; le maréchal Brune celui du Var; les généraux Decaen et Clausel ceux des Pyrénées orientales et occidentales ; le général Lamarque l'armée de la Vendée.

Rapp avait : 3 divisions d'infanterie. — 28 bataillons	15,501	hommes.
1 division de cavalerie. — 14 escadrons	2,082	»
Artillerie, génie, équipages, etc.	1,448	»
46 bouches à feu.		
Total.	19,031 (1)	»
Suchet : 2 divisions d'infanterie. — 16 bataillons	6,925	hommes.
1 division de cavalerie. — 6 escadrons	787	»
Gendarmerie	54	»
Artillerie, génie, équipages, etc.	1,048	»
42 bouches à feu.		
Total.	8,814 (2)	»
Lecourbe : 1 division d'infanterie. — 8 bataillons	2,783	hommes.
1 division de cavalerie. — 9 escadrons	1,064	»
Artillerie, génie, etc.	599	»
21 bouches à feu.		
Total.	4,446 (3)	»
Brune : 1 division d'infanterie. — 13 bataillons.	3,287	hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons	444	»
Artillerie, génie, etc.	350	»
16 bouches à feu.		
Total.	4,081 (4)	»

(1) Situation signée par le chef d'état-major du 5ᵉ corps, et datée du 20 juin.

(2) *Situation officielle au* 10 *juin*. Un régiment, le 6ᵉ léger, qui faisait partie du 7ᵉ corps avant le 1ᵉʳ juin, était parti pour rejoindre le 4ᵉ.

(3) *Situation officielle au* 10 *juin*.

(4) *Situation officielle au* 20 *juin*. On y a ajouté, par aperçu, l'effectif de l'artillerie, qu'elle ne donne pas.

Decaen : 1 division d'infanterie.—6 bataillons.	2,894 hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons. . .	462 »
Artillerie.	589 »
30 bouches à feu.	
Total. . .	3,945 (1) »
Clausel : 1 division d'infanterie. — 6 bataillons.	2,954 hommes.
1 régiment de cavalerie. — 3 escadrons . . .	389 »
Artillerie	590 »
30 bouches à feu.	
Total. . .	3,933 (2) »
Lamarque : 2 divisions d'infanterie.. — 17 bataillons	7,620 hommes.
Détachements de cavalerie de divers corps. .	476 »
Artillerie et génie	474 »
18 bouches à feu.	
Total. . .	8,570 (3) »

La force de tous ces corps, réservés pour les rôles secondaires, était ainsi de cinquante-deux mille huit cent vingt hommes, dont cinq mille sept cent quatre de cavalerie; et leur artillerie comptait deux cent trois bouches à feu.

La force des autres corps indiqués antérieurement était de cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes. L'effectif général des troupes en ligne, le 10 juin, s'élevait donc à 180,908 hommes, officiers compris.

(1) *Situation au 1er juin.* Ce corps devait être renforcé par des gardes nationales mobiles; on le verra plus loin. C'est pour cela qu'il avait une si forte proportion d'artillerie.

(2) *Idem.* On a ajouté l'effectif de l'artillerie, qui n'est pas donné par la situation, et on l'a supposé le même qu'au corps des Pyrénées orientales.

(3) *Situation au 20 juin.* Cet effectif devait s'augmenter de 1,463 hommes, en quatre faibles bataillons, alors en marche du Mans, de Rennes et de Lorient. D'après un rapport du ministre de la guerre, daté du 22 juin, Lamarque devait encore recevoir quelques renforts des dépôts de cavalerie de Niort, Poitiers et Tours; et, outre les troupes de ligne, il disposait de 2,600 gendarmes, tant à pied qu'à cheval, et 800 autres étaient en route pour le rejoindre.

A la même date, six mille hommes environ, des diverses armes, se trouvaient en marche pour les rejoindre; onze mille de l'artillerie, du génie, étaient à Paris, à Lyon et dans les places fortes.

Telle était la répartition faite des cent quatre-vingt-dix-huit mille hommes disponibles immédiatement pour la guerre.

Le 15 juin, ce dernier effectif, non plus que l'effectif général de l'armée, n'avait éprouvé aucune modification sensible. A cette date, les besoins du recrutement étaient toujours de plus de cent mille hommes (1), et on ne pouvait, d'assez longtemps encore, envoyer aucuns renforts notables aux corps en ligne. La pénurie des dépôts en hommes disponibles pour la guerre peut se juger par ce fait que tous ceux de Paris et des environs jusqu'à la Somme n'étaient pas en état de fournir plus de deux mille cinq cents hommes aux bataillons et escadrons de guerre, avant le 21 juin (2).

« Les dépôts ont été épuisés pour former les corps d'armée ; ils ne présentent plus, en général, que des cadres, » disait, dans un rapport, le ministre de la guerre, le 22 juin.

De quelque manière qu'on veuille le considérer, le résultat obtenu était bien faible, surtout eu égard à la gravité des circonstances.

L'armée extraordinaire était d'environ deux cent mille hommes, vers le 15 juin : 140,000 ou 150,000 gardes nationaux mobilisés, 45,000 anciens matelots et militaires retraités, réformés; 5,000 ou 6,000 canonniers gardes-côtes et pareil nombre de chasseurs des Alpes et des Pyrénées, en organisation, depuis le mois de mai, pour le service de ces deux frontières.

La moitié, au moins, de cet effectif n'était pas habillée; la tiers n'en était pas armé.

Napoléon divisa en deux parties l'armée extraordinaire. L'une,

(1) Rapport du ministre de la guerre, daté du 22 juin.

(2) Rapport du 19 juin, au ministre de la guerre.

la plus faible, fut destinée à tenir la campagne, l'autre à former les garnisons des places fortes.

La première, composée exclusivement de gardes nationales, donna une division de trois mille hommes, qui fut postée à Sainte-Menehould, à l'entrée de la forêt d'Argonne; une division de cinq mille, sur la Moselle; une division de trois mille, au corps de Rapp; une division de trois mille encore, sur le haut Rhin; deux divisions de dix mille ensemble, au corps de Lecourbe; trois divisions de douze mille, au corps de Suchet; une division de quatre mille, à celui de Decaen; une de trois mille, à celui de Clausel (1); deux de six mille, à l'armée de la Vendée. Soit, en tout, quarante-neuf mille hommes qui étaient en ligne, vers le 15 juin.

Il y avait là un renfort bien précieux pour l'armée de ligne; mais, malheureusement, il n'avait pas la valeur qu'il aurait pu avoir. Un très-grand nombre de ces gardes nationaux si tardivement levés n'étaient ni habillés ni équipés, même parmi ceux des départements de l'Est. Plusieurs milliers n'avaient pas même de fusils. Les commandants de corps d'armée réclamaient en vain contre cet état de choses. Suchet, entre autres, expédiait lettres sur lettres sans rien obtenir. « J'ai, à Aix, deux mille gardes nationaux, écrivait-il le 11 et le 18 juin au ministre de la guerre, qui n'ont ni gibernes, ni sacs, ni habillement... Je ne puis espérer de faire habiller promptement les gardes nationales qu'autant que Votre Excellence formera un atelier, à Lyon, de huit à dix mille habillements... *Compter sur les préfets, c'est se faire illusion.* »

Un autre jour Suchet ajoutait : « L'enthousiasme d'une partie des gardes nationaux ne peut pas tenir contre l'état de nudité dans lequel on les laisse. Déjà on leur fait craindre qu'ils ne soient pas traités en soldats, s'ils tombent au

(1) L'artillerie des divisions de garde nationale attachées aux corps de Rapp, de Lecourbe, de Suchet, etc., est comprise dans les situations que nous avons données de ces corps.

pouvoir de l'ennemi, dans leurs habits de paysans. Ainsi, nous ne pourrons conserver quelques bataillons qu'autant que, d'après vos ordres, un atelier d'habillement sera établi à Lyon. » Et, s'adressant directement à l'empereur, il lui disait, le 11 juin : « L'état déplorable des gardes nationales, auxquelles, pour la plupart, il n'a été rien fourni absolument, accroît la désertion journalière, malgré les efforts qu'on fait pour l'arrêter. »

Les plaintes de Suchet avaient d'autres objets encore : « il lui manquait six cents chevaux pour compléter ses attelages d'artillerie, il n'avait pas un mulet, bien qu'il fût chargé d'une guerre de montagnes; le commandant de l'artillerie, celui du génie, l'ordonnateur en chef lui-même n'avaient pas *un sou* à leur disposition, etc. »

Rapp, Lecourbe se plaignaient non moins vivement, et n'étaient pas mieux écoutés. Des rapports de leurs chefs d'état-major prouvent qu'au 10, au 20 juin, ils n'avaient pas encore de vivres de campagne à distribuer à leurs troupes; que pas un marché de fourrages n'existait pour les chevaux attachés à leurs corps. Hommes et chevaux vivaient au jour le jour.

La seconde partie de l'armée extraordinaire comprenait le reste des gardes nationales mobilisées, les militaires venus de la retraite, de la réforme, les anciens matelots.

Ces gardes nationales fournirent cinquante-deux mille hommes aux places du Nord et de la Meuse; dix-huit mille à celles de la Moselle; pareil nombre à celles de l'Alsace; onze mille à celles du Jura; quatre mille à celles des Alpes. Soit, en tout, cent trois mille hommes dont une grande partie n'était pas habillée, dont plusieurs milliers n'avaient encore reçu, au 15 juin, ni un fusil, ni une giberne (1).

Vingt mille anciens matelots eurent la garde des places du

(1) Tous ces chiffres sont pris dans le rapport ministériel du 22 juin déjà cité, et dans les situations des corps de Rapp, Lecourbe, etc.

littoral. Les militaires venus de la retraite et de la réforme, au nombre de vingt-cinq mille, y fournirent aussi quelques bataillons. Le reste fut envoyé, partie dans les forteresses de la frontière de terre, partie à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux et dans quelques autres villes d'opinion notoirement royaliste.

Les places fortes reçurent aussi des compagnies de vétérans et de douaniers.

Le service de l'artillerie y fut fait, concurremment avec les détachements d'artillerie de ligne dont nous avons parlé, par des compagnies d'anciens militaires, de garde nationale sédentaire et de canonniers de la marine.

Si l'on rapproche le nombre et la grandeur des places de la frontière de terre de l'effectif et de la valeur réelle de leurs garnisons, on reconnaîtra facilement que cet effectif était excessivement faible. Cela fût devenu évident, si elles eussent été appelées à jouer le rôle auquel elles sont destinées dans la défense des États.

Mais la catastrophe fut si rapide et si grande, qu'on ne l'a pas même remarqué.

Dans les patriotiques provinces de l'Est, quelques corps de partisans s'étaient formés. Quelques-uns d'entre eux allaient bientôt faire preuve d'audace.

Tel était, dans les premiers jours de juin 1815, l'état militaire de la France.

Napoléon avait égaré l'opinion publique dans de fausses espérances de paix; il avait refroidi l'enthousiasme populaire par les équivoques, les perfidies de sa conduite politique, par son *acte additionnel;* il avait peuplé l'administration de fonctionnaires sans dévouement à la cause nationale, sans énergie, sans activité; il avait perdu trois semaines en vaines hésitations, lorsque toute l'Europe courait aux armes; il avait semé le découragement, l'inertie, il récoltait la faiblesse.

Il s'est plu, dans ses *Mémoires*, à comparer son activité de 1815 à l'activité de la Convention; et il n'a pas craint d'affir-

mer qu'il avait fait plus, qu'il avait fait mieux et plus rapidement que la grande assemblée. Ah ! si la Convention eût trouvé sous sa main, comme Napoléon, une armée de plus de deux cent mille hommes présents au drapeau ; un fonds de quatre cent mille anciens soldats, sous-officiers, officiers de toutes armes où puiser pour renforcer ses légions, pour encadrer, commander ses volontaires, ses réquisitionnaires ; des arsenaux pourvus, des fonderies, des poudreries montées pour suffire aux besoins des plus grandes armées ; des manufactures d'armes susceptibles du plus grand, du plus rapide développement ; un corps d'artillerie très-nombreux et très-instruit ; un pays centralisé, ses armées, en trois mois, seraient entrées en campagne, non avec cent quatre-vingt mille hommes de troupes de ligne et cinquante mille gardes nationaux, mais avec six cent mille hommes. Elle dut tout improviser, personnel et matériel, généraux et soldats. Elle improvisa tout, au milieu des dissensions déchirant son sein, de la guerre étrangère éclatant à toutes les frontières, de la guerre civile enflammant la moitié de la France. Elle sauva la patrie. Elle en recula les bornes, et les enfonça si bien dans le sol, qu'il fallut quinze ans et les criminelles folies de l'Empire pour les en arracher.

La Convention eut plus de temps que Napoléon pour préparer la défense ; cela est vrai. Elle n'eut pas à lutter contre des masses aussi énormes et aussi rapidement accumulées qu'en 1815 sur nos frontières ; cela est encore vrai. Mais comparez toutes les circonstances, les moyens, le résultat ; et jugez !

CHAPITRE TROISIÈME.

Plan de campagne de Napoléon.

Murat, battu par les Autrichiens, moqué par les Italiens, déserté par ses sujets d'un jour, venait d'aborder, fugitif, aux côtes de Provence. Dans le monde entier, la France n'avait plus un allié; toute l'Europe lui était ennemie et marchait contre elle.

Fallait-il attendre l'agression? fallait-il la prévenir, attaquer avant que tous les contingents de la coalition fussent venus prendre les positions qui leur étaient assignées aux abords de nos frontières?

L'alternative avait été discutée dans plusieurs conseils tenus aux Tuileries; et l'on avait reconnu que les plans de campagne possibles se réduisaient à deux.

Le premier était de rester sur la défensive, de laisser les coalisés prendre tout l'odieux de l'agression, s'engager à travers nos lignes de places fortes, s'avancer dans le rayon de Paris et de Lyon; et, de commencer alors contre eux une guerre vigoureuse, sur ces deux bases.

En supposant, comme on pouvait le prévoir, comme cela devait être, en effet, qu'ils franchiraient nos frontières le 1er juillet, que leurs armées régleraient leur marche les unes sur les autres, ils n'arriveraient dans le rayon de Paris que vers les derniers jours du même mois.

A cette époque, Paris pourrait être complétement entouré de fortifications armées, palissadées. Les approvisionnements des places fortes seraient terminés. On aurait achevé la levée des 417 bataillons de gardes nationales actives; on les aurait pourvus d'armes, d'équipements; on en aurait habillé la majeure partie; ils augmenteraient les garnisons des forteresses et les divisions attachées au corps d'observation. Les conscrits de 1815 seraient arrivés dans les dépôts; les achats de chevaux auraient produit d'importants résultats. Les dépôts eux-mêmes auraient envoyé des renforts aux troupes en ligne.

On aurait replié sur Paris les six premiers corps d'infanterie et les quatre corps de cavalerie de réserve ainsi renforcés; et, joints à la garde impériale, ils donneraient une force mobile de cent soixante mille hommes ou plus qui manœuvreraient sur les deux rives de la Seine et de la Marne sous la protection du vaste camp retranché de Paris, où l'on aurait réuni tous les dépôts de ces corps. Ces dépôts, les compagnies de canonniers volontaires, les tirailleurs de la garde nationale (si on se décidait à les armer), des bataillons de garde nationale active qu'on aurait appelés, porteraient à plus de 100,000 hommes la force non mobile destinée à la défense de la capitale de la France.

On pouvait calculer que les armées qui, au 1er juillet, passeraient la frontière pour marcher sur Paris seraient de près de six cent cinquante mille hommes. Elles seraient obligées d'en laisser cent cinquante mille pour masquer plusieurs de nos places et protéger leurs lignes d'opérations. Elles arriveraient donc avec près de cinq cent mille hommes devant Napoléon, réduit à une force mobile de cent soixante mille.

La lutte serait bien inégale.

Mais, l'année précédente, il en avait soutenu une qui, toute proportion gardée, l'était davantage; et peu s'en était fallu qu'il n'eût rencontré le succès, un succès du moins permettant une paix honorable.

Dans cette campagne de France, où l'empereur avait retrouvé souvent les merveilleux élans, la prodigieuse activité, le génie militaire du général de la République, la coalition avait dû la victoire décisive à l'incroyable incurie qui avait laissé Paris sans fortifications, sans défense préparée, hors d'état de tenir deux jours. A la fin de juillet, cette imprévoyance de tout un règne serait complétement réparée. Paris avec son camp retranché, à cheval sur les deux rives de la Seine, gardé par plus de cent mille hommes, pouvant défier longtemps les plus fortes attaques, serait un pivot solide pour les manœuvres de Napoléon.

Les conditions de la guerre seraient donc bien moins mauvaises qu'en 1814, si toutefois l'empereur était resté le même qu'alors.

Les Austro-Sardes, qui marcheraient sur Lyon en juillet, ne compteraient d'abord que soixante mille hommes, les quatre-vingt ou cent mille Autrichiens destinés à les renforcer étant encore dans l'Italie centrale et inférieure.

Lyon serait alors bien retranché, bien armé. On y aurait fait venir tous les dépôts du corps du Jura et de celui de Suchet; et ces forces, réunies aux tirailleurs de la garde nationale, aux artilleurs volontaires, à des bataillons de gardes nationaux mobilisés, suffiraient pour assurer à la ville une bonne défense, pendant que Suchet, renforcé des troupes actives du corps du Jura, manœuvrerait sur les deux rives de la Saône et du Rhône.

Dans ce plan général de guerre, on abandonnerait sans coup férir plusieurs provinces. Ce serait un inconvénient. Mais, on pouvait l'espérer, la vue de l'invasion réchaufferait, exalterait partout l'opinion publique si refroidie; et sous l'excitation des calamités mêmes de la guerre, les populations des provinces envahies, s'appuyant aux forteresses pourvues alors de nombreuses garnisons, deviendraient d'actifs auxiliaires pour nos armées, causeraient de graves embarras, de grandes pertes à l'ennemi.

Et si, par impossible, Napoléon, surmontant les terreurs que lui inspiraient les masses populaires, se décidait à user de tous les moyens légitimes de défense contre l'étranger, de compression contre l'ennemi intérieur, s'il opérait la levée en masse du pays avant toute invasion, les chances favorables s'accroîtraient considérablement.

Le second plan était de commencer les hostilités avant que les coalisés eussent réuni et disposé toutes leurs forces pour une attaque combinée.

La Belgique était occupée par deux cent vingt mille Anglo-Hollandais et Prussiens formant deux armées qui obéissaient à deux chefs.

Vers la mi-juin, on pouvait avoir rassemblé sur la frontière du Nord les six premiers corps d'infanterie, les quatre corps de réserve de cavalerie, la garde impériale : cent cinquante mille hommes, tout en laissant un rideau sur les autres frontières.

On proposait de porter cette masse en avant par des mouvements rapides et on calculait qu'on aurait de grandes chances de surprendre les deux armées ennemies, sinon dans leurs cantonnements, au moins avant leur concentration complète, de les attaquer isolément, de les battre, de les ruiner, de les disperser au loin, en un mot, de les mettre hors de cause pour longtemps. On se serait ainsi débarrassé de deux cent vingt mille hommes; on aurait réduit d'un tiers les masses qui devaient former le premier flot de l'invasion.

Après une telle victoire, on reviendrait lutter avec un grand ascendant moral contre les Russes, les Autrichiens, etc.; l'esprit public serait électrisé; la défense trouverait d'immenses ressources.

Napoléon voyait à ce plan d'autres chances de réussite, et d'autres et de plus grands avantages, des avantages décisifs, en cas de succès en Belgique.

« Si l'on battait, a-t-il dit, les armées anglo-hollandaise et prussienne, la Belgique se soulèverait et son armée recruterait l'armée française, la défaite de l'armée anglaise entraînerait

la chute du ministère anglais, qui, ajoute-t-il gravement, serait remplacé par des amis de la paix et de l'indépendance des nations; cette seule circonstance terminerait la guerre... La Belgique, les quatre départements du Rhin appelaient à grands cris leur libérateur, et l'on avait des intelligences dans l'armée belge. »

La défaite n'avait pas corrigé Napoléon des illusions conçues au temps de la prospérité. Maintenant, comme auparavant, il appliquait les forces de son esprit à se persuader que ses désirs étaient des réalités ; et il y parvenait si bien, que ce qui était nettement aperçu par le bon sens le plus vulgaire lui échappait complétement. Inévitable effet de l'exercice du pouvoir absolu !

Le soulèvement de la Belgique, loin d'être certain, n'était pas même probable. Comme dans les quatre départements du Rhin, il y existait un parti français ; mais il était sans puissance. La servitude, l'abus effréné de la conscription avaient aliéné les Belges. Ils étaient encore frémissants d'un des actes les plus odieux qu'ait jamais osés le despotisme en délire (1) ; et le clergé, aussi influent alors qu'aujourd'hui, les entretenait dans leur haine de Napoléon.

Le clergé n'aimait pas Guillaume d'Orange, le roi protestant; mais il détestait l'homme qui avait arraché ses lévites au séminaire pour les jeter à la caserne, qui avait emprisonné ses évêques, porté la main sur les cardinaux, sur les États, sur la personne du pape.

Les soldats belges n'étaient pas mieux disposés que la population. C'était une bien étrange aberration que de les croire prêts à déserter leur drapeau, à répéter l'acte tant

(1) L'annulation du verdict du jury qui avait acquitté, aux assises de Bruxelles, le maire d'Anvers. Dictatorialement renvoyé devant la cour de Douai pour y être jugé à nouveau, ce citoyen était mort de douleur, dans les prisons de cette ville, le 5 avril 1814.

reproché des Saxons à Leipzig. Ils devaient le prouver au jour du combat.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'ils se comptaient en faible nombre dans l'armée des Pays-Bas : ils n'étaient pas dix mille.

Napoléon s'abusait encore plus, s'il est possible, sur les conséquences d'une défaite que subirait l'armée anglaise.

Depuis 1792, il avait toujours existé, en Angleterre, un parti « ami de la paix et de l'indépendance des nations. » Un moment même, il s'était trouvé le plus fort. Il avait renversé le cabinet de Pitt; et la paix d'Amiens avait été conclue. Mais le consul Bonaparte dissimulait alors la dévorante ambition de Napoléon. En 1815, ce parti s'agitait beaucoup; mais il était très-faible. Le parlement venait de repousser les motions, les pétitions en faveur de la paix, de voter, à d'énormes majorités, un emprunt d'un milliard, de riches subsides pour la coalition; et le parlement avait pour lui la masse du peuple anglais, exaspérée par une lutte aussi longue qu'acharnée.

Sur la Belgique, les espérances de Napoléon étaient donc sans fondement; sur l'Angleterre, elles étaient chimériques.

Les inconvénients attachés au second plan de campagne étaient, en revanche, très-réels.

En commençant les hostilités à la mi-juin, on précipiterait l'invasion des provinces de l'Est. Elle aurait lieu, avant que les conscrits de 1815 en fussent retirés, avant que les approvisionnements, les garnisons des places fortes fussent augmentés, les fortifications de Paris et de Lyon terminées; et si, au lieu d'un grand succès, on rencontrait, en Belgique, une grande défaite, la marche de toutes les armées ennemies sur Paris serait bien plus rapide.

Dans ce cas, a écrit Napoléon, on rentrerait dans le premier plan. Cela est vrai; mais on y rentrerait sans les avantages qu'il aurait présentés en l'appliquant tout entier.

Napoléon se décida pour le second plan.

Mais il y fit une modification. Pendant qu'il appelait le corps de Gérard de la frontière de la Moselle sur celle du Nord, il laissa le corps de Rapp en Alsace, et se priva volontairement ainsi d'une force de près de vingt mille hommes, qui devait être impuissante là où il la laissait et qui, portée en Belgique, aurait pesé d'un grand poids sur la balance de la guerre. Il manquait à ce principe si justement préconisé, si souvent et si heureusement appliqué par lui : concentrer ses forces sur le point principal, et ne pas prétendre en avoir partout, sous peine de ne rien pouvoir nulle part. Faute grave qu'il devait, mais trop tard, tenter de corriger!

On s'expliquerait mal, au reste, la résolution prise de précipiter l'ouverture des hostilités, si l'on en cherchait les causes seulement dans les écrits de Napoléon, si l'on ne tenait compte de sa situation personnelle, de ses dispositions d'esprit.

Le grand mouvement démocratique produit, tout d'abord, par le retour de l'île d'Elbe était détruit ou devenu hostile à l'Empire; la masse de la nation se retirait, de plus en plus, du trône restauré; l'audace du parti royaliste croissait à vue d'œil dans l'Ouest et le Midi. L'*acte additionnel*, soumis à l'acceptation du peuple, n'avait réuni qu'une infime minorité de suffrages; les masses avaient protesté par l'abstention. Il avait créé une chambre de représentants, qui devait être élue dans le système même qui avait produit, pendant quinze ans, le type des assemblées serviles, le corps législatif impérial. Mais la liberté de la presse avait pu corriger, cette fois, les vices de cette organisation perfide du vote populaire. Les élections venaient d'avoir lieu et elles avaient reflété assez exactement l'état de l'opinion publique. La grande majorité des élus voulait des garanties sérieuses contre un retour aux errements de l'Empire. Ces garanties, on était sûr qu'elle les réclamerait, les exigerait même; qu'elle entreprendait sur le pouvoir que s'était réservé l'empereur. Et celui-ci était impa-

tient, au contraire, de reprendre les concessions qu'il venait de faire.

Toute liberté minait les assises de sa puissance. Tout délai était un péril de plus.

Pour rétablir le despotisme, il fallait au vaincu de 1814 le prestige de la victoire. Il crut le trouver en Belgique : il y courut.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Composition de l'armée destinée à agir en Belgique. — Sa concentration sur la Sambre. — Position qu'elle occupe le 14 juin. — Son effectif. — Son état moral. — Ordre du jour de Napoléon.

L'armée destinée à agir en Belgique, sous le commandement immédiat de Napoléon, était composée des 1er, 2e, 3e, 4e, 6e corps d'infanterie, de la garde impériale et des quatre corps de réserve de cavalerie.

Depuis quelques jours, son état-major général avait été formé et le maréchal Soult appelé à le diriger sous ce titre de major général qu'avait porté si longtemps Berthier, maintenant exilé volontaire et victime prochaine d'une mort mystérieuse et tragique.

Soult avait son quartier général à Laon.

Le 1er juin, les troupes de ligne en garnison dans les places fortes y avaient été remplacées par des gardes nationales mobilisées.

A cette époque, le 1er corps d'infanterie, sous d'Erlon, était près de Valenciennes; le 2e, sous Reille, près d'Avesnes; le 3e, sous Vandamme, près de Rocroi; le 4e, sous Gérard, près de Metz; le 6e, sous Lobau, près de Laon, ayant une de ses divisions près d'Arras; la garde impériale, presque tout entière, à Compiègne; le 1er corps de réserve de cavalerie, sous Pajol, le 2e, sous Excelmans, le 3e, sous Kellermann, le 4e, sous Milhaud, de Laon à Avesnes, celui-ci ayant encore

l'une de ses divisions en Alsace. Ces quatre derniers généraux avaient pour commandant en chef le maréchal Grouchy. Le parc général était à la Fère.

Résolu à porter la guerre en Belgique, Napoléon fit mettre tous ces corps en marche de manière à ce qu'ils fussent réunis le 14 juin, entre Sambre et Meuse, vis-à-vis de Charleroi, sur l'extrême frontière.

Les mouvements de Reille, d'Erlon, de Vandamme, furent masqués par des gardes nationales mobilisées qui relevèrent les troupes de ligne aux avant-postes et occupèrent les débouchés avec tout ce qu'elles avaient d'hommes en uniforme.

Le 1er juin, Napoléon avait inauguré sa prise de possession constitutionnelle du pouvoir, dans une solennité plus militaire que civile, où, pour la première fois, il avait proclamé le danger de la patrie; c'était bien tard. Le 7, il avait fait l'ouverture de la session des chambres; le 11, il avait reçu leurs adresses, où des assurances de dévouement cachaient mal des sentiments, des prétentions qui lui avaient arraché des paroles amères, mais non dépourvues de grandeur; et le lendemain, à quatre heures du matin, il partait de Paris, très-préoccupé des dispositions de ce parlement qu'il laissait derrière lui. Le soir, il couchait à Laon et constatait que les travaux de fortification, tardivement ordonnés dans cette ville, comme ailleurs, n'étaient pas terminés.

Le 13, il était à Avesnes; le 14 à Beaumont, à huit lieues de Charleroi.

L'armée achevait de se concentrer. Le soir, elle bivaqua sur trois directions.

La gauche, forte de moins de quarante-cinq mille hommes et composée des 1er et 2e corps d'infanterie, sur la rive droite de la Sambre, à Leers-Fosteau et Solre-sur-Sambre : le 2e corps en tête.

Le centre, de plus de soixante mille hommes, et formé des 3e et 6e corps d'infanterie, de la garde impériale, des corps de

réserve de cavalerie, sur Beaumont : le 3e corps en première ligne, à une lieue en avant et à droite de ce point, les réserves de cavalerie plus à droite vers Walcourt.

La droite, de plus de quinze mille hommes, et comprenant le 4e corps d'infanterie et une division de cuirassiers (1), sur Philippeville, mais ayant encore une partie de ses forces à une demi-marche en arrière.

Les bivacs les plus rapprochés de la frontière en étaient à une lieue ; on les avait établis derrière des monticules, de manière à dissimuler leurs feux à l'ennemi.

L'armée, ainsi concentrée, comptait vingt divisions d'infanterie, quatorze de cavalerie, trente et une batteries à pied, seize cheval, réparties en nombres et en effectifs inégaux entre les différents corps :

1er corps d'infanterie : lieutenant général Drouet d'Erlon. — Divisions d'Allix, de Donzelot, Marcognet, Durutte. — 33 bataillons. .	16,885 hommes.	
Division de Jacquinot (hussards, chasseurs). — 11 escadrons	1,506	
Cinq batteries à pied, une à cheval.—Génie, équipages militaires, etc.	1,548	
46 bouches à feu.		
Total. . .		19,939
2e corps d'infanterie : lieutenant général Reille. — Divisions de Bachelu, Guilleminot, Girard, Foy. — 40 bataillons	20,635	
Division de Piré (chasseurs, lanciers). — 15 escadrons	1,865	
Cinq batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,861	
46 bouches à feu.		
Total. . .		24,361
A reporter. . .		44,300

(1) Cette division, arrivant d'Alsace, appartenait au 4e corps de réserve de cavalerie et le rejoignit le lendemain.

Report. . .		44,300
3e corps d'infanterie : lieutenant générel Vandamme. — Divisions de Lefol, Habert, Berthezène. — 34 bataillons	16,851	
Division de Domon (chasseurs). — 10 escadrons	1,017	
Quatre batteries à pied, une à cheval. — Génie, équipages militaires, etc.	1,292	
38 bouches à feu.		
Total. . .		19,160
4e corps d'infanterie : lieutenant général Gérard. — Divisions de Pécheux, Vichery, Bourmont. — 26 bataillons	12,800	
Division de Maurin (hussards, chasseurs, dragons). — 14 escadrons.	1,628	
Quatre batteries à pied, une à cheval . — Génie, équipages militaires, etc.	1,567	
38 bouches à feu.		
Total. . .		15,995
6e corps d'infanterie : lieutenant général Lobau. — Divisions de Simmer, Jeannin, Teste. — 21 bataillons	9,218	
Quatre batteries à pied. — Génie, équipages militaires, etc.	1,247	
32 bouches à feu.		
Total. . .		10,465
Garde impériale : infanterie. — Divisions de Friant (vieille garde, grenadiers, 4,140) ; — de Morand (vieille garde, chasseurs, 4,603) ; — de Duhesme (jeune garde, voltigeurs, tirailleurs, 4,283). — 24 bataillons.	13,026	
Garde impériale : cavalerie. — Divisions de Guyot (grenadiers à cheval, 796 ; dragons, 816) ; — de Lefebvre Desnouettes (chasseurs, 1,197 ; lanciers, 880). Gendarmes d'élite (106). . .	3,795	
A reporter. . .	16,821	89,920

Report. . .	16,821	89,920
Neuf batteries à pied, quatre à cheval (3,168). — Génie et marins (219). — Équipages (676). 96 bouches à feu.	4,063 (1)	
Total. . .		20,884
Corps de cavalerie de réserve : maréchal Grouchy, commandant en chef.		
1er corps : lieutenant général Pajol. — Divisions de Soult (hussards), de Subervie (hussards et chasseurs). — 17 escadrons.	2,717	
Deux batteries à cheval	329	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,046
2e corps : lieutenant général Excelmans. — Divisions de Stroltz et Chastel (dragons). — 25 escadrons	3,220	
Deux batteries à cheval	295	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,515
3e corps : lieutenant général Kellermann. — Divisions de Lhéritier (dragons et cuirassiers), de Roussel d'Hurbal (cuirassiers). — 25 escadrons.	3,360	
Deux batteries à cheval	319	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,679
4e corps : lieutenant général Milhaud. — Divisions de Wathier et Delort (cuirassiers). — 26 escadrons	3,194	
Deux batteries à cheval	350	
12 bouches à feu.		
Total. . .		3,544
Grand parc, équipages de pont, ouvriers, etc., environ		3,500
TOTAL GÉNÉRAL. . .		128,088
344 bouches à feu.		

(1) Dans ce chiffre sont compris 1,115 canonniers et soldats du train, appartenant à la ligne et servant comme auxiliaires dans la garde.

Cent vingt-huit mille quatre-vingt-huit hommes, dont 89,415 d'infanterie, 22,302 de cavalerie, 12,371 d'artillerie, du génie, des équipages militaires avec les corps d'armée, et 3,500 au grand parc, trois cent quarante-quatre bouches à feu (1), telles étaient donc les forces avec lesquelles Napoléon allait ouvrir la campagne.

L'infanterie, avait, en moyenne, cinq cents hommes par bataillon ; la cavalerie, cent vingt-cinq par escadron.

Chaque division d'infanterie avait une batterie de six pièces de 6 et deux obusiers, et une compagnie du génie ; chaque division de cavalerie, une batterie de quatre pièces de 6 et deux obusiers ; chaque corps d'armée d'infanterie, une batterie de réserve de six pièces de 12 et deux obusiers. La garde impériale, outre l'artillerie attachée à son infanterie et à sa cavalerie, donnait à l'armée une réserve de 52 bouches à feu. L'artillerie n'était pourvue que d'un simple approvisionnement. Dans les campagnes antérieures, elle en avait toujours un double. Mais, maintenant, les chevaux manquaient à ce point, que, pour compléter les attelages du grand parc, il avait fallu requérir, dans les relais de poste, huit brigades, de cinquante chevaux chacune, conduites par des postillons.

Composée d'officiers expérimentés, de soldats vigoureux, jeunes pour la plupart, mais aguerris dans les dernières campagnes (2), cette armée était animée du plus grand enthousiasme; elle brûlait d'en venir aux mains avec les ennemis de la patrie.

Le soldat avait oublié Vittoria et Leipzig, Culm et Paris, et les rencontres néfastes de cette longue et double retraite qui avait ramené violemment ses drapeaux de Lisbonne à Toulouse, de Moscou à Paris. Il ne se rappelait que les grandes journées

(1) Voir, pour les sources où nous avons puisé tous nos chiffres, la note A.

(2) Les militaires les plus jeunes dataient de la première moitié de 1813 ; c'étaient les plus nombreux. Les autres avaient de trois à dix ou douze ans de service.

illustrées par la victoire; il était convaincu, dans le fanatisme de son orgueil, que, pour le vaincre naguère, il avait fallu à la puissance du nombre l'aide indispensable de la trahison.

C'était une belle et vaillante armée. Mais, quoi qu'en aient dit les écrivains étrangers, elle ne valait pas, elle ne pouvait valoir ses devancières des temps heureux de la guerre.

La formation de ses brigades, de ses divisions, de ses corps d'armée datait de deux mois seulement.

Les régiments n'avaient pas la force de cohésion, l'unité que seule peut donner aux troupes la communauté prolongée des travaux de la paix, ou mieux encore des périls de la guerre. Au mois de juin de l'année précédente, ils avaient subi une réorganisation complète; en décembre, on leur avait amalgamé une masse d'hommes rappelés de congé, revenus des prisons de l'ennemi; en avril et mai, un nouvel amalgame avait eu lieu; et les mutations avaient été très-nombreuses aussi dans les cadres.

Chefs, officiers, sous-officiers, soldats, n'avaient pas encore pu acquérir, les uns des autres, une connaissance complète.

C'était une cause d'affaiblissement. Mais ce n'était pas la seule.

Enrichis, systématiquement corrompus par les prodigalités de l'Empire; énervés par le luxe, les jouissances; fatigués par vingt années de guerre, plusieurs, parmi les généraux, auraient préféré le tranquille séjour de leurs hôtels et de leurs châteaux aux labeurs des marches, aux intempéries des bivacs. Ils avaient goûté de la paix pendant une année; ils la regrettaient. Quelques-uns avaient éprouvé de rudes défaites dans des commandements isolés et en gardaient la mémoire. D'autres, ébranlés par les cruels souvenirs de 1813 et 1814, désespéraient de l'issue de la guerre à la vue des masses armées de la coalition et de la faiblesse des moyens de défense. Tous étaient restés braves, intrépides; mais tous n'avaient pas gardé

l'activité, la résolution, l'audace des premiers jours. Il en était dont le moral n'était plus à l'épreuve d'un revers.

Le soldat avait une confiance sans bornes dans Napoléon ; mais il se défiait de plusieurs de ses chefs. Ces hommes qu'il avait vus, tour à tour, en moins d'une année, passer avec un égal enthousiasme de l'empereur aux Bourbons et des Bourbons à l'empereur ; ces courtisans de la fortune qu'il avait entendus, dans des adresses, des proclamations, des ordres du jour sans nombre, injurier le maître déchu, adorer le maître debout, il ne pouvait croire à leur fidélité au drapeau impérial. Il les soupçonnait de méditer quelque grande trahison ; et ces soupçons vagues mais persévérants, irrités, planaient sur les hautes régions de l'état-major, comme sur les rangs inférieurs où servaient d'obscurs officiers, les uns sortis de la maison militaire de Louis XVIII, les autres devenus l'objet, naguère, de la plus mince faveur royale.

Les fameuses proclamations du golfe Juan avaient grandement contribué à ces dispositions. Elles avaient fait retentir le mot de trahison. La trahison était la cause de nos derniers désastres : en 1814, on n'avait pas été vaincu ; on avait été trahi. Napoléon l'affirmait, et le soldat avait saisi avidement cette explication de la défaite, qui flattait son amour-propre, tout en exonérant son chef d'une terrible responsabilité.

Cette éclatante contre-vérité avait eu pour but de rendre à celui-ci tout son prestige, à celui-là toute confiance dans la force de ses armes ; mais elle était dangereuse, car l'impression en avait été si grande, que, seule, elle aurait suffi à exciter d'extrêmes défiances.

Des maréchaux, des généraux, d'autres officiers encore avaient suivi les Bourbons dans leur fuite. Plusieurs étaient en Belgique, près du roi de France, signataire au traité de coalition contre la France ; et, de là, partaient d'incessants appels à la désertion, qui malheureusement n'avaient pas été infructueux. Le nombre des déserteurs était insignifiant en soi ; mais

la malveillance l'avait grossi; l'inquiétude du soldat l'avait exagéré encore; aussi était-ce une croyance commune dans l'armée que la cour de Gand y comptait des dévouements tout prêts à éclater au premier moment d'une occasion favorable.

Sous l'empire de ces funestes convictions, tout insuccès, on ne pouvait en douter, serait imputé à trahison, toute défaite serait grosse d'un désastre.

Dès que les troupes furent établies au bivac, elles entendirent la parole de Napoléon. Comme dans toutes les grandes circonstances, il leur parlait par l'ordre du jour.

Jamais il n'avait trouvé des accents plus éloquents pour exciter l'ardeur et l'enthousiasme de ses bandes intrépides. Il leur rappelait, en termes passionnés, dans la langue merveilleuse d'Arcole et de Rivoli, les jours de gloire et de triomphe. Il exaltait leur vaillance et leur force; il rabaissait leur ennemi; il l'injuriait.

« Contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, soldats, disait-il, à Iéna, vous étiez un contre deux; à Montmirail, un contre trois... » Des soldats anglais, il ne disait rien et ne pouvait rien dire, après nos longs revers dans la guerre de la Péninsule; mais il jetait en excitation à des haines ardentes et trop légitimes, ces mots d'un sanglant laconisme, qui atteignaient toute la nation anglaise : « Que ceux d'entre vous qui ont été les prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts! »

Sur la coalition tout entière, il frappait par cette accusation, bien étrange de la part de celui qui avait fait de tant de peuples les sujets de son empire, la proie de son ambition, de la cupidité de sa famille : « Cette coalition est insatiable. Après avoir dévoré douze millions de Polonais, un million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les États de deuxième ordre de l'Allemagne.... » Et il ajoutait : « Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la confédération du Rhin gémissent de devoir prêter leurs bras à la cause de princes

ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. » La justice, les droits des peuples inscrits avec respect, invoqués dans une proclamation impériale! Quel audacieux oubli du passé! Napoléon terminait par cette phrase, sombre avertissement, exhortation solennelle, qui révélait tout le péril de la situation et qu'il aurait dû faire retentir dans toute la France depuis trois mois : « Le moment est venu, pour tout Français qui a du cœur, de vaincre ou de mourir. »

A cette allocution brûlante, l'armée répondit par de frénétiques acclamations.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Composition, organisation de l'armée aux ordres de Wellington. — Son effectif.—Disposition de ses cantonnements, le 14 juin.—Vices de cette disposition. — Composition, organisation de l'armée aux ordres de Blücher.—Son effectif.—Disposition de ses cantonnements, le 14 juin. — Vices de cette disposition. — Mouvements convenus entre ces deux généraux pour le cas d'une attaque. — État moral de l'armée de Wellington ; de l'armée de Blücher. — Wellington, Blücher.

L'armée commandée par le feld-maréchal duc de Wellington, se composait de deux parties distinctes: l'une active, l'autre employée à la garde des places fortes de la Belgique.

Celle-ci comprenait un certain nombre de bataillons hollando-belges, une division anglaise de six bataillons (dont deux de vétérans), forts ensemble de plus de trois mille hommes, quatre brigades hanovriennes, de levée toute récente, formant un corps de neuf mille hommes, dit de réserve, sous le commandement du lieutenant-général Von der Decken.

L'armée active comptait vingt-six brigades d'infanterie, douze de cavalerie, quinze batteries à pied, quatorze à cheval.

Des brigades d'infanterie, neuf étaient anglaises; deux appartenaient à la légion étrangère au service de l'Angleterre, dite légion allemande du roi (1); cinq étaient hanovriennes;

(1) La création de cette légion remontait à l'année 1803, à la conquête de l'électorat de Hanovre par Mortier. Les premiers éléments de sa composition avaient été des officiers et des soldats de l'armée électorale, qui avaient abandonné leurs rangs, après la convention de l'Elbe, et étaient

deux brunswickoises; six hollando-belges ; une de Nassau au service des Pays-Bas ; une représentait le contingent du duché de ce nom.

Les brigades anglaises, hanovriennes et celles de la légion allemande, formaient six divisions dites anglaises ; les brigades brunswickoises en formaient une ; les brigades hollando-belges et celle de Nassau au service des Pays-Bas, trois et demie ; le contingent de Nassau n'était pas endivisionné.

Des brigades de cavalerie, sept étaient dites anglaises, mais comprenaient cinq régiments de la légion allemande; une était hanovrienne; une brunswickoise; trois hollando-belges.

Ces trois dernières étaient réunies en une division; les autres n'étaient pas endivisionnées.

Quinze batteries étaient anglaises ; deux hanovriennes, sept hollando-belges; deux brunswickoises; trois appartenaient à la légion allemande.

Toutes ces forces formaient deux corps d'armée, une réserve, un corps de cavalerie.

1er corps. — Le prince d'Orange. — Divisions de Cooke (gardes anglaises, 4,000 hommes), d'Alten (anglaise), de Perponcher (hollando-belge), de Chassé (hollando-belge). — 40 bataillons	25,942
A reporter. . .	25,942

allés s'embarquer dans les ports du Danemark sur des vaisseaux anglais qui les avaient transportés en Angleterre. Une grande partie de cette armée y avait bientôt furtivement suivi les premiers fugitifs.

A la fin de 1806, la légion comptait près de 13,000 hommes. Depuis, elle s'était recrutée de déserteurs, de prisonniers provenant des corps étrangers au service de la France impériale et de patriotes allemands, cherchant un drapeau sous lequel ils pussent combattre Napoléon. En juin 1815, l'effectif de la légion était de 12,057 officiers et soldats, répartis en onze bataillons, cinq régiments de cavalerie, cinq batteries. Une partie de ces forces était en Angleterre, en Portugal, en Sicile ; la plus grande partie en Belgique.

Report. . .	25,942	
Division de Collaert (hollando-belge). — Carabiniers, dragons, hussards. — 23 escadrons.	3,405	
Cinq batteries à pied, quatre à cheval. — Génie, waggon train (1), staff corps (2) . . .	2,198	
Total. . .		31,545
64 bouches à feu.		
2e corps. — Lieutenant général Hill. — Divisions de Clinton (anglaise), Colville (anglaise); division Stedman (hollando-belge) et brigade d'Anthing (hollando-belge), dite brigade indienne (3), réunies sous le commandement du prince Frédéric des Pays-Bas. — 38 bataillons	24,499	
Brigade d'Estorff (hanovrienne), hussards. — 12 escadrons.	1,277	
Cinq batteries à pied, une à cheval. — Génie, waggon train, staff corps.	1,472	
Total. . .		27,248
40 bouches à feu.		
Réserve. — N'avait pas de commandant en chef. — Divisions de Picton (anglaise), Cole (anglaise), brigade de Kruse ou contingent de Nassau. — 23 bataillons.	14,939	
Quatre batteries à pied. — Génie, waggon train staff corps	960	
Total. . .	15,899	
24 bouches à feu.		
A reporter.	15,899	58,793

(1) Train des équipages. Outre ce train, l'armée anglaise avait à sa suite, comme d'habitude, des brigades de parcs de voitures louées aux habitants du pays.

(2) Troupe d'état-major à pied et à cheval, employée à guider les colonnes, ouvrir les marches, tracer les camps, faire la police de l'armée.

(3) Ainsi nommée, parce qu'elle était destinée au service des colonies hollandaises dans les deux Indes.

Report. . .		15,899	58,793
Corps de Brunswick. — Duc de Brunswick. — 8 bataillons . . .	5,376		
Uhlans, hussards. — 5 escadrons.	822		
Une batterie à pied, une à cheval.	460		
Total		6,658	
16 bouches à feu.			
Réserve générale d'artillerie.		480	
12 bouches à feu.			
Total du corps de réserve. — 31 bataillons. — 5 escadrons			23,037
52 bouches à feu.			
Corps de cavalerie. — Lieutenant général Uxbridge. — Brigades (anglaises) de grosse cavalerie. — de Somerset (gardes du corps et dragons de la garde) ; de Ponsonby (dragons de la ligne). — 22 escadrons		2,605	
Brigades (anglaises) de cavalerie légère (dragons légers, hussards). — Dornberg, Vandeleur, Grant, Vivian, Arentschildt. — 49 escadrons .		7,908	
Cinq batteries à cheval, une batterie de fusées		1,300	
Total. . .			11,813
30 bouches à feu.			
Grand parc. — Artillerie. — Génie, waggon train, staff corps, pontonniers			1,860
Total général.			95,503
186 bouches à feu, une batterie de fusées.			

L'armée commandée par le duc de Wellington était ainsi de quatre-vingt-quinze mille cinq cent trois hommes, dont 70,756 d'infanterie, 16,017 de cavalerie (1), 8,730 d'artille-

(1) « ... J'aurai seize mille hommes de cavalerie, dont dix mille d'aussi bonne qu'il y ait au monde. » (Lettre de Wellington à Schwartzenberg, du 21 mai 1815. — *The dispatches of field marshal the duke of Wellington,* t. XII.)

rie, génie, etc., y compris le personnel du grand parc (1); et son artillerie de cent quatre-vingt-six bouches à feu et une batterie de fusées.

A deux exceptions près, les régiments anglais n'étaient que d'un bataillon. L'infanterie hollando-belge, hanovrienne, brunswickoise, de la légion allemande, était organisée par bataillon formant corps.

La force moyenne du bataillon était de six cents hommes.

La brigade était formée de deux à six bataillons et commandée par un général-major ou un colonel; la division, de deux à trois brigades, par un général-major ou un lieutenant général.

La force moyenne de l'escadron était de cent soixante hommes. Le régiment variait de trois à quatre escadrons; la brigade de deux à quatre régiments et avait pour chef un général-major ou un colonel.

La batterie hollando-belge, brunswickoise, était uniformément de huit bouches à feu; la batterie anglaise, hanovrienne, de la légion allemande, de six seulement. Les calibres de cette artillerie étaient le 12, le 6, le 9 (neuf livres anglaises, à peu près le 8 français). Les obusiers formaient des batteries séparées, excepté dans l'artillerie hollando-belge.

Les commandants en chef de l'artillerie et du génie de l'armée étaient de simples colonels.

Au moment où Napoléon se concentrait sur la rive droite de la Sambre, l'armée anglo-hollandaise étendait ses cantonnements dans l'angle formé par les routes de Bruxelles à Charleroi et de Bruxelles à Gand; ses avant-postes sur l'extrême frontière.

Le quartier général de Wellington était à Bruxelles; celui du prince d'Orange, commandant le 1er corps, à Braine-le-Comte; celui de Hill, commandant le 2e, à Ath; celui

(1) Voir la note B à la fin du volume, pour les sources où nous avons puisé ces chiffres.

d'Uxbridge, commandant le corps de cavalerie, à Grammont.

Les divisions Perponcher et Chassé, formant l'extrême gauche de l'armée, occupaient, la première Genappe, Frasnes, Nivelles, la seconde Fayt-lez-Seneffe, Haine-Saint-Pierre, Morlanwelz.

La division Alten était à Soignies et aux environs ; la division Cooke autour d'Enghien.

La division de cavalerie de Collaert était près de Mons, à Rœulx, Havré, Saint-Symphorien.

Hill avait la division Clinton à Lens, Ath, Leuze ; celle de Colville à Renaix, Audenarde et plus à droite, entre l'Escaut et la Lys ; celle de Stedman et la brigade indienne, réunies sous les ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, à Landskauter, Bambrugge et Lauweghem ; la brigade de cavalerie d'Estorff entre Mons et Tournai. Le quartier général du prince Frédéric était à Sotteghem.

La réserve était cantonnée à Bruxelles et aux environs ; les divisions Picton et Cole (1) dans cette ville, à Anderlecht et Hal ; le corps de Brunswick entre Bruxelles et Malines ; la brigade Kruze (contingent de Nassau) sur la route de Louvain ; l'artillerie de réserve et le grand parc en avant de Bruxelles.

Les diverses brigades du corps de cavalerie occupaient Gand, Ninove et les villages de la vallée de la Dendre. Deux régiments étaient détachés pour le service de la frontière vers Tournai et Ypres.

Les points de réunion étaient, pour les divisions du 1er corps, Nivelles, Fayt, Soignies, Enghien, Rœulx ; pour celles du 2e corps, Ath, Renaix, Audenarde, Landskauter ; pour la réserve, Hal, Bruxelles, Vilvorde ; pour le corps de cavalerie, Grammont.

Cette armée avait son front couvert par Mons, Ath, Tournai, Audenarde, Courtrai, Ypres, où de grands travaux de fortification avaient été faits depuis deux mois ; sur sa droite, tout était préparé pour tendre de vastes inondations ; Nieuport et

(1) Trois bataillons de la division Cole se trouvaient à Gand.

Ostende étaient dans un bon état de défense. Le pays où elle se répandait était sillonné de routes rayonnant de Bruxelles à la frontière et de routes transversales.

La disposition de ses cantonnements a été l'objet de critiques sévères. On a dit qu'ils étaient trop disséminés ; que la cavalerie était trop éloignée de l'infanterie, et même que les divisions des divers corps avaient leur artillerie stationnée trop loin pour entrer en action aussitôt qu'elles.

Cette dernière assertion tombe devant les faits. A chaque division d'infanterie, deux batteries étaient attachées ; et ces batteries étaient cantonnées avec la division. Il en était de même de l'artillerie attachée aux brigades de cavalerie. On le verra bientôt, dès la première rencontre des Anglo-Hollandais et de notre armée, le nombre des bouches à feu fut en proportion des troupes engagées.

Il y avait assez de cavalerie dans chaque corps d'armée, si ce n'est dans la réserve, qui ne comptait que huit cents chevaux ; mais il est incontestable que la masse des troupes de cette arme était trop à droite. Dans le cas d'une brusque attaque sur l'extrême gauche de l'armée, elle ne pouvait y arriver à temps.

L'idée qui avait présidé à la disposition des cantonnements de l'armée anglo-hollandaise se trouve exprimée dans un mémorandum secret, daté du 30 avril et adressé par Wellington à ses lieutenants le prince d'Orange, Hill et Uxbridge.

Il regardait comme possibles contre lui trois attaques : une par le pays entre Lys et Escaut, une entre Sambre et Escaut, la troisième simultanée sur ces deux lignes d'opérations ; et il voulait être également préparé à les rencontrer, bien que la dernière, au moins, fût très-peu probable. Mais le moyen qu'il avait pris pour atteindre son but était mauvais. Ses cantonnements, disséminés sur un front de près de vingt lieues et une profondeur égale, ne lui permettaient pas une réunion assez rapide de ses forces. Attaqué par sa droite, attaqué par sa gauche, il lui fallait un jour de marche forcée pour concen-

trer la moitié environ de son armée sur l'une ou l'autre aile, et deux jours pour l'y réunir tout entière.

Dans une telle situation, il est certain, en outre, qu'une fausse attaque, sur laquelle il prendrait le change, pourrait avoir des conséquences bien plus graves, bien moins faciles à réparer que dans un système plus concentré.

Dès la fin de mai, le général anglais aurait dû porter son quartier général à six ou huit lieues en avant de Bruxelles et masser ses cantonnements sur Hal, Nivelles, Enghien, Ninove, quand même il aurait été obligé pour cela de mettre une partie de ses troupes sous la tente. Alors, en effet, tenant de fortes avant-gardes aux débouchés de la frontière, n'ayant à parcourir qu'un arc de cercle peu étendu, quel que fût le point d'attaque, il se serait trouvé en mesure contre toutes les éventualités possibles.

Pour le justifier, on a allégué l'inconvénient de fouler le pays, la difficulté de nourrir les hommes et les chevaux dans un espace relativement étroit.

Mais ces allégations n'ont rien de sérieux pour qui ne met pas en oubli les ressources financières dont disposait Wellington, la sévère discipline de ses troupes; pour qui sait combien le pays de Brabant est peuplé, riche en moyens de transport, en toutes choses nécessaires aux armées.

L'armée prussienne, sous les ordres du feld-maréchal prince Blücher de Wahlstadt, était formée de seize divisions d'infanterie, quatre divisions de cavalerie, vingt-sept batteries à pied, douze à cheval, réparties entre quatre corps d'armée, de forces inégales, que commandaient les lieutenants généraux Zieten, Pirch I, Thielmann et Bülow.

1er corps. — Zieten. — Divisions de Steinmetz, Pirch II, Jagow, Henkel. — 34 bataillons.	27,887
Division de Röder. — 32 escadrons (dragons, uhlans, hussards)	1,925
A reporter. . .	29,812

Report. . .	29,812	
Neuf batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages militaires, etc	2,880	
Total. . .		32,692
96 bouches à feu.		
2e corps. — Pirch I. — Divisions de Tippelskirchen, Krafft, Brauze, Langen. — 32 bataillons.	25,836	
Division de Jürgas. — 36 escadrons (dragons, uhlans, hussards)	4,468	
Sept batteries à pied, trois à cheval.—Génie, équipages, etc	2,400	
Total. . .		32,704
80 bouches à feu.		
3e corps. — Thielmann. — Divisions de Borcke, Kemphen, Luck, Stülpnagel. — 30 bataillons	20,611	
Division de Marwitz (dragons, uhlans, hussards). — 24 escadrons	2,405	
Trois batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages, etc.	1,440	
Total. . .		24,456
48 bouches à feu.		
4e corps. — Bülow. — Divisions de Hacke, Ryssel, Losthin, Hiller. — 36 bataillons. . . .	25,381	
Division du prince Guillaume de Prusse (dragons, uhlans, hussards). — 43 escadrons .	3,081	
Huit batteries à pied, trois à cheval. — Génie, équipages, etc, ...	2,640	
Total. . .		31,102
88 bouches à feu.		
Grand parc		3,120
Total général. . .		124,074

La force totale de l'armée prussienne était donc de 124,074 hommes, y compris le personnel du grand parc. Elle

comptait 99,715 fantassins, 11,879 cavaliers; et son artillerie 312 bouches à feu (1).

Les régiments d'infanterie étaient uniformément de trois bataillons, chacun de quatre compagnies. Ceux de cavalerie variaient de trois à quatre escadrons. Les batteries à pied et à cheval étaient de huit bouches à feu; leurs calibres de 12 et de 6. Les obusiers, très-peu nombreux, formaient des batteries séparées.

La force moyenne du bataillon était de 730 hommes; celle de l'escadron, qui s'abaissait jusqu'à 60 dans le premier corps d'armée, s'élevait à 100 dans les trois autres.

Les régiments d'infanterie d'une même division étaient réunis sous les ordres d'un colonel.

Les régiments de cavalerie formaient brigade, par deux ou trois, sous les ordres d'un général-major, d'un colonel ou lieutenant-colonel. La division était de deux ou trois brigades. Deux escadrons de cavalerie et une batterie de 6 étaient attachés à la division d'infanterie (2). Le corps d'armée avait deux compagnies du génie; et sa réserve, en cavalerie et artillerie, se composait des escadrons et batteries non attachés à ses divisions d'infanterie.

Blücher avait son quartier général dans la ville de Namur, à seize lieues de celui de Wellington.

Les quartiers généraux de Zieten, Pirch I, Thielmann, Bülow étaient respectivement à Charleroi, Namur, Ciney (sur la rive droite de la Meuse) et Liége.

Zieten avait la division Steinmetz sur la rive gauche de la Sambre à Fontaine-l'Évêque et Binche, où elle se reliait aux Anglo-Hollandais; la division Pirch II, à Marchienne-au-Pont, Charleroi, Châtelet, Tamines; la division Jagow, à Fleurus; la division Henkel, à Moustier-sur-Sambre.

(1) Voir la note C, à la fin du volume, pour l'indication des sources où nous avons puisé tous ces chiffres.

(2) Les Prussiens appelaient brigades les corps de troupes que nous avons appelés divisions dans l'énumération ci-dessus.

Ses avant-postes s'étendaient de Bonne-Espérance à Sosoye, par Lobbes, Thuin, Ham-sur-Heure et Gerpinnes.

Sa cavalerie et son artillerie de réserve étaient vers Fleurus et Sombreffe. Fleurus était le point de concentration assigné à son corps.

Les divisions de Pirch I occupaient Namur, et en arrière Huy, Héron et Thorembais-les-Béguines ; son artillerie de réserve était vers Hottomont, sa cavalerie de réserve à Hannut.

Ses avant-postes étaient sur Dinant.

Il avait Namur pour point de concentration.

Celui de Thielmann était Ciney.

Les avant-postes de ce général touchaient à la Meuse vers Dinant et dépassaient Rochefort, observant les débouchés de Givet.

L'infanterie de Bülow était à Liége, Hologne, Waremme, Leers, etc.; sa cavalerie à Saint-Trond, Looz et Tongres.

Par une contradiction difficile à expliquer, on n'avait construit aucune fortification sur la frontière occupée par les Prussiens, tandis qu'on n'avait rien épargné pour en élever de Mons à la mer du Nord.

Comme Wellington, Blücher avait disséminé ses cantonnements sur un vaste espace.

Attaqué par sa gauche, attaqué par sa droite, il lui fallait près d'un jour et demi pour réunir ses trois premiers corps sur l'une ou l'autre aile, deux jours pour y réunir toute son armée. C'était laisser beaucoup trop de temps aux manœuvres de l'agresseur.

Napoléon l'a dit avec toute raison, dès la fin de mai, le général prussien aurait dû établir son quartier général à Fleurus et concentrer ses forces dans un rayon de six ou huit lieues autour de ce point, en éclairant fortement les débouchés de la Sambre et de la Meuse.

Wellington et Blücher avaient pour instructions absolues de respecter la frontière française jusqu'au moment où le signal

des hostilités serait donné par les souverains, attendant, nous l'avons dit, l'entrée en ligne de l'armée russe (1). Obéissant à cet ordre, ils ne pouvaient avoir sur les mouvements des Français des renseignements autres que ceux que donnait l'espionnage; renseignements presque toujours incertains, insuffisants. Ils étaient donc continuellement exposés à une surprise. Cette considération seule aurait dû suffire pour leur faire sentir la nécessité de tenir, chacun son armée réunie, et les deux armées à portée de s'appuyer promptement l'une sur l'autre.

Dans une conférence qu'ils avaient eue, vers la fin de mai, ils avaient concerté les mouvements à opérer au cas où Napoléon, prenant l'initiative de la guerre, ferait irruption en Belgique; et, entre autres opérations arrêtées suivant la ligne d'opérations que prendrait leur adversaire, ils étaient convenus que, son attaque se prononçant sur la droite de l'armée prussienne ou la gauche de l'armée anglo-hollandaise, la première se concentrerait le plus rapidement possible sur Sombreffe, la seconde sur les Quatre-Bras : deux points éloignés l'un de l'autre d'une demi-marche seulement et reliés par une large chaussée.

Cette manœuvre excellente, décisive sans doute, si les deux armées n'eussent pas été disséminées, était grosse, maintenant,

(1) Wagner, dans son esquisse de la campagne de 1815 (*Recueil des plans de combats et de batailles*, etc), Damitz, dans son livre sur la même campagne (*Geschichte des feldzugs von* 1815, etc.), disent que Wellington et Blücher étaient convenus d'entrer en France, à la date fixe du 1er juillet. Cette assertion des deux écrivains prussiens est contredite par trois lettres de Wellington ; les deux premières, du 9 mai et du 2 juin, adressées à Schwartzenberg ; la troisième, du 15 juin, à l'empereur de Russie. (*The dispatches*, etc., t. XII.) Avant de commencer les opérations au Nord, Wellington et Blücher attendaient que les armées russes, autrichiennes, etc., se fussent avancées sur le territoire de la France, jusqu'à une hauteur telle, que les Anglo-Prussiens pussent s'appuyer sur elles et les appuyer. Or, Russes, Autrichiens, etc., ne devaient commencer les hostilités qu'au 1er juillet.

de beaucoup de périls, d'un désastre même. Sombreffe et les Quatre-Bras étaient, en effet, bien proches de la frontière.

Les états-majors des deux armées avaient étudié avec soin ces deux positions et d'autres qu'il pourrait être avantageux de prendre, suivant les événements.

Wellington, toujours plus disposé à recevoir qu'à livrer bataille, en avait reconnu personnellement une, fortement défensive, sur la route de Bruxelles à Charleroi, en avant de Waterloo, nom ignoré encore.

Telles étaient, le 14 juin 1815, la force et la disposition des armées anglo-hollandaises et prussiennes, devant lesquelles venait se masser celle de Napoléon.

Cent vingt-neuf mille hommes et 350 bouches à feu allaient rencontrer deux cent vingt mille hommes et 500 bouches à feu.

Napoléon avait calculé, a-t-il dit, qu'il ne fallait pas estimer les deux partis en présence par le rapport des chiffres de leurs forces numériques; il comptait un Français pour un Anglais, pour deux Prussiens, Belges, Hollandais, soldats de la confédération germanique.

Mais il faisait trop bon marché de ses ennemis. Son calcul devait se trouver faux.

L'armée de Wellington n'était pas homogène; tous les éléments qui la composaient n'avaient pas la même valeur militaire; rien de moins douteux. Mais peut-être ne différaient-ils pas les uns des autres, autant que le pensait Napoléon.

Cette armée comptait :

32,700	Anglais;
7,500	(légion allemande, au service de l'Angleterre);
15,800	Hanovriens;
25,000	Hollando-Belges ;
4,500	Nassau (au service des Pays-Bas);
3,000	Nassau (contingent du duché de ce nom);
6,700	Brunswickois.
95,000	

Les Anglais étaient de vieux soldats presque tous éprouvés dans les rudes campagnes de la Péninsule, fiers à juste titre d'avoir affranchi l'Espagne de la domination impériale et porté, après six années de guerre, les drapeaux de la Grande-Bretagne, de l'embouchure du Tage aux bords de la Garonne; six années qui avaient commencé, qui s'étaient continuées avec des chances diverses et avaient fini par une longue série de succès non interrompus, où figurait la journée de Vittoria, le Leipzig du Midi.

Pleins de confiance en eux-mêmes et en leurs chefs, convaincus de la supériorité de leurs généraux sur les généraux français, de celle de Wellington sur Napoléon; imbus de ce ferme sentiment du devoir, trait caractéristique du militaire formé à l'école sévère de Wellington, ces soldats constituaient des troupes d'élite dans toute l'acception du mot.

Il en était ainsi de la légion allemande du roi, rangée depuis douze ans sous l'étendard britannique et vieillie, elle aussi, au feu de la guerre péninsulaire.

Le contingent hanovrien se composait, pour un tiers, de troupes de ligne, pour deux tiers, de landwehr. Son organisation datait de l'affranchissement du Hanovre. La ligne ne comprenait, à peu près, que d'anciens soldats, d'anciens officiers des armées impériales et des hommes aguerris dans la campagne de l'indépendance. La landwehr, au contraire, comptait un assez grand nombre d'hommes nouveaux au métier des armes; mais on lui avait donné d'excellents cadres, de très-bons chefs; elle avait au cœur les sentiments de patriotisme exalté qui animaient alors toute l'Allemagne; ce n'était certainement pas une troupe sans valeur.

Bataillons de ligne, bataillons de landwehr étaient formés en brigades commandées par des officiers de leur nation; et ces brigades unies, dans les divisions, aux Anglais, aux légionnaires allemands, devaient emprunter une grande force à l'exemple, au contact de troupes dès longtemps éprouvées.

L'organisation de l'armée hollando-belge avait commencé avec le soulèvement de la Hollande contre la tyrannie napoléonienne, à la fin de 1813. Elle s'était continuée depuis, mais n'était pas complète. La Belgique n'avait encore fourni qu'un faible contingent. Une moitié de l'infanterie était de milice hollandaise, l'autre moitié de bataillons de ligne hollandais et belges. Dans la cavalerie et l'artillerie, il n'y avait que des troupes de ligne (1).

Les corps de la ligne s'étaient d'abord entièrement recrutés de déserteurs de l'armée impériale et de volontaires enrôlés, pour la plupart, dans les premiers temps de l'insurrection nationale; plus tard, ils s'étaient renforcés d'officiers, de soldats licenciés du service de France et revenus des prisons étrangères, où les avaient jetés nos désastres. Un bataillon de vélites de la garde impériale avait ainsi rejoint, à la paix, le drapeau de la Hollande affranchie.

Malgré les vices inhérents à toute organisation de date trop récente, ces corps de la ligne étaient généralement propres à un bon service de guerre.

Ceux de la milice ne les valaient pas. Ils se composaient en partie de volontaires, en partie d'hommes levés par la voie du sort. Ils avaient nommé, à l'élection, la moitié des officiers de compagnie (2); l'autre moitié et les officiers supérieurs procédaient du choix du roi.

L'amalgame n'était pas encore assez intime entre ces divers éléments; et tous ces bataillons étaient inexpérimentés. Mais la haine de Napoléon, l'amour de l'indépendance nationale ani-

(1) Nous ne parlons ici que des corps qui faisaient partie de l'armée anglo-hollandaise active; car l'armée hollando-belge avait aussi des corps de cavalerie et d'artillerie de milice.

(2) L'élection n'avait pu porter que sur d'anciens officiers. Malgré cette restriction, le roi Guillaume s'était montré, ici, plus libéral que Napoléon à l'égard des gardes nationales mobilisées.

maient les jeunes miliciens comme les soldats de la ligne; et on pouvait en attendre de généreux efforts.

La plupart des généraux et des officiers supérieurs, beaucoup d'officiers inférieurs hollandais et belges, avaient conquis leurs grades dans les sanglantes campagnes de la République et de l'Empire; et leur chef, le jeune prince d'Orange, grandi sous Wellington, en Espagne, était, par ses talents et son intrépidité, tout à fait digne de les commander.

La brigade de Nassau au service du royaume des Pays-Bas avait plus de soldats jeunes que d'anciens. Mais ses cadres, formés des débris d'un régiment longtemps au service de France, étaient bons; jeunes et vieux soldats étaient pleins d'ardeur.

L'organisation des troupes de Brunswick remontait à la fin de l'année 1813. Elle avait été poussée avec vigueur et rapidement achevée.

Ces troupes comptaient un grand nombre de militaires de tout rang, aguerris les uns sous le drapeau britannique, les autres sous le drapeau de l'Empire. Leur exaltation était grande; et elles se montraient fières d'obéir au prince régnant de Brunswick, qui avait fait ses preuves de caractère, d'audace et de dévouement à la patrie allemande.

Épurée du contingent saxon qui s'était mutiné à Liége, au commencement de mai, l'armée prussienne présentait une masse puissante. Elle était formée, pour un tiers, de régiments de landwehr, pour deux tiers, de régiments de ligne.

La landwehr avait été, en grande partie, aguerrie en 1813 et 1814; et ses cadres étaient très-solides. La ligne, à peu d'exceptions près, était de vieille troupe.

Cette armée, vigoureuse représentation de toutes les classes de la nation prussienne était animée, jusqu'au fanatisme, de l'amour de la patrie, de l'indépendance nationale. Dans chaque Français, elle voyait un ennemi mortel. Funeste effet de l'ambition de Napoléon! Ce n'étaient plus là les soldats de Valmy

et d'Iéna, froids, indifférents à la querelle de leur roi, faciles à la défaite, prompts à la déroute. La haine de la conquête, les injures de la patrie en avaient fait des vaillants. Battus dans bien des rencontres, en deçà et au delà du Rhin, ils s'étaient, chaque fois, retrempés dans leurs revers. Deux noms, deux dates dominaient leurs souvenirs : Leipzig et Paris.

Leurs chefs partageaient leurs passions, leur enthousiasme et leur inspiraient toute confiance.

Napoléon se trompait : deux Prussiens valaient plus qu'un Français.

Ce qui pouvait diminuer beaucoup la puissance des deux armées anglo-hollandaise et prussienne, c'était qu'elles obéissaient à deux chefs de caractère tout opposé; c'était aussi qu'elles avaient deux lignes d'opérations divergentes : Blücher se basant sur Cologne et le Rhin, Wellington sur Anvers et la mer du Nord. Mais ces inconvénients devaient disparaître, aux jours des combats. Les deux généraux n'imitèrent pas les lieutenants dégénérés de Napoléon, en Espagne : ils se donnèrent aide prompte, cordiale, effective, décisive.

Napoléon avait pu avoir la mesure exacte de Blücher, souvent et rudement frappé par lui. Cependant, il l'estimait peu C'était une erreur. Esprit peu cultivé, nature rude, passionnée pour le plaisir autant que pour la guerre, Blücher n'atteignait pas au premier rang; mais un caractère indomptable, un patriotisme ardent, une promptitude de coup d'œil et de résolution remarquable, une activité extrême en dépit de la vieillesse, une persévérance que rien ne lassait, une grande audace et une grande habitude de la tactique et de la stratégie de Napoléon en faisaient un adversaire de réelle valeur. Ses soldats l'avaient surnommé le maréchal en avant (*marschall Vorwärts*) bien que, souvent, il eût été obligé de les mener en arrière. Mais, en dernier terme, il les avait conduits de l'Oder et de l'Elbe au Rhin et du Rhin à Paris.

Wellington ne s'était pas encore trouvé en face de Napoléon.

Mais à la vigueur des coups portés à l'Empire, en Portugal, en Espagne, en France, il avait été facile de reconnaître en lui le premier, et de beaucoup le premier, des généraux ennemis. Cependant, Napoléon ne lui accordait pas les qualités du général en chef. On eût dit qu'en le signalant, au *Moniteur*, comme un officier *incapable, téméraire, présomptueux, ignorant, destiné à essuyer de grandes catastrophes;* qu'en changeant, dans la feuille officielle de l'Empire, ses succès en défaites ou en rencontres sans importance; qu'en taisant à la France les Arapiles et Vittoria, et bien d'autres journées funestes à nos armes, il était sûr de l'avoir abaissé au niveau des chefs vulgaires.

Certes, la différence était grande entre le général anglais et Napoléon. Mais elle l'était beaucoup moins que celui-ci ne se l'imaginait et que, longtemps, on ne l'a cru dans notre pays abusé par des mensonges.

L'un avait le génie de la guerre à la plus haute puissance; mais la politique insensée de l'empereur altérait, troublait les conceptions merveilleuses du stratége; et l'énergie, l'activité physique faisait souvent défaut aux nécessités dévorantes, aux durs labeurs des expéditions de guerre.

L'autre n'était qu'un général de talent, mais d'un talent si complet, enté sur de si fortes qualités, qu'il atteignait presque au génie. Doué d'un bon sens extrême; politique profond; religieux observateur des lois de son pays; excellent appréciateur des hommes; instruit à fond de tout ce qui constitue la science et le métier des armes; faisant parfois des fautes, mais sachant ne pas s'y obstiner après les avoir reconnues; soigneux du bien-être de ses soldats, ménager de leur sang; dur au désordre, impitoyable aux déprédateurs; habile à concevoir et à exécuter; prudent ou hardi, temporiseur ou actif suivant la circonstance; inébranlable dans la mauvaise fortune, rebelle aux enivrements du succès; âme de fer dans un corps de fer (1),

(1) *Iron duke* (duc de fer), ont dit de lui les Anglais.

Wellington, avec une petite armée, avait fait de grandes choses; et cette armée était son ouvrage (1). Il devait rester et il restera une des grandes figures militaires de ce siècle.

Né en 1769, il avait quarante-six ans, l'âge de Napoléon.

A la fin de 1806, après la déroute de l'armée et de la monarchie prussienne, Blücher, prisonnier de guerre à Hambourg, montrait une foi inébranlable dans la chute de Napoléon. Il prédisait la venue prochaine d'un temps où l'Europe se lèverait contre lui, fatiguée, exaspérée de ses exigences et de ses déprédations.

Peu après son arrivée en Espagne, et pendant toute la guerre, Wellington n'avait pas été moins absolu dans cette croyance : on la trouve nettement exprimée, à diverses dates, dans ses dépêches officielles, même en 1810, après Wagram et le mariage autrichien. Quand toute l'Europe, moins l'Angleterre et la Péninsule, semblait à jamais asservie à Napoléon, Wellington rassurait les ministres de la Grande-Bretagne, effrayés, presque lassés de la lutte, et leur faisait toucher du doigt les causes qui devaient infailliblement amener la ruine de la monarchie impériale.

L'année 1814 avait donné raison au général prussien et au général anglais dans leurs prévisions si anticipées. La résurrection prodigieuse de l'Empire était bien loin d'avoir ébranlé leur croyance; ils ne doutaient pas de sa fin prochaine.

Dans son langage soldatesque, Blücher promettait à ses Germains de les mener bientôt boire encore les vins de France; et Wellington, dès le 12 mars, écrivait de Vienne, au ministre Castlereagh : « Je n'ai pas le moindre doute que, si Bonaparte

(1) Pour savoir ce qu'était l'armée anglaise quand Wellington en prit le commandement et encore plus tard, il faut lire les dépêches et les rapports officiels, où il en fait le tableau véridique.

renverse le roi de France, il tombera sous les efforts cordialement unis des souverains de l'Europe (1). »

Les rois coalisés ne pouvaient placer en de meilleures mains le commandement des deux armées qui devaient supporter le premier choc de Napoléon.

(1) *The dispatches*, etc., t. XII.

CHAPITRE SIXIÈME.

15 juin. — Charleroi. — Napoléon. — Ligne d'opérations choisie. — Ordre de mouvement pour le 15 juin. — Marche de l'aile gauche de l'armée. — Prise de Thuin, de Marchienne. — Passage de la Sambre. — Marche du centre. — Prise de Charleroi. — Pajol s'arrête en deçà de Gilly. — Marche de l'aile droite. — Désertion de Bourmont. — L'avant-garde arrive à Châtelet. — Tout le corps de Zieten sur le point de se trouver concentré. — Combat de Gosselies. — Le maréchal Ney reçoit le commandement de l'aile gauche. — Il porte une avant-garde à Frasnes. — Combat de Gilly. — Positions des divers corps, à la nuit. — Résultat incomplet de la journée. — Observations.

Napoléon était vieux avant l'âge. Le long exercice du pouvoir absolu, les efforts prolongés d'une ambition sans limites, le travail excessif du cabinet et de la guerre, les émotions, les angoisses de trois années de désastres inouïs, la chute soudaine de cet empire qu'il avait cru fondé à jamais, l'odieuse oisiveté de l'exil, une double maladie dont les crises se multipliaient en s'aggravant avaient profondément altéré sa vigoureuse organisation.

Son œil brillait du même éclat; son regard avait la même puissance; mais son corps alourdi, presque obèse, ses joues gonflées et pendantes indiquaient la venue de cette époque de la vie où la décadence physique de l'homme a commencé.

Il subissait maintenant les exigences du sommeil, que naguère il maîtrisait à son gré. Les fatigues des longues journées à cheval, des courses rapides lui étaient devenues insupportables.

Il avait gardé la même facilité, la même abondance, la même force de conception; mais il avait perdu la persévérance de l'élaboration de la pensée et, ce qui était pis, la promptitude, la fixité de la résolution. Comme certains hommes au déclin de l'âge, il aimait à parler, à discourir, et perdait de longues heures en stériles paroles. A prendre un parti, il hésitait longtemps; l'ayant pris, il hésitait à agir, et, dans l'action même, il hésitait encore. De sa précédente ténacité, il ne lui restait que cette obstination fréquente, et déjà bien funeste, à voir les faits non tels qu'ils étaient, mais comme il aurait convenu à son intérêt qu'ils fussent.

Sous les coups répétés de la défaite, son caractère s'était brisé. Il n'avait plus cette confiance en soi, élément presque indispensable de la réussite des grandes entreprises : il doutait maintenant de la fortune qui, pendant quinze années, avait prodigué de si prodigieuses faveurs au général, au consul, à l'empereur. « Il sentait même, c'est lui qui l'avoue, un abattement d'esprit; il avait l'instinct d'une issue malheureuse. »

Cet affaiblissement physique, cette diminution morale étaient mal en rapport avec les difficultés, les périls des circonstances. Difficultés, périls extrêmes! pour en triompher, ce n'aurait pas été trop, ce n'aurait même pas été assez peut-être de posséder encore la résolution, l'énergie, l'activité d'Italie, de Ratisbonne, ou d'avoir le retour de jeunesse de Champ-Aubert et de Montmirail.

L'armée française était numériquement inférieure de moitié aux armées anglo-hollandaise et prussienne.

Vaincre était donc une œuvre bien ardue déjà pour Napoléon. Mais il fallait plus encore : il fallait vaincre complétement, rapidement, sur le moment, sur l'heure; car, à la première nouvelle des hostilités, Russes, Autrichiens, etc., allaient s'élancer sur nos provinces de l'Est, sur la route de Paris; et il était indispensable d'avoir mis hors de cause l'ennemi de

Belgique assez tôt pour revenir opposer une digue à cette formidable invasion.

Ainsi, promptes, grandes, foudroyantes victoires contre les armées anglo-hollandaise et prussienne, telle était la première, l'absolue nécessité de la guerre dans le plan adopté par Napoléon.

Si ces armées combattaient réunies, il n'avait guère de succès, surtout de succès rapides à espérer ; et il était certain de ne pouvoir leur infliger de ces defaites qui réduisent le vaincu à une longue impuissance.

Cette considération avait déterminé le choix de sa ligne d'opérations.

A proprement parler, il avait eu à choisir entre quatre lignes : de Lille ou de Valenciennes, sur la droite ou le centre de Wellington ; de Givet sur la gauche de Blücher ; d'Avesnes, sur la direction où les deux généraux se trouvaient en contact.

En se portant contre la droite du premier ou la gauche du second, il aurait pressé l'un sur l'autre; laissé leurs armées reliées ensemble et en aurait, en quelque sorte, hâté la concentration commune.

En se portant contre le centre de Wellington, il aurait eu plus de difficultés, plus de dangers à rencontrer, sans beaucoup d'espérance d'un résultat bien différent.

En débouchant d'Avesnes sur l'extrémité de l'aile gauche anglo-hollandaise et de l'aile droite prussienne, difficultés et dangers pouvaient être considérables aussi, comme généralement dans toute attaque centrale. Mais Napoléon avait pensé qu'il les trouverait moindres que dans tout autre plan d'opérations.

Attribuant à Wellington circonspection et lenteur, reconnaissant à Blücher audace et activité, il avait calculé que celui-ci viendrait s'opposer à l'armée française avant même d'avoir pu réunir toutes ses forces, tandis que Wellington hésiterait à secourir son allié avant d'avoir concentré la plus grande partie des siennes.

Ce calcul était bien hasardé. Mais Napoléon comptait en outre beaucoup sur les conséquences d'un fait qu'il connaissait bien : la divergence des lignes d'opérations de ses deux adversaires.

Puisque Blücher se basait sur Cologne et le Rhin, Wellington sur Anvers et la mer du Nord, il devait en résulter, dans tous les cas, de l'incertitude, du trouble pour la combinaison de leurs mouvements; et, dans le cas spécial d'une attaque sur le milieu même de leur front, plus d'incertitude, plus de trouble encore; le général français le croyait, et il voyait là une grande chance de succès immédiat, la possibilité de se placer tout de suite entre les armées ennemies, en rejetant l'une dans la vallée de la Meuse, l'autre sur l'Escaut.

Tels étaient les motifs qui l'avaient décidé à déboucher d'Avesnes sur leur ligne de contact.

Cette ligne était, à peu près, la grande chaussée de Bruxelles à Charleroi. Il fallait donc s'avancer brusquement, avec une extrême rapidité, dans cette direction, y précipiter les masses françaises, sans donner à Wellington et à Blücher le temps de concentrer leurs divisions éparpillées, on l'a vu, sur de vastes espaces.

Une chaussée qui conduit de Namur à Nivelles, court parallèlement à la frontière française, en est éloignée d'une distance moyenne de douze à quatorze lieues, et coupe perpendiculairement la chaussée de Bruxelles à Charleroi.

Elle était la grande communication transversale des cantonnements anglo-hollandais et prussiens, dont l'espionnage avait suffisamment indiqué la disposition générale.

Si l'on parvenait à s'en saisir promptement, les deux armées ennemies se trouveraient séparées ou, tout au moins, excessivement gênées, pour se réunir l'une à l'autre. Il était donc d'une importance capitale de l'atteindre tout d'abord. Une marche forcée pouvait y suffire.

Cette marche, Napoléon l'avait résolue. Elle était le but de la première journée de la campagne.

Le soir du 14 juin, l'armée, nous l'avons dit, campait sur trois directions et en autant de colonnes.

Ces directions convergeaient vers Charleroi, ville située sur la Sambre.

La colonne de gauche était formée par les corps de Reille et de d'Erlon; celle du centre par les corps de Vandamme, de Lobau, la garde impériale et les réserves de cavalerie; celle de droite par le corps de Gérard et une division appartenant à ces réserves.

Les bivacs retentissaient encore des acclamations des soldats surexcités par l'allocution de Napoléon, quand des officiers partirent du quartier général. Ils allaient communiquer aux chefs des corps d'armée l'ordre de mouvement pour la journée du lendemain.

A gauche, Reille (2e corps), bivaqué sur la rive droite de la Sambre, à Leers, devait se mettre en marche à trois heures du matin, descendre le cours de cette rivière en s'emparant de la petite ville de Thuin, du hameau d'Alne, où se trouvent des ponts, et arriver vers neuf heures à Marchienne, autre petite ville, bâtie sur la Sambre, à une demi-lieue au-dessus de Charleroi.

De Leers à Marchienne, la distance n'est que de cinq lieues environ (1); mais il n'y avait pas alors de chaussée pour la parcourir.

D'Erlon (1er corps), bivaqué à près de deux lieues en arrière de Leers, à Solre-sur-Sambre, devait suivre la même route, en partant à la même heure que Reille; serrer sur lui le plus tôt possible; relever par une division les troupes qu'il aurait laissées à Thuin et au hameau d'Alne et faire construire une tête de pont sur chacun de ces points.

Au centre, Pajol (1er corps de cavalerie) devait se porter

(1) Ici, comme dans tout le cours de notre récit, nous comptons par lieue de quatre kilomètres.

sur Charleroi, à deux heures et demie du matin, précédé de la division de cavalerie de Vandamme (3e corps), placée momentanément sous son commandement.

Vandamme, lui-même, devait appuyer ce mouvement dès trois heures, et être suivi, à quatre, par Lobau (6e corps); à cinq, par la jeune garde; à cinq et demie, par les chasseurs; à six, par les grenadiers à pied de la vieille garde.

Le maréchal Grouchy, avec le 2e corps de cavalerie, devait monter à cheval à cinq heures et demie et tenir le flanc droit de cette longue colonne. Les 3e et 4e corps de la même arme devaient marcher sur sa trace, chacun à une heure d'intervalle.

De leurs bivacs en avant de Beaumont à Charleroi, les troupes du centre avaient sept lieues à parcourir sur des chemins de traverse, dans un pays très-accidenté.

A droite, Gérard (4e corps) devait se diriger aussi sur Charleroi, mais seulement quand toutes ses troupes seraient réunies. De Philippeville à Charleroi, il y a sept lieues.

Dans cet ordre général de mouvement, l'empereur annonçait que « son intention était d'avoir passé la Sambre avant midi, et de porter l'armée à la rive gauche de cette rivière. »

Nous avons dit les précautions qu'il avait prises pour cacher à l'ennemi la marche des corps cantonnés sur la frontière, de Metz à Valenciennes, et la présence de l'armée entre Sambre et Meuse. Dans la nuit, des espions revenant de Namur et de Bruxelles, quartiers généraux de Blücher et de Wellington, lui apprirent qu'ils y avaient laissé tout fort tranquille. Mais que s'y était-il passé, depuis leur départ ? De Namur à Beaumont, il y a plus de quinze lieues ; de Bruxelles, il y en a plus de vingt.

Leur rapport donnait, cependant, à peu près la certitude que, vers le milieu de la journée, les généraux ennemis avaient ignoré encore les mouvements qui s'opéraient sur la frontière. La nuit se passa sans autre incident.

Avant le point du jour, la diane retentissait dans les bivacs, joyeux et impatients de la lutte.

La colonne formant la gauche de l'armée s'ébranla, suivant l'ordre, à trois heures du matin, le corps de Reille en tête.

Reille, presque au sortir de ses bivacs, donna sur les avant-postes prussiens. Ils étaient sous les armes. Il les replia ; et, à quatre heures, son canon était en batterie contre Thuin, défendu par un bataillon de landwehr.

La campagne de Belgique était commencée.

Après une courte résistance, l'infanterie prussienne fut chassée de Thuin. Malgré une poursuite très-vive, elle essaya de tenir à Montigny-le-Tilleul; elle en fut chassée aussi. Appuyée, alors, par deux escadrons, elle fit encore face en arrière; mais dragons et fantassins, abordés par notre cavalerie, furent rompus, culbutés ; ils laissèrent deux cents prisonniers, une centaine de tués et de blessés et se retirèrent à grand'peine sur Marchienne. Un bataillon l'occupait avec deux pièces d'artillerie.

Marchienne est bâti sur les deux rives de la Sambre. En 1815, il n'y existait qu'un seul pont fort étroit, aboutissant des deux côtés à des rues presque aussi étroites.

Par un singulier excès d'imprévoyance, qu'on allait retrouver à d'autres passages de la même rivière, aucune disposition n'avait été prise pour faire sauter ce pont. Les Prussiens se hâtèrent de le barricader. Mais, après s'être canonnés et fusillés quelque temps avec l'avant-garde de Reille, ils évacuèrent la ville et battirent en retraite sur Gilly, par Dampremy, sans être inquiétés. Il était dix heures.

Le pont déblayé, Reille y fit défiler le 2e corps, ce qui fut assez long, le massa un peu au delà et le porta ensuite sur les hauteurs, à une lieue en avant de Marchienne, dans la direction de Jumet, l'étendant jusqu'à la chaussée de Charleroi à Bruxelles.

Cette position occupée, il attendit de nouvelles instructions.

Il exécutait ainsi un ordre de Napoléon, daté de huit heures et demie du matin.

Une dépêche expédiée un peu plus tard prescrivit à d'Erlon de passer la Sambre à Alne ou bien à Marchienne, de s'avancer jusqu'à la route de Charleroi à Mons et de se former sur plusieurs lignes, de manière à se rapprocher de Reille. Cette route longe Marchienne. Mais d'Erlon n'était pas encore près d'atteindre la Sambre.

Au centre de l'armée, Pajol, formant tête de colonne avec le 1er corps de cavalerie et la division Domon (cavalerie de Vandamme) monta à cheval à l'heure indiquée et marcha sur Charleroi. Près de Ham-sur-Heure, il rencontra un demi-bataillon prussien tenant la ligne des avant-postes, le sabra, lui fit deux cents prisonniers, et, vers huit heures, arriva à Marcinelle.

Ce village, séparé du pont de Charleroi par une digue longue de deux cents mètres, étroite et bordée de haies, venait d'être abandonné par les Prussiens. Le pont était fermé par une palissade et barricadé en arrière. Pajol fit essayer d'un hourra sur la digue par sa brigade d'avant-garde. La tentative échoua sous le feu des tirailleurs ennemis embusqués derrière les haies.

Il fallait de l'infanterie pour aller plus loin. Pajol se croyait suivi, à peu de distance, par celle du 3e corps. Il n'en était rien.

L'incurie de l'état-major avait été cause que Vandamme n'avait pas eu connaissance opportune de l'ordre général de mouvement donné la veille. A six heures du matin, ses trois divisions d'infanterie s'étaient trouvées dans leurs bivacs. Elles ne les avaient quittés qu'à sept.

Les premiers bataillons qui vinrent appuyer Pajol furent ceux de la jeune garde.

Napoléon, tardivement prévenu de l'inaction du 3e corps, leur avait fait suivre une traverse à gauche de celle que devait prendre celui-ci ; et, un peu avant midi, ils arrivèrent devant Charleroi.

Leur approche détermina la retraite des Prussiens; les

sapeurs et marins de la garde se jetèrent sur la palissade du pont, la hache à la main, la détruisirent, ainsi que la barricade en arrière, et ouvrirent le passage. Pajol traversa Charleroi (1), immédiatement suivi par la jeune garde.

De cette ville à Bruxelles, il y a treize lieues. Une chaussée y conduit et passe par Gosselies, Frasnes, les Quatre-Bras, Genappe et Waterloo. Tout près de Charleroi, une autre chaussée s'embranche sur celle-ci et se dirige par Gilly et Fleurus sur Namur.

Sa longueur est de dix lieues.

En sortant de Charleroi, Pajol détacha le général Clary avec un régiment de hussards, sur la route de Bruxelles pour éclairer sa gauche, pour se relier à Reille, qui passait alors, on l'a vu, la Sambre à Marchienne, à une demi-lieue en amont de Charleroi; et, avec le reste de ses troupes, il s'avança sur la route de Namur. Mais il s'y avança peu.

Il avait devant lui la garnison de Charleroi, un bataillon, qui avait fait retraite en bon ordre et reçu le secours de plusieurs bataillons, d'un régiment de cavalerie et d'une batterie.

Il s'arrêta en face de ces forces, un peu en deçà de Gilly, village à une lieue de Charleroi, et se borna à escarmoucher.

Napoléon, venu sur le terrain, fit passer Lefebvre Desnouettes, avec les chasseurs et lanciers de la garde et deux batteries, sur la chaussée de Bruxelles pour appuyer Clary; et il donna l'ordre à Duhesme, commandant la division de jeune garde, de porter, dès qu'ils auraient débouché de Charleroi, trois de ses régiments en soutien de Pajol et le quatrième en réserve de Lefebvre Desnouettes, à mi-chemin de Gosselies. De Charleroi à ce village, il y a un peu moins de deux lieues.

La droite de l'armée avait marché plus lentement que le centre et la gauche.

(1) « Le général Pajol entra à Charleroi à midi. » (*Bulletin du 15 juin.*)

Gérard (4e corps) avait dû attendre l'approche d'une de ses divisions restée, la veille, à trois ou quatre lieues en arrière de Philippeville; et il ne s'était mis en mouvement qu'à cinq heures.

Les colonnes venaient de s'ébranler; elles marchaient, ardentes, vers Charleroi, quand tout à coup le bruitse répandit que le général commandant la division d'avant-garde venait de déserter, passant en Belgique avec tout son état-major. L'odieuse nouvelle était vraie. Gérard, lui-même, en reçut la confirmation immédiate par une lettre que lui adressait le déserteur, le lieutenant général Bourmont.

Ancien chef de bandes royalistes dans l'Ouest, nommé, au mépris de la loi, officier supérieur sous le Consulat, avancé en grade depuis par son courage et ses talents, employé activement par le gouvernement royal, Bourmont avait adhéré, dès le 13 mars, à la cause de Napoléon. Maintenant, il faisait défection. « On ne me verra pas dans les rangs étrangers, écrivait-il à Gérard; ils n'auront de moi aucun renseignement capable de nuire à l'armée française... Mais je tâcherai d'aller défendre les proscrits français, de chasser loin de la patrie le système des confiscations, sans perdre de vue la conservation de l'indépendance nationale. » Triste excuse d'un acte inexcusable : d'un crime!

Bourmont avait pour complices son chef et son sous-chef d'état-major, le colonel Clouet, le chef d'escadron Villoutreys, ses deux aides de camp, Dandigné, de Trelan, et le capitaine Sourdat, autre officier attaché à son état-major (1).

(1) Tous les écrits de Sainte-Hélène disent que Bourmont a déserté le 14 juin. C'est une inexactitude calculée qui a été répétée par la plupart des écrivains français.

L'état officiel des mutations de l'état-major du 4e corps existe; et il porte la désertion de Bourmont et de ses complices au 15 juin. Du reste, la lettre que Bourmont adressa à Gérard pour lui annoncer sa désertion est datée de Florennes (près de Philippeville), le 15 juin.

Ainsi se trouvait déjà justifiée cette croyance du soldat à des trahisons qui n'attendaient pour éclater que l'heure favorable.

La division abandonnée par Bourmont était furieuse. Gérard se porta au galop dans ses rangs et parvint à lui rendre quelque calme, en assurant que cette abominable défection ne pouvait exercer, maintenant, aucune influence sur le résultat des opérations de l'armée.

D'après l'ordre général de mouvement, le 4e corps, on l'a vu, devait se diriger sur Charleroi. Mais, assez avant dans la matinée, une dépêche de Napoléon lui prescrivit d'appuyer à droite, et de gagner Châtelet, village situé au bord de la Sambre, à une lieue et demie au-dessous de Charleroi.

L'avant-garde de Gérard y arriva avant trois heures et trouva le pont intact, le village sans défenseurs. Deux bataillons prussiens qui l'avaient occupé jusque-là venaient de se retirer et battaient en retraite vers Fleurus.

Le gros du 4e corps, attardé dans un terrain très-coupé, cheminant sur de mauvaises traverses, était encore bien éloigné.

Ainsi, de deux à trois heures, les trois colonnes formant l'armée étaient : celle de gauche, partie en deçà, partie au delà de Marchienne; celle du centre, partie en deçà, partie au delà de Charleroi ; celle de droite à Châtelet et en arrière.

Dans l'ordre de mouvement, Napoléon avait dit qu'il voulait avoir passé la Sambre avant midi. Il y avait donc bien du retard déjà.

Les troupes que l'armée avait rencontrées jusqu'alors appartenaient toutes à la division Pirch II, du corps de Zieten.

Nous l'avons dit antérieurement, Zieten étendait le front de ses cantonnements de Fontaine-l'Évêque à Moustier-sur-Sambre; et son point de concentration était Fleurus.

Sa division de droite se reliait aux Anglo-Hollandais vers Binche et couvrait le pays entre ce point et la Sambre. Napoléon

ayant ordonné de n'envoyer, sur la rive gauche de la rivière, que des partis de cavalerie qui respecteraient la frontière, cette division n'avait pas été attaquée. Mais, dès que Steinmetz, qui la commandait, avait eu connaissance suffisante du mouvement des Français, il l'avait ralliée et mise en marche, la dirigeant, par Gosselies, sur Fleurus.

Pirch II, qui occupait Thuin, Marchienne, Charleroi, Châtelet, avait aussi ramené toutes ses troupes sur la direction de Fleurus.

La division Jagow, cantonnée autour de cette dernière ville, était massée tout auprès.

La divison Henkel s'y rendait.

Ainsi, avant que les colonnes françaises eussent débouché en force au delà de la Sambre, le corps de Zieten, que Napoléon avait cru surprendre, battre et détruire, se repliait en bon ordre sur son point de concentration et devait l'atteindre bientôt, s'il n'y était prévenu. L'y préviendrait-on? La question de ce moment de la journée était là.

A trois heures, les chasseurs et les grenadiers à pied de la garde, qui avaient suivi immédiatement la jeune garde sur Charleroi, étaient réunis à la sortie de cette ville; Vandamme n'avait pas achevé d'en déboucher.

Napoléon expédia à Reille l'ordre de « pousser jusqu'à Gosselies et d'y attaquer un corps ennemi qui paraissait s'y arrêter. »

Ce corps, dont la présence était signalée à l'empereur, était un des régiments d'infanterie de Jagow et un régiment de uhlans envoyés, dès le matin, à Gosselies, par Zieten, pour appuyer la retraite de la division Steinmet.

Reille s'avança par la traverse de Jumet, qui coupe le bois de Monceau; et sa division de cavalerie tourna ce bois à gauche. Son avant-garde arriva à temps pour recueillir les hussards du général Clary, qui étaient vivement ramenés par les uhlans.

Mais, pendant sa marche, Steinmetz était parvenu à Gosselies ; et il y avait maintenant, sur ce point, une douzaine de mille hommes. Reille attendit, pour les attaquer, d'avoir réuni son infanterie. Dès que ses divisions furent formées, il les jeta sur Gosselies et le petit bois de Lombuc, qui est à côté. Les Prussiens n'attendirent pas le choc, et se mirent en retraite vers Fleurus, en tiraillant. Il était cinq heures.

Le maréchal Ney arriva, en ce moment (1), à la tête des colonnes de Reille.

« Faites appeler Ney. S'il désire être à la première bataille, qu'il soit rendu, le 13, à Avesnes, où sera mon quartier général. » Cette lettre laconique avait été adressée, le 11 juin, par Napoléon au ministre de la guerre.

Ney était alors aux environs de Paris. Prévenu par le ministre, il était accouru. Le lendemain matin, il était en route ; et, le 14 au soir, il arrivait à Beaumont. Mais il n'avait pas même un cheval de selle; et son état-major était réduit à un seul aide de camp. Le 15, le hasard lui avait fait trouver deux chevaux à acheter. Vers onze heures, il avait pu partir de Beaumont ; à quatre heures et demie, il avait rejoint Napoléon, près de Charleroi, à l'embranchement des chaussées de Bruxelles et de Namur. Après quelques paroles de satisfaction et de bienvenue, Napoléon lui avait dit : « Vous allez prendre le commandement des 1er et 2e corps d'infanterie. Le général Reille marche sur Gosselies ; le général d'Erlon doit coucher ce soir à Marchienne. Vous aurez avec vous la division de cavalerie légère de Piré ; je vous donne aussi les deux régiments de chasseurs et de lanciers de ma garde, mais ne vous en servez pas. Demain, vous serez rejoint par les réserves de grosse cavalerie aux ordres de Kellermann. Allez et poussez l'ennemi (2). »

(1) *Notice historique sur les mouvements du 2e corps, pendant la campagne de* 1815, par le lieutenant général comte Reille.

(2) *Relation de la campagne de* 1815, *pour servir à l'histoire du maré-*

Ney, s'étant fait rendre compte par Reille de la situation des choses, ordonna à la division Piré de s'avancer immédiatement sur la chaussée de Bruxelles, à la division Bachelu de l'appuyer, à la division Girard de suivre les Prussiens de Steinmetz en retraite sur Fleurus, aux divisions Guilleminot et Foy de prendre position, la première au bois de Lombuc, la seconde à Gosselies; et, peu après, lui-même, avec les chasseurs et lanciers de la garde, marcha pour rejoindre Piré.

Il n'était pas encore à Frasnes, village à dix kilomètres de Gosselies, et à quatre des Quatre-Bras, quand le canon se fit entendre vers le premier de ces points.

A Frasnes, en effet, Piré avait rencontré l'ennemi. Il était six heures et demie (1) ou un peu plus.

Ce village était occupé par un bataillon et une batterie de la brigade commandée par le colonel prince Bernhard de Saxe-Weimar, et appartenant à la division Perponcher, une des quatre divisions d'infanterie du corps aux ordres du prince d'Orange. Composée des deux régiments de Nassau au service des Pays-Bas, forte de plus de quatre mille hommes, cette brigade était cantonnée de Genappe à Frasnes, et formait, à cette hauteur, l'extrême gauche de l'armée anglo-hollandaise.

chal Ney, par le colonel Heymès, son premier aide de camp, témoin oculaire.

Cette relation a été publiée en appendice au tome IX des *Mémoires de Napoléon* (Paris, 1830), et, plus tard, dans les *Documents inédits sur la campagne de* 1815 (Paris 1840), brochure du duc d'Elchingen (second fils du maréchal Ney).

Sur les instructions données par Napoléon, le 15 au soir, au maréchal Ney, et sur bien d'autres points, elle est en contradiction avec les récits de Sainte-Hélène. Il n'est pas douteux qu'elle ne donne exactement les instructions reçues par le maréchal, le 15 au soir. Nous le démontrerons plus loin.

(1) Rapport du prince Bernhard de Saxe-Weimar au général Perponcher, daté des Quatre-Bras, le 15 juin, à neuf heures du soir.

Dans la matinée, elle avait été mise en éveil par le canon tiré sur la Sambre, et, bientôt après, prévenue de ce qui s'y passait par des paysans fuyant devant l'invasion française.

Sur ces premières nouvelles, le prince Bernhard avait réuni sa brigade aux Quatre-Bras, prévenant judicieusement ainsi un ordre qui ne devait lui arriver que plus tard (1). Elle y était déjà depuis quelque temps, quand il y avait appris, d'une manière certaine, l'entrée des Français à Charleroi; et toutes ses dispositions étaient prises au moment où les éclaireurs de Piré commencèrent à escarmoucher sur Frasnes.

Piré essaya, à plusieurs reprises, d'entamer le bataillon qui en occupait les abords. Il n'y réussit pas, et le vit bientôt se replier, protégé par le feu de son artillerie, sur des bataillons de réserve, postés sur la chaussée et dans un bois voisin.

Ney, survenant, ordonna à l'avant-garde de Bachelu de presser le pas, et examina la position de l'ennemi, qui faisait ferme contenance.

La journée tirait à sa fin. Une assez forte canonnade qui avait commencé, vers cinq heures, sur la chaussée de Charleroi à Fleurus, retentissait maintenant dans la même direction, à près de trois lieues en arrière et à droite de Frasnes. La division Bachelu n'était pas encore tout entière arrivée à ce village. Les troupes étaient sur pied depuis deux heures et demie du matin; hommes et chevaux étaient fatigués. Napoléon n'avait pas donné l'ordre d'occuper les Quatre-Bras; Ney n'aurait pu, d'ailleurs, porter une attaque sérieuse sur ce point qu'aux approches de la nuit; il n'avait aucun renseignement sur les forces qui s'y trouvaient; il jugea, avec toute raison, qu'il devait s'arrêter.

(1) Cet ordre fut expédié à trois heures après midi, de Braine-le-Comte, au général Perponcher à Nivelles. Il porte la signature du chef d'état-major du prince d'Orange, le général Constant de Rebecque (*Archives du ministère de la guerre, à la Haye*).

Il replia la division Piré sur Frasnes, et plaça derrière elle les lanciers et chasseurs de Lefebvre Desnouettes avec la division Bachelu.

Vers dix heures, il repartit pour Gosselies, où fut son quartier général, et, de là, courut à Charleroi, pour y rendre compte de ses opérations et demander à l'empereur des instructions nouvelles.

L'aile gauche de l'armée se trouvait, alors, ainsi disposée : le corps de d'Erlon échelonné de Marchienne à Jumet ; deux divisions de Reille sur Gosselies ; la division Girard à Wangenies près de Fleurus ; les divisions Bachelu, Lefebvre Desnouettes et Piré sur Frasnes.

L'avant-garde de ce côté était donc à plus de quatre lieues en avant de Charleroi.

Au centre de l'armée, où se trouvait Napoléon, où il aurait été si important de gagner beaucoup de terrain, on n'alla pas si loin.

Vandamme, parti tard de son bivac par le motif que nous avons dit, arriva tard aussi à Charleroi. Il était près de quatre heures quand son corps eut achevé d'en déboucher.

Il reçut, alors, l'ordre de le porter et le porta immédiatement sur Gilly.

Pajol, on l'a vu, s'était avancé et avait dû s'arrêter aux approches de ce village, où les Prussiens se trouvaient en force. Excelmans, avec ses dragons, était sur le point de le rejoindre, quand le maréchal Grouchy, commandant les quatre corps de réserve de cavalerie, arriva de sa personne sur la position. Il vit qu'il fallait de l'infanterie pour attaquer et alla en demander à Napoléon. Il le trouva donnant ses instructions au maréchal Ney (1).

Napoléon quitta aussitôt ce dernier et galopa avec Grouchy

(1) *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, publiée par le général Gourgaud, etc., par le comte de Grouchy (Philadelphie, 1819).

vers Gilly. Quand il y parut, le corps de Vandamme était venu se serrer en arrière de Pajol et d'Excelmans.

Zieten avait fait occuper par la division Pirch II les hauteurs qui dominent immédiatement en arrière le ruisseau de Gilly.

Pirch II avait là sept bataillons, un régiment de dragons, huit bouches à feu. Sa ligne de bataille était sur la direction de l'abbaye de Soleilmont à Châtelineau, coupant la chaussée de Fleurus et à cheval sur le chemin qui conduit à cette ville par Lambusart.

Il avait quatre bataillons en première ligne, trois en réserve.

Le bataillon de droite, couvert par l'abbaye de Soleilmont, s'appuyait aux bois de Lobbes et de Ransart; le second, sur l'alignement de celui-ci, occupait un bouquet de bois près du chemin de Lambusart; le troisième était à gauche de ce bois; le quatrième soutenait l'artillerie qui battait le débouché de Gilly par la chaussée de Fleurus et la pente des hauteurs.

Les bataillons de réserve étaient sur le chemin de Lambusart à l'entrée des bois de Trichehève et de Ronchamp.

Les dragons observaient, à l'extrême gauche, le défilé contigu à la position et aboutissant à Châtelet, qui était tenu par l'avant-garde de Gérard.

Pirch II avait mis à profit le temps qu'on lui avait laissé à profusion : il avait obstrué par des abatis la chaussée de Fleurus.

Deux bataillons de la division Jagow étaient à trois quarts de lieue en arrière de sa gauche entre Farcienne et Lambusart ; et deux autres bataillons, quatre régiments de cavalerie, seize bouches à feu se massaient sur ce dernier point, prêts à lui venir en aide.

Napoléon jeta un coup d'œil rapide sur le terrain qui paraissait devoir lui être disputé et ordonna les dispositions d'attaque.

Il était cinq heures (1).

Deux batteries d'artillerie ouvrirent immédiatement le feu et réduisirent en peu d'instants celui de l'artillerie ennemie, dont plusieurs pièces furent démontées.

Trois colonnes d'infanterie, de deux bataillons chacune, se mirent en mouvement : la première se dirigeant sur le bouquet de bois près du chemin de Lambusart, la seconde sur le centre prussien en laissant Gilly à sa gauche, la troisième tournant ce village. Deux brigades du corps d'Excelmans appuyèrent cette manœuvre, l'une en menaçant de tourner l'extrême gauche prussienne, l'autre se portant sur la chaussée de Fleurus.

Depuis le matin, Zieten cherchait à retarder, sans se compromettre, la marche de l'armée française ; et il n'y avait que trop bien réussi.

Dès qu'il vit s'approcher nos colonnes, il ordonna la retraite.

Mais ses tirailleurs commençaient à peine à se replier, que Napoléon, irrité de voir les Prussiens près de lui échapper, fit précipiter le mouvement sur toute la ligne et lança même à la charge ses quatre escadrons de service (d'escorte) sous les ordres du général Letort, un de ses aides de camp.

Des trois bataillons à gauche de la chaussée de Fleurus, un se jeta dans le bois de Trichehève et échappa au choc ; les deux autres se formèrent en carrés et entreprirent de résister, soutenus par le régiment de dragons ; mais l'un fut enfoncé, sabré et à moitié détruit par les escadrons de service, et l'autre fortement entamé avant d'avoir pu gagner les bois.

Le bataillon à la droite de la chaussée de Fleurus se retira sans avoir souffert, grâce à l'abatis, qui, appuyé au bois, barrait complétement la voie à notre cavalerie.

Le général Letort, qui avait intrépidement mené les esca-

(1) « A cinq heures après midi, l'empereur ordonna l'attaque. » (Bulletin du 15 juin.)

drons de service, fut mortellement blessé. « C'était un des officiers de cavalerie les plus distingués. On n'était pas plus brave, » a dit de lui Napoléon.

Les Prussiens se retirèrent lentement, en combattant, sur Lambusart, suivis par Grouchy et Vandamme. A la sortie des bois, près de ce village, ils trouvèrent les réserves que nous avons indiquées plus haut, et ils prirent position; mais, avant que les colonnes françaises se fussent formées, ils prolongèrent leur retraite, en échangeant avec elles une vive canonnade. Ils repétèrent cette manœuvre un peu plus loin et finirent par dépasser Fleurus.

Grouchy et Vandamme arrêtèrent leur mouvement à une demi-lieue ou trois quarts de lieue en deçà de cette ville.

Depuis Gilly, il avait été assez mollement mené, il faut le reconnaître. Napoléon, cependant, était là.

A huit heures, il était de retour à Charleroi (1), où son quartier général fut dans la maison même que Zieten occupait encore le matin.

« Accablé de fatigue, il se jeta sur son lit pour y reposer quelques heures (2). »

Avant la nuit, Grouchy et Vandamme avaient pris leurs bivacs : le corps de Pajol à droite et à gauche de la chaussée de Fleurus, sur Lambusart et la ferme de Martinroux, voisine de Wangenies; la division Domon à la gauche de Pajol; le corps d'Excelmans en arrière de Pajol; celui de Vandamme en troisième ligne.

Fleurus resta occupé par deux bataillons du corps de Zieten, et ce corps se trouva tout entier réuni un peu en arrière.

Dans cette journée, le général prussien avait manœuvré habilement et heureusement. Il avait retardé beaucoup la marche de l'armée française; il se trouvait à même de rejoindre

(1) Bulletin du 15 juin.

(2) Lettre du baron Fain, écrite par ordre de Napoléon à Joseph Bonaparte (Charleroi, 15 juin, 9 heures du soir).

l'armée prussienne, quel que fût le point où elle se concentrerait, et ses pertes étaient peu considérables : de douze cents hommes, suivant les écrivains prussiens ; de deux mille, d'après Napoléon.

Les nôtres ne durent pas dépasser cinq ou six cents (1).

Des historiens français ont donné à entendre que Grouchy et Vandamme, en n'avançant pas davantage, avaient méconnu les ordres de Napoléon. C'est une allégation gratuite. Elle ne se trouve pas même dans les écrits de Sainte-Hélène.

L'armée française bivaqua, le 16, comme la veille, sur trois colonnes : à gauche, d'Erlon et Reille échelonnés, comme nous l'avons dit, de Marchienne à Frasnes, et le second ayant une division à Wangenies, près de Fleurus; au centre, Pajol, Excelmans et Vandamme, dans les positions que nous venons d'indiquer; l'infanterie de la garde entre Gilly et Charleroi ; les cuirassiers de Milhaud, de Kellermann, le corps de Lobau, près de cette ville et en arrière de la Sambre ; à droite, Gérard en avant de Châtelet, sur la direction de Fleurus.

Toute l'armée était ainsi réunie dans un carré de quatre lieues de côté.

Napoléon a émis deux opinions sur le résultat de cette première journée de la campagne.

Il a dit, d'abord, que toutes ses manœuvres avaient *réussi à souhait* ; que les deux armées ennemies étaient surprises, leurs communications déjà fort gênées; qu'il était placé entre elles, maître désormais de les attaquer en détail ; qu'il ne leur restait, pour éviter ce malheur, le plus grand de tous, que le parti de céder le terrain et de se réunir sur Bruxelles ou au delà (2).

(1) Le bulletin du 15 juin dit quatre-vingts hommes blessés et dix tués. Mais le corps seul de Reille en eut deux cents. (Lettre du chef d'état-major du 2e corps, accompagnée d'états officiels et lue à la chambre des représentants, le 1er juillet.)

(2) *Mémoires*, t. IX, p. 76-77.

Il a dit, ensuite, qu'il y avait eu huit heures de perdues, au centre; que cette perte de temps l'avait empêché de porter son *quartier général à Fleurus;* qu'elle était *bien fâcheuse* (1).

Ces deux opinions sont contradictoires; la dernière seule est juste.

La journée avait été incomplète.

Dans l'ordre général de mouvement donné la veille, Napoléon avait annoncé que « son intention était d'avoir passé la Sambre avant midi et de porter l'armée à la rive gauche de cette rivière. »

Cette rapidité de manœuvre n'avait certes pas pour but d'arrêter les colonnes françaises à une lieue ou deux au delà de Marchienne, de Charleroi, de Châtelet; car elle n'aurait servi qu'à donner à l'ennemi, prévenu à coups de canon, tout le reste d'une longue journée pour se concerter et réunir ses forces.

Napoléon voulait donc avancer davantage; et il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte pour indiquer, à coup sûr, le terme qu'il avait l'intention d'atteindre en dictant l'ordre général du mouvement.

L'armée, débouchant sur la Sambre, comme elle y déboucha, au sommet de l'angle formé par les chaussées de Charleroi à Bruxelles et Namur, avait devant elle, à cinq lieues, la grande communication de Blücher et de Wellington : la chaussée de

(1) *Mémoires,* t. IX, p. 159. « Funeste contre-temps, » a dit encore Napoléon à ce propos (*Campagne de* 1815, par Gourgaud).

Nous devons faire observer que, dans le tome VIII de ses *Mémoires,* il a écrit, répondant à un critique, que son intention avait été de faire occuper Fleurus par une avant-garde, en cachant ses troupes derrière les bois près de cette ville; qu'il se fût bien gardé de laisser voir son armée et surtout d'occuper Sombreffe. Mais cette assertion est en contradiction par trop manifeste avec la hâte qu'il voulait imprimer au mouvement de l'armée, avec les principes mêmes de sa stratégie, pour qu'on puisse y voir autre chose qu'un moyen de polémique.

Namur à Nivelles, qui offrait à ces généraux un moyen de réunion rapide en avant de Bruxelles.

Cette dernière route coupe les deux premières, au delà de Frasnes, aux Quatre-Bras, au delà de Fleurus, près de Sombreffe. Ces deux points d'intersection sont à trois lieues l'un de l'autre.

L'armée française, les occupant en forces, se serait trouvée placée entre les Anglo-Hollandais et les Prussiens, réellement maîtresse désormais, pour emprunter à Napoléon ses propres expressions, de les attaquer en détail et ne leur laissant, pour éviter ce malheur, le plus grand de tous, que le parti de céder le terrain et de se réunir sur Bruxelles ou au delà.

C'est pour cela, on peut l'assurer, que la hâte que Napoléon voulait imprimer au mouvement de l'armée avait pour but l'occupation des Quatre-Bras et de Sombreffe, dès le premier jour de la campagne.

Cette occupation manqua par suite d'une perte de temps considérable; la grande communication de Blücher et de Wellington resta libre, quoique menacée; c'est pour cela aussi que Napoléon a dit vrai en écrivant que « cette perte de temps avait été *bien fâcheuse*, » et que nous ajoutons : la journée du 15 avait été incomplète.

Suivant son habitude, en pareil cas, Napoléon a imputé à ses lieutenants l'insuffisance des résultats.

Vandamme lui a fait perdre cinq heures, le matin, en retardant d'autant la mise en marche du 3e corps ou en s'égarant en route, et trois heures encore, le soir, en différant, de concert avec Grouchy, jusqu'à sept heures, l'attaque de Gilly, commandée cependant pour quatre.

Voilà ce qu'on lit dans les deux relations de Sainte-Hélène.

Mais ce n'est pas la vérité.

Vandamme ne s'égara pas en route. Il resta longtemps immobile dans ses bivacs; mais cette immobilité fut l'inévitable

conséquence d'un fait dont il ne saurait être rendu responsable : il n'eut qu'une connaissance tardive et en quelque sorte fortuite de l'ordre général de mouvement. Le récit d'un témoin fort désintéressé à coup sûr et très-impartial, de celui-là même qui lui apprit la marche en avant de l'armée, ne laisse pas de doute sur ce point (1).

Le général Bonaparte se serait assuré, avant de prendre aucun repos, que ses ordres avaient été communiqués. L'empereur Napoléon ne s'occupait plus de ce soin : il l'abandonna au chef de son état-major : et celui-ci n'avait pas su que l'officier chargé de porter à Vandamme l'ordre de mouvement, avait fait une chute de cheval très-grave et négligé sa mission.

Il y eut donc une perte de temps par suite de l'incurie du chef d'état-major. Mais elle ne fut pas aussi considérable que l'a dit Napoléon; car lui-même fit prendre à la garde, partie dès cinq heures, une traverse à gauche de celle que devait suivre Vandamme; et la garde remplaça ainsi le 3e corps, à la tête de la colonne du centre.

Vandamme pressa beaucoup la marche de ses troupes ; à trois heures, il débouchait de Charleroi : c'est le bulletin du 15 juin qui l'affirme; et il ne différa pas l'attaque de Gilly jusqu'à sept, de concert avec Grouchy, sous les ordres duquel il ne se trouva, d'ailleurs, que le lendemain; car cette attaque se fit à cinq heures (2) : c'est encore le bulletin du 15 qui l'affirme, et avec toute raison ; bulletin écrit à huit heures du soir, dans toute la fraîcheur des souvenirs et dicté peut-être, contrôlé certainement, par Napoléon.

Il faut le remarquer, au reste, si Napoléon eût commandé réel-

(1) *Campagne de Waterloo,* par E.-F. Janin, colonel d'état-major en non-activité (Paris, 1820). Voir son récit dans la note D, à la fin du volume.

(2) « A cinq heures après midi, l'empereur ordonna l'attaque ; la position fut tournée et enlevée. »

lement cette attaque pour quatre heures, rien n'aurait empêché l'exécution de son ordre. En ce moment, en effet, le corps de Vandamme avait, tout entier, débouché de Charleroi, précédé par Excelmans; toute l'infanterie de la garde était massée depuis longtemps entre cette ville et Gilly; et on aurait pu l'employer à commencer le combat sur ce dernier point, en attendant l'entrée en ligne si prochaine de Vandamme, ce qui aurait évité tout retard.

Pajol, Excelmans, la garde, Vandamme donnaient une force de quarante-quatre mille hommes, qu'il aurait été facile de faire appuyer bientôt par les cuirassiers de Kellermann et de Milhaud et par le corps de Lobau, laissés sur la rive droite de la Sambre.

La résistance des Prussiens, à Gilly, fut très-courte, on l'a vu. Devant de pareilles masses, ils n'auraient pas cherché à prendre position, comme ils le firent, dans leur retraite. Avant sept heures, Napoléon aurait occupé Fleurus, qui est à deux lieues seulement de Gilly, et saisi, avant la chute du jour, la chaussée de Namur à Nivelles, près de Sombreffe.

S'il ne le fit pas, ce ne fut donc ni Vandamme ni Grouchy qui en furent cause.

La vérité paraît être qu'il renonça à cette opération si importante, à la vue de Gérard, dont l'avant-garde était, il est vrai, à Châtelet, vers deux ou trois heures, mais dont les divisions ne devaient atteindre ce point que fort avant dans la soirée; à la vue aussi du corps de d'Erlon, attardé derrière la Sambre; qu'il y renonça surtout par la crainte de trouver, en pareille circonstance, toute l'armée prussienne réunie sur Fleurus.

Les lenteurs de notre aile droite ne doivent pas, d'ailleurs, il faut le dire, être imputées à Gérard, dont l'activité est hors de doute, qui n'a été l'objet d'aucun reproche, mais à la nécessité où il fut d'attendre pour se mettre en mouvement, le matin, l'arrivée de celles de ses troupes qui n'avaient pu le

rejoindre, la veille; à la difficulté très-grande du terrain qu'il eut à parcourir, terrain très-accidenté, plein de défilés, ouvert seulement par de mauvaises traverses.

Des bivacs de l'armée à la Sambre, il n'y avait, en 1815, aucune chaussée.

Napoléon, n'ayant pas porté son quartier général à Fleurus, n'ayant pas occupé, au delà de cette ville, la chaussée de Namur à Nivelles, a prétendu, en revanche, avoir prescrit au maréchal Ney d'occuper les Quatre-Bras, dès le 15 au soir; et il a donné clairement à entendre que son lieutenant n'exécuta pas cet ordre par excès de prudence, par timidité.

Cette allégation a été acceptée, répétée par la plupart des écrivains français.

Mais elle est contredite par de graves témoignages, par des faits.

Le colonel Heymès, seul aide de camp, seul officier d'état-major de Ney dans la journée du 15 juin, entendit Napoléon lui donner ses instructions (1). Nous les avons rapportées d'après le récit qu'il a publié. Le nom des Quatre-Bras n'y figure seulement pas; et elles se réduisent à ces mots : « Allez et poussez l'ennemi ! »

En 1829, le second fils du maréchal Ney, le duc d'Elchingen, déjà occupé du soin pieux de justifier la mémoire de son père accusé par Napoléon, se rendit, accompagné du colonel Heymès, chez le maréchal Soult, et lui demanda s'il était vrai que Napoléon eût ordonné d'occuper les Quatre-Bras, le 15 au soir. Il reçut cette réponse : « L'empereur n'a pas eu la pensée d'occuper les Quatre-Bras, le 15 au soir, et il n'en a pas

(1) « Heymès, à cheval près du maréchal Ney, sur la route en avant de Charleroi, au moment de la rencontre avec l'empereur, a entendu ce qui s'est dit et en rend compte textuellement dans sa relation. Il y a peu de jours, il m'a répété de nouveau, et de la manière la plus positive, que le nom des Quatre-Bras n'a pas été prononcé dans cet entretien. » (Lettre du duc d'Elchingen au général Jomini, 19 octobre 1841.)

donné l'ordre (1). » Or, il est inadmissible qu'un ordre d'une telle importance ait été donné et que le major général de l'armée n'en ait jamais eu connaissance.

A tout cela, il faut ajouter que, dans les divers ordres expédiés le 15 et même le 16 (nous le verrons) à l'aile gauche de l'armée, rien absolument ne laisse supposer l'existence d'instructions prescrivant l'occupation des Quatre-Bras, dès le 15 au soir.

Ces prétendues instructions verbales, les *Mémoires* de Sainte-Hélène (2) les rapportent cependant et les accompagnent même du récit des circonstances dans lesquelles le maréchal Ney les aurait reçues et aurait renoncé à les exécuter.

« Le maréchal Ney venait d'arriver, disent-ils ; l'empereur lui donna aussitôt l'ordre de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche, composée des 2e et 1er *corps*, de la division de Lefebvre Desnouettes et du corps de grosse cavalerie du général *Kellermann*, formant en tout *quarante-sept mille huit cents* hommes; de donner *tête baissée* sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Gosselies à Bruxelles; de prendre position à cheval sur cette route *au delà* des Quatre-Bras et de s'y tenir militairement en tenant de fortes avant-gardes sur les routes de Bruxelles, de Namur et de Nivelles. »

Les *Mémoires* racontent ensuite que Reille, après s'être emparé de Gosselies, avait fait suivre par la division Girard les Prussiens en retraite sur Fleurus ; qu'il s'était porté, en même temps, avec ses trois autres divisions et sa cavalerie sur les Quatre-Bras, se faisant précéder de Lefebvre Desnouettes; que celui-ci avait forcé le prince Bernhard de Saxe-Weimar à abandonner Frasnes et les *Quatre-Bras* pour aller prendre position entre ce point et Genappe; que « Reille marchait *sans obstacle*

(1) *Documents inédits.*
(2) Tome IX.

avec son infanterie pour aller camper *en avant des Quatre-Bras, lorsqu'il fut rejoint* par le maréchal Ney, lequel, ayant entendu la canonnade sur Fleurus et reçu le rapport du général Girard, qu'il y avait des forces considérables dans cette direction, crut prudent de prendre position, son avant-garde à Frasnes. »

Mais les inexactitudes foisonnent dans ces pages rapides.

Au moment où Ney reçut le commandement de l'aile gauche, le corps de Kellermann était sur la rive droite de la Sambre, en arrière de Charleroi; et il y resta, par ordre de Napoléon, toute la nuit et une grande partie de la matinée suivante. Le 1er corps commençait à peine à déboucher de Marchienne, qui est à deux lieues et demie de Gosselies; et il avait alors, il eut fort tard encore dans la soirée une de ses divisions à quatre lieues en arrière de Marchienne, vers Thuin (1). Le maréchal n'a donc pas eu à sa disposition immédiate 47,800 hommes, puisque le 1er corps et celui de Kellermann sont compris dans ce chiffre, qu'ils étaient forts ensemble de vingt-trois mille hommes, et se trouvaient trop loin de lui pour qu'il pût s'en servir.

Tout ce que les *Mémoires* racontent d'un mouvement au delà de Gosselies s'éloigne bien plus encore de la vérité.

Reille n'a pas marché pour aller camper aux Quatre-Bras, ni plus loin; et, par conséquent, il n'a pas été arrêté par la prudence de Ney. Très-désintéressé dans la question, il a publié une notice historique (2) où il rapporte les mouvements du 2e corps tels que nous les avons indiqués.

Ce fut à Gosselies, et non au delà, qu'il fut rejoint par le maréchal Ney.

(1) La preuve explicite de ces faits est dans deux ordres du major général à d'Erlon, le premier daté de trois heures après midi, le second ne portant pas d'indication d'heure, mais postérieur à la remise du commandement de l'aile gauche à Ney, puisqu'il parle d'ordres que donnera celui-ci.

(2) *Documents inédits*, etc.

Ses quatre divisions d'infanterie étaient réunies sur ce point qu'il venait d'occuper à l'instant même.

D'après un ordre donné, dit-il, par Napoléon au maréchal, celui-ci dirigea, alors, la division Girard sur Fleurus.

En même temps, il fit prendre position à deux autres divisions au bois de Lombuc et à Gosselies même; et il poussa le reste des troupes du 2ᵉ corps sur *Frasnes, avec la division de Lefebvre Desnouettes, qu'il avait amenée avec lui.* Reille ne bougea pas de Gosselies.

Quant à la retraite du prince Bernhard de Saxe-Weimar en arrière des Quatre-Bras, elle n'a jamais existé que dans les *Mémoires* de Sainte-Hélène.

Tant et de si fortes inexactitudes sont peu faites, on en conviendra, pour donner créance aux instructions qu'elles encadrent si étrangement.

Mais il y a plus, c'est qu'en admettant même que le maréchal Ney ait eu l'ordre d'aller prendre position aux Quatre-Bras ou au delà, il serait difficile de le blâmer de n'y avoir pas obéi.

Il reçut son commandement à quatre heures et demie (1) étant à une lieue et demie de Gosselies. Il y arriva, sans doute, à cinq heures ou peu après. Il dirigea, tout de suite, la division Girard sur Fleurus, puisque c'était l'ordre de Napoléon; il fit avancer sur la chaussée de Bruxelles une division de cavalerie et une d'infanterie pour s'éclairer de ce côté; mais, avant qu'il se fût renseigné sur la situation des choses, il dut être cinq heures et demie et plus. C'est donc en ce moment qu'il aurait dû porter la masse de ses troupes sur les Quatre-Bras et même au delà.

(1) Nous déduisons ce fait de ces autres faits : le maréchal Grouchy, revenu des hauteurs en deçà de Gilly, trouva Napoléon près de Charleroi, donnant ses instructions au maréchal Ney; Napoléon quitta celui-ci immédiatement et galopa vers Gilly; l'attaque sur Gilly eut lieu à cinq heures.

De Gosselies à ce point, il y a trois lieues et demie. Son infanterie, sur pied depuis le point du jour, n'y serait certainement pas arrivée avant neuf heures.

Déduction faite du 1er corps, des cuirassiers de Kellermann, de la division Girard, il avait sous la main vingt-deux mille hommes de toutes armes. Il aurait été obligé, pour se relier en arrière, d'en laisser cinq ou six mille à Gosselies ou un peu plus loin ; il aurait donc débouché sur les Quatre-Bras avec seize ou dix-sept mille hommes, et cela une demi-heure à peine avant la nuit.

Mais, s'il y eût rencontré l'ennemi, ce qu'il devait regarder comme probable, comme certain même, il aurait donc eu à livrer un combat de nuit entre les cantonnements anglo-hollandais et prussiens, mis en éveil par le canon, depuis le matin, et pouvant venir l'assaillir, sur son front, par la chaussée de Bruxelles; sur sa gauche et sa droite, par celle de Namur à Nivelles.

Donner ainsi *tête baissée*, afin d'aller prendre position aux Quatre-Bras ou au delà, c'eût été, pour Ney, risquer le sort de Vandamme à Culm ; et, s'il en reçut l'ordre, il fit bien de n'y pas obéir.

Mais cet ordre ne fut pas donné.

L'occupation des Quatre-Bras, pour être rationnelle, possible, devait avoir lieu en même temps que celle de Sombreffe. Opérées simultanément par deux masses de quarante-cinq mille hommes chacune en arrière desquelles se fût tenu Napoléon avec le reste de son armée en réserve, prêt à appuyer l'une ou l'autre, ces deux occupations se soutenaient réciproquement, se préservaient des attaques de flanc et de revers; opérées l'une sans l'autre, elles devenaient excessivement aventureuses.

Cela n'a certainement pas échappé à Napoléon. Aussi, de ce fait seul qu'il n'a pas poussé, de son côté, jusqu'à Sombreffe ni seulement jusqu'à Fleurus, on peut conclure, avec

certitude, qu'il n'a pas dit à Ney de donner *tête baissée,* de l'autre.

Nous le verrons bientôt, au reste, ordonner à l'aile gauche de marcher sur les Quatre-Bras, et, *en même temps,* à l'aile droite de marcher sur Sombreffe.

Ney, ayant porté, le 15 au soir, deux divisions de cavalerie, une division d'infanterie, à Frasnes, à une lieue des Quatre-Bras, à plus de trois lieues en avant de Lambusart, où le canon grondait, fit tout ce que rationnellement il devait faire, et, on peut l'affirmer, tout ce que lui avait ordonné Napoléon.

Celui-ci l'a accusé à tort; et il a imaginé des instructions dont les événements lui ont donné l'idée, après coup. Telle est, sans aucun doute, la vérité.

Quoi qu'il en soit, la journée du 15 juin, nous le répétons, avait été incomplète. Cependant le temps perdu pouvait se réparer encore, on va le reconnaître.

Mais, pour cela, il fallait beaucoup de décision, et il y en eut peu ; beaucoup d'activité, et il n'y en eut pas.

CHAPITRE SEPTIÈME.

15 juin. — Namur. — Bruxelles. — Ordres de concentration donnés par Blücher, le 14 juin au soir.—Mouvements de Pirch I, Thielmann, Bülow, dans la journée du 15. — Position de l'armée prussienne, dans la nuit du 15 au 16. — Retard de Wellington dans la mise en mouvement de son armée. — Ordre partiel donné le 15 juin, à trois heures après midi, par le chef d'état-major du prince d'Orange. — Ordre général de rassembler l'armée par division. — Faux mouvement ordonné sur Nivelles.—Ordre de concentration partielle expédié à dix heures du soir. —Ordre général qui doit porter l'armée sur sa gauche. — Observations.

Blücher et Wellington devaient, on l'a vu, respecter la frontière française jusqu'au moment où les souverains coalisés leur donneraient le signal d'agir; et les communications entre la France et la Belgique étaient interrompues depuis près de trois mois.

Dans cette situation, le général prussien et le général anglais ne pouvaient connaître, des mouvements de notre armée, que ce qu'en rapportaient leurs espions, les déserteurs et certains partisans des Bourbons en relations avec la cour de Gand. Des moyens d'information si incertains, si incomplets, les laissaient continuellement en butte à une surprise. Ils auraient dû en conclure la nécessité de resserrer les cantonnements de leurs armées; ils les avaient, au contraire, étendus à l'excès.

Toutes ces circonstances étaient singulièrement favorables à la réussite des projets de Napoléon. Mais il aurait fallu un bien grand bonheur pour que l'arrivée des masses françaises

sur l'extrême frontière restât ignorée de l'ennemi jusqu'au dernier moment, jusqu'au premier coup de canon.

Ce bonheur, Napoléon ne l'eut pas.

Il est de peu d'importance de rechercher, à travers les dires souvent contradictoires des écrivains allemands, comment Blücher reçut connaissance de l'attaque qui le menaçait. Il suffit de dire qu'il en fut prévenu et d'indiquer les dispositions qu'il prit.

Dans l'après-midi du 14 juin, un premier avis, mais assez vague encore, paraît-il, lui annonça l'approche de corps de troupes considérables vers la Sambre. Cela le détermina à expédier au plus éloigné de ses lieutenants, à Bülow, l'ordre de porter son quartier général de Liége à Hannut, de lever ses cantonnements et de les faire avancer jusqu'à une marche de ce village, qui est au nord-est et à dix ou onze lieues de Sombreffe.

Le même jour, vers dix ou onze heures du soir, des renseignements très-précis lui étant parvenus, il écrivit à Thielmann de marcher sur Namur; à Pirch I, de se rendre, en passant par cette ville, à Mazy, près de Sombreffe; à Bülow, de prolonger son mouvement, de Hannut vers ce dernier point; à Zieten, de céder le plus lentement possible, mais sans se compromettre, le terrain devant l'attaque, et en manœuvrant pour replier son corps en arrière de Fleurus.

Suivant le plan convenu avec Wellington, le général prussien allait rassembler toute son armée sur Sombreffe.

Nous avons dit la retraite de Zieten devant Napoléon. Il avait bien rempli sa mission (1).

Pirch I et Thielmann firent grande diligence dans leur marche. Le second eut tout son corps réuni à une demi-lieue en avant de

(1) Un ordre de Zieten, en date du 2 mai, avait réglé les mouvements de ses troupes dans les divers cas d'attaque à prévoir; et il est vrai de dire que leurs manœuvres, le 15 juin, furent l'application de cet ordre.

Namur, le 15 juin, vers dix heures du soir; et le premier arriva à Mazy, avec trois de ses divisions, six ou sept heures plus tôt, c'est-à-dire au moment où les têtes de colonne de l'armée française n'avaient encore dépassé la Sambre que d'une lieue.

La quatrième division de Pirch I n'atteignit Namur qu'à minuit.

Blücher ne fut pas aussi bien servi par Bülow que par ses autres chefs de corps.

Soit que celui-ci n'eût vu aucun caractère d'urgence dans l'ordre de prolonger son mouvement de Hannut vers Sombreffe; soit qu'il se fût persuadé que l'armée prussienne viendrait se concentrer près de Hannut; soit toute autre cause, car on a allégué beaucoup de motifs (1), il n'arriva pas jusqu'à ce dernier point; et, le 15 au soir, son quartier général resta même encore à Liége.

Vers quatre heures, Blücher avait le sien à Sombreffe, et il parcourait un plateau qui y touche, pendant que retentissait la canonnade de Gilly. Toujours audacieux, le vieux maréchal persistait à concentrer son armée vers Sombreffe, malgré l'approche de Napoléon.

On a dit et répété, sur la foi des écrits de Sainte-Hélène, que c'était Bourmont qui avait dévoilé à Blücher l'arrivée des Français sur la Sambre. Mais, nous l'avons déjà fait remarquer, Bourmont ne déserta que le 15, entre cinq et six heures du matin, étant en avant de Philippeville; il ne put donc arriver à Charleroi que vers huit heures (2); et, en ce moment,

(1) De grandes discussions ont eu lieu dans la presse militaire allemande sur la conduite de Bülow. Mais il n'en est rien sorti de précis, ni pour ni contre sa justification. Voir notamment le *Militair Wochenblatt* (1845).

(2) Bourmont fut envoyé par Zieten à Blücher. Quand il se présenta à ce dernier, alors près de Sombreffe, il en reçut un si dédaigneux accueil, dit un écrivain étranger, que des officiers de l'entourage du maréchal

toute l'armée prussienne était en mouvement pour se concentrer; les ordres qui l'appelaient vers Sombreffe étaient partis du quartier général de Namur depuis près de douze heures.

Dans la nuit du 15 au 16, Blücher eut le corps de Zieten sur Saint-Amand et Ligny, en arrière de Fleurus, tenant cette ville par deux bataillons; trois divisions du corps de Pirch I sur Mazy, et la quatrième à Namur; le corps de Thielmann à Belgrade, en avant et à une demi-lieue de Namur; le corps de Bülow à quatre ou cinq lieues en arrière de Hannut.

Wellington tarda bien plus que son allié à ordonner la concentration de son armée.

Aux nouvelles qui avaient déterminé Blücher à appeler Bülow de Liége sur Hannut et, quelques heures après, sur Sombreffe, ainsi que Pirch I et Thielmann, il resta impassible.

Depuis plusieurs jours, le bruit d'une attaque imminente courait en Belgique, comme à plusieurs reprises déjà il y avait couru. Le général anglais avait prescrit « de tenir les divisions prêtes à marcher, de rassembler les troupes, par bataillon, dans leurs cantonnements, dès le matin, et de ne les faire rentrer, le soir, dans leurs quartiers qu'autant que tout serait tranquille (1). » Il en était resté là.

Le front de l'armée anglo-hollandaise s'étendait, nous l'avons dit, depuis la chaussée de Bruxelles à Charleroi, sur laquelle s'appuyait la gauche du prince d'Orange, jusqu'à l'Escaut, où était la droite de Hill. La cavalerie d'Uxbridge

crurent devoir faire remarquer à celui-ci la cocarde blanche au chapeau du transfuge. Mais le vieux soldat, indigné, s'écria sans s'inquiéter de savoir si Bourmont comprenait l'allemand : *Einerlei was das Volk für einen Zeichen aufsteckt! Hundsfott bleibt Hundsfott!* ce qui revient à peu près à ceci : « Qu'importe la cocarde! un coquin est toujours un coquin. »

(1) Cet ordre fut donné, le 9 juin, au corps du prince d'Orange. Il est signé par le chef d'état-major Constant de Rebecque. (*Archives du ministère de la guerre des Pays-Bas.*)

occupait la vallée de la Dendre. La réserve était sur Bruxelles.

Le 15 juin, à neuf heures du matin, Wellington reçut une dépêche de Zieten, qui, écrivant de Charleroi (1), lui annonçait que ses avant-postes sur la Sambre étaient attaqués. Quelle était l'importance de cette attaque? Zieten n'avait pu le dire encore. Ne cachait-elle pas une opération plus grave sur un autre point de la frontière? On pouvait le croire. Wellington attendit de nouveaux renseignements et n'ordonna aucune disposition. Des apologistes outrés, il en a eu beaucoup, ont prétendu justifier cette attente inactive en disant qu'elle devait servir à éviter un faux mouvement. Mais il était une mesure qui ne compromettait rien, même à ce point de vue, et qui aurait dû être prise sur-le-champ : c'était de rassembler le corps du prince d'Orange et de Hill, par division, la réserve en avant de Bruxelles, et de rapprocher la cavalerie du centre de l'armée.

Le premier ordre de rassemblement, donné dans la journée du 15 juin, partit de Braine-le-Comte, quartier général du prince d'Orange. Il fut dû à l'initiative de son chef d'état-major, le général Constant de Rebecque.

Averti de l'attaque sur la Sambre, par un rapport de Chassé qui était en communication immédiate avec les Prussiens de Zieten, Constant de Rebecque prescrivit, vers deux heures après midi, à la division de cavalerie Collaert de se réunir par brigade en arrière de la petite rivière de Haine; à la division Chassé de se concentrer sur Fayt-lez-Seneffe; et vers trois heures, à la division Perponcher de masser une de ses brigades à Nivelles, l'autre aux Quatre-Bras.

Chassé avait prévenu cet ordre; et nous avons dit, dans le

(1) Le fait de la réception de cette dépêche, dont les écrivains prussiens ont donné le sens, est indiqué dans une lettre de Wellington à Clarke, ministre de Louis XVIII, à Gand, le 15 juin : « Je n'ai rien reçu, depuis neuf heures du matin, de Charleroi. » (*The dispatches*, etc.)

chapitre précédent, que l'un des brigadiers de Perponcher, le prince de Saxe-Weimar, le prévint aussi en se portant aux Quatre-Bras.

Collaert, Chassé, Perponcher formaient, on se le rappelle, la gauche de l'armée anglo-hollandaise.

Le prince d'Orange n'était pas à son quartier général. Il l'avait quitté vers midi pour se rendre à Bruxelles, ayant fait de bonne heure, dans la matinée, une tournée à ses avant-postes au delà de la Haine, et n'ayant pas jugé, il faut le croire, les renseignements qu'il y avait recueillis assez graves pour nécessiter sa présence à Braine-le-Comte.

Constant de Rebecque expédia sans retard à Bruxelles les nouvelles transmises par Chassé, et rendit compte des dispositions qu'il ordonnait.

Cette dépêche ne changea rien à la résolution de Wellington. Il attendit encore.

Enfin, de huit à neuf heures du soir, peut-être même un peu plus tard, une lettre de Blücher lui ayant appris que « Thuin avait été attaqué et que les Français paraissaient menacer Charleroi (1), » il fit expédier l'ordre de rassembler les troupes par division et de les tenir prêtes à marcher au premier avis.

Les points de rassemblement indiqués furent : pour le corps de Hill, Audenarde, Grammont, Sotteghem, Ath ; pour celui du prince d'Orange, Ath, Braine-le-Comte, Nivelles ; pour la cavalerie d'Uxbridge, Ninove, à l'exception d'un régiment qui dut rester aux avant-postes entre l'Escaut et la Lys, et d'une brigade qui dut venir à Vilvorde ; pour la réserve, Hal, Bruxelles, Vilvorde (2).

(1) Ce sont les expressions mêmes de Wellington, dans une lettre au duc de Berry, datée du 15 juin, *à neuf heures et demie du soir*. (*The dispatches*, etc.)

(2) Cet ordre ne porte pas l'heure où il fut écrit ; mais il résulte, de la lettre indiquée ci-dessus, qu'il fut expédié avant neuf heures et demie, et, du journal du chef d'état-major Constant de Rebecque, qu'il ne le fut pas avant huit.

C'est donc à tort que les écrivains anglais et allemands en portent l'en-

Cet ordre précisait que les divisions hollando-belges Perponcher et Chassé devaient se concentrer à Nivelles (1); et il ajoutait que, si ce point avait été attaqué dans la journée, on y porterait la division anglaise d'Alten, qui serait appelée de Braine-le-Comte, « mais que ce dernier mouvement ne se ferait pas avant qu'on eût la certitude complète que l'attaque de l'ennemi était sur la droite de l'armée prussienne et la gauche de l'armée anglo-hollandaise. »

Ainsi, rien de plus net, Wellington voulait replier sur Nivelles le peu de troupes qu'il avait sur la chaussée de Bruxelles et ne pas faire occuper cette chaussée, même dans le cas d'une attaque dirigée comme nous le disons en usant de ses propres termes.

Il ne se conformait guère au plan convenu avec Blücher pour cette éventualité même.

Après avoir donné ces instructions, il se rendit à un bal que donnait, ce soir-là, la duchesse de Richmond; et il y parut avec l'air le plus calme, le moins préoccupé. Mais il n'y resta pas longtemps.

voi vers quatre heures et demie ou cinq heures. Le journal des opérations du prince Frédéric des Pays-Bas, commandant la division Stedmann et la brigade indienne, et ayant alors son quartier général à Sotteghem, prouve que cet ordre ne fut reçu que le 16, dans la matinée; et, à coup sûr, il y serait parvenu la veille, avant minuit, s'il eût été expédié de Bruxelles, ce jour-là, à quatre ou cinq heures, comme le disent les écrivains dont nous parlons.

(1) Nous résumons l'ordre général de rassemblement. Il y eut aussi un ordre particulier pour le corps du prince d'Orange. Il fut apporté, *à dix heures et demie du soir,* au quartier général de Braine-le-Comte, par lord Russel, un des aides de camp du prince. Cet ordre, écrit en anglais, a été conservé (*Archives du ministère de la guerre,* à la Haye). Il prescrit, comme l'ordre général, la concentration des divisions Chassé et Perponcher à Nivelles; mais il dit de ne mettre les troupes en marche, pour l'opérer, qu'à une heure du matin, et il fixe les hauteurs en arrière de Haine-Saint-Pierre comme le lieu de rassemblement de la division de cavalerie Collaert.

A dix heures, sur des nouvelles un peu moins vagues que celles qu'il avait reçues jusqu'alors, il dictait un ordre de marche, mais pour une partie seulement de son armée. Chose incroyable et certaine pourtant, on ne connaissait pas encore, en ce moment, à Bruxelles, la prise de Charleroi (1), où les Français étaient entrés à midi.

Le corps de Hill dut se porter le plus rapidement possible sur Enghien; la cavalerie d'Uxbridge sur le même point; les divisions Cooke et Alten, du corps du prince d'Orange, sur Braine-le-Comte et Nivelles.

Ces dispositions une fois mises à exécution, l'armée anglo-hollandaise aurait occupé une ligne brisée de sept lieues, d'Enghien à Braine-le-Comte et Nivelles, sa réserve restant à pareille distance en arrière sur Bruxelles; et l'extrémité de son aile gauche se serait trouvée à deux lieues et demie de la chaussée de Bruxelles, des Quatre-Bras, et à cinq lieues et demie de Sombreffe, où se réunissait l'armée prussienne.

Mais l'intelligente désobéissance d'un subordonné ne devait pas permettre que cette grande trouée s'ouvrît devant Napoléon. Le général Perponcher, on le verra, jugea mieux, à Nivelles, de l'état des choses que Wellington, à Bruxelles. Il en fut remercié plus tard; il l'avait bien mérité.

Vers onze heures, les renseignements précis venant de Mons, de Braine-le-Comte, des Quatre-Bras, de Sombreffe, affluèrent au quartier général anglais. On y connut avec certitude le passage de la Sambre par l'armée française, la prise de Marchienne et de Charleroi, l'attaque de Frasnes. Alors, les courriers, les officiers d'ordonnance galopèrent dans toutes les directions pour transmettre de nouvelles instructions du chef.

Le prince d'Orange, retenu jusque-là par Wellington, courut

(1) « Je n'ai rien reçu, depuis *neuf heures du matin*, de Charleroi. » Lettre de Wellington à Clarke, déjà citée et datée de *dix heures du soir*. Wellington y dit, comme dans la lettre au duc de Berry, que nous avons citée aussi : « L'ennemi *paraissait* menacer Charleroi. »

porter son quartier général de Braine-le-Comte à Nivelles, replier sa cavalerie sur Arquennes, près de cette dernière ville, presser le mouvement des divisions Cooke et Alten vers les points de rassemblement précédemment assignés ; le corps de Hill dut s'avancer vers Braine-le-Comte ; le corps de cavalerie prolonger sa marche vers le même point ; la réserve quitter Vilvorde, Bruxelles, Hal, au point du jour, et s'avancer sur la chaussée de Bruxelles à Charleroi.

Cet ordre, on le voit, portait toute l'armée anglo-hollandaise sur sa gauche.

Il était bien tardif, et il fallait encore trois, quatre, cinq et six heures avant qu'il parvînt à destination.

Des écrivains anglais ont imaginé des explications justificatives, ils l'ont pensé du moins, de ce long retard.

Wellington avait reçu de France, ont-ils dit, des avis, et il y avait cru, qui lui donnaient l'assurance que l'attaque de Napoléon se ferait, en venant de Valenciennes ou de Maubeuge, sur sa gauche, vers Braine-le-Comte. Cela est très-possible ; et on peut même trouver la trace de cette croyance dans le soin mis à fortifier la frontière de Mons à la mer, tandis que le cours de la Sambre et de la Meuse restait sans fortifications. Mais, s'il en fut ainsi, le général anglais montra une imprudence bien grande, d'autant plus grande que Napoléon, non plus que lui-même et bien d'autres, n'avait guère l'habitude de dire, à l'avance, comment il comptait exécuter telle ou telle opération.

Les mêmes écrivains ont dit aussi que Wellington avait prudemment agi en différant si longtemps le mouvement de son armée sur la gauche. Il devait attendre, ont-ils assuré, que l'attaque sur la Sambre fût bien dessinée, qu'il fût certain que ce n'était pas une attaque simulée. C'était le seul moyen d'éviter une fausse manœuvre qui aurait tout compromis.

Mais, d'abord, le délai, si long qu'il fût, n'empêcha pas une fausse manœuvre ; car l'ordre qui repliait la division Perpon-

cher sur Nivelles fut une manœuvre fausse dans toute la force du terme; ensuite, le rassemblement des troupes, au moins par division, ne pouvait rien compromettre, que l'attaque sur Charleroi fût ou non simulée; et il faisait gagner plusieurs heures pour se préparer à tout. Mais il y a plus, c'est qu'il y avait un moyen assuré d'être prêt pour toute éventualité, sans rien compromettre : il suffisait que le général anglais se portât, dès le matin, à Braine-le-Comte ou à Nivelles, afin d'être plus rapproché des événements, et massât son armée dans une position centrale en se tenant fortement lié aux Prussiens.

Ce moyen, il ne le prit pas, et on ne saurait l'en justifier.

Dans cette journée du 15 juin, si mal employée, on ne reconnaît ni sa perspicacité si profonde, ni son coup d'œil si sûr, ni son activité habituelle.

S'il avait eu devant lui le Napoléon d'Italie et de Ratisbonne, il aurait pu payer bien cher, le lendemain, ses lenteurs prolongées.

Au reste, nous le verrons bientôt, même après avoir ordonné le mouvement qui portait son armée sur la gauche, il n'avait pas encore l'absolue conviction que son adversaire ne chercherait pas à pénétrer sur Bruxelles par Nivelles ou Braine-le-Comte; et, jusqu'au dernier jour, il devait se laisser aller à craindre cette manœuvre.

Grande faute qu'il sut réparer !

CHAPITRE HUITIÈME.

16 Juin. — Ligny. — Inaction prolongée de l'armée française. — Hésitations de Napoléon. — Il se décide enfin, vers huit heures du matin, à porter l'armée en avant, sur la chaussée de Bruxelles et sur celle de Namur. — Il la divise en deux ailes et une réserve. — Sa dépêche au maréchal Ney. — Ordres de mouvement du major général à Ney et à Grouchy. — Napoléon arrive sur Fleurus. — Formation de l'armée française. — Reconnaissance du terrain. — Position de l'armée prussienne. — Entrevue de Blücher et de Wellington. — Napoléon se décide à livrer bataille.—Ordre daté de deux heures, envoyé au maréchal Ney. — Changement de front de l'armée française. — Mouvements correspondants de l'armée prussienne. — Attaque de Saint-Amand par Vandamme ; de la Haye. — Attaque de Ligny par Gérard. — Mouvements de notre aile droite. — Nouvel ordre daté de trois heures et un quart envoyé à Ney. — État de la bataille de cinq heures à cinq heures et demie. — On signale à Napoléon la marche d'une colonne sur son flanc gauche. — Il expédie un aide de camp pour la reconnaître et suspend le mouvement des réserves qui marchaient sur Saint-Amand t Ligny. — Continuation de la lutte sur Saint-Amand, sur la Haye, sur Ligny.— Napoléon apprend que la colonne signalée est le corps de d'Erlon. — Il ne lui donne pas l'ordre de venir prendre part à la bataille. — Arrivée du corps de Lobau sur Fleurus. — Les réserves reprennent leur marche vers Saint-Amand et sur Ligny. — Prise de ce dernier village.—Le centre de l'armée prussienne est enfoncé.—Retraite de ses deux ailes. — Positions des deux armées après la bataille. — Leurs pertes. — Observations.

L'armée française restait immobile dans les positions où elle avait passé la nuit.

Il était huit heures.

Prêtes à marcher depuis le point du jour, les troupes s'étonnaient de cette inaction. Les généraux ne la comprenaient

pas (1). Elle devait être mise à profit par les Anglais et les Prussiens.

D'instinct ou par raisonnement, chacun le voyait. On murmurait. Napoléon, inactif à son quartier général, réfléchissait, hésitait, pendant que s'écoulaient des moments précieux.

Le maréchal Ney, venu dans la nuit à Charleroi, on l'a vu, pour demander des instructions, était reparti vers deux heures du matin, sans en avoir reçu d'autres que d'attendre qu'il lui en fût envoyé.

Vers huit heures, enfin, Napoléon prit une résolution.

Il divisait l'armée en deux ailes et une réserve et allait la porter en avant, par un mouvement simultané, sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles et sur celle de Charleroi à Namur par Fleurus. Il gardait la réserve sous sa main, donnait l'aile droite au maréchal Grouchy et laissait l'aile gauche au maréchal Ney.

Une longue dépêche qu'il dicta alors à son aide de camp Flahaut, et qu'il adressa au maréchal Ney, deux dépêches du major général adressées à celui-ci et à Grouchy, exposent nettement les dispositions prises, les projets arrêtés, les espérances conçues par le chef de l'armée française. Nous les rapportons :

« Je vous envoie mon aide de camp, le général Flahaut, qui vous porte la présente lettre, disait Napoléon au maréchal Ney.

» Le major général a dû vous donner des ordres; mais vous recevrez les miens *plus tôt* parce que mes officiers vont plus vite que les siens. Vous *recevrez* l'ordre de mouvement du

(1) « Dans la matinée du 16, le général Excelmans vint me voir à Châtelet; il avait ses troupes campées près des miennes; l'un et l'autre, nous avions été prévenus de nous tenir prêts à marcher à deux heures du matin. Je lui témoignai combien j'étais contrarié *de n'avoir point encore mon ordre de mouvement*. J'ajoutai que *j'augurais mal* de ces retards; que, d'après ma manière de voir, ce n'était que par des mouvements rapides qui nous amèneraient au milieu des cantonnements ennemis, presque à leur insu, que nous pouvions espérer de grands résultats. » (*Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard. — Paris, 1829.)

jour ; mais je veux vous en écrire en détail parce que c'est de la plus haute importance. Je porte le maréchal Grouchy avec les 3ᵉ et 4ᵉ corps d'infanterie sur *Sombreffe*. Je porte ma garde à Fleurus, et j'y serai de ma personne *avant midi*. J'y attaquerai l'ennemi, *si je le rencontre,* et j'éclairerai la route jusqu'à Gembloux. *Là, d'après ce qui se passera, je prendrai mon parti, peut-être à trois heures après midi, peut-être ce soir.* Mon intention est que, *immédiatement après que j'aurai pris mon parti*, vous soyez prêt à marcher sur *Bruxelles;* je vous appuierai avec la garde, qui sera à *Fleurus* ou à *Sombreffe;* et je désirerais *arriver à Bruxelles, demain matin*. Vous vous mettriez en marche ce soir même, *si* je prends mon parti d'assez bonne heure pour que vous puissiez en être informé de jour et faire, *ce soir*, trois ou quatre lieues et *être, demain, à sept heures du matin, à Bruxelles*.

» Vous pouvez donc disposer vos troupes de la manière suivante : première division à deux lieues en avant des *quatre chemins* (1), *s'il n'y a pas d'inconvénient;* six divisions d'infanterie autour des *quatre chemins* et une division à *Marbais* (2), afin que je puisse l'attirer à moi à *Sombreffe, si j'en avais besoin :* elle ne retarderait, d'ailleurs, pas votre marche ; le corps du comte de Valmy (Kellermann), qui a trois mille cuirassiers d'élite, à l'intersection du chemin des Romains et de celui de Bruxelles, afin que je puisse l'attirer à moi, si j'en avais besoin; aussitôt que mon parti sera pris, vous lui enverrez l'ordre de venir vous rejoindre. Je désirerais avoir avec moi la division de la garde que commande le général Lefebvre Desnouettes ; et *je vous envoie* les deux divisions du comte de Valmy pour la remplacer. Mais, dans mon projet actuel, je préfère placer le comte de Valmy de manière à le rappeler, si j'en avais besoin, et ne point faire faire de fausses

(1) Quatre-Bras.

(2) A mi-chemin, à peu près, des Quatre-Bras à Sombreffe.

marches au général Lefebvre Desnouettes, *puisqu'il est probable* que je me déciderai, *ce soir*, à marcher sur *Bruxelles* avec la garde. Cependant, couvrez la division Lefebvre avec les deux divisions de cavalerie d'Erlon et de Reille, afin de ménager la garde et parce que, *s'il y avait quelque échauffourée avec les Anglais*, il est préférable que ce soit sur la ligne que sur la garde.

» J'ai adopté, comme principe général, pendant cette campagne, de diviser mon armée en deux ailes et une réserve. Votre aile sera composée des quatre divisions du 1er corps, des quatre divisions du 2e corps, de deux divisions de cavalerie légère, et de deux divisions du corps de Valmy. Cela ne doit pas être loin de 45 à 50 mille hommes.

» Le maréchal Grouchy aura à peu près la même force et commandera l'aile droite. La garde formera la réserve; et je me porterai sur l'une ou l'autre aile suivant les circonstances. Le major général donne les ordres les plus précis, pour qu'il n'y ait aucune difficulté sur l'obéissance à vos ordres lorsque vous serez détaché, les commandants de corps devant prendre mes ordres quand je me trouverai présent. Selon les circonstances, j'affaiblirai l'une ou l'autre aile en augmentant ma réserve.

» Vous sentez assez l'importance attachée *à la prise de Bruxelles*. Cela pourra, d'ailleurs, donner lieu à *des accidents;* car un mouvement aussi prompt et aussi brusque isolera l'armée anglaise de Mons, Ostende, etc.

» Je désire que vos dispositions soient bien faites *pour qu'au premier ordre*, vos huit divisions puissent marcher rapidement et sans obstacle sur *Bruxelles*. »

Pendant que Napoléon dictait cette lettre, le major général en écrivait comme le duplicata. Il disait au maréchal Ney : « L'empereur *ordonne que vous mettiez en marche les 1er et 2e corps d'armée*, ainsi que le 3e corps de cavalerie (Kellermann)... *pour les diriger* sur l'intersection des chemins dits les

Trois-Bras (1) (route de Bruxelles), où vous leur ferez prendre position; et vous porterez en même temps des reconnaissances, aussi avant que possible, *sur la route de Bruxelles et sur Nivelles, d'où probablement l'ennemi s'est retiré.*

» Sa Majesté désire que, *s'il n'y a pas d'inconvénient*, vous établissiez une division avec de la cavalerie à *Genappe;* et elle ordonne que vous portiez une autre division du côté de *Marbais, pour couvrir l'espace entre Sombreffe et les Trois-Bras.*

» ... L'empereur va se porter sur *Sombreffe,* où, d'après les ordres de Sa Majesté, M. le maréchal Grouchy doit se diriger avec les 3e et 4e corps d'infanterie et les 1er, 2e et 4e corps de cavalerie. M. le maréchal Grouchy fera occuper *Gembloux.* »

Le major général écrivit, en effet, à Grouchy : « L'empereur *ordonne que vous vous mettiez en marche* avec les 1er, 2e et 4e corps de cavalerie et que vous les dirigiez sur *Sombreffe, où vous prendrez position.* Je donne pareil ordre à M. le lieutenant général Vandamme, pour le 3e corps d'infanterie, et à M. le lieutenant général Gérard pour le 4e; et *je préviens* ces deux généraux qu'ils sont sous vos ordres...

» ... Je préviens aussi le général Gérard que, dans son mouvement sur *Sombreffe*, il doit laisser la ville de Fleurus à gauche, afin d'éviter l'encombrement. Ainsi, vous lui donnerez une direction pour qu'il marche d'ailleurs, bien réuni, à portée du 3e corps, et soit en mesure de concourir à l'attaque de *Sombreffe, si l'ennemi* fait résistance.

» J'ai l'honneur de vous prévenir que M. le maréchal prince de la Moscowa reçoit ordre de se porter, etc...

» Aussitôt que vous vous serez rendu maître de *Sombreffe,* il faudra envoyer une avant-garde à Gembloux et faire reconnaître toutes les directions qui aboutissent à *Sombreffe*, particulièrement *la grande route de Namur...* »

(1) Quatre-Bras.

Ces trois dépêches s'écrivaient, à Charleroi, de huit à neuf heures du matin (1). Il suffit de les lire pour reconnaître qu'en ce moment Napoléon ne soupçonnait une grande résistance ni devant lui, ni devant le maréchal Ney. Il pensait que les Quatre-Bras, Genappe, Sombreffe, Gembloux seraient occupés sans difficultés bien sérieuses. Il voyait son aile gauche, il se voyait lui-même à Bruxelles avant vingt-quatre heures.

Un rapport de Grouchy, daté de six heures du matin, lui avait, cependant, annoncé que de grandes colonnes prussiennes, arrivant par la route de Namur, se formaient vers Ligny (près de Sombreffe) (2). Mais il n'y avait pas attaché beaucoup d'importance, il faut le croire. Sa conviction, paraît-il, était, au contraire, que les Prussiens se réunissaient vers Namur ou Hannut, que les Anglo-Hollandais se repliaient sur Anvers.

Il oubliait ses lenteurs, ses retards de la veille et du matin même. Il comptait sans la ténacité de Wellington, sans l'activité, l'audace de Blücher, toujours jeune en dépit des années. Souffrant, indécis, abattu, il jugeait ses adversaires sur sa mesure.

(1) Le général Flahaut, dans une lettre au duc d'Elchingen, en date du 24 novembre 1829 (*Documents inédits*) dit qu'il écrivit, sous la dictée de Napoléon, entre huit et neuf heures du matin.

Gérard, qui était à Châtelet, c'est-à-dire à une lieue et demie de Charleroi, reçut, à *neuf heures et demie*, l'ordre donné par le major général, qui le faisait passer sous le commandement de Grouchy et lui prescrivait de se mettre en marche (*Quelques documents, etc.*).

L'ordre identique expédié à Vandamme existe. Il porte l'indication du moment où il fut *écrit : huit heures.*

Le général Berthezène, qui commandait une des divisions du 3e corps, dit (*Souvenirs militaires*) que Vandamme et Gérard se mirent en mouvement vers *dix heures environ.*

(2) *Observations sur la campagne de* 1815, etc., par le comte Grouchy. — Philadelphie, 1819.

Jomini, dans son *Précis de la campagne de* 1815 (Bruxelles, 1846), dit qu'il a vu le rapport de Grouchy.

Ces illusions duraient encore quand il descendit de voiture sur le plateau de Fleurus (1).

Il était plus de onze heures. La moitié de la journée était perdue!

Grouchy venait de faire occuper par Vandamme la ville de Fleurus évacuée, dès le matin, par l'infanterie prussienne. Pajol, soutenu par les dragons d'Excelmans, avait replié un corps de cavalerie ennemie qu'on apercevait, maintenant, en avant de Ligny, échangeant avec lui des coups de canon.

La garde commençait à déboucher des bois. Les cuirassiers de Milhaud la suivaient. Gérard ne paraissait pas encore aux abords du plateau.

Le 6e corps d'infanterie, sous Lobau, avait été laissé en attente près de Charleroi (2).

La terre était poudreuse, le soleil ardent, la chaleur suffocante.

Des troupes ennemies se montraient à Saint-Amand, à Ligny, vers Brye, vers Sombreffe.

Dès l'arrivée de la garde et du corps de Gérard, à une heure (3), Napoléon fit former l'armée : Vandamme (3e corps) en avant de Fleurus, ayant derrière lui la division Girard,

(1) Le général Lamarque, dans un *Essai historique sur les cent-jours*, dit que l'empereur, en arrivant sur le plateau de Fleurus, ne croyait pas à la *présence* de l'ennemi ; qu'il alla trouver Vandamme, qui lui annonça *vainement* la réunion des Prussiens ; qu'il envoya plusieurs officiers pour s'en assurer, mais qu'il *ne voulait pas y croire*. (*Souvenirs et mémoires du général Lamarque,* publiés par sa famille. — Paris, 1836.)

(2) « Le 16, tandis que le centre se portait sur Fleurus et que le maréchal Ney était à Frasnes, avec une partie de l'aile gauche, le 6e corps fut laissé à Charleroi avec l'ordre de se porter au secours de ce dernier, s'il en avait besoin. Tel était l'objet d'une mission dont je fus chargé. » (*Campagne de* 1815, par le colonel E.-F. Janin, sous-chef d'état-major du 6e corps).

(3) *Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard.

détachée du 2e corps (1); Gérard (4e corps) au centre; Pajol et Excelmans (1er et 2e corps de cavalerie), à droite; la garde, cavalerie, infanterie, artillerie, Milhaud (4e corps de cavalerie), en deuxième ligne derrière le rideau, à hauteur de Fleurus.

Pendant que se faisaient ces dispositions, Napoléon, peu accompagné, parcourut la chaîne des vedettes, monta sur les hauteurs, dans des moulins à vent, et reconnut le terrain et les forces de l'ennemi devant lequel il s'arrêtait.

Le plateau de Fleurus s'étend en ondulations assez prononcées. Vis-à-vis de Saint-Amand et de Ligny, il s'abaisse, au nord, par une pente régulière fortement inclinée, au pied de laquelle serpente un ruisseau qui donne ou emprunte son nom à ce dernier village.

Au delà de ce ruisseau, le terrain se relève par une pente semblable mais plus courte et irrégulière, qui soutient un plateau fortement ondulé dont le point culminant est occupé par le moulin à vent, dit de Bussy, qu'on aperçoit à un millier de mètres par le nord-ouest du village de Ligny.

Le Ligny a sa source près de la chaussée de Namur à Nivelles, vers le cabaret des Trois-Burettes. Il coule, d'abord, du nord-ouest au sud-est; mais il prend une direction presque perpendiculaire à celle-ci, vers le nord-est, à partir de son confluent avec un petit ruisseau qui vient de Wangenies. Le village de Saint-Amand s'élève au-dessus de ce confluent, et tout auprès. Bâti en entier sur la rive droite du Ligny, il ne forme, à proprement parler, qu'une longue rue parallèle à la première direction de ce cours d'eau.

Sur la même rive, à quatre cents mètres au-dessus de Saint-

(1) Cette division venait d'être appelée de Wangenies, où elle avait bivaqué. Dans la dépêche écrite à Ney, quelques instants auparavant, Napoléon l'avait, cependant, comprise au nombre des huit divisions laissées à ce maréchal.

Ce ne fut pas le seul mécompte de celui-ci dans cette journée.

Amand se trouvent un château et une ferme contiguë; et, plus haut encore, à une distance moindre de ces deux bâtiments, le village de Saint-Amand-la-Haye, duquel se détache, du côté de l'ouest, un groupe de quelques maisons, dénommé Saint-Amand-le-Hameau.

En remontant encore le ruisseau d'un millier de mètres, on rencontre, situé sur ses deux rives, le village de Wagnelée.

A mille mètres, ou un peu plus, en aval de Saint-Amand, le Ligny, coulant, comme nous venons de le dire, au nord-est, traverse dans toute sa longueur le grand village dont il porte le nom, contourne ensuite le pied de mamelons sur le revers desquels est bâti Sombreffe, fait brusquement le coude à hauteur de ce bourg, et, infléchissant son cours au sud, va envelopper les monticules de Tongrinne et se jeter plus loin encore, après un nouveau changement de direction, dans l'Orneau, affluent de la Sambre.

Ses eaux n'ont pas plus de trente centimètres de profondeur. Mais ses berges, taillées verticalement, hautes d'un mètre à deux mètres, son lit large de deux à trois, tout bordé d'arbres plantés serrés, forment un obstacle, surtout pour l'artillerie, excepté dans le village même de Ligny, où l'on a pratiqué de larges rampes à droite et à gauche d'un pont.

Tous les villages et hameaux dont nous venons de parler sont de construction solide, et entourés, coupés parfois de jardins, de vergers, de plantations, clos de fossés, de haies vives, de murs et de chemins creux.

La chaussée de Charleroi à Namur suit le bord septentrional du plateau de Fleurus, descend par une pente rapide sur le ruisseau de Ligny, le passe sur un pont maçonné et se confond, un peu au delà, au Point-du-Jour, avec la chaussée de Nivelles à Namur.

Le Point-du-Jour est un groupe de deux maisons.

Le bourg de Sombreffe en est à quinze cents mètres, à l'ouest. La chaussée de Namur à Nivelles le traverse, coupe, trois quarts de lieue plus loin, par le nord de Brye, au cabaret des Trois-Burettes, la voie romaine (1) ; va longer, à une demi-lieue plus loin encore, le village de Marbais, et arrive aux Quatre-Bras. Entre ces deux derniers points, il n'y a pas deux lieues.

Dans sa dépêche du matin, Napoléon, on se le rappelle, avait prescrit au maréchal Ney d'envoyer, après avoir occupé les Quatre-Bras, une division d'infanterie à Marbais, « afin qu'il pût l'attirer à lui, à Sombreffe, s'il en avait besoin. »

Au moment où, la lunette à la main, il examinait le terrain au delà du ruisseau de Ligny et ce qui s'y passait, trois des quatre corps formant l'armée prussienne s'y trouvaient rassemblés.

Zieten occupait Saint-Amand et Ligny par quelques bataillons, et avait sa cavalerie en avant du second de ces villages et la masse de ses troupes sur Brye et le point culminant de Bussy.

Le corps de Pirch I était, au pied du versant nord du plateau, depuis Sombreffe jusqu'aux Trois-Burettes, sur la chaussée de Namur à Nivelles.

Le corps de Thielmann se tenait, vers le Point-du-Jour, en colonnes sur cette chaussée et sur celle de Charleroi, ayant une division à Tongrinne.

Blücher avait bien mis à profit le temps que lui avait laissé Napoléon; et son armée tout entière aurait été réunie là, sans le retard apporté à l'exécution de ses ordres par Bülow. Maintenant Bülow forçait la marche pour réparer sa faute; mais

(1) Ou, plus exactement, voie de Brunehaut. Elle conduit de Bavay à Tongres et Maestricht. Les paysans l'appellent la chaussée des Diables, les diables, dit la légende, l'ayant construite dans une seule nuit. Elle est devenue très-étroite par suite des empiétements continuels des propriétaires riverains.

c'était bien tard. Il s'avançait de Hannut par la voie romaine. De Hannut au plateau de Ligny, il y a dix ou onze lieues.

La position prise par Blücher était celle que, suivant le plan convenu d'avance avec Wellington, l'armée prussienne devait occuper pendant que l'armée anglo-hollandaise occuperait, en masse, les Quatre-Bras.

Ainsi placées, ces deux armées se trouveraient en communication par la large chaussée de Namur à Nivelles, à moins de trois lieues l'une de l'autre, prêtes à se donner un mutuel appui. Elles couvriraient Bruxelles, objectif certain de la marche de Napoléon débouchant de Charleroi ; et, en cas d'échec isolément subi, sur le plateau de Ligny ou aux Quatre-Bras, résultat possible d'une bataille qui devancerait leur réunion, l'armée anglaise se retirerait par Genappe, l'armée prussienne par Wavre sur la capitale de la Belgique, pour se réunir, suivant les circonstances, soit en arrière, soit même en avant de cette ville, et, dans cette dernière supposition, en disputer ensemble l'accès à l'ennemi jusque-là victorieux. Blücher, il est vrai, se trouverait dans la nécessité d'abandonner, au moins pour quelque temps sa ligne d'opérations ; mais cet inconvénient serait bien largement compensé par l'avantage de la réunion.

Telles avaient été les considérations qui avaient déterminé la résolution des généraux alliés.

Napoléon ne reconnut pas immédiatement, on va le voir, la force réelle des Prussiens. Les mouvements de terrain, les massifs d'arbres, la hauteur des moissons trompèrent son œil si exercé. Il ne s'expliquait pas d'ailleurs comment Blücher aurait massé là une grande partie de ses forces pour risquer un combat isolé, tandis que l'intérêt évident du général prussien et du général anglais était de ne combattre qu'après leur réunion. Mais ce qui lui paraissait inexplicable lui aurait semblé tout naturel, s'il eût pu savoir ce qui se passait alors en face de lui, au moulin de Bussy. Là, en effet, Blücher, qu'il croyait encore peut-être à Namur, Wellington, qu'il croyait à

Bruxelles, concertaient une action commune pour la journée même.

« Mon armée se rassemble aux Quatre-Bras, disait ce dernier ; j'aurai bientôt assez de forces sur ce point pour tenir en échec tout ce qui s'y présentera et vous porter, ici même, une aide puissante. A quatre heures, je serai ici (1). »

Sur cette assurance, le général prussien se décidait à recevoir la bataille, qu'il aurait pu éviter.

Coïncidence remarquable ! Blücher et Wellington convenaient d'une manœuvre qui était la contre-partie de celle que Napoléon avait prescrite à Ney quelques heures plus tôt et qu'il allait lui ordonner de nouveau en lui recommandant de l'opérer le plus rapidement possible avec la masse de ses troupes.

Mais Wellington devait manquer à Blücher, comme Ney à Napoléon. Des deux côtés, le temps perdu ne devait pas se retrouver.

A deux heures, le chef de l'armée française avait pris son parti. Il fit écrire à Ney par le major général :

« En avant de Fleurus, le 16 juin, à deux heures.

» L'empereur me charge de vous prévenir que l'ennemi a réuni *un corps de troupes* entre Sombreffe et Brye, et qu'à deux heures et demie M. le maréchal Grouchy, avec *les 3e et 4e corps*, l'attaquera.

» L'intention de Sa Majesté est que *vous attaquiez* aussi ce qui est devant vous, et qu'après l'avoir vigoureusement pressé, *vous vous rabattiez sur nous* pour concourir à envelopper *le corps* dont je viens de vous parler. Si ce *corps* était enfoncé auparavant, alors Sa Majesté ferait manœuvrer dans votre direction pour hâter également vos opérations..

» Instruisez de suite l'empereur de vos dispositions et de ce qui se passe sur votre front. »

(1) *Der Feldzüg von 1815 in Frankreich,* hinterlassene werke des generals Carl von Clauzewitz. VIII band. Berlin 1835.

Cette dépêche, sur laquelle nous aurons à revenir et qui fut adressée à *Gosselies*, prouve clairement qu'en ce moment, comme nous venons de le dire, Napoléon n'avait pas reconnu encore la force réelle de l'ennemi. Il ne voyait *qu'un corps* de troupes là où se trouvaient les trois quarts de l'armée prussienne; *un corps* dont Grouchy, avec Vandamme et Gérard, allait avoir raison.

Cependant, Wellington reprenait la route des Quatre-Bras; Blücher attendait l'attaque, plein de confiance dans la valeur de ses troupes et dans la promesse de son allié; l'armée française, les yeux fixés sur le plateau de Ligny, brûlait d'en venir aux mains.

Tout à coup, du point où se tenait alors Napoléon, près d'un moulin à vent, à côté de Fleurus, on vit partir, à toute bride, des officiers d'ordonnance se dirigeant vers les divers corps d'armée; et bientôt toute la ligne française s'ébranla.

Elle exécutait un changement de front sur Fleurus, la droite en avant.

Ce mouvement achevé, le 3e corps se trouva sur une ligne brisée, faisant face aux côtés sud et ouest de Saint-Amand et ayant la division de cavalerie de Domon sur sa gauche, la division Girard en réserve; le 4e corps fut, partie vis-à-vis de Ligny, partie vis-à-vis du coude du ruisseau; le maréchal Grouchy, avec Pajol et Excelmans, fut en retour sur le 4e corps, sa gauche près de la chaussée de Charleroi, sa droite le long de la petite route qui conduit de Fleurus à Namur par Onoz. La garde impériale et les cuirassiers de Milhaud formèrent une deuxième ligne sur Fleurus.

L'ordre fut expédié au corps de Lobau, laissé en attente à Charleroi, d'avancer rapidement pour venir se placer en réserve générale.

Avant cette manœuvre, rien n'indiquait à l'ennemi de quel côté se porterait notre attaque: ce pouvait être de Saint-Amand à Wagnelée ou de Saint-Amand à Ligny et Sombreffe. Aussi

Blücher avait-il disposé ses troupes de manière à pouvoir faire front également sur l'une ou l'autre direction, et attendait-il, immobile, que les intentions de son adversaire se fussent démasquées. Notre changement de front, en se dessinant, les lui avait bien vite montrées ; et, du moulin de Bussy, où aucun mouvement ne lui échappait, il avait rapidement ordonné les dispositions devenues nécessaires.

La cavalerie qui était en avant du ruisseau de Ligny le repassa et alla se placer entre Ligny et Sombreffe, assez mal à couvert dans un léger pli de terrain.

Trois bataillons étaient dans Saint-Amand, dans le château et la ferme qui avoisinent le village. Ils y restèrent. Six bataillons vinrent se poster en deçà du ruisseau, derrière le premier pli de terrain, prêts à les soutenir immédiatement.

Trois bataillons et demi occupèrent Saint-Amand-la-Haye et Saint-Amand-le-Hameau.

Quatre bataillons et demi tenaient Ligny. Six bataillons furent envoyés auprès et en arrière du village.

Onze bataillons demeurèrent massés au moulin de Bussy et à Brye.

Un régiment de hussards était, depuis le matin, en avant de Wagnelée avec une batterie, éclairant la voie romaine et la chaussée de Nivelles. Il continua sa mission.

Toutes ces troupes, formant le corps de Zieten, comptaient 34 bataillons, 32 escadrons, 96 bouches à feu.

Pirch I laissa une division à Sombreffe, une division aux Trois-Burettes et porta vers Brye ses deux autres divisions, ainsi que la masse de sa cavalerie.

Thielmann fit avancer derrière Sombreffe une division qui détacha deux bataillons à la ferme de Potriaux, dominant de très-près le cours du Ligny. Une autre division marcha sur la chaussée de Fleurus, s'établit sur la hauteur au pied de laquelle est le pont, et garda les maisons qui l'avoisinent.

Des deux autres divisions de Thielmann, l'une resta au Point-du-Jour, l'autre à Tongrinne, y appuyant sa droite, et occupant, par des détachements, ce village, celui de Tongrinelle, qui est au-dessous, dans le lit du Ligny, et ceux de Boignée et de Balatre.

La cavalerie de réserve du même général fut entre Tongrinne et le Point-du-Jour.

La force totale de ces trois corps prussiens, déduction faite des pertes de la veille et d'un millier d'hommes encore attardés au delà de la Meuse, s'élevait à quatre-vingt-sept mille hommes, dont 8,500 de cavalerie, et 224 bouches à feu (1).

Ils avaient en face soixante-huit mille hommes, dont treize mille de cavalerie, et deux cent dix bouches à feu, que devait renforcer le corps de Lobau, arrivant avec 10,500 hommes et 32 bouches à feu (2).

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
(1) Corps de Zieten (y compris la cavalerie, l'artillerie, le génie, etc.)	32,692	dont	1,925	96
Corps de Pirch I, id. . . .	32,704	—	4,468	80
Id. de Thielmann, id. . . .	24,456	—	2,405	48
	89,852	—	8,798	224
Pertes le 15 juin.	1,500	—	100	»
Encore au delà de la Meuse	1,000	—	200	»
Reste à Ligny	87,352	—	8,498	224

A la rigueur, il faudrait retrancher de cet effectif celui du train des équipages, etc.; mais, pour éviter des détails, nous ne le retranchons pas. Nous ne ferons pas non plus cette soustraction de l'effectif de l'armée française; et, comme le chiffre des non combattants est très-peu considérable, le rapport numérique des combattants prussiens et français restera, à infiniment peu près, représenté par celui des deux effectifs généraux.

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
(2) Vandamme (3e corps) (y compris la cavalerie, l'artillerie, etc.).	19,160	dont	1,017	38
Girard (division du 2e corps), id. . . .	4,297	—	»	8
Gérard (4e corps), id. . . .	15,995	—	1,628	38
Garde impériale, id. . . .	18,652	—	1,718	90
A reporter. . .	58,104	—	4,363	174

La ligne de bataille, prise par Blücher parallèlement au changement de front exécuté par l'armée française, était sur la direction de Sombreffe à Gosselies. La perpendiculaire abaissée des Quatre-Bras sur cette direction la coupe à Saint-Amand et mesure dix mille mètres.

La droite des Prussiens était en l'air, a dit Napoléon. Cela est vrai; mais ce défaut était corrigé aux yeux de Blücher par l'assurance que lui avait donnée Wellington d'un puissant secours venant des Quatre-Bras. L'assurance fut vaine, on le verra. La droite des Prussiens resta en l'air; mais Napoléon n'en profita pas.

Du reste, leur position était naturellement forte, bordée comme elle l'était par le cours du Ligny et couverte par de gros villages qu'entouraient des fourrés d'arbres, des haies, des clôtures maçonnées.

		Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
	Report. . .	58,104	dont	4,363	174
Lobau (6e corps),	id. . . .	10,465	—	»	32
Pajol (1er de cavalerie),	id. . . .	3,046	—	2,717	12
Excelmans (2e id.),	id. . . .	3,515	—	3,220	12
Milhaud (4e id.),	id. . . .	3,544	—	3,194	12
	Total. . . .	78,674	—	13,494	242
Pertes le 15 juin.		400		100	»
	Reste à Ligny	78,252	—	13,394	242

Avec le maréchal Ney, sur la route de Charleroi à Namur :

		Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
D'Erlon (1er corps) (y compris la cavalerie, l'artillerie, etc.).		19,939	dont	1,506	46
Reille (2e corps),	id.	20,086	—	1,865	38
Lefebvre Desnouettes (division de la garde),	id.	2,232	—	2,077	6
Kellermann (4e corps cavalerie),	id. . . .	3,679	—	3,360	12
	Total. . . .	45,914	—	8,808	102
Pertes le 15 juin.		200	—	50	»
		45,714	—	8,758	»
A Charleroi, au grand parc		3,500			

Les mouvements préparatoires de la lutte sont achevés de part et d'autre. Sur le front des deux armées tout est silencieux. Trois coups de canon éclatent à intervalles égaux tout près de Fleurus : c'est Napoléon qui donne à Vandamme le signal de l'attaque.

Deux heures et demie viennent de sonner au clocher de Saint-Amand.

La division Lefol se forme en trois colonnes et marche sur ce village, précédée d'une ligne de tirailleurs, au bruit des tambours et des musiques, qui, par un anachronisme bizarre, mêlent les airs de la Révolution aux cris de « Vive l'empereur ! » poussés avec ardeur par les soldats.

Embusqués derrière les arbres, les haies, les clôtures, les barricades élevées à toutes les issues, couverts par des murs crénelés, les Prussiens attendent froidement ; et, dès que les colonnes françaises arrivent à portée, une violente fusillade éclate sur elles dans toute la longueur de Saint-Amand. Sans se laisser émouvoir, les soldats de Lefol précipitent leur marche, à travers les jardins et les vergers, abordent le village, y pénètrent malgré une vive résistance, en chassent les trois bataillons qui l'occupent et les rejettent sur le ruisseau. Poussant leur succès, ils vont franchir cet obstacle. Mais ils reçoivent le feu de plusieurs bataillons et la mitraille de huit pièces en position au sommet du rideau qui domine immédiatement le lit du ruisseau ; et ils sont forcés de revenir s'abriter derrière les maisons.

Le général Steinmetz, chargé spécialement de la défense de Saint-Amand, a sous ses ordres les trois bataillons qui en ont été chassés, six bataillons et la batterie dont le feu vient de faire reculer Lefol. Il rallie les premiers, les appuie par deux bataillons tirés de cette réserve et les ramène sur Saint-Amand. Il échoue dans ce retour offensif. Mais, tout aussitôt, il appelle à lui le reste de sa réserve, se porte de nouveau en avant et entre dans le village avec une partie de ses troupes,

pendant que l'autre partie cherche à tourner la gauche de Lefol, en débouchant au-dessus, près du château.

Vandamme, alors, fait entrer en ligne une partie de la division Berthezène à gauche de Lefol, vers le château et la ferme qui s'y relie; et, en même temps, il ordonne à la division Girard de marcher contre le Hameau et la Haye (1).

Un combat des plus meurtriers s'engage sur le front de bataille ainsi agrandi. Il a pour résultat un nouvel échec des Prussiens. Encore une fois, Steinmetz est refoulé au delà du ruisseau. Mais les abords en sont battus, maintenant, par vingt-quatre bouches à feu. Lefol et Berthezène ne peuvent déboucher. Ils se replient sur Saint-Amand.

Le château et la ferme, bien clos de murs et occupés par un demi-bataillon, sont emportés; et là, non plus, on ne peut déboucher, sous le feu de l'artillerie opposée.

Pendant cette lutte, Girard a enlevé le Hameau et la Haye vigoureusement défendus par trois bataillons.

Maître de Saint-Amand et de la Haye, Vandamme devenait très-menaçant. Son artillerie, retardée jusque-là par les difficultés du terrain, commençait à arriver en ligne. Un coup de vigueur heureux que viendrait appuyer la garde, pouvait, d'un moment à l'autre, le porter, de la Haye, jusqu'à Brye, jusqu'au moulin de Bussy, lui donner la clef du champ de bataille de Blücher et la chaussée de Nivelles à Namur.

De la hauteur de Bussy, le général prussien, observant les péripéties de la manœuvre de Vandamme, avait vu le danger et pris immédiatement des dispositions pour y parer.

La division Pirch II (corps de Zieten) quittait sa position près de Brye et s'avançait pour reprendre la Haye. Le général Jürgas devait seconder ce mouvement avec les trois brigades de cavalerie (corps de Pirch I) dont il était le chef, et la divi-

(1) Nous désignons ainsi, pour éviter la confusion, Saint-Amand-le-Hameau et Saint-Amand-la-Haye.

sion Tippelskirchen (corps de Pirch I) retirée des Trois-Burettes et mise momentanément sous ses ordres.

Blücher donnait, en même temps, à Zieten le commandement général depuis Saint-Amand jusqu'à Wagnelée.

Pirch II arriva promptement sur le champ de l'action. Il avait neuf bataillons; il les forma en colonnes d'attaque et sur deux lignes.

La première se jeta sur la Haye avec grande résolution. Girard tenait ce village par l'une de ses brigades, et avait l'autre en arrière.

Pirch II s'empara, tout d'abord, des premières maisons, et, gagnant bientôt plus de terrain encore, il s'était rendu maître de la moitié du village, quand Girard, dans un furieux effort, lui fit lâcher prise et le força à se retirer en désordre. Appuyé par sa seconde ligne, Pirch II revient à la charge, reprend une partie de la Haye, et ne peut encore s'y maintenir. Après une sanglante mêlée, ses bataillons plient, sont rompus et repassent précipitamment le ruisseau.

Blücher, qui voit leur défaite, accourt au galop au milieu d'eux. Sa présence les raffermit; il leur jette quelques paroles ardentes. Les rangs se reforment à sa voix; et, sans perdre un instant, le vieux maréchal ordonne à Pirch II de les ramener au feu.

Pendant ce temps, Steinmetz gardera sa position devant Saint-Amand et le château; Jürgas, qui s'est fait attendre, débouchera de Wagnelée et tombera, en la prenant à revers, sur la gauche de Girard. Deux de ses brigades de cavalerie sont venues se poster entre ce village et celui de la Haye, prêtes à fondre sur tout ce qui en sortira.

La charge bat; Pirch II marche à l'attaque et aborde de nouveau les soldats de Girard. Ame de feu, cœur intrépide, le général français se multiplie pour soutenir le choc; il tombe mortellement blessé. Inférieure en nombre, sa troupe cède, mais lentement, en bon ordre. Disputant avec la der-

nière intrépidité chaque rue, chaque maison, chaque clôture, elle est repoussée du village et va s'appuyer au Hameau. Elle a, maintenant, un millier d'hommes hors de combat, le quart de son effectif. Ses deux généraux de brigade sont blessés : c'est un colonel, Tiburce Sébastiani, qui la commande.

Pendant la dernière période de ce combat si acharné, Jürgas, débouchant de Wagnelée, s'était avancé vers la gauche de Girard pour la prendre en flanc et de revers. Il n'y avait pas réussi.

Vandamme, dans la prévision d'un mouvement de ce genre, avait dirigé l'une des brigades de la division Habert, avec une batterie, vis-à-vis de Wagnelée. Placée en potence sur la division Girard, cette brigade avait jeté en avant de son front une forte ligne de tirailleurs cachée dans les moissons. La division Domon était sur sa gauche.

Jürgas, paraît-il, avait marché sans faire éclairer son chemin. Sa colonne d'infanterie était venue donner, inopinément, sur nos tirailleurs, qui l'avaient accueillie par une vive fusillade et mise dans un désordre tel, qu'elle s'était débandée, s'enfuyant au delà de Wagnelée. Jürgas était parvenu, non san grande peine, à rallier une partie des fuyards sous la protection de trois de ses bataillons et d'une batterie qui n'étaient pas encore sortis de Wagnelée, et qui, de concert avec les deux brigades de cavalerie placées entre ce village et la Haye, avaient empêché les nôtres de poursuivre leur succès. Sa troisième brigade de cavalerie avait contenu la division Domon.

Il était cinq heures ou cinq heures et demie. Après tous les coûteux efforts que nous venons de dire, Vandamme occupait Saint-Amand et le château ; mais il ne pouvait en déboucher, et il se maintenait au Hameau. Il envoyait la seconde brigade de Habert soutenir la première devant Wagnelée ; toute son artillerie était en batterie. Il ne lui restait ni un bataillon, ni un canon en réserve.

Sur toute la ligne, le feu de Zieten et le sien étaient des plus violents.

Si le commandant de l'aile gauche de l'armée française ne recevait pas des renforts, il n'était guère à espérer qu'il pût avancer beaucoup.

Napoléon lui envoyait la division Subervie, retirée du corps de Pajol, et une batterie de la garde pour appuyer la division Domon vers Wagnelée, où l'ennemi montrait beaucoup de cavalerie; mais c'était insuffisant : il fallait de l'infanterie. Vandamme en demandait avec raison.

En ce moment, Blücher faisait passer en réserve, entre le moulin de Bussy et Sombreffe, la division Steinmetz, qui, sur moins de neuf mille hommes, en comptait deux mille trois cent cinquante hors de combat (1). Il retirait aussi du feu trois bataillons de la division Jagow (corps de Zieten) non moins éprouvés, et les envoyait reprendre haleine en arrière de Ligny, où se trouvait le reste de cette division.

En même temps il portait, partie sur Saint-Amand, partie plus à gauche vers Ligny, neuf bataillons de la division Krafft, du corps de Pirch I, et, vers le moulin de Bussy, neuf bataillons de la division Langen, appartenant au même corps et venus de Sombreffe.

Déjà, il avait fait relever, aux Trois-Burettes, par la division de Brause (corps de Pirch I), celle de Tippelskirchen, mise, nous l'avons dit, sous les ordres de Jürgas pour la manœuvre si bien arrêtée au débouché de Wagnelée; et il avait appelé, de l'extrémité de son aile gauche, la brigade de cavalerie de Marwitz (corps de Thielmann) pour l'ajouter aux forces de Jürgas. Cette brigade arrivée, celui-ci disposerait de cinq mille chevaux.

L'attaque sur le centre de l'armée prussienne, à Ligny,

(1) *Recueil des plans de combats et batailles,* etc., par Wagner. — Berlin, 1825.

avait commencé un quart d'heure après celle de Saint-Amand. C'était Gérard qui la commandait. Elle n'aurait pu être confiée à personne de plus digne.

Le 4e corps, toutes armes comprises, ne comptait que seize mille hommes.

Gérard avait dû porter sur sa droite, vis-à-vis du coude du ruisseau, la division Hulot (1); il avait jeté du même côté sa division de cavalerie, commandée par Maurin; il ne lui restait donc, pour enlever Ligny, que les deux divisions de Vichery et de Pécheux : moins de dix mille hommes.

Ce village était occupé, nous l'avons déjà dit, par quatre bataillons et demi qui en avaient six en réserve immédiate. Les uns et les autres appartenaient aux divisions Jagow et Henkel, du corps de Zieten ; et leur force était de huit à neuf mille hommes seulement. Mais ils avaient tout l'avantage de la position.

Depuis le matin, ils avaient barricadé l'entrée des rues, obstrué les passages des jardins et des vergers, crénelé les maisons et les murs de clôture, notamment le château de Ligny, situé à leur extrême droite, à l'abord du village. Seize bouches à feu étaient en batterie de ce côté, et seize encore à gauche.

Gérard ouvrit le feu avec vingt-quatre, et entama l'attaque. Elle se fit par trois colonnes entrant successivement en action à de très-courts intervalles de temps. La première sur la gauche, la seconde sur le milieu, la troisième sur la droite du village, contre le château (2).

Comme à Saint-Amand, les Prussiens attendirent, calmes et silencieux, l'approche de leurs ennemis, s'avançant au bruit des tambours et des musiques, exhalant leur enthousiasme en

(1) Hulot n'était que maréchal de camp. Il avait pris, comme le plus ancien de son grade, le commandement de la division Bourmont, depuis la désertion de celui-ci.

(2) Ce château n'existe plus.

immenses acclamations couvertes à peine par le bruit du canon; et, dès qu'ils les virent à portée, ils dirigèrent sur eux un feu meurtrier qui ralentit, puis arrêta leur marche. Mais ce moment d'hésitation fut à peine sensible. Contre ces adversaires, abrités par des haies, des fossés, des murs crénelés, des barricades, et malgré les boulets qui battaient leur flanc, les trois colonnes françaises reprirent leur mouvement et arrivèrent jusqu'aux premières clôtures.

La résistance, alors, devint si vive, qu'elles furent forcées de reculer. Par deux fois, elles revinrent à l'attaque et sans plus de succès. Il fallut un quatrième assaut pour les mettre en possession des jardins et des vergers formant les abords de Ligny. Mais, aussitôt, les Prussiens se rallient, appuyés par une partie de leurs réserves, et reprennent, dans un combat opiniâtre où l'on se fusille à bout portant, tout le terrain perdu.

Des deux côtés les pertes sont déjà considérables. Nos obus ont allumé des incendies sur plusieurs points; le château est en feu.

Gérard renforce ses colonnes. Un nouveau choc a lieu. L'ennemi le reçoit de pied ferme; mais il plie, enfin, sous l'impétuosité française. Les jardins, les vergers sont enlevés de nouveau, l'accès des rues est forcé; les généraux Vichery et Pécheux pénètrent jusqu'au milieu du village, atteignent le ruisseau et le dépassent.

Le château, cependant, tient encore, ainsi qu'un groupe de maisons voisines.

En ce moment, Jagow se met à la tête des deux derniers bataillons restés en réserve, d'un troisième, détaché de la division Krafft et que Blücher vient d'envoyer. Il pousse droit au centre de Ligny, par la grande rue, force les Français à repasser le ruisseau et le franchit lui-même.

Alors s'engage, dans le village entier, une des luttes les plus acharnées dont l'histoire ait gardé le souvenir. Prussiens

et Français sont confondus dans la plus effroyable mêlée, donnant et recevant la mort sans que nul songe à demander quartier. Les officiers eux-mêmes ont pris le fusil. Ce n'est pas un combat, ce sont mille combats qui se livrent à la fois. Chaque rue, chaque bâtiment, chaque clôture est attaquée et défendue avec fureur. On se fusille, on se déchire à la baïonnette, on s'assomme à coups de crosse, sur les degrés des maisons, dans les chambres, dans les étables ; on se poursuit, on se tue jusqu'au milieu des incendies qui éclatent à chaque instant. La bravoure est devenue de la rage, de la férocité.

« Ces hommes, a dit un écrivain étranger, s'attaquaient avec toute la fureur de la haine personnelle. Il semblait que chacun eût rencontré dans son adversaire un ennemi mortel et se rejouît d'avoir trouvé le moment de la vengeance. » Rien n'est plus vrai.

Gérard, à son tour, est bientôt obligé de porter ses dernières réserves sur ce champ de carnage. Elles y entrent, animées d'une indicible ardeur. Mais ce renfort ne suffit pas. Blücher vient de diriger sur Ligny deux bataillons de la division Henkel, qui étaient encore au moulin de Bussy. L'attaque et la défense continuent avec des chances diverses et une rage égale. Le combat s'est étendu progressivement, dans le lit du ruisseau, d'un côté jusque vers Saint-Amand, de l'autre jusque vers la ferme de Potriaux.

A cinq heures et demie, l'aide de camp Gourgaud, qui a suivi les opérations de Gérard, arrive près de Napoléon, demeuré jusque-là en avant de Fleurus, et lui apprend que rien n'est encore décidé pour la possession de Ligny (1).

A l'aile droite de l'armée française, où commandait Grouchy, la journée était bien loin d'avoir le même caractère qu'au centre et à l'aile gauche.

Ce maréchal n'avait, maintenant, sous ses ordres que la

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud.

division Hulot et celle de Maurin, du corps de Gérard, la cavalerie légère de Pajol et les dragons d'Excelmans.

Il avait pris position, on l'a vu, en retour sur Gérard. Les divisions Hulot et Maurin étaient à sa gauche, vis-à-vis du coude du Ligny.

En face de lui étaient les quatre divisions d'infanterie et la cavalerie du corps de Thielmann, disposées comme nous l'avons indiqué : la division Borcke à côté de Sombreffe; celle de Stülpnagel au Point-du-Jour; celle de Luck sur la hauteur de la chaussée de Fleurus, en deçà du pont; celle de Kemphen à côté de Tongrinne; la cavalerie de réserve, entre ce village et la chaussée.

Vers quatre heures seulement, les tirailleurs de Hulot s'étaient engagés avec ceux de Thielmann dans le coude du Ligny. Mais, une heure et demie encore après, il ne s'était rien passé de ce côté, sinon que Tongrinelle, enlevé d'abord aux Prussiens, avait été repris; et que ceux-ci avaient dû se retirer de Boignée et de Balatre.

Napoléon affaiblissait alors Grouchy de la division Subervie pour renforcer Vandamme. De son côté, Blücher retirait à Thielmann la brigade de cavalerie de Marwitz pour la porter sur Wagnelée; en même temps, il appelait au moulin de Brye la division Langen (corps de Pirch I), la remplaçait à Sombreffe par la division Stülpnagel et faisait avancer celle de Borcke entre ce bourg et le coude du Ligny.

La lutte, à l'aile droite, devait rester faible jusque vers les derniers moments de la journée.

Nos mouvements, de ce côté, n'avaient d'autre but que d'inquiéter Blücher assez pour le déterminer à y garder de grandes forces, pendant que les grands coups se frapperaient ailleurs.

Le général prussien, trop préoccupé de garder la chaussée de Namur, devait se laisser prendre à ces démonstrations; nous le verrons.

A cinq heures et demie, l'état de la bataille était donc celui-ci :

Sur notre gauche, le corps entier de Vandamme et la division Girard combattaient et se maintenaient à Saint-Amand et au Hameau.

Sur notre centre, Gérard disputait Ligny avec deux de ses divisions.

Sur notre gauche, Grouchy s'était emparé de Boignée et de Balatre et faisait des démonstrations contre Thielmann, avec une petite partie de ses forces.

Napoléon n'avait donc encore engagé que trente-six ou trente-sept mille hommes.

Du côté des Prussiens, tout le corps de Zieten, moins sa cavalerie de réserve, une division et demie et la cavalerie du corps de Pirch I étaient entrés en action, à leur droite et à leur centre; et, à leur gauche, Thielmann répondait avec quelques bataillons aux mouvements de Grouchy. C'étaient, en tout, quarante-six ou quarante-sept mille hommes portés au feu.

La réserve de Napoléon se trouvait ainsi de quarante mille hommes environ, y compris le corps de Lobau, qui approchait; celle de Blücher, de pareille force. Le général prussien devait savoir, en ce moment, qu'il ne devait plus compter sur le corps de Bülow pour le conflit du jour.

A la vigueur de la résistance aux attaques de Saint-Amand et de Ligny, Napoléon avait reconnu bien vite qu'il avait à faire non pas à un corps ennemi, comme il l'avait dit à Ney dans la dépêche datée de deux heures, mais à la plus grande partie de l'armée prussienne ; et il avait compris pourquoi elle faisait ferme contenance devant lui et pourquoi sa droite était en l'air : elle attendait la coopération des Anglo-Hollandais.

Alors, il s'était hâté de faire écrire à Ney par le major général :

« En avant de Fleurus, le 16 juin, à trois heures et un quart.

« Monsieur le maréchal, je vous ai écrit, il y a une heure, que l'empereur ferait attaquer l'ennemi dans la position qu'il a

prise entre les villages de Saint-Amand et de Brye. En ce moment, l'engagement est très-prononcé; Sa Majesté me charge de vous dire que vous *devez manœuvrer sur-le-champ* de manière à envelopper la droite de l'ennemi et tomber à bras raccourci sur ses derrières; cette *armée* est perdue si vous agissez vigoureusement; le sort de la France est entre vos mains. Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement que l'empereur vous ordonne; et dirigez-vous sur les hauteurs de Brye et de Saint-Amand pour concourir à une *victoire peut-être décisive*. L'ennemi est pris en flagrant délit au moment où il cherche à se réunir aux Anglais. »

La combinaison primitive de Napoléon s'agrandissait singulièrement à mesure qu'il prenait une vue plus juste de l'ennemi. De huit à neuf heures, il demandait à Ney une division d'infanterie, « afin qu'il pût l'attirer à lui à Sombreffe, *s'il en avait besoin;* » à deux heures, il lui ordonnait de « pousser vigoureusement ce qu'il avait devant lui et de se rabattre pour concourir à envelopper *un corps de troupes* réuni entre Sombreffe et Brye; à trois heures un quart, il le pressait d'accourir pour assurer « la perte d'une *armée*, pour concourir à une *victoire peut-être décisive*. »

Combinaison très-savante, très-belle, qui a trouvé, à bon droit, beaucoup d'admirateurs, mais dont la réussite n'était pas dans les mains du maréchal Ney, comme le croyait Napoléon, comme il l'a écrit plus tard, comme on l'a trop répété sur son affirmation.

Le hasard, cependant, vint lui offrir tout à coup le moyen de réparer son erreur.

A cinq heures et demie, on l'a vu, la division Subervie passait de l'aile droite à l'aile gauche de l'armée pour renforcer Vandamme; et le corps de Lobau approchait du champ de bataille.

Napoléon envoyait sur la Haye la division de jeune garde et l'une des brigades de chasseurs de la vieille; lui-même

portait le reste de ses réserves sur Ligny pour enfoncer le centre des Prussiens, quand Vandamme le fit prévenir « qu'à une lieue vers sa gauche une colonne ennemie débouchait des bois et nous tournait ainsi en ayant l'air de se porter sur Fleurus (1). »

Vandamme ne se trompait-il pas? Cette colonne n'était-elle pas plutôt un détachement de Ney, qui, prenant une direction pour une autre, venait sur Fleurus, au lieu d'arriver par Marbais?

Était ce un corps tournant et inaperçu jusque-là, envoyé par Blücher, ou bien une partie de l'armée anglo-hollandaise? Il fallait promptement s'assurer de la vérité avant de s'engager plus avant dans la bataille.

Le mouvement des réserves fut suspendu et un aide de camp dépêché, à toute bride, pour reconnaître la mystérieuse colonne.

En attendant son retour, Napoléon ordonna à Vandamme et à Gérard de redoubler d'efforts pour se maintenir, au moins, sur le terrain gagné jusque-là; et, pour leur donner appui, mais seulement en cas extrême, il fit avancer, jusqu'à hauteur de Saint-Amand, la division de jeune garde sous Duhesme avec l'une des brigades de chasseurs à pied, et, jusqu'à mi-chemin de Ligny, l'autre brigade de ces chasseurs. En même temps, trois batteries de la garde allèrent ouvrir leur feu contre ce dernier village.

La bataille continuait, furieuse, à l'aile gauche et au centre.

Vandamme tentait en vain de déboucher de Saint-Amand; il gardait le Hameau, mais s'épuisait à ressaisir la Haye. L'artillerie et la mousqueterie éclataient sans relâche sur tout son front.

Jürgas, ayant rallié, raffermi ceux des bataillons de Tippelskirchen qui avaient été dispersés lors de leur sortie de Wagnelée, reçoit l'ordre de renouveler sa tentative sur la gauche de Vandamme. Une sortie de la Haye l'appuiera, pendant que

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud.

sa droite sera couverte par une brigade de cavalerie que renforce, à l'instant, celle de Marwitz, détachée du corps de Thielmann.

Exécuté avec vigueur, ce mouvement est suivi de succès. La division Habert, qui est toujours en potence sur la division Girard, plie; le Hameau, défendu à outrance, est emporté par deux des bataillons de Tippelskirchen, que Blücher conduit, l'épée à la main. La division Tippelskirchen se déploie en avant de ce point; Pirch II débouche de la Haye. La ligne de Vandamme est ébranlée.

Le plan de Blücher se dessine de plus en plus. Il veut forcer, en la débordant, l'aile gauche de l'armée française et tenter de saisir la chaussée de Charleroi à Fleurus, de rejeter Napoléon dans les défilés de la Sambre. Tentative redoutable, s'il la fait de concert avec un corps anglais qui doit lui arriver d'un moment à l'autre : le corps peut-être dont Vandamme a signalé l'approche.

Cependant Gérard a persévéré dans sa lutte intrépide sur Ligny. Gagnant, perdant, regagnant quelques parties de rues, quelques maisons disputées avec rage, il use l'ennemi.

Blücher a dû retirer du feu la division Henkel, épuisée dans ce terrible conflit (1); il l'a relevée par la moitié de celle de Krafft, dont l'autre moitié est devant Saint-Amand. Gérard n'a encore reçu d'autre secours que les trois batteries de la garde qui viennent de lui être envoyées par Napoléon. Il n'a toujours que les divisions Vichery et Pécheux, fatiguées, mutilées; mais ces deux généraux, mais lui-même grandissent leurs efforts au niveau de la résistance; et soldats et officiers se montrent dignes d'obéir à de pareils chefs.

Depuis quelques instants, l'artillerie de réserve du corps de

(1) D'après Damitz, cette division, forte de 4,721 hommes, en avait perdu 2,500. Damitz a écrit sur les documents laissés par le général Grolmann, quartier-maître général de l'armée prussienne.

Pirch I s'est avancée sur Wagnelée, la Haye, Ligny, et, réunie aux nombreuses batteries de celui de Zieten, successivement portées en ligne depuis le commencement de l'action, elle couvre de projectiles les abords de ces villages et du ruisseau.

A la droite de l'armée française, Grouchy a continué ses démonstrations. Avec sa cavalerie et la division Hulot, il occupe Thielmann, qui a fini par engager contre lui les divisions de Kemphen et de Luck, depuis la ferme de Potriaux jusqu'à Tongrinelle et au-dessous.

Blücher craint toujours pour la route de Namur.

Il est six heures et demie.

En ce moment, l'aide de camp expédié pour reconnaître la colonne signalée par Vandamme revient près de Napoléon (1).

Vandamme était dans l'erreur, cette colonne n'est ni anglaise, ni prussienne; c'est le 1er corps de l'armée française : celui de d'Erlon. L'aide de camp l'a trouvé à moins d'une lieue de Saint-Amand.

Que l'ordre en soit donné; et, dans une heure, vingt mille hommes de toutes armes iront déboucher sur Wagnelée, sur Brye, prenant Blücher à revers par sa droite, sur son centre, pendant qu'il sera assailli de front par Vandamme et Gérard, renforcés de toutes les réserves. Le plan conçu par Napoléon se trouvera réalisé : de l'armée prussienne, il ne s'échappera pas vingt mille hommes.

Cet ordre, Napoléon ne le donne pas : d'Erlon n'est pas appelé !

La manœuvre suspendue par la fausse nouvelle de Vandamme est reprise.

La division de jeune garde sous Duhesme et la brigade de chasseurs à pied, déjà portées à hauteur de Saint-Amand, sont

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX.

mises à la disposition de Vandamme et se rapprochent de son champ de bataille.

Napoléon marche vers Ligny à la tête de la division de grenadiers à pied, de la cavalerie, de l'artillerie de la garde et des cuirassiers de Milhaud.

Le corps de Lobau, arrivé de Charleroi depuis quelques instants, a pris position à droite de Fleurus, sur la chaussée. Il doit y rester.

L'apparition vers la Haye de la garde, qui s'avance au pas redoublé, drapeaux déployés, tambours et musique en tête, est saluée par les acclamations des soldats de Vandamme.

Ébranlés par la prise du Hameau, reculant devant l'ennemi, ils se raffermissent et s'arrêtent.

Vandamme place immédiatement en réserve générale la brigade de chasseurs à pied, et lance la division Duhesme (huit bataillons) contre la ligne de Jürgas. Abordée d'un impétueux élan, les Prussiens ne tardent pas à plier. Le Hameau leur est repris. Duhesme les repousse jusqu'à Wagnelée. La division Girard, conduite maintenant par le colonel Sébastiani, refoule Pirch II dans la Haye. La cavalerie de Jürgas, malgré sa supériorité numérique, est contenue par la division Domon, que vient de renforcer celle de Subervie, arrivant de notre aile droite.

Le terrain est déblayé jusqu'au ruisseau.

Mais Blücher, en voyant se prononcer cette dernière attaque, avait retiré, des Trois-Burettes, la division Brause, et l'avait rapprochée du combat.

Jürgas en appelle cinq bataillons arrivés derrière Wagnelée, et les fait entrer en ligne. Blücher, lui même, va prendre les quatre autres bataillons de Brause et les dirige sur la Haye.

L'intervention de ces six mille hommes de troupes fraîches amortit la violence de l'attaque, puis fait regagner, peu à peu, aux Prussiens le terrain si vivement enlevé, il n'y a qu'un instant. Ils reviennent jusque sur le Hameau.

Blücher ordonne, alors, de faire passer en réserve la division Tippelskirchen, réduite aux deux tiers de son effectif (1).

Presque en même temps, Vandamme retire aussi du feu la vaillante division Girard, plus éprouvée encore et harassée de cette lutte si longue, si acharnée, sur un terrain couvert d'obstacles, sous le poids d'une chaleur excessive.

Pendant que ceci s'est passé à notre aile gauche, Ligny est resté le théâtre de terribles combats. Blücher a dû y envoyer encore cinq bataillons de la division Langen (corps de Pirch I); et, grâce à cette aide nouvelle, ses braves soldats se sont maintenus dans une grande partie du village, et, malgré l'incendie, ils n'ont pas cessé d'occuper le château. Gérard est à bout d'efforts : la nature humaine a ses limites.

A notre aile droite, Thielmann, sorti de sa longue indécision, a fait déboucher contre Grouchy, sur la chaussée de Fleurus, la brigade de cavalerie de Lottum, en l'appuyant de deux batteries et de plusieurs bataillons. Tout a été culbuté par une brillante charge de la brigade Burthe (corps d'Excelmans); six pièces d'artillerie sont tombées au pouvoir de nos dragons.

A la suite de ce coup de vigueur, le combat est devenu très-vif dans le coude du Ligny, surtout vers la ferme de Potriaux et le pont. Une partie de la division de Borcke s'y est engagée contre les fantassins de Hulot, qui font des prodiges d'activité et de valeur.

Il était sept heures et demie ou un peu moins. La bataille restait indécise.

Napoléon disposait encore de la moitié de l'infanterie de la garde, de la division Guyot (grenadiers et dragons de la garde), des cuirassiers de Milhaud et du corps de Lobau : vingt-quatre mille hommes environ, ou le tiers à peu près de son armée. Blücher, au contraire, avait successivement fait entrer en ligne les cinq sixièmes de la sienne. Mais trois de ses divisions,

(1) « Elle avait perdu 1,891 hommes. » — Damitz.

bien fatiguées, bien réduites, il est vrai, avaient été retirées de la lutte et lui offraient des ressources.

Il venait d'apprendre qu'il n'avait plus à compter sur le secours des Anglo-Hollandais, violemment engagés eux-mêmes aux Quatre-Bras, disaient les derniers avis reçus. Mais, loin d'être ébranlé, il restait plein de confiance. Il crut même le moment venu d'un dernier effort qui lui donnerait le gain de la journée, et résolut de frapper un grand coup sur la gauche de son ennemi, de la déborder, de l'écraser et de saisir, enfin, la chaussée de Fleurus. C'était pour cette manœuvre même qu'il avait compté sur l'appui des Anglo-Hollandais. Mais, Wellington lui manquant, il allait tenter seul ce qui avait dû se faire à deux.

Il dirige sur la Haye trois bataillons de la division Langen (corps de Pirch I) qui n'ont pas encore donné, deux bataillons de celle de Steinmetz, si rudement atteinte au commencement de la bataille; et la division Tippelskirchen, qui vient d'être si maltraitée aussi et n'a guère eu que le temps de regarnir ses gibernes, reçoit l'ordre de rentrer en ligne.

Le vieux maréchal galope sur le flanc de ses colonnes, les anime du geste et de la voix; leur promet la victoire pour prix d'une dernière rencontre; pousse en avant Brause et Pirch II, toujours aux prises avec Duhesme et Habert, et étend de plus en plus sa ligne à droite du Hameau, de manière à envelopper la gauche de Vandamme. La cavalerie de Jürgas couvre encore ce mouvement.

Duhesme et Habert plient sous le choc. Mais la brigade de chasseurs à pied de la garde vient les soutenir; les glorieux débris de la division Girard reviennent au feu; Domon et Subervie tiennent en respect les escadrons de Jürgas. Le nouvel effort de Blücher est arrêté. De Saint-Amand à la Haye, de la Haye au Hameau et plus loin encore, la lutte est furieuse.

On en est là; et Blücher, irrité, exaspéré de l'arrêt que subissent ses troupes, se multiplie en vain au milieu d'elles, les

excitant à avancer, quand tout à coup il s'éloigne au galop le plus vite de son cheval.

Il vient d'apprendre que sa présence est indispensable sur un autre point du champ de bataille.

Les réserves conduites par Napoléon avaient, en effet, continué leur marche et frappé un terrible coup.

Arrivées à hauteur de Ligny, toujours disputé par Gérard, elles avaient été disposées pour l'attaque : l'artillerie allant immédiatement contre-battre les batteries prussiennes; les bataillons de la garde serrant en masse face au village; la cavalerie en arrière, prête à suivre la route qu'ils étaient chargés d'ouvrir. Ils devaient pénétrer dans Ligny, achever de le déblayer et marcher ensuite au plateau de Bussy, clef du champ de bataille.

Après quelques instants donnés au jeu de l'artillerie (1), la charge avait battu ; la redoutable phalange avait défilé devant Napoléon, qui lui montrait, à travers les fumées de la poudre et des incendies, la position à emporter; et elle s'était précipitée sur Ligny, ivre d'enthousiasme et de fureur, aux cris de « Vive l'Empereur! pas de quartier! » Le feu croisé des batteries ennemies; les rues encombrées de cadavres et de blessés, les maisons en flamme, une résistance désespérée n'avaient pu arrêter son élan. Le soleil venait de disparaître à l'horizon, enveloppé d'orageux nuages, quand elle avait paru de l'autre côté de Ligny, précédée par les vaillants soldats de Gérard (2).

En ce moment, le centre de l'armée prussienne était affai-

(1) Pendant la courte halte de la garde devant Ligny, le général Roguet, colonel en second des grenadiers à pied, avait réuni les officiers et sous-officiers, et leur avait dit : « Prévenez les grenadiers que le premier qui m'amènera un Prussien prisonnier sera fusillé. » Paroles féroces auxquelles, à deux jours de là, devaient répondre de féroces représailles.

(2) « L'armée débouche en ce moment du village pour poursuivre l'ennemi. » (Lettre du major général Soult à Joseph Bonaparte, datée du 16 juin, *à huit heures et demie du soir*, en arrière de Ligny.)

bli par le départ des troupes récemment dirigées sur la Haye, par l'envoi vers Potriaux du reste de la division de Steinmetz, suite d'un malentendu, dit-on. Stülpnagel et Borcke restaient intempestivement, l'un sur Sombreffe, l'autre vers Potriaux; et chacun d'eux avait même détaché deux bataillons dans le lit du ruisseau, près du pont.

Pour repousser la garde, il ne restait à portée de Ligny qu'un bataillon de Langen, les restes de la division Henkel et la cavalerie du corps de Zieten.

A leur sortie du village, les bataillons de Gérard et ceux de la garde s'étaient arrêtés pour se reformer avant de gravir la pente du plateau, où les Prussiens chassés de Ligny se hâtaient de se reformer ausssi.

Ce fut alors que Blücher, accouru de la Haye, revint au centre de sa ligne. La vue de l'imminent péril ne troubla pas son courage.

Sa présence rend confiance à ses troupes ébranlées. Elles se remettent en ordre; leurs bataillons, leurs batteries couronnent le plateau, et la cavalerie se prépare à les appuyer.

L'infanterie française a repris sa marche.

Les Prussiens la laissent avancer; mais, dès qu'elle arrive à portée, elle reçoit un feu violent d'artillerie, suivi bientôt d'une fusillade meurtrière; et, simultanément, quatre escadrons de uhlans conduits par le colonel Lützow débouchent sur son flanc droit. Cette charge audacieuse est arrêtée par un bataillon de la garde qui s'est formé en carré et renverse de son feu le quart des uhlans; et Lützow, l'ardent patriote, l'intrépide partisan de 1813, tombe sous son cheval tué, et reste prisonnier.

Huit autres escadrons renouvellent la tentative. Ils sont sabrés et culbutés par les cuirassiers de Delort (corps de Milhaud), qui viennent de traverser Ligny, suivis des dragons et grenadiers de la garde et annoncent ainsi leur entrée en ligne.

D'autres charges sont successivement fournies avec des chances diverses par ces escadrons ralliés, par d'autres encore du corps de Zieten ; mais, comme le feu de l'artillerie et de l'infanterie, elles retardent, sans l'empêcher, la marche des Français.

Dans une de ces extrêmes tentatives pour conjurer la défaite, l'indomptable Blücher a son cheval tué. Il tombe et reste embarrassé sous sa monture. Nos cuirassiers passent sans l'apercevoir. Il n'est sauvé que par le courage du capitaine Nostiz, son aide de camp, et un retour de ses escadrons qui ramènent les cuirassiers (1).

Enfin, les Français sont au moulin de Bussy; et ils restent maîtres du plateau, après une mêlée où des carrés prussiens sont rompus à la baïonnette, et d'autres enfoncés par les grenadiers et dragons de la garde, par les cuirassiers.

Vers la chute du jour, hâtée par les nuages qui couvrent le ciel et commencent à verser une pluie d'orage, le centre de l'armée prussienne se replie en désordre, sur Brye, sur la chaussée de Nivelles, sur Sombreffe. Sa défaite précipite la retraite de l'aile droite et de l'aile gauche, qui a commencé dès que Ligny a été enlevé et le plateau menacé.

En sortant de Ligny, la division Vichery avait fait tête de colonne à droite, soutenue par la division Wathier (corps de Milhaud) et marché sur Sombreffe. Steinmetz et Stülpnagel se portaient alors sur le moulin de Bussy. Vichery avait culbuté le premier et replié le second sur Sombreffe (2) ; après un combat court mais très-vif. Au même moment, Hulot avait enlevé Potriaux, le pont sur la chaussée, nettoyé les maisons adjacentes et ouvert

(1) L'aide de camp Nostiz, voyant tomber son général, resta près de lui ; et, quand les escadrons prussiens revinrent, il appela à l'aide. Blücher, tout froissé et encore étourdi de sa chute, fut mis sur le cheval d'un sous-officier et emmené ainsi derrière Brye.

(2) « Stülpnagel eut huit cent cinquante hommes hors de combat. » — Damitz.

la voie à la cavalerie. Elle avait débouché aussitôt, la division Maurin (corps de Gérard) en tête, repliant tout devant elle; mais elle avait dû s'arrêter en deçà du Point-du-Jour, où les divisions Borcke, Luck et Kemphen se massaient tout entières. Dans une dernière charge, le brave Maurin avait été grièvement blessé.

Vers neuf heures et demie, le corps de Lobau, qui venait de traverser Ligny, passa en première ligne entre Brye et Sombreffe. Pendant quelques instants, on l'entendit tirailler avec des fractions de corps prussiens qui cherchaient à se réunir. La cavalerie eut encore çà et là quelques rencontres partielles. Mais bientôt toute action cessa, Napoléon n'ayant pas voulu risquer une poursuite de nuit; et l'armée française prit ses bivacs.

Vandamme s'établit en avant de Saint-Amand, de la Haye et de Wagnelée; Lobau, sur le plateau de Bussy, ayant Gérard à sa droite, la garde et les cuirassiers de Milhaud en seconde ligne; Grouchy avec la division de Hulot, à Potriaux et au coude du Ligny.

Aux derniers moments du jour, la division Durutte et presque toute la cavalerie de Jacquinot, détachées du corps d'Erlon étaient arrivés à Wagnelée; elles y restèrent.

Les Prussiens gardèrent Brye par une forte arrière-garde; les corps de Zieten et de Pirch I se retirèrent sur Tilly; celui de Thielmann occupa Sombreffe et fut massé entre ce bourg et le Point-du-Jour.

Ces dispositions étaient le résultat des ordres donnés par le général Gneisenau, chef d'état-major de l'armée prussienne, au moment où l'on avait cru le général en chef tué ou prisonnier. Elles s'exécutèrent avec si peu d'empêchement de la part des Français, que les divisions Steinmetz et Henkel, qui avaient été, en grande partie, refoulées sur Sombreffe, purent rejoindre leur corps en suivant la chaussée de Nivelles. Du moulin de Bussy à cette chaussée, il n'y a pourtant qu'un millier de mètres.

A onze heures, Napoléon rentra à Fleurus, où il établit son quartier général.

Il avait battu l'armée prussienne. Le début de la campagne était une victoire. Mais c'était une victoire qui ne laissait entre nos mains que vingt-cinq ou trente pièces d'artillerie et quelques milliers de blessés.

Des deux côtés les pertes étaient considérables.

Les historiens prussiens portent celles de Blücher à onze ou douze mille hommes. Mais leur évaluation est trop faible; on en trouve la preuve dans leurs récits mêmes, et il n'y a pas d'exagération à l'élever à dix-huit mille hommes (1).

Napoléon, dans ses *Mémoires*, dit qu'il eut seulement six mille neuf cent cinquante hommes hors de combat. Il donne même un état numérique, par corps, de ces pertes. Mais l'état est malheureusement inexact. On y voit figurer, par exemple, le corps de Gérard pour 2,300 hommes tués et blessés, tandis qu'il en eut 3,686 (2); et la garde, toutes armes réunies, pour deux cents, tandis qu'elle en eut plus de mille.

(1) En réunissant les indications données par Wagner et Damitz dans le cours de leurs relations, on voit que neuf divisions d'infanterie perdirent 11,388 hommes, officiers compris. Les trois divisions d'infanterie sur lesquelles ces écrivains ne fournissent pas de renseignement sont celles de Pirch II, de Jagow et de Borcke. Les deux premières, très-longtemps et très-fortement engagées, durent perdre ensemble autant que celles de Steinmetz et de Henkel, c'est-à-dire près de cinq mille hommes. La division Borcke, très-peu engagée, n'eut pas plus de trois cents hommes hors de combat. Tout ceci porte évidemment les pertes de l'infanterie prussienne à seize mille hommes, auxquels on doit en ajouter quinze ou seize cents perdus sans doute par la cavalerie et l'artillerie. Plotho (*der Krieg der verbundeten Europa gegen Frankreich im jahre* 1815.—Berlin, 1818) donne en bloc les pertes de chaque corps d'armée, depuis le 15 juin jusqu'au 3 juillet. Elles sont ensemble de 33,000 hommes, ce qui, on le verra par la suite, confirme, à bien peu près, le chiffre de dix-huit mille que nous fixons pour la bataille de Ligny.

Dans son bulletin, Napoléon dit : « La perte de l'ennemi ne peut être moindre de quinze mille hommes. »

(2) « A Ligny, 3,686 officiers et soldats ont été mis hors de combat

La vérité, à peu de chose près, doit être que notre armée eut plus de onze mille hommes hors de combat (1). Elle était donc affaiblie du septième environ des troupes portées sur Ligny ; et les trois corps mis en ligne par Blücher, du cinquième ou un peu plus.

Dans la nuit, cependant, cette dernière proportion fut changée : dix ou onze mille soldats prussiens se débandèrent, prenant la fuite vers Liége (2) ; et les combattants de Ligny furent réduits d'un tiers.

C'était un résultat considérable, bien que chèrement payé. Mais, si considérable qu'il fût, il avait besoin d'être complété pour répondre aux exigences de la situation de Napoléon.

Le but du général français avait été, en effet, il devait être, il était d'empêcher la jonction de Blücher et de Wellington ; et, jusqu'ici, rien n'indiquait qu'il l'eût atteint.

(dans le 4e corps), ainsi qu'il est constaté par les états de perte que j'ai entre les mains et qui m'ont été remis le lendemain par les généraux commandants des divions. (*Quelques documents,* etc., par le général Gérard.)

(1) Ces pertes peuvent être réparties ainsi :

Corps de Vandamme	4,000
Division Girard	1,900
Corps de Gérard	3,700
Corps de Pajol	300
Corps d'Excelmans.	400
Corps de Milhaud	150
Garde impériale.	1,000
Total. . .	11,450

(2) Damitz restreint le nombre de ces fuyards à huit mille.

Napoléon, dans ses écrits, l'a porté tantôt à dix, tantôt à vingt, trente et même quarante mille hommes, suivant les besoins de son argumentation.

Mais il a dit vrai, une fois, quand il a écrit que l'armée prussienne, qu'il estime à 120,000 hommes à l'ouverture des hostilités, était encore de 90,000 le 18 juin au matin, après l'arrivée du corps de Bulow (*Campagne de* 1815, par Gourgaud), ce qui porte le nombre des fuyards à une douzaine de mille hommes.

C'était même le contraire qui était à craindre.

Après s'être battus avec acharnement, les Prussiens n'avaient laissé aux vainqueurs que quelques milliers de blessés et 25 ou 30 bouches à feu, et n'avaient encore, à vrai dire, reculé que de la largeur du champ de bataille.

Leur centre avait été mis en désordre; mais leurs ailes s'étaient repliées avec une certaine fermeté. Leurs bivacs, aux arrière-gardes, étaient à une portée de fusil des avant-postes français, sur Brye, sur Sombreffe, fortement barricadés; si près de nous, que la garde impériale, notamment, bivaquait en carrés, par bataillon, un rang sous les armes, de crainte d'un retour offensif. La masse de leur armée était donc ébranlée, mais non démoralisée. Ils allaient être renforcés, si même ils ne l'étaient déjà, du corps de Bülow arrivant de Hannut, par la voie romaine; et, ce renfort reçu, leurs pertes seraient réparées: ils pourraient mettre en ligne autant de troupes qu'à Ligny et beaucoup plus d'artillerie.

Leurs colonnes, échelonnées, d'un côté, de Brye à Tilly, massées, de l'autre, sur Sombreffe, se trouvaient sur des chemins aboutissant directement à Wavre et, de ce point, à Bruxelles. Si Napoléon n'intervenait pas rapidement, elles pouvaient donc se concentrer, avant peu, sur cette nouvelle ligne d'opérations, présentant, avec Bülow, une armée de quatre-vingt-dix mille hommes et de près de trois cents bouches à feu, remise, raffermie, prête à de nouveaux combats et s'appuyant aux Anglo-Hollandais, dont la ligne d'opérations était des Quatre-Bras à Bruxelles et Anvers.

Cette manœuvre était à prévoir, quel que fût le chef des Prussiens; mais, avec un homme de la trempe de Blücher, elle était certaine; et, si elle s'effectuait, le plan du général français était ruiné par la base. C'était là ce qu'il fallait empêcher à tout prix et ce qui se pouvait empêcher par une poursuite prompte, vigoureuse, acharnée de l'armée battue. Cette poursuite, Napoléon ne l'avait pas osée: la nuit l'avait

arrêté, et sans doute aussi la contenance de l'ennemi à ses deux ailes. Mais, au mois de juin, les nuits sont très-courtes; ce qu'il n'avait pas fait le soir même, le ferait-il le lendemain dès les premières lueurs du jour? La question était là. Le succès de Ligny avait heureusement préparé la solution; il ne l'avait pas mise à fin.

Il en aurait été bien autrement, si Napoléon eût montré, dans la journée qui venait de finir, l'activité, la résolution de ses jeunes années.

Lui-même l'a écrit, il avait eu le projet de porter, dès la veille, son quartier général à Fleurus. Il n'avait pu le réaliser, a-t-il assuré; soit! Mais l'impossibilité de la soirée du 15 juin n'existait pas dans la matinée du 16. Il avait dépendu de lui seul d'ordonner pour le point du jour les mouvements qu'il n'ordonna que de huit à neuf heures du matin: les mouvements qui portèrent en avant sur la route de Bruxelles son lieutenant de l'aile gauche et, sur Fleurus, la partie de l'armée restée sous son commandement immédiat. Il avait pu, par conséquent, livrer, dès sept ou huit heures du matin au plus tard, la bataille qu'il n'entama que dans l'après-midi, à deux heures et demie passées.

Or, à sept, à huit heures, il n'y avait, sur Ligny, que le corps de Zieten et trois divisions de Pirch I. La quatrième division de celui-ci et le corps de Thielmann n'y arrivèrent que vers onze heures.

Dans une telle situation, et Bülow étant encore en arrière de Hannut, Blücher aurait sans doute cherché à éviter une rencontre en se repliant, soit sur ses renforts immédiats, vers Namur, soit par la voie romaine sur Hannut; mais, dans l'un et l'autre cas, il aurait perdu la direction de Wavre et Bruxelles, il se serait vu séparé des Anglo-Hollandais; et, la bataille évitée à Ligny, il aurait été forcé de la recevoir, poursuivi, entassé par Napoléon dans les défilés de la Meuse ou dans ceux de Gembloux, et sa perte serait devenue certaine.

Si, au contraire, il se fût décidé à tenir ferme sur le plateau de Ligny, il aurait été abordé avant d'avoir eu le temps de se fortifier dans les villages, et battu plus promptement qu'il ne le fut; et, lors même qu'il serait parvenu à différer sa défaite autant qu'il la différa ayant été beaucoup plus tardivement attaqué, la nuit ne lui serait pas venue en aide assez tôt pour suspendre la poursuite du vainqueur. Napoléon, ayant devant lui de longues heures de jour, aurait complété sa victoire, détruit la plus grande partie de l'armée prussienne et mis le reste hors d'état de rien entreprendre de sérieux avant longtemps.

Les irrésolutions, les lenteurs de la matinée du 16 juin avaient donc été une faute capitale; et les conséquences devaient même, on le verra, s'en faire sentir sur un autre champ de bataille, à notre aile gauche, où commandait le maréchal Ney.

Mais cette faute n'était pas restée la seule de la journée.

A six heures et demie du soir, lui-même l'a écrit encore, Napoléon avait connu, avec certitude absolue, la présence, à moins d'une lieue de Saint-Amand, du corps entier de d'Erlon; et il n'en avait tiré aucun parti, tandis qu'un seul ordre rapidement transmis, ces cinq mots : « Le 1er corps au feu (1)! » auraient amené avant huit heures sur le champ de bataille vingt mille hommes et quarante-six bouches à feu; vingt mille hommes qui, marchant droit sur Wagnelée et la Haye, auraient changé en un désastre la défaite des Prussiens, les auraient rejetés, rompus, disloqués, en déroute, loin des chemins de Wavre, dans la vallée de la Meuse, et impuissants désormais à se réunir aux Anglo-Hollandais.

On a cru excuser Napoléon, en disant que l'approche du 1er corps dut lui sembler une indication suffisante de la

(1) « La garde au feu! » tel fut, on le sait, l'ordre laconique écrit au crayon et envoyé par Napoléon à la garde impériale pour l'appeler sur le champ de bataille de Lutzen.

prochaine arrivée de Ney, et qu'il voulut laisser au maréchal le soin de diriger ses colonnes. C'est une erreur; car l'aide de camp envoyé en reconnaissance avait évidemment rapporté les circonstances du mouvement du 1er corps; et ces circonstances, nous le verrons bientôt, loin d'impliquer l'arrivée du maréchal Ney, exigeaient, au contraire, qu'une prompte direction fût donnée à d'Erlon par Napoléon.

Le chef de l'armée française, n'ayant pas utilisé d'Erlon, dont l'intervention aurait été décisive, n'avait pas non plus employé Lobau. A coup sûr, il y avait eu là une seconde faute.

Laissé à Charleroi, pendant que l'armée se portait en avant, Lobau n'avait reçu que fort tard l'ordre de marcher sur Fleurus; mais il était arrivé à hauteur de cette ville vers six heures et demie, au moment même où allait se frapper le grand coup sur Ligny.

Le corps de Lobau était fort de dix mille cinq cents hommes.

Si Napoléon l'eût dirigé immédiatement sur notre gauche, il aurait donné à cette partie de notre ligne une prépondérance telle, que la droite des Prussiens aurait été écrasée, mise en désordre comme leur centre, la chaussée de Nivelles occupée, les chemins de Wavre coupés, et Blücher forcé de se retirer sur Namur, après des pertes bien autrement considérables que celles qu'il éprouva.

Les résultats d'une pareille manœuvre étaient si évidents, qu'il est impossible d'expliquer l'inaction où fut laissé Lobau, à moins d'admettre que Napoléon jugea nécessaire de le garder en réserve pour parer à l'apparition subite d'un nouveau corps prussien ou d'une colonne anglo-hollandaise. Dix ans plus tôt, il n'aurait pas montré tant de circonspection.

Au contraire du général français, Blücher avait fait preuve de beaucoup d'activité, et d'une grande résolution.

Bülow lui avait manqué; Wellington lui avait manqué; et cela n'avait diminué ni sa fermeté, ni même son audace.

Mais il avait fait des fautes.

Il s'était trop étendu vers la gauche, et, se laissant abuser par les démonstrations de Grouchy, il avait maintenu, toute la journée, de Sombreffe à Tongrinne une force double de celle qui était nécessaire, tandis que son centre s'était constamment affaibli. On a tenté de le justifier en disant qu'il avait dû ne pas compromettre la route de Namur. Mais la raison est mauvaise; car, vainqueur, il gardait cette communication, et, vaincu, il devait forcément y renoncer pour prendre une nouvelle ligne d'opérations, qui le rapprochât de celle des Anglo-Hollandais.

Deux divisions de Thielmann ne furent, pour ainsi dire, pas engagées (1); et, si elles eussent été rapprochées à temps de Ligny, elles auraient peut-être conjuré la défaite.

Blücher avait eu le tort aussi de porter, à son aile droite, une masse de cavalerie qui y fut inutile et qui manqua au centre, au moment décisif, et le tort plus grave de persister à forcer la gauche des Français après avoir appris que Wellington ne viendrait pas, et quand Napoléon disposait encore d'une forte réserve, ce qu'il aurait dû avoir reconnu.

Enfin, un reproche auquel il ne saurait échapper, c'est d'avoir engagé trop tôt une grande partie de ses troupes.

Blücher, vaincu, ne s'est pas répandu en récriminations amères contre Bülow, son lieutenant, qui n'arriva pas sur le champ de bataille par trop de lenteur dans l'exécution de ses ordres; contre Wellington, son allié, qui lui promit une aide vainement attendue. Il a laissé à l'histoire le soin d'apprécier ses cruels mécomptes.

Napoléon, vainqueur, ne l'a pas imité.

Il a fait violemment le procès au maréchal Ney, le déclarant convaincu d'avoir méconnu ses ordres et empêché ainsi

(1) La division Luck, notamment, n'eut que quatre-vingt-dix-huit hommes hors de combat. — Wagner.

la victoire de Ligny de porter tous ses fruits. Mais le vaillant capitaine, si bien appelé le brave des braves, pouvait-il aller prendre la place qui lui était assignée sur l'échiquier où se jouait la fortune de la France? fut-il coupable de ne l'avoir pas prise?

CHAPITRE NEUVIÈME.

16 Juin. — Quatre-Bras. — Ney reçoit, vers dix heures et demie, l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras. — Ses instructions aux chefs des corps sous ses ordres. — Forces des Anglo-Hollandais aux Quatre-Bras. — Position des Quatre-Bras. — Dispositions prises par le prince d'Orange. — Arrivée de Wellington. — Il se rend près de Blücher. — A deux heures, Ney attaque le prince d'Orange. — Prise de la ferme de Gimioncourt. — Retour de Wellington aux Quatre-Bras. — État du combat à trois heures et demie. — Renforts reçus par les Anglo-Hollandais. — Attaque de Bachelu sur leur gauche. — Il est repoussé. — Attaque de Foy au centre. — Mort du duc de Brunswick. — Progrès de Guilleminot dans le bois de Bossu. — Le prince de Saxe-Weimar bat en retraite. — État du combat à cinq heures et demie. — Wellington reçoit de nouveaux renforts. — Ney appelle Kellermann et une brigade de cuirassiers. — Brillantes charges de cette brigade et de la cavalerie de Piré. — Déroute des cuirassiers. — La ligne française est ébranlée. — Wellington reçoit encore des renforts. — Ney forcé de battre en retraite. — Il revient sur Frasnes. — Position des deux armées à neuf heures du soir. — Leurs pertes respectives. — D'Erlon rejoint le maréchal. — Ses mouvements pendant la journée.

Le 16 juin, on l'a vu, le maréchal Ney quitta Napoléon, à Charleroi, vers deux heures du matin, pour retourner à Gosselies, son quartier général.

Il devait attendre les instructions qui lui seraient envoyées quand le chef de l'armée française aurait pris la résolution qui déciderait des mouvements de la journée, à la gauche, au centre et à la droite.

Il s'était rendu de Gosselies à Frasnes et venait de parcourir la ligne de ses avant-postes, qui tiraillaient, depuis longtemps,

avec ceux de l'ennemi, sur les hauteurs en avant de ce dernier village, au moment où l'aide de camp Flahaut lui apporta la dépêche reproduite dans le chapitre précédent. Il était dix heures et demie ou un peu moins (1).

Napoléon ordonnait au maréchal, on se le rappelle, de marcher sur les Quatre-Bras, d'y placer six divisions d'infanterie; d'en pousser une autre deux lieues au delà, s'il n'y avait pas d'inconvénient, une autre encore à Marbais sur la droite des Quatre-Bras; et de laisser le corps des cuirassiers de Kellermann à l'intersection de la voie romaine et de la chaussée de Bruxelles (en arrière de Frasnes), afin qu'il pût être appelé, au besoin, vers Fleurus.

A dix heures et demie, les forces du maréchal étaient ainsi disposées : la division d'infanterie de Bachelu, la cavalerie de Piré et celle de Lefebvre Desnouettes (garde impériale) sur Frasnes; la division Girard à Wangenies près de Fleurus; les divisions Foy et Guilleminot à Gosselies et tout à côté, au bois de Lombuc; le corps de d'Erlon à Jumet et en arrière; les cuirassiers de Kellermann, arrivant de Charleroi, dépassaient Gosselies.

Ney expédia immédiatement un ordre de mouvement conforme aux instructions qu'il recevait (2).

Bachelu dut aller occuper les hauteurs immédiatement en arrière de Genappe; Foy se porter, en seconde ligne, à Bonterlez; Guilleminot et Girard s'avancer jusqu'aux Quatre-Bras; d'Erlon jusqu'à Frasnes, avec sa cavalerie et trois de ses divisions, en détachant la quatrième sur Marbais; Piré se rendre aussi sur ce dernier point; Kellermann placer l'une de ses divisions à Liberchies, l'autre à Frasnes, où resterait Lefebvre Desnouettes.

(1) Nous établirons plus loin que c'est en ce moment-là, au plus tôt, que Flahaut arriva près du maréchal.

(2) Cet ordre est signé : « Pour le maréchal prince de la Moscowa, le colonel premier aide de camp, Heymès. »

Reille, chef du 2e corps, se trouvait à Gosselies. Entre ce village et Frasnes, il y a deux lieues et demie ; il dut donc recevoir l'ordre du maréchal et mettre en marche, vers onze heures et demie, les divisions Foy et Guilleminot, qu'il tenait prêtes à partir (1).

Ney les attendit, impatient de déblayer le terrain devant lui.

Le prince Bernhard de Saxe-Weimar avait gardé la position qu'il avait prise la veille, en avant des Quatre-Bras, avec sa brigade et une batterie de huit bouches à feu. Perponcher, à la division duquel appartenait cette brigade, avait reçu, à une heure après minuit, à Nivelles, l'ordre qui prescrivait la concentration de toutes ses troupes sur cette ville. Mais, jugeant mieux de la situation des choses que Wellington, qui avait ordonné ce mouvement, à Bruxelles, avant d'avoir pu connaître l'attaque de Frasnes, il avait pris résolûment sur lui de ne pas l'exécuter ; et, poussant jusqu'au bout la logique de son intelligente désobéissance, il s'était porté, avant le jour, sur les Quatre-Bras, se faisant suivre par sa seconde brigade aux ordres du général Bylandt et sa seconde batterie d'artillerie. Vers quatre heures, il y était arrivé.

A six, le prince d'Orange l'avait rejoint, accourant de Bruxelles par Braine-le-Comte ; et, après de justes félicitations à ce lieutenant si résolu, il avait pris la direction de la défense.

Les Quatre-Bras tirent leur nom de la croisée des grandes

(1) Reille, dans la notice historique déjà citée, dit qu'il commença son mouvement, à *onze heures, sur la connaissance* que Flahaut, passant par Gosselies, lui avait donnée des instructions de Napoléon. Mais c'est une erreur de mémoire, prouvée par une lettre datée de Gosselies, à *dix heures et un quart* et adressée à Ney par Reille. Celui-ci y dit, en effet, qu'il a reçu connaissance par Flahaut des ordres de l'empereur ; qu'il tiendra les troupes prêtes à partir ; mais *qu'il attendra, pour les mettre en mouvement,* l'ordre du maréchal, le général Girard venant de lui faire un rapport annonçant que deux masses ennemies arrivaient, par la route de Namur, sur Saint-Amand.

routes de Namur à Nivelles et de Bruxelles à Charleroi. La première se dirige à peu près du sud-est au nord-ouest, la seconde du nord au sud. Au point même de leur rencontre, se trouvent sur un plateau légèrement ondulé une auberge, une ferme et deux ou trois maisons.

Ce plateau est soutenu, au sud et à l'est, par une pente assez peu roide dont le pied est dans un petit vallon, à fond raviné, où coule un faible ruisseau qui passe sous la chaussée de Bruxelles et va verser ses eaux dans la Dyle.

A partir de là, le terrain se relève par des ondulations de plus en plus prononcées jusqu'à Frasnes.

Dans l'angle sud-est des Quatre-Bras, à treize ou quatorze cents mètres de ce point, on aperçoit la grande ferme de Gimioncourt sur la rive droite du ruisseau que nous venons d'indiquer. Située dans un vaste verger bordé par de longues rangées d'arbres, clos par des haies vives hautes et fourrées, elle touche presque à la chaussée de Bruxelles.

Le hameau de Pireaumont est à l'est de cette ferme et très-rapproché de la chaussée de Namur et du bois de la Hutte, qui s'étend jusqu'à hauteur de Frasnes.

Dans l'angle sud-ouest des Quatre-Bras, le bois de Bossu s'allonge sur une croupe parallèle à la chaussée de Bruxelles à Charleroi, la laissant à moins de deux cents mètres, aux Quatre-Bras même, où il commence, et s'en écartant progressivement jusqu'à seize ou dix-sept cents. Sa longueur est de près de trois mille mètres; sa largeur moyenne, de cinq ou six cents. Une ferme, dite le grand Pierre-Pont, est près de son extrémité, sur sa lisière est (1).

Le prince d'Orange avait sous la main cinq bataillons de Nassau (brigade Bernhard de Saxe-Weimar), quatre bataillons hollandais (brigade Bylandt), seize bouches à feu, c'est-à-dire sept mille hommes ou un peu plus. Un bataillon belge, laissé

(1) Ce bois a été complétement défriché en 1816 et 1817.

à Nivelles en attendant l'arrivée d'autres troupes sur ce point, devait porter ces forces à huit mille hommes, mais seulement vers deux ou trois heures.

La cavalerie consistait en une cinquantaine de hussards prussiens que les hasards de la retraite de la veille avaient portés de Gosselies sur Frasnes, et qu'on retenait provisoirement.

Le prince d'Orange posta quatre bataillons de Nassau dans le bois de Bossu, leur faisant occuper la ferme du grand Pierre-Pont; deux bataillons hollandais, l'un en avant de la ferme de Gimioncourt, l'autre à gauche de celui-ci; onze bouches à feu à droite et à gauche de la chaussée de Bruxelles, soutenues par un bataillon de Nassau et presque à hauteur de la ferme du grand Pierre-Pont; deux bouches à feu près de cette ferme; et deux bataillons hollandais en réserve près des Quatre-Bras, avec trois pièces de canon.

Cette ligne était bien étendue; mais on voulait en imposer, faire croire à la présence de troupes nombreuses, favorisé qu'on était par le bois, par les moissons, par les mouvements de terrain.

Vers onze heures, Wellington, venant de Bruxelles, d'où il n'était parti qu'à huit, avait approuvé ces dispositions. Toujours calme, froid, impassible (1), il avait lentement parcouru la chaîne des avant-postes, examiné la position des Français, où Ney se trouvait en ce moment même; et, cette reconnaissance terminée, il s'était rendu près de Blücher, à qui il allait promettre une aide que le maréchal français devait rendre impossible.

(1) Des écrivains se sont plu à représenter Wellington arrivant aux Quatre-Bras, tout ému, tout effaré.

Un officier de haut grade, esprit élevé et singulièrement impartial, qui lui fut présenté alors, par le prince d'Orange, et à qui nous demandions, il y a peu de temps, quelle était l'attitude du général anglais, nous a répondu : « Il était froid comme glace, comme si les Français eussent été à cent lieues de nous. »

« Vous ne tarderez sans doute pas à être attaqué, avait-il dit au prince d'Orange en le quittant. Je compte sur vous pour tenir ici jusqu'à l'arrivée des divisions en marche. » Son jeune lieutenant, formé à son école, méritait cette confiance. Elle ne fut pas trompée.

Cependant, les divisions annoncées devaient se faire longtemps attendre. Les plus proches étaient celles qui arrivaient de Bruxelles. Elles en étaient parties, il est vrai, au point du jour, mais avec l'ordre de faire halte, jusqu'à nouvel avis, au village de Waterloo, c'est-à-dire un peu en arrière du point où une chaussée venant de Nivelles s'embranche sur celle de Bruxelles ; et, à midi seulement, elles avaient repris leur marche se portant sur les Quatre-Bras. De Waterloo à ce point, il y a dix-sept kilomètres. L'ordre qui les y appelait avait été expédié de Genappe par Wellington. Retard étrange!

Il était une heure et demie, ou un peu plus, quand la division Foy arriva sur Frasnes. Le maréchal Ney disposa, dès lors, de neuf mille hommes d'infanterie, de 1,850 chevaux (1) et de vingt-deux bouches à feu. Il avait, en outre, deux mille chevaux et la batterie de la division Lefebvre Desnouettes ; mais Napoléon, on l'a vu, lui avait recommandé de ne pas s'en servir. La division Guilleminot, un peu plus éloignée de Frasnes que celle de Foy, au moment du départ, ne pouvait tarder à rejoindre.

A deux heures (2), Ney tirait le premier coup de canon contre le prince d'Orange.

Il devança donc, il faut le remarquer, l'ordre de Napoléon, qui lui faisait écrire, de Fleurus, en ce moment même, par le

(1) Division Bachelu, 9 bataillons, 4,103; division Foy, 10 bataillons, 4,788 fantassins; division Piré, 1,865 cavaliers.

(2) Ce moment, on le verra plus tard, est important à fixer. Nous le fixons d'après les rapports hollandais et les écrivains anglais *intéressés à l'encontre* de ceux-ci. Reille (*Notice historique*) dit « vers deux heures. »

major-général (1) « que son intention était qu'il attaquât ce qu'il avait devant lui. »

Reille conduisit le mouvement, la division Bachelu marchant, à droite de la chaussée de Bruxelles, en colonnes par bataillon; la division Foy tenant la chaussée même par la brigade Gautier et gardant la brigade Jamin en réserve; la division Piré flanquant la manœuvre à droite par l'une de ses brigades et ayant l'autre vis-à-vis et en arrière de l'intervalle de Bachelu et de Foy. Lefebvre Desnouettes resta sur les hauteurs de Frasnes.

Les tirailleurs de Bachelu s'engagèrent avec ceux du bataillon de gauche de la ligne hollandaise. Ils les replièrent; et ce bataillon lui-même, abordé, avant d'avoir pu se former en carré, par un régiment de cavalerie, fut sabré, mis en désordre et alla se reformer vers la ferme de Gimioncourt. Bachelu fit occuper le hameau de Pireaumont.

Pendant ce temps, Foy avait contre-battu, par son artillerie et celle de Piré, l'artillerie ennemie et avait contraint les bataillons qu'il avait en face de se retirer sur le rideau qui domine, immédiatement au sud, le petit vallon de Gimioncourt.

Bientôt le feu de nos batteries devint si meurtrier, que le prince d'Orange se résolut à marcher sur elles. L'entreprise était hardie, faite surtout avec une poignée de monde, en vue d'une cavalerie ardente. Elle échoua. Le bataillon, en avant duquel marchait le prince agitant au-dessus de sa tête son chapeau à panache, s'avança bravement au pas de charge. Il fut pris en flanc par un régiment de Piré, culbuté et rejeté sur la ferme de Gimioncourt. Le prince, lui-même, confondu dans la mêlée, faillit être fait prisonnier; et un de ses aides de camp resta blessé sur le champ de bataille.

La ligne fut renforcée alors des deux bataillons mis en réserve aux Quatre-Bras; et le combat devint fort vif, dans le

(1) Voir page 136.

vallon et aux abords de la ferme de Gimioncourt. Mais Foy, l'épée à la main, conduisant la brigade Gautier, força le passage du ruisseau et enleva la ferme, malgré une vive résistance, repoussant les Hollandais sur la pente du plateau des Quatre-Bras.

Reille avait déjà donné l'ordre à la brigade Jamin, laissée d'abord en réserve, d'attaquer la ferme de grand Pierre-Pont et le bois de Bossu, occupés, nous l'avons dit, par les Nassau du prince de Saxe-Weimar. Ceux-ci avaient bien tenu leur terrain. Ils étaient favorisés par la nature du bois, qui était une haute futaie très-claire avec un sous-bois fourré; et ils venaient d'être renforcés par le dernier bataillon de la division Perponcher, arrivé de Nivelles.

Il était trois heures.

La division Guilleminot (1) entra en ligne, en prenant l'attaque du bois. Jamin appuya vers la chaussée.

En ce moment, le prince d'Orange avait sa droite à la ferme de grand Pierre-Pont, sa gauche sur le plateau des Quatre-Bras. Ses bataillons, si maltraités quelques instants plus tôt, s'étaient reformés et faisaient maintenant bonne contenance, appuyés à l'artillerie réunie et en action au bord du plateau.

A peu de temps de là, cependant, la position du prince d'Orange était devenue très-critique. Guilleminot avait enlevé la ferme de grand Pierre-Pont et pénétré dans le bois de Bossu; Foy et Bachelu allaient monter la pente du plateau; encore un effort de leur part, et Hollandais et Nassau seraient refoulés sur la chaussée de Nivelles, et auraient grande peine à se soustraire à une défaite complète.

(1) La division d'infanterie de Guilleminot était la plus forte des divisions de l'armée. Elle comptait 7,819 hommes, non compris ses artilleurs, etc.

Jérôme Bonaparte marchait avec elle depuis la veille. Mais, de fait, elle restait dirigée par le lieutenant général Guilleminot.

Mais leur persévérance devait trouver uue autre récompense.

Les renforts si longtemps attendus commencèrent à se montrer.

Il était trois heures et demie (1).

La brigade Van Merlen (division hollando-belge de Collaert), forte de onze cents chevaux et d'une section d'artillerie, venant de la Haine par Nivelles, la division Picton, de sept mille sept cents hommes, en douze bataillons et deux batteries (douze bouches à feu), venant de Bruxelles, débouchèrent simultanément sur les Quatre-Bras.

Van Merlen avança entre le bois de Bossu et la chaussée de Bruxelles; Picton se forma sur deux lignes, chacune de six bataillons : la première sur la chaussée de Namur; la droite aux Quatre-Bras, et la gauche vers un chemin qui conduit de cette chaussée à Sart-Dame-Avelines.

Van Merlen achevait son mouvement; Picton n'avait pas fini le sien, quand le prince d'Orange, de plus en plus pressé par Foy et Bachelu, voulut mettre à profit le premier secours venu sous sa main et dégager la pente du plateau des Quatre-Bras.

Van Merlen avait un régiment de hussards (Hollandais) et un régiment de dragons légers (Belges). Le prince lui ordonna de prendre la charge, avec les hussards, contre deux bataillons

(1) Wellington, dans son rapport, dit « deux heures et demie; » quelques écrivains anglais disent « vers trois heures. » Mais, comme il est certain, ces derniers mêmes en conviennent, que les réserves arrêtées à Waterloo reçurent, à midi seulement, l'ordre de reprendre leur marche ; et, comme il y a dix-sept kilomètres de ce point aux Quatre-Bras, il est évidemment impossible qu'elles soient arrivées aux Quatre-Bras, avant trois heures et demie, bien qu'elles aient marché très-vite.

D'un autre côté, les rapports hollandais concordent entre eux pour mettre, à peu près, vers trois heures et demie l'arrivée de la brigade de Van Merlen ; et cette brigade déboucha sur les Quatre-Bras en même temps que les Anglais venant de Waterloo.

qui, près de la chaussée, soutenaient les tirailleurs français, de plus en plus entreprenants; il le fit appuyer par quelque infanterie et son artillerie, et tint les dragons prêts à l'appuyer aussi.

La tentative ne fut pas heureuse. Le colonel de Faudoas s'élança sur les hussards, avec le 6e chasseurs, suivi du 5e lanciers; les mit en déroute, aborda ensuite l'infanterie de soutien, la dispersa et sabra l'artillerie, dont une batterie fut presque anéantie (1). Les dragons voulurent en vain paralyser ce brillant coup de vigueur, en reprenant la charge des hussards. Après une vive rencontre où ils se mêlèrent audacieusement à leurs adversaires, ils tournèrent bride, galopant pour aller se rallier en arrière des Quatre-Bras. Ils ne devaient pas rentrer en ligne de la journée; car, pour comble d'infortune, un bataillon anglais, trompé par la similitude de leur uniforme avec celui de nos chasseurs, les accueillit par une fusillade meurtrière à leur approche de la chaussée de Namur (2).

Au moment où le prince d'Orange avait fait commencer la manœuvre qui aboutissait à cet échec, Wellington, de retour de son entrevue avec Blücher, avait reparu sur le terrain; et

(1) Ce sont les expressions mêmes du général Perponcher, dans son rapport (*Archives du ministère de la guerre hollandais.*)

(2) Dans une brochure fort intéressante, le général-major belge Renard raconte ainsi, d'après le témoignage d'officiers qui y prirent une part principale, un épisode de cette rencontre entre Français et Belges : « En ce moment, nos braves furent soumis à une rude épreuve. Ils se trouvèrent en présence de camarades avec lesquels, quelques mois auparavant, ils bravaient les mêmes dangers. Ceux-ci appelaient les nôtres par leur nom en les engageant à rejoindre leur drapeau. Le capitaine Delenne se trouva en présence de Devielle, son frère d'armes de France. Le capitaine Van Remoortere reçut un coup de pointe dans le ventre d'un de ses anciens sous-officiers. Le maréchal des logis Beauce se sabrait avec un des maréchaux des logis de son ancien escadron. » (*Réponse aux allégations anglaises sur la conduite des troupes belges en* 1815. — Bruxelles, 1855.)

Ce récit vient à l'appui de ce que nous avons dit précédemment sur l'erreur où tombait Napoléon en comptant sur la défection des troupes belges.

une colonne brunswickoise était venue serrer en arrière de Picton.

Partie, le matin, de Vilvorde et conduite par le duc de Brunswick lui-même, cette colonne comptait cinq bataillons et cinq escadrons : plus de trois mille baïonnettes et huit cents sabres. L'artillerie et le reste de l'infanterie (trois bataillons, seize bouches à feu) du corps de Brunswick la suivaient à trois heures de distance.

Wellington, ayant reconnu l'état du combat et vu que Ney préparait un mouvement en avant à droite et au centre, fit immédiatement des dispositions pour y résister.

La division Picton se composait des brigades anglaises de Kempt et de Pack, et de la brigade hanovrienne de Best (1), chacune de quatre bataillons. Wellington porta rapidement six bataillons anglais en première ligne, à quatre ou cinq cents mètres en avant de la chaussée de Namur; la brigade hanovrienne, en seconde ligne, sur cette chaussée même; un bataillon anglais contre les Quatre-Bras et un autre, anglais aussi, près de la chaussée de Namur et vis-à-vis de Pireaumont.

Le duc de Brunswick reçut l'ordre de détacher un bataillon pour appuyer ce dernier, un escadron pour éclairer le terrain à droite du bois de Bossu, et d'aller prendre position, avec le reste de ses troupes, entre le bois et la route de Bruxelles, en avant des Quatre-Bras.

Les troupes engagées jusque-là par le prince d'Orange passèrent en réserve, à l'exception des Nassau du prince de Saxe-Weimar et d'un bataillon de Bylandt, qui continuaient à disputer le bois de Bossu à Guilleminot.

Wellington ne s'était pas trompé : Ney avait fait les préparatifs d'un mouvement général en avant; et ce mouvement com-

(1) La brigade de Best appartenait à la division Cole. Elle venait de passer dans la division Picton pour y remplacer la brigade hanovrienne de Vincke.

mença comme finissait celui de Picton et du duc de Brunswick.

Bachelu avec les quatre régiments de sa division, diminués d'un bataillon qui occupait Pireaumont, marcha aux Anglais de Picton et eut en arrière de sa gauche un régiment de lanciers et un régiment de chasseurs (division Piré). Foy poussa en avant de la ferme de Gimioncourt deux colonnes, l'une sur la chaussée, l'autre plus près du bois de Bossu. Guilleminot dut continuer sa lutte dans ce bois.

Toute l'artillerie du corps de Reille, en batterie au sommet du rideau en deçà du ruisseau de Gimioncourt, protégea la manœuvre de Bachelu et de Foy, en précipitant son tir.

Pour parvenir à la position de Picton, Bachelu avait à traverser le ruisseau de Gimioncourt, au fond raviné, aux bords garnis de haies épaisses, et, un peu au delà, un autre ravin ou pli de terrain bien moins prononcé, mais garni également de haies infranchissables sur beaucoup de points (1). Il traversa ces obstacles, mais avec difficulté; et il en résulta de la désunion dans ses colonnes. Il avait replié les tirailleurs anglais, atteint le sommet de la pente du second ravin et mettait le pied sur le plateau quand il reçut une grêle de mitraille et la fusillade, presque à bout portant, de la première ligne de Picton, de six bataillons qui, à moitié couchés dans les blés, le doigt sur la détente, avaient attendu l'approche de leurs adversaires. Sous ce feu terrible, les régiments de Bachelu, dont les rangs sont encore désunis, que l'artillerie ne peut plus protéger, car ils la masquent maintenant, se troublent et hésitent. Picton le voit, et, aussi prompt à la résolution qu'à l'exécution, il les fait charger à la baïonnette, les rejette au delà des deux ravins et paraît avec eux sur le revers opposé. Mais, arrivé là, il est fusillé, à courte distance,

(1) Ces haies ont disparu depuis 1815, ainsi que beaucoup d'autres et des fossés qui coupaient le terrain au bas du plateau des Quatre-Bras et sur le plateau même.

par le régiment formant la colonne de gauche de Bachelu, le 108e, attardé par le passage des haies qu'il est obligé de couper. Les bataillons anglais s'arrêtent bientôt ; et les lanciers et chasseurs, saisissant le moment, se précipitent sur eux et les mettent en désordre. La ligne française se reforme sous la protection de cette charge brillante, et, à son tour, elle rejette l'ennemi, la baïonnette au dos, dans les ravins et le force à regagner le plateau. Mais Bachelu ne tente plus de repasser le ruisseau.

Cette première rencontre avec les soldats de la Grande-Bretagne avait été très-sanglante. Les ravins et leurs abords étaient couverts de morts et de blessés à l'habit bleu comme à l'habit rouge.

Le duc de Brunswick avait pris la position que lui avait indiquée Wellington : sa gauche à la chaussée de Bruxelles, en avant d'une maison isolée, sa droite vers le bois de Bossu et s'y reliant par deux compagnies légères, tout son front un peu en retraite sur la première ligne de Picton.

Exécutant cette manœuvre sous le feu de notre artillerie et ne pouvant être appuyé par les batteries hollandaises, encore hors d'état de rentrer en ligne, il avait demandé quelques pièces à Wellington, qui lui en avait envoyé quatre, détachées de la division Picton, sur laquelle Bachelu allait marcher. Mais ces pièces étaient à peine en position, que déjà l'artillerie française en avait démonté deux et désorganisé le reste.

Brunswick avait vu, alors, deux colonnes d'infanterie, précédées d'une forte ligne de tirailleurs, sortir du vallon de Gimioncourt et gravir la pente du plateau. C'étaient les colonnes de Foy qui prononçaient l'attaque du centre, marchant, comme nous l'avons dit, l'une sur la chaussée de Bruxelles, l'autre plus près du bois.

Vigoureusement pressés par les tirailleurs de Foy, ceux de Brunswick cédèrent le terrain ; et la colonne qui suivait la chaussée allait aborder les bataillons postés en avant de la

maison isolée, quand le duc de Brunswick, lui-même, prit la charge contre elle avec trois cents uhlans. Il n'arriva pas jusqu'au choc. Accueilli par la mousqueterie de notre premier bataillon instantanément formé en carré, il vit ses uhlans tourner bride sans qu'il lui fût possible de les arrêter. La première ligne de son infanterie, déjà ébranlée, recula, pendant quelques instants, avec assez de fermeté. Mais l'approche du régiment de lanciers et du régiment de chasseurs, qui appuyaient le mouvement de Foy, la troubla et elle se retira en désordre, partie dans le bois de Bossu, partie vers la chaussée de Namur. Ce fut au moment où il s'épuisait en efforts pour arrêter cette déroute que le duc de Brunswick fut mortellement atteint d'une balle. Vaillant soldat, ardent patriote, il trouva à quarante ans une mort digne de sa vie. Ses hussards voulurent arrêter nos lanciers et nos chasseurs galopant parmi ses fantassins en fuite. Mais ils furent dispersés à leur tour, vivement poursuivis et allèrent se jeter sur la droite de Picton, qui reprenait, en ce moment, sa position sur le plateau, après sa sanglante rencontre avec Bachelu.

Dans cette poursuite ardente, nos lanciers et nos chasseurs se trouvèrent, tout à coup, en face des bataillons de Picton. Ils se rallient et les chargent.

Les lanciers abordent le 42e, formé en carré (1), l'enfoncent et le sabrent, tuant son lieutenant-colonel et l'un des deux majors. Ils se précipitent ensuite sur le carré du 44e, qui est auprès, et y pénètrent aussi ; mais, décimés par les balles, ils sont forcés à la retraite et vont se rallier derrière notre infanterie.

Les chasseurs, arrivés pêle-mêle avec les hussards de Brunswick jusqu'aux maisons des Quatre-Bras, y rencontrent le 92e (Anglais), essuient son feu sans pouvoir l'entamer, sont sur le point de prendre le duc de Wellington en arrière de ce

(1) Le 42e, comme tous les régiments de Picton, n'avait qu'un bataillon.

régiment, sabrent les fuyards jusqu'au delà de la chaussée de Namur; se trouvent arrêtés, enfin, par les réserves hollandaises et le contingent de Nassau; et reviennent prendre haleine á l'abri de nos bataillons.

Le contingent de Nassau, formant la brigade de Von Kruse, est arrivé depuis quelques instants des environs de Bruxelles.

Wellington compte trois mille hommes de plus. Sa position néanmoins est compromise.

Guilleminot s'est avancé, maintenant, dans le bois de Bossu jusqu'à hauteur des têtes de colonne de Foy; le prince de Saxe-Weimar, pressé de front, tourné par sa droite, est en retraite vers Houtain-le-Val; les quatre régiments de lanciers et chasseurs de Piré se sont ralliés et vont se lancer de nouveau contre les bataillons anglais, violemment battus par notre artillerie; Bachelu vient d'appuyer à droite pour tourner, vers Pireaumont, la gauche de Wellington, qu'il n'a pu forcer de front. Encore une fois, Ney est près de saisir le point de concentration de l'armée anglo-hollandaise. Ce point va-t-il lui échapper une fois encore?

Il est cinq heures et demie.

Alten, venant de Soignies, débouche, par la chaussée de Nivelles, sur les Quatre-Bras, avec deux brigades de sa division (1) et ses deux batteries. Une batterie à cheval de la division Cooke le suit presque immédiatement.

C'est un nouveau renfort de dix-huit bouches à feu et de plus de six mille hommes que reçoit Wellington quand Ney n'a plus la moindre réserve d'infanterie.

Abstraction faite des pertes respectives, le général anglais dispose de quarante-huit bouches à feu et de plus de trente mille hommes, dont dix-huit cents de cavalerie; le général

(1) La troisième brigade avait reçu, en route, l'ordre de rester en observation à Arquennes. Elle appartenait à la légion allemande. La plupart des écrivains la font figurer aux Quatre-Bras. C'est à tort. (Voir *History of the King's german Legion*, par Beamish.)

français, de vingt mille hommes et de trente-huit bouches à feu; mais il a, derrière lui, sur Frasnes, la division Lefebvre Desnouettes et l'une des divisions de Kellermann. Napoléon lui a recommandé, il est vrai, de ne pas engager Lefebvre Desnouettes et de tenir Kellermann à sa disposition, de manière à ce qu'il pût l'appeler vers Fleurus, s'il en avait besoin; mais les circonstances sont pressantes. Ney va-t-il respecter jusqu'au scrupule ces prescriptions?

Pendant le combat, qui a duré déjà trois heures et demie, il a successivement appris qu'il ne doit plus compter sur la division Girard, attirée vers Saint-Amand par Napoléon, et que tout le corps de d'Erlon, détourné de sa route, s'est éloigné de lui, au lieu de s'en rapprocher. Il a expédié, il est vrai, un officier sur les traces de d'Erlon pour le rappeler; mais il n'est pas certain de l'arrivée, en temps utile, de son lieutenant, sur ce champ de bataille où les forces de l'ennemi augmentent incessamment. En outre, il a reçu, depuis quelques instants, l'ordre daté de Fleurus, à deux heures (1), qui lui prescrit d'attaquer les forces qui se trouvent devant lui, et, après les avoir vigoureusement poussées, de se rabattre sur Napoléon.

Voilà, certes, bien des motifs pour transgresser les recommandations écrites, le matin, au sujet de la cavalerie de Lefebvre Desnouettes et de Kellermann.

Ney, pourtant, veut continuer la lutte sans prendre appui de cette belle réserve.

(1) Au dos de cet ordre est écrit : « A M. le maréchal prince de la Moscowa, à *Gosselies,* sur la route de Bruxelles; » et au crayon : « *Wagnée* (Wangenies), *bois de Lombuc.* »

Un duplicata de cet ordre porte : « Wagnée, Ransart. » (*Documents inédits,* etc.). Ces mots Wagnée, Ransart; Wagnée, bois de Lombuc, désignent évidemment les chemins à suivre par les officiers porteurs de l'ordre et du duplicata. Or, de Fleurus au vallon de Gimioncourt, où se trouvait le maréchal Ney, il y a six lieues de route par les directions indiquées. Ce fut donc probablement vers cinq heures, comme nous le disons, qu'il reçut la première dépêche datée de Fleurus.

Alten amenait avec lui la brigade anglaise de C. Halkett, de quatre bataillons, et la brigade hanovrienne de Kielmansegge, de six.

Wellington dirige immédiatement celle-ci sur son extrême gauche, que commence à presser Bachelu débouchant vers Pireaumont; et il fait passer rapidement en avant des Quatre-Bras les Anglais d'Halkett avec deux bataillons de Brunswick, qui se sont reformés. Les trois batteries qui viennent d'arriver avec Alten se portent, une la droite au bois de Bossu, une autre la gauche sur la chaussée de Bruxelles, la troisième en arrière de celles-ci dans une position intermédiaire. Le contingent de Nassau s'est avancé pour appuyer le prince de Saxe-Weimar. Les troupes hollandaises restent en réserve derrière les Quatre-Bras. Picton a formé deux carrés, chacun de deux bataillons, sur le terrain même où il a déjà soutenu les assauts de nos lanciers et de nos chasseurs.

Le nouvel accroissement de forces de Wellington arrête les progrès de Guilleminot et oblige les colonnes de Foy à redescendre dans le vallon de Gimioncourt.

Ney concentre l'action de son artillerie contre le plateau et attend avec une fiévreuse impatience qu'elle ait assez ébranlé les masses ennemies pour donner le signal d'une nouvelle attaque.

La batterie anglaise qui a pris position le long du bois est bientôt si rudement atteinte, qu'elle est forcée de se retirer à moitié démontée. Celle qui s'est avancée sur la chaussée de Bruxelles est presque aussi maltraitée; cependant elle continue à tirer.

Il est six heures.

En ce moment parvient à Ney (1) la dépêche, datée de Fleurus à trois heures et un quart, qui l'appelle instamment sur le

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX, Appendice. — *Documents inédits sur la campagne de* 1815.

champ de bataille de Napoléon, qui lui dit « que le sort de la France est entre ses mains. »

Cet appel, aussi pressant que solennel, détermine, enfin, le maréchal à tirer parti de la cavalerie restée en arrière. Il expédie, en toute hâte, à Kellermann l'ordre d'accourir avec l'une des brigades de la division qui est à Frasnes; mais l'autre brigade de cette division (1), mais la seconde division de Kellermann, mais celle de Lefebvre Desnouettes, il les laisse immobiles, il n'ose pas en disposer!

Quelques instants se passent à attendre Kellermann. Dès que Ney l'aperçoit, il galope vers lui, et, l'esprit frappé de la dépêche venue de Fleurus, il lui dit, en lui serrant convulsivement la main: « Mon cher général, il faut ici un grand effort; il faut enfoncer cette masse d'infanterie. Le sort de la France est dans vos mains ; partez! Je vous fais soutenir par toute la cavalerie de Piré. »

La mission eût fait sourciller peut-être plus d'un de ces hommes de fer, habitués à lancer les ouragans de la cavalerie; elle étonna, dit-on, Kellermann lui-même, le héros de Marengo, le conducteur de tant de chocs héroïques ; mais elle n'ébranla pas son cœur.

Il forme ses pelotons, monte la pente du plateau par la chaussée, tourne à gauche, fait sonner la charge et précipite ses huit cents cuirassiers sur l'infanterie d'Halkett. Le premier régiment qu'il rencontre est le 69ᵉ (2), qui l'a attendu, rangé en bataille. Il reçoit son feu à moins de cent pas, le renverse, lui met hors de combat la moitié de ses hommes, tue son lieutenant-colonel commandant et enlève son drapeau, qui est pris par le cuirassier Lami du 8ᵉ régiment. Le 69ᵉ se disperse et s'enfuit dans le bois.

(1) Plusieurs écrivains font figurer cette brigade, qui était composée de dragons, au combat des Quatre-Bras. C'est une erreur.

(2) Le 69ᵉ, comme tous les régiments d'Alten, n'avait qu'un bataillon.

Kellermann rallie ses escadrons et les jette sur le 30e régiment, qui est en carré près de là; il ne réussit pas à l'enfoncer; mais il culbute, sabre le 33e, deux bataillons de Brunswick et arrive avec les fuyards jusqu'aux Quatre-Bras.

Le centre de Wellington est ouvert.

Pendant ces charges furieuses, les lanciers et les chasseurs de Piré ont abordé les carrés de Picton; mais leurs assauts répétés n'ont pu parvenir à les forcer. Formée, ici, sur deux rangs, là, sur quatre, cette vaillante infanterie a résisté à tous les efforts, superbe de sang-froid, puissante par le tir.

Dans les hasards de cette rencontre, le 6e lanciers, conduit par le colonel Galbois, parvient jusqu'à la chaussée de Namur, tombe sur un bataillon hanovrien (division Picton) et le taille en pièces. Le feu de deux bataillons voisins l'arrête; et il est orcé de se replier, ramenant le brave Galbois grièvement blessé. Mais il reprend bientôt la charge.

Ney suivait d'un œil avide, à travers les éclaircies de la poudre, la lutte de sa cavalerie.

Voyant les débuts heureux de Kellermann, l'audace croissante des lanciers et des chasseurs, voyant Guilleminot qui avait repris sa marche en avant, qui touchait presque à la chaussée de Nivelles, à la lisière nord du bois de Bossu, entendant la fusillade de Bachelu qui gagnait sur la gauche ennemie, il avait poussé, vers les Quatre-Bras, les colonnes de Foy.

Celle de droite a enlevé la maison isolée, d'où le 92e anglais s'est vainement efforcé de la chasser; celle de gauche va achever de balayer la lisière est du bois, quand, dans une charge qu'il mène aux Quatre-Bras mêmes, Kellermann reçoit d'épaisses volées de mitraille, et une grêle de balles lancées du bois, des maisons et des clôtures voisines.

Son cheval est tué; sa troupe, jusque-là si intrépide, s'étonne, hésite, tourbillonne, et bientôt tourne bride et s'enfuit. Sourde

à la voix de ses officiers, éperdue, comme frappée de vertige, elle se précipite vers le vallon de Gimioncourt, le franchit et ne va s'arrêter que devant la division Lefebvre Desnouettes, qui lui barre le passage à Frasnes. Kellermann s'échappe à grande peine au milieu de cet affreux tumulte; il revient à pied, tête nue, sans arme, accroché de chaque main aux chevaux de deux cuirassiers, et ne trouve un abri que près de notre infanterie.

L'épouvante des cuirassiers ébranle les colonnes de Foy; les lanciers et chasseurs de Piré se replient derrière elles ; tout hésite.

Ney se multiplie pour rassurer, encourager ses soldats, et, malgré la déroute de Kellermann, ne désespère pas du gain de la journée.

Il est près de sept heures.

D'Erlon, rappelé avec instance, viendra sans doute, enfin, donner le secours décisif qui terminera la bataille.

Mais, pendant que Ney demande aux siens de faire de nouveaux efforts jusqu'à l'arrivée de d'Erlon, Wellington reçoit, par la chaussée de Nivelles, la division Cooke (gardes anglaises) avec une batterie, et, par la route de Bruxelles, les trois derniers bataillons du corps de Brunswick avec seize bouches à feu.

Le sanglant conflit devient donc de plus en plus inégal.

Abstraction faite encore des pertes respectives, les forces des Anglo-Hollandais montent, maintenant, à trente-sept mille hommes et soixante et dix bouches à feu, tandis que celles des Français sont restées stationnaires, sauf l'entrée en ligne des huit cents cuirassiers de Kellermann.

Sans perdre un instant, Wellington fait passer, en première ligne, à droite du bois de Bossu et dans le bois même, la division Cooke; les deux batteries et les trois bataillons de Brunswick, qui viennent d'arriver, sont portés en avant des Quatre-Bras; les bataillons d'Halkett, si maltraités par nos

cuirassiers, se reforment; les troupes en réserve sur les Quatre-Bras entrent en ligne.

Ce déploiement de forces déterminerait tout autre que Ney à battre sur-le-champ en retraite. Lui, le général des jours difficiles, des heures critiques, il veut encore maintenir sa position. Il va être obligé, pourtant, de céder devant l'impossible.

Son artillerie est trop faible, à présent; une charge de Piré échoue sur le plateau; Guilleminot cède sous la pression des gardes anglaises; et, comme si tout devait se réunir pour accabler l'intrépide maréchal, on vient lui apprendre qu'il ne doit plus compter sur d'Erlon. Cette nouvelle imprévue porta, a-t-on dit, le désespoir au cœur de cet homme, si rudement éprouvé, cependant, par les crises les plus terribles de la guerre; et, sous le feu croisé des batteries anglaises, au milieu des projectiles ricochant autour de lui, on l'entendit s'écrier : « Vous voyez ces boulets! je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre (1). »

Il se résigna à ordonner la retraite sur toute la ligne.

Elle se fit en bon ordre, avec la plus grande fermeté, en disputant le terrain pied à pied, et si lentement, qu'on mit deux heures pour reculer d'une demi-lieue.

Vers neuf heures, tout engagement avait cessé; Ney prenait ses bivacs sur les hauteurs en avant de Frasnes, vis-à-vis de Wellington, qui établit les siens, la droite à la pointe sud du bois de Bossu, le centre et la gauche en avant de la ferme de Gimioncourt et du hameau de Pireaumont.

La journée avait été meurtrière pour les deux partis.

Ney, sur vingt et un mille hommes mis en ligne, en avait plus de quatre mille hors de combat; et Wellington, près de cinq mille, sur trente-sept mille qu'il avait engagés (2).

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.* — Londres, 1820.

(2) Une lettre, accompagnée d'états officiels et adressée au président de

Dans les premières heures de la nuit, le général anglais fut rallié par la cavalerie d'Uxbridge et la brigade qu'Alten avait laissée sur Arquennes en s'avançant vers les Quatre-Bras.

Le reste de son armée fut alors partagé en quatre groupes :

Sur Nivelles, les divisions Chassé et Clinton, une brigade de celle de Colville, deux brigades de celle de Collaert (cavalerie hollando-belge);

Sur Braine-le-Comte, deux brigades de Colville, deux régiments de la brigade d'Estorff (cavalerie hanovrienne);

Sur Enghien, la division Stedmann et la brigade indienne aux ordres du prince Frédéric des Pays-Bas;

Sur Bruxelles, la division Cole et la réserve d'artillerie.

Il fallait ainsi un jour encore de marche forcée, aux troupes les plus éloignées, pour rejoindre le gros de l'armée aux Quatre-Bras.

Si Wellington l'eût voulu, les forces rassemblées sur ce point auraient été plus considérables, même dès les premiers moments de la bataille qui venait de finir.

La division Chassé, deux des brigades de Collaert étaient

la chambre des représentants, le 1er juillet 1815, par le chef d'état-major du 2e corps, fixe à 4,125 le nombre des tués et blessés de ce corps aux Quatre-Bras.

Les cuirassiers en eurent 250 environ (dans sa *Notice historique*, Reille dit quelques centaines).

Les pertes de Ney furent donc de 4,375 hommes environ.

Le rapport officiel de Wellington indique 2,480 Anglais, 404 Hanovriens hors de combat et manquants (égarés, prisonniers); et ce rapport, soumis à l'entière liberté de discussion de l'Angleterre, n'a pas été contredit.

Les états officiels hollandais portent à 867 hommes les pertes de la division Perponcher et de la brigade Van Merlen (*Archives du ministère de la guerre*, à la Haye).

Celles des Brunswickois furent de 708 (*Geschichte des herzoglich Brunschweigschen armée corps, etc.*); celles du contingent de Nassau (brigade von Kruse) d'environ deux cents.

Les pertes de Wellington s'élevèrent donc à 4,659 hommes.

à Nivelles et Arquennes de midi à une heure; de deux à trois heures, elles auraient donc pu être rendues aux Quatre-Bras. Elles reçurent l'ordre de rester à Nivelles et Arquennes.

La brigade Omptéda, de la division Alten, aurait pu arriver sur le champ de bataille en même temps que les deux autres brigades de cette division, c'est-à-dire vers cinq heures et demie. Elle fut arrêtée sur Arquennes.

Il nous semble impossible d'expliquer les ordres qui retinrent toutes ces troupes loin de la lutte, à moins d'admettre que Wellington n'était pas encore pleinement convaincu que l'attaque de Napoléon portait exclusivement sur l'armée prussienne et l'extrême gauche anglo-hollandaise, et qu'il regardait comme probable l'apparition de forces françaises considérables sur Braine-le-Comte et Nivelles.

Au reste, notre récit l'a fait remarquer, il avait hésité, toute la matinée, à engager, tout à fait, sur la route de Charleroi la division Picton, les Brunswickois, le contingent de Nassau. La tête de colonne de ces corps, parvenue à sept heures à Waterloo, y avait été arrêtée jusqu'à midi, parce que, là, elle se trouvait un peu en arrière de la rencontre des chaussées de Bruxelles à Nivelles et de Bruxelles à Charleroi, et que Wellington ne savait pas encore s'il devait porter ces forces sur Nivelles ou sur les Quatre-Bras.

Il s'était décidé à les diriger sur ce dernier point. Mais cette décision ne s'était pas étendue à toutes les divisions venant de sa droite.

Erreur peu compréhensible, injustifiable, que nous verrons s'atténuer après le 16 juin, mais non se dissiper.

Au moment où Ney prenait ses bivacs, d'Erlon déboucha sur Frasnes.

Le 1er corps avait cinq divisions, dont une de cavalerie.

Vers midi, il était parti de Jumet, marchant sur Frasnes où l'appelait l'ordre écrit du maréchal Ney (voir page 171); mais, un peu en deçà de ce point, il avait quitté la chaussée

de Bruxelles, pour prendre à droite, et, après une grande perte de temps, il s'était trouvé à moins d'une lieue de l'aile gauche de Napoléon, à hauteur de Saint-Amand. D'Erlon, son chef, avait laissé là une de ses divisions d'infanterie sous Durutte, trois régiments de la cavalerie de Jacquinot; et, avec tout le reste de ses troupes, il avait exécuté une contre-marche qui le ramenait maintenant sur Frasnes.

L'ordre donné, le matin, par le maréchal Ney prescrivait qu'une division d'infanterie et une division de cavalerie fussent portées sur Marbais. D'Erlon avait cru, sans doute, s'y conformer en laissant celles de Durutte et de Jacquinot vis-à-vis et à une lieue de ce village.

Durutte, commandant ce détachement par ancienneté de grade, s'était dirigé, après longues hésitations, paraît-il, vers la chaussée de Namur à Nivelles, en se maintenant à certaine distance de Wagnelée, et se faisant précéder par la cavalerie de Jacquinot. Arrivé à portée de canon de la chaussée, celui-ci avait donné sur des escadrons prussiens qui éclairaient le terrain de ce côté; et il s'était canonné avec eux. Mais, Durutte l'ayant appuyée avec de l'infanterie, les Prussiens s'étaient retirés; et les deux généraux s'étaient rabattus sur Wagnelée, où ils avaient pénétré, nous l'avons dit dans le précédent chapitre, vers la chute du jour, quand l'armée de Blücher battait en retraite (1).

Pendant ces mouvements, le chef d'état-major et l'un des aides de camp de Durutte : le colonel Gordon et le chef d'escadron

(1) Ces détails sont empruntés à une note du général Durutte, publiée dans les *Documents inédits* et peu bienveillante à l'égard de d'Erlon.

Pour le dire en passant, elle prouve l'inexactitude des récits qui représentent le 4e corps *en arrière de Brye,* à portée de canon des réserves prussiennes et d'Erlon le ramenant de là sur Frasnes par l'ordre de Ney.

D'Erlon n'est même pas arrivé jusqu'à hauteur de Wagnelée; et Durutte n'a pas atteint la chaussée de Nivelles; cela ressort, d'ailleurs, de la position même des troupes prussiennes dans la soirée.

Gaugler, imitant le crime de Bourmont, avaient déserté (1).

Durutte, abandonné à lui-même, n'avait pris ainsi aucune part à la bataille de Ligny; et la masse du 1er corps, qui arrivait à Frasnes, avec d'Erlon, n'y avait pas figuré non plus. Vingt mille hommes et quarante-six bouches à feu s'étaient promenés, de midi à neuf heures du soir, entre deux champs de bataille, distants de deux lieues l'un de l'autre, sans agir sur aucun. Cependant, engagés directement sur la Haye et Wagnelée, ils auraient assuré la perte de l'armée prussienne; et, portés à temps sur les Quatre-Bras, ils l'auraient assurée encore; car Ney se serait trouvé assez fort pour repousser les Anglo-Hollandais, et faire l'opération demandée par Napoléon dans les deux ordres expédiés de Fleurus.

(1) Ce Gordon était à Gand, le 20 juin, et écrivait, pour Clarke, le ministre de Louis XVIII, une note détaillée sur les forces et l'état moral de l'armée française. Les archives du dépôt de la guerre, à Paris, possédaient cette note, en 1839. Nous y avons copié ces phrases :

« L'esprit des soldats est affreux; ils sont forcenés; et je suis bien persuadé que la première conséquence de leur déroute actuelle (celle de Waterloo) sera une horrible indiscipline et mille excès. Encore en France, ils pillaient déjà et parlaient hautement de brûler les propriétés si l'armée était obligée de se retirer. Cette armée est perdue et doit être perdue pour la France...

» La plupart des officiers généraux sont indécis et n'aiment ni le roi ni Bonaparte. »

A quelques jours de là, Gordon trouva une mort tragique sur les glacis de la place de Condé, qu'il était allé sommer de se rendre.

CHAPITRE DIXIÈME.

Cause du mouvement de d'Erlon vers Saint-Amand et de sa contre-marche, le 16 juin. — Examen de la conduite de ce général ; de celle du maréchal Ney. — Napoléon seul a pu prendre la responsabilité de faire marcher d'Erlon contre l'armée prussienne. — Les versions dictées à Sainte-Hélène ont été imaginées sur la leçon des événements.

Quelle fut la cause de la manœuvre stérile de d'Erlon, ou, en termes plus précis, pourquoi le 1er corps marcha-t-il vers Saint-Amand au lieu de continuer à s'avancer sur Frasnes? pourquoi, ensuite, fit-il la contre-marche qui le ramena sur ce dernier point?

Ces questions ont été l'objet de controverses nombreuses et d'autant plus passionnées que l'annulation du 1er corps a exercé une influence capitale sur le résultat non-seulement de la journée du 16 juin, mais encore de la campagne.

Ney, lui-même a écrit (1), plusieurs historiens ont dit, et c'est une opinion généralement accréditée, que, pendant sa marche sur Frasnes, le 1er corps fut appelé directement sur

(1) « La bataille (aux Quatre-Bras) devenait générale et la victoire n'était pas douteuse, lorsque, au moment où j'allais faire avancer le 1er corps d'infanterie, qui, jusque-là, avait été laissé par moi en réserve à Frasnes, j'appris *que le général* (Napoléon) *en avait disposé, sans m'en prévenir, ainsi que de la division Girard* (2e *corps*), *pour les diriger sur Saint-Amand,* et appuyer son aile gauche, qui était fortement engagée contre les Prussiens. Le coup que me porta cette nouvelle fut terrible ; n'ayant plus sous mes ordres que *trois* divisions au lieu de *huit* sur lesquelles je comptais, je fus obligé de laisser échapper la victoire.... » (Lettre du maréchal Ney à Fouché, 26 juin 1815.)

Saint-Amand par l'ordre de Napoléon, comme y avait été appelée déjà la division Girard (corps de Reille). Mais Napoléon a nié formellement et avec grande vivacité avoir donné un pareil ordre (1); et, ici, il doit avoir dit vrai, car il est impossible de faire concorder la marche directe du 1er corps sur Saint-Amand avec les dépêches expédiées, de Fleurus, à Ney, à deux heures et à trois heures et un quart, dépêches qui, on se le rappelle, se taisaient sur ce mouvement, et prescrivaient au maréchal de manœuvrer « de manière à envelopper la droite de l'armée prussienne et tomber à bras raccourci sur ses derrières. » La première de ces manœuvres excluait la seconde.

Napoléon a fait plus : il a rejeté sur le maréchal Ney et sur d'Erlon la responsabilité du mouvement qui porta celui-ci près de Saint-Amand ; il a raconté que « Ney avait laissé le 1er corps en réserve en avant de Gosselies, *à deux lieues et demie des Quatre-Bras;* que d'Erlon était accouru pour soutenir l'attaque de Saint-Amand (2). » Mais cette double assertion est inexacte.

Loin d'avoir laissé le 1er corps à deux lieues et demie des *Quatre-Bras*, Ney l'avait appelé à lui sur Frasnes, appelé par un ordre écrit, absolu, que nous avons reproduit (3), qu'il expédia, dès la réception de la dépêche de Napoléon, apportée,

(1) Fleury de Chaboulon, maître des requêtes au conseil d'État, attaché au cabinet de Napoléon pendant la campagne, et bonapartiste très-exalté d'ailleurs, avait dit, dans ses *Mémoires* (2 vol.—Londres, 1820), qu'il donnait l'explication de la marche de d'Erlon, le 16 juin ; « qu'il éclaircissait ce point. »

Napoléon lui répondit : « *Fort mal,* comme un jeune homme qui, pour la première fois, se trouve à une affaire de guerre. Comment un homme qui n'était pas à la bataille, et ne l'a vue que d'une lieue en arrière, peut-il donner des explications? » (*Mémoires,* t. VIII, p. 265.)

Or, l'explication de Fleury de Chaboulon était que « Napoléon envoya *directement au 1er corps* l'ordre de se porter en toute hâte sur la droite des Prussiens. »

(2) *Mémoires,* t. IX, p. 85, 86.

(3) Voir page 171.

de Charleroi à Frasnes, vers dix heures et demie, par l'aide de camp Flahaut. Muni de cet ordre, qui lui prescrivait de se rendre à Frasnes, où retentissait le canon de son chef immédiat, d'Erlon s'en éloigna pour aller vers un autre champ de bataille. Mais, ce mouvement, il ne le fit pas spontanément.

Il en a dit ainsi le motif et les circonstances : « Vers onze heures ou midi, M. le maréchal Ney m'envoya l'ordre de faire prendre les armes à mon corps d'armée et de le diriger sur *Frasnes et les Quatre-Bras*, où je recevrais des ordres ultérieurs. Mon corps d'armée se mit donc en mouvement immédiatement; et, après avoir donné l'ordre au général qui commandait la tête de colonne de faire diligence, je pris l'avance pour voir ce qui se passait aux Quatre-Bras, où le corps du général Reille *me paraissait engagé.* Au delà de *Frasnes*, je m'arrêtai avec des généraux de la garde, où je fus joint par le général Labédoyère, qui me fit voir *une note au crayon* qu'il portait au maréchal Ney et qui *enjoignait à ce maréchal de diriger mon corps d'armée sur Ligny.* Le général Labédoyère me prévint *qu'il avait déjà donné l'ordre* pour ce mouvement, en faisant changer de direction à ma colonne et m'indiqua où je pourrais la rejoindre. Je pris aussitôt cette route... Le général Labédoyère avait-il la mission de faire changer de direction à ma colonne avant que d'avoir vu M. le maréchal? Je ne le pense pas (1). »

Ce récit est confirmé par le témoignage du colonel Heymès, tout à la fois aide de camp et chef d'état-major de Ney; seulement, Heymès varie sur le nom de l'officier qui fit changer de direction au 1er corps et alla en prévenir le maréchal: il dit que ce fut le colonel Laurent (2).

(1) *Documents inédits,* etc.

(2) Dans une brochure publiée en 1818, et écrite, on le sait, avec le concours du général Foy, M. Gamot, beau-frère du maréchal Ney, avait attribué, avant Heymès, cette mission au colonel d'artillerie Laurent, *attaché* à l'état-major général (*Réfutation, en ce qui concerne le maréchal Ney, de l'ouvrage*

Selon toute probabilité, nous dirions presque selon toute certitude, il y eut donc un ordre qui détourna le corps de d'Erlon de sa route et le dirigea vers Saint-Amand ; et cet ordre ne fut pas donné par Napoléon (1) ; il fut le résultat d'une erreur, du zèle mal entendu d'un officier d'ordonnance.

Maintenant, pourquoi le 1er corps, une fois arrivé, par suite de cette erreur, près de Saint-Amand, revint-il sur Frasnes ?

Le maréchal Ney a assuré « qu'il lui fut renvoyé par le général en chef (2) ; » Napoléon, que « Ney l'envoya chercher (3) ; » d'Erlon, « qu'il obéit aux prescriptions impératives du maréchal transmises par le général Delcambre (4). »

Contradictoires en apparence, ces assertions ne le sont pas en réalité ; car elles n'excluent la possibilité ni d'un consentement, ni d'un ordre donné par l'empereur et concordant avec « les prescriptions impératives du maréchal. »

Cet ordre, ce consentement tout au moins, on doit même admettre qu'il fut donné, quand on se rappelle que l'empereur fut en communication avec d'Erlon par l'intermédiaire de l'aide de camp expédié de Fleurus pour reconnaître le 1er corps, signalé comme ennemi par Vandamme. On ne sau-

ayant pour titre : Campagne de 1815, etc., par le général Gourgaud) ; et, le 21 septembre de la même année, revenant sur ce sujet, dans une lettre adressée au *Journal général,* il fixait à *trois heures* l'arrivée du colonel Laurent près de Ney et ajoutait : « Cet officier *existe ;* il peut attester qu'il a apporté l'ordre (de diriger le corps de d'Erlon sur Saint-Amand). »

(1) Le duc d'Elchingen rapporte ainsi une anecdote qui lui est personnelle, et qui vient à l'appui de cette conclusion : « Quelque temps après son retour de Sainte-Hélène, M. le général Bertrand, qui avait les impressions de l'empereur, et devait être pénétré de ses idées, me dit dans une conversation sur l'affaire des Quatre-Bras : *Pourquoi le maréchal nous a-t-il envoyé d'Erlon sur Saint-Amand ?* »

(2) Lettre du maréchal Ney à Fouché, déjà citée.

(3) *Mémoires,* t. IX, p. 91.

(4) Lettre de d'Erlon déjà citée (*Documents inédits*, etc.)

rait croire, en effet, qu'arrivé près de Saint-Amand, en exécution des instructions erronées, mais transmises, au nom de l'empereur, par Labédoyère ou Laurent, d'Erlon se soit éloigné de ce point, au moment même où la bataille y était le plus acharnée, qu'il soit retourné sur Frasnes sans l'ordre ou le consentement du chef de l'armée. Jusqu'au retour de l'aide de camp expédié de Fleurus, Napoléon avait ignoré peut-être que Ney fût engagé aux Quatre-Bras contre des forces supérieures; mais il l'apprit, à coup sûr, alors; et cette nouvelle le décida à ordonner à d'Erlon de rejoindre le maréchal ou bien à y consentir.

Telle est sans doute la vérité (1).

Elle nous semble résulter non moins logiquement de ce fait, que les écrits de Sainte-Hélène n'ont pas accusé d'Erlon d'avoir méconnu les intentions de Napoléon, en opérant la contremarche qui le ramena sur Frasnes.

Presque tous les écrivains français, cependant, ont pris texte de cette contre-marche pour imputer à Ney et à d'Erlon, d'avoir rendu le 1er corps inutile, pendant la journée du 16 juin. A les entendre, Ney n'aurait pas dû l'ordonner ; et, Ney l'ordonnant, d'Erlon aurait dû ne pas l'exécuter et marcher contre les Prussiens ; car, disent-ils, quand l'un ordonna il était trop tard, et, quand l'autre obéit, il était trop tard,

(1) Le général Durutte, dans la note citée précédemment, a dit qu'au moment où d'Erlon recevait l'ordre de Ney, « il recevait aussi de nouvelles *instances* de Napoléon pour marcher sur Brye, et qu'il se décida néanmoins à retourner vers le maréchal Ney. » Mais il n'est pas du tout probable que Napoléon fit des *instances* auprès d'un subordonné, et il est impossible de croire, en prenant ici *instances* pour synonyme d'*ordres*, que d'Erlon n'y aurait pas obéi, s'il en eût reçu.

Mal renseigné sur le sens des communications qui eurent lieu, alors, entre d'Erlon et l'empereur, Durutte en connut l'existence, et sa note la prouve.

Elle est prouvée aussi par les *Mémoires de Sainte-Hélène ;* nous l'avons fait remarquer.

à plus forte raison, pour que le 1er corps pût arriver sur les Quatre-Bras en temps opportun.

Mais ce reproche est puéril ; il n'est fondé que sur l'événement, et l'événement seul approuvé que le 1er corps, revenant à Frasnes vers neuf heures du soir, devait y être inutile : deux heures plus tôt, et même jusqu'au dernier instant, nul n'avait pu le prévoir; à neuf heures encore, malgré l'approche de la nuit, Wellington pouvait pousser son succès, tenter de changer la vaillante retraite de Ney en un désastre; et d'Erlon, dans ce cas, serait arrivé assez tôt pour empêcher cette catastrophe, qui aurait compromis toute l'armée.

Singulière contradiction! les écrivains qui ont critiqué si vivement, ici, la conduite de Ney et de d'Erlon sont les mêmes qui n'ont pas eu assez de colères contre un autre lieutenant de l'empereur, accusé de n'être pas intervenu, même au dernier moment du jour, sur le champ de bataille où se décida le sort de la guerre.

Au reste, il est un fait — incontestable, celui-là, — qui domine tout ce débat et porte en soi la justification complète, absolue de Ney et de d'Erlon : c'est que, soit par l'erreur de Laurent ou de Labédoyère, soit par toute autre cause, il n'importe, le 1er corps vint sous la main de Napoléon ; c'est que celui-ci en eut parfaite connaissance, qu'il put le faire arriver sur le champ de bataille de Ligny, l'y engager près de deux heures avant la fin du jour, et qu'il le laissa s'en éloigner, si même il ne lui en envoya pas l'ordre.

Ney n'avait à voir, ne pouvait voir que ce qui se passait devant lui, les nécessités de sa position. D'Erlon était son subordonné : rappelé vers les Quatre-Bras, n'étant pas retenu par l'ordre de Napoléon, il devait obéir au maréchal. Napoléon avait le commandement en chef, et lui seul pouvait prendre la responsabilité de jeter contre l'armée prussienne le 1er corps, venu sous sa main, nous le répétons. Il aurait dû avoir l'audace, la sagesse de faire jouer ainsi à d'Erlon un rôle déci-

sif et s'en rapporter à la fermeté éprouvée du maréchal Ney pour contenir les Anglo-Hollandais aux Quatre-Bras. Cette audace, cette sagesse, il ne l'eut pas. Ce fut une faute capitale qui sauva de la destruction l'armée de Blücher, mais qu'on ne saurait sans injustice, sans aveuglement, imputer au maréchal Ney, non plus qu'à d'Erlon.

Autrefois, Napoléon aurait agi tout différemment; maintenant, il avait faibli. Voilà pourquoi le 1er corps resta inutile! voilà pourquoi Blücher échappa à un désastre!

Privé de la coopération de d'Erlon et de la division Girard, Ney rendit un service immense, que lui seul, peut-être, pouvait rendre avec sa prodigieuse énergie : il empêcha Wellington d'intervenir sur le champ de bataille de Ligny; il rendit vaine la promesse du général anglais au général prussien, la promesse qui avait décidé ce dernier à attendre le choc de Napoléon.

On a trouvé, cependant, qu'il ne fit pas assez : il aurait dû vaincre, disperser les Anglo-Hollandais, et se rabattre ensuite sur Brye, sur Saint-Amand, pour donner le coup de grâce à Blücher; il a eu le sort de la France entre les mains, suivant le mot de Napoléon, il l'a laissé échapper!

Ce sont les récits de Sainte-Hélène qui ont formulé, propagé, universalisé cette opinion, en France, du moins; car, à l'étranger, les écrivains militaires le plus en renom ne l'ont pas accueillie.

Elle est souverainement injuste.

Napoléon, en effet, ne s'est pas borné à reprocher au maréchal Ney d'avoir « laissé le 1er corps à deux lieues et demie en arrière des Quatre-Bras et de l'avoir appelé à lui beaucoup trop tard; » reproche sans fondement, on l'a vu; il prétend encore lui avoir donné des instructions dont l'exécution fut très-longtemps différée, puis conduite avec une timidité excessive.

S'il fallait l'en croire, « le maréchal Ney reçut l'ordre, *dans*

la nuit, de se porter le 16, *à la pointe* du jour, *en avant des Quatre-Bras*, d'occuper une bonne position à cheval sur la route de Bruxelles, en gardant les chaussées de Nivelles et de Namur, par ses flanqueurs de gauche et de droite. Le comte Flahaut, aide de camp général, *porta* ces ordres (1)...

» Ney commença son mouvement à midi seulement (2). Ses tirailleurs engagèrent le combat à deux heures; mais ce ne fut qu'à trois heures, lorsque la canonnade de Ligny se fit entendre dans toute sa force, qu'il aborda franchement l'ennemi (3). »

Mais, à peu de choses près, tout ceci est de pure invention.

Ney passa une grande partie de la nuit du 15 au 16, près de Napoléon, à Charleroi; et il n'en partit qu'à deux heures du matin. Le fait est affirmé par Heymès, son aide de camp, et par le général Reille (4); et nul ne l'a contesté.

Si Napoléon a donné au maréchal « l'ordre de se porter, à la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, etc., » il le lui a donc donné de vive voix. Il n'a eu besoin ni de Flahaut, ni d'aucun autre pour le transmettre.

La mission de cet officier, pendant la nuit, est donc une fable. Lui-même, d'ailleurs, en a fait justice : il a été porteur de l'ordre dont parle Napoléon; il l'a écrit sous sa dictée ; et

(1) *Mémoires,* t. IX, p. 78.

(2) *Idem,* p. 89.

(3) *Idem,* p. 90.

(4) « ... A minuit, il (le maréchal Ney) rendait compte, à Charleroi, des dispositions qu'il avait prises. L'empereur le retint à souper... Tous les grands officiers du quartier impérial purent l'attester... Le 16, à deux heures du matin, le maréchal revint à Gosselies... » (*Relation de la campagne de* 1815, etc., par le colonel Heymès.)

« ..... Le 16 au matin, vers les sept heures, le général Reille alla voir M. le maréchal Ney, qui était rentré dans la nuit à Gosselies, pour lui demander des ordres. » (*Notice historique sur les mouvements du 2e corps,* par le lieutenant général Reille.)

il indique qu'il l'écrivit entre huit et neuf heures du matin, et qu'il partit ensuite de Charleroi pour se rendre auprès du maréchal (1).

Il faut le remarquer, d'ailleurs, la version de Sainte-Hélène ne serait pas plus admissible, si elle disait que Ney reçut de la bouche de Napoléon, cet ordre prétendu de se porter, au point du jour, en avant des Quatre-Bras ; car, dans ce cas, il serait inexplicable que le maréchal eût été retenu à Charleroi jusqu'à deux heures du matin : à la mi-juin, le jour commence à deux heures et demie.

Il est encore des témoignages qui ruinent complétement la version de Sainte-Hélène.

Reille a écrit, qu'étant « allé, vers sept heures du matin, voir le maréchal Ney, qui était rentré dans la nuit à Gosselies, pour lui demander des ordres, le maréchal lui dit *qu'il en attendait* de l'empereur, auquel il rendait compte de sa position (2). » Cette réponse ne concorde pas avec les instructions données dans la nuit précédente, au dire de Napoléon.

Le colonel Janin, sous-chef d'état-major du 6e corps, a raconté, de son côté, que, le 16 au *matin*, il fut envoyé pour reconnaître les forces auxquelles le maréchal avait affaire, et reçut, pour *tous renseignements*, qu'il trouverait ses postes en avant de *Gosselies* (3). De Gosselies aux Quatre-Bras, il y a plus de trois lieues, il ne faut pas l'oublier.

Ce fait ne tend pas non plus à prouver que Ney eût reçu l'ordre « de se porter, dès la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras. »

Une lettre écrite, de Charleroi, dans la matinée du 16, par le major général, contredit implicitement l'existence d'un pareil ordre.

(1) Lettre du général Flahaut au duc d'Elchingen, le 24 novembre 1829 (*Documents inédits*, etc.).

(2) *Notice historique*, etc., par le lieutenant général Reille.

(3) *Campagne de Waterloo*, etc., par E.-F. Janin, colonel d'état-major.

Soult avertit Ney que l'empereur vient d'ordonner à Kellermann de *réunir* le corps qu'il commande et de le diriger sur *Gosselies;* et il termine ainsi : « Veuillez m'instruire si le 1er corps (d'Erlon) a opéré *son mouvement* et quelle est, ce matin, la position exacte des 1er et 2e corps d'armée et des deux divisions de cavalerie qui y sont attachées... »

Or, cela n'est pas douteux, si Ney eût reçu l'ordre « de se porter, dès la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, » Soult lui aurait demandé où en était l'exécution de cet ordre si important. Tout au contraire, il n'en parle pas, n'y fait pas la moindre allusion, n'écrit pas même le nom des Quatre-Bras; il se borne à demander si le 1er corps a opéré son mouvement, c'est-à-dire s'il est complétement rallié; et il annonce que Kellermann est dirigé sur Gosselies, qui est à plus de trois lieues en arrière des Quatre-Bras.

On ne connaît pas, au juste, l'heure où fut expédiée cette lettre du major général; mais il est certain que ce fut avant huit heures.

Jusqu'à ce moment, tout ce qu'on sait des relations entre Ney et le quartier général de Napoléon prouve donc qu'aucun ordre, ni verbal ni écrit, n'existait encore, qui prescrivît un mouvement sur les Quatre-Bras.

Ce qui suivit est connu avec plus de précision et contredit avec plus de force les allégations des *Mémoires de Sainte-Hélène.*

Avant le récit de la bataille de Ligny, nous avons reproduit deux dépêches adressées, de Charleroi, l'une par Napoléon, l'autre par le major général Soult, au maréchal Ney. Ces dépêches, on se le rappelle, donnaient à celui-ci ses instructions pour la journée du 16.

La dernière n'est, à vrai dire, que le duplicata de la première; et toutes les deux, nous le prouverons, furent écrites entre huit et neuf heures.

Il suffit de les lire pour s'assurer qu'aucun ordre de mouvement ne les avait précédées. Celle de Soult commence ainsi :

« L'empereur ordonne que vous *mettiez en marche* les 1er et 2e corps d'armée, ainsi que le 3e corps de cavalerie, qui a été mis à votre disposition, *pour les diriger* sur l'intersection des chemins dits les *Trois-Bras* (route de Bruxelles) (1), où *vous leur ferez* prendre position... »

Et elle se termine par ce paragraphe non moins significatif : « Je vous prie de me mettre de suite à même de rendre compte à l'empereur de *vos dispositions pour exécuter l'ordre que je vous envoie...* »

Là se trouve la preuve évidente que le mouvement sur les Quatre-Bras, en avant des Quatre-Bras, n'avait pas été ordonné jusqu'alors ; on n'aurait pas parlé ainsi, en effet, à un chef qui aurait déjà reçu, et depuis longtemps, un tel ordre.

La dépêche de Napoléon fournit la même preuve.

La version de ses *Mémoires*, la version qui accuse le maréchal Ney, est donc de pure invention, tout concourt à le démontrer : témoignage de Flahaut, d'Heymès, de Reille, de Janin, dépêches officielles du quartier général impérial.

Ce fut seulement après avoir résolu de porter l'aile droite et le centre de l'armée en avant de Fleurus, que Napoléon expédia à Ney l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras.

Comme nous l'avons fait observer, en établissant que le maréchal n'avait pas dû occuper ce point, le 15 au soir, ces deux mouvements, pour se faire avec sécurité, devaient se protéger l'un l'autre, c'est-à-dire s'opérer simultanément ; et ce fut ainsi, on l'a vu, qu'ils s'opérèrent.

Napoléon a-t-il été plus véridique, quand il a dit que Ney avait perdu beaucoup de temps avant d'attaquer les Anglo-Hollandais, et les avait attaqués d'abord sans vigueur ?

Ici encore, nous sommes obligé d'entrer dans des détails minutieux ; mais c'est un inconvénient inhérent au récit de cette campagne de durée si courte. Les heures y eurent, pour

(1) Quatre-Bras.

ainsi dire, une influence aussi grande que les jours en d'autres guerres ; et il faut les fixer avec précision, écrire, la montre sur la table, si l'on veut ne pas s'égarer à la suite des récits intéressés à l'inexactitude.

Pour juger la conduite de Ney, il est indispensable de connaître le moment où lui parvint l'ordre de marcher sur les Quatre-Bras ; ordre transmis dans les deux dépêches que nous venons de rappeler, l'une de Napoléon, l'autre du major général Soult, et qui s'écrivirent en même temps à Charleroi.

Ces dépêches ne portent pas l'heure où elles furent écrites. Mais, si on tient compte de ce fait que les mouvements de l'aile gauche du centre et de l'aile droite de l'armée furent prescrits simultanément ; et si l'on remarque que l'ordre de marche pour Vandamme est daté de huit heures du matin (1), que Gérard reçut le sien à neuf heures et demie, en avant de Châtelet (2), c'est-à-dire à moins de deux lieues de Charleroi, il sera facile d'en conclure que celui de Ney fut écrit entre huit et neuf heures. Cette conclusion est corroborée, d'ailleurs, par un témoignage fort important, ici, celui de l'aide de camp Flahaut. Il a indiqué, en effet, entre huit et neuf heures, le moment où Napoléon lui dicta la lettre pour Ney ; lettre qui, on le sait avec certitude (3), précéda à destination celle que Soult adressa à ce maréchal.

La dépêche de Napoléon est fort développée.

En supposant qu'elle fut rapidement dictée, rapidement écrite, Flahaut, qui la porta, put être à cheval et partir de Charleroi à neuf heures moins un quart. Il avait dix-sept ki-

(1) Voir la note à la page 130.

(2) *Quelques documents,* etc., par le lieutenant général Gérard.

(3) « ... Le major général a dû vous donner des ordres ; *mais vous recevrez les miens plus tôt,* parce que mes officiers vont plus vite que les siens. » (Lettre de Napoléon à Ney. Voir page 126.) — Reille et Heymès indiquent, d'ailleurs, que la lettre de Napoléon fut la première qui parvint à Ney.

lomètres à faire; il s'arrêta à Gosselies assez de temps pour donner connaissance à Reille des ordres qui lui étaient confiés (1). S'il arriva de dix heures un quart à dix heures et demie à Frasnes, il avait, à coup sûr, rempli très-promptement sa mission, car il avait fait trois lieues à l'heure. Ce fut donc en ce moment, au plus tôt, Heymès dit vers onze heures, que parvint au maréchal Ney, la dépêche de Napoléon. En prendre connaissance, faire écrire les instructions pour Reille, d'Erlon, Kellermann (2), tout cela dut occuper quelques instants; et Reille, qui était à Gosselies, à plus de deux lieues en arrière de Frasnes, ne put recevoir son ordre de mouvement que vers onze heures et demie.

Prévenu par la communication de Flahaut, il tenait ses troupes prêtes à marcher. Il fit diligence; et le maréchal Ney ne perdit pas une minute non plus pour prendre ses dispositions, puisque l'attaque contre le prince d'Orange commençait à deux heures, et même un peu plus tôt, s'il faut en croire des écrivains étrangers.

Jusque-là, il est donc impossible de trouver le moindre reproche à faire au maréchal.

L'accusation de mollesse, d'indécision dans la conduite de l'attaque, est bien étrange, adressée à un homme de ce caractère militaire, à un général dont la responsabilité était couverte par un ordre écrit et précis. Aussi a-t-on soin d'ajouter que cette mollesse, cette indécision parurent seulement au commencement du combat; qu'elles firent place à une grande intrépidité, une grande résolution, quand la situation devint difficile.

Ney eut affaire à un adversaire jeune, habile, résolu, qui commandait à des troupes animées d'un bon esprit, qui était posté

(1) « M. le lieutenant général Flahaut m'a fait part des ordres qu'il portait à Votre Excellence... » (Lettre de Reille au maréchal Ney, datée de Gosselies, à dix heures et un quart. — *Documents inédits.*)

(2) Voir page 171.

sur un terrain favorable à la défensive et qui résista avec ténacité. Cette résistance dura une heure et demie environ contre des forces à peu près égales d'abord, supérieures ensuite, pendant un court instant, quand Ney eut reçu la division Guilleminot. Est-ce là un fait si surprenant, qu'il faille aller en chercher la cause dans le manque d'énergie de l'attaque?

Sans l'arrivée de Picton et du duc de Brunswick, vers trois heures et demie, Ney enlevait les Quatre-Bras; cela n'est mis en doute par personne, pas même par les écrivains hollandais (1).

Ce renfort rétablit de nouveau l'égalité entre les forces en présence ; et, néanmoins, deux heures après, les écrivains anglais en conviennent, la position de Wellington était très-critique (2) et ne fut sauvée que par l'entrée en ligne d'Alten et du contingent de Nassau.

Telle est la vérité; et elle est tout à l'honneur du maréchal Ney.

Les dépêches expédiées de Fleurus, à deux heures et à trois heures et un quart, et parvenues à celui-ci vers cinq heures et à six heures, prescrivaient une manœuvre devenue impossible. Jusqu'à cinq heures et demie, même après l'arrivée d'Alten et du contingent de Nassau, Ney put espérer et espéra sans doute se rendre maître des Quatre-Bras; mais, une heure plus tard, quand furent survenus la division Cooke et le reste du corps de Brunswick, cet espoir disparut. Forcé par le nombre, le maréchal dut battre en retraite; et il ne fallut pas moins que son énergie pour éviter un désastre.

On peut lui reprocher, à bon droit, de n'avoir pas employé tout le corps de Kellermann, et même la division Lefebvre

(1) Nous citerons, entre autres, van Löbensels, aide de camp du prince Frédéric des Pays-Bas (*Précis de la campagne de* 1815, etc. La Haye, 1849), écrivain consciencieux et bien renseigné, en général, sur tout ce qui a trait aux opérations des troupes hollando-belges.

(2) Siborne, apologiste ardent de Wellington, dit qu'au moment de l'arrivée d'Alten, « la situation était extrêmement critique. » (Wellington's situation had become so extremely critical, etc.)

Desnouettes malgré les recommandations de Napoléon; mais il les aurait employés, qu'il n'aurait pu faire plus qu'enlever les Quatre-Bras, vers trois heures ou trois heures et demie, et s'y maintenir ensuite contre les attaques réitérées de Wellington. Or, pour frapper un coup décisif sur Blücher, Napoléon exigeait davantage : il voulait que Ney, après avoir occupé les Quatre-Bras, « se rabattît pour envelopper la droite des Prussiens et tomber à bras raccourci sur leurs derrières. »

Cette manœuvre aurait été praticable, se serait exécutée à temps, si d'Erlon n'eût pas été détourné de sa route; mais ce général n'étant revenu sur Frasnes que vers neuf heures du soir, Ney ne pouvait faire plus qu'il ne fit; et il fit immensément, il faut le répéter, puisqu'il empêcha Wellington de porter à Blücher un secours qui aurait donné sans doute une autre issue à la bataille de Ligny.

En résumé, si l'on examine avec quelque attention les témoignages, les dépêches, les ordres officiels, les circonstances de temps surtout, il devient évident que Ney, que d'Erlon n'ont nullement mérité les accusations dont Napoléon et beaucoup d'écrivains à la suite les ont chargés.

Ney exécuta très-rapidement ses instructions. Il avait prescrit au 1er corps de venir à Frasnes; et ce fut malgré cet ordre formel, absolu, que le 1er corps s'en éloigna. Ainsi privé inopinément de la coopération de vingt mille hommes, Ney continua la lutte et dépassa, pour ainsi dire, par sa vigueur les limites du possible.

D'Erlon, en marchant vers Saint-Amand, crut, dut croire qu'il se conformait aux instructions de Napoléon; et, une fois arrivé près du chef de l'armée française, étant en communication avec lui, n'en recevant pas l'ordre de s'engager dans la bataille de Ligny, pressé impérativement, au contraire, par le maréchal Ney de revenir sur Frasnes, où le canon retentissait aussi, il a dû obéir.

Les explications de Sainte-Hélène sur la journée du 16 juin

ont été imaginées sur la leçon des événements, pour dissimuler les fautes de Napoléon.

Ces fautes, nous les avons signalées, nous en avons dit l'influence sur le résultat de la bataille de Ligny. Elles ressortent encore plus vivement du récit que nous venons de faire.

Napoléon perdit la plus grande partie de la matinée dans l'hésitation, dans l'inaction. Cela fut cause qu'il attaqua très-tard l'armée prussienne et que la nuit vint l'empêcher de compléter sa victoire. Cependant, il avait pu réparer cette perte de temps incroyable. L'erreur heureuse d'un aide de camp lui en avait fourni le moyen ; il l'avait laissé échapper : tout le corps de d'Erlon, vingt mille hommes de toutes armes, étaient arrivés sous sa main, au moment décisif de la bataille contre Blücher ; et il ne les y avait pas engagés ; il avait permis, il avait ordonné peut-être qu'ils se rendissent aux Quatre-Bras.

Dans cette journée du 16 juin, marquée par les sanglantes rencontres de Ligny et des Quatre-Bras, soldats et généraux furent admirables de bravoure, de constance. Ils ne manquèrent pas au chef ; le chef leur manqua. Telle est la vérité.

Le chef n'était plus lui-même. Il allait en donner de nouvelles et funestes preuves.

CHAPITRE ONZIÈME.

17 JUIN. — GEMBLOUX. — LA MAISON-DU-ROI. — Pajol est envoyé en reconnaissance sur la route de Namur. — Inaction de la partie de l'armée qui a combattu à Ligny. — Aspect du champ de bataille. — Napoléon, resté à Fleurus, apprend que Pajol a enlevé une batterie prussienne et a fait des prisonniers. — Son aide de camp Flahaut lui apporte les premières nouvelles du combat des Quatre-Bras. — Dépêche, datée de Fleurus, du major général au maréchal Ney. — De huit à neuf heures, Napoléon se rend à Saint-Amand. — Il passe en revue les divers corps d'armée. — Ses préoccupations. — Retour d'une reconnaissance envoyée vers les Quatre-Bras. — Napoléon dirige la garde et les cuirassiers de Milhaud sur Marbais, où il vient d'envoyer le corps de Lobau et deux divisions de cavalerie légère. — Seconde dépêche du major général à Ney, datée de Ligny, à midi. — L'armée divisée en deux parties, dont l'une doit être dirigée par Napoléon et l'autre par Grouchy. — Effectif de chacune de ces parties. — Instructions verbales de Napoléon à Grouchy. — Observations de ce maréchal. — Napoléon reçoit des rapports de Gembloux. — Instructions écrites à Grouchy. — Il lui est ordonné de se rendre à Gembloux. — Mouvement attardé de ce maréchal. — Position des corps sous ses ordres à la nuit. — A dix heures, il adresse un rapport à Napoléon. — Marche de l'armée prussienne sur Wavre. — Sa concentration sur ce point. — Retraite de l'armée anglo-hollandaise sur Mont-Saint-Jean. — Arrivée de Napoléon aux Quatre-Bras. — Il poursuit l'arrière-garde de Wellington sur la chaussée de Bruxelles. — Arrivée tardive de l'armée française sur les hauteurs en deçà de la Belle-Alliance. — Sa position à la nuit. — Promesse de Blücher au général anglais. — Résultat de la journée du 17 juin. — Observations.

Longtemps après le lever du soleil, le 17 juin, l'armée victorieuse à Ligny était encore dans ses bivacs. Napoléon n'avait pas osé une poursuite de nuit; et aucun ordre n'annonçait une

poursuite de jour. Seulement, Pajol, avec l'une de ses divisions, celle de Soult (1), et une faible division d'infanterie, celle de Teste (6e corps), avait été envoyé en reconnaissance sur la route de Namur; et une brigade de dragons, commandée par Berton (corps d'Excelmans), appuyait ce mouvement.

La victoire était suivie des longs retards qui l'avaient précédée; et, avec ces retards, revenaient les étonnements, les murmures de tous. Ne pas poursuivre le vaincu l'épée dans les reins, lui laisser le temps de se reconnaître, de se reformer, de rallier ses renforts, c'était chose si étrange pour les légions rompues à la tactique napoléonienne! « Le Napoléon que nous avons connu n'existe plus, disait rudement Vandamme à ses officiers; notre succès d'hier va rester sans résultat. » Vandamme était devenu frondeur. Mais Gérard, tout dévoué au chef, exprimait la même pensée en d'autres termes; « il déplorait d'incompréhensibles, d'irremédiables lenteurs. »

Le soldat voyait déjà l'action de quelque noire trahison qui paralysait son énergie; car, à ses yeux, Napoléon était infaillible et infatigable.

Cependant, les combattants de la veille, répandus sur le champ de bataille conquis par leurs efforts, cherchaient dans les villages et à l'entour les victimes de la lutte et relevaient les blessés. L'aspect de ce théâtre de carnage était horrible, ont dit les témoins oculaires. Dans les rues, les maisons, les jardins, les cadavres étaient par monceaux. La principale rue de Ligny était encombrée de débris humains écrasés, broyés sous les roues de l'artillerie, qui avait passé au galop sur les morts et les mourants; des rives du ruisseau au moulin de Bussy, on se heurtait, à chaque pas, aux cadavres et aux blessés.

Tout témoignait de l'acharnement de la bataille, de cette

(1) Frère du major général.

fureur, qui, s'il faut en croire un écrivain, « avait fait frémir les hommes les plus habitués à contempler de sang-froid les horreurs de la guerre (1). »

De sept à huit heures, un ordre arriva dans les bivacs; mais ce n'était pas un ordre de marche: le major général prévenait l'armée que Napoléon viendrait bientôt la passer en revue.

Napoléon n'avait pas encore bougé de Fleurus. Bientôt, il y apprit que Pajol avait enlevé, sur la chaussée de Namur, près de Mazy, une batterie prussienne et quelques équipages, en sabrant un parti de cavalerie qui les escortait; et l'aide de camp Flahaut, de retour de sa mission près du maréchal Ney, arriva au quartier général impérial.

Ceci est difficile à croire, mais rien n'est moins douteux: au moment où Flahaut avait quitté Frasnes, on n'y connaissait pas encore le résultat de la bataille de Ligny; et il apportait les premières nouvelles du combat des Quatre-Bras. De neuf heures du soir à huit heures du matin, il n'y avait eu aucune communication entre le général en chef et le commandant de l'aile gauche de l'armée, séparés l'un de l'autre par une distance de moins de trois lieues. L'incurie était égale des deux côtés.

Napoléon fit immédiatement écrire, par le major général, au maréchal Ney, cette dépêche, qui témoigne nettement de ses pensées et de ses projets, à cet instant de la journée: « Le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître que vous êtes dans l'incertitude sur les résultats de la journée d'hier. Je *crois*, cependant, vous avoir prévenu de la victoire que l'empereur a remportée. L'armée prussienne a été mise *en déroute;* le général Pajol est à sa poursuite sur les routes *de Namur et de Liége*... L'empereur *se rend* au moulin de Brye, où passe la grande route qui conduit de Namur aux Quatre-Bras; il

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.*

n'est donc pas possible que l'armée anglaise puisse agir devant vous. Si cela était, l'empereur marcherait directement sur elle par la route des Quatre-Bras, tandis que vous l'attaqueriez de front avec vos divisions, qui, à présent, doivent être réunies ; et cette armée serait, dans un instant, détruite. Ainsi, instruisez Sa Majesté de la position exacte des divisions et de tout ce qui se passe devant vous.

»... L'intention de Sa Majesté est que *vous preniez position aux Quatre-Bras*, ainsi que l'ordre vous en a été donné (1); mais, si, par impossible, cela ne peut avoir lieu, rendez-en compte sur-le-champ, avec détail; et l'empereur s'y portera, ainsi que je vous l'ai dit; *si, au contraire, il n'y a qu'une arrière-garde, attaquez-la et prenez position.*

» *La journée d'aujourd'hui est nécessaire pour terminer cette opération et pour compléter les munitions, rallier les militaires isolés et faire rentrer les détachements.* Donnez des ordres en conséquence (2).... »

Ainsi, vers huit heures du matin, Napoléon croyait l'armée prussienne en *déroute et sur les routes de Namur et de Liége*; il voulait que Ney *prît position aux Quatre-Bras*, si ce point n'était occupé que par *une arrière-garde ennemie*; il comptait employer la journée à compléter les munitions, rallier les militaires isolés, etc., et ne se porter sur les Quatre-Bras que dans le cas où son intervention y serait nécessaire.

De huit à neuf heures, il sortit, enfin, de Fleurus, en voiture, souffrant, a-t-on dit, fatigué de la journée précédente; et se rendit à Saint-Amand. Là, il monta à cheval, parcourut lentement les avenues des villages par où Vandamme avait mené ses attaques, fit relever, çà et là, des officiers, des soldats blessés et non encore secourus, parla à plusieurs, fit prendre les

(1) La veille.

(2) Cette lettre ne porte pas l'heure où elle fut écrite; mais ces mots : « l'empereur se rend au moulin de Brye, » l'indiquent suffisamment; car on sait que Napoléon quitta Fleurus après huit heures.

noms de quelques-uns ; puis alla passer devant le front des régiments qui se formaient successivement sans armes sur l'emplacement de leurs bivacs et le saluaient d'acclamations enthousiastes. A chaque instant, il s'arrêtait pour adresser aux généraux, aux colonels, des paroles d'intérêt, de satisfaction.

Cependant, vers dix heures, il ordonna de diriger sur Marbais, à une lieue environ de Brye, le corps de Lobau, diminué de la division Teste, alors avec Pajol, et précédé des divisions de cavalerie Subervie et Domon. C'était un jalon sur la route des Quatre-Bras. Une heure plus tard, la garde impériale et le corps de Milhaud allèrent rejoindre Lobau.

La revue continua. Quand elle fut terminée, « Napoléon mit pied à terre et causa longuement avec le général Gérard et le maréchal Grouchy de l'état de l'opinion à Paris, du corps législatif, des jacobins et de divers autres objets tout à fait étrangers à ceux qui semblaient devoir l'occuper exclusivement dans un pareil moment (1). »

Cette singulière conversation fut interrompue par le retour d'un parti de cavalerie tardivement envoyé en reconnaissance vers les Quatre-Bras (2). Il rapportait que les Anglais y étaient encore. L'esprit hésitant de Napoléon fut fixé, sa résolution prise.

Mais, comme la veille, il avait perdu la moitié de la journée dans l'inaction.

Le major général écrivit ensuite à Ney :

« En avant de Ligny, le 17 juin, à midi.

» Monsieur le maréchal, l'empereur *vient* de faire prendre

(1) *Observations sur la Relation de la camp. de* 1815 publiée par le général Gourgaud, et *Réfutation*, etc., par le comte de Grouchy.—Paris, 1819.

(2) Dans une intention facile à comprendre, Napoléon (*Campagne de* 1815, par Gourgaud) porte le retour de cette reconnaissance « vers dix heures. » Grouchy, invoquant le témoignage du général Bernard, aide de camp de Napoléon, et alors près de celui-ci, dit qu'elle rentra « vers midi. » (*Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy.)

position, en avant de Marbais, à un corps d'infanterie et à la garde impériale. Sa Majesté me charge de vous dire que son intention est que vous attaquiez les ennemis aux Quatre-Bras *pour les chasser de leur position;* et que le corps, qui est à Marbais, secondera vos opérations. Sa Majesté *va* se rendre à Marbais; et *elle attend* vos rapports avec impatience. »

L'armée fut divisée, dès lors, en deux parties inégales: l'une, de soixante et douze mille quatre cent quarante-sept hommes et 240 bouches à feu, fut destinée à agir sous les ordres immédiats de Napoléon; l'autre, de trente-trois mille trois cent dix-neuf hommes et 96 bouches à feu, passa sous le commandement du maréchal Grouchy.

La première comprenait les corps réunis à Frasnes, le 6e corps, moins la division Teste, la garde impériale, les divisions Domon et Subervie, détachées du corps de Vandamme et de celui de Pajol, les cuirassiers de Milhaud (1).

La seconde était formée des corps de Vandamme, de Gérard, de la division Teste, détachée du 6e corps, de celui d'Excelmans, de la division Soult (corps de Pajol) (2).

(1) Déduction faite des pertes du 15 et du 16 :

	Hommes.				Bouches à feu.
1er corps	19,939	toutes armes comprises.			46
2e id.	15,761	»	»	»	38
6e id.	7,748	»	»	»	24
Garde.	19,884	»	»	»	96
Division Domon	900	»	»	»	6
» Subervie. . . .	1,392	»	»	»	6
Corps de Milhaud. . . .	3,394	»	»	»	12
» de Kellermann . .	3,429	»	»	»	12
Total. . .	72,447	toutes armes comprises.			240

(2) Déduction faite des pertes du 15 et du 16 :

	Hommes.				Bouches à feu.
3e corps.	13,847	toutes armes comprises.			32
4e id.	12,309	»	»	»	38
Division Teste.	2,717	»	»	»	8
	28,873	»	»	»	78

La brave division Girard, si cruellement mutilée la veille, dut rester à Saint-Amand « pour porter secours aux blessés, et former, dans tous les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras, » disent les *Mémoires de Sainte-Hélène*. Plusieurs écrivains ont cru qu'elle avait été oubliée.

Ces dispositions arrêtées, Napoléon les fit connaître au maréchal Grouchy et lui dit : « Mettez-vous à la poursuite des Prussiens; complétez leur défaite en les attaquant dès que vous les aurez joints, et ne les perdez jamais de vue. Je vais réunir aux corps du maréchal Ney les troupes que j'emmène, marcher aux Anglais et les combattre, s'ils tiennent de ce côté-ci de la forêt de Soignes. Vous correspondrez avec moi par la route pavée qui conduit aux Quatre-Bras (1). »

Ainsi, le chef de l'armée française allait tenter de répéter contre Wellington la bataille gagnée contre Blücher isolé. Mais la manœuvre n'était-elle pas trop tardive? Les deux généraux alliés n'avaient-ils pas mis à profit les irrésolutions, les len-

	Hommes		Bouches à feu.
Report. .	28,873	toutes armes comprises.	78
Division Soult.	1,331	» » »	6
Corps d'Excelmans . . .	3,115	» » »	12
Total. . .	33,319	toutes armes comprises.	96

RÉCAPITULATION.

	Hommes.	Bouches à feu.
Avec Napoléon	72,447	240
» Grouchy	33,319	96
Division Girard, laissée à Ligny	2,397	8
Pertes le 15 juin	600	»
Id. le 16, à Ligny et aux Quatre-Bras. . .	15,825	»
	124,588	
Grand parc. . .	3,500	
Total égal à l'effectif, le 14 au soir .	128,088	344

(1) Lettre de Grouchy à MM. Méry et Barthélemy, 20 novembre 1829. — *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy.

teurs de leur adversaire? Grouchy, d'ailleurs, et c'était un point capital, se trouvait-il en mesure de remplir la tâche qui lui était confiée?

Elle était bien difficile. Il devait « ne pas perdre de vue les Prussiens; » et, depuis quatorze heures, ils étaient en retraite. Il devait, avec trente-trois mille hommes et 96 bouches à feu, « les joindre, les attaquer et compléter leur défaite; » et cette force était presque exactement balancée par un seul des quatre corps de l'armée ennemie, le corps de Bülow, qui n'avait pas combattu à Ligny, et devait être bien près de rallier Blücher, s'il ne l'avait déjà rejoint.

Grouchy fut effrayé de la mission et chercha même à s'y soustraire.

Il fit observer à Napoléon « que les Prussiens avaient commencé leur retraite, la veille, à dix heures du soir; qu'il s'écoulerait beaucoup de temps avant que les troupes qui étaient fort disséminées dans la plaine, qui avaient démonté leurs armes pour les nettoyer et ne s'attendaient plus à marcher, ce jour-là, pussent être mises en mouvement;... que, si les rapports de la cavalerie ne donnaient encore rien de bien précis sur la direction suivie par la masse de l'armée prussienne, cependant il paraissait que c'était sur Namur que s'opérait la retraite de Blücher; qu'ainsi, en le poursuivant, il allait se trouver isolé de lui (Napoléon) et hors du cercle de ses opérations. »

Ces observations furent mal accueillies. Grouchy conjura alors l'empereur de l'autoriser à le suivre. Mais sa prière ne fut pas écoutée. L'empereur répéta son ordre, ajoutant que c'était au maréchal à découvrir la route prise par Blücher. Le maréchal n'eut donc plus qu'à obéir (1).

(1) *Observations sur la Relation de la campagne de* 1815, etc., par le comte de Grouchy. — Lettre à MM. Méry et Barthélemy, par le général Grouchy, déjà citée.

Mais, comme il l'avait prévu, beaucoup de temps allait s'écouler avant que les troupes fussent prêtes à marcher.

Il venait de s'éloigner pour prescrire les dispositions nécessaires, quand Napoléon reçut de nouveaux rapports qui le déterminèrent à préciser un peu les vagues instructions données verbalement tout à l'heure.

Ces rapports avaient probablement été expédiés par le général Berton. Envoyé d'abord, à la suite de Pajol, sur la chaussée de Namur, Berton avait été porté plus tard en observation sur Gembloux et apercevait maintenant un corps prussien nombreux, arrêté un peu au delà de cette ville (1).

Le général Bertrand (2), parlant au nom de l'empereur, écrivit de Ligny même à Grouchy :

« Monsieur le maréchal, *rendez-vous à Gembloux* avec le corps de cavalerie de Pajol (suit l'énumération de toutes les forces mises sous les ordres de Grouchy). Vous vous ferez éclairer sur la direction de *Namur* et de *Maestricht;* et vous poursuivrez l'ennemi. Éclairez sa marche et instruisez-moi de ses manœuvres, de manière que *je puisse pénétrer ce qu'il veut faire.* Je porte mon quartier général aux quatre chemins (Quatre-Bras), où ce matin étaient encore les Anglais. Notre communication sera donc *directe* par la route pavée de Namur. *Si* l'ennemi a évacué *Namur,* écrivez au général commandant la 2e division militaire à Charlemont, de faire occuper cette place par quelques bataillons de garde nationale et quelques batteries de canon qu'il formera à Charlemont.

» Il est important de pénétrer ce que l'ennemi veut faire : ou *il se sépare des Anglais*, ou *ils* veulent *se réunir* encore pour couvrir *Bruxelles* et *Liége*, en tentant le sort d'une nouvelle bataille... »

(1) *Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo,* etc., par le maréchal de camp Berton. — Paris, 1818.

(2) Bertrand était, on se le rappelle, grand maréchal du palais impérial.

Il suffit de lire cette lettre pour reconnaître que Napoléon était encore dans le doute sur la direction prise par l'armée prussienne, sur les mouvements, les projets de Blücher. Il admettait, on le voit, la possibilité de la réunion des deux armées ennemies « pour couvrir Bruxelles. » Il aurait dû en conclure la nécessité de faire éclairer fortement et au loin la direction de Ligny à Mont-Saint-Guibert, conduisant, par Wavre, sur Bruxelles. Cependant, il n'en faisait pas l'objet d'une recommandation spéciale à Grouchy; et lui-même n'avait envoyé de reconnaissance que sur la direction de Namur.

Livré à ses propres inspirations, Grouchy ne répara pas l'oubli inconcevable du commandant en chef. Il avait l'ordre de se rendre à Gembloux ; il ne pensa pas à autre chose.

Excelmans alla rejoindre, avec le reste de sa cavalerie, la brigade de Berton, en observation près de cette ville.

Mais il était déjà deux heures, quand Vandamme s'ébranla de Saint-Amand pour s'y porter. La pluie tombait par torrents; elle continua toute la journée. La marche fut très-pénible et très-lente, surtout pour l'artillerie. Il était près de neuf heures, quand Vandamme parvint à Gembloux, ayant mis ainsi sept heures pour faire trois lieues et demie.

Le mouvement de Gérard, qui suivit sa trace, ne fut pas moins lent : à dix heures seulement, il prit son bivac près et en deçà de Gembloux. « Pourtant, a-t-il dit, et on peut le croire, les troupes étaient arrivées aussi vite qu'il était humainement possible par une pluie torrentielle et d'épouvantables chemins (1). »

Pendant que ses deux lieutenants s'avançaient si péniblement sur des traverses défoncées, Grouchy avait gagné Gembloux et en avait interrogé les habitants. Il n'avait obtenu que des renseignements douteux, incomplets. Le corps de Thiel-

(1) *Quelques documents*, etc., par le général Gérard. — La chaussée qui relie, maintenant, Gembloux et Sombreffe n'existait pas encore.

mann était resté près de la ville jusqu'à deux heures après midi, puis s'en était éloigné; on ne savait, au juste, dans quelle direction. Excelmans, après avoir traversé Gembloux, s'était arrêté à une lieue au delà, à Sauvenière, et n'était pas mieux renseigné.

Pajol s'était avancé, le matin, on l'a vu, jusqu'à Mazy, sur la chaussée de Namur, où il avait enlevé une batterie et ramassé quelques fuyards. Il s'était rabattu ensuite, à gauche, sur Saint-Denis, y avait fait une très-longue halte, et en était revenu par Bossières s'établir au bivac à Mazy. Lui, non plus, n'envoyait au maréchal aucune nouvelle précise.

La perplexité de Grouchy dut être grande. Il devait « ne pas perdre de vue les Prussiens; » et il ne les avait point encore aperçus; il devait « les poursuivre, les joindre, compléter leur défaite ; » et il ignorait jusqu'à la direction par où leur retraite s'opérait.

A la nuit, il prescrivit à Excelmans de bivaquer à Sauvenière et de pousser six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois autres à l'est de ce village, sur Perwez.

Vandamme s'établit entre Gembloux et Sauvenière.

Il reçut l'ordre de se mettre en marche, le lendemain matin, à six heures, pour se porter un peu en avant de Sart-lez-Walhain (1), précédé par Excelmans et suivi par Gérard. Pajol dut partir de Mazy, une heure plus tôt pour se rendre à Grand-Leez.

A dix heures, Grouchy écrivit à Napoléon une dépêche qui exposait clairement ses incertitudes sur les mouvements de l'armée prussienne.

« Sire, disait-il, j'ai l'honneur de vous rendre compte que j'occupe Gembloux et que ma cavalerie est à Sauvenière. L'ennemi, fort d'environ trente mille hommes, continue son mouvement de retraite...

« Il paraît, d'après tous les rapports, qu'arrivés à Sauve-

(1) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, Gembloux, 17 juin.

nière, les Prussiens se sont divisés en *trois* colonnes : l'une a dû prendre la route de *Wavre*, en passant par Sart-lez-Walhain ; l'autre colonne paraît s'être dirigée sur *Perwez*. On peut *peut-être* en inférer qu'une portion va rejoindre *Wellington* et que le centre, *qui est l'armée de Blücher*, se retire sur *Liége*, une autre colonne avec de l'artillerie ayant fait son mouvement de retraite sur *Namur*.

« Le général Excelmans a ordre de pousser, ce soir, six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois escadrons sur Perwez. D'après leur rapport, *si la masse* des Prussiens se retire sur *Wavre*, je la suivrai dans cette direction, afin qu'ils ne puissent gagner Bruxelles, et de les séparer de Wellington. *Si*, au contraire, mes renseignements prouvent que *la principale force* prussienne a marché par *Perwez*, je me dirigerai, par cette ville, à la poursuite de l'ennemi. »

Ainsi, en ce moment, Grouchy ignorait la direction prise par la masse de l'armée de Blücher.

Cette armée avait bien utilisé le long répit donné par le vainqueur. Immédiatement après sa défaite, elle avait commencé, on l'a vu, à battre en retraite.

Laissant plusieurs bataillons autour de Brye même, dont les entrées étaient barricadées, et d'autres bataillons en intermédiaires, Zieten et Pirch I s'étaient dirigés sur Tilly, village à cinq quarts de lieue du champ de bataille, et y avaient bivaqué, s'étendant jusqu'à Gentinnes et Mellery, où Blücher avait porté son quartier général. Thielmann avait son corps réuni entre Sombreffe et le Point-du-Jour.

Mais, comme la nuit allait finir, Zieten, Pirch I, Thielmann s'étaient ébranlés pour prolonger leur retraite. Blücher appelait toute son armée sur Wavre.

Zieten avait pris par Villeroux et Mont-Saint-Guibert, cheminant sur de mauvaises traverses ; avait atteint Wavre vers dix heures du matin et y avait passé la Dyle pour aller prendre position un peu en amont de cette ville, à Bierges.

Pirch I, ayant suivi la même direction, s'était établi tout près et en deçà de Wavre, entre Sainte-Anne et Aisemont. Il avait posté une division d'infanterie aux défilés de Mont-Saint-Guibert et, sur Gentinnes, une brigade de cavalerie.

Ces deux généraux n'avaient pas eu un coup de fusil à tirer, bien que leur extrême arrière-garde n'eût évacué Brye qu'au jour.

Les parcs de réserve d'artillerie, tenus entre Sombreffe et Gembloux, pendant la bataille de la veille, étaient parvenus à Wavre, vers cinq heures du soir, et on s'était occupé sur-le-champ de remplacer, dans les gibernes et les caissons, les munitions brûlées en si grande quantité.

Thielmann avait mis beaucoup de lenteur dans son mouvement. Quoiqu'il l'eût commencé avant le jour, comme Zieten et Pirch I, son arrière-garde s'était trouvée encore à Sombreffe bien après le lever du soleil; et il n'avait dépassé Gembloux qu'après sept heures.

Un peu plus loin, il avait suspendu sa marche et ne l'avait reprise qu'à deux heures après midi, ayant montré une confiance aussi extrême qu'imprudente dans l'inactivité des Français. Surpris par la pluie et les boues, il n'avait atteint Wavre que fort tard, et était allé bivaquer au delà et auprès, au château de la Bawette, si tard, que sa division d'arrière-garde et une brigade de cavalerie avaient dû rester sur la rive droite de la Dyle.

Pendant sa halte à Gembloux, il avait été rallié par un bataillon et deux escadrons venus du côté de Dinant.

Bülow, on l'a vu, n'avait pas pris part à la bataille de Ligny. Il en avait connu le résultat, au moment où la tête de sa colonne, venant de Hannut par la voie romaine, arrivait à hauteur de la basse Baudeset, en deçà de Sauvenière. Il y avait passé la nuit et reçu, le lendemain matin, l'ordre de se replier sur Wavre. A quelques heures de là, il était arrivé et avait pris position près de cette ville, sur les hauteurs de Dion-le-

Mont, ayant laissé une division à Vieux-Sart et fait relever, par un détachement aux ordres du colonel Ledebur, les troupes laissées par Pirch I, sur Mont-Saint-Guibert et Gentinnes.

Ainsi, toute l'armée prussienne se trouvait concentrée sur Wavre. Elle comptait, au moins, encore 90,000 hommes et 275 ou 280 bouches à feu. Depuis vingt-quatre heures, elle n'avait pas eu à tirer un seul coup de canon et n'avait perdu que quelques pièces, quelques voitures d'artillerie et d'équipages fourvoyées sur la route de Namur dans le trouble de la nuit précédente. Et cette perte même était heureuse ; car elle avait donné le change au vainqueur indolent sur la direction prise par le vaincu.

Jamais, peut-être, armée battue n'avait trouvé, le lendemain de sa défaite, pareilles facilités pour se retirer, reprendre haleine et se préparer à de nouveaux combats.

Napoléon avait laissé aux Prussiens la première moitié du jour ; Grouchy, trop tardivement chargé de les poursuivre, ne leur en avait pas disputé la seconde.

Après les batailles de Ligny et des Quatre-Bras, le but de Wellington et de Blücher restait le même : réunir leurs armées le plus promptement possible pour combattre Napoléon et subsidiairement couvrir Bruxelles. C'était pour cela que le général prussien avait retiré la sienne sur Wavre. Sa retraite emportait la nécessité d'un mouvement semblable et simultané des Anglo-Hollandais. Il aurait donc dû se hâter d'en prévenir son allié.

Il n'en fut pas ainsi, paraît-il : un très-grave oubli fut commis, sinon par Blücher, encore tout froissé, tout souffrant de la chute qui avait failli lui devenir fatale, au moins par Gneisenau, son chef d'état-major, très-actif, pourtant, très-prudent.

Mais, dès la pointe du jour, pendant que Napoléon dormait encore à Fleurus, Wellington, quittant Genappe, son quartier général, était monté à cheval et avait galopé vers les Quatre-Bras. Tout y annonçait que Ney n'avait fait aucun mouvement

depuis la veille. Cette immobilité était un indice à peu près certain que Blücher avait échoué contre Napoléon; car la retraite de celui-ci aurait entraîné forcément celle du maréchal Ney. Mais, si Blücher avait été vaincu, comme il fallait le croire, maintenant, il avait dû battre en retraite et son mouvement laissait les Anglo-Hollandais en prise simultanément sur leur front et leur flanc gauche.

Il n'y avait pas une minute à perdre pour s'assurer de la réalité des faits de la veille et de la nuit. Wellington avait immédiatement envoyé en reconnaissance vers Brye, un de ses aides de camp, le lieutenant-colonel Gordon avec un détachement de hussards.

Gordon avait découvert les vedettes françaises un peu au delà de Marbais, sur la route de Namur, s'était jeté à gauche; et, bientôt après, guidé par les indications d'un paysan, il avait trouvé la trace des troupes prussiennes, et l'avait suivie jusqu'à Tilly, où le général Zieten lui avait appris la marche des Prussiens sur Wavre.

Vers sept ou huit heures, il avait rapporté cette grave nouvelle aux Quatre-Bras, au moment, à peu près, où le lieutenant Massow y arrivait avec des communications directes de Blücher.

Le vieux maréchal, en annonçant sa défaite de la veille, assurait que son armée serait prête à combattre encore dès qu'il lui aurait fait distribuer des vivres et des cartouches (1).

(1) *Geschichte des Feldzugs der Englisch-Hannoverisch-Niederländisch Braunschweigischen armée, unter Herzog Wellington und der Preussischen armée,* etc., im jahre 1815. Stuttgart und Tubingen 1817. On sait que cet ouvrage est du général-major Muffling, Prussien attaché, pendant la campagne, à l'état-major deWellington.

Muffling dit qu'un officier expédié du quartier général de Blücher à Wellington, pendant la nuit du 16 au 17 juin, fut tué en route.

Cette assertion a été répétée par tous les écrivains prussiens. Nous ne

Sur ces renseignements, Wellington avait décidé sa retraite dans la direction de Bruxelles; et, renvoyant à Blücher le lieutenant Massow, il lui avait fait dire qu'il attendrait la bataille, le lendemain, sur la position de Mont-Saint-Jean, en avant de la fôret de Soignes, s'il apprenait qu'il pût compter sur l'appui de deux corps prussiens (1).

L'armée anglo-hollandaise était encore divisée en quatre groupes : 45,000 hommes aux Quatre-Bras; 21,000 sur Nivelles; 6,000 à Braine-le-Comte; 10,000 à Enghien, sous le prince Frédéric des Pays-Bas; le reste, en route de Bruxelles sur les Quatre-Bras. Wellington, on le voit, persistait dans la crainte d'être attaqué par sa droite.

Il expédia l'ordre, aux troupes rassemblées à Nivelles, d'en partir à dix heures, et de se porter à Mont-Saint-Jean en suivant la chaussée qui relie ces deux points, et en détachant la brigade de cavalerie Estorff sur Hal; à celles qui étaient à Braine-le-Comte, d'y rester jusqu'à nouvel ordre; au prince Frédéric, d'aller prendre position à Hal.

Tout ce qui se trouvait aux Quatre-Bras dut être prêt à se mettre en mouvement à dix heures.

A ce moment (2), en effet, Wellington commença sa retraite, pour gagner Mont-Saint-Jean. Elle fut masquée, d'abord, par la division Alten et quatre ou cinq bataillons, presque tous de Brunswick; mais, vers midi, cette infanterie se retira, et il ne resta plus que la cavalerie d'Uxbridge, qui prit position sur

l'avons pas accueillie. Elle nous a paru imaginée pour dissimuler l'oubli commis par l'état-major de Blücher.

Les écrivains prussiens ont donné le nom de l'officier qui parvint aux Quatre-Bras. Pourquoi n'ont-ils pas fait de même pour celui qui, à leur dire, aurait été tué en s'y rendant?

D'ailleurs, les nouvelles importantes s'envoient toujours en duplicata, au moins.

(1) *The dispatches*, etc.

(2) Rapport du duc de Wellington au comte Bathurst.

deux lignes, près et en arrière de la chaussée de Namur. Wellington était avec elle.

Pendant ces mouvements, Ney était demeuré dans l'inaction. Il avait dû recevoir, avant dix heures, la dépêche expédiée de Fleurus qui lui apprenait le résultat de la bataille de Ligny et lui ordonnait d'attaquer, « s'il n'y avait qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras et d'y prendre position. »

La moitié de l'armée anglaise s'y trouvait alors : c'était plus qu'une arrière-garde.

La même dépêche disait à Ney de prévenir l'empereur, « s'il y avait plus qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras; et que, dans ce cas, celui-ci y marcherait. »

Le maréchal, n'ayant pas attaqué, avait, à coup sûr, envoyé l'avis demandé et attendait, pour se porter en avant, l'arrivée des forces que Napoléon devait amener par la chaussée de Namur.

Cette attente inactive était commandée; car il importait de ne rien faire qui pût déterminer Wellington à se retirer. S'il restait dans sa position jusqu'à ce que Napoléon vînt déboucher sur lui, il serait pris dans une attaque de flanc et de front qui lui deviendrait fatale.

Cependant, après la retraite de l'infanterie ennemie, quand il avait aperçu les éclaireurs des colonnes françaises sur la chaussée de Namur, Ney avait mis sa cavalerie en mouvement. Mais, déjà, des officiers d'ordonnance de Napoléon avaient apporté au corps d'infanterie qui était en première ligne (celui de d'Erlon) l'ordre d'avancer. Les hussards français et anglais tiraillaient sur la gauche de Wellington.

Celui-ci n'avait d'autre but que de couvrir la retraite de son arrière-garde d'infanterie. Il ordonna immédiatement à Uxbridge de se replier. Sa cavalerie se forma sur trois colonnes. Celle du centre, composée de deux brigades de grosse cavalerie (*guards and heavy dragoons*) suivies par deux régiments légers, prit la chaussée de Bruxelles pour aller passer la Dyle au

grand village de Genappe. Les deux autres colonnes furent dirigées, l'une sur Thy, où se trouve un pont, l'autre sur un gué, au-dessus de Genappe.

Quand le corps de d'Erlon arriva aux Quatre-Bras, il s'y rencontra avec la tête de la colonne venant de Ligny.

Il était près de deux heures. La pluie tombait à verse.

Napoléon avait fait en voiture la route jusqu'auprès des Quatre-Bras. Il monta à cheval, prescrivit à Subervie, à Domon, à Milhaud, de poursuivre la cavalerie anglaise ; à d'Erlon, de les appuyer de près ; à Lobau, à la garde, à Kellermann, de marcher ensuite ; à Reille, de faire l'arrière-garde.

Uxbridge se retira, d'abord, en évitant de s'engager. Mais, à la sortie de Genappe, il prit position sur la hauteur, pendant que ses colonnes latérales achevaient de passer la Dyle, et, quand notre cavalerie commença à déboucher de la longue rue qui forme le village, il la fit charger par un de ses régiments de hussards.

Les hussards furent ramenés et très-maltraités par nos lanciers. Uxbridge, se mettant aussitôt à la tête d'un régiment des gardes, soutenu par un autre de dragons légers, se précipita sur les lanciers et refoula dans Genappe tout ce qui en était sorti. Après ce coup de vigueur, il reprit son mouvement de retraite en se canonnant avec l'avant-garde française.

La pluie avait redoublé. La marche dans les terres était devenue excessivement pénible. Notre infanterie surtout avançait avec une extrême lenteur et non sans quelque désordre.

Il était déjà six heures et demie (1) quand Subervie, Domon et Milhaud parurent sur les hauteurs en deçà de l'auberge de la Belle-Alliance, à trois kilomètres du village de Mont-Saint-Jean.

L'atmosphère, chargée de brumes, ne permettait pas de voir au loin. Cependant, on apercevait de l'infanterie derrière

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud.

la cavalerie anglaise. Napoléon, qui avait suivi le corps de Milhaud, lui ordonna de se déployer sous la protection de quatre batteries, et de faire mine de charger. Cinquante ou soixante bouches à feu, immédiatement démasquées, apprirent ce qu'on voulait savoir : l'armée anglo-hollandaise était là.

Il aurait fallu deux heures de jour de plus pour pouvoir l'attaquer, a dit Napoléon. Deux heures! il en avait perdu huit le matin!

Mais deux heures même n'auraient pas suffi. Notre infanterie, attardée par la pluie, par les boues, était encore éloignée; d'Erlon et Lobau n'arrivèrent que vers huit heures à hauteur de Plancenoit. L'armée reçut, alors, l'ordre de prendre ses bivacs; et la nuit était close depuis longtemps quand elle eut achevé de s'y établir. Beaucoup de fantassins étaient encore éparpillés en arrière et ne rejoignirent qu'à la longue.

Le 1er corps à droite, le 6e à gauche, furent en première ligne de Plancenoit à Mon-Plaisir, la garde et les réserves de cavalerie en seconde ligne. Le corps de Reille s'était arrêté à Genappe. Il devait en partir le lendemain, au point du jour, pour rallier l'armée.

Napoléon plaça son quartier général à la ferme du Caillou, qui touche au hameau dit la Maison-du-Roi et traversé par la chaussée de Bruxelles.

Wellington eut le sien à Waterloo, village sur cette même chaussée, à seize kilomètres de la capitale de la Belgique.

Son armée occupait la position de Mont-Saint-Jean, à une lieue en avant de Waterloo. Cette position, il l'avait signalée, depuis près d'un an, comme très-avantageuse pour y disputer l'accès de Bruxelles (1); il l'avait soigneusement reconnue depuis plusieurs semaines; et il était résolu à y recevoir la

(1) Mémorandum sur la défense des Pays-Bas, adressé à lord Bathurst. (*The dispatches*, etc.)

bataille, si Blücher lui assurait le concours de deux corps prussiens, comme il le lui avait fait demander dans la matinée.

La réponse de son allié venait d'arriver à Waterloo. Elle était digne de lui : « J'irai vous rejoindre non-seulement avec deux corps, mais avec mon armée tout entière ; et, si l'ennemi ne vous attaque pas le 18, nous l'attaquerons ensemble le 19 (1). » Quelle confiance après une défaite! quelle énergie dans un vieillard presque septuagénaire, encore souffrant, tout meurtri d'un accident qui avait failli lui coûter la vie! C'est par ces efforts extrêmes d'activité, ces audaces de résolution, qu'on ramène la victoire sous les drapeaux qu'elle a désertés.

Wellington écrivit au prince Frédéric des Pays-Bas de faire toutes ses dispositions, à Hal, pour y opposer, au besoin, la plus vigoureuse résistance. Il expédia, en outre, au général Colville, l'ordre de partir le lendemain matin, au point du jour, de Braine-le-Comte avec les deux brigades de sa division qui y attendaient de nouvelles instructions, et de rallier le prince Frédéric, sous le commandement duquel il passerait.

Hal est sur la chaussée de Mons à Bruxelles par Braine-le-Comte, à plus de trois lieues, en ligne droite, de Mont-Saint-Jean.

Le chef de l'armée anglaise craignait toujours un mouvement des Français par sa droite.

La journée du 17 juin était tout à l'avantage de l'ennemi.

Blücher avait concentré toute son armée sur Wavre sans coup férir et lui avait donné un repos bien utile pour se reconnaître, rallier ses traînards, serrer ses rangs, reconstituer ses cadres brisés par le feu et refaire ses munitions.

Wellington, après un engagement insignifiant de cavalerie, avait gagné, avec la plus grande partie de ses forces (il n'avait dépendu que de lui de les y avoir toutes), une position étudiée, choisie par avance; et se trouvait à hauteur de l'armée prus-

(1) *Geschichte des Feldzugs*, etc., par Muffling.

sienne, séparé d'elle par une distance de trois lieues en ligne droite, que Blücher lui promettait, en toute assurance, de franchir à temps, malgré la difficulté des chemins.

La veille, il est vrai, les deux généraux étaient un peu plus près l'un de l'autre et communiquaient par une belle chaussée. Mais, alors aussi, Ney était très-rapproché de Napoléon, et, de plus, celui-ci avait les Prussiens, celui-là les Anglo-Hollandais immédiatement en face.

Maintenant, au contraire, l'armée française était divisée en deux masses éloignées l'une de l'autre de plus de cinq lieues en ligne droite; et Grouchy ignorait jusqu'à la direction prise par Blücher, qui se trouvait déjà à une marche de lui.

Le succès de Ligny, loin d'avoir été agrandi, complété, se trouvait amoindri.

C'était la conséquence des irrésolutions, des lenteurs de Napoléon.

Sa conduite, pendant la première partie de la journée du 17 juin, est si injustifiable, que plusieurs, parmi ses apologistes, ont à peine essayé d'en atténuer les torts. Mais lui-même n'a pas reculé devant la difficulté d'une justification complète. Il a rejeté la faute de son inertie sur Ney, sur Grouchy; et il a bâti, pour les accabler, tout un système de faits controuvés, inventés de toutes pièces.

Ney eut un tort, grave il est vrai; mais il n'en eut pas d'autre : il négligea de rendre compte promptement de l'issue du combat des Quatre Bras.

Grouchy eut un tort non moins grave : il suivit l'exemple de Napoléon, ne fit pas reconnaître la direction de Ligny à Wavre par Mont Saint-Guibert.

Voilà la part exacte des lieutenants. Mais celle du chef...!

Il aurait dû informer rapidement Ney du résultat de la bataille de Ligny, suppléer à la négligence du maréchal en envoyant chercher à Frasnes les rapports qui n'en venaient pas. Il n'en fit rien. Durant toute la nuit et une grande partie

de la matinée, les deux quartiers généraux, à moins de trois lieues l'un de l'autre, n'échangèrent pas une seule communication.

Il ne faut en accuser que le maréchal Soult, le major général, ont dit quelques-uns. Soult était un des caractères les plus détrempés par les événements. Dans cette courte campagne, il ne se montra pas à la hauteur de ses antécédents militaires. Cela est vrai, mais n'excuse pas le chef de l'armée française. La mission du chef est d'ordonner et de s'assurer de l'exécution de ses ordres.

Napoléon aurait dû expédier, pendant la nuit, des espions, et, dès les premières lueurs du jour, de grandes reconnaissances sur toutes les directions par où les Prussiens avaient pu se retirer et surtout sur celles qui conduisaient vers la ligne d'opérations des Anglo-Hollandais; il n'en envoya qu'une seule, et sur la route de Namur. Faute énorme!

Les *Mémoires* cherchent à la dissimuler, disant : « A la pointe du jour du 17, le général Pajol, avec une division de la cavalerie de son corps et la division d'infanterie Teste, se mit à la poursuite de l'armée prussienne dans la direction de *Wavre*, par les routes de *Tilly* et de *Gembloux*(1) ; » tandis que Pajol et Teste furent dirigés sur la chaussée de Namur (2), où ils prirent, on se le rappelle, une batterie et quelques équipages.

A la pointe du jour, les reconnaissances n'auraient pas eu à pousser bien loin pour trouver l'armée prussienne; car, d'un côté, elle retirait, alors, ses derniers bataillons des abords de Brye, et, de l'autre, elle quittait à peine Sombreffe. Ses traces, d'ailleurs, étaient encore imprimées sur le sol mouillé par

(1) *Mémoires*, t. IX.

(2) « L'armée prussienne a été mise en déroute. Le général Pajol est à sa poursuite sur les routes de *Namur* et de *Liége*. » (Lettre déjà citée, écrite vers huit heures du matin, de Fleurus, par le major général à Ney.)

l'orage de la veille, comme à travers les moissons foulées par les cavaliers et les fantassins.

Si Napoléon eût reçu, en ce moment, le rapport de ce qui s'était passé aux Quatre-Bras, s'il eût galopé jusqu'au plateau de Ligny, il aurait su immédiatement, vu, pour ainsi dire, de ses propres yeux, où était l'armée prussienne, et reconnu qu'il avait deux partis à prendre, à prendre sur-le-champ : ou se mettre avec toutes ses forces à la poursuite des Prussiens ; ou lancer sur eux sa cavalerie légère, appuyée de deux ou trois divisions d'infanterie et, avec le gros de ses troupes, se porter aux Quatre-Bras.

Dans le premier cas, surpris au moment où son armée était encore assez mal en ordre, avec caissons et gibernes vides, Blücher n'aurait pas échappé à la destruction; dans le second, il aurait subi des pertes sensibles; et Wellington, privé de son appui, aurait été accablé sous les efforts réunis de Ney et de Napoléon.

Mais l'empereur resta sans nouvelles des Quatre-Bras, indolent, indécis, jusqu'à huit ou neuf heures du matin, à Fleurus ; en sortit pour aller passer une longue et stérile revue ; et laissa s'écouler la moitié du jour avant de prendre une résolution.

Dans ses *Mémoires*, il affirme encore que le maréchal Ney « avait reçu l'ordre de se porter sur les Quatre-Bras, *au point du jour*, et d'attaquer vivement *l'arrière-garde anglaise ;* » et il ajoute ce détail précis : « Le duc de Wellington apprit fort tard, *dans la nuit*, le désastre de Ligny ; et il avait, *sur-le-champ*, ordonné de battre en retraite, dans la direction de Bruxelles, laissant le général Uxbridge, avec un corps de cavalerie et des batteries d'artillerie légère pour l'arrière-garde. »

Mais cela est absolument controuvé :

Ney ne reçut pas l'ordre d'attaquer, « *au point du jour*, l'arrière-garde anglaise; » car, s'il l'eût reçu, il aurait appris,

au moins, de l'officier qui le lui aurait porté, la victoire de Ligny; et il ne la connaissait pas encore quand l'aide de camp Flahaut quitta Frasnes pour retourner près de Napoléon, à Fleurus (1).

Cet ordre même n'a pu lui être envoyé; car Napoléon ignorait, pendant la nuit, et ignora jusqu'au retour de l'aide de camp Flahaut le résultat du combat des Quatre-Bras, la situation de Ney, celle de Wellington, et ne sut pas, en conséquence, jusque-là si le maréchal était ou non en mesure d'attaquer.

Comment, d'ailleurs, Napoléon aurait-il pu apprendre que Wellington avait battu en retraite pendant la nuit; qu'il n'y avait, au point du jour, qu'une arrière-garde de cavalerie anglaise aux Quatre-Bras, puisque Wellington connut vers sept ou huit heures du matin seulement la défaite de Blücher, et ne commença sa retraite qu'à dix?

La vérité est, on l'a vu, que la première dépêche expédiée à Ney, depuis la bataille de Ligny, fut écrite de Fleurus, par Soult, au retour de Flahaut, vers huit heures du matin, « au moment où Napoléon allait se rendre au moulin de Brye. » Cette dépêche, nous l'avons reproduite. Elle prescrit au maréchal de prendre position aux Quatre-Bras, en attaquant, « s'il n'y a qu'une arrière-garde » (2), et de réclamer appui, en cas contraire.

Il y avait là plus qu'une arrière-garde : il y avait la moitié de l'armée anglaise. Ney réclama donc certainement le concours de Napoléon; et, s'il attendit longtemps, jusqu'à deux heures, ou à peu près, ce n'est pas à lui qu'il faut le reprocher.

En résumé, Ney n'a pas dû s'engager dans un combat avant d'avoir connu l'issue de la bataille de Ligny; et, quand il en

(1) « ... Le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître que vous êtes dans l'incertitude sur les résultats de la journée d'hier, etc. » (Lettre du major général, déjà citée.)

(2) En ce moment, Napoléon ne connaissait donc pas, en voilà une autre preuve décisive, les forces qui étaient aux Quatre-Bras.

fut instruit, il dut attendre le mouvement concentrique de Napoléon par Marbais; mouvement qui, fait à temps, aurait assuré la perte de Wellington.

Il est incontestable, néanmoins, qu'il aurait bien fait de marcher aux Anglo-Hollandais quand leur retraite se dessina nettement. Mais qu'en serait-il résulté? Que notre armée serait arrivée un peu moins tard sur les hauteurs au delà de la Maison-du-Roi; que l'ennemi aurait perdu deux ou trois mille hommes au lieu de deux ou trois cents, car la poursuite dirigée par Napoléon n'eut pas d'autres conséquences. Or, cela n'aurait pas modifié d'une manière sensible le résultat de la journée : le temps aurait toujours manqué pour livrer bataille.

Un grand coup avait pu être frappé, le matin, sur les Anglo-Hollandais, et ne l'avait pas été. L'occasion manquée ne pouvait pas se retrouver le soir.

Grouchy a été sacrifié comme Ney, dans l'intérêt d'une justification impossible.

Napoléon, dans ses *Mémoires*, raconte, d'abord, le départ de Grouchy de manière à donner la conviction qu'il quitta Ligny vers le point du jour; puis il dit : « Le maréchal avait poursuivi Blücher sur les routes de *Mont-Saint-Guibert* et de Gembloux; mais, *des rapports lui ayant fait croire* que la majeure partie de l'armée prussienne s'était retirée par Gembloux, il se porta avec ses principales forces sur ce point; il y arriva le 17, à *quatre heures du soir;* il y apprit que le *corps de Bulow* y était arrivé pendant la nuit. Il envoya des reconnaissances dans les deux directions de Wavre et de Liége, à la suite des deux arrière-gardes ennemies qui s'y étaient retirées. Cela fait, Grouchy *fit prendre position à ses troupes;* il n'avait, cependant, fait que deux lieues (1). Sur le soir, il reçut *des renseignements positifs* que les *principales* forces de l'ennemi étaient dirigées

(1) De Ligny à Gembloux, il y a dix kilomètres en ligne droite, plus de douze par chemins.

sur *Wavre ;* mais il était *plus de six heures*, les soldats *faisaient leur soupe*, il jugea qu'il serait à temps, le lendemain, de suivre l'ennemi, qui se trouvait ainsi avoir gagné trois lieues sur lui (1). »

Ce récit dissimule bien, en chargeant Grouchy, l'inaction de Napoléon pendant la moitié de la journée et l'ignorance où, par suite de cette inaction, on resta de la direction prise par l'armée prussienne. Mais il ne résiste pas à l'examen.

Grouchy reçut, à midi passé, son commandement.

Il se mit, non à la poursuite, mais à la recherche des Prussiens ; ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Ses deux corps d'infanterie ne s'ébranlèrent qu'à deux heures et à trois (2), de Saint-Amand et de Ligny, par les causes que nous avons dites et qui ne lui sont pas imputables.

Il ne fit pas marcher une seule colonne « sur la route de Mont-Saint-Guibert, » et il eut tort, nous l'avons dit, d'imiter en cela Napoléon.

Il se porta sur Gembloux avec ses principales forces, non parce que « des rapports lui avaient fait croire que la majeure partie de l'armée prussienne s'était retirée sur ce point, » mais parce que Napoléon lui en avait donné l'ordre formel par écrit (3).

Il n'y arriva pas « à quatre heures du soir avec ses forces, » mais à neuf et à dix.

Il n'y apprit pas « que le corps de Bülow y était arrivé

(1) *Mémoires*, t. IX.

(2) « Le 4e corps reçut vers *midi et demi*, le 17, l'ordre de se mettre en mouvement vers Gembloux, en suivant le 3e corps. Le général Hulot, qui formait la tête de colonne, fut obligé d'attendre que la gauche du général Vandamme eût déblayé, pour pouvoir se mettre en route. Ce n'est que *vers trois heures* qu'il a commencé à marcher ; il a constamment serré sur le 3e corps. (*Quelques documents*, etc., par le général Gérard.)

(3) « Monsieur le maréchal, rendez-vous à Gembloux avec le corps de Pajol (suit l'énumération des corps mis sous le commandement de Grouchy). » (Instructions signées par Bertrand au nom de Napoléon. — Voir page 219.)

pendant la nuit ; » car ce corps s'arrêta à la basse Baudeset.

Il envoya des reconnaissances dans les deux directions de Wavre (par Sart-lez-Walhain) et de Liége. Napoléon lui avait recommandé (1) d'éclairer celle de Maestricht (qui est celle de Liége) et de *Namur*. Mais il ne les envoya malheureusement qu'à la nuit, non avant six heures (2).

Il ne reçut pas « des renseignements positifs annonçant que les principales forces de l'ennemi étaient dirigées sur *Wavre;* car, à dix heures, il écrivit à Napoléon une dépêche où il exposait toutes ses incertitudes sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne (3).

Il ne prit pas position « à six heures, » et ses soldats ne faisaient pas « la soupe » à ce moment ; car « ils n'arrivèrent sur Gembloux qu'à neuf heures et à dix, ayant marché aussi vite qu'il était humainement possible par une pluie torrentielle et d'épouvantables chemins (4) ; » plus vite, ilest bon de le remarquer, que l'infanterie qui se porta, avec Napoléon, des Quatre-Bras vers Plancenoit; plus vite encore, toute proportion gardée, que le corps de Thielmann dans son mouvement sur Wavre.

Enfin, « l'ennemi ne se trouva pas avoir gagné trois heures sur Grouchy ; » car ce fut Grouchy qui gagna sur lui la distance de Ligny à Gembloux.

Telle est la véracité des *Mémoires* dictés par Napoléon ; et, pourtant, ils ont été la base de presque toutes les relations de la campagne de 1815, écrites en France.

(1) « Vous vous ferez éclairer sur la direction de *Namur* et de Maestricht. » (Instructions signées par Bertrand.)

(2) « Le général Excelmans a ordre de pousser, *ce soir,* six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez. » (Dépêche de Grouchy à Napoléon, datée de Gemblox, dix heures du soir. — Voir p. 221-222.)

(3) Dépêche de Grouchy à Napoléon, datée de Gembloux, dix heures du soir. — Voir p. 221-222.

(4) *Quelques documents*, etc., par le général Gérard.

Nous sommes entré, encore une fois, dans des détails bien minutieux de temps, d'ordres, de mouvements ; mais ils étaient indispensables pour rétablir la vérité sur la journée du 17 juin ; journée dont les fautes inconcevables devaient exercer une influence capitale sur la bataille qui, le lendemain, décida du destin de la guerre, de Napoléon et de la France.

CHAPITRE DOUZIÈME.

18 juin. — Waterloo.— Napoléon apprend que l'armée anglo-hollandaise n'a fait aucun mouvement. — Au point du jour, il s'assure, par lui-même, que cette nouvelle est vraie. — Sa confiance dans le résultat de la bataille qu'il veut livrer. — Confiance non moins grande de Wellington. — Description du terrain qu'il occupe. — A six heures, il commence à prendre son ordre de bataille. — Ses forces. — Napoléon reconnaît la position de l'armée ennemie.—A neuf heures seulement, les Français commencent à prendre leur ordre de bataille. — Instructions adressées à Grouchy. — Instructions pour la bataille. — Plan de Napoléon. —A onze heures et demie, il engage la bataille par l'attaque de Goumont, qui est confiée à Reille. — Premières péripéties de cette attaque. — Napoléon apprend l'arrivée du corps de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert. — Dispositions prises par suite de cette nouvelle. — Nouvelles instructions adressées à Grouchy. — D'Erlon attaque l'aile gauche des Anglo-Hollandais. — Il est repoussé avec grandes pertes. — Attaque infructueuse de la Haie-Sainte. — Continuation de la lutte sur Goumont. — État de la bataille à trois heures. — Dispositions prises par Wellington. — Napoléon renonce à forcer l'aile gauche ennemie et se décide à porter l'effort principal contre le centre. — Prise de la Haie-Sainte. — Charges de Milhaud et de Lefebvre Desnouettes contre le centre anglo-hollandais, à quatre heures. — Elles échouent. — Entrée en ligne du corps de Bülow, à quatre heures et demie. — Sa position à cinq heures. — Ney renouvelle l'attaque du centre anglo-hollandais avec Milhaud et Lefebvre Desnouettes. — Dispositions prises par Wellington en prévision de cette nouvelle attaque. — Situation de son armée. — Ney est appuyé par Kellermann et Guyot. — Son attaque échoue encore. — Ses pertes. — Celles du centre anglo-hollandais. — État de la bataille à notre gauche et à notre droite. — Continuation du combat contre Bülow. — Attaque de six bataillons de vieille garde contre le centre anglo-hollandais. — Elle est repoussée. — A sept heures et demie,

irruption de l'avant-garde de Zieten sur le champ de bataille, près de Papelotte. — Commencement de désordre dans l'armée française. — Mouvement général en avant des Anglo-Hollandais. — Le désordre augmente rapidement. — Entrée en ligne de deux divisions de Pirch I vers Plancenoit. — Prise de ce village par les Prussiens. — Déroute de l'armée française. — Les Prussiens la poursuivent. — La poursuite cesse au point du jour. — Napoléon arrive à Charleroi et se rend à Philippeville. — Pertes respectives des vainqueurs et des vaincus.

La nuit était noire, le ciel chargé d'épais nuages déchirés par de rares éclairs. Le tonnerre grondait dans le lointain. La pluie tombait et n'avait cessé, depuis la veille, de tomber à torrents. Napoléon monta à cheval, accompagné de Bertrand et gagna les hauteurs coupées par la chaussée de Bruxelles vers la ferme de Rossomme. Il était une heure. Une ligne de feux éclairait l'horizon de Braine-l'Alleud à Frichemont. C'étaient ceux des bivacs de l'armée anglo-hollandaise.

La marche de la veille avait été courte et hâtive pour ses bataillons. Arrivés, de bonne heure, sur la position qu'ils devaient occuper, ils avaient profité du jour et du voisinage de la forêt pour amonceler les bois qui leur servaient, maintenant, à supporter l'inclémence du temps.

Sur la ligne française, les feux étaient rares. Les soldats, moins bien partagés, attendaient avec impatience la fin de cette nuit pénible.

Rien ne semblait indiquer un mouvement de l'ennemi. S'il eût battu en retraite, Napoléon avait l'intention de le suivre et de l'entamer malgré l'obscurité, dès qu'il aurait été en marche. C'est là, du moins, ce qu'il a écrit. Mais son inaction pendant la nuit qui suivit la victoire sur Blücher n'est pas faite pour donner créance à cette assertion. De pareilles entreprises dépassaient alors la mesure de son activité.

Il rentra à son quartier général ; et bientôt les rapports des espions et des postes avancés, les témoignages de deux déserteurs vinrent confirmer ce qu'il avait pu présumer seulement

par l'étendue et l'intensité des feux : l'armée anglo-hollandaise restait immobile.

Ces nouvelles lui donnèrent une extrême satisfaction. Il redoutait cependant encore de les trouver démenties par l'événement, quand, le jour ayant paru, il put aller s'assurer, de ses propres yeux, que Wellington attendait la bataille.

Ainsi, malgré tant d'hésitations, tant de lenteurs, après avoir rencontré les Prussiens isolés, il avait l'heureuse fortune de pouvoir frapper, loin d'eux, un coup décisif sur leurs alliés. Il avait prédit naguère, dans le *Moniteur*, que le général Wellington était « un présomptueux, un téméraire, un ignorant, destiné à essuyer de grandes catastrophes. » La prédiction, trop longtemps erronée, allait se réaliser enfin. Il le pensait.

Nous avons « quatre-vingt-dix chances pour nous et pas dix contre, dit-il, à quelques instants de là, à ses généraux. » Telle était sa conviction, il l'a écrit ; et le mot semble authentique.

Comptant, néanmoins, sur la force de la position qu'il avait choisie et reconnue depuis longtemps, sur l'ardeur de ses troupes, sur la fermeté de ses vieux compagnons de la guerre péninsulaire, se reposant sur la parole de Blücher, Wellington calculait, lui aussi, les chances de la rencontre qu'il aurait pu éviter et ne doutait pas du succès. Il écrivait à sir Charles Stuart (à Bruxelles) : « ... Les Prussiens seront de nouveau prêts à tout, *ce matin*... tout tournera à bien (all will turn out well) ; » et, au duc de Berry : « J'espère et, de plus, j'ai toute raison de croire que tout ira bien (1). »

A la nouvelle, qui lui avait été expédiée, dans la nuit, de l'arrivée de l'armée anglo-hollandaise sur la position de Mont-Saint-Jean, Blücher avait répondu, en effet, qu'il mettrait, dès l'aube du jour, une grande partie de ses forces en mouvement

(1) Ces deux lettres sont datées de Waterloo, le 18 juin, à trois heures du matin. Celle qui est adressée au duc de Berry est écrite en français. (*The dispatches*, etc., t. XII.)

dans cette direction et que le reste ne tarderait pas à suivre; et cette réponse, confirmant la promesse de la veille, venait de parvenir à Wellington, au moment où il manifestait une si entière confiance.

Vers six heures, la pluie avait cessé; mais le ciel restait très-couvert. L'armée anglo-hollandaise commença à prendre son ordre de bataille.

En partant de la ferme du Caillou, où se trouvait le quartier général de Napoléon, on rencontre trois rideaux de hauteurs dirigées uniformément du sud-ouest au nord-est. La chaussée de Bruxelles en coupe successivement les crêtes, vers la ferme de Rossomme, vers l'auberge de la Belle-Alliance et à cent cinquante ou deux cents mètres plus loin que la ferme de la Haie-Sainte.

La crête des hauteurs formant le dernier de ces rideaux, est la limite sud d'une vaste croupe qui s'étend, à l'ouest, jusqu'au-dessus de Merbe-Braine, hameau situé dans un vallon allongé du sud au nord; à l'est, jusques vers Ohain; au nord, jusqu'au hameau de Mont-Saint-Jean, où commence une pente de faible inclinaison qui descend au village de Waterloo, bâti à une lieue de la Haie-Sainte, dans une échancrure de la forêt de Soignes (1).

Cette croupe est ce qu'on appelle le plateau de Mont-Saint-Jean. A cinq ou six cents mètres et à l'ouest de la Haie-Sainte, un contre-fort, de peu de largeur, s'en détache et vient finir en s'abaissant régulièrement tout près de la chaussée de Bruxelles et de l'auberge de la Belle-Alliance. La ligne de partage des eaux du bassin de la Senne et de celui de la Dyle suit ce contre-fort. Deux vallons y prennent leur origine. L'un, s'ouvrant au sud-ouest, passe derrière le château de Goumont et dé-

(1) Depuis 1815, toute la partie de la forêt, qui entourait Waterloo a été défrichée. Maintenant, le bois n'existe plus à l'ouest de la chaussée de Bruxelles; et, du côté opposé, où il arrivait jusqu'à hauteur de Vert-Coucou, sa limite sud a reculé de trois quarts de lieue.

bouche, tout auprès, dans le vallon de Merbe-Braine; l'autre, s'ouvrant au sud-est, passe immédiatement au-dessous de la Haie-Sainte, des fermes de Papelotte, de la Haie, et comprend le hameau de Smohain.

Ces deux vallons forment ainsi, au pied même du plateau de Mont-Saint-Jean, une sorte de circonvallation interrompue seulement par le contre-fort dont nous venons de parler. Les pentes qui les limitent, au sud et au nord, sont, en général, d'accès facile, même pour l'artillerie. Celle du nord offre, cependant, de la roideur, dans le voisinage immédiat de la Haie-Sainte et sur une longueur d'environ cinq à six cents mètres. Cette ferme est au bord même de la chaussée de Bruxelles.

Le château de Goumont en est à quinze cents mètres à l'ouest. Il s'élève sur le haut de la pente qui limite le vallon du côté du sud. La chaussée de Nivelles le laisse à trois cent cinquante mètres sur sa droite, traverse sur un remblai le vallon de Merbe-Braine et va se confondre, au hameau de Mont-Saint-Jean, avec la grande route de Charleroi à Bruxelles.

Les fermes de Papelotte et de la Haie sont à quatorze et quinze cents mètres, à l'est, de celle de la Haie-Sainte; le hameau de Smohain à moins de deux mille.

Sous la Haie, le vallon se rétrécit, se ravine; et il en sort, au milieu de sources marécageuses, un petit ruisseau qui va couler sous Ohain et verser ensuite ses eaux dans le ruisseau de Lasne, affluent de la Dyle.

Le château de Frichemont, à trois cents mètres au sud de Smohain, est bâti au sommet de la pente qui borde le vallon de ce côté.

Tel était le terrain sur lequel Wellington s'était résolu à recevoir le choc de Napoléon.

Il se présente, nous l'avons dit, comme une vaste croupe soutenue au sud par une pente d'inclinaison généralement douce et facile à battre de feux plongeants. Goumont, la Haie-Sainte, Papelotte, la Haie, Smohain, Frichemont

paraissent comme autant de postes qui en défendent l'accès.

Un chemin de traverse allant d'Ohain à Braine-l'Alleud, suit à peu près la crête sud de la croupe jusqu'à hauteur de Goumont. Il coupe la chaussée de Bruxelles à deux cents mètres par le nord de la Haie-Sainte. En deçà de ce point de rencontre, il se maintient au niveau du sol; des haies vives et fortes, mais discontinues, le bordent à droite et à gauche (1).

Au delà du même point, cette bordure disparaît; et il s'enfonce dans une tranchée profonde de deux mètres, en moyenne; et longue de six cents (2), au sortir de laquelle il se retrouve au niveau du sol.

Ce chemin marqua presque exactement le front de l'armée anglo-hollandaise.

La gauche s'étendit, par l'une de ses extrémités, jusqu'à hauteur de la Haie, par l'autre, jusqu'à la chaussée de Bruxelles, qui était fortement barricadée.

Elle se composait, tant en première qu'en seconde ligne, des divisions de Picton, de Perponcher et de l'une des brigades de celle de Cole. Des bataillons de Perponcher occupaient Papelotte, la Haie, Smohain, Frichemont et les chemins qui mènent de ces points au plateau. Deux brigades de cavalerie anglaise étaient en flanqueurs, jetant des partis jusque vers Ohain.

Le centre couvrit l'espace entre les chaussées de Bruxelles et de Nivelles. Il était formé des divisions Alten, Cooke (gardes anglaises) et de la brigade Von Kruze (contingent de Nassau). Des troupes de cette partie de la ligne et un bataillon détaché

(1) Ou le bordaient, car il ne reste plus rien de ces haies. Le lecteur voudra bien nous permettre quelques-unes de ces façons de parler qui racontent un événement déjà éloigné comme si les faits dataient de la veille. Notre récit en sera plus précisément exact.

(2) Le chemin n'est plus encaissé, maintenant, que du côté du nord. L'escarpement sud a disparu entièrement. On a pris là les terres nécessaires à la construction d'un monticule qui porte à son sommet un lion posé sur un socle où se lit cette inscription laconique: 18 *juin* 1815.

de la division Perponcher étaient établis à la Haie-Sainte et à Goumont.

La droite comprenait les divisions de Clinton, de Chassé et la brigade Mitchell, détachée de la division Colville. Cette brigade prit position sur l'alignement du centre, et appuya sa gauche à la chaussée de Nivelles, qu'obstruait un abatis. La division Clinton se plaça en colonne, en arrière de Mitchell, le long et au-dessus du vallon de Merbe-Braine, et se relia, par des troupes légères, à Chassé. Ce général était posté à quinze cents mètres de là, sur Braine-l'Alleud, gros bourg situé dans un large vallon qui s'allonge du sud au nord comme le vallon de Merbe-Braine.

Trois brigades de cavalerie anglaise étaient derrière l'extrémité droite du centre.

La réserve comprenait le corps de Brunswick, entre Merbe-Braine et la chaussée de Nivelles; la brigade Lambert (division Cole), à la ferme de Mont-Saint-Jean; et, partie à hauteur, partie en avant de cette ferme, six batteries d'artillerie à cheval anglaises, la division Collaert (cavalerie hollando-belge), et les deux brigades de grosse cavalerie anglaise Somerset (gardes) et Ponsonby.

Picton reçut le commandement de l'aile gauche, le prince d'Orange celui du centre, Hill celui de l'aile droite.

Toute l'armée anglo-hollandaise n'était pas réunie là.

Le prince Frédéric des Pays-Bas, on l'a vu, occupait Hal avec la division Stedmann, la brigade indienne, la cavalerie hanovrienne d'Estorff; et deux brigades de la division Colville, parties, le matin même, de Braine-le-Comte, allaient augmenter ce détachement et le porter à près de dix-sept mille hommes.

En ce moment encore, Wellington craignait d'être tourné par sa droite (1), d'être prévenu sur Bruxelles; crainte bien

(1) On trouve cette crainte très-formellement exprimée dans la lettre au duc de Berry, datée du 18 juin, à trois heures du matin, et citée au commencement de ce chapitre. Wellington écrivait : « Il se peut que

mal fondée; et à laquelle il n'aurait sans doute pas sacrifié, s'il n'eût compté avec certitude sur l'appui de Blücher.

Cet éloignement d'une partie si considérable de ses forces avait réduit celles qu'il rangeait pour la bataille à soixante et dix mille hommes, dont treize mille cinq cents de cavalerie, et à cent cinquante-neuf bouches à feu (1).

Avant huit heures, toutes ses dispositions étaient achevées.

L'armée française attendait encore l'ordre qui devait la porter en avant. Dès le point du jour, elle avait reçu celui de se

l'ennemi *nous tourne par Hal,* quoique le temps soit terrible et les chemins détestables, et quoique j'aie le corps du prince Frédéric en position entre *Hal* et *Enghien. Si cela arrive,* je prie Votre Altesse Royale... et Sa Majesté (Louis XVIII) de partir pour Anvers, non sur des faux bruits, mais sur la nouvelle certaine que l'*ennemi est entré à Bruxelles,* malgré moi, *en me tournant par Hal.* »

	Hommes.		Cavalerie.	Bouches à feu.
(1) Effectif de l'armée anglo-hollandaise (toutes armes comprises) le 14 juin	95,503	dont	16,017	186
Une batterie de fusées.				
Pertes le 16 juin	4,659	—	160	5
Le 17 juin	268	—	145	»
Détachements : un régiment et demi de cavalerie (2e et 3e hussards de la légion germanique) laissé sur la frontière d'Ypres à Tournai.	900	—	900	»
Le 81e anglais (division Cole), à Bruxelles .	401	—		»
Le 14e bataillon de milice hollandaise (division Stedmann) envoyé à Audenarde	586	—	»	»
Sur Hal : division Stedmann et brigade indienne	9,814	—	»	16
Deux brigades de la division Colville (Johnston-anglaise, Lyon-hanovrienne)	5,448	—	»	6
Brigade d'Estorff	1,380	—	1,380	»
Grand parc, à Bruxelles	1,860	—	»	»
Total. . . .	25,316	dont	2,585	27

Reste à Mont-Saint-Jean : 70,187 hommes de toutes armes, dont 13,432 cavalerie, 159 bouches à feu et une batterie de fusées.

préparer au combat. Elle était prête. Les fatigues, les insomnies d'une nuit passée sous une pluie torrentielle, sur une terre fangeuse, étaient oubliées : elle ne pensait, n'aspirait qu'à la lutte.

« A huit heures, disent les *Mémoires de Sainte-Hélène*, des officiers d'artillerie qui avaient parcouru le terrain annoncèrent que l'artillerie pouvait manœuvrer, quoique avec quelques difficultés qui, dans une heure, seraient bien diminuées. »

Napoléon monta à cheval, se porta sur les hauteurs de la Belle-Alliance et reconnut la ligne ennemie, qu'il avait déjà observée.

Le lieutenant général du génie Haxo fut chargé de s'en approcher davantage, pour s'assurer si des retranchements y avaient été élevés. Il revint promptement rendre compte qu'il n'avait aperçu aucune trace de fortification.

Napoléon réfléchit un instant, et dicta l'ordre de bataille que des aides de camp portèrent immédiatement aux divers corps d'armée.

L'armée se mit en marche sur onze colonnes.

Ces onze colonnes étaient destinées à former quatre, la première ligne, quatre la seconde, trois la troisième.

Les quatre colonnes de la première ligne étaient : celle de gauche, formée par la cavalerie du 2e corps (Reille); la deuxième, par les trois divisions d'infanterie de ce corps; la troisième, par les quatre divisions d'infanterie du 1er corps (d'Erlon); la quatrième, par la cavalerie du même corps.

Les quatre colonnes de la seconde ligne étaient : celle de gauche, formée par les cuirassiers de Kellermann ; la deuxième, par les deux divisions d'infanterie du 6e corps (Lobau) ; la troisième, par les deux divisions de cavalerie légère Domon et Subervie, détachées, depuis la veille, des corps de Vandamme et de Pajol ; la quatrième, par les cuirassiers de Milhaud.

Les trois colonnes de la troisième ligne étaient : celle de gauche, formée par la division de grenadiers à cheval et dra-

gons de la garde, sous Guyot; la seconde, par les trois divisions d'infanterie de la vieille et jeune garde sous Friant, Morand et Duhesme; la troisième, par les chasseurs à cheval et lanciers de la garde sous Lefebvre Desnouettes.

L'artillerie marchait sur le flanc des colonnes; les parcs et les ambulances étaient à la queue.

A neuf heures, les têtes des quatre colonnes formant la première ligne arrivèrent où elles devaient se déployer. En même temps, on aperçut, plus ou moins loin, les sept autres colonnes qui débouchaient des hauteurs; elles étaient en marche; les trompettes et les tambours sonnaient et battaient aux champs; la musique faisait retentir les airs qui retraçaient aux soldats le souvenir de cent victoires. « La terre, dit Napoléon, paraissait orgueilleuse de porter tant de braves. Ce spectacle était magnifique; et l'ennemi, qui était placé de manière à apercevoir jusqu'au dernier homme, dut en être frappé. »

Les onze colonnes se déployèrent avec tant de précision, qu'il n'y eut aucune confusion. Jamais de si grandes masses ne se remuèrent avec plus de facilité.

La cavalerie du corps de Reille, qui formait la colonne de gauche de la première ligne, se déploya sur trois lignes en travers de la chaussée de Nivelles, à peu près à la hauteur de la limite inférieure du bois qui couvre le château de Goumont au sud, et éclaira, par la gauche, tout le terrain, ayant des grand'gardes sur Braine-l'Alleud; sa batterie d'artillerie légère sur la chaussée de Nivelles.

L'infanterie du même corps, qui formait la seconde colonne, occupa l'espace compris entre la chaussée de Nivelles et celle de Bruxelles; c'était une étendue de dix-huit cents à deux mille mètres; la division Guilleminot (1) tenant la gauche près de la chaussée de Nivelles et en face du bois de Gou-

(1) Jérôme Bonaparte marcha avec cette division, comme la veille et l'avant-veille.

mont, Foy le centre, Bachelu la droite, qui arrivait à la chaussée de Bruxelles, près de la ferme de la Belle-Alliance.

Chaque division d'infanterie était sur deux lignes, la seconde à soixante mètres de la première, ayant son artillerie sur son front et ses parcs en arrière, près de la chaussée de Nivelles.

L'infanterie de d'Erlon, formant la troisième colonne, appuya sa gauche à la Belle-Alliance et sa droite vis-à-vis de la ferme de la Haye. Chaque division était sur deux lignes, l'artillerie dans les intervalles des brigades.

La cavalerie de d'Erlon, formant la quatrième colonne, se déploya à droite, sur trois lignes, observant la Haye, Frichemont, et jetant des postes dans la direction d'Ohain. Son artillerie était sur sa droite.

La première ligne était à peine formée, que les têtes des quatre colonnes de la deuxième ligne arrivèrent aux points où elles devaient se déployer.

Les cuirassiers de Kellermann s'établirent sur deux lignes à soixante mètres l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de la deuxième ligne du corps de Reille, et à distance égale des deux chaussées. Ils avaient une batterie sur chaque aile.

Le corps de Lobau se porta à deux cents mètres derrière la deuxième ligne de Reille, et resta en colonnes serrées par division, occupant deux cents mètres de profondeur, le long et sur la gauche de la chaussée de Bruxelles, avec une distance de cinquante mètres entre les deux colonnes de division, son artillerie sur son flanc gauche.

La division Domon, suivie par celle de Subervie, se plaça en colonne serrée par escadron, à droite de la chaussée de Bruxelles, à hauteur de Lobau, dont elle n'était séparée que par cette chaussée; l'artillerie sur son flanc droit.

Les cuirassiers de Milhaud se déployèrent sur deux lignes, à soixante mètres l'une de l'autre, et à deux cents mètres der-

rière la seconde ligne de d'Erlon, la gauche vers la chaussée de Bruxelles, la droite vers Frichemont. Ils occupaient un front d'environ mille mètres; l'une de leurs batteries sur la gauche, l'autre sur leur centre.

Avant que la deuxième ligne fût formée par ces quatre colonnes de Kellermann, de Lobau, de Subervie et Domon, de Milhaud, les têtes des trois colonnes de la troisième ligne ou réserve arrivèrent à leurs points de déploiement.

Les grenadiers et dragons à cheval de la garde se placèrent en bataille sur deux lignes à soixante mètres de distance l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de Kellermann; leur artillerie au centre.

L'infanterie de la garde s'établit sur six lignes, formées chacune d'une brigade en colonnes par bataillon, à vingt mètres l'une de l'autre, à côté de la route de Bruxelles et un peu en avant de la ferme de Rossomme; l'artillerie des divisions sur la gauche et la droite, celle de réserve derrière les lignes.

Les lanciers et chasseurs de la garde se déployèrent sur deux lignes, à soixante mètres de distance l'une de l'autre, à deux cents mètres en arrière de Milhaud.

A dix heures et demie, ce grand mouvement était terminé; toutes les troupes étaient à leur position; le plus profond silence régnait sur le champ de bataille.

Les chaussées de Bruxelles et de Nivelles, étaient libres; c'étaient les moyens de communication pour que l'artillerie de réserve pût parvenir rapidement sur les divers points (1). Une partie du grand parc arrivait aux Quatre-Bras.

L'armée ainsi disposée pour la bataille, comptait, toutes armes comprises, soixante et douze mille hommes, dont quinze mille de cavalerie, et 240 bouches à feu (2).

(1) Tous ces détails sur la formation de l'armée française sont empruntés, presque textuellement, aux *Mémoires de Napoléon* (t. IX).

(2) L'effectif était, la veille, au départ des Quatre-Bras, de 72,447 hom-

Égale à très-peu près en nombre aux Anglo-Hollandais, elle leur était un peu supérieure en cavalerie, et, beaucoup en artillerie. Mais elle avait un désavantage; et ce désavantage était grand : elle allait attaquer un ennemi séparé d'elle par un terrain gras, horriblement détrempé par les pluies, et attendant l'attaque dans une position favorable.

Napoléon passa devant les lignes et fut accueilli par d'immenses, d'enthousiastes acclamations. Cependant, les moments s'écoulaient; on touchait à la moitié du jour, et pas un coup de canon n'avait été tiré encore. Deux ou trois heures de plus ou de moins n'avaient pu apporter aucun changement sensible dans l'état d'un pareil sol. L'armée avait eu besoin, sans doute, de quelque répit pour se remettre un peu des fatigues de la nuit, pour se préparer au combat; mais elle aurait pu avoir pris ses positions et entrer en action vers sept ou huit heures.

Tout le temps écoulé depuis était du temps livré à l'inconnu, perdu absolument; et souvent, à la guerre, des pertes de ce genre ne se réparent pas.

Wellington devait mesurer avec bonheur les retards de son adversaire.

Il avait parcouru, comme lui, les lignes de son armée; mais aucune acclamation n'avait retenti sur son passage. Ses soldats n'en étaient pas moins résolus à faire vaillamment leur devoir.

Vers onze heures, un ordre dicté par Napoléon, produisit une première indication de son plan de bataille.

« A peu près à une heure, après midi, disait Napoléon, au moment où l'empereur en donnera l'ordre au maréchal Ney, l'attaque commencera pour s'emparer du village de Mont-Saint-Jean, où est l'intersection des routes. A cet effet, les

mes. On avait perdu environ deux cents hommes dans la poursuite de la cavalerie anglaise; il restait donc 72,247 hommes, le 18 au matin. (Voir page 217.)

batteries de 12 du 2ᵉ corps et du 6ᵉ se réuniront à celle du 1ᵉʳ corps. Ces vingt-quatre bouches à feu tireront sur les troupes de Mont-Saint-Jean ; et le comte d'Erlon commencera l'attaque, en portant en avant sa division de gauche et la soutenant, suivant les circonstances, par les autres divisions du 1ᵉʳ corps.

» Le 2ᵉ corps s'avancera à mesure pour garder la hauteur du comte d'Erlon.

» Les compagnies de sapeurs du 1ᵉʳ corps seront prêtes pour se barricader sur-le-champ, à Mont-Saint-Jean. »

La partie la plus forte de la ligne anglo-hollandaise était le centre, présentant une concavité vers son milieu, et protégé en avant de ses deux extrémités par le gros massif de Goumont et par la Haie-Sainte. C'était un motif pour ne pas y porter l'effort principal. Mais il y en avait un autre plus grave encore qui était que, grâce à ces circonstances mêmes, Wellington pourrait se retirer avant d'être complétement forcé et aller s'établir en arrière du hameau de Mont-Saint-Jean, appuyant sa droite à Mesnil, à Estrée, sa gauche à Vert-Coucou, à la forêt de Soignes, gardant ainsi la chaussée de Bruxelles, et le chemin d'Alsemberg, pavé presque tout entier. Or, ce qu'il fallait lui enlever, c'étaient ces routes mêmes, afin de couper sa ligne d'opération sur Anvers, et avant tout ses communications avec les Prussiens.

Cette dernière considération suffisait pour faire rejeter aussi une attaque sur l'aile droite de Wellington, puisqu'elle refoulerait celui-ci vers Blücher.

Au contraire, si Napoléon parvenait à forcer la gauche des Anglo-Hollandais, il se saisirait immédiatement de la chaussée de Bruxelles, il les repousserait, les entasserait dans le vallon de Merbe-Braine, dans celui de Braine-l'Alleud, dans un pays coupé, où leurs seules voies de retraite seraient de mauvaises traverses, les conduisant dans la direction des Flandres, tout opposée à celle qu'avait pu prendre l'armée prussienne. C'était

donc sur l'aile gauche que devait être dirigée l'attaque principale.

D'ailleurs, par un heureux hasard, cette aile était la partie la plus faible de la position. On pouvait l'aborder en se bornant à masquer les petites fermes de Papelotte et de la Haie; et, sur le plateau, elle était complétement en l'air.

Wellington avait une excellente raison, pour ne pas trop redouter de la placer ainsi. Mais, cette raison, Napoléon ne la soupçonnait même pas.

Au moment où il avait dicté l'ordre que nous venons de reproduire, il s'était arrêté, tout porte à le croire, au projet de faire effort sur l'aile gauche ennemie, de la déborder et de frapper simultanément le coup le plus vigoureux au point de jonction de cette aile et du centre, au-dessus de la Haie-Sainte.

D'Erlon devait commencer cette opération, Lobau et une partie des réserves de cavalerie, le soutenir immédiatement à droite et à gauche de la chaussée, et le reste de ces réserves, toute la garde, l'appuyer au besoin. Reille attaquerait la partie de la ligne qui lui était opposée et y appellerait, le plus possible, l'attention et les forces de l'ennemi.

Si rien ne venait déranger les calculs du chef de l'armée française, ce plan très-beau de conception, très-puissant de développement, devait conduire au succès.

Le maréchal Ney fut chargé de le mettre à exécution sous l'œil du maître, et il disposa, d'abord, pour cela, des corps de d'Erlon et de Reille.

Après avoir parcouru les lignes de l'armée, Napoléon vint se placer au point le plus élevé des hauteurs de Rossomme, un peu à droite de la ferme de ce nom et de la chaussée de Bruxelles, sur la berge d'un chemin qui conduit au village de Plancenoit.

De là, il découvrait tout le terrain, jusqu'au front de l'armée anglo-hollandaise.

On lui apporta, de la ferme voisine, une table, une chaise

grossières qui furent placées sur un lit de paille ; il descendit de cheval et s'assit, la carte du pays déployée devant lui.

Sa confiance dans le résultat de la journée était la même. Il voyait toujours Wellington isolé des Prussiens, et victime prochaine de la défaite la plus signalée.

Il était onze heures et demie (1).

Le canon et la fusillade éclatèrent à l'extrême gauche de l'armée française. Reille faisait aborder la position de Goumont par la division Guilleminot.

Cette attaque, nous l'avons fait observer, avait pour but d'appeler sur ce point l'attention du général anglais, de l'y inquiéter et de favoriser ainsi l'opération principale, qui devait se faire contre son aile gauche. C'était une diversion ; mais, pour obtenir l'effet désiré, il n'était pas indispensable qu'elle fût poussée jusqu'à la prise de la position.

Cette position était forte.

Situé, nous l'avons dit, au sommet de la pente qui encaisse, du côté du sud, le vallon couvrant le centre de la ligne anglo-hollandaise, le château de Goumont, était dominé, à moins de trois cents mètres en arrière, par la crête du plateau de Mont-Saint-Jean.

Il comprenait une vaste maison d'habitation, un logement de fermier, une chapelle et des bâtiments d'exploitation, rangés sur les quatre côtés d'un rectangle fermé par les murs mêmes de ces constructions. Deux grandes portes y donnaient accès : l'une au sud, l'autre au nord.

A l'est du château, et y attenant, se trouvait un grand jardin clos, du côté du nord, par une haie et des deux autres côtés par des murs de briques épais, hauts de plus de deux mètres. A l'est encore de ce jardin, s'étendait un verger beaucoup plus

(1) Ce moment est indiqué ainsi par les rapports hollandais. Des généraux anglais, avec cet esprit de précision et ce sang-froid qui caractérisent leur nation, regardèrent, ont-ils assuré, leur montre, au premier coup de canon, et constatèrent qu'il était alors onze heures trente-cinq minutes.

grand, qui n'en était séparé que par l'un de ces murs et qu'entouraient, sur les trois autres côtés, des haies très-élevées, mêlées d'arbres et généralement très-fourrées, en arrière desquelles était creusé un fossé de quelque profondeur.

Un bois taillis (1) sous une futaie très-claire, long de trois cents mètres au plus et un peu moins large, couvrait, au sud le verger, le jardin et le château, s'en approchant à une trentaine de mètres. Planté sur une pente doucement inclinée vers la ligne française, ce bois allait aboutir au fond du vallon de Merbe-Braine, qui, là, n'est encore qu'un pli de terrain. Il était limité, à l'est, par une prairie bordée de haies; à l'ouest, par un verger pourvu d'une bordure pareille et s'allongeant dans le vallon même, jusqu'à la chaussée de Nivelles.

Tous ces abords étaient occupés par un bataillon de Nassau détaché de la division Perponcher, et fort d'environ sept cents hommes, et deux compagnies hanovriennes, dont une armée de carabines.

Quatre compagnies de gardes anglaises (division Cooke) tenaient le château, le jardin et le verger qui l'avoisine.

Tous les murs avaient été crénelés; et contre ceux du jardin, on avait élevé un échafaudage pour tirer par-dessus.

Guilleminot porta, d'abord, contre le bois, les cinq bataillons de la brigade Bauduin, en échelons, la gauche en tête, précédés par une forte chaîne de tirailleurs, et protégés par le feu de sa batterie et de celle de Piré. Ils s'avancèrent avec le plus grand élan, et, malgré le fourré, malgré une résistance opiniâtre et la mort du brave Bauduin, tué dès le commencement de l'action, ils gagnèrent du terrain. Bientôt, cependant, il fallut les renforcer. Guilleminot fit entrer en ligne son autre brigade, à droite de celle de Bauduin; et Napoléon envoya l'ordre à Kellermann de détacher ses deux batteries pour augmenter le feu sur Goumont. Une assez vive canonnade s'en-

(1) Ce bois a été défriché.

gagea alors entre notre artillerie et celle du centre droit ennemi.

L'attaque prit, dès ce moment, un ascendant marqué sur la défense.

Wellington, à cheval, près de la chaussée de Nivelles, sur le plateau, en suivait la marche. Voyant les progrès de Guilleminot, le bois sur le point d'être enlevé aux siens, il y fit diriger un bataillon de Brunswick. Mais, avant que ce secours fût arrivé, les soldats de Guilleminot avaient balayé le terrain. Déjà, ils atteignaient la limite nord du bois et se croyaient maîtres de la position, quand un feu épouvantable éclata sur eux et renversa les plus avancés.

Abritées par les haies, les murs crénelés et garnis d'échafaudages, les gardes anglaises révélaient ainsi leur présence et les difficultés nouvelles qui attendaient les assaillants.

Les murs et les haies avaient plus de deux mètres de haut; on ne s'était pourvu d'aucun moyen d'escalade; l'artillerie ne pouvait être amenée à travers le bois pour ouvrir une brèche; on n'avait pas même un pétard, quelques sacs de poudre pour renverser un pan de mur; la porte méridionale du château était dans un rentrant flanqué à bout portant par un coin du jardin. L'assaut, de ce côté, était donc impossible. Officiers et soldats ne voulurent pourtant pas reculer. Ils se mirent et s'acharnèrent à se fusiller avec les défenseurs du verger, du jardin et du château.

Dans leur héroïque et stérile courage, ils restaient en butte à des coups assurés et n'y pouvaient répondre que par des coups incertains. Les plus intrépides, les plus audacieux pénétrèrent, par quelques ouvertures des haies, dans le verger, allèrent même, s'aidant les uns les autres pour l'escalade, jusqu'à franchir le mur du jardin. Mais la mort fut le seul prix de leur tentative. Jamais hommes si braves ne furent si vaînement sacrifiés.

C'était la brigade Soye qui était venue se heurter à ce puissant obstacle.

Celle de Bauduin avait appuyé à gauche, tournant le bois, enlevé le petit verger, qui est dans le vallon de Merbe-Braine, atteint le côté ouest du château, s'était trouvée aussi arrêtée par des murs, et restait en prise au feu des créneaux et de l'artillerie du plateau, qui avait libre jeu sur elle.

De ce côté, les murs étaient à découvert; une demi-batterie de 12, amenée là, les aurait renversés en quelques instants, aurait fait la voie à l'assaut. L'idée n'en vint, paraît-il, à personne. Guilleminot, Jérôme Bonaparte, Reille lui-même laissèrent décimer, en vain, leurs bataillons par d'invisibles ennemis.

Quelques compagnies du 1er léger et une poignée de sapeurs du génie avaient poussé jusqu'à la porte nord du château; et, malgré la mitraille, la fusillade du plateau, ils l'avaient enfoncée. Mais cette audacieuse tentative avait échoué. Quelques braves en tête desquels marchait, une hache à la main, le sous-lieutenant Legros, avaient pénétré dans la cour. Tous y avaient trouvé la mort; et l'ouverture qu'ils venaient de pratiquer avait été barricadée sur-le-champ par leurs adversaires.

La division Guilleminot, ne pouvant avancer, ne voulant pas battre en retraite, était déjà bien ébranlée quand le bataillon de Brunswick, appelé par Wellington, accourut. Il était précédé de quatre compagnies de gardes anglaises.

Appuyées par cette réserve, les troupes qui avaient été chassées du bois, et s'étaient réfugiées dans le vallon en arrière du jardin et du grand verger adjacent, sortirent de leur retraite, rentrèrent en ligne; et Guilleminot fut repoussé jusqu'au milieu du bois.

Il était une heure.

Les tirailleurs étaient engagés sur toute la ligne jusque vis-à-vis de Papelotte. Ceux de l'ennemi avaient été repliés et se tenaient, maintenant, sur la pente du plateau.

L'artillerie tonnait à l'aile droite de l'armée française. Elle préparait l'attaque ordonnée, de ce côté.

Mais une bien grave nouvelle était parvenue, depuis quelques instants, à Napoléon.

L'attaque de Goumont venait de commencer. Il l'observait avec distraction, promenant sa lunette sur l'horizon en avant des hauteurs de Rossomme, lorsqu'il aperçut sur Chapelle-Saint-Lambert un corps de troupes. Chapelle-Saint-Lambert est un village à sept kilomètres, en ligne droite, par le nord-est de la ferme de Rossomme. Placé sur la direction même de Wavre à Smohain, il est séparé de ce dernier point par moins de quatre kilomètres et demi. A son pied, coule le ruisseau de Lasne dans un vallon étroit et d'abords très-difficiles, qui limite, à l'ouest, le plateau de la Dyle.

Il était de la plus haute importance de savoir promptement quel était ce corps qui se montrait si proche des deux armées en présence. Les divisions de Subervie et de Domon reçurent immédiatement l'ordre d'aller le reconnaître; et le général Bernard, aide de camp de Napoléon, fut expédié en avant avec quelques cavaliers afin d'avoir encore plus vite des nouvelles précises.

Napoléon a dit qu'il eut l'espoir que les troupes qui paraissaient sur Chapelle-Saint-Lambert étaient un détachement de Grouchy. Cela est possible, mais fort peu probable.

Depuis le moment où il s'était séparé de ce maréchal, il en avait reçu deux dépêches, datées toutes les deux de Gembloux, l'une de dix heures du soir le 17, l'autre de deux heures du matin le 18.

On a lu la première (1).

Grouchy y exposait ses incertitudes sur la direction prise par l'armée prussienne : il ne savait si elle se retirait par Wavre ou par Perwez (village tout près de la voie romaine);

(1) Voir pages 221-222.

et il disait qu'il marcherait sur l'un ou l'autre de ces points, suivant les rapports qui lui parviendraient.

Dans sa seconde dépêche, il annonçait qu'il se porterait sur Sart-lez-Walhain, sans ajouter quelle direction il prendrait quand il y serait arrivé.

Sart-lez-Walhain se trouve à une lieue à l'est du chemin direct de Gembloux à Wavre, et à une demi-lieue au nord de la voie romaine. Le choix de ce point intermédiaire indiquait que les incertitudes du maréchal n'avaient pas cessé.

Ces deux dépêches étaient parvenues au quartier général impérial à deux heures, et à cinq ou six heures du matin.

Napoléon n'y avait répondu qu'à dix heures, par cette lettre, signée du major général Soult :

« L'empereur a reçu votre dernier rapport daté de Gembloux. Vous ne parlez à Sa Majesté que de deux colonnes prussiennes qui ont passé à Sauvenière et à Sart-lez-Walhain; cependant, des rapports disent qu'une troisième colonne, qui était assez forte, a passé à Géry et à Gentinnes, se dirigeant sur Wavre.

» L'empereur me charge de vous dire qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'armée anglaise, qui a pris position à Waterloo, près de la forêt de Soignes; ainsi, Sa Majesté *désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre*, *afin de vous rapprocher de nous, vous mettre en rapport d'opérations*, poussant devant vous *les corps* de l'armée prussienne qui ont pris cette direction, et qui auraient *pu s'arrêter à Wavre*, *où vous devez arriver le plus tôt possible.* Vous ferez suivre les colonnes ennemies qui ont pris sur *votre droite* par quelques corps légers, afin d'observer leurs mouvements et de ramasser leurs traînards... Ne négligez pas de lier vos communications avec nous. »

Écrite à dix heures, cette lettre, contenant le premier ordre donné à Grouchy de marcher sur Wavre, n'avait pu avoir

encore aucune influence sur ses mouvements (1). D'autre part, sa dépêche de deux heures du matin, apprenant qu'il se porterait de Gembloux sur Sart-lez-Walhain, ne donnait pas à croire qu'à onze heures et demie ou midi, un de ses détachements pût être arrivé à Chapelle-Saint-Lambert. Il y a, en effet, de Gembloux à Sart-lez-Walhain, une lieue et demie en ligne droite, et, de ce dernier point, à Chapelle-Saint-Lambert, trois fois autant en ligne droite aussi, ce qui donne près de huit lieues par toutes les traverses à suivre; et la pluie avait défoncé les chemins; et tout le terrain est très-difficile, très-coupé, rempli de défilés. Napoléon ne l'ignorait certainement pas.

L'espoir qu'il a dit avoir conçu, en apercevant un corps de troupes sur Chapelle-Saint-Lambert, est donc, nous le répétons, fort peu probable.

Mais, si cet espoir exista, il ne dura pas longtemps.

L'aide de camp Bernard, après avoir galopé dans la direction de Chapelle-Saint-Lambert, avait mis pied à terre, et, se couvrant des bois et des haies, s'était assez approché des bords du ruisseau de Lasne, pour avoir pu parfaitement distinguer une ligne de tirailleurs sortant du vallon dans la direction de Plancenoit. C'était de l'infanterie prussienne. Revenu rapidement près de Napoléon, Bernard lui avait appris cette fâcheuse découverte.

Mais quelle était la force de l'ennemi qui venait se jeter ainsi au travers des combinaisons du général français? Les troupes qui paraissaient sur Saint-Lambert formaient-elles l'avant-garde d'un corps considérable? étaient-elles seulement un détachement séparé de l'armée prussienne dans le tumulte

(1) Les deux relations de Sainte-Hélène affirment que d'autres ordres furent expédiés, dans la nuit, prescrivant au maréchal de marcher sur Wavre, et même de faire occuper Chapelle-Saint-Lambert. Ces ordres sont de pure invention; nous le prouverons plus tard. La lettre que nous venons de citer est déjà une preuve de ce que nous disons; car elle ne rappelle aucun ordre qui l'aurait précédée, n'y fait pas même la plus lointaine allusion.

de la retraite, et cherchant à rallier l'armée anglo-hollandaise?

Napoléon avait bientôt su une partie de la vérité.

Un officier de chasseurs lui avait amené un hussard prussien qui venait d'être fait prisonnier par un parti de cavalerie battant l'estrade vers le vallon de Lasne. « Ce hussard était porteur d'une lettre; il était fort intelligent, et avait donné tous les renseignements désirables. La colonne qu'on apercevait sur Saint-Lambert était l'avant-garde du corps de Bülow, qui arrivait avec trente mille hommes, et n'avait pas donné à Ligny. La lettre était l'annonce de l'arrivée de ce corps. Bülow demandait des ordres à Wellington. Le hussard avait dit qu'il avait été, le matin, à Wavre; que les trois autres corps de l'armée prussienne y étaient campés; qu'ils y avaient passé la nuit du 17 au 18 et n'avaient aucun Français devant eux (1). »

L'intervention, si imprévue pour Napoléon, et si prochaine de trente mille Prussiens sur le champ de bataille où les Français avaient déjà en face des forces égales aux leurs, était un incident bien grave; et la gravité en était augmentée par la nouvelle, non moins imprévue, pour Napoléon, de la réunion sur Wavre de tout le reste de l'armée prussienne. De Wavre à Smohain, où s'appuyait l'extrême gauche des Anglo-Hollandais, il n'y a que trois lieues en ligne droite.

Le général français avait persisté, néanmoins, à continuer la bataille à peine et si tardivement engagée.

Il avait ordonné à Lobau de traverser la chaussée de Bruxelles par un changement de direction à droite par division, de se porter du côté de Chapelle-Saint-Lambert, pour soutenir Domon et Subervie, et « de choisir une bonne position intermédiaire où il pût, avec dix mille hommes, en arrêter trente mille, si cela devenait nécessaire. »

Lobau s'était mis immédiatement en mouvement; l'infanterie de la garde avait pris la place qu'il quittait; et,

(1) *Mémoires*, t. IX.

simultanément, le major général avait écrit à Grouchy :

« Du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, *à une heure après midi.*

« Vous avez écrit, ce matin, à deux heures, à l'empereur que vous marcheriez sur Sart-lez-Walhain; *donc*, votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre (1). Ce mouvement est conforme aux dispositions de Sa Majesté, qui vous ont été communiquées.

» Cependant, l'empereur m'ordonne de vous dire que vous devez *toujours manœuvrer dans notre direction.* C'est à vous de voir le point où nous sommes pour vous régler en conséquence et pour lier nos communications, ainsi que pour être toujours en mesure de tomber sur les troupes ennemies qui chercheraient à inquiéter notre droite, et de les écraser.

» Dans ce moment, la bataille est engagée sur la ligne de Waterloo. Le centre ennemi est à Mont-Saint-Jean; *ainsi, manœuvrez pour joindre notre droite.*

» P. S. Une lettre qui vient d'être interceptée porte que le général Bülow doit attaquer notre flanc. Nous croyons apercevoir ce corps sur les hauteurs de Saint-Lambert; ainsi, ne perdez pas un instant pour *vous rapprocher de nous et nous joindre*, et pour écraser Bülow, que vous prendrez en flagrant délit. »

Instructions tardives! Où se trouvait Grouchy au moment où on les écrivait? où serait-il quand elles lui parviendraient? quand les recevrait-il; et où serait alors l'armée prussienne? Blücher était bien actif, bien audacieux. Pouvait-on penser qu'il serait resté inerte, depuis le point du jour, à Wavre? Or, Grouchy, on le savait, n'avait dû partir de Gembloux qu'au matin; de Gembloux à Wavre, il y a tout près de six lieues

(1) Cette conclusion était anticipée, on le verra plus tard. Grouchy, en se portant sur Sart-lez-Walhain, ne savait pas encore dans quelle direction il prolongerait son mouvement.

quand on y va par Sart-lez-Walhain ; et la route n'est qu'une mauvaise traverse où l'on rencontre des défilés à chaque instant.

Pendant qu'étaient parvenues les fâcheuses nouvelles qui avaient déterminé l'envoi de ces instructions pressantes, Ney avait reçu l'ordre d'ouvrir le feu d'artillerie qui devait préparer l'attaque dont le but était la prise du hameau de Mont-Saint-Jean.

A une heure, nous l'avons dit, ce feu était dans toute son intensité.

Les trois batteries de 12 de d'Erlon, de Reille, de Lobau, réunies aux batteries divisionnaires du premier et renforcées de deux batteries de la garde, en tout soixante et dix-huit bouches à feu, placées sur une arête de la pente des hauteurs de la Belle-Alliance, à droite de la chaussée, battaient à outrance la gauche et la partie adjacente du centre anglo-hollandais, qui ne leur opposaient qu'une artillerie inférieure.

Vers une heure et demie, Napoléon, jugeant l'ennemi assez ébranlé par la masse de projectiles lancés sur ses lignes, fit dire à Ney de disposer les quatre divisions du 1er corps en autant de colonnes par échelons, la gauche en avant, pour enlever la Haie-Sainte, franchir le vallon et marcher au plateau.

Soit malentendu dans la transmission de l'ordre, soit aberration du maréchal ou de d'Erlon, les divisions se formèrent, chacune en masse pleine, par bataillons déployés, à cinq pas de distance les uns des autres.

Sur un terrain favorable, cette formation, complétement et à juste titre inusitée, aurait été bien dangereuse ; sur le sol accidenté, bourbeux qu'il fallait parcourir, c'était une folie. On se mettait à la merci d'une charge de cavalerie.

Le premier échelon, ou échelon de gauche, fut formé par la brigade Bourgeois, de la division Allix (1), l'autre brigade de

(1) Allix étant absent, en mission, sa division était commandée par Quiot, le plus ancien de ses maréchaux de camp.

cette division, celle de Quiot devant aller attaquer la Haie-Sainte. La division Donzelot forma le second échelon; celle de Marcognet le troisième; celle de Durutte le quatrième.

La distance d'un échelon à l'autre fut de quatre cents pas; chaque division avait huit bataillons, excepté celle de Donzelot, qui en avait neuf.

Ces étranges colonnes présentaient donc ici douze, là vingt-quatre et vingt-sept rangs d'épaisseur et un front variant de cent cinquante à deux cents hommes, suivant la force des bataillons (1).

Au signal de Ney, alors à cheval sur la chaussée, elles se mirent en marche et descendirent, aux cris redoublés de « Vive l'empereur! » dans le vallon qui séparait les deux armées. Rendus inutiles le jour de Ligny et des Quatre-Bras, soldats et officiers brûlaient d'impatience, voulaient se signaler par quelque action éclatante.

La brigade de Quiot, dirigée contre la Haie-Sainte, fut la première qui en vint aux mains. Elle était déjà engagée, que les colonnes à sa droite gravissaient encore la pente du plateau sous le feu plongeant de l'artillerie ennemie.

L'aile gauche anglo-hollandaise, commandée par le lieutenant général Picton, s'étendait, on l'a vu, depuis la chaussée de Bruxelles, jusqu'à hauteur de la Haie.

Elle se composait des deux brigades anglaises de Kempt et de Pack, des deux brigades hanovriennes de Vincke et de Best, et de la division hollando-belge Perponcher, comprenant les

(1) Cette singulière formation du corps de d'Erlon a été présentée, jusqu'ici, d'une manière inexacte par les historiens français et étrangers. Nous devons à la bienveillante amitié d'un général qui était officier supérieur dans le corps de d'Erlon les détails qu'on vient de lire. Dans la note remarquable qu'il nous a envoyée, nous lisons que le chef du dernier bataillon de la division Durutte avait rompu sa troupe par division, prêt à former le carré, et que Durutte, s'en étant aperçu, lui ordonna de la faire marcher en bataille, parce que tel était l'ordre.

brigades de Bylandt et du prince de Saxe-Weimar. Les brigades de cavalerie anglaise Vandeleur et Vivian flanquaient la ligne à gauche.

Kempt, Pack, Vincke, Best, le prince de Saxe-Weimar avaient, chacun, quatre bataillons (1); Bylandt en avait cinq.

Kempt avait sa droite à la chaussée de Bruxelles : un bataillon (95e, armé de carabines) déployé, partie derrière les haies du chemin d'Ohain, partie dans une petite carrière qui est en avant; les trois autres bataillons formés en autant de colonnes à intervalles de déploiement, en arrière et à une centaine de mètres de la crête du plateau.

Bylandt avait quatre bataillons déployés en avant de cette crête et un bataillon en arrière.

Pack était en colonnes par bataillon à intervalles de déploiement, à deux cents mètres en arrière de la crête. Best avait trois bataillons déployés, un peu en saillie sur l'alignement de Pack, et un bataillon en réserve. Vincke se trouvait à la même hauteur et dans le même ordre que Pack.

Trois batteries d'artillerie (vingt pièces) étaient en action sur la crête.

Sur toute la ligne occupée par Picton, cette crête se confond avec le chemin d'Ohain jusqu'à une centaine de mètres de la chaussée de Bruxelles. Le chemin d'Ohain est bordé, nous l'avons dit antérieurement, de haies fortes mais discontinues. En quelques points, on les avait taillées pour former comme des embrasures à l'artillerie.

Le prince de Saxe-Weimar occupait le château de Frichemont par un bataillon, Smohain, la Haie, Papelotte par un autre, et tenait le reste de sa brigade en réserve. Il disposait de trois bouches à feu, restes d'une batterie désorganisée par notre cavalerie, aux Quatre-Bras.

(1) Un des bataillons du prince de Saxe-Weimar était détaché à Goumont.

La disposition donnée aux troupes établies sur le plateau les avait préservées, en grande partie, des atteintes de la canonnade de Ney; car la crête a très-peu de largeur et le terrain immédiatement en arrière tombe dans un large pli où ne venaient frapper que les éclats d'obus et très-peu de boulets.

Les colonnes françaises s'avançaient assez lentement, en dépit de leur ardeur, dans les terres fangeuses, à travers les hautes moissons.

Celle de gauche, gênée par le feu de carabiniers embusqués de l'autre côté de la chaussée, au-dessus de la Haie-Sainte, obliqua insensiblement à droite. La seconde colonne laissa perdre sa distance; et toutes les deux se trouvaient à même hauteur, quand elles reçurent la mitraille de deux batteries et bientôt la fusillade du 95e anglais et de Bylandt. D'Erlon, alors, fait battre la charge. Nos soldats précipitent le pas, chassent devant eux le 95e, abordent les bataillons de Bylandt, les culbutent, les dispersent sous un choc impétueux, franchissent le chemin d'Ohain par les intervalles des haies, par les embrasures qui y sont ouvertes, et mettent la main sur les pièces.

Le passage de l'obstacle, le choc même a désuni les colonnes; on en a arrêté la tête pour les reformer un peu lorsque, de gauche et de droite, une grêle épaisse de balles vient les assaillir : les bataillons de Kempt et ceux de la droite de Pack ont déployé, et les fusillent à quelques pas.

Surprises par cette attaque aussi violente que soudaine, elles essayent d'y répondre, de déployer aussi. Malheureusement, l'ordre vicieux de leur formation, le trouble causé par le passage des haies, embarrassent, ralentissent leur mouvement; et, pendant qu'il s'opère, Kempt et Pack les abordent à la baïonnette et les jettent dans la plus grande confusion. Les braves soldats de d'Erlon résistent pourtant au milieu d'un effroyable pêle-mêle; le désordre se met aussi dans les rangs de leurs

adversaires; l'intrépide Picton, un des plus renommés parmi les généraux de la guerre d'Espagne, tombe frappé à mort, la tête traversée d'une balle (1). Cette rencontre furieuse ne reste pas longtemps indécise.

Wellington, reconnaissant les apprêts de l'attaque de d'Erlon, s'était, tout de suite, porté à son aile gauche et y avait appelé, de sa réserve, la brigade de gros dragons de Ponsonby, forte de douze cents chevaux.

Placé près de la chaussée, dans un pli de terrain, en arrière de Kempt, Ponsonby attendait le moment de prendre la charge. Il saisit l'occasion. A la tête de deux de ses régiments, de huit cents cavaliers d'élite, il passe dans les intervalles de Kempt et se précipite sur le flanc gauche des colonnes françaises, les sabre à outrance, les repousse sur les haies, les éparpille et descend parmi elles la pente du plateau. Le drapeau du 105e de ligne est pris.

Presque simultanément, la troisième colonne, celle de Marcognet, éprouvait le même sort que les deux premières.

Très-maltraitée déjà par une batterie qui la battait d'écharpe à courte portée, elle avait dépassé les haies et descendait le revers de la crête, quand les bataillons de la gauche de Pack et ceux de la droite de Best, qui se tenaient à moitié couchés dans les blés, se relevèrent et ouvrirent sur elle un feu des plus meurtriers, suivi bientôt d'une charge exécutée à fond par le troisième régiment de la brigade de Ponsonby. Ainsi surprise, n'ayant pas le temps de se former en carrés à cause de sa vicieuse ordonnance, la division Marcognet, s'émeut, tourbillonne et regagne précipitamment le vallon, tous rangs confondus, perdant le drapeau du 45e de ligne, sabrée par les

(1) Le bulletin de Wellington dit : « Picton est mort glorieusement en conduisant sa division à une charge à la baïonnette, par laquelle une des *plus sérieuses attaques* faites par l'ennemi sur notre position a été repoussée. »

dragons qui galopent, ivres d'ardeur, au milieu de la déroute.

Du moment où nos colonnes avaient été près d'atteindre la crête du plateau, la grande canonnade de Ney avait dû cesser. Deux batteries divisionnaires s'étaient avancées alors pour les rejoindre; mais, en traversant le vallon, elles s'étaient à moitié embourbées. La cavalerie qui poursuivait nos fuyards les rencontra sur sa route, et coucha par terre, en un instant, canonniers, soldats du train et chevaux.

Les artilleurs des batteries restées en position assistaient ainsi à cette destruction, au carnage de notre infanterie, impatients de la mêlée, qui les empêchait de tirer sur les audacieux dragons et la masse des fantassins anglais accourus jusque sur la pente du plateau.

Peu s'en fallut qu'ils n'eussent, à leur tour, beaucoup à souffrir de la tempête.

Emportés par le succès, les dragons franchissent le vallon, et, dans leur élan, arrivent jusqu'à la gauche de la grande batterie. Mais, tout aussitôt, une brigade de cuirassiers, un régiment de lanciers tombent sur eux de front, de flanc, et mettent un terme à leur course. Saisis dans leur éparpillement, les uns sont impitoyablement renversés par le long sabre et la lance de nos cavaliers; les autres tournent bride et vont chercher un abri sur le plateau. Ils l'y trouvent derrière l'infanterie qui s'est reformée sur la crête et la brigade de Vivian, qui vient de s'y porter aussi. A l'aspect de ces forces, la poursuite s'arrête; le ralliement sonne pour les nôtres. Il se fait dans le vallon, sous la protection de la grande batterie, qui a repris son feu.

Ponsonby y est resté inanimé, le corps troué de sept coups de lance. De ses douze cents dragons, six cents à peine se sont échappés; les autres ont péri ou ont été faits prisonniers. Deux des trois commandants de régiment, les lieutenants-colonels Hamilton et Muter, ont été, celui-ci blessé grièvement, celui-là tué.

C'est la brigade Travers, composée des 7e et 12e cuirassiers, c'est le 4e lanciers, colonel Bro, qui ont fait payer ainsi aux Anglais leur témérité. Travers a marché par ordre de Napoléon, qui a vu trop tard arriver l'orage. Bro a été lancé par son chef de division, le général Jacquinot ; il est grièvement blessé.

La quatrième colonne, celle de Durutte, avait eu moins mauvaise fortune que les trois autres.

Composée d'abord de huit bataillons, elle n'en comptait plus que six en franchissant le vallon, Durutte ayant pris sur lui d'en laisser deux à la garde de la droite de la grande batterie.

En avançant, elle avait masqué les fermes de Papelotte et de la Haie par quelques compagnies. Elle avait atteint, en bon ordre, la crête du plateau, traversé les haies très-discontinues sur cette partie de la ligne ennemie ; les Hanovriens de Best et de Vincke avaient déjà beaucoup reculé devant elle, au moment où les dragons légers de Vandeleur, sortant d'un pli de terrain, l'avaient chargée inopinément. Pliant d'abord sous le choc, elle s'était confusément pelotonnée; mais la confusion n'avait pas duré; et les dragons, fusillés à bout portant, s'étaient repliés promptement pour aller se rallier loin du feu.

Ce ralliement fait, Vandeleur, qui venait d'apprendre la déroute de nos autres colonnes, s'était porté dans le vallon pour appuyer Ponsonby.

Durutte, profitant de ce mouvement et voyant qu'il n'y avait plus de colonne française à sa gauche, s'était mis en retraite, maintenant en respect les Hanovriens, et avait regagné sa première position. Sa perte était de six cents hommes hors de combat.

Comme sa division repassait le vallon, Vandeleur y était aux prises avec le 3e lanciers et le 3e chasseurs (division Jacquinot) ; et, peu après, se voyait forcé par eux de suivre la retraite de Ponsonby. Mais il la suivait sans désordre, protégé

qu'il était par la brigade Ghigny (hollando-belge), accourue, elle aussi, dans le vallon.

Ghigny s'était heurté, d'abord, aux deux bataillons laissés par Durutte à la garde de la grande batterie; et avait tenté vainement d'entamer les deux carrés qu'ils avaient formés.

Ainsi, l'attaque sur la gauche des Anglo-Hollandais avait complétement échoué.

Elle coûtait au corps de d'Erlon près de cinq mille hommes, dont deux mille prisonniers ; et une quinzaine de pièces d'artillerie étaient absolument désorganisées (1).

Les Anglo-Hollandais avaient moins souffert. Leurs pertes, pourtant, étaient très-sensibles.

Les dragons de Ponsonby étaient à moitié détruits. Les brigades de Kempt et de Pack, déjà bien diminuées aux Quatre-Bras, présentaient de nouveaux vides ; celle de Bylandt, fortement éprouvée d'abord par la canonnade, culbutée ensuite à coups de baïonnette, était réduite à moins de quinze cents hommes ; son courageux chef, plusieurs de ses officiers supé-

(1) Le colonel E.-F. Janin, dans sa brochure (*Campagne de Waterloo.* — Paris, 1820), a dit que, dans cette rencontre, quarante pièces avaient été désorganisées. Son assertion a été répétée par quelques écrivains français et étrangers, qui ont même ajouté, sur la foi de Vaudoncourt (*Histoire des campagnes de* 1814 *et* 1815 *en France.* — Paris, 1826), que toute la grande batterie de notre aile droite s'était mise en mouvement pour se porter sur la crête en avant. C'est une double erreur. Ce mouvement fut fait seulement par la batterie de la division Donzelot et celle de la division Marcognet. Une note écrite par un témoin, et maintenant sous nos yeux, ne laisse aucun doute à ce sujet.

Napoléon, dans sa première relation de Sainte-Hélène, dit : « Une *quinzaine* de pièces qui se portaient en avant furent culbutées par la cavalerie ennemie, dans un chemin creux ; » dans sa seconde relation, il réduit ce chiffre à *sept.*

Muffling (*Geschichte des Feldzugs*, etc.) dit : « Quelques pelotons de cavalerie anglaise... tombèrent sur une colonne d'artillerie sans escorte. Elle fut prise. Comme il était impossible de l'emmener, on tua les chevaux. »

rieurs étaient hors de combat ; enfin, l'habile et intrépide Picton était tué.

En attendant de nouvelles luttes, la canonnade reprit avec violence entre la gauche anglo-hollandaise et l'aile droite française.

La brigade Quiot, dirigée contre la Haie-Sainte, en même temps que d'Erlon marchait au plateau, n'avait pas réussi dans cette attaque.

Comme la plupart des grandes fermes de Belgique, la Haie-Sainte présente un massif rectangulaire de bâtiments contigus ou reliés par des murs, de manière à former un enclos et une cour intérieure. Un verger de deux cent cinquante mètres de long sur cent de large et un jardin trois fois moins grand y touchent, le premier au sud, le second au nord. Le jardin est fermé par un mur à l'est, par de petites haies au nord et à l'ouest. Le verger est entouré de haies vives élevées, mais très-peu fourrées ; sa clôture est s'appuie à la chaussée même de Bruxelles et se trouve sur le prolongement des murs de la ferme et du jardin.

La ferme a deux grandes entrées : l'une à l'est, l'autre à l'ouest. De ce dernier côté, il y a encore une porte qui s'ouvre dans une vaste grange d'où l'on passe dans la cour. Une petite porte donne accès dans le jardin.

Le massif des bâtiments est placé à l'extrémité inférieure de la pente du plateau de Mont-Saint-Jean. Le verger est dans le vallon. L'un et l'autre échappent aux vues du plateau par la disposition de la pente (1).

La Haie-Sainte était occupée, depuis la veille, par le 2e bataillon léger de la légion allemande (division Alten), fort de

(1) Il n'en est plus ainsi maintenant. On a pris sur cette pente une grande partie des terres nécessaires à la construction du monticule qui supporte le lion de Waterloo ; et, du bord du plateau, on voit, jusqu'au pied, les bâtiments de la Haie-Sainte.

431 hommes et commandé par le major Baring. Des préparatifs de défense y avaient été faits : les murs étaient crénelés. Deux compagnies tenaient les bâtiments, trois le verger, une le jardin.

Les ravages de l'artillerie, des obusiers surtout auraient dû précéder l'attaque de cette position. On n'y avait pas pensé ; on répétait la faute commise à Goumont. Les soldats de Quiot n'y prirent garde.

Ils abordèrent le verger, en traversèrent les haies, en chassèrent les défenseurs. Ceux-ci se retirèrent et allèrent appuyer leur gauche au mur occidental de la ferme.

Pendant ce temps, la porte qui donne sur la chaussée de Bruxelles, était poussée avec furie, attaquée à coups de hache, malgré le feu des créneaux et la mitraille de deux pièces en batterie derrière la barricade obstruant la chaussée, à l'extrémité gauche du centre anglo-hollandais (1).

Un jeune officier du génie se fit remarquer entre tant de braves, dans cet assaut plein d'extrêmes périls. De la plus haute stature, de force herculéenne, on le vit, armé d'une hache, frapper sur la porte à coups redoublés, persister dans ce travail héroïque malgré une première blessure, et n'y renoncer qu'après une seconde qui le mit complétement hors de combat. C'était le lieutenant Vieux, réservé à une mort glorieuse, sur un autre et plus lointain champ de bataille (2).

En dépit de tous les efforts, la porte, fortement barricadée par derrière, ne céda pas ; et cette tentative n'aboutit qu'à une perte considérable en officiers et soldats.

(1) Ces deux pièces, au contraire du reste du centre anglo-hollandais, voyaient toute la pente devant elles, parce que la chaussée franchit les hauteurs dans une tranchée profonde.

(2) Devenu chef de bataillon, Vieux périt sur la brèche de Constantine. Il faisait partie de la première colonne d'assaut, conduite par le chef du régiment de zouaves, l'intrépide Lamoricière.

Le prince d'Orange, ayant vu le verger enlevé, les bataillons de Quiot entourant la Haie-Sainte, fit marcher au secours de Baring un bataillon de landwehr hanovrienne, celui de Lüneburg (division Alten). Ce renfort permit à Baring de reprendre une partie du verger. Son succès ne fut pas de longue durée. La brigade Dubois (cuirassiers de Milhaud) avait été portée, par l'ordre de Napoléon dans le pli de terrain qui se trouve entre les hauteurs de la Belle-Alliance et la Haie-Sainte. Elle s'avança jusqu'à hauteur du verger. Quiot, appelant alors quelques compagnies de sa réserve, le balaya, baïonnettes basses; et les cuirassiers, saisissant le moment, se précipitèrent sur l'ennemi en retraite. Les soldats de Baring, très-rapprochés de la ferme, purent s'y réfugier à temps. Mais le bataillon de Lüneburg fut renversé par la charge, détruit presque entièrement et laissa son drapeau aux mains des cuirassiers. Quiot jeta aussitôt deux compagnies sur le jardin. Elles l'enlevèrent.

La cavalerie avait frappé un coup brillant. Elle ne voulut pas s'en tenir là. Soit ordre donné, soit entraînement du combat, elle se lança à la poursuite des fuyards, gravit la pente du plateau et se trouva, tout à coup, en face de carrés formés par la brigade hanovrienne de Kielmansegge (division Alten). Sans la moindre hésitation, elle prit la charge contre eux. Repoussée, elle y retournait.

Wellington était près de là. Il venait de lancer Ponsonby contre les colonnes de d'Erlon ; il lança la brigade de Somerset (gardes), quatorze cents chevaux, sur nos cuirassiers. Uxbridge, le commandant en chef de la cavalerie, conduisit la manœuvre. Le résultat en fut rapide. Les cuirassiers cédèrent sous la supériorité du nombre et furent ramenés jusqu'au vallon. Fort heureusement, là, ils furent recueillis par les bataillons de Quiot, qui, par leur ferme contenance et leur feu, arrêtèrent court la poursuite de l'ennemi. Sans chercher à les entamer, Uxbridge fit demi-tour et remonta sur le plateau. Dans cette

rencontre avec nos cuirassiers, le commandant des dragons-gardes, le lieutenant-colonel Fuller, fut tué.

Wellington dirigea sur la Haie-Sainte quatre nouvelles compagnies de la légion allemande (division Alten). Elles reprirent le jardin, tandis que de nouveaux efforts faits par Quiot pour pénétrer dans la ferme, à l'est et surtout à l'ouest, restaient infructueux, augmentant nos pertes, à chaque instant.

Ney, Napoléon ne songeaient pas plus l'un que l'autre à faire abattre à coups de canon ces murs, à incendier par des obus ces bâtiments contre lesquels s'épuisait le courage des soldats de Quiot.

Pendant tous les insuccès du corps de d'Erlon, l'attaque de Goumont avait continué avec la même violence et sans meilleur résultat qu'auparavant.

La division Foy était allée y renforcer Guilleminot.

Celui-ci avait fini par pratiquer des ouvertures dans les haies du grand verger. Il y avait pénétré, pendant que Foy tournait la position par la droite. Le verger avait été occupé; toutes les troupes ennemies qui n'avaient pas trouvé abri dans le jardin et le château, avaient été refoulées dans le vallon en arrière et bientôt rejetées sur la pente du plateau. Mais, alors, la première ligne du centre anglais s'était ébranlée, et Foy et Guilleminot avaient été obligés de reculer jusqu'à hauteur du bois, abandonnant le verger couvert de cadavres.

D'autres tentatives n'avaient pas eu plus de succès. L'intrépide Foy, grièvement blessé, avait été emporté hors du champ de bataille. Jérôme Bonaparte, atteint d'une balle au bras, s'en était éloigné aussi et s'était rendu près de Napoléon.

Toute cette lutte sur Goumont n'avait présenté qu'une succession de mouvements en avant et en arrière, dont le détail échappe à l'analyse. Tantôt, les assaillants avaient rejeté leurs adversaires derrière les clôtures du château, du jardin, du verger adjacent, les refoulant dans le vallon au pied de l'extrémité droite du centre anglais; tantôt, ceux-ci, appuyés par

des bataillons descendus de la crête du plateau sur la pente, avaient repris le terrain perdu, étaient revenus jusque dans le bois. Combat meurtrier pour les deux partis, et surtout pour les Français.

Ces derniers y avaient engagé, déjà, près de dix mille hommes d'infanterie (1).

Ce conflit si prolongé avait appelé, enfin, l'attention de Napoléon, et il avait fait diriger huit obusiers contre le château inaccessible. Placée vers la chaussée de Nivelles, cette artillerie avait bientôt mis en feu tous les bâtiments, où des centaines de blessés avaient péri, dévorés par les flammes; mais le jardin et le grand verger étaient restés occupés par l'ennemi: la position n'avait pas été prise.

La division de cavalerie de Piré faisait, depuis le commencement de la bataille, des démonstrations du côté de Braine-l'Alleud. Wellington y avait envoyé, par suite, deux régiments de cavalerie.

Il était trois heures.

L'aile droite française reformait, alors, sur sa position primitive, ses bataillons si malheureusement engagés; au centre, on occupait seulement le verger de la Haie-Sainte; à gauche, on était aux prises sur Goumont; sur toute la ligne, le feu de l'artillerie et des tirailleurs était incessant.

Wellington, attendant de nouvelles attaques, prenait des dispositions pour y faire face.

Une des brigades de Chassé, appelée de Braine-l'Alleud, venait se placer près de la chaussée de Nivelles, à hauteur de Merbe-Braine; l'infanterie de Brunswick renforçait le centre, la division Clinton s'en rapprochait; deux cents hommes étaient portés dans la Haie-Sainte; enfin, la brigade hanovrienne de

(1) La division Guilleminot avait, à l'entrée en campagne, 7,800 fantassins; celle de Foy, 4,800. Elles avaient perdu, le 15 et le 16, trois mille hommes. Le 18, il leur en restait donc 9,600 environ.

Vincke était retirée de l'aile gauche et passait en réserve, en avant de la ferme de Mont-Saint-Jean.

Cette aile avait beaucoup souffert dans sa rencontre avec d'Erlon; mais Wellington pensait pouvoir l'affaiblir maintenant, sans grand inconvénient : le corps de Bülow approchait; ceux de Pirch I et de Zieten n'étaient plus bien éloignés ; Blücher tenait sa promesse; il était avec Bülow et faisait annoncer son entrée en ligne sous peu de temps.

La combinaison du général anglais et du général prussien marchait vers son accomplissement.

Napoléon ne connaissait encore que le mouvement de Bülow, dont les éclaireurs de Domon annonçaient, à présent, l'intervention très-prochaine.

Quand il avait reçu la première nouvelle de la présence de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, vers une heure, « il avait balancé un instant, a-t-il assuré, s'il ne changerait pas sa ligne d'opérations pour la placer sur la route de Nivelles, en débordant la droite de l'armée anglaise, au lieu de la gauche, et en marchant sur Mont-Saint-Jean par cette route, après s'être emparé de Braine-l'Alleud. » Mais, ce mouvement devant augmenter l'espace qui le séparait de Grouchy, il ne l'avait pas opéré, et s'était décidé à recevoir l'attaque prussienne sur son flanc droit, en y opposant Subervie, Domon et Lobau, pendant qu'il continuait et continuerait l'exécution de son plan de bataille contre Wellington. Résolution périlleuse!

L'agression de Bülow, maintenant imminente, le porta, cependant, à une modification profonde de ce plan.

Il venait d'échouer dans sa tentative sur la gauche des Anglo-Hollandais, partie faible de leur ligne, comme il le dit; il renonça à la renouveler et s'arrêta au projet de diriger l'effort principal vers le milieu de leur centre.

Il tira de son aile droite deux batteries de 12 et les fit passer vis-à-vis de cette partie de la ligne ennemie. En même temps, Ney reçut l'ordre de presser l'enlèvement de la Haie-Sainte.

Le maréchal adjoignit à Quiot deux bataillons de Donzelot, les premiers qui se fussent remis en ordre à leur retour du plateau. Une demi-heure après, nos soldats, forçant l'entrée de la grange, pénétraient dans la cour de la ferme, nettoyaient tous les bâtiments, occupaient le jardin. Devant cette irruption furieuse, Baring s'enfuyait avec ses compagnons, gagnant le plateau. Du 2e bataillon léger de la légion allemande, qui avait commencé la défense de la Haie-Sainte, quarante-deux hommes seulement s'étaient échappés; tous les officiers, à l'exception de cinq, avaient péri ou étaient blessés; deux restaient prisonniers. Les troupes envoyées successivement pour soutenir Baring avaient été presque aussi maltraitées (1).

Le 5e et le 8e bataillon de l'infanterie de la légion allemande (division Alten) furent détachés, alors, du centre ennemi pour reprendre la ferme. Chargés par les cuirassiers, qui s'élancèrent du vallon, le second fut sabré, dispersé, perdit son drapeau, et le premier, après avoir résisté à deux charges successives, ne dut son salut qu'à la brigade Somerset, accourue pour le dégager.

Un peu avant quatre heures, la première ligne du centre anglo-hollandais opéra une mouvement rétrograde. Pour diminuer les ravages de nos boulets et de nos obus, Wellington la fit passer en deçà de la crête des hauteurs. Là, comme à la gauche, cette crête avait très-peu de largeur, et le terrain immédiatement en arrière s'abaissait dans un large

(1) Les versions sur le moment où la Haie-Sainte fut prise diffèrent beaucoup. Wellington, dans une lettre à Walter Scott (17 août 1815), dit qu'elle fut enlevée à « environ deux heures, » ce qui concorde avec son bulletin ; Napoléon, à trois heures; plusieurs écrivains français et étrangers, à quatre heures ou quatre heures et demie; Wagner, à six heures passées; enfin, le major Baring a publié, en 1831, dans le *Journal militaire* hanovrien, une relation qui reculerait encore plus le moment de la prise.

Nous l'avons fixé, d'après une note provenant d'un officier présent à la bataille et en position d'en connaître certains incidents.

pli où les troupes échappaient complétement à la vue des Français.

Napoléon crut, paraît-il, à un commencement de retraite. Cependant, l'artillerie ennemie était restée en position sur la crête ainsi que les tirailleurs.

Milhaud reçut l'ordre de se porter en avant, avec ses deux divisions, en laissant la Haie-Sainte à droite, et de charger à fond le centre de Wellington. La division de lanciers et de chasseurs de la garde, sous Lefebvre Desnouettes, appuya cette manœuvre.

Forte de cinq mille chevaux, cette superbe cavalerie défila dans le fond, en arrière de la Haie-Sainte; et, tout aussitôt, on la vit monter au trot la pente fangeuse du plateau de Mont-Saint-Jean. Le maréchal de l'Empire n'avait pas oublié le brillant général de cavalerie de la République : Ney s'était mis à la tête des escadrons cuirassés.

Les boulets, puis la mitraille furent impuissants à les émouvoir. Ils atteignirent la crête.

Ney les dirigeait, en suivant le côté ouest du contre-fort où prennent naissance le vallon de Goumont et celui de la Haie-Sainte (1). Il évitait ainsi d'aller tomber dans la partie encaissée du chemin d'Ohain.

L'artillerie anglaise avait pour instructions de tirer jusqu'au dernier moment, puis de porter, au galop, ses avant-trains jusque vers les réserves, en repliant rapidement ses hommes avec les armements des pièces dans l'intérieur des carrés de l'infanterie.

Immobiles, silencieux, formés chacun de deux bataillons, et disposés en échiquier sur deux lignes, ces carrés attendaient froidement les adversaires dont l'approche s'annonçait par des cris frénétiques de « Vive l'empereur! »

Ils venaient à peine de se refermer sur les artilleurs fugi-

(1) Voir pages 242-243, la description du terrain.

tifs, quand les cuirassiers, franchissant la crête du plateau, se précipitèrent sur eux avec la fureur de l'ouragan. L'imminence et la grandeur du péril ne les ébranlèrent pas. Ils y opposèrent une ferme résolution. Attaqués successivement, simultanément parfois, sur toutes leurs faces, ceux de la première ligne arrêtèrent le choc par une fusillade meurtrière; et, lorsque le choc se porta sur ceux de la seconde, il y trouva la même résistance. En vain, des files entières étaient écrasées sous le poids des cavaliers, dont la balle n'interrompait pas la course : les brèches ouvertes dans ces murs d'hommes se refermaient à l'instant. Fantassins d'Angleterre, de Hanovre, de Brunswick, grandissaient leur énergie au niveau de la vaillance de l'attaque.

Cependant, au milieu de ces efforts ardents, incessants de notre cavalerie cuirassée, et par ces efforts mêmes, le désordre s'était mis dans ses rangs : ses escadrons se trouvaient mêlés, confondus dans le tumulte des charges et de la mousqueterie. Wellington le vit, et lança sur elle, à travers les intervalles de sa seconde ligne, trois brigades qu'il tenait sous la main. Somerset (gardes anglaises) à gauche, Trip (carabiniers-hollando-belges) au centre, Dörnberg (dragons légers anglais et de la légion allemande) à droite, prirent la charge.

Ainsi assaillis par le fer et par le feu, surpris dans un moment d'inévitable confusion, nos intrépides cuirassiers firent ferme contenance, et se mêlèrent audacieusement à ces nouveaux adversaires. Lutte trop inégale! Ney voulut l'interrompre et fit sonner le ralliement. On dut l'opérer en arrière de la crête, où Lefebvre Desnouettes était resté en réserve. Somerset, Trip, Dörnberg y arrivèrent pêle-mêle avec nos cuirassiers. Ney, alors, reprit la charge à la tête des lanciers et chasseurs de la garde, ramena les généraux ennemis sur l'infanterie, et recommença ses attaques contre les carrés avec une extrême violence. Les cuirassiers, bientôt ralliés, le rejoignirent; le plateau au milieu du centre anglais fut inondé par notre cavalerie.

Mais, cette fois encore, la répétition des charges, le feu des carrés mirent nos escadrons en désordre. Ney fut forcé de leur faire abandonner le plateau, et les ramena au fond du vallon pour les reformer, et leur faire reprendre haleine. Ce mouvement se fit en bon ordre, malgré le feu des batteries tout à l'heure au pouvoir des nôtres et remises, maintenant, en action contre eux.

Dans cette rencontre, la brigade Somerset avait subi des pertes considérables.

L'audacieuse attaque tentée par Ney, à forces si inégales, avait donc échoué : comme l'aile gauche, le centre de Wellington lui avait résisté.

Peut-être aurait-il réussi, s'il eût été appuyé ou précédé par de l'infanterie. Mais il n'y avait plus d'autres bataillons disponibles que ceux de la garde; et Napoléon n'avait pas voulu s'en dessaisir encore; le moment même approchait où il allait être obligé d'employer une grande partie de cette réserve afin de pourvoir à d'urgentes nécessités sur un autre point du champ de bataille.

Pendant la grande lutte de la cavalerie conduite par Ney, les divisions Guilleminot et Foy avaient continué à combattre sur Goumont. Leurs efforts n'avaient pas eu plus de succès qu'auparavant; mais, s'avançant une fois de plus sur la pente du plateau, portant même l'attaque jusque sur la barricade de la chaussée de Nivelles, elles avaient assez occupé l'ennemi, de ce côté, pour favoriser un peu la manœuvre de Ney.

La division Bachelu, réduite à trois mille hommes le jour des Quatre-Bras, avait appuyé sur Goumont, où se fondaient sous le feu les régiments de Guilleminot et de Foy.

A notre droite la division Allix, commandée par Quiot, avait poussé, après la prise de la Haie-Sainte, jusqu'au chemin d'Ohain et n'avait pu le franchir. Donzelot, Marcognet, si maltraités dans l'attaque contre Picton, s'étaient battus sur la pente du plateau, sans avancer. Durutte s'était efforcé d'enlever

Papelotte au prince de Saxe-Weimar. Il n'y avait pas réussi, et avait dû se prémunir en arrière de sa droite.

De ce côté, en effet, les choses venaient de prendre une tournure menaçante.

Il était cinq heures ; et, depuis une demi-heure (1), Bülow avait commencé une puissante diversion.

Le corps sous ses ordres comprenait les divisions d'infanterie de Hacke, Ryssel, Losthin, Hiller et la division de cavalerie du prince Guillaume de Prusse, fortes ensemble de trente et un mille hommes et de 88 bouches à feu, mais diminuées momentanément de 2,000 hommes environ et de deux pièces par un détachement laissé en arrière.

Parti de son bivac de Dion-le-Mont, dès le point du jour, Bülow avait été attendu beaucoup plus tôt. C'est que sa marche avait été retardée par bien des obstacles. Il avait dû suivre des chemins abîmés par les pluies, où les roues de son artillerie s'enfonçaient parfois jusqu'au moyeu, pendant que ses fantassins avançaient péniblement dans les terres détrempées, à travers les hautes moissons.

Sa division d'avant-garde n'avait pu achever de se masser qu'à midi, sur Chapelle-Saint-Lambert ; et, en ce moment, elle se trouvait séparée de la division suivante, dont le mouvement avait été interrompu longtemps par un incendie qui avait éclaté sur son passage, dans la ville de Wavre.

Bülow avait détaché deux partis de cavalerie commandés par des officiers supérieurs pour éclairer le terrain depuis la Dyle jusqu'au ruisseau de Lasne. Ces officiers venaient de lui

(1) Napoléon et les écrivains français, en général, portent l'attaque de Bülow à quatre heures. Elle commença à quatre heures et demie, comme le disent le bulletin prussien et le rapport de Bülow, comme le disent aussi Muffling et les historiens prussiens et hollandais ; et les historiens anglais, ce qui est décisif, sont d'accord avec tous ces témoignages, malgré leur envie de réduire, le plus possible, le rôle des Prussiens dans la bataille.

faire savoir qu'ils ne rencontraient aucune force ennemie, quand Blücher arriva de Wavre à Chapelle-Saint-Lambert.

Le maréchal ordonna sur-le-champ à son lieutenant de passer le ruisseau de Lasne, de faire saisir par deux bataillons et quatre escadrons le bois de Paris et de former ses divisions en arrière, à mesure qu'elles déboucheraient. Cette manœuvre avait déjà été demandée à Bülow par Wellington.

De Chapelle-Saint-Lambert, on descend dans le vallon de Lasne par un défilé très-étroit, à pente très-rapide, sur un terrain de sable presque mouvant ; et, une fois dans le vallon, il faut suivre un défilé non moins difficile pour atteindre le bois de Paris. Quelques bataillons français et quelque artillerie, postés sur la rive du ruisseau, auraient suffi pour empêcher longtemps la colonne prussienne de déboucher. Elle trouva le terrain tout à fait libre; et, en s'avançant sur le bois de Paris, elle constata qu'il était libre aussi. Son avant-garde l'occupa. Les divisions Losthin et Hiller, une partie de la cavalerie du prince Guillaume avaient achevé de se réunir en arrière, au moment où Ney était le plus fortement engagé avec notre cavalerie contre le centre anglo-hollandais.

Blücher avait eu, d'abord, l'intention de ne faire entrer Bülow en ligne qu'après la concentration de tout son corps d'armée.

Mais, à la vue des charges réitérées de Ney, il avait craint pour l'issue de la bataille, si elles étaient appuyées par l'infanterie de la garde impériale, qu'il apercevait, en colonnes serrées, sur la chaussée de Bruxelles ; et, sans attendre davantage, il avait ordonné à Bülow de déboucher du bois de Paris, en se dirigeant sur la Belle-Alliance (1).

Du bois de Paris à la Belle-Alliance et à Rossomme, le terrain présente un plateau ondulé dont les pentes tombent,

(1) Dans son rapport, Bülow dit que Blücher ordonna ce mouvement « pour donner de l'air à l'armée anglaise. »

d'un côté, sur Frichemont, et, de l'autre, sur le ruisseau de Lasne, qui a ses sources dans Plancenoit et tout à côté.

Plancenoit est un village situé dans un fond, presque à hauteur de la ferme de Rossomme, dont il n'est séparé que par un millier de mètres.

Lobau avait pris position sur le plateau, en deçà du bois de Paris, sa cavalerie en première ligne, ses vedettes sur ce bois.

Réduit aux divisions de Simmer et de Jannin (1), privé de sa batterie de réserve, donnée au maréchal Ney, il n'avait que sept mille cinq cents hommes d'infanterie et d'artillerie. Les division Domon et Subervie, passées, maintenant, sous ses ordres, lui donnaient, en outre, deux mille sabres et douze bouches à feu.

Bülow avait débouché du bois, poussant en avant douze escadrons ; et, sous la protection de cette cavalerie, il avait déployé la division Losthin par bataillon en masse, en appuyant sur Frichemont. La division Hiller, s'avançant dans le même ordre, avait pris la gauche de Losthin ; et le prince Guillaume s'était formé en bataille derrière Hiller.

Pendant cette manœuvre, Domon s'était d'abord sabré sans résultat avec les escadrons qui la couvraient. Mais, l'infanterie de Losthin étant entrée en action avec plusieurs batteries, il avait dû reculer malgré l'aide de Subervie ; et bientôt Lobau lui-même s'était trouvé engagé.

Vers cinq heures, la ligne de bataille de Bülow était sur la direction de Frichemont à la ferme d'Hanotelet, parallèle à la chaussée de Bruxelles, et perpendiculaire au flanc droit de l'armée française.

Le combat était déjà très-vif. Quarante bouches à feu battaient les divisions de Lobau, qui faisaient ferme contenance contre un ennemi supérieur en nombre.

(1) La division Teste faisait partie, on l'a vu, de la colonne de Grouchy.

En ce moment, nous l'avons dit, Ney venait de ramener dans le vallon de la Haie-Sainte les cuirassiers de Milhaud et la division Lefebvre Desnouettes, cruellement décimés.

Le découragement du champ de bataille était inconnu à son âme. Les boulets qui viennent frapper cette cavalerie mal à couvert l'exaspèrent; il se décide à la conduire encore au plateau, à renouveler sa vaillante tentative.

L'épée à la main devant les escadrons de Milhaud, que suit Lefebvre Desnouettes, il s'élance au grand trot sur la pente du plateau.

Wellington l'attendait. Calme, froid comme toujours, il venait de passer rapidement sur le front des troupes de son centre, recommandant les mêmes dispositions qu'auparavant contre une nouvelle attaque de la cavalerie française.

Sa première et sa seconde ligne, de la chaussée de Bruxelles au vallon de Merbe-Braine, étaient formées, alors, des brigades Ompteda (légion allemande), Kielmansegge (hanovrienne), C. Halkett (anglaise), composant la division Alten; Kruse (contingent de Nassau), Maitland (gardes), Mitchell (anglaise) et de l'infanterie de Brunswick : vingt-six bataillons en tout.

En outre, quatre bataillons, dont deux des gardes (brigade Byng), défendaient Goumont.

La division Chassé, appelée, maintenant, tout entière de Braine-l'Alleud, où aucune attaque ne paraissait plus à craindre, s'était avancée, en troisième ligne, au centre; la division Clinton demeurait en colonne le long et au-dessus du vallon de Merbe-Braine; ce vallon était devenu ainsi la limite extrême du front de bataille de Wellington. A proprement parler, l'aile droite était rabattue derrière le centre.

Des vingt-trois bataillons de Clinton et de Chassé, aucun n'avait encore tiré un seul coup de fusil.

La brigade Lambert, de trois bataillons, se trouvait dans le même cas. Elle était à la ferme de Mont-Saint-Jean, également à portée du centre et de l'aile gauche.

La cavalerie, sauf les brigades Vivian et Vandeleur, en position à l'extrême gauche de cette aile, était en troisième et quatrième ligne entre les chaussées de Nivelles et de Bruxelles. Les deux régiments détachés vers Braine-l'Alleud par suite des démonstrations de Piré venaient de la rejoindre, après avoir reconnu l'insignifiance des mouvements de ce général.

L'artillerie avait été maltraitée par les boulets français. Une partie de sa réserve avait dû entrer en ligne.

L'infanterie et la cavalerie avaient éprouvé d'assez grandes pertes. Leurs rangs avaient même été éclaircis par la fuite de quelques centaines d'hommes courant, à présent, vers Bruxelles, dans la forêt de Soignes. Mais le reste était solide.

Telle était la situation du centre anglo-hollandais, au moment où il allait recevoir le nouveau choc de la cavalerie française.

Sa force, on le voit, était très-grande.

Ney n'avait pu s'y tromper. Mais il n'avait jamais reculé devant les œuvres les plus difficiles des combats.

Battu par la mitraille, il gravit la hauteur, et, une fois encore, se précipita, avec une indicible audace, sur les carrés ennemis.

Le corps de Kellermann reçut, alors, de Napoléon, l'ordre de prendre sa trace et de l'appuyer. Il s'ébranla immédiatement, laissant en réserve, par une sage disposition de son chef, sa brigade de carabiniers. La division de grenadiers et de dragons sous Guyot le suivit.

C'était plus de quatre mille chevaux.

Le mouvement rapide de cette cavalerie, brandissant le sabre au-dessus du casque, éclatant en immenses acclamations et succédant, de si près, à Milhaud et à Lefebvre Desnouettes, aux abords du plateau, donna à tous une extrême confiance dans l'issue de la journée.

Les lignes anglo-hollandaises, pensait-on, ne devaient pas résister au choc de pareilles masses.

Le choc fut terrible, en effet, au dire unanime des acteurs et des témoins de ce grand drame ; mais il ne fut pas au-dessus de l'opiniâtre courage de Wellington et de ses soldats.

En vain, Ney engagea jusqu'à son dernier escadron, jusqu'à sa brigade de carabiniers laissée en réserve ; en vain, des batteries d'artillerie légère vinrent lancer leur mitraille sur les bataillons de la première ligne ; en vain, des carrés entiers furent renversés, dispersés, écrasés, toute la division Alten refoulée sur la chaussée de Bruxelles (1) ; en vain, les nombreux escadrons venus au secours de l'infanterie furent sabrés, mutilés, disloqués ; le drapeau de la Grande-Bretagne continua à flotter sur le fatal plateau ; et, après une lutte de près de deux heures, une lutte sans exemple dans les annales de la guerre (2), notre cavalerie, désorganisée par d'incessants efforts, par les chances de la mêlée, le bras fatigué par tant de coups portés, ses chevaux haletants, harassés de tant de mouvements violents sur un sol fangeux, dut se résoudre, frémissante de rage, à redescendre la pente qu'elle avait gravie dans la conviction du succès.

Ce mouvement, a-t-on dit, s'opéra, en quelque sorte, sans ordre du chef, par suite de l'épuisement de chacun. C'est qu'il y a des limites à la puissance des organisations les plus vigoureuses.

Les Anglo-Hollandais eux-mêmes en témoignèrent : malgré le succès de leur résistance, ils inquiétèrent à peine la retraite.

Des deux côtés, les pertes étaient énormes.

Ney avait laissé, étendus sur le plateau ou aux mains de

(1) Rapport du général Alten.

(2) « Le duc de Wellington m'a assuré lui-même, au congrès de Vérone, qu'il n'avait jamais rien vu de plus admirable, à la guerre, que les dix ou douze charges réitérées des cuirassiers français sur les troupes de toutes armes. » (*Précis historique et militaire*, etc., par le général Jomini.)

l'ennemi, le tiers de ses hommes et de ses chevaux; et ceux qu'il ramenait étaient peu capables, maintenant, de nouveaux efforts. Parmi les cavaliers revenus, beaucoup étaient démontés. Les généraux de division Lhéritier, Delort, Colbert, les généraux de brigade Travers, Dnop, Blancard, d'autres encore étaient blessés ou avaient été froissés, contusionnés dans la chute de leur monture; plusieurs colonels étaient tués. Tel régiment ne formait plus qu'un escadron.

Mais aussi, de la chaussée de Bruxelles à celle de Nivelles, la terre était couverte des débris de l'armée ennemie.

« L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie avaient subi des pertes terribles. Des bataillons étaient devenus des poignées d'hommes et n'étaient plus commandés que par des capitaines ou des subalternes. Un grand nombre de canons, sur toute l'étendue de la ligne, avaient été démontés. Les brigades de cavalerie anglaises et allemandes, à l'exception de celles de Vivian et de Vandeleur à la gauche de la ligne de bataille, étaient réduites, chacune, à une force moindre que celle d'un régiment ordinaire; les brigades de Somerset et de Ponsonby réunies ne présentaient pas deux escadrons (1). » Tel est le tableau que trace du centre de l'armée de Wellington, à ce moment de la journée, le plus accrédité, en Angleterre, des historiens anglais de la campagne de 1815 et le moins suspect d'exagération en pareille circonstance ; et ce tableau est fidèle, sauf l'oubli qu'on y remarque de la cavalerie hollando-belge, qui, elle aussi, avait beaucoup souffert. Un autre historien anglais (2) dit que *toute* l'armée anglo-hollandaise était diminuée,

(1) *Siborne. — History of the war in France and Belgium in* 1815. — London, 1848. — 1 vol.

(2) John-W. Pringle. — *Remarks on the campaign of* 1815.

Pringle dit que l'armée de Wellington était réduite à moins de 34,000 hommes ; mais, comme il en estime (inexactement) la force, au commencement de la bataille, à 54,000 hommes seulement, la perte, à son compte, était donc de vingt mille, après les charges de Ney.

alors, de plus de vingt mille hommes : dix mille tués, blessés; dix mille en fuite ou occupés au transport des blessés.

Le général de division Alten était hors de combat, un de ses chefs de brigade, le colonel Ompteda tué, le général Van Merlen tué, le quartier-maître général de l'armée, le colonel Delancey tué, l'adjudant général Barne blessé, la plupart des officiers de l'état-major de Wellington blessés, tués, et une foule d'autres encore de toutes armes.

Les hussards de Cumberland (régiment hanovrien de nouvelle levée), saisis d'épouvante à l'aspect de la scène de carnage, ont refusé d'y entrer et se sont enfuis au galop, leur colonel en tête, vers Bruxelles, semant sur la route le bruit de la défaite de l'armée anglo-hollandaise (1).

Pour réparer les ravages faits dans ses deux premières lignes, Wellington avait dû y faire avancer, durant la mêlée, toute la division Clinton, au-dessus de Goumont et la brigade Vincke, au-dessus de la Haie-Sainte; et ces troupes avaient beaucoup souffert. Il ne restait plus d'autre infanterie en réserve que la division Chassé.

La lutte héroïque de Ney avait donc eu de grands résultats. Malheureusement, si grands qu'ils fussent, ils compensaient mal la destruction d'une grande partie de notre cavalerie de réserve et l'épuisement momentané du reste. Bien autres ils auraient été sans doute, si Napoléon eût lancé les bataillons de la garde sur le plateau disputé avec tant d'acharnement. Ce plateau était conquis, a-t-il écrit. Hélas! on voit ce qu'était la conquête.

Ney avait bien senti que ses seuls escadrons ne suffiraient pas à la faire, quelle que fût leur vaillance. Au plus fort du combat, il avait envoyé Heymès, son aide de camp, demander à Napoléon l'appui de l'infanterie. Mais Heymès avait reçu

(1) Le régiment de Cumberland était commandé par le colonel Hacke. Jugé par une cour martiale générale, Hacke fut destitué, peu après Waterloo.

cette réponse brutale : « De l'infanterie ! où voulez-vous que j'en prenne ? Voulez-vous que j'en fasse (1) ? »

Le chef de l'armée française subissait, en effet, dans ce moment, la loi de la position qu'il s'était faite en persistant à livrer et à recevoir simultanément bataille, à lutter sur son front contre les Anglo-Hollandais, sur son flanc droit contre Bülow.

Pendant l'attaque de Ney, le combat avait continué sur Goumont sans plus de succès qu'auparavant, bien que la division Bachelu eût, nous l'avons dit, appuyé vers Foy et Guilleminot. Le grand verger avait été pris, perdu et repris plusieurs fois ; on avait lutté avec acharnement dans le vallon en arrière; et Wellington avait dû y faire prendre position à la brigade Duplat (légion allemande), de la division Clinton, qui avait énormément souffert. Duplat avait été tué, un grand nombre de ses officiers mis hors de combat. Mais, en dernier terme, la position même de Goumont était restée à l'ennemi.

Quiot à la tête de la division Allix, et Donzelot à sa droite n'avaient pas franchi le chemin d'Ohain. Deux ou trois pièces mises en batterie sur le relèvement de la pente au-dessus de la Haie-Sainte n'avaient pu y tenir sous le feu de mousqueterie venant de la droite de la chaussée.

Marcognet s'était battu en tirailleur avec des chances diverses contre Pack, Kempt et Bylandt, qui occupaient toujours la crête du plateau. La brigade Lambert s'était avancée, de la ferme de Mont-Saint-Jean, et les soutenait.

Durutte, avec l'une de ses brigades, faisait face aux Prussiens, et avec l'autre avait contenu Best et enlevé la ferme de Papelotte, où il se maintenait ; mais la Haie, Smohain, le château de Frichemont continuaient à résister. Le prince Bernhard de Saxe-Weimar y était appuyé par trois bataillons de Bülow.

(1) *Relation de la campagne de* 1815, par le colonel Heymès. Heymès ajoute : « Le prince Jérôme et le général Drouot ont entendu cette réponse. Elle fut rapportée, sans y rien changer, au maréchal, qui vit bien dès lors que la bataille était loin d'être gagnée. »

Du côté de Plancenoit, les circonstances avaient été, un moment, bien périlleuses.

Vers cinq heures, on l'a vu, Lobau, disposant seulement des faibles divisions de Simmer et de Jannin, de Domon et de Subervie, était aux prises avec la moitié du corps de Bülow et en arrêtait la marche. Mais, à moins d'une demi-heure de là, Bülow avait été rejoint par les divisions Hacke et Ryssel ; et toute sa cavalerie (près de deux mille chevaux) (1), toute son artillerie (86 bouches à feu) étaient entrées en ligne : vingt-neuf mille hommes en attaquaient dix mille.

Devant une telle supériorité numérique, Lobau avait dû reculer jusqu'à hauteur de Plancenoit et était venu y appuyer sa droite. Il avait opéré cette retraite en échiquier, avec le sang-froid, la fermeté qui le caractérisaient ; mais il s'était rapproché ainsi de la chaussée de Bruxelles, à ce point que des boulets prussiens frappaient dans les rangs de l'infanterie de la garde, en position près de la Belle-Alliance.

Cette chaussée était la ligne d'opérations de l'armée. Il fallait la préserver de pareilles atteintes. On devait même craindre que Lobau ne fût obligé bientôt d'évacuer Plancenoit et de rétrograder encore. Sur sa droite, il était débordé par le mouvement de Bülow, qui étendait incessamment sa ligne de ce côté.

La division de jeune garde sous Duhesme reçut l'ordre de se porter immédiatement sur Plancenoit avec trois batteries. L'arrivée de cette troupe d'élite, le feu de ces vingt-quatre pièces arrêtèrent d'abord le progrès de l'ennemi. Ce ne fut pas pour longtemps.

La ligne française occupa alors par sa droite, que forma la jeune garde, le village, les jardins et les vergers de Plancenoit jusque vers le sentier qui conduit à la ferme du Caillou ; et sa gauche, composée du corps de Lobau, se trouva sur l'ali-

(1) Un millier de chevaux ne rejoignirent qu'après la bataille ; on le verra plus loin.

gnement de ce village et de Papelotte, se reliant par la cavalerie à Durutte, dont la division avait, en partie, fait face à droite.

Bülow appuyait sa gauche au ruisseau de Lasne et sa droite en avant de Frichemont. Irrité du temps d'arrêt causé par la jeune garde, Blücher ordonna à son lieutenant d'enlever, à tout prix, Plancenoit.

La division Hiller forma trois colonnes d'attaque, chacune de deux bataillons, et celle de Ryssel fut disposée pour l'appuyer, au besoin.

Les vergers et les premières maisons furent abordés avec vigueur. Cependant, la résistance fut plus vigoureuse encore; et, après un combat, où, dit un historien prussien, on se fusilla à trente pas, Hiller fut obligé de ramener ses troupes en arrière.

Mais il revint tout de suite à la charge, renforcé de deux bataillons; et, cette fois, malgré des prodiges d'énergie, la jeune garde plia et fut rejetée hors du village. Le moment fut critique : des batteries prussiennes vinrent prendre position à sept ou huit cents mètres de la chaussée de Bruxelles. Outre le danger immédiat, ainsi produit, il y avait à craindre l'action morale exercée sur les troupes engagées contre Wellington par cette artillerie tonnant en arrière et si près de leur champ de bataille.

Napoléon ordonna à Morand de marcher avec un bataillon de grenadiers, deux bataillons de chasseurs, deux batteries de la garde, et de reprendre Plancenoit. En même temps, un régiment de grenadiers et une batterie du même corps, allèrent s'établir un peu en deçà du village, sur le chemin qui conduit au hameau de la Maison-du-Roi. Un bataillon de chasseurs laissé, jusqu'alors, à la ferme du Caillou pour la garde du quartier général dut se porter sur la ferme du Chantelet, où se montraient des partis de cavalerie ennemie.

Le mouvement de Morand fut mené avec la résolution audacieuse qu'on pouvait attendre d'un pareil chef et de pareilles troupes.

La vieille bande se jeta sur les défenseurs de Plancenoit au bruit du pas de charge. La jeune garde la suivit; et, après une rencontre terrible mais assez courte, le village, les jardins, les vergers furent repris; la hauteur qui les domine fut couronnée par notre artillerie; toute la gauche prussienne plia et alla se reformer un peu en arrière; Lobau regagna aussi quelque terrain.

Napoléon en conclut que « l'attaque de Bülow était épuisée. » Il ne voyait pas ce que présageait cette retraite de quelques centaines de pas.

Il était, alors, près de sept heures. La bataille restait indécise.

Il y avait encore plus de deux heures de jour (1).

La seule réserve de Napoléon consistait en cinq mille hommes d'infanterie de la garde, attendant près de la Belle-Alliance, dans le calme de la force, l'ordre qui disposerait d'eux.

Wellington avait plus de troupes fraîches : la division Chassé, forte de sept mille hommes, les brigades de cavalerie Vivian et Vandeleur, de deux mille cinq cents. La qualité de ces troupes n'égalait pas, il est vrai, celle de la garde; mais le général anglais comptait sur une autre et plus puissante réserve qui ne devait pas lui manquer, sur le concours de laquelle était basé son plan de bataille, et dont l'imminente arrivée était annoncée par ses coureurs. Blücher lui avait promis, en effet, plus que l'appui du corps de Bülow; et Blücher allait tenir sa promesse.

Napoléon ne le soupçonnait pas. Il savait, cependant, depuis une heure après midi, la réunion opérée la veille, de toute l'armée prussienne sur Wavre; et le rapport d'un officier (2) expédié par Grouchy et arrivé de deux à trois heures, n'avait

(1) Le 18 juin, à l'observatoire de Bruxelles, le soleil se couche à huit heures quatorze minutes.

(2) Le lieutenant-colonel Delafresnaye. Napoléon dit qu'un officier de

pu lui laisser l'espoir que le maréchal eût occupé beaucoup cette armée.

Deux divisions et la cavalerie du corps de Pirch I (1) et le corps de Zieten avaient quitté Wavre à midi.

Pirch I, ayant suivi le chemin de Chapelle-Saint-Lambert et de Lasne, montrait maintenant la tête de sa colonne en avant du bois de Paris.

Zieten avait pris sa route par Fromont, Genval et la lisière nord des bois d'Ohain. Le gros de son corps était déjà à hauteur de ces bois, et son avant-garde dépassait celui de la Grande-Huissière.

Sans le mauvais état des chemins, ces deux généraux auraient déjà été en ligne depuis longtemps. Ils amenaient trente mille hommes.

Thielmann, qui s'était ébranlé pour les suivre, avait dû rester à Wavre et s'y défendre contre une vive attaque. La nouvelle venait d'en parvenir à Blücher; mais elle ne l'avait pas ému. Le destin de la guerre était en avant, non en arrière de lui; l'audacieux vieillard avait fait dire àThielmann de résister de son mieux, de battre en retraite au besoin; et il avait continué de hâter la marche de Pirch I et de Zieten.

La crise suprême approchait.

Livrée à ses propres forces, la cavalerie de Ney, nous l'avons dit, avait été forcée d'abandonner le plateau. Mais elle avait suspendu, sur la pente, son mouvement rétrograde; et, là, sous la protection de notre artillerie et de nos tirailleurs, mais en butte aux coups des canonniers ennemis, revenus à leurs pièces, elle s'efforçait de reformer ses escadrons rompus, affreusement mutilés. En ce moment, il était de bien grave importance qu'elle ne reculât pas davantage : une retraite

Grouchy arriva, vers deux heures, sur le champ de bataille; mais il ne le nomme pas. (*Mémoires*, t. IX.)

(1) Les deux autres divisions d'infanterie de Pirch I ne partirent de Wavre qu'à quatre heures; on le verra dans un prochain chapitre.

plus prolongée pouvait ébranler toute la partie de l'armée opposée à Wellington et inquiète du canon qui retentissait toujours vers Plancenoit. Ney avait vu le péril. C'était pour cela qu'il retenait ses cavaliers intrépides sous un feu meurtrier. Cependant, on ne pouvait espérer qu'il garderait longtemps une pareille position.

Il fallait le soutenir, le dégager (1). Napoléon s'y résolut et voulut bien autre chose.

Persuadé que l'armée anglo-hollandaise était non-seulement très-affaiblie, mais encore désorganisée; qu'elle n'avait plus de réserve; rassuré du côté de Bülow, qui reculait; sans la moindre prévoyance de l'intervention de nouveaux corps prussiens; croyant l'heure venue, il résolut de frapper un grand coup qui lui donnerait la victoire. Les résultats matériels ne pourraient en être bien importants, avec une cavalerie épuisée dans des luttes si sanglantes, si prolongées; mais le résultat moral en serait, sans doute, considérable.

Ney est prévenu de la volonté du chef, et reçoit l'ordre de masser, à droite de Goumont, tout ce qu'il pourra réunir du corps de Reille, les divisions Quiot et Donzelot sur la Haie-Sainte, et de préparer quelque effort de sa cavalerie.

En même temps, Napoléon conduit tous les bataillons disponibles de la garde entre la Belle-Alliance et la Haie-Sainte. Il y en a dix. Tous appartiennent aux grenadiers et aux chasseurs (2).

Six de ces bataillons sont ployés en autant de colonnes d'attaque échelonnées à courte distance l'une de l'autre. Ils marcheront au plateau. Deux batteries d'artillerie à cheval de la garde viennent se placer sur leur flanc gauche. Elles sui-

(1) Bulletin du 18 juin.

(2) La division de jeune garde était sur Plancenoit. Les divisions de grenadiers et de chasseurs étaient, chacune. de huit bataillons; mais elles en avaient détaché trois à Plancenoit, deux sur le chemin de ce village à la Maison-du-Roi, un à la ferme du Chantelet.

vront ce mouvement. Les quatre derniers bataillons resteront en réserve.

Le feu de notre artillerie s'est ralenti par suite de l'épuisement des caissons de plusieurs batteries. Une batterie, la dernière de la réserve, entre en action. Ordre est donné d'activer les décharges sur toute la ligne.

Napoléon, en personne, préside à ces dispositions. Il en presse l'exécution ; la circonstance est urgente. Il s'adresse aux officiers, aux soldats, les excite, les exalte, leur promet la victoire et, pour mieux les en assurer, leur annonce l'arrivée de Grouchy, qui va prendre l'ennemi à revers pendant qu'ils l'attaqueront de front.

Ney reçoit le commandement de ces trois mille vétérans des batailles (1), au bras chevronné, au corps cicatrisé. Sous ses ordres marchent les lieutenants généraux Friant, Roguet, Michel, les maréchaux de camp Poret de Morvan, Harlet, Mallet : un général par bataillon.

Ney doit laisser la Haie-Sainte à droite et se diriger sur le contre-fort par où il a conduit ses attaques de cavalerie.

Quand tout est prêt, la charge bat ; la redoutable phalange s'ébranle et défile, exubérante d'ardeur, d'enthousiasme, devant Napoléon, qui, du geste, lui indique le point où doivent porter ses coups. Elle sort du vallon ; elle gravit la hauteur.

Près de Goumont, près de la Haie-Sainte, la charge bat aussi. Quelques bataillons cruellement diminués par le fer, le feu, la fatigue, se sont massés et montent à la position ennemie. Dans leurs rangs reviennent prendre place nombre d'hommes qui s'en étaient retirés, blessés, harassés, dé-

(1) D'après la lettre, déjà citée, de Ney à Fouché, quatre régiments de vieille garde ou huit bataillons auraient marché au plateau, sous ses ordres. D'après les *Mémoires de Sainte-Hélène,* ce mouvement aurait été opéré par quatre bataillons seulement, et quatre autres seraient restés provisoirement en réserve. Nous suivons, dans notre récit, la version d'une note digne de confiance. Au reste, les différences sont ici peu importantes.

couragés, et qu'anime, maintenant, une énergie nouvelle.

Quelques centaines de cuirassiers, de dragons, de grenadiers, de lanciers, de chasseurs de la garde, se fiant encore à leurs forces, à leurs montures, se sont apprêtés pour seconder l'infanterie.

La trompeuse assurance de l'arrivée de Grouchy a couru partout, portée par les gendarmes d'élite à travers les lignes. Reille, d'Erlon, les généraux sous leurs ordres, l'ont reçue de Labédoyère, aide de camp de Napoléon. Elle a ranimé les faibles, enivré les braves. A tous, la victoire paraît certaine.

Sur le plateau, cependant, tout s'est disposé aussi pour une nouvelle lutte, pour le combat à outrance. Là, on sait que les bataillons, les escadrons de Prusse sont proches; qu'il ne s'agit plus que d'user la mort et le jour quelques instants encore pour avoir bataille gagnée. La puissance du nombre habilement préparée ne saurait manquer de faire pencher la balance.

Les rangs éclaircis par la mort, par la fuite, se sont serrés et restent fermes. C'est le nerf, le *robur* de l'armée, c'est l'élite des braves survivant à six heures de combat acharné, qui les forme maintenant. Wellington, le prince d'Orange, Hill vont d'un bataillon à l'autre, encourageant, excitant au devoir. A ses Anglais, comme Nelson à Trafalgar, Wellington rappelle la patrie : « Tenez ferme, mes garçons! que dirait-on de nous, en Angleterre, si nous quittons d'ici? » Aux soldats de Néerlande, de Nassau, de Brunswick, le jeune et vaillant prince d'Orange demande s'ils veulent revoir la ruine, le déshonneur de leur pays, la tyrannie impériale. Et de longs hourras répondent à ces énergiques allocutions jetées au milieu des boulets, des obus ricochant, éclatant de toutes parts.

Néanmoins, la situation des Anglo-Hollandais était bien critique (1). Wellington le voyait, mais n'en était pas ébranlé. Il aurait fait retraite, s'il l'eût pu, a dit Napoléon. Triste ven-

(1) « A sept heures environ, la perte extraordinaire d'hommes et la nécessité de porter les réserves en ligne rendirent la situation du duc de

geance du vaincu que cette allégation tant répétée! Le plan du général anglais reposait sur la défense du plateau jusqu'à l'arrivée des colonnes prussiennes; elles étaient proches; et il aurait renoncé à le disputer, avec la masse de braves qui lui restaient encore! « Vous pouvez être tué, lui dit lord Hill; quels sont vos projets, vos instructions? — De tenir ici jusqu'au dernier homme. » Kempt, qui a remplacé Picton dans le commandement de l'aile gauche, fait demander des renforts. « Qu'il n'y compte pas, et qu'il continue la défense! » Le mot de la journée est dans ces laconiques réponses, dignes de l'antiquité, des plus beaux temps des armées de notre République. Il est puéril, peu honorable de méconnaître ses ennemis.

Le redoublement du feu de notre artillerie semblant annoncer une attaque imminente, Wellington s'avance sur le bord du plateau. Bientôt, à travers les éclaircies des fumées de la poudre, il saisit le mouvement de la garde, bien reconnaissable à ses hauts bonnets à poil, et il se prépare pour la rencontrer avec vigueur.

Les batteries à portée reçoivent l'ordre de concentrer leurs coups sur la colonne d'élite. Les bataillons de Brunswick et de Nassau, en deux colonnes serrées, de quatre et de trois bataillons, sont en première ligne dans sa direction même; ils soutiendront le premier choc. Derrière eux, la brigade Maitland (gardes anglaises), déployée et formée sur quatre rangs, se tient couchée dans un pli de terrain. La division Chassé est sur la droite de Maitland, une brigade en deux carrés échelonnés, et, en réserve, une brigade en colonnes serrées.

Wellington critique. » (Rapport adressé à son gouvernement, par le général autrichien Vincent.) Ce général fut blessé dans la journée. Il était détaché comme commissaire au quartier général anglais.

« Vers sept heures du soir..., le duc, qui sentit que le moment était très-critique, etc. » (Rapport du général Alava, ministre plénipotentiaire d'Espagne près la cour des Pays-Bas, et présent à la bataille, où il fit partie de l'état-major de Wellington.)

Le bruit des tambours battant la charge, les cris frénétiques de « Vive l'empereur! » sont devenus distincts, malgré les grondements de l'artillerie; la garde approche. Les soldats ont l'arme au bras; leurs rangs se serrent et restent alignés sous la mitraille comme en un jour de parade. Ney est devant eux, l'épée à la main. La garde approche toujours. Les batteries qui sont en face d'elle sont enlevées à la baïonnette ou se retirent en désordre. Les bataillons de Brunswick s'avancent à sa rencontre; elle les culbute et les disperse. Le prince d'Orange se précipite en tête des Nassau, et veut, à son tour, l'arrêter; une balle le renverse de cheval; et les Nassau subissent le sort des troupes de Brunswick.

Des cris de victoire retentissent dans la colonne française. Le général Friant, blessé et forcé d'abandonner la lutte, dit à Napoléon, resté dans le vallon de la Haie-Sainte, que tout va bien sur le plateau (1).

Au-dessus de la Haie-Sainte, au-dessus de Goumont, d'Erlon et Reille sont aux prises avec la première ligne de l'ennemi. La garde continue sa marche en avant, malgré la mitraille que viennent lui lancer, sur sa gauche, à trois cents pas, une batterie anglaise et l'une des batteries de Chassé; trois bataillons de ce général viennent l'attaquer; elle les repousse et les met en désordre. Mais, tout à coup, se dresse devant elle, presque sous ses pieds, comme un mur rouge, d'où éclate un feu de mousqueterie qui ravage ses rangs. Les soldats de Maitland se sont levés au commandement de Wellington, à cheval derrière leurs rangs. Il a crié : « Debout, gardes! et visez juste! » Il n'a été que trop bien obéi! L'intrépide Michel est frappé à mort; Malet, plusieurs officiers supérieurs sont renversés. Entraîné par la chute de son cheval, le quatrième qui est tué sous lui dans cette terrible journée, Ney tombe. La garde hésite. Mais *le brave des braves* s'est déjà relevé;

(1) *Campagne de* 1815, par le général Gourgaud.

et, à sa voix, elle se raffermit. Malheureusement, soit ordre donné, soit instinct du soldat, elle déploie pour répondre à la mousqueterie qui la décime d'instant en instant; et, par ce mouvement, elle masque les deux batteries qui l'ont suivie, qui ont pris position sur la crête du plateau, et dont le feu a, jusque-là, protégé ses flancs. Un Hollandais, un soldat formé, grandi dans nos rangs, mais fidèle au drapeau de sa patrie, Chassé saisit le moment, et, à la tête d'une demi-brigade en colonnes serrées, charge la gauche de la garde, baïonnettes croisées; Wellington pousse en avant la brigade de Maitland. Mitraillée, fusillée, réduite à quinze ou seize cents hommes, la garde recule, sous la pression du nombre; mais elle recule en combattant, lentement, en bon ordre, sans être entamée. Viennent les bataillons si longtemps laissés à la Haie-Sainte, et elle reprendra l'attaque.

Mais ils ne doivent pas venir.

Le soleil, resté caché jusque-là, projette ses derniers rayons à travers les arbres qui bornent l'horizon vers Braine-l'Alleud.

Il est près de huit heures.

Un péril immense s'est produit, depuis quelques instants, à l'angle de la ligne brisée en équerre sur laquelle combat l'armée française, de Goumont à Papelotte, de Papelotte à Plancenoit.

Marcognet, qui couronnait le plateau, Durutte, qui disputait la Haie au prince de Saxe-Weimar, viennent d'être subitement assaillis par deux fortes colonnes d'infanterie débouchant sur cette ferme. Comme leurs soldats, ils les ont prises, d'abord, pour des troupes de Grouchy; car elles se sont fusillées avec les bataillons du prince de Saxe-Weimar, et les ont rompus, dispersés; mais leur erreur a été courte. Ils plient, maintenant, sous de nouveaux adversaires. Durutte abandonne Papelotte; Marcognet redescend la pente du plateau; Lobau est menacé d'être pris à revers; une vaste trouée va s'ouvrir dans la ligne française. Des cris d'alarme se sont fait entendre;

le trouble s'est mis dans les divisions de Durutte et de Marcognet ; des centaines de leurs soldats ont déjà quitté les rangs et arrivent, éperdus, jusqu'à la Belle-Alliance. Trente-deux bouches à feu en batterie sur la crête du plateau foudroient les bataillons en retraite à travers le vallon ; une masse de cavalerie paraît. C'est la division Steinmetz, avant-garde du corps de Zieten, qui a fait ainsi irruption sur le champ de bataille ; c'est la cavalerie de ce corps qui l'appuie immédiatement. Blücher la conduit (1).

A cette vue, Napoléon arrête les quatre bataillons de la garde, qui s'ébranlaient, enfin, pour marcher aux Anglo-Hollandais. Un changement de front leur est ordonné ; ils font face à droite, la gauche vers la Haie-Sainte, la droite vers la Belle-Alliance ; immédiatement après, chaque bataillon se forme en carré.

Napoléon espère rallier sur cette ligne les troupes de Marcognet et de Durutte, qui continuent à reculer, dont les fuyards augmentent à chaque instant.

Espérance éphémère ! Des hauteurs dominant la Haie-Sainte, les divisions Donzelot et Quiot ont vu la marche victorieuse

(1) Les *Mémoires de Sainte-Hélène* (t. IX, p. 142) disent « qu'il était nuit » quand se produisit cette attaque.

Le bulletin prussien et les écrivains de Prusse la placent, au contraire, à *sept heures et demie*. Cela ne suffirait pas pour prouver l'inexactitude des *Mémoires*. Mais elle est mise hors de doute par les relations anglaises. Malgré tout le désir, qui y perce, de faire la plus forte part dans le succès à l'armée de Wellington, ces relations conviennent, en effet, que ce fut vers sept heures et demie que Papelotte fut emporté par Zieten.

Le général Vincent, commissaire près de Wellington, et peu disposé, sans doute, en sa qualité d'Autrichien, à exagérer l'importance de l'intervention prussienne, dit, dans son rapport : « La tête du 1er corps prussien (Zieten) atteignit la Haie vers *sept heures environ.* »

Du reste, Napoléon, dans sa première relation (*Campagne de* 1815, par Gourgaud), a écrit : « Il était de *sept heures et demie à huit heures,* un cri d'alarme se fit entendre ; Blücher, avec le corps de Zieten, aborda le village (ferme) de la Haie (Papelotte), qui fut aussitôt enlevé. »

des Prussiens, la retraite qui s'opère à droite de la chaussée, le désordre qui s'y manifeste; elles sont étonnées, hésitent, reculent.

En ce moment, les Anglo-Hollandais ont formé plusieurs colonnes et prononcent une vigoureuse attaque.

Dès qu'il a vu l'entrée en ligne de Zieten, Wellington a ordonné, en effet, un mouvement général en avant; et cet ordre s'exécute. Bientôt, notre centre et notre gauche sont violemment refoulés. Les soldats de Quiot, de Donzelot précipitent leur retraite; la Haie-Sainte est abandonnée; des rangs entiers se débandent; la confusion du reste est imminente. Les bataillons de la garde qui ont continué, en débris, leur lutte héroïque sur la pente du plateau, le corps de Reille, sont entraînés dans le mouvement rétrograde. Mais ils restent en ordre et cèdent lentement le terrain. Reille dispute la partie inférieure du bois de Goumont. Ney fait replier, à gauche de la chaussée, l'infanterie mutilée de la garde et en forme deux carrés vers la Belle-Alliance.

L'œil en feu, la bouche écumante, les vêtements criblés de balles, souillés de sang et de boue, il excite tout le monde au devoir. « C'est ici, s'écrie-t-il, la clef de l'indépendance nationale; il faut y tenir jusqu'au dernier. » Et, dans son exaltation furieuse, rencontrant d'Erlon, qui s'épuise à rallier, à raffermir ses soldats, il lui dit : « Toi et moi, si la mitraille anglaise nous ménage, nous sommes sûrs de notre sort : nous serons pendus. »

Depuis le commencement de la journée, Wellington, on l'a vu, avait laissé sur son extrême gauche, pour la flanquer, les brigades Vivian et Vandeleur, leur donnant l'ordre de rallier le centre de l'armée, dès l'approche des escadrons de Zieten. Elles avaient exécuté ce mouvement sans perte de temps; et le général anglais venait de les diriger, la première à droite de la Haie-Sainte, la seconde à gauche de Goumont. Elles comptaient deux mille cinq cents chevaux bien reposés.

Le mouvement rapide de la cavalerie de Vivian achève de désorganiser les divisions Quiot et Donzelot ; leurs fuyards se jettent à travers les carrés de la garde et refluent au loin en arrière de la Belle-Alliance. Des batteries sont abandonnées. Napoléon tente d'arrêter les escadrons anglais en lançant contre eux ses escadrons de service. Trop faibles, ces derniers sont culbutés. Le brave Guyot, qui les a conduits, tombe grièvement blessé. Quelques poignées de dragons, chasseurs, lanciers, cuirassiers, restes de la cavalerie de réserve, reprennent la charge et sont tout aussi malheureux. Les carrés de la garde ne se laissent pas ébranler : ils repoussent Vivian par la puissance de leur feu. Celui-ci les tourne, alors, et galope plus loin pour sabrer les fuyards. Mais son infructueuse tentative va être reprise : des masses de cavalerie, d'infanterie, d'artillerie anglo-hollandaises arrivent sur les carrés. Déjà, les brigades Adam et Lambert se fusillent avec eux.

Assailli, sur sa droite, par Vandeleur, pressé, sur le reste de sa ligne, par l'infanterie, Reille abandonne complétement le bois de Goumont. Deux ou trois de ses bataillons ne résistent pas au choc de la cavalerie et se débandent; mais les autres, quoique bien réduits, continuent à se maintenir en ordre ; et ils atteignent, en combattant, le rideau des hauteurs de la Belle-Alliance.

A droite de la chaussée de Bruxelles, les circonstances sont devenues plus désastreuses encore.

Ney s'y est porté. Monté sur un cheval d'emprunt, tête nue, un tronçon d'épée à la main, il aperçoit quelques centaines de fantassins, débris de deux régiments ralliés, dans un pli de terrain, par Durutte. Il les rejoint. « Venez, suivez-moi, mes camarades, leur crie-t-il ; je vais vous montrer comment meurt un maréchal de France, sur le champ de bataille (1). — Vive

(1) Ce furent les propres paroles du maréchal. Nous les rapportons d'après une note écrite par un officier supérieur. Nous y lisons : « Ces

le maréchal Ney! » répondent ces braves tout d'une voix ; et ils le suivent. Mais, au moment où ils paraissent hors du pli de terrain, ils se trouvent en face des brigades de Kempt, de Pack, de Bylandt, de Best; ils reçoivent un feu terrible, auquel se mêle la mitraille de plusieurs pièces; la cavalerie prussienne se précipite sur eux, les renverse, les sabre; quelques-uns seulement échappent au carnage et trouvent un asile dans un carré de la garde, qui s'ouvre pour les recevoir. Ney est tombé sous son cheval tué; mais il n'est atteint d'aucune blessure. La mort ne doit pas le prendre là.

Du corps de d'Erlon, il ne reste plus, maintenant, un seul bataillon, une seule compagnie en ordre; l'artillerie tout entière est aux mains de l'ennemi.

Sur Plancenoit, la position est presque désespérée. Deux divisions du corps de Pirch I sont venues y renforcer Bülow, à sept heures et demie; et, depuis lors, Lobau, Duhesme, Morand sont en butte aux attaques les plus violentes, continuellement répétées.

Déjà tournées par le mouvement de Zieten, débordées par la cavalerie du prince Guillaume, de Pirch I, que ne contiennent pas suffisamment les escadrons, trop diminués, de Domon et de Subervie, les deux faibles divisions de Lobau sont refoulées. Quelque désordre s'est produit dans leurs rangs; cependant, elles continuent de combattre.

Dans toute l'étendue de Plancenoit et sur les bords du ruisseau, dix-huit bataillons prussiens sont engagés, maintenant, contre les onze bataillons de Duhesme et de Morand et les font plier. Ils viennent d'enlever l'église et le cimetière, malgré la plus énergique résistance; et ils avancent toujours. Dans les jardins, les vergers, les rues, les maisons, la lutte est furieuse : on se fusille, on se massacre avec une rage qui

paroles, je les ai très-distinctement entendues; elles ne sortiront jamais de ma mémoire. »

rappelle Ligny. Mais la disproportion est trop grande; le nombre va l'emporter.

Après l'impuissante tentative de ses escadrons de service, Napoléon s'était porté au galop près des deux bataillons (1er régiment) de grenadiers de la garde laissés en position sur les hauteurs de Rossomme; et, lançant, de là, tous ses officiers à travers les fuyards, s'adressant lui-même aux soldats courant éperdus vers Genappe, il s'était efforcé de les rallier sur ces deux redoutes vivantes, immobiles au milieu de l'épouvante qui les entourait. Mais ses efforts, ceux de ses officiers et des officiers de troupes, arrêtés à sa voix, par sa présence, avaient échoué. Le soldat, qui avait cru à l'arrivée de Grouchy et reçu le choc de Zieten; le soldat, nourri de soupçons de trahison, qu'avaient augmentés les défections récentes, était persuadé qu'il était victime d'une trame odieuse, que tout était perdu; et sourd à tous les appels, il avait continué, il continuait à fuir. La chaussée, encombrée de canons, de voitures d'artillerie, d'ambulances, les unes en marche, les autres abandonnées, renversées, laissait à peine l'espoir de sauver une partie du matériel de l'armée.

Les charges de la cavalerie anglaise, puis de celle de Zieten sur la masse des fuyards de toutes armes avaient bientôt porté au comble la terreur et la confusion.

Napoléon, alors, s'était éloigné, se dirigeant, à travers champs, vers Genappe, où il espérait encore, sans doute, pouvoir rallier au moins une arrière-garde.

Il était près de neuf heures; la nuit allait se faire. Des hauteurs de Rossomme, on entendait encore le bruit du combat que soutenaient, vers la Belle-Alliance, les carrés de la garde, battus en brèche par l'artillerie, fusillés par l'infanterie, chargés par la cavalerie. Ce bruit, violent tout à l'heure, diminuait rapidement; il cessa. Les carrés étaient rompus; la moitié des officiers et des soldats était hors de combat; un petit nombre, prisonnier; le reste, dispersé par des chocs mul-

tipliés, se faisait jour à travers les masses tumultueuses des deux armées victorieuses, à travers nos débris, et gagnait la direction de Genappe. Aux voix qui, au plus fort d'une lutte inégale, lui avait crié de se rendre pour gagner la vie sauve, la garde avait répondu par le refus, sublime dans son cynisme soldatesque, que la légende a traduit par les mots : « La garde meurt et ne se rend pas. »

Avant la nuit, la résistance finit aussi à Plancenoit : le village enlevé, Lobau, Duhesme, Morand, virent leurs bataillons, pressés de front, tournés, enveloppés, se fondre et chercher leur salut dans la fuite. Le brave Duhesme, grièvement blessé, échappa à la mort, grâce au dévouement de quelques soldats.

Au même moment, ou un peu plus tard, les restes du corps de Reille, revenus jusqu'au bois du Callois, toujours assaillis par les Anglo-Hollandais, toujours combattant, tombèrent en dissolution.

Dans toute l'armée française, il ne resta plus un bataillon, un escadron en ordre. La déroute fut complète, absolue. Napoléon avait perdu la bataille la plus décisive de notre âge.

Wellington par sa ténacité inébranlable, Blücher par son activité audacieuse, tous les deux par l'habileté et l'accord de leurs manœuvres avaient produit ce résultat.

Comme pour leur montrer, par avance, le jugement de l'histoire, le hasard les fit se rencontrer à la Belle-Alliance.

L'un et l'autre s'étaient portés, avec quelques escadrons, jusqu'aux hauteurs de Rossomme pour activer le désastre, pour mieux en constater l'étendue; et ce fut à leur retour qu'ils se retrouvèrent pour la première fois, depuis la journée de Ligny.

Ils mirent pied à terre et se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, se félicitant mutuellement de leur victoire.

Il était neuf heures et demie ; la nuit était close.

Les deux généraux résolurent, néanmoins, de pousser sans

relâche le succès, de ne pas laisser aux vaincus le temps de se reconnaître, de respirer. Les Anglo-Hollandais, épuisés, incapables d'avancer plus loin, établirent leurs bivacs sur les positions mêmes que l'armée française avait occupées, dans la matinée. Les Prussiens furent chargés de la poursuite. Blücher en confia la direction à son chef d'état-major le général Gneisenau. Exalté par le succès, toujours ardent, infatigable, il ne devait pas tarder à le rejoindre.

Gneisenau eut à sa disposition les corps de Zieten et de Bülow, une division d'infanterie et une partie de la cavalerie du corps de Pirch I. Il poussa immédiatement ces forces sur Genappe, où se précipitaient les Français.

Pirch I reçut l'ordre de rallier ses trois autres divisions d'infanterie, le reste de sa cavalerie et de se diriger, ensuite, par Maransart sur Bousval, où il passerait la Dyle, afin d'opérer contre la colonne française qui, dans la soirée, avait attaqué Thielmann sur Wavre. En apprenant la défaite de Napoléon, cette colonne devait battre en retraite, et, si elle se trouvait pressée entre Thielmann et Pirch I, elle ne pourrait échapper à un désastre.

Des hauteurs de Rossomme à Genappe, où Napoléon avait espéré arrêter la déroute, la distance est d'une lieue et demie.

Il s'y rendit à travers champs, faisant un long détour à l'ouest de la chaussée, pour éviter toute rencontre de cavalerie prussienne.

Cette chaussée est très-large; mais, dans la traversée de Genappe, aux abords de la Dyle, elle s'étrangle et franchit ce cours d'eau sur un pont maçonné qui ne donne passage qu'à deux voitures à la fois.

Dans la circonstance actuelle, un si étroit défilé était un bien grave inconvénient : il suffisait d'un accident pour obstruer la voie au matériel refluant du champ de bataille. Cet inconvénient aurait pu être bien diminué si on se fût préparé à tirer parti des ponts de Ways et de Thy, qui sont près et en

aval de Genappe; il aurait même disparu si, dans la journée, on eût construit quelques ponts de chevalets. Malheureusement, aucune des faciles précautions qu'indiquait la prudence la plus vulgaire n'avait été prise. Aucun pont n'avait été jeté; pas un escadron, pas un peloton organisés, pas un officier d'état-major ne s'étaient trouvés pour jalonner, indiquer les traverses conduisant à Ways et à Thy, pour y diriger une partie des voitures. Aussi, toutes avaient continué à suivre la chaussée et bientôt l'avaient encombrée. Alors, les conducteurs, effrayés, avaient coupé les traits de leurs attelages et s'étaient enfuis à travers champs.

A la hauteur de Genappe, la Dyle, même après de très-fortes pluies, n'est un obstacle, par ses eaux, ni pour la cavalerie, ni pour l'infanterie, et ses berges n'en sont un que pour les voitures; les fuyards auraient donc pu la passer rapidement. Mais, frappés de vertige, ils s'étaient précipités dans le village, comme s'ils eussent dû y trouver un asile assuré contre l'ennemi et s'y étaient entassés dans le plus affreux pêle-mêle. Les flots de la déroute continuaient à s'amonceler ainsi, quand Napoléon, n'ayant pour toute escorte qu'un faible groupe d'officiers, arriva sur Genappe. Il voulut y pénétrer et s'engagea dans la cohue.

Rétablir un peu d'ordre dans cet immense désordre, former seulement une arrière-garde de quelques centaines d'hommes lui parut une œuvre impossible : il se résigna à suivre les débris de l'armée, et, au bout d'une heure, les vagues de la foule le poussèrent comme une épave hors du village.

Précédé, escorté par le tumulte, il gagna les Quatre-Bras.

Le lieutenant général d'artillerie Nègre y était arrivé depuis le matin avec la presque totalité du grand parc.

Napoléon lui donna l'ordre bien tardif de faire retourner, sur-le-champ, tout ce matériel à la frontière. Simultanément, il expédia à Grouchy un officier pour le prévenir de la perte de la bataille et lui prescrire de battre en retraite. Il était fort troublé, a-t-on dit. Cela paraît bien probable, car il oublia

d'indiquer sur quel point il entrait dans ses vues que le maréchal dirigeât sa marche (1).

En ce moment, s'il faut l'en croire, des officiers qui avaient été envoyés du champ de bataille pour aller prendre la division Girard, laissée, la veille, à Ligny, et la faire avancer jusqu'aux Quatre-Bras, revinrent et annoncèrent qu'ils n'avaient pu la trouver.

Napoléon, après une courte halte, poursuivit sa route vers Charleroi.

Cependant, Gneisenau avait marché sur Genappe, ne rencontrant aucun obstacle autre que les voitures abandonnées, et la masse des cavaliers montés et démontés, des fantassins harassés, des blessés de tous grades, de toutes armes, confondus dans la déroute, embarrassés dans la commune épouvante ; masse informe qui n'opposait d'autre résistance au sabre de la cavalerie, que sa confusion même et, par moments, quelques coups de fusil tirés par des hommes restés inaccessibles à la crainte, malgré l'immense désastre.

Vers le milieu de la nuit, le général prussien arriva sur les hauteurs en deçà de Genappe avec ses nombreux escadrons et de l'artillerie. Il fit immédiatement fouiller le village et le vallon à coups de boulets et d'obus; et attendit l'arrivée de son infanterie. Elle était proche.

Au premier bruit du canon, les fuyards, accumulés dans Genappe, reprirent leur course, s'échappant par toutes les issues, et le torrent de la déroute acheva de s'écouler rapidement.

Des hommes de cœur, voyant diminuer le tumulte, voulurent organiser une résistance qui arrêtât, pour quelques instants au moins, la marche de l'ennemi. Ils parvinrent à rallier, çà

(1) « L'officier qui me l'apporta (la nouvelle de la perte de la bataille) me dit que Votre Majesté se retirait sur la Sambre, sans pouvoir préciser sur quel point il entrait dans ses vues que je me dirigeasse. » (Rapport du maréchal Grouchy à Napoléon, en date du 20 juin.)

et là, quelques groupes d'officiers, de soldats de toutes armes. Mais ce fut en vain. Dès que l'infanterie prussienne s'approcha, tout se débanda encore. Le brave Lobau, qui avait réuni deux ou trois cents hommes et les menait au combat, fut ainsi abandonné et fait prisonnier.

Genappe était rempli de nos blessés. Les Prussiens, furieux, en massacrèrent beaucoup impitoyablement. Duhesme fut une de leurs plus nobles victimes. « Ce crime est resté impuni ! » s'écrie Napoléon dans ses *Mémoires*. Cela n'est que trop vrai. Mais avait-il le droit de flétrir cette atrocité, celui qui n'avait pas même blâmé le général Roguet menaçant, le jour de Ligny, de faire fusiller le premier grenadier de la garde qui lui amènerait un Prussien prisonnier?

A Genappe, et auprès, furent pris un nombre considérable de voitures d'artillerie, d'administration, la plupart des équipages des généraux, de Napoléon et de sa suite, la voiture même dans laquelle il était venu de Paris, qui avait échappé au désastre de Russie, et contenait des vêtements et une épée appartenant au vaincu (1). Une sanglante ironie de la fortune fit trouver, dans un fourgon aux armes impériales, des liasses d'une pièce imprimée en France, mais datée du « palais impérial de Laeken (2). » C'était une proclamation adressée « aux Belges et aux habitants de la rive gauche du Rhin. »

Dans son orgueilleuse présomption, Napoléon leur disait : « Le succès éphémère de mes ennemis vous a détachés, pour un moment, de mon empire. Dans mon exil, sur un rocher au milieu des mers, j'ai entendu vos plaintes. Le Dieu des batailles a décidé du destin de vos belles provinces; Napoléon est parmi vous. Vous êtes dignes d'être Français.

(1) Fleury de Chaboulon dit que, dans cette voiture, se trouvait aussi « le superbe collier de diamants qu'avait donné à Napoléon la princesse Borghèse (Pauline Bonaparte). »

(2) Ce palais est à une demi-lieue de Bruxelles. Il sert actuellement de résidence au roi des Belges.

Levez-vous en masse, rejoignez mes invincibles phalanges pour exterminer le reste de ces barbares qui sont vos ennemis et les miens. Ils fuient avec la rage et le désespoir au cœur (1). »

Il y avait longtemps que les prédictions de l'envoyé de la Providence, comme avaient parlé les évêques de France et le pape, rencontraient ainsi le démenti impitoyable des événements.

Arrêtés, un moment, par le riche butin tombé en leur pouvoir, les Prussiens ne tardèrent pas à reprendre la poursuite de notre malheureuse armée. La lune s'était levée, et sa clarté favorisait leur course à travers nos débris. « Ce n'était qu'une chasse continuelle, a dit le bulletin prussien avec une lamentable vérité ; ceux qui voulaient se reposer, ne s'attendant pas à être si vivement poursuivis, furent repoussés successivement de plus de neuf bivacs ; dans quelques villages, ils cherchèrent à tenir ; mais, aussitôt qu'ils entendaient le son du tambour ou des trompettes, ils lâchaient pied ou se jetaient dans les maisons, et, là, ils étaient taillés en pièces ou faits prisonniers. »

Ils en étaient donc venus au dernier degré de la démoralisation, ces soldats si intrépides, si admirables de constance, de dévouement, pendant la longue journée où ils avaient combattu à nombre égal d'abord, à nombre bien inférieur ensuite, livrant, recevant bataille sur leur front et sur leur flanc! Qu'avait-il manqué, cependant, à leur héroïsme, pour ne pas donner au monde le spectacle d'une si affreuse déroute, à nos annales une si triste page? Rien, si ce n'est un chef moins obstiné dans son aveuglement, qui les eût retirés, à temps, d'une lutte devenue impossible.

Au milieu de l'épouvante générale, il y eut bien des traits d'héroïsme militaire. Ils appartiennent à l'histoire. Ney, meurtri, contusionné, harassé, marchant péniblement sur la terre

(1) Cette proclamation était signée Napoléon, et contre-signée Bertrand.

fangeuse, sans un officier, sans une ordonnance, reçut le secours d'un homme ignoré, d'un soldat qui servit d'appui à sa fatigue, et le quitta seulement quand un autre dévouement vint lui offrir une aide nouvelle et plus sûre. Au delà de Genappe, le major Schmidt, de la division Lefebvre Desnouettes, mit pied à terre devant le héros de la Moscowa, le hissa sur son cheval et assura le salut de son chef, au risque de sa propre vie (1).

Le général Durutte, le front sillonné d'un coup de sabre, aveuglé par le sang qu'il perdait, le poignet droit mutilé, errait, au hasard, emporté par sa monture. Un maréchal des logis de cuirassiers s'attacha à lui, le guida et ne l'abandonna qu'après l'avoir mis en sûreté, au delà de la frontière.

Les conducteurs de l'artillerie, du train des équipages, avaient, presque tous, dételé leurs chevaux, coupé les traits, abandonnant sur la route, dans les terres, pièces et canons, voitures et blessés. Mais plusieurs, fermes jusqu'au bout dans le devoir, revinrent, se frayant un chemin à travers la confusion et les embarras de tous les genres, et sauvèrent le matériel et les soldats mutilés, confiés à leur courage.

Deux drapeaux avaient été perdus sur le champ de bataille, au commencement de l'action. Il n'en fut perdu aucun autre. Dans la foule de ces cavaliers, de ces fantassins débandés, marchant, courant pêle-mêle, les uns encore armés, les autres ayant jeté, brisé sabres et fusils, sous l'action de la colère, du désespoir, de la terreur, on apercevait, çà et là, à la pâle clarté du ciel, de petits groupes d'officiers de tous grades, de soldats spontanément serrés autour de l'étendard de chaque régiment et s'avançant, sabre en main, baïonnette au fusil, résolus, imperturbables, au milieu du désordre général. « Place au drapeau ! » criaient-ils quand la cohue arrêtait leur marche; et, presque toujours, ce cri suffisait pour que les mêmes hommes

(1) Lettre du maréchal Ney à Fouché, en date du 26 juin 1815.

qui étaient devenus sourds à tout appel du commandement, de la discipline, s'écartassent devant eux, leur ouvrant passage. Glorieux représentants de l'honneur militaire, ils eurent à subir bien des fois, il repoussèrent toujours les attaques de l'ennemi, et sauvèrent ainsi leurs drapeaux vaincus des atteintes du vainqueur.

La poursuite cessa seulement quand se fit le jour. En ce moment, les escadrons les plus avancés, conduits par le prince Guillaume de Prusse, arrivaient un peu au delà de Frasnes, à hauteur de l'auberge qui est sur la chaussée et dont l'enseigne est : « A l'Empereur. » Gneisenau leur ordonna de s'arrêter et fit sonner le ralliement sur toute la ligne. La masse de son infanterie atteignait les Quatre-Bras ; il lui envoya l'ordre de faire halte aussi. Toutes ces troupes, épuisées de fatigue, avaient besoin d'un repos de quelques heures. Cet épuisement fut le salut de bien des nôtres.

L'armée française avait disparu. Gagnant les points où ils avaient passé la Sambre, quatre jours auparavant, les soldats de Reille et de d'Erlon s'étaient jetés dans la direction de Marchienne, ceux des autres corps dans celle de Charleroi.

Avant le lever du soleil, Napoléon parvint à ce dernier point. Des fuyards, surtout des cavaliers restés montés l'y avaient précédé. Le trouble était déjà dans la ville. Napoléon la traversa sans s'y arrêter et alla faire une courte halte au delà de la Sambre, dans la prairie de Marcinelle. On lui amena de Charleroi deux mauvaises voitures. Il monta dans l'une avec Bertrand, désigna quatre ou cinq de ses officiers pour monter place dans l'autre, et se dirigea sur Philippeville, sans un seul cavalier d'escorte.

Il n'avait pris aucune disposition pour faciliter, assurer la retraite des équipages de pont, des voitures de vivres, des blessés du 16 juin, réunis à Charleroi, des fuyards. Aussi, tout y tomba-t-il bientôt dans une confusion hideuse. Les équipages de pont, d'autres voitures d'artillerie furent aban-

donnés par les soldats du train ; les chariots chargés de pain, de farines, de vin, d'eau-de-vie furent pillés par la foule affamée, renversés aux abords de la ville, dans les rues ; le trésor même de l'armée, une somme de six millions, fut violé, dispersé en des milliers de mains ; et, la foule augmentant, vivres et or furent disputés à coups de baïonnette, de sabre et de fusil. C'étaient les horreurs de Vilna aux portes de la France.

Dans la matinée de ce jour, Blücher eut son quartier général à Genappe. Wellington avait gardé le sien à Waterloo. Il data de ce village le bulletin de la victoire qui a reçu de cette circonstance fortuite le nom sous lequel elle est inscrite dans l'histoire.

Le général anglais a dit de la journée du 18 juin, qu'elle avait « été une journée de géants (1). » On ne saurait la qualifier plus justement. Jamais armées ne s'étaient livré de plus furieux, de plus sanglants assauts. Mais, malheureusement pour la France, jamais, non plus, armée française n'avait subi défaite si terrible, si funeste.

Après avoir appris à nos légions les victoires foudroyantes qui jettent les plus grandes puissances à la merci du vainqueur, Napoléon ne leur enseignait plus que les désastres.

Il a voulu consoler la France plongée dans la douleur, en exaltant la valeur de ses soldats. On ne l'exaltera jamais assez si on veut leur rendre justice pour cette fatale rencontre ; car, huit heures durant, ils firent preuve d'un dévouement, d'une intrépidité qui ont pu être égalés, mais qui ne furent ni ne seront jamais surpassés ; car c'est sur leur chef et non sur

(1) Lettre datée du 26 juin et adressée au maréchal Schwartzenberg. (*The dispatches,* etc.)

Dans une lettre du 20 juin, Wellington disait à Dumouriez, le traître de 1793 : « Jamais je n'ai vu une telle bataille que celle d'avant-hier, ni n'ai remporté une telle victoire. »

eux-mêmes que doit retomber la responsabilité de la déroute qui renversa leurs drapeaux. Plus d'une fois, comme à Waterloo, ils avaient combattu contre des forces bien supérieures et la victoire leur avait échappé ; mais, leur chef ayant eu la sagesse de ne pas s'obstiner dans une lutte devenue impossible, ils avaient évité la déroute et opéré leur retraite en bon ordre.

Avec plus de prévoyance et moins d'obstination chez Napoléon, le 18 juin, il en aurait été ainsi.

La victoire coûtait cher à Wellington et à Blücher, au premier surtout qui avait soutenu la lutte la plus longue.

Les Anglais comptaient 8,358 hommes blessés et tués ; les Hanovriens, 2,228 ; les Hollando-Belges, 3,178 ; les Brunswickois, 687 ; le contingent de Nassau (brigade Von Kruze), 643. C'était une perte totale de 15,094 hommes (1), du quart à peu près des troupes engagées. Sept cents officiers, parmilesquels douze généraux, étaient hors de combat.

La perte des Prussiens s'élevait à 6,999 tués et blessés (2), presque tous du corps de Bülow.

Témoignage terrible de la valeur française : les armées de Wellington et de Blücher étaient diminuées de vingt-deux mille hommes.

Notre armée avait encore plus souffert. On a diversement évalué ses pertes, les circonstances qui suivirent la défaite ayant empêché de les constater exactement. Napoléon, qui en

(1) Rapport de Wellington. — Situations officielles hollandaises (*Archives du ministère de la guerre*, à la Haye). — *Geschichte des herzoglich Brunschweigschen armée corps, etc.* — *History of the kin'gs german legion,* by Beamish.

(2) Wagner, Damitz. On peut regarder ce chiffre comme un maximum ; car les écrivains prussiens sont plus disposés à exagérer qu'à diminuer les pertes de l'armée prussienne, dans la journée du 18 juin, préoccupés, comme ils le sont, de lui faire la part la plus grande possible dans la victoire.

a donné l'évaluation la plus modérée, les estime à 23,600 hommes, dont 7,000 prisonniers. Mais une pièce officielle existant aux archives du dépôt de la guerre, à Paris, donne raison d'admettre que cette estimation est trop faible de huit ou neuf mille hommes (1).

Nos officiers généraux avaient payé un cruel tribut au destin de la guerre : Michel, Duhesme, Desvaux (commandant l'artillerie de la garde), Bauduin étaient tués ; Friant, Barrois, Foy, Durutte, Guyot, Durrieu, Lhéritier, Delort, Colbert, Malet, Travers, Dnop, Blancard, Lallemand, Farine, Guiton, Cambronne étaient blessés; ce dernier et Lobau étaient prisonniers.

Aux pertes subies par le personnel de l'armée, se joignait celle de presque tout notre matériel. Le 18 au matin, nous avions 248 bouches à feu (y compris la batterie de la division Girard) ; le lendemain, il n'en restait pas 50. Le grand parc, l'équipage de pont étaient tombés, à peu près entièrement, aux mains de l'ennemi.

Rien ne manquait au désastre. Pour surcroît de malheur, Napoléon n'avait préparé aucune réserve qui pût recueillir l'armée fuyant en déroute vers la France, former un appui sur lequel elle vînt se rallier, se réorganiser ; et Wellington et Blücher devaient se précipiter sur ses pas; et, prévenus déjà

(1) Cette pièce est une situation détaillée, par division, de l'armée réunie sous Paris. Elle est datée du 1er juillet (*voir note E*) et porte à 37,000 hommes, officiers compris, l'effectif des divers corps revenus de Waterloo. En retranchant de ce nombre la division Girard, forte alors de 2,000 hommes, il se réduit à 35,000. On pourrait donc en conclure que l'armée qui combattit à Waterloo, comptant 72,000 hommes, en perdit 37,000. Mais la conséquence ne serait peut-être pas exacte, parce que, d'une part, un certain nombre d'hommes déserta, après avoir repassé notre frontière, et que, de l'autre, plusieurs corps, notamment la cavalerie de la garde, reçurent quelques renforts la veille du 1er juillet. Cependant, la probabilité est, comme nous l'avons dit, que nos pertes en tués, blessés, prisonniers, s'élevèrent à 31,000 ou 32,000 hommes.

de l'ouverture des hostilités, avertis bientôt de la victoire remportée en Belgique, les armées russe, autrichienne, les contingents de la confédération germanique allaient se hâter d'accourir, sur les routes de Paris pour renforcer Anglais et Prussiens, pour accabler la France sous le poids de tant de masses.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Examen des critiques de Napoléon sur les combinaisons et les manœuvres de Wellington et de Blücher. — Observations sur la conduite de la bataille, du côté des Français.

Beaucoup de jugements, et des jugements bien divers, ont été portés sur les causes qui produisirent l'immense défaite de nos armes.

D'après Napoléon et les écrivains français, qui, tous, ou à peu près, ont formé leur opinion sur les écrits de Sainte-Hélène, Wellington et Blücher n'ont dû la victoire qu'au plus incroyable des hasards.

« Les dispositions du général anglais ont été pitoyables, ou pour mieux dire, il n'en a fait aucune. Il s'était mis dans l'impossibilité d'en faire (1)... »

« La position de Mont-Saint-Jean était mal choisie. La première condition d'un champ de bataille est de n'avoir pas de défilés sur ses derrières. Pendant la bataille, le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie.... Il ne jugea pas qu'il devait être et serait attaqué par sa gauche, il crut qu'il le serait par sa droite...

» En prenant la résolution de recevoir la bataille à Water-

(1) *Mémorial de Las Cases.*

loo, il ne la fondait que sur la coopération des Prussiens ; mais cette coopération ne pouvait avoir lieu que dans l'après-midi ; il restait donc exposé seul depuis quatre heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, c'est-à-dire pendant *treize heures*. Une bataille ne dure pas ordinairement plus de six heures ; *cette coopération était donc illusoire*...

» Pendant toute la nuit du 17 au 18 juin, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à *neuf heures du matin*. Cette perte de six heures depuis la pointe du jour a été *tout à l'avantage de l'ennemi ;* mais son général pouvait-il faire dépendre le sort d'une pareille lutte, du temps qu'il ferait dans la nuit du 17 au 18 (1) ? »

En un mot, Wellington a été inepte ; et le plan qu'il exécuta, de concert avec Blücher, ce plan très-bien conçu, au dire de tous les écrivains impartiaux et compétents (2), reposait sur « une coopération illusoire. » La victoire ne prouve rien en faveur des deux généraux alliés, puisqu'elle a été seulement le résultat du hasard.

Telle est l'opinion du vaincu.

Les faits la contredisent nettement.

Les dispositions de Wellington furent assez bonnes pour que son adversaire l'ait constamment trouvé prêt à repousser toutes les attaques portées sur un point quelconque de sa ligne. Livrant une bataille défensive, dont le but était le maintien de son armée sur la position prise, jusqu'à l'arrivée des Prussiens, il eut peu à manœuvrer, ce qui convenait très-bien à l'espèce de troupes rangées sous ses ordres ; mais les manœuvres qu'il fit furent bien entendues et bien exécutées.

La position de Mont-Saint-Jean ne présentait pas plus de

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 171, 172, 173, 174.

(2) Parmi ces écrivains, nous citerons le général Jomini (*Précis historique et critique de la campagne de* 1815). Il est peu suspect, à coup sûr, de partialité pour les adversaires de Napoléon, quand ils ne sont pas Russes.

difficultés à la retraite que celle qu'occupait Napoléon ; même elle en présentait moins. La large chaussée de Bruxelles, la route, presque tout entière pavée, d'Alsemberg, qui conduit aussi de Mont-Saint-Jean à la capitale de la Belgique, trois traverses ouvertes dans cette même direction, traverses rendues difficiles mais non impraticables par les pluies, devaient suffire pour faire retirer au moins la plus grande partie de l'artillerie; et la forêt de Soignes, haute futaie sans taillis, qu'il était impossible de tourner avec promptitude, qui était praticable en tous sens aux hommes à pied et à cheval, offrait un excellent couvert à l'infanterie, à la cavalerie contre une poursuite, un moyen prompt et facile de retraite, au cas même où elles auraient été débandées.

L'armée française, beaucoup plus forte en artillerie que les Anglo-Hollandais, ayant derrière elle le défilé de Genappe, était dans de moins bonnes conditions de retraite; et, dans son désastre, elle aurait tenu à grand bonheur de rencontrer, en deçà de Genappe, une forêt pareille à celle de Soignes (1).

Il n'est malheureusement pas vrai que « le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie. » Dans la première période de la bataille, l'échec du corps de d'Erlon fut déterminé par cette arme et nous coûta près de cinq mille hommes. Dans la seconde, les charges répétées, héroïques des escadrons de Milhaud, de Kellermann, de la garde, échouèrent, non-seulement par la résistance des bataillons anglo-hollandais, mais encore par l'emploi opportun, habile, que Wellington fit de sa cavalerie.

Enfin, dans la catastrophe, cette même cavalerie joua un rôle très-puissant, surtout par les deux brigades, fortes de 2,500 chevaux, tenues en réserve jusque-là.

(1) On a dit que Napoléon avait deux chaussées pour opérer sa retraite : celles de Nivelles et de Charleroi. C'est une erreur; car la retraite par Nivelles aurait donné à l'armée une direction trop divergente pour ne pas compromettre à l'excès le détachement de Grouchy.

La disposition des troupes de Wellington montre qu'il s'attendait à une attaque, non sur sa droite, comme le dit Napoléon, mais sur son centre plutôt que sur sa gauche. Cependant, ce qui prouve qu'il n'avait pas trop mal prévu l'événement, c'est qu'attaqué sur cette dernière partie de sa ligne, il s'y trouva suffisamment préparé pour y faire subir à d'Erlon une défaite signalée; ce qui le prouve encore, c'est qu'après cette défaite Napoléon dirigea son principal effort contre le centre anglo-hollandais.

« En prenant la résolution de recevoir la bataille à Waterloo, Wellington ne la fondait que sur la coopération des Prussiens. » Cela est incontesté et incontestable. Mais il est inexact de dire que « cette coopération ne pouvait avoir lieu qu'à cinq heures du soir. »

En effet, si Bülow n'eût pas été attardé par l'incendie de Wavre, ou s'il eût passé la Dyle en amont de cette ville, et s'il eût marché sur deux colonnes, ce qui était possible, il serait intervenu sur le champ de bataille vers une heure après midi et non à quatre heures et demie, comme il y intervint.

Mais il y a plus, c'est que Blücher aurait pu donner de huit à neuf heures du matin aux Anglo-Hollandais l'aide attendue; car rien ne l'empêchait de mettre en marche, deux heures avant le jour, Zieten et Pirch I; et ces deux généraux, campés, il ne faut pas l'oublier, depuis la veille à midi, tout près de Wavre, plus rapprochés que Bülow du champ de bataille, n'auraient certainement pas employé plus de sept à huit heures pour y parvenir.

« Pendant toute la nuit du 17 au 18, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à neuf heures du matin. Cette perte de temps de six heures a été *tout à l'avantage de l'ennemi.* » Pour écrire une pareille assertion, pour y croire, il faut avoir oublié qu'il avait plu entre Wavre et Mont-Saint-Jean comme à Mont-Saint-Jean même; que les traverses reliant ces deux points étaient défoncées, les champs très-fangeux; et qu'il en résulta de

de très-grands retards pour les corps prussiens envoyés au secours des Anglo-Hollandais. Sans la pluie, ces corps n'auraient pas eu besoin de plus de quatre heures et demie pour franchir les distances de Wavre à Plancenoit et Smohain. Cela ne saurait faire l'objet d'un doute.

La coopération des Prussiens, sur laquelle se fondait la résolution de recevoir la bataille, « loin d'être illusoire, » n'était donc que trop possible.

Chose étrange! dans les critiques injustes et acerbes qu'il fait du plan de ses deux adversaires, des manœuvres de Wellington, Napoléon oublie précisément la grande, l'incontestable faute commise par le général anglais : le détachement d'un corps de dix-sept mille hommes sur Hal, à trois lieues de la position où il attendait la bataille, où il la reçut (1).

En faisant ce détachement, Wellington avait pour but, lui-même l'a écrit (2), de couvrir Bruxelles contre un mouvement qui l'aurait tourné par sa droite. Il supposait donc que Na-

(1) Voici tout ce que dit Napoléon à ce sujet : « Un corps de deux mille chevaux fut dirigé sur Hal (le 17, à la nuit), menaçant de tourner la droite de la forêt de Soignes et de se porter sur Bruxelles ; le duc de Wellington, alarmé, y porta sa 4e division (celle de Colville); dans la nuit, la cavalerie française rentra au camp ; la division anglaise resta en observation et se trouva paralysée pendant la bataille. » (*Mémoires*, t. IX.) Le mouvement de ce corps de deux mille chevaux, qu'on ne désigne pas ; ce mouvement dont il n'est question nulle part ailleurs que dans les *Mémoires de Sainte-Hélène*, est plus que douteux. Mais ce qui peut être regardé comme certain, c'est que Napoléon a su, par les écrits du temps, la force du détachement de Hal : division Stedmann, brigade indienne, cavalerie d'Estorff, deux brigades de la division Colville. Cependant, il ne parle que de celle-ci. Il faut penser qu'il a préféré donner à croire que les autres troupes du détachement ont combattu à Waterloo.

(2) « Il se peut que l'ennemi nous tourne par Hal, quoique le temps soit terrible et les chemins détestables, et que j'aie le corps du prince Frédéric en position entre Hal et Enghien. Si cela arrive, je prie Votre Altesse Royale... et Sa Majesté (Louis XVIII) de se rendre à Anvers, non sur de faux bruits, mais sur l'avis certain que l'ennemi est entré à Bruxelles, malgré moi, en me tournant par Hal. » (Lettre au duc de Berry, déjà citée.)

poléon voudrait exécuter une marche de flanc de *trois ou quatre lieues, complétement à découvert, en présence* de toutes les forces anglo-hollandaises, ou qu'il avait distrait ou allait distraire, au moment de livrer bataille à Mont-Saint-Jean, une forte partie de son armée pour la jeter sur la route de Hal à Bruxelles. Or, la première supposition était rationnellement inadmissible, la seconde absolument contraire aux principes les plus certains de la stratégie et aux habitudes de Napoléon. On ne s'affaiblit pas ainsi sur le point principal, sur le point où doit se décider le sort des armées, pour aller chercher ailleurs des succès hypothétiques et secondaires. A grande peine, on concevrait la préoccupation de Wellington dans la journée du 17, dans une partie même de la matinée du 18, mais on ne la conçoit plus, il faut la lui imputer comme une faute bien caractérisée, quand il persiste après que l'armée de Napoléon a été vue, reconnue en position, prête à engager la lutte. Rappelant, vers huit heures du matin, son détachement de Hal, le général anglais l'aurait eu sur le champ de bataille, de bonne heure dans l'après-midi, malgré le mauvais état des chemins. Il ne voulut pas le rappeler ; et il en résulta que l'armée anglo-hollandaise subit des pertes bien plus considérables que celles qu'elle aurait dû subir, se trouva même un moment compromise.

La coopération des Prussiens, regardée comme certaine, attendue beaucoup plus tôt qu'elle n'eut lieu, la victoire même, si complète qu'elle fût, peuvent atténuer cette faute, mais non la justifier. On est surpris de la rencontrer chez Wellington.

En dépit d'allégations aussi passionnées que dénuées de justesse, il faut reconnaître que c'est la seule qui puisse lui être reprochée dans ce terrible jour. Malheureusement pour la France, il mena très-bien la bataille malgré le retard des Prussiens : il n'engagea ses troupes qu'au fur et à mesure des besoins de la lutte ; les engagea toujours judicieusement, et sut garder une forte réserve jusqu'au moment décisif. Il eut

son heure critique, rien de plus certain. Mais quel conducteur d'armée ne l'a pas eue parfois? Pour n'en citer qu'un exemple, Napoléon, à Marengo, se trouvait dans une position autrement compromise que celle de Wellington à Waterloo, quand l'heureuse inspiration de Desaix et la détermination héroïque de Kellermann vinrent changer la défaite en une victoire signalée.

Continuant ses critiques, Napoléon dit encore du général anglais : « Malgré la diversion opérée en sa faveur par les trente mille Prussiens du général Bülow, il eût deux fois opéré sa retraite dans la journée, si cela lui eût été possible. Ainsi, par le fait, ô étrange bizarrerie des événements humains! le mauvais choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite impossible, a été la cause de son succès (1)! »

Nous avons dit ce qu'il fallait penser de l'impossibilité d'une retraite à travers la haute futaie de Soignes, percée par la large chaussée de Bruxelles, par la route d'Alsemberg, pavée presque tout entière, par trois traverses de même direction que celles-ci. Napoléon, avec une artillerie bien plus nombreuse, n'avait pas autant de voies pour se retirer en cas de défaite. A Essling, il ne lui restait plus qu'un pont de bateaux quand il battit en retraite; ce pont, cependant, fut suffisant parce que cette opération commença à temps.

Mais à quel moment Wellington a-t-il pu avoir l'idée d'abandonner le champ de bataille à son adversaire? Est-ce après son succès contre d'Erlon? Est-ce après avoir repoussé la première charge de Ney, à cinq heures, quand Bülow prononçait son mouvement sur Plancenoit? ou à sept heures, quand toute notre cavalerie de réserve venait d'échouer, en dépit de sa vaillance, contre le centre anglo-hollandais, quand Pirch I et Zieten touchaient au théâtre de la lutte? ou bien encore, une demi-heure plus tard, quand l'infanterie de la garde, écrasée par le nombre, redescendait du plateau, quand

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 175.

Pirch I et Zieten entraient en ligne? Ainsi précisée, chacune de ces questions porte en soi sa réponse.

Non, Wellington n'a pas eu, n'a pu avoir la pensée de battre en retraite, en aucun moment du jour. Affirmer, admettre le contraire, c'est le fait d'un homme qui veut se roidir contre l'évidence, ou n'a étudié ni le caractère du général anglais, ni la marche des événements de la journée, ni la combinaison prise pour base du plan de bataille. Porter aux Anglo-Hollandais l'appui de toute l'armée prussienne, de la moitié au moins de cette armée; en venir à combattre deux contre un, tel était le mot de cette combinaison, qui devenait forcément décisive, si elle était menée à fin. Bülow était en ligne, Pirch I et Zieten s'avançaient; Wellington apprenait, à chaque instant, les progrès de leur approche; tout marchait vers la réunion projetée. Le général anglais n'avait donc rien à faire, que ce qu'il était bien résolu à faire, lui, l'homme tenace par excellence : tenir sa position jusqu'à la dernière extrémité, y brûler sa dernière cartouche.

De son côté, tout soldat qui tombait allait être remplacé par dix soldats prussiens; du côté des Français, aucune perte n'était réparable. Dans un pareil plan, dans une pareille situation, il ne pouvait y avoir, il n'y eut pas place pour une pensée de retraite : à défaut des faits, le plus simple raisonnement le prouverait.

Un sentiment d'amour-propre national mal placé, un désir inconsidéré de faire de Napoléon un capitaine infaillible, vaincu par la fatalité seule, ont poussé, cependant, presque tous les écrivains français à prendre pour véritable, à propager l'incroyable assertion du captif de Sainte-Hélène. Il en est même qui, enchérissant sur son dire, ont affirmé que Wellington aurait battu en retraite, non pas deux, mais trois fois, dans la journée, si le mauvais choix de son champ de bataille ne l'en eût empêché; et on les a crus! Tant il est vrai qu'il n'est contre-vérité si évidente qui, à force d'être répétée, n'ait

chance de prendre rang au nombre des axiomes historiques!

Ardent, absolu dans la critique de ses adversaires (1), Napoléon ne l'est pas moins dans les éloges qu'il se décerne.

« Tout ce qui tenait à l'habileté, il l'avait accompli! assure-t-il; tout n'a manqué que par un concours de fatalités inouïes et que quand tout avait réussi (2). »

Ainsi, cette terrible journée de Waterloo, une des plus grandes de l'histoire par l'acharnement de la lutte, par les intérêts engagés, et surtout par le résultat, cette journée, d'après Napoléon, vit aux prises l'habileté consommée avec l'ineptie avérée; et l'habileté fut vaincue « par un concours de fatalités inouïes. »

Ce que l'homme, dans son impuissance à pénétrer la raison des choses, appelle tantôt la fatalité, tantôt le hasard, fait avorter parfois le plan le mieux combiné et réussir le plus mauvais, déjoue les plus savantes manœuvres, les efforts du talent, du génie, et donne le succès à la médiocrité, à l'ignorance, à la sottise. Cela n'est pas douteux; les annales des guerres en offrent plus d'un exemple. Mais l'histoire ne doit avoir recours à cette explication surnaturelle des événements que dans le cas où toute explication rationnelle vient à lui manquer. La guerre est toujours un jeu sanglant de la force; elle est moins souvent qu'on ne pense un jeu du hasard.

Pour expliquer la catastrophe du 18 juin, est-il besoin de faire intervenir cette cause mystérieuse? Nous ne le croyons pas.

On vient de voir à quel point sont fausses les accusations d'incapacité, d'ineptie, portées par Napoléon contre ses deux adversaires. Les éloges qu'il se donne ne sont pas moins immérités.

(1) Dans un moment de franchise, Napoléon a dit cependant, un jour, à Sainte-Hélène, « que la marche de Blücher sur Wavre était un de ces éclairs de génie qui ne brillent que chez les grands généraux. »

(2) *Mémorial de Las Cases.*

Il fit des fautes, il en fit plusieurs qu'en d'autres temps, il n'eût sans doute pas faites. Ces fautes, on les a relevées, démontrées.

Le 18 au matin, il avait l'heureuse fortune, malgré ses lenteurs de la veille, de trouver en face de lui l'armée anglo-hollandaise, résolue à recevoir la bataille, et égale à l'armée française par le nombre, mais inférieure par la qualité d'une partie de ses troupes, inférieure encore en artillerie. Il ignorait où se trouvait l'armée prussienne, si elle était proche ou éloignée; il devait donc se hâter de profiter de l'occasion, et, puisqu'il était décidé au combat, l'engager avec le moins de retard possible. Cependant, il attendit jusqu'à onze heures et demie pour en donner le signal et ne prononça que deux heures plus tard une attaque réelle, celle qui fut faite par d'Erlon. Pour excuser ce retard, il a allégué l'état du sol qui n'aurait pas permis plus tôt à l'artillerie de manœuvrer. Mais l'allégation n'a trouvé créance chez aucun critique impartial (1). Sur un terrain absolument de même nature que celui qu'occupait l'armée française, Wellington opéra, de six à huit heures, tous les mouvements nécessaires pour prendre son ordre de bataille.

Napoléon aurait donc pu opérer les siens en même temps et entamer, dès sept heures et demie, la lutte dont le premier coup de canon ne fut tiré que quatre heures plus tard; lui-même, d'ailleurs, l'établit, par inadvertance, quand il raconte « qu'à huit heures, des officiers d'artillerie qui avaient parcouru la plaine annoncèrent que l'artillerie pouvait *manœuvrer*, quoique avec quelques difficultés qui, dans une heure, seraient bien diminuées (2). »

Il avait fallu donner peut-être au soldat, fatigué de la nuit,

(1) Le général Jomini, entre autres, dit formellement que le retard de l'attaque « fut une faute. »

(2) *Mémoires*, t. IX.

le temps de prendre quelque nourriture, de nettoyer ses armes, de se préparer au combat. Mais deux heures suffisaient à ces soins.

Que de fois, d'ailleurs, après une nuit aussi pénible que celle qui venait de s'écouler, n'avait-on pas vu les légions de France marcher à l'ennemi, l'aborder dès l'aube du jour? Et, le 18 juin même, Bülow ne quittait-il pas ses bivacs, ne se mettait-il pas en marche avant quatre heures du matin, tout prêt à combattre? Notre armée aurait donc pu, sans aucun effort surhumain, commencer à prendre son ordre de bataille à six heures au plus tard, l'avoir pris, nous le répétons, à sept heures et demie (1), et marcher dès lors à l'ennemi.

La fausse attaque de Goumont n'exigeait d'abord que très-peu de manœuvres d'artillerie; et, l'action une fois engagée sur toute la ligne, les difficultés de ces manœuvres devenaient les mêmes pour les deux armées. Il importe de le remarquer.

Napoléon perdit donc, sans aucun motif, quatre heures tout entières.

Cette perte de temps fut très-malheureuse.

Si elle eût été évitée, le résultat de la journée aurait été différent; cela est très-probable. En butte, dès sept heures et demie du matin, à tous les efforts de l'armée française, réduits, jusqu'à quatre heures et demie du soir, à leurs propres forces, les Anglo-Hollandais, sans doute, auraient été battus, malgré la ténacité de leur chef, malgré leur bravoure, qui, au dire même de Napoléon, fut admirable : Bülow serait arrivé trop tard pour empêcher leur défaite, et y aurait peut-être été enveloppé lui-même.

La lutte s'engageant dès sept heures et demie du matin, Blücher n'aurait certainement pas gardé jusqu'à midi à Wavre,

(1) D'après les *Mémoires de Napoléon*, que nous avons suivis en ce point, l'armée française mit une heure et demie pour prendre son ordre de bataille. On l'a vu dans notre récit.

comme il les garda, les corps de Zieten et de Pirch I. Dès que le bruit du canon serait devenu assez intense pour annoncer la bataille, il les aurait dirigés sur les traces de Bülow ; mais ce mouvement n'aurait commencé que vers neuf heures, et n'aurait pu avoir, par suite, aucune influence sur l'issue de la journée.

Wellington avait cru qu'il serait rejoint, dans la matinée (1), par un ou plusieurs corps prussiens. Cette réunion s'opéra seulement dans l'après-midi, parce que Blücher, il faut l'admettre, ne s'était pas assez exactement rendu compte des difficultés des chemins et avait voulu aussi donner le plus long repos possible à ses troupes, à celles-là surtout qui avaient combattu à Ligny. Ce fut une imprudence. Napoléon, plus actif, l'aurait rendue funeste à l'armée anglo-hollandaise.

En retardant la bataille, le général français laissa donc échapper une grande chance de succès. Oublieux de cet axiome de guerre, qu'il faut toujours se hâter de saisir l'occasion, il estima de peu d'importance un retard de quelques heures. Erreur capitale, qui tenait, on ne saurait en douter, à la conviction, bien légèrement formée et, cependant, persévérante, que l'armée prussienne était, depuis la journée de Ligny, incapable de rien entreprendre.

Après cette faute énorme, il en fut commis d'autres dans la conduite de la bataille. Nous les présentons dans l'ordre même des événements.

Dominé, à très-courte distance, par la crête du plateau de Mont-Saint-Jean, le château de Goumont n'aurait pas été tenable pour nos troupes, si elles fussent parvenues à s'en emparer. L'attaque qui y fut dirigée n'avait d'autre but que de préparer, de faciliter, par une diversion, le mouvement de d'Erlon contre la gauche des Anglo-Hollandais. Elle prit cependant, dès l'abord, on lui laissa prendre le caractère d'une opé-

(1) Lettre à sir Charles Stuart, déjà citée.

ration principale destinée à être poussée à fond; et elle le garda sous les yeux de Napoléon. Avant cinq heures du soir, le corps tout entier de Reille avait fini par s'entasser autour d'une position qui fut constamment défendue par des forces numériquement inférieures, en sorte que la diversion fut à l'avantage de l'ennemi et que l'infanterie manqua pour appuyer la cavalerie conduite par Ney au plateau.

L'attaque même de Goumont fut conduite avec la plus étrange imprévoyance. On ne se renseigna pas sur la force de résistance que présentaient le château, les autres bâtiments et l'enclos contigu; et on voulut les enlever sans préparer la voie par le jeu de l'artillerie. Ce fut seulement au bout de trois heures de combat, après le sacrifice inutile d'une foule de braves, qu'on songea à concentrer le feu de quelques obusiers sur le massif des constructions, qu'on alluma l'incendie qui en chassa les Anglo-Hollandais; mais cela ne suffit pas pour leur faire évacuer le jardin, véritable réduit contre lequel échouèrent nos soldats, et dont les murs auraient été renversés de bonne heure, si l'on eût pris la vulgaire précaution de munir les sapeurs du génie de quelques pétards, de quelques sacs de poudre.

Il était important d'enlever de bonne heure la Haie-Sainte; on n'y parvint, cependant, qu'entre trois et quatre heures et après des pertes très-sensibles, parce qu'on négligea de diriger contre cette ferme les projectiles de quelques pièces qui, en peu d'instants, l'auraient incendiée, et en auraient renversé les murs.

Sur Papelotte, sur la Haie, on répéta les mêmes fautes.

Dans le récit de la bataille, nous avons fait remarquer l'ordonnance vicieuse de l'infanterie de d'Erlon, marchant contre l'aile gauche des Anglo-Hollandais. C'était déjà une grande faute. On l'aggrava en ne faisant pas soutenir immédiatement par de la cavalerie les colonnes si étrangement formées. Il était trop tard quand elles furent appuyées par la brigade Travers

et les escadrons de Jacquinot : elles avaient déjà perdu cinq mille hommes, le tiers de leur effectif.

Les récits de Sainte-Hélène passent sur cet échec de d'Erlon, comme sur un incident sans importance. Il eut, cependant, pour résultat de diminuer très-considérablement le rôle du 1er corps, dans le reste de la journée ; l'étude de la bataille le prouve nettement.

Napoléon avait reconnu que l'aile gauche était la partie faible de la ligne anglo-hollandaise ; lui-même l'a écrit (1) ; et l'ordre donné vers onze heures l'indique, d'ailleurs, suffisamment (2). Après l'insuccès de d'Erlon contre cette aile, Napoléon renonça, pourtant, à la forcer et dirigea la principale attaque contre le centre.

Les attaques au centre sont généralement les plus fécondes en conséquences avantageuses ; mais, en revanche, elles sont généralement les plus difficiles, les plus longues. Aussi, les emploie-t-on rarement, au cas seul où l'on n'est pas pressé par le temps, où la grandeur du résultat probable rachète l'excès des difficultés à vaincre.

Or, à Waterloo, le centre, on l'a vu, était la partie la plus forte de la ligne anglo-hollandaise ; le but à atteindre était de s'emparer de la route de Bruxelles, de rejeter Wellington sur Braine-l'Alleud, de l'éloigner de Blücher ; en outre, dès une heure après midi, Napoléon connaissait la présence de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, et l'arrivée d'autres corps prussiens était à prévoir, à redouter. Toutes ces considérations réunies auraient dû démontrer qu'il fallait renouveler sur-le-champ, au moyen des réserves, l'attaque portée contre l'aile gauche des Anglo-Hollandais, précipiter le dénoûment et ne pas se jeter dans les difficultés, les lenteurs d'une attaque cen-

(1) « La partie de la ligne anglaise entre la Haie-Sainte et la Haie parut à l'empereur plus faible que partout ailleurs. » (*Campagne de 1815*, par le général Gourgaud.)

(2) Nous avons reproduit cet ordre, p. 251-252.

trale. On s'y jeta au contraire ; on s'y acharna, et ce ne fut pas la moindre cause de la catastrophe.

Jusqu'à l'apparition de Bülow à Chapelle-Saint-Lambert, Napoléon regarda comme impossible l'intervention d'aucun détachement de l'armée prussienne sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean ; et il crut obstinément ensuite que l'entrée en ligne de ce général était le terme suprême des efforts de Blücher pour appuyer les Anglo-Hollandais.

Il est difficile de ne pas voir encore une faute dans les dispositions prises pour résister à Bülow. Si Lobau, au lieu de l'attendre en deçà du bois de Paris, eût occupé le défilé de Lasne, il l'aurait contenu longtemps, peut-être même l'aurait-il empêché de déboucher, jusqu'à l'arrivée de Pirch I.

Après avoir attaqué la gauche des Anglo-Hollandais avec de l'infanterie, sans soutien assez proche de cavalerie, après avoir échoué contre elle, on attaqua le centre avec de la cavalerie sans soutien d'infanterie; et on échoua encore. Malgré leur intrépidité, les deux divisions de Milhaud, celle de Lefebvre Desnouettes ne purent tenir sur le plateau. Elles reprirent bientôt leur attaque, furent appuyées par les deux divisions de Kellermann, par celle de Guyot; et le résultat ne fut pas meilleur.

Une pareille opération ne pouvait guère permettre une autre issue, et le pouvait d'autant moins, que l'infanterie ennemie, en grande partie soustraite au feu de nos canons par la crête des hauteurs, n'avait pas été ébranlée avant les charges des escadrons de Ney.

Aussi a-t-on blâmé l'attaque faite, renouvelée, persévérante, en des conditions si peu favorables.

Napoléon en a repoussé la responsabilité et a donné des causes de cette manœuvre deux versions différentes.

« A peu près sur les quatre heures, a-t-il écrit, il avait ordonné au maréchal Ney de se maintenir dans la Haie-Sainte, en la crénelant, et en y établissant plusieurs bataillons; mais de ne faire aucun mouvement, *jusqu'à ce qu'on vît l'issue*

de la manœuvre des Prussiens. Une demi-heure après, sur *les cinq heures,* au moment où ces derniers nous attaquaient le plus vivement, les Anglais cherchèrent à reprendre la Haie-Sainte : ils furent vigoureusement repoussés par le feu de notre infanterie et *par une charge de la cavalerie;* mais le *maréchal Ney, emporté par trop d'ardeur, oublia l'ordre qu'il avait reçu :* il déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les deux divisions de cuirassiers de Milhaud et par la cavalerie légère de la garde. Tous les officiers qui entouraient l'empereur, voyant ce mouvement, le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu d'une partie des batteries ennemies, chantèrent victoire et se livrèrent à la joie. L'empereur n'en jugeait pas ainsi. Il dit au maréchal Soult : « Voilà un mouvement pré-» maturé qui pourra avoir des résultats funestes pour la jour-» née. » L'empereur envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellermann de soutenir la cavalerie que nous avions sur le plateau, de peur qu'elle ne fût repoussée par la cavalerie ennemie, ce qui, dans la circonstance des affaires, eût entraîné la perte de la bataille. »

Tel est le premier récit dicté à Sainte-Hélène (1). Il fait porter, on le voit, d'une manière formelle, absolue, sur le maréchal Ney la responsabilité de l'initiative de l'attaque de la cavalerie de réserve; et il y insiste en ces termes : « L'empereur attribua *principalement* la perte de la bataille de Waterloo, d'une part à...; et, d'une autre part, à l'attaque que le *maréchal Ney fit avec la cavalerie, deux heures trop tôt, malgré les ordres réitérés de l'empereur* (2). »

Le second récit est tout autre.

« Il y avait deux heures (3) que le comte d'Erlon s'était em-

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud, p. 85, 86, 87, 93.

(2) *Ibid.*, p. 97 et 98.

(3) Ces mots se rapportent aux derniers du paragraphe précédent « il était sept heures du soir. »

paré de la Haie, avait débordé toute la *gauche* anglaise et la *droite* du général Bülow. *La cavalerie légère du 1er corps (d'Erlon) poursuivant l'infanterie ennemie sur le plateau de la Haie, avait été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre. Le comte Milhaud* gravit alors la hauteur avec ses cuirassiers et *fit prévenir* le général Lefebvre Desnouettes, qui se mit aussitôt au trot pour le soutenir. Il était *cinq heures;* c'était le moment où l'attaque du général Bülow était le plus menaçante, où, loin d'être contenu, il montrait toujours de nouvelles troupes qui étendaient sa ligne sur sa droite. La cavalerie anglaise fut repoussée par les intrépides cuirassiers et les chasseurs de la garde. Les Anglais abandonnèrent tout le champ de bataille entre la Haie-Sainte et Mont-Saint-Jean, celui qu'avait occupé toute leur gauche, et furent acculés sur la droite. A la vue de ces charges brillantes, des cris de victoire se firent entendre sur le champ de bataille. L'empereur dit : « C'est trop » tôt *d'une heure*: cependant, il faut soutenir ce qui est fait. » Il envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellermann, qui étaient toujours en position sur la gauche, de se porter au grand trot pour soutenir la cavalerie sur le plateau. Le général Bülow menaça, dans ce moment, le flanc et les derrières de l'armée; il était important de ne faire aucun mouvement rétrograde nulle part et de se maintenir dans la position, quoique prématurée, qu'avait prise la cavalerie (1). »

Cette version a été dictée et publiée la dernière. Napoléon y a donc donné son dernier mot sur cet épisode de la bataille; et ce mot est une justification si complète, si absolue du maréchal Ney, que son nom même n'est pas cité. Toute responsabilité retombe sur le général Milhaud : il s'engage sans ordre, spontanément, et entraîne avec lui la division Lefebvre Desnouettes. Mais cette assertion est basée sur de telles inexactitudes, qu'il est impossible de l'accepter.

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 131, 132, 133.

Ainsi, d'Erlon n'a jamais débordé ni la gauche anglaise ni la droite de Bülow; et la cavalerie légère du 1er corps n'a pas poursuivi l'infanterie anglo-hollandaise sur le plateau de la Haie. Cette cavalerie, par conséquent, n'en a pas été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre; et Milhaud n'a pas été poussé, par suite d'un échec imaginaire, à gravir le plateau. Il est constant, d'ailleurs, qu'aucune charge de la cavalerie de réserve ne fut menée au-dessus de la Haie; que toutes le furent à gauche de la Haie-Sainte, à une demi-lieue du premier de ces points. C'est encore une imagination que ce tableau des Anglais « abandonnant (aux cuirassiers de Milhaud) tout le champ de bataille entre la Haie-Sainte et Mont-Saint-Jean, celui qu'avait occupé toute leur gauche, et acculés sur leur droite. » La gauche des Anglais ne quitta pas un moment la position qu'elle avait prise dès le commencement de la bataille; et les charges réitérées de notre cavalerie de réserve eurent constamment pour champ l'espace compris entre les chaussées de Charleroi et de Nivelles. Dans sa première version, il faut le remarquer, Napoléon s'était borné à dire que les cuirassiers de Milhaud avaient déterminé « la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu d'une partie des batteries ennemies. »

Le général Milhaud a donc été inculpé à tort par Napoléon. Après avoir renoncé si complétement à l'accusation qu'il avait formulée, en termes absolus, contre le maréchal Ney, le captif de Sainte-Hélène aurait bien fait de ne pas la reporter sur Milhaud.

La vérité, nous le croyons, est que l'attaque du plateau par notre cavalerie eut lieu sur l'ordre même de Napoléon, qui vit un commencement de retraite des Anglo-Hollandais dans le mouvement que Wellington fit faire à sa première ligne pour l'abriter contre les coups de notre artillerie. Et cela nous paraît d'autant plus certain, que Napoléon put suspendre l'attaque et ne la suspendit pas.

Cette manœuvre présente, en effet, deux phases très-distinctes, et non une seule, comme on le penserait d'après les récits de Sainte-Hélène.

Dans la première, Milhaud et Lefebvre Desnouettes gravissent le plateau, y fournissent, une heure durant, plusieurs charges, et, après d'infructueux efforts, ils en descendent et reviennent dans le vallon de la Haie-Sainte. Dans la seconde phase, ils remontent au plateau, y sont rejoints par Kellermann et Guyot (1); et, pendant près de deux heures, la masse de nos escadrons s'y maintient à force de bravoure; puis elle est obligée à la retraite, après avoir subi des pertes énormes, après s'être harassée, épuisée.

Dans l'intervalle des deux phases, il fut donc possible de suspendre l'attaque du plateau, comme nous venons de le dire. Il aurait suffi d'un ordre pour cela. Cet ordre, Napoléon ne le donna pas; et il nous semble impossible de ne pas en conclure que cette attaque entrait alors dans ses vues, qu'elle avait commencé par son ordre, qu'elle se continua avec son assentiment.

(1) Dans ses récits, Napoléon a prétendu qu'il voulait garder la division Guyot en réserve; qu'elle avait suivi, sans ordre, poussée par « la fatalité du jour, » le mouvement de Kellermann, sans qu'on pût l'arrêter. Mais la fatalité est encore ici mise en scène mal à propos.

Guyot a contredit l'assertion de Napoléon, et affirmé que, dès trois heures de l'après-midi, il avait été mis à la disposition du maréchal Ney. (*Victoires et Conquêtes*, t. XXIV.) On peut ne pas le croire. Mais il est un fait qui ruine la version de Napoléon. Ce fait, nous l'avons rapporté; nous le rappelons.

La brigade de carabiniers appartenant au corps de Kellermann fut, d'abord, laissée en réserve par ce général lui-même, et ne monta au plateau que longtemps après les trois autres brigades de son corps et la division Guyot, quand le maréchal Ney l'appela. Or, Napoléon n'empêcha pas ce mouvement; et, bien évidemment, il l'aurait empêché, s'il eût voulu conserver, comme il l'assure, une réserve de cavalerie.

La brigade de carabiniers, il faut le remarquer, était forte de 850 chevaux, c'est-à-dire égale, à deux ou trois cents chevaux près, à la partie de la division Guyot qui monta sur le plateau, l'autre partie composant, le 18 juin, les escadrons de service près de Napoléon.

Le malheur ou la faute fut, non de l'avoir faite, mais de ne pas l'avoir soutenue par de l'infanterie.

Du moment où abandonnant, bien à tort, son projet de forcer l'aile gauche des Anglo-Hollandais, Napoléon, s'était décidé à diriger l'effort principal contre leur centre, il fallait qu'il l'y portât rapidement. Sans hésiter, il devait alors faire appuyer les escadrons de Ney par toute l'infanterie de la vieille garde, par cinquante bouches à feu, et laisser à Lobau et à la division de jeune garde le soin de contenir les Prussiens de Bülow le plus longtemps possible.

C'eût été, sans doute, une détermination bien grave, bien périlleuse; mais c'était la seule qui présentât quelque chance de succès; et plus elle était différée, plus ces chances, déjà bien faibles, diminuaient et plus le péril grandissait. Risquer beaucoup vers Plancenoit, dès trois ou quatre heures, c'était le seul moyen qui restât de gagner beaucoup sur le plateau, d'emporter le gain de la journée.

Napoléon a exprimé une tout autre opinion.

Dans ses deux récits, il dit alternativement que l'attaque du plateau eut lieu » une heure, deux heures trop tôt; » et il ajoute que son projet était de la faire soutenir par les seize bataillons de vieille garde et cent pièces de canon (1). Il la place, d'ailleurs, à cinq heures (2). A son compte, c'était donc à six heures ou à sept qu'il devait faire exécuter cette manœuvre; mais, sans parler d'une si grande force d'artillerie, ni à six heures, ni à sept, il n'eut à sa disposition une pareille réserve. Il avait donc mal calculé ses moyens et le temps ; et son calcul devait rester faux, du moment qu'il voulait at-

(1) *Mémoires*, t. IX.

(2) L'attaque du plateau commença à quatre heures , cela est constaté par tous les rapports étrangers; quelques-uns même l'indiquent un peu avant quatre heures. Du reste, Napoléon, dans une autre partie de ses *Mémoires*, l'a reconnu en écrivant : « La charge de la cavalerie, *à quatre heures du soir*, a été faite un peu trop tôt. » (*Mémoires*, t. VIII, p. 202.)

tendre « l'issue du mouvement de Bülow » pour opérer l'attaque sur le centre ennemi. Cette issue, il l'aperçut seulement, encore se trompa-t-il, quand il était près de sept heures. Mais il y a plus, c'est qu'en ce moment, lors même que Napoléon eût pu disposer de toute l'infanterie de la vieille garde, et que la cavalerie de réserve n'eût pas été encore engagée, il n'aurait plus été temps d'opérer l'attaque du centre anglo-hollandais. En effet, si ce centre n'eût subi aucun choc jusqu'à sept heures, il se serait trouvé en état de faire longue résistance; et, en outre, Zieten et Pirch I étaient alors sur le point d'entrer en ligne.

A sept heures, il n'y avait plus qu'une opération à exécuter : la retraite. Il était même déjà bien tard pour la commencer. Napoléon ne le comprit pas; et ce manque d'intelligence de la situation lui fit commettre une dernière faute qui changea l'insuccès en désastre.

Obstiné dans la croyance que le corps de Bülow était le seul qui avait pu être détaché de l'armée prussienne pour appuyer les Anglo-Hollandais, persuadé que Wellington n'avait plus de réserve, il chercha la victoire quand il s'agissait d'éviter la déroute.

Au lieu de se borner à dégager la cavalerie de réserve arrêtée sur la pente du plateau, de se hâter de tout mettre en retraite de Goumont à Smohain et Plancenoit, il fit marcher, contre le centre anglo-hollandais, six bataillons, trois mille hommes de la garde, leur ordonnant d'opérer une attaque à fond.

Exécutée avec un extrême courage, mais non suffisamment soutenue par nos escadrons épuisés, cette manœuvre échoua contre une supériorité numérique écrasante, et on perdit à la faire les derniers moments dont on aurait pu, dont on aurait dû disposer pour se replier en ordre.

Savoir se retirer à temps de la lutte, se résigner à un échec pour ne pas subir un désastre, c'est le fait des grands capi-

taines, non moins que savoir reconnaître et saisir l'instant où la victoire est possible.

La dernière faute de Napoléon s'explique, nous l'avons dit, par une double erreur : après avoir cru l'armée prussienne incapable d'intervenir sur le champ de bataille de Waterloo, il s'obstina à refuser d'admettre qu'elle pût y porter d'autres forces que celles de Bülow ; et il ne reconnut pas que Wellington avait encore, à sept heures du soir, une forte réserve. Mais il est très-probable, en outre, que sa situation personnelle ne fut pas étrangère à la détermination de poursuivre le succès quand le succès était devenu impossible.

S'il revenait en France, affaibli, déconsidéré par un échec, il courait risque d'être précipité du trône. Pour s'y maintenir, il lui fallait une victoire, et, sous l'empire de cette préoccupation égoïste, il s'acharna à lutter contre la fortune, joua son dernier soldat, comme le joueur malheureux, ruiné, jette sa dernière pièce d'or sur le tapis du jeu de hasard.

Dans cette lamentable journée de Waterloo, les fautes, on le voit, furent assez nombreuses, assez graves pour expliquer la catastrophe, sans qu'il soit nécessaire, comme nous l'avons dit, de faire intervenir la puissance mystérieuse de la fatalité.

Ces fautes se résument en quelques mots :

La bataille commença quatre heures plus tard qu'elle n'aurait dû commencer;

L'attaque de Goumont, qui ne devait être qu'une diversion, fut conduite comme une attaque principale et absorba, sans compensation suffisante, une masse d'infanterie qui manqua bientôt pour soutenir la cavalerie de réserve;

Les dispositions pour cette attaque furent prises sans la moindre prévoyance; et il en fut de même contre la Haie-Sainte, Papelotte et la Haie;

L'attaque de l'aile gauche de Wellington s'opéra dans un ordre défectueux et sans soutien assez proche de cavalerie; on y renonça, au lieu de la renouveler en y employant les réserves;

Au lieu d'occuper les défilés de Lasne, on attendit Bülow en deçà du bois de Paris;

L'attaque centrale se fit avant d'avoir été assez préparée par l'artillerie; et la cavalerie qui en fut chargée ne fut pas appuyée par de l'infanterie;

Cette même attaque fut reprise avec de l'infanterie seulement, la cavalerie qui aurait dû y coopérer se trouvant épuisée par une lutte de près de trois heures;

Enfin, on s'exposa à un désastre, on le subit, pour s'être acharné après le succès quand, malgré la bravoure de nos troupes, le succès n'était plus possible, quand il aurait fallu se hâter de battre en retraite.

Napoléon était malade. Souffrant de deux affections, d'une surtout qui lui rendait très-pénibles les mouvements du cheval, il resta pied à terre pendant presque toute la journée, voyant peu par lui-même ou voyant mal, et obligé souvent de juger de l'état successif des choses, sur des rapports qui purent l'induire en erreur plus d'une fois. Il ne montra pas l'énergie stoïque du vieux Blücher, qui, souffrant aussi, passa douze heures sans descendre de cheval.

Vigoureux, actif comme naguère, il aurait suivi de près les événements, fait préparer, exécuter mieux et plus à temps telle ou telle manœuvre. Cela est certain. Mais ce qui paraît tout aussi assuré, c'est que, dans un meilleur état de santé, il n'aurait pas prévu, plus qu'il ne la prévit, l'arrivée de Bülow, de Zieten, de Pirch I sur le champ de bataille où il avait déjà contre lui une armée numériquement égale à la sienne. Il était trop convaincu de la déroute de l'armée prussienne pour admettre la possibilité d'une telle concentration de forces. Or, cette concentration fut la cause principale de la catastrophe, car, malgré leur gravité, presque toutes les fautes que nous avons signalées auraient été réparables si Blücher n'eût pas appuyé Wellington.

Si on le considère seulement du point de vue où Napoléon

le conçut, c'est-à-dire sans tenir compte de la probabilité de l'intervention prussienne, le plan de la bataille est très-beau, très-solide. Il révèle le chef habitué à combiner les plus grandes actions de guerre; il défie la critique. Mais, cette intervention se produisant, il est immédiatement ruiné par la base; il n'est plus exécutable.

Aussi, dès l'apparition de Bülow, la direction de la bataille, du côté des Français, semble-t-elle, en quelque sorte, flotter au hasard. Les mouvements se succèdent, tardifs ici, précipités là, incohérents, mal préparés, incomplets, mal exécutés.

Soldats et officiers font assaut de constance, d'intrépidité, d'héroïsme; mais les moyens ne sont plus proportionnés au but. On dirait que le chef a la conscience de son impuissance; qu'il ne compte plus que sur l'imprévu pour triompher des difficultés de sa situation. Il n'ose pas risquer un grand coup, quand il le pourrait encore avec des chances de succès; il ne se résigne pas à la retraite, quand la retraite est encore possible; puis l'imprévu se produit, et c'est l'entrée en ligne de Zieten et de Pirch I, qui vient déterminer le plus épouvantable des désastres.

Cette double faute de n'avoir fait, dans ses calculs, aucune part à l'intervention prussienne : de n'avoir pas admis, d'abord, la possibilité de la coopération de Blücher; et puis, quand l'approche du corps de Bülow eut été constatée, d'avoir rejeté toute probabilité de l'arrivée de nouvelles forces prussiennes; cette faute capitale, décisive, Napoléon ne veut pas l'avoir commise. A l'entendre, à en croire ses apologistes, il ne devait, il ne pouvait nullement prévoir que Blücher porterait une aide quelconque à Wellington; car il pouvait et devait compter, en pleine assurance, que Grouchy, avec les forces mises sous son commandement, empêcherait une telle coopération. Grouchy ne l'a pas empêchée; c'est donc lui qui fut coupable et non Napoléon.

« Sa conduite fut aussi imprévoyable que si, sur sa route,

son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'aurait engloutie (1). »

La voix qui a lancé ces paroles au monde a trouvé bien des échos. Est-ce la voix de l'impartialité, de la justice? Le récit et l'examen des faits vont nous le dire.

(1) *Mémoires*, t. IX.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

18 juin. — Wavre. — Dans les premières heures de la matinée, Grouchy ignore encore la direction prise par l'armée prussienne. — Il persiste dans le projet de se porter sur Sart-lez-Walhain. — Motifs de cette décision. — Marche d'Excelmans, de Vandamme, de Gérard sur Sart-lez-Walhain; de Pajol et de Teste sur Grand-Leez. — Grouchy, précédant ses troupes, arrive à Sart-lez-Walhain. — Il y apprend que l'armée prussienne a passé la nuit, réunie sur Wavre. — Il se décide à prolonger son mouvement sur cette ville. — Il en prévient Napoléon par une dépêche. — Vers midi la canonnade de Waterloo se fait entendre. — Conseil donné par Gérard; Grouchy le repousse. — Marche sur Wavre. — Mouvements de l'armée prussienne. — Attaque de Wavre vers quatre heures. — Grouchy reçoit le premier ordre expédié par Napoléon du champ de bataille de Waterloo. — Après trois heures d'infructueux efforts, ayant reçu le deuxième ordre expédié par Napoléon du champ de bataille de Waterloo, Grouchy se décide à aller passer la Dyle à Limal. — La manœuvre réussit. — Le combat en avant de Limal et sur Wavre ne finit qu'à onze heures du soir. — Positions occupées par Grouchy et les Prussiens en ce moment.

Grouchy, nous l'avons dit, avait sous ses ordres le corps de Vandamme, diminué de la division de cavalerie Domon, emmenée par Napoléon à Waterloo; le corps de Gérard; la faible division d'infanterie Teste, détachée du corps de Lobau; le corps de dragons d'Excelmans et celui de cavalerie légère de Pajol, réduit à la division Soult par le départ de Subervie : en tout, trente-trois mille trois cent dix-neuf hommes, dont cinq mille environ de cavalerie et 96 bouches à feu.

Le 17 juin, à l'entrée de la nuit, la presque totalité de ces troupes, nous l'avons dit également, était arrivée sur Gem-

bloux. Gérard avait pris ses bivacs un peu en deçà de cette ville, Vandamme un peu au delà, ayant devant lui, à Sauvenière, Excelmans, qui détachait six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez.

En ce moment, Pajol et Teste étaient établis, à près de deux lieues en arrière de Gembloux, à Mazy, village sur la chaussée de Charleroi à Namur.

La dépêche adressée par Grouchy à Napoléon, ce même soir à dix heures, prouve, nous en avons fait l'observation, que ce maréchal n'était nullement fixé alors sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne : il ignorait si elle se retirait par Wavre ou par Perwez (1), village qui est à plus de deux lieues à l'est de la direction de Gembloux à Wavre et qui est proche de la chaussée de Namur à Louvain, plus proche encore de la voie romaine conduisant à Tongres et à Maestricht.

Dans cet état de doute, il s'était décidé à se porter à Sart-lez-Walhain, c'est-à-dire à s'avancer sur une direction intermédiaire à celles de Gembloux à Wavre et à Maestricht; et il avait ordonné à Vandamme de marcher sur Sart-lez-Walhain, le lendemain matin, à six heures; à Excelmans, de précéder Vandamme; à Gérard, de le suivre; à Pajol et à Teste, de lever leurs bivacs à cinq heures et de gagner Grand-Leez, où ils attendraient de nouvelles instructions (2). Grand-Leez est à une lieue à l'est de Sauvenière.

(1) « *Si la masse* des Prussiens se retire sur *Wavre,* je la suivrai dans cette direction... *Si* , au contraire, mes renseignements prouvent que la principale force prussienne a marché sur *Perwez,* je me dirigerai, par cette ville, à la poursuite des Prussiens. » (Lettre de Grouchy à Napoléon, datée de Gembloux, le 17 juin, à dix heures du soir.—V. pages 221-222.)

(2) Lettre de Grouchy à Vandamme, datée de Gembloux, le 17 juin (*Archives du dépôt de la guerre,* à Paris). Restée inédite jusqu'ici, cette lettre précise un point très-vivement débattu du mouvement de Grouchy, le 18 juin : l'heure fixée par le maréchal pour le départ de Gembloux. On lit aussi dans cette lettre : « Le général Pajol a ordre de marcher de Mazy

Une fois arrivé à Sart-lez-Walhain, Grouchy comptait prolonger son mouvement sur telle ou telle direction, en raison des renseignements qui lui parviendraient.

« Je vous prie, avait-il écrit à Vandamme en lui réitérant son ordre, de dépasser Sart-lez-Walhain avec votre corps d'armée, afin que le général Gérard puisse prendre position en arrière. *Je pense* que nous nous porterons plus loin que ce village. Ce sera donc plutôt une halte qu'une position définitive (1). »

Le 18, à deux heures du matin, Grouchy était encore dans la même incertitude sur la direction prise par l'armée prussienne. Il écrivit à Napoléon pour l'informer du mouvement qu'il allait opérer sur Sart-lez-Walhain; et il persista dans la résolution de faire partir ses troupes de Gembloux, à six heures seulement.

C'était perdre sans motif des instants précieux.

Une de ses préoccupations les plus vives, il l'a dit, était la crainte de se laisser aller à un faux mouvement qui, l'écartant outre mesure de Blücher, permettrait à celui-ci d'exécuter un retour offensif sur la ligne d'opérations de l'armée française. Crainte d'autant plus vive que la faiblesse numérique de sa colonne était plus grande; crainte légitime, mais qui n'aurait pas dû l'immobiliser si longtemps à Gembloux.

Anxieux, indécis, il monta à cheval de bonne heure pour se rendre à Sart-lez-Walhain. Il espérait y trouver, enfin, des renseignements précis sur la marche des Prussiens.

Malgré l'ordre qui fixait à six heures le départ de Gembloux, Excelmans ne se mit en route qu'à sept; Vandamme le suivit. Gérard s'ébranla une heure plus tard (2). La division de cava-

sur Grand-Leez, où il *recevra* une nouvelle direction, d'*après* celle que nous suivrons nous-mêmes. »

(1) Seconde lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Gembloux, le 17 juin (*Archives du dépôt de la guerre*, à Paris).

(2) L'ordre de mouvement donné par Gérard à son corps d'armée a été publié. Il en fixe le départ à huit heures.

lerie de celui-ci flanqua le mouvement sur la gauche. Elle avait pour chef, maintenant, le maréchal de camp Vallin, remplaçant Maurin, blessé à Ligny.

Excelmans marcha sans trop de lenteur. Mais il n'en fut pas ainsi des corps de Vandamme et de Gérard.

Cheminant, avec un train considérable d'artillerie, sur une traverse défonçée, dès la veille, par le passage des colonnes de Bülow et de Thielemann, par les pluies, dans des champs fangeux, couverts de moissons, coupés de haies, dans un pays accidenté où les défilés les obligeaient à de longues et fréquentes haltes, ils avançaient péniblement avec d'autant plus de lenteur que, par une disposition bien étrange, ils formaient, il faut y insister, une seule colonne (1).

Pendant que s'opérait ce mouvement si embarrassé, Grouchy était arrivé à Sart-lez-Walhain.

Il y avait appris d'une manière certaine que, la nuit précédente, l'armée prussienne s'était trouvée réunie sur Wavre. Mais y était-elle encore, ou bien avait-elle déjà manœuvré pour se joindre aux Anglo-Hollandais, soit en marchant par sa droite soit, en se retirant sur Bruxelles ou Louvain? Aucun renseignement précis ne l'indiquait encore; et on ignorait également si les Anglo-Hollandais s'étaient arrêtés en avant de la forêt de Soignes, ou s'ils l'avaient traversée, prolongeant leur retraite.

Il n'y avait plus à s'inquiéter de la direction de Liége. C'était beaucoup; mais ce n'était pas assez : un champ immense restait à l'inconnu.

D'après les données qu'il venait de recueillir, Grouchy jugea qu'il devait porter toutes ses forces sur Wavre; et, quand

(1) « ... Cette marche, que les chemins de traverse, extrêmement mauvais, rendirent lente et fort pénible, le 3e corps nous obligeant à de fréquentes haltes, ainsi que cela arrive toujours dans un pays de défilés et lorsqu'une colonne est aussi longue que celle qui nous précédait... » (Rapport du général Hulot. — (*Quelques documents*, etc.)

Le 18 juin, la division Hulot marchait en tête du 4e corps.

Excelmans parut à Sart-lez-Walhain, il lui ordonna de redresser sa route en prenant, au nord-ouest de ce village, par Nil-Saint-Vincent et la Baraque. Vandamme reçut, plus tard, le même ordre. Pajol et Teste, partis à cinq heures de Mazy, et près, actuellement, d'arriver à Grand-Leez, furent prévenus qu'ils devaient continuer leur marche pour gagner Tourinnes-les-Ourdons.

Grouchy écrivit ensuite à Napoléon, pour l'informer de sa position et du parti auquel il s'arrêtait. Le lieutenant-colonel Delafresnaye partit, chargé de cette dépêche.

Il était onze heures et demie, ou un peu plus (1).

En ce moment, Gérard, qui précédait ses troupes, se présenta au maréchal. Il le trouva déjeunant dans la maison d'un notaire nommé Hollaert, et il causait avec lui depuis quelques instants, lorsque le colonel Simon Lorrière, chef d'état-major du 4e corps (1), vint le prévenir que, d'un jardin attenant à la maison, il croyait avoir entendu des détonations d'artillerie, venant de l'ouest.

A cette nouvelle, le maréchal et Gérard sortirent et allèrent se placer au milieu du jardin, dans un kiosque construit sur un monticule. Les généraux Balthus et Valazé, commandant, celui-ci le génie, celui-là l'artillerie du corps de Gérard, et d'autres officiers s'y trouvaient, écoutant en silence le bruit qui avait appelé l'attention de Simon Lorrière. Une pluie fine tombait ; ce bruit était faible ; pour mieux le saisir, plusieurs offi-

(1) « Au moment de mon départ, une canonnade *qui n'avait pas l'air d'un engagement général*, se fit entendre ; je me dirigeai sur le bruit du canon, etc. (Lettre du lieutenant-colonel de Lafresnaye au maréchal Grouchy. — *Fragments historiques sur la campagne de* 1815, etc., par Grouchy. — Paris, 1829.)

(2) Simon Lorrière remplaçait, dans les fonctions de chef d'état-major du 4e corps, le maréchal de camp de Saint-Rémy, blessé grièvement, le 16 juin, dans une reconnaissance opérée quelques instants avant la bataille de Ligny.

ciers s'étaient couchés l'oreille contre terre. Mais, au bout de quelque temps, la pluie ayant cessé, les nuages s'étant élevés, il devint plus distinct; puis, tout à coup, il prit une intensité telle, que le sol en trembla, pour ainsi dire. Il n'y eut pas à en douter, c'était le retentissement d'une violente canonnade. Le notaire Hollaert, des guides consultés indiquèrent Mont-Saint-Jean comme le point où elle éclatait. Il était midi (1), ou un peu plus.

Gérard ouvrit l'avis de marcher au feu. Une grande bataille s'engageait à l'entrée de la forêt de Soignes; il fallait, dit-il, manœuvrer sur-le-champ, pour aller y prendre part.

Son infanterie arrivait à Sart-lez-Walhain; Vandamme était en avant, près de Nil-Saint-Vincent, Excelmans au delà; Pajol et Teste marchaient sur Tourinnes; Gérard proposa d'expédier à la division de cavalerie de Vallin l'ordre de gagner rapidement les ponts de Mousty et d'Ottignies et d'y porter, en leur faisant faire tête de colonne à gauche, pour y passer la Dyle, toutes les troupes, à l'exception de celles de Pajol et de Teste, qui iraient reconnaître Wavre en restant sur la rive droite de la rivière et masqueraient le mouvement général. Vallin, une fois au delà de la Dyle, pousserait des reconnaissances dans la direction du feu, et sur le plateau, entre Chapelle-Saint-Lambert et Wavre (2), pour avoir des nouvelles des Prussiens. Cette manœuvre devait bientôt lier les communications avec Napoléon, engagé dans la lutte dont on entendait les éclats, et rapprocher, à chaque instant, la colonne de Grouchy de la colonne principale.

On savait que l'armée prussienne s'était concentrée sur Wavre. Il n'était pas probable, maintenant, qu'elle y fût restée, ni surtout qu'elle y restât immobile; mais, si, en dépit

(1) Ce fut vers midi, en effet, ou un peu plus tard, que la batterie de 78 bouches à feu entra en action à l'aile droite de Napoléon; jusqu'à ce moment, il n'y avait eu qu'un petit nombre de pièces d'artillerie tirant de part et d'autre vers Goumont.

(2) *Dernières observations*, etc., par le général Gérard.

des probabilités, on apprenait qu'elle y fût encore, quand on aurait passé la Dyle, on irait l'attaquer par la rive gauche de cette rivière, en tournant sa position, ce qui vaudrait infiniment mieux que de l'aborder de front.

Ces deux avantages compensaient largement l'inconvénient très-réel de laisser Pajol et Teste isolés, sur la rive droite, avec deux faibles divisions.

Si, au contraire, l'armée prussienne avait quitté Wavre dès le matin, ou si elle en partait à présent, le retentissement de la bataille indiquait suffisamment qu'elle avait marché, qu'elle marchait sur Mont-Saint-Jean; et il fallait se hâter d'exécuter un mouvement parallèle vers Napoléon qui allait se trouver, qui se trouvait déjà aux prises, peut-être, avec Wellington et Blücher réunis.

Grouchy ne se laissa pas convaincre par les raisonnements de Gérard.

Le changement de direction qu'on ordonnerait à Vandamme ne pourrait commencer qu'à midi et demi ou une heure. La bataille paraissait être à l'entrée de la forêt de Soignes, sur Mont-Saint-Jean. De ce point à Nil-Saint-Vincent, où était Vandamme, il y a cinq lieues en ligne droite et six lieues et demie, peut-être davantage, par les traverses qui y conduisent. A Sart-lez-Walhain, Gérard en était plus éloigné d'une lieue. Le pays intermédiaire est montueux, rempli de défilés, surtout en deçà de Mousty; il faudrait passer, sur deux ponts étroits, la Dyle, qui n'était pas guéable. Par les difficultés, les lenteurs de la marche de la veille et de la matinée, on pouvait estimer que le corps de Vandamme, qui arriverait le premier sur Mont-Saint-Jean, n'y paraîtrait pas avant dix heures; qu'il y paraîtrait même beaucoup plus tard, si, comme on devait s'y attendre, les ponts de la Dyle avaient été coupés par l'ennemi. Or, avant dix heures, la bataille déjà engagée serait décidée.

De Wavre à Mont Saint-Jean, il n'y a pas quatre lieues et

demie (1). Si l'armée prussienne était partie, dans la matinée, du premier de ces points, pour se porter sur le second, l'effet de son arrivée sur le champ de bataille allait se produire, et Vandamme, Gérard, s'y dirigeant de Nil-Saint-Vincent et de Sart-lez-Walhain, ne pourraient rien pour l'empêcher. Si elle partait maintenant, elle devait avoir opéré sa réunion avec les Anglo-Hollandais avant le coucher du soleil; et Vandamme, Gérard ne pourraient non plus s'y opposer; car elle avait sur eux l'avantage de la plus courte distance : deux et trois lieues de moins à parcourir.

D'ailleurs, le maréchal n'admettait pas que cette armée eût marché vers Mont-Saint-Jean; dans sa pensée, ou elle était encore à Wavre, ou elle se dirigeait sur Bruxelles, sinon sur Louvain; et, dans un cas, il redoutait les périls d'un long mouvement de flanc qu'elle ne pouvait manquer de surprendre; dans l'autre, il craignait d'ouvrir la voie à un retour offensif sur la ligne d'opérations de notre armée. Napoléon ne l'avait pas appelé, ne l'appelait pas à lui; il ne croyait pas devoir aller le rejoindre : ses instructions étaient de suivre les Prussiens; il voulait s'y conformer.

Gérard persista dans son opinion.

Il regardait comme certain que la bataille qui se livrait, était la conséquence d'un plan combiné entre Wellington et Blücher, d'un plan dont la base était la réunion de leurs armées. Cette réunion était faite ou se ferait avant la fin de la journée; il fallait donc se porter immédiatement sur Mont-Saint-Jean, afin d'en compenser, le mieux possible, l'effet, si elle était opérée ou près de l'être; afin de l'empêcher, de la suspendre, de la gêner tout au moins, si l'armée prussienne avait attendu le bruit du canon pour se mettre en mouvement.

Ni la distance, ni le mauvais état des chemins ne semblaient, à Gérard, devoir s'opposer à ce que les têtes de colonne du

(1) Il y a trois lieues et demie en ligne droite.

maréchal allassent déboucher sur Plancenoit et Frichemont dès quatre heures et demie, si Wellington avait été rejoint déjà par Blücher; à ce qu'on attaquât ce dernier, si l'on apprenait qu'il fût encore en mouvement entre la Dyle et le ruisseau de Lasne.

Gérard, on le voit, oubliait bien vite la marche de la veille, où, pour faire trois lieues, il avait mis plus de six heures; la marche même de la matinée, où il venait d'en mettre quatre pour parcourir une distance d'un tiers moins longue; il négligeait ce fait, que le corps de Vandamme et le sien étaient, l'un à cinq lieues et demie, l'autre à six et demie de Plancenoit et de Frichemont, et que, de Wavre au premier de ces points, la distance est de moins de quatre lieues et demie, et au second, de moins encore.

Les généraux Balthus et Valazé, prenant part à la discussion (1), émettaient sur les difficultés de la route des avis opposés. L'un ne croyait pas à la possibilité de faire suivre par l'artillerie une marche un peu rapide de l'infanterie et craignait même de compromettre son matériel. L'autre pensait que les compagnies de sapeurs aplaniraient bien des obstacles, pratiqueraient beaucoup de passages.

Mais cela seul indiquait à quel point la marche serait lente; on ne chemine pas vite lorsqu'il faut frayer sa voie, la pelle et la pioche à la main.

Grouchy persévéra dans la résolution de porter toutes ses forces sur Wavre. On eût dit qu'il devinait l'ordre daté de dix heures du matin, par lequel Napoléon lui prescrivait de gagner au plus tôt cette ville (1).

(1) Les *Mémoires de Sainte-Hélène* mettent ici tout un discours dans la bouche d'Excelmans : « Il faut marcher au feu... je suis un vieux soldat de l'armée d'Italie, etc., etc. » Mais, en ce moment, Excelmans n'était pas à Sart-lez-Walhain; et il ne vit pas Grouchy de la journée du 18 juin. Lui-même l'a reconnu dans une lettre (1820) adressée au fils du maréchal.

Les mêmes *Mémoires* font dire à Gérard : « Dans *deux* heures nous pouvons être au feu. »

(2) Voir page 259.

Gérard lui proposa, alors, d'exécuter, avec le 4e corps seul, le mouvement vers Mont-Saint-Jean, pendant que les autres corps continueraient à s'avancer sur Wavre.

C'était courir la chance de faire battre et détruire en détail le détachement et le corps principal. Le maréchal repoussa cette proposition; et, mettant fin à cette espèce de conseil de guerre, qui se tenait ainsi dans le jardin du notaire Hollaert, il monta à cheval pour aller rejoindre son avant-garde, dont on entendait le canon au delà de Nil-Saint-Vincent.

Nous avons indiqué antérieurement les positions occupées, le 17 au soir, par l'armée prussienne autour de Wavre.

Zieten et Thielmann étaient à Bierges et à la Bawette, sur la rive gauche de la Dyle, ce dernier ayant encore une division d'infanterie, celle de Borcke, et une brigade de cavalerie, au côté opposé de la rivière. Pirch I et Bülow étaient sur la rive droite, l'un de Sainte-Anne à Aisemont, l'autre au cabaret à Tout-Vent près de Dion-le-Mont, occupant Vieux-Sart par une division d'infanterie et les défilés de Mont-Saint-Guibert par deux bataillons d'infanterie, quatre escadrons et deux bouches à feu aux ordres du lieutenant-colonel Ledebur. Des partis de cavalerie battaient l'estrade entre la Dyle et le ruisseau de Lasne.

Au point du jour, pendant que Grouchy, plongé dans l'incertitude, restait immobile à Gembloux, Blücher avait envoyé les gros bagages de son armée sur Louvain et fait marcher le corps de Bülow sur Chapelle-Saint-Lambert. Ce corps, nous l'avons dit, avait été retardé longtemps par un violent incendie qui avait éclaté sur son passage à Wavre.

A onze heures, le maréchal prussien avait quitté cette ville, gagnant Chapelle-Saint-Lambert, où il devait déterminer la direction ultérieure de Bülow, en raison des événements qui se produiraient vers Mont-Saint-Jean.

Il avait laissé pour instructions à Zieten, à Pirch I, à Thielmann, de se porter, le premier par Fromont et Genval vers

Ohain, le second sur Chapelle-Saint-Lambert, le troisième sur Couture-Saint-Germain, village sur la rive droite du ruisseau de Lasne, à deux kilomètres et demi de Frichemont. Thielmann devait partir le dernier.

Vers midi, l'exécution de cet ordre avait commencé. Zieten était en mouvement. Pirch I s'était engagé dans le défilé de Wavre. Ses deux premières divisions allaient achever d'y passer; ses deux dernières, celles de Brause et de Reckow (1) se formaient en colonne pour les suivre, quand il fut prévenu que les Français se montraient vers Neuve-Sart.

Sur cet avis, il prescrivit à la première partie de son corps de continuer à marcher, aux deux divisions qui s'ébranlaient de rester sur place, et galopa du côté de Neuve-Sart pour reconnaître ce qui s'y passait.

Arrivé à un quart de lieue de ce point, à la Baraque, il y trouva le lieutenant-colonel Ledebur, tiraillant et échangeant des coups de canon avec un corps de cavalerie dont la gauche s'appuyait au ravin boisé de la ferme de la Plaquerie, et dont la droite était vers Neuve-Sart. Ce corps était celui d'Excelmans. Il avait jeté quelques escadrons sur Dion-le-Mont; et venait d'être rejoint par la division Vallin. Il paraissait attendre de l'infanterie pour avancer et pénétrer dans les bois qui sont immédiatement en arrière de la Baraque.

Ledebur revenait des défilés de Mont-Saint-Guibert qu'il avait quittés fort tard, au moment seulement où il avait appris que l'avant-garde d'Excelmans approchait de Neuve-Sart; qu'il était ainsi tourné et courait risque d'être coupé. Il avait pu, néanmoins, faire retraite tout en combattant, ayant été soutenu par quelque artillerie et la brigade de cavalerie de Sohr (corps de Pirch I) et huit escadrons du corps de Bülow (2).

(1) Reckow remplaçait Langen, tué à Ligny.

(2) Ces huit escadrons formaient le 1er régiment de landwehr de Silésie et le 2e landwehr de Poméranie. Ils ne rejoignirent le corps de Bülow qu'après la bataille de Waterloo.

Depuis plus de deux heures, il n'avait cessé d'escarmoucher avec Excelmans.

Pirch I, prévoyant que ce dernier ne tarderait pas à être appuyé par de l'infanterie, envoya l'ordre à Brause et à Reckow de faire demi-tour et d'avancer vers Ledebur.

Reckow vint occuper, à quelques centaines de mètres en arrière de la Baraque, la ferme de l'Auzel, sur le chemin de Wavre, et les deux bois entre lesquels elle est située : celui de Warllombrout, qui s'étend jusqu'à la Dyle, et celui de Sarats. Brause, formé sur une seule ligne, dut se placer en réserve. Dès l'arrivée de Reckow, Ledebur se replia, laissant ses deux bataillons dans les bois et portant sa cavalerie en arrière.

La division Borcke (corps de Thielmann), qui n'avait pas encore passé la Dyle, eut ordre de rester en position immédiatement en avant de Wavre.

Ces dispositions prises, Pirch I donna le commandement de toute l'arrière-garde à Brause, et alla rejoindre celles de ses divisions qui poursuivaient leur marche sur Chapelle-Saint-Lambert.

Cependant, Vandamme arrivait à la Baraque. Grouchy l'y rejoignait. Il était près de deux heures (1).

Des hauteurs de la Baraque, on apercevait les colonnes prussiennes cheminant sur le plateau au delà de la Dyle, dans la direction de la canonnade qui retentissait toujours vers Mont-Saint-Jean. Grouchy ordonna à Vandamme de marcher sur la ferme de l'Auzel et les bois voisins et de les enlever.

Brause fit peu de résistance. Après un court engagement, il battit en retraite en bon ordre et assez mollement poussé, d'ailleurs, dit un écrivain prussien (2). A quatre heures, sa division et celle de Reckow, précédées par le détachement de

(1) « Ce ne fut que vers deux heures que nous arrivâmes à la Baraque. » (Lettre du général Berthezène à Gérard. — *Dernières observations*, etc.)

(2) Wagner.

Ledebur, avaient traversé les ponts et la ville de Wavre, et pris le chemin de Chapelle-Saint-Lambert (1). La brigade de Sohr et la division Borcke avaient passé la Dyle, la première au moulin de Bierges, la seconde à Basse-Wavre.

Les choses en étaient là; et Thielmann, n'accordant qu'une faible importance au mouvement des Français sur la rive droite de la Dyle, allait faire filer son corps sur Couture-Saint-Germain, selon les instructions de Blücher, quand il reconnut qu'il fallait suspendre sa manœuvre.

Le corps de Vandamme, en grande partie masqué jusqu'alors par les bois de Manil et de Sainte-Anne, se déployait, en effet, aux approches de la rivière et se disposait pour prononcer une attaque sur Wavre. Déjà, son artillerie en battait le faubourg.

Ce faubourg est sur la rive droite de la Dyle, la ville sur la rive opposée. Deux ponts de pierre, d'inégale largeur, les relient.

La Dyle est un affluent de l'Escaut. Elle n'est pas très-profonde, en temps ordinaire; mais en ce moment les pluies avaient grossi ses eaux, et elle n'était pas guéable. Aux environs de Wavre, elle coule entre deux chaînes de hauteurs parallèles. Ces hauteurs sont moins élevées mais de pente plus roide sur la rive gauche que sur l'autre rive. Du pied de celles de la rive droite jusqu'au lit de la Dyle, il y a, en moyenne, une bonne portée de fusil; et l'espace est couvert de prairies marécageuses fournies d'arbres et coupées parallèlement à la rivière par des fossés pleins d'eau, de un à deux mètres de profondeur.

En aval et à moins d'un kilomètre de Wavre, se trouve Basse-Wavre, qui a un pont de bois. En amont, et avec des ponts semblables, sont le moulin de Bierges et les villages de

(1) Reckow reçut, en route, un ordre de Blücher, lui prescrivant de se diriger sur Maransart; Brause prolongea sa marche de Chapelle-Saint-Lambert vers Plancenoit, mais ni l'un ni l'autre ne prirent part à la bataille de Waterloo. Ledebur s'arrêta et passa la nuit à Chapelle-Saint-Lambert.

Limal et de Limelette. Le moulin de Bierges, dominé au nord-ouest par la hauteur où s'élève le village de ce nom, est à moins d'une demi-lieue, Limal à une lieue, Limelette à cinq quarts de lieue ou un peu plus de Wavre.

Ni les ponts de cette ville ni les autres que nous venons d'indiquer n'avaient été détruits. Preuve de confiance, mais non de prévoyance.

Thielmann expédia un officier à Blücher pour l'avertir de ce qui se passait et fit rapidement ses préparatifs de défense. La division Stülpnagel (9 bataillons) occupa le village de Bierges et le moulin au-dessous. La division Kemphen (6 bataillons) se porta sur la hauteur immédiatement en arrière de Wavre, sa droite vers Stülpnagel ; la division Luck (6 bataillons) vint se placer à cheval sur la route de Bruxelles, sa droite vers Kemphen. Borcke, avant de passer la Dyle, avait jeté trois bataillons avec deux escadrons, sous les ordres du colonel Zepelin, dans le faubourg de Wavre ; ils y restèrent. Il en fut de même de quelques centaines d'hommes qu'il avait laissés à Basse-Wavre. Ce général marchait alors sur Couture-Saint-Germain avec le reste (6 bataillons) de sa division. Thielmann lui fit ordonner de poursuivre sa route (1).

Limal et Limelette étaient observés par trois bataillons et trois escadrons que Zieten y avait détachés de son arrière-garde, en quittant son bivac de Bierges, à midi.

Grouchy, en arrivant en vue de Wavre, avait reçu la lettre, datée de dix heures du matin, par laquelle Napoléon le prévenait qu'il allait livrer bataille aux Anglo-Hollandais et lui ordonnait « de diriger ses mouvements sur ce point (2). » Il

(1) Nous suivons ici la version de Wagner. Damitz dit que Borcke devait rester sur Wavre avec toute sa division, et qu'il ne s'en éloigna que par suite d'un malentendu dans la transmission de l'ordre. Cela paraît peu croyable.

(2) « Sa Majesté désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre, où vous devez arriver le plus tôt possible. » (Lettre citée page 259.)

en avait conclu que l'attaque qu'il allait faire était conforme aux intentions du général en chef; et il en avait pressé l'exécution.

Vandamme avait pris position, la droite vis-à-vis de Wavre, la gauche vis-à-vis de Bierges. A quatre heures, nous l'avons dit, son artillerie avait ouvert le feu contre le faubourg. Peu après, le moulin de Bierges fut canonné aussi.

Excelmans s'était porté en arrière et à droite de Vandamme, attendant que l'infanterie lui ouvrît le passage. Un de ses régiments éclairait le pays vers la chaussée de Namur à Louvain.

La division d'avant-garde de Gérard, celle de Hulot, atteignait les hauteurs où était la gauche de Vandamme. La cavalerie de Vallin observait Limal et Limelette.

Pajol et Teste, appelés déjà de Tourinnes, avaient reçu l'ordre de hâter le pas et de se diriger sur Limal.

En voyant paraître sur les hauteurs les premières troupes de Vandamme, le colonel Zepelin avait commencé à la hâte des dispositions de défense, barricadant les ponts, perçant des créneaux dans les murs des maisons et des jardins du faubourg; et il avait continué ce travail sous les boulets lancés par deux batteries, dont une de douze. Ses soldats y étaient encore occupés au moment où Vandamme fit avancer contre lui la division Habert.

Le faubourg, abordé avec grande vigueur, fut défendu de même. Zepelin, renforcé par un bataillon de la division Luck, s'y maintint près de deux heures. Il en fut enfin chassé; et Habert, culbutant les barricades, déboucha par les deux ponts, malgré le feu de l'artillerie en batterie dans leur prolongement et sur les hauteurs qui les dominent.

Parallèlement à cette attaque, Grouchy avait ordonné d'en diriger une contre le moulin de Bierges, une autre contre Basse-Wavre.

Un des bataillons de Habert, soutenu par quelque artillerie

et trois escadrons d'Excelmans, s'était porté sur ce dernier point. Il avait enlevé quelques maisons isolées, mais n'avait pu pénétrer plus avant. Il tiraillait, maintenant, sans résultat.

Occupé par deux compagnies qu'appuyait un bataillon et que protégeaient huit bouches à feu en position sur la pente de la hauteur immédiatement en arrière, où Stülpnagel avait établi sa division, le moulin de Bierges avait résisté à toutes les tentatives faites pour l'emporter.

Des troupes de Lefol (corps de Vandamme) ayant échoué, Grouchy les avait fait relever par des troupes de la division Hulot; et celles-ci n'avaient pas eu plus de succès. L'intrépide Gérard, qui les menait, l'épée à la main, marchant en tête d'un bataillon du 9e léger, avait été blessé grièvement d'une balle : elles avaient reculé.

Les difficultés du terrain, la ténacité de l'ennemi avaient continué, depuis, à paralyser les efforts renouvelés des assaillants.

Il était sept heures.

Depuis le moulin de Bierges jusqu'à Basse-Wavre, le feu de l'artillerie et de la mousqueterie était devenu très-vif. Les deux rives de la Dyle étaient garnies de nombreux tirailleurs.

Ce fut alors que Grouchy reçut (1) la dépêche du major général Soult, datée du champ de bataille de Waterloo, et d'une heure après midi. Dans cette dépêche, on se le rappelle, Napoléon approuvait le mouvement sur Sart-lez-Walhain, qui, à son avis, avait dû porter le maréchal sur Corbais ou Wavre; recommandait à celui-ci, pourtant, de toujours manœuvrer dans la direction de Mont-Saint-Jean; et lui signalait l'apparition du corps de Bülow sur Chapelle-Saint-Lambert, ajoutant : « Ne perdez pas un instant pour vous rapprocher de nous et pour écraser Bülow, que vous prendrez en flagrant délit (2). »

(1) Rapport de Grouchy à Napoléon. — Dinant, le 20 juin.

(2) « Vous avez écrit, ce matin à deux heures, à l'empereur que vous

Écraser Bulow! Au moment où ces instructions arrivaient à leur destination, le général prussien était, depuis longtemps sur Plancenoit, à la tête de son corps d'armée, aux prises avec Lobau, Duhesme, Morand; et Grouchy en était à plus de quatre lieues.

Le maréchal prit le meilleur parti qu'il eût à prendre et auquel il aurait dû se décider plus tôt. Il résolut de passer la Dyle au-dessus de Bierges. Opération doublement avantageuse, si elle réussissait, puisqu'elle permettrait de tourner la position attaquée vainement de front, et de jeter au loin des partis qui chercheraient à lier les communications avec Napoléon.

Sur-le-champ, Vandamme reçut l'ordre de faire remplacer ceux des bataillons Gérard qui étaient engagés devant le moulin de Bierges et d'entretenir le combat, depuis ce point jusqu'à Basse-Wavre. Les trois divisions d'infanterie de ce dernier, qui laissait le commandement de son corps à Vichery, marchèrent par leur gauche, remontant la vallée de la Dyle, jusqu'en face de Limal, où, appuyées par la cavalerie de Vallin, elles durent forcer le passage.

Limal et Limelette, nous l'avons dit, étaient observés par trois bataillons et trois escadrons, sous le commandement du colonel Stengel et détachés du corps de Zieten. Les deux ponts sur la Dyle étaient faciles à détruire, puisqu'ils étaient en bois. Stengel les avait pourtant laissés intacts.

Vers huit heures, ou un peu plus tard, Vichery arriva devant celui de Limal; y jeta brusquement un bataillon qui s'en empara après une courte résistance; et, sans perte de temps, il fit déboucher, au delà, tout son corps d'armée. Stengel s'efforça de défendre la rampe rapide qui conduit du pont au village; mais il fut vivement replié. Vichery s'empara du vil-

marcheriez sur Sart-lez-Walhain; *donc*, votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre. Ce mouvement est conforme aux dispositions de Sa Majesté, qui vous ont été communiquées. Cependant, l'empereur m'ordonne de vous dire que vous devez toujours manœuvrer dans notre direction... » (Dépêche déjà citée, page 262.)

lage et se forma sur la hauteur, sa droite appuyée aux maisons, sa gauche couverte par Vallin, dans la direction de Neuf-Cabaret. Pajol et Teste, qui venaient de traverser le pont, serrèrent en arrière de lui.

La manœuvre, ainsi opérée, avait si bien échappé à Thielmann, qu'il l'avait connue seulement quand Stengel, déjà attaqué, lui avait fait demander des secours.

Il s'était alors hâté de diriger contre Vichery six bataillons de la division Stülpnagel qui étaient sur les hauteurs de Bierges, la cavalerie de réserve commandée par le général Hobe et tenue, jusque-là, en arrière de Wavre ; et il avait fait appuyer à droite la division de Kemphen et une partie de celle de Luck. Mais tout cela avait demandé du temps. Le jour tirait à sa fin ; Vichery venait d'occuper la hauteur de Limal, au moment où Stülpnagel arriva en face de ce village.

Celui-ci recueillit le colonel Stengel, lui adjoignit deux escadrons et le fit passer à sa droite. Il forma ensuite deux bataillons en colonnes d'attaque, soutenus par quatre bataillons, puis par la cavalerie de Hobe, et porta toute sa ligne en avant pour reprendre Limal. Son mouvement échoua : à gauche, ses deux colonnes donnèrent sur la division Hulot, qui les mit en désordre par une vive fusillade, au passage d'un ravin, et les rejeta sur leurs bataillons de soutien, qu'elles entraînèrent. A droite, Stengel fut repoussé par Vallin.

La nuit survenant empêcha Vichery de profiter de cet échec des Prussiens. Il les fit reculer, néanmoins, jusqu'à la hauteur du village de Bierges et de la pointe du bois de Rixensart.

Le combat, de ce côté, ne cessa qu'à onze heures.

Il s'était prolongé, à peu près aussi tard, sur la rive droite de la Dyle, sans donner aucun résultat, depuis que Grouchy en avait retiré le corps de Gérard pour le porter sur Limal. Habert, on l'a vu, venait alors d'enlever le faubourg de Wavre et débouchait sur la ville, par les deux ponts. Il avait occupé des maisons adjacentes et s'y était maintenu quelques instants.

Mais il avait reçu une blessure assez grave; sa troupe avait été refoulée jusque dans le faubourg; l'ennemi avait de nouveau barricadé les ponts; et tout s'était borné ensuite à un feu d'artillerie et de mousqueterie, échangé des deux rives de la Dyle.

Le moulin de Bierges et Basse-Wavre avaient continué de résister.

Français et Prussiens bivaquèrent à portée de fusil les uns des autres.

La cavalerie de Hobe fut derrière le bois de Rixensart; le détachement de Stengel dans ce bois; Stülpnagel entre Stengel et Bierges, et dans ce village même, se reliant à la droite de Kemphen, qui avait sa gauche vers Wavre; le colonel Zepelin resta dans cette ville; Luck y maintint une partie de sa division, laissa l'autre auprès, et un bataillon à Basse-Wavre.

Vandamme garda un détachement devant ce dernier point, sa gauche à hauteur du moulin de Bierges et la masse de son corps vis-à-vis de Wavre, occupant le faubourg.

Excelmans s'établit vers Sainte-Anne.

Le corps de Gérard, commandé maintenant par Vichery, resta devant Bierges et le bois de Rixensart, ayant en seconde ligne Pajol et Teste.

A minuit, Grouchy n'avait encore aucune nouvelle de la bataille livrée sur Mont-Saint-Jean.

Vers huit heures, le retentissement en avait faibli; avant neuf, il avait cessé. Le vent, qui soufflait de l'ouest, n'apportait plus que le silence.

Thielmann n'était pas mieux instruit que son adversaire.

CHAPITRE QUINZIÈME.

Examen des opérations de Grouchy dans la journée du 18 juin. — En quoi elles furent fautives. — Grouchy ne pouvait empêcher la catastrophe de Waterloo. — Fausses assertions des *Mémoires de Sainte-Hélène*. — Leur objet.

Nous venons de dire les opérations du maréchal Grouchy, dans la funeste journée du 18 juin.

De Sainte-Hélène, Napoléon, on l'a vu, les a signalées comme la cause décisive du désastre de Waterloo; et presque tous les écrivains français, certains écrivains étrangers ont partagé son opinion.

Cette opinion est erronée. Elle est basée sur une confusion complète de temps, sur des faits supposés, des inexactitudes de tout genre.

Grouchy l'a combattue énergiquement; mais il n'a pas toujours été bien exact ni bien sincère.

Nous avons rétabli la vérité sur la journée du 17 juin.

Au dire même de Gérard, un des critiques les plus opiniâtres et les plus rigoureux du maréchal, la marche de Saint-Amand et de Ligny sur Gembloux fut aussi prompte que les circonstances le permettaient. Cependant, il était nuit quand les troupes de Vandamme et de Gérard y parvinrent, n'ayant parcouru que trois lieues et demie et trois lieues.

Grouchy les fit bivaquer là pour leur donner quelque repos et, surtout, pour attendre les renseignements que devaient lui

transmettre les détachements de dragons portés, par son ordre, sur Sart-lez-Walhain et Perwez. Alors, en effet, il était dans une complète incertitude sur la direction prise par la masse de l'armée prussienne : il ne savait si elle se retirait sur Wavre ou sur Liége. Cela résulte clairement de la dépêche, qu'à dix heures du soir, il expédia à Napoléon (1), et des deux lettres que, peu après, il adressa à Vandamme (2).

A deux heures du matin, le lendemain, Grouchy était encore dans l'incertitude. Les reconnaissances envoyées sur Sart-lez-Walhain et Perwez ne lui avaient rien appris. Il écrivit à Napoléon et lui annonça qu'il était décidé à marcher sur le premier de ces points.

Ce fut le premier fait de la journée du 18.

On ignore le texte de cette dépêche, datée de Gembloux, à deux heures du matin ; mais l'esprit en est suffisamment connu par un passage de la réponse tardive qu'y fit Napoléon : Grouchy n'indiquait pas sur quel point, dans quelle direction il marcherait, une fois arrivé à Sart-lez-Walhain. Napoléon conclut, néanmoins, du mouvement sur ce village, à la marche du maréchal sur Corbais ou sur Wavre; et il l'approuva (3). Mais

(1) « ..... Il *paraît,* d'après tous les rapports, qu'arrivés à Sauvenière, les Prussiens se sont divisés en deux colonnes : l'une a dû prendre la route de *Wavre* par Sart-lez-Walhain ; l'autre paraît s'être dirigée sur *Perwez.* On peut *peut-être* en inférer qu'une portion va rejoindre Wellington et que le centre, *qui est l'armée* de Blücher, se retire sur *Liége,* une autre colonne, avec de l'artillerie, ayant fait son mouvement de retraite sur Namur. Le général Excelmans a ordre de pousser, ce soir, six escadrons sur Sart-lez-Walhain et trois sur Perwez. D'après leur rapport, *si* la masse des Prussiens se retire sur Wavre, je la suivrai dans cette direction... *Si, au contraire,* mes renseignements prouvent que la *principale* force prussienne a marché par Perwez, je me dirigerai par cette ville, à la poursuite de l'ennemi. » (Voir cette lettre, p. 221-222.)

(2) Voir pages 344 et 345.

(3) « Vous avez écrit, ce matin à deux heures, à l'empereur, que vous marcheriez sur Sart-lez-Walhain; *donc,* votre projet était de vous porter à Corbais ou à Wavre. Ce mouvement est conforme aux ordres de l'em-

cette conclusion était aventurée; les événements seuls la firent juste. Si Grouchy eût été décidé, en effet, à gagner Corbais ou Wavre, il aurait dit explicitement qu'il s'y porterait; et il s'y serait porté par le chemin direct, et non en faisant, par Sart-lez-Walhain, un détour qui allongeait sa route d'une lieue.

La direction de Gembloux à ce village est intermédiaire au chemin direct de Gembloux à Wavre et à la voie romaine qui conduit vers Liége. Voilà, sans aucun doute, pourquoi Grouchy marcha sur Sart-lez-Walhain. Il espérait recevoir, avant d'y arriver ou en y arrivant, des informations qui lui apprendraient, enfin, par où se retirait la masse de l'armée prussienne; et il différait, jusqu'au moment où des renseignements précis lui parviendraient, le soin de décider s'il prolongerait son mouvement au delà de Sart-lez-Walhain et d'en déterminer la direction nouvelle, s'il le prolongeait. Voilà pourquoi encore il se borna à prévenir Napoléon qu'il se porterait sur ce village.

Réduit à de vagues nouvelles, irrésolu, il prit un moyen terme.

Cette irrésolution fut cause du retard de la mise en marche de ses troupes, retard qui a été l'objet de vives et justes critiques.

Vandamme ne partit de Gembloux qu'à sept heures, au lieu d'en partir à six, ainsi que le lui avait ordonné Grouchy. Cela est vrai. Mais cet ordre même reculait beaucoup trop le moment du départ. Grouchy aurait dû faire comme Bülow, lever ses bivacs dès la pointe du jour (1), dès trois heures du matin.

Le mouvement sur Sart-lez-Walhain à été fortement blâmé. Grouchy, a-t-on dit, aurait dû marcher, non sur ce point, mais sur Mousty. A Gembloux, où l'avait envoyé Napoléon, il était

pereur, qui vous ont été communiqués. » (Lettre du major général, datée du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, à une heure après midi, et reproduite page 262.)

(1) Le 18 juin, à l'observatoire de Bruxelles, le soleil se lève à trois heures quarante-huit minutes.

déjà trop éloigné de la ligne d'opérations de celui-ci, et il s'en éloignait davantagne en se portant à Sart-lez-Walhain. De plus, si les Prussiens étaient à Wavre, ce mouvement le conduisait à aller les y attaquer de front, tandis qu'en gagnant Mousty, il pouvait manœuvrer, tout de suite, par la rive gauche de la Dyle et éviter cette grande difficulté.

Grouchy a cru répondre victorieusement à la critique, en alléguant ses instructions et son incertitude sur la direction prise par Blücher.

Il avait reçu de Napoléon l'ordre de poursuivre les Prussiens; et cet ordre n'était nullement subordonné à la condition de se tenir toujours en mesure de coopérer promptement avec l'armée qui suivait les Anglo-Hollandais par la chaussée de Charleroi à Bruxelles. Cette coopération même ne devenait-elle pas impossible, si les Prussiens se retiraient sur Liége? D'ailleurs, Napoléon paraissait en avoir si peu besoin, qu'il ne faisait seulement pas connaître à son lieutenant sa position dans la nuit du 17 au 18.

Grouchy, ignorant la direction de la retraite des Prussiens, devait craindre d'ouvrir la voie à un retour offensif sur la ligne d'opérations de notre armée, s'il se portait à Wavre avant d'avoir acquis la certitude que Blücher ne s'était pas retiré vers Liége.

Telle a été, en résumé, la défense de Grouchy. Elle est mal fondée.

Ses instructions étaient incomplètes, trop vagues; Napoléon aurait dû lui prescrire nettement de manœuvrer de manière à ne pas cesser de se trouver en rapport d'opérations avec lui, à même de lui venir en aide au besoin; cela est vrai. Napoléon eut grand tort de ne pas faire connaître au maréchal sa position dans la nuit du 17 au 18, et même de ne pas lui indiquer ses projets pour le lendemain; cela est encore vrai.

Un retour offensif de Blücher sur la ligne d'opérations de notre armée n'était nullement impossible; il n'y a pas à le contester.

Mais tout cela ne saurait justifier Grouchy d'avoir marché sur Sart-lez-Walhain et non sur Mousty.

Ne pouvant trouver ni dans ses instructions, ni dans des renseignements certains ce qu'il avait à faire, il devait tirer sa résolution des circonstances. En pareil cas, l'hésitation n'est pas permise : il faut baser ses opérations sur la supposition que son adversaire a agi et agira pour atteindre le résultat le plus favorable à ses intérêts et conformément au caractère qu'on lui connaît. Il n'y a pas d'autre règle de conduite rationnelle. L'art du général serait bien vulgaire, si l'on n'avait jamais à opérer que sur des ordres parfaits, des données certaines.

Or, tout l'indiquait, la manœuvre la plus avantageuse pour Blücher était celle qui devait le rapprocher le plus vite possible de Wellington, réunir les Prussiens aux Anglo-Hollandais. Depuis l'ouverture des hostilités, les deux généraux alliés avaient manœuvré pour opérer cette réunion ; ce n'était évidemment pas après la défaite de l'une de leurs armées qu'ils pouvaient vouloir y renoncer ; l'activité, l'énergie, l'audace bien connues de Blücher, la ténacité aussi connue de Wellington suffisaient pour garantir qu'ils n'y renonceraient pas facilement.

S'ils y parvenaient, Napoléon se trouverait exposé à être écrasé sous le poids des deux armées alliées.

Cette catastrophe, le plus grand de tous les malheurs, Grouchy devait, avant tout, se mettre en position de la détourner, dans la mesure de ses forces. De là, pour lui, l'impérieuse obligation d'entrer, le plus promptement possible, en rapport d'opérations avec Napoléon ; et de là aussi la nécessité de marcher sur Mousty.

De ce point, en effet, mieux que de tout autre, il serait également à portée ou d'atténuer les conséquences de la réunion des Prussiens et des Anglo-Hollandais, si elle était déjà opérée, ou de la gêner, si elle ne l'était pas encore.

En ligne droite, Mousty est à moins de trois lieues de la

chaussée de Bruxelles, et à moins de deux lieues de Wavre.

En y arrivant, ou peu après y être arrivé, on recevrait, sans doute, des nouvelles de Napoléon et de l'armée prussienne, par les éclaireurs; et ces nouvelles détermineraient la direction ultérieure du mouvement.

Si les Prussiens étaient réunis déjà aux Anglo-Hollandais, on appuierait immédiatement sur Napoléon;

S'ils étaient encore à Wavre, on marcherait à eux par la rive gauche de la Dyle, en tournant leur position;

S'ils étaient partis de Wavre et encore en mouvement sur le plateau, engagés dans les défilés du ruisseau de Lasne, on irait les attaquer pendant cette marche de flanc;

Si, de Wavre, ils s'étaient repliés sur Bruxelles, ce qui indiquerait que Wellington n'aurait pas voulu défendre les abords de la forêt de Soignes, on les suivrait dans cette direction en gagnant Wavre et y prenant leurs traces;

Enfin, s'ils n'avaient pas paru sur ce dernier point; si, le laissant à leur gauche, ils avaient marché directement vers Louvain par la chaussée qui conduit de Namur à cette dernière ville, on se porterait sur Wavre et, de là, par un demi à droite, sur leur flanc ou sur leurs derrières.

En se dirigeant vers Mousty, Grouchy se serait donc mis à même, on le voit, de diminuer, dans la mesure de ses forces, les formidables conséquences de la manœuvre la plus probable, de la manœuvre presque certaine de son adversaire : celle qui avait dû ou devait réunir bientôt les deux armées alliées.

Il faut le remarquer encore, si Blücher se fût retiré vers Liége et non vers Wavre et Bruxelles ou Louvain, le mouvement sur Mousty n'aurait pas compromis la ligne d'opérations de l'armée française, dans le cas même où de faux renseignements auraient conduit à le prolonger jusqu'à Wavre; car, tout en manœuvrant par sa gauche, Grouchy aurait pu, au moyen d'une partie de sa nombreuse cavalerie, bien s'éclairer dans la direction de Liége et s'assurer qu'il ne se passerait

rien de grave de ce côté sans qu'il en fût informé assez tôt pour rétrograder et s'opposer à un retour des Prussiens. Il avait un détachement de dragons à Perwez ; il était donc certain, déjà, que, si l'armée prussienne s'était retirée vers Liége, elle était au delà du premier de ces points. Or, une fois à Wavre, il se serait trouvé en position de revenir avant elle sur la chaussée de Bruxelles. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour s'en assurer.

Ainsi, dans toutes les suppositions, c'était à Mousty et non à Sart-lez-Walhain que Grouchy devait se porter ; et la justification de son mouvement sur le second de ces points est impossible certainement : ce mouvement fut une faute.

Mais cette faute n'exerça et ne pouvait exercer aucune influence sur la bataille de Waterloo. Grouchy l'aurait évitée ; il aurait marché à Mousty, il y aurait marché dès trois heures du matin, que nos armes n'en auraient pas moins subi un désastre. La preuve de cette assertion, c'est l'infériorité numérique de la colonne du maréchal relativement à l'armée prussienne. Avec trente-trois mille hommes, il ne pouvait empêcher Blücher de porter à Wellington l'aide qui détermina la catastrophe.

L'armée prussienne réunie sur Wavre, dans la nuit du 17 au 18 juin, était de quatre-vingt-dix mille hommes, au moins. Il n'est pas un écrivain sérieux qui ne l'ait admis. Napoléon lui-même l'a reconnu, dans le premier de ses écrits sur la campagne de Belgique (1). C'est dans ses *Mémoires* seulement qu'il s'est aventuré à dire que le feu et la désertion avaient réduit les forces de Blücher à 80, à 70, même à 60 mille hommes.

La bataille de Waterloo fut rendue indécise par l'entrée en ligne de Bülow, à quatre heures et demie, vers Plancenoit. Elle

(1) « Malgré les pertes essuyées le 16, l'armée prussienne était encore (le 18) de quatre-vingt-dix mille hommes. » (*Campagne de* 1815, par Gourgaud.) Dans le même ouvrage, comme dans ses *Mémoires*, Napoléon évalue cette armée à cent vingt mille hommes, au moment de l'ouverture des hostilités.

fut décidée par l'irruption de Zieten sur la Haie et Papelotte, vers sept heures et demie; et, en ce moment, Pirch I, débouchant derrière Bülow, contribua beaucoup à porter le désastre au comble.

Bülow eut près de six mille cinq cents hommes hors de combat. Mais Zieten et Pirch I en eurent, chacun, trois cents seulement, ce qui indique qu'ils eurent peu d'efforts à faire.

Bülow agit avec vingt-neuf mille hommes (1); Zieten avec une division d'infanterie et presque toute sa cavalerie (2); Pirch I, avec deux divisions d'infanterie et deux brigades de cavalerie (3). On peut donc estimer à quarante-cinq mille hommes au plus, la force des troupes prussiennes qui prirent part à la bataille de Waterloo.

Wellington et Blücher connaissaient d'une manière assez exacte l'effectif de l'armée française qui était entrée en Belgique. La correspondance du premier le prouve nettement (4).

(1) On a vu que trois régiments (12 escadrons) et deux bataillons du corps de Bülow furent retenus trop longtemps sur Wavre pour prendre part à la bataille de Waterloo.

(2) Les trois autres divisions d'infanterie de Zieten, étant trop en arrière, vers Ohain, ne furent pas engagées. En outre, trois bataillons et trois escadrons, sous les ordres du colonel Zepelin, restèrent sur Wavre; nous l'avons dit.

(3) Les deux autres divisions d'infanterie, la troisième brigade de cavalerie de Pirch I, ne partirent de Wavre que vers quatre heures après midi; nous l'avons dit aussi.

(4) Nous avons trouvé, dans les archives du ministère de la guerre, à la Haye, une note qui montre également à quel point les généraux alliés étaient renseignés sur les forces de l'armée française. Cette note, datée de Gand, le 10 juin, est signée par le duc de Feltre (Clarke) ministre de Louis XVIII, et adressée au chef d'état-major du prince d'Orange, le général Constant de Rebecque. Elle est très-détaillée et fixe à 120,000 hommes (non compris le grand parc) l'effectif de la garde impériale, des 1er, 2e, 3e, 4e, 6e corps, dans lesquels elle confond les quatre corps de réserve de cavalerie.

« La personne qui m'envoie ces détails, écrit Clarke, et qui est instruite et parfaitement sûre, craignant d'être compromise, n'a pas voulu

L'un et l'autre étaient convaincus, le 18 au matin, que la presque totalité de l'armée française était réunie sur les hauteurs de la Belle-Alliance. Il n'y manquait, croyaient-ils, que le corps de Vandamme; et cette croyance, ils la gardèrent même le lendemain (1).

Pendant la nuit, les communications furent permanentes entre les deux généraux ; et Wellington ne se décida à recevoir la bataille à Mont-Saint-Jean que sur l'assurance réitérée de la coopération de deux corps de l'armée prussienne.

Tous ces faits sont certains. Il est hors de doute aussi que Blücher ne manquait ni de coup d'œil, ni de confiance dans l'énergie de ses troupes, qu'il manquait encore moins de résolution, d'audace.

Cela suffit pour mesurer la puissance de l'action qu'aurait pu exercer Grouchy, dans la journée du 18 juin, au cas où, mieux inspiré, il aurait manœuvré comme il le devait.

Partant de Gembloux à trois heures du matin et non à sept, se portant sur Mousty et non sur Sart-lez-Walhain, marchant sur deux colonnes et non sur une seule, il serait arrivé à dix heures et demie sur la Dyle; on doit en juger par le temps que mit la tête de colonne de son infanterie, le corps de Vandamme, à gagner Nil-Saint-Vincent.

Mais ce mouvement aurait été reconnu immédiatement par les éclaireurs du colonel Ledebur, qui occupait Mont-Saint-Guibert; Blücher, par suite, en aurait eu très-promptement avis et aurait pris des dispositions pour s'y opposer.

Soit négligence, soit présomption, les ponts maçonnés de Mousty et d'Ottignies, à un quart de lieue l'un de l'autre, n'avaient pas été coupés. Zieten, qui était bivaqué à Bierges (2), aurait reçu l'ordre d'aller en défendre l'accès; et Pirch I, par-

les donner par écrit. Ils ont été confiés à la mémoire d'un officier qui vient d'arriver, et sur les sentiments duquel on peut compter. »

(1) Rapport de Wellington, en date du 19 juin.

(2) De Bierges à Ottignies, il n'y a que cinq kilomètres en ligne droite.

tant aussitôt de Sainte-Anne et d'Aisemont (1), gagnant les ponts de Limal et de Limelette, serait allé le soutenir. A part même la nécessité de ne pas laisser tourner la position de Wavre, Blücher n'aurait pu manquer d'agir ainsi; car il aurait eu à couvrir le mouvement de flanc qu'opérait alors Bülow, marchant sur Chapelle-Saint-Lambert.

En arrivant à Mousty et à Ottignies, Grouchy se serait donc trouvé en face de quarante mille hommes et de cent cinquante bouches à feu, retranchés derrière une rivière non guéable et d'abords très-difficiles. Il n'en fallait pas tant, en pareille position, sinon pour lui interdire absolument le passage, au moins pour le lui disputer toute la journée; et, pendant cette lutte, Bülow et Thielmann, c'est-à-dire cinquante mille hommes, seraient allés décider la bataille de Waterloo à Plancenoit et à Papelotte. En un mot, le combat que Grouchy livra sur Wavre, ce jour-là, se serait livré à Mousty et à Ottignies. Or, on l'a vu, ce combat dura de quatre heures du soir à onze et fut une action indécise qui aurait dû se prolonger bien des heures encore avant de permettre à Grouchy d'aller appuyer Napoléon. En outre, il faut le remarquer, Grouchy, à Wavre, eut à lutter contre seize ou dix-huit mille hommes seulement.

Par un concours de circonstances bien peu probables, il aurait pu se faire, cependant, que Grouchy eût été assez heureux pour se saisir des ponts de Mousty et d'Ottignies, pour passer la Dyle avant que les Prussiens se fussent trouvés en mesure de s'y opposer.

Ne rencontrant aucun obstacle, il aurait eu achevé son passage avant midi. Sachant alors que l'armée prussienne était proche, il aurait marché à elle, rencontré Zieten et Pirch I, rangés sur les hauteurs en arrière du ruisseau de Limelette et les aurait attaqués au moment, à peu près, où le bruit intense

(1) De Sainte-Anne et d'Aisemont à Ottignies, il y a cinq kilomètres, à peu près.

du canon lui aurait appris qu'une grande bataille s'engageait sur sa gauche, vers Mont-Saint-Jean.

En telle circonstance, à quel parti se serait-il arrêté?

Renonçant à l'attaque, aurait-il manœuvré tout de suite pour rejoindre Napoléon? On peut l'admettre. Mais, alors, Blücher aurait, de son côté, manœuvré en conséquence. Il aurait laissé Bülow continuer son mouvement sur Chapelle-Saint-Lambert et Plancenoit, dirigé le corps de Thielmann, partie à la suite de Bülow, partie vers Ohain, ordonné à Zieten et à Pirch I de suivre Grouchy, de le harceler, de le combattre, de retarder sa marche par tous moyens; et la plus mauvaise chance qu'il aurait pu rencontrer eût été que ses deux lieutenants, n'ayant pas réussi à empêcher le maréchal français de prendre part au dernier acte de la bataille de Waterloo, fussent arrivés sur Plancenoit en même temps que ce dernier. Or, dans cette supposition, le résultat de la journée serait resté le même; car l'armée française, ainsi réunie au moment de la crise suprême, aurait eu devant elle toutes les forces de Wellington et de Blücher, qui l'auraient écrasée sous leur poids.

Il convient d'y insister, d'ailleurs, pour rester dans le vrai: on ne peut guère regarder comme probable que Grouchy, partant de Limelette et ayant à combattre, c'est-à-dire à manœuvrer, eût pu arriver avant neuf heures sur Plancenoit. Les deux premières divisions de Pirch I, qui partirent à midi de Wavre, qui n'eurent pas le moindre combat à livrer en chemin, ne rejoignirent Bülow, on l'a vu antérieurement, qu'à sept heures et demie.

Grouchy, au lieu de marcher pour rejoindre Napoléon, aurait-il, au contraire, persisté, malgré la canonnade de Mont-Saint-Jean, à attaquer Zieten et Pirch I, formés derrière le ruisseau de Limelette? On peut l'admettre aussi; c'est même, sans doute, ce qu'il aurait fait. Mais Blücher, qui aurait eu, dans ce cas comme dans l'autre, le temps de reconnaître les forces du maréchal français, aurait disposé encore de Bülow

et de Thielmann pour aller appuyer les Anglo-Hollandais, et confié à Zieten et à Pirch I la mission de résister à la diversion de Grouchy.

Établis dans une bonne position, luttant à quatre contre trois, munis d'une artillerie d'un tiers plus nombreuse que celle de leur adversaire, les deux généraux prussiens se seraient trouvés bien à même, à coup sûr, d'opposer une longue résistance ; et c'est rester en deçà de la vérité que d'admettre qu'ils l'auraient prolongée jusqu'à sept heures. Le lendemain de ce jour, nous le verrons bientôt, il fallut à Grouchy près de huit heures pour battre et mettre momentanément hors de cause trois divisions prussiennes, fortes seulement d'une quinzaine de mille hommes.

Or, ce maréchal, retenu jusqu'à sept heures à Limelette ou au delà, n'aurait pu, quoi qu'il eût fait, arriver à temps pour prendre la moindre part à la bataille de Waterloo. Les deux dernières divisions de Pirch I, la brigade même de cavalerie de Sohr, qui partirent de Wavre, on l'a remarqué, à quatre heures, qui marchèrent le plus rapidement possible, pressées par les ordres incessants de Blücher, n'avaient pas encore rejoint l'armée prussienne à la nuit close.

Quelle que soit l'hypothèse où l'on se place, pourvu qu'on tienne compte des faits connus et qu'en supposant les opérations qui auraient dû être faites d'un côté, on admette aussi les opérations qui auraient dû en résulter de l'autre, l'injustice de l'accusation portée contre Grouchy devient manifeste.

Il aurait marché plus tôt, manœuvré comme l'indiquaient les circonstances et les règles de la stratégie, que le désastre de Waterloo n'eût été ni moins sûr, ni moins complet, nous le répétons. La raison absolue, péremptoire de cette assertion, c'est, nous le répétons aussi, l'infériorité des forces du maréchal relativement à l'armée prussienne. Cette armée comptait quatre-vingt-dix mille hommes au moins. De ce nombre, la moitié combattit plus ou moins longtemps contre Napoléon et détermina

la catastrophe. Grouchy, avec ses trente-trois mille trois cents hommes, retenant l'autre moitié près de Wavre, aurait certainement fait une œuvre difficile ; mais cette œuvre même n'aurait pas suffi pour conjurer le malheur de nos armes. Et, si, renonçant à combattre sur la rive gauche de la Dyle, il eût manœuvré directement pour rejoindre Napoléon ; si, contre toute probabilité, il l'eût rejoint assez tôt pour entrer en ligne près de lui, toute l'armée prussienne se serait trouvée réunie aux Anglo-Hollandais ; et la puissance du nombre l'aurait encore emporté : cent soixante mille hommes et quatre cent quarante bouches à feu auraient écrasé cent mille hommes et trois cent quarante bouches à feu.

On a blâmé très-vivement aussi Grouchy de n'avoir pas écouté le conseil qui lui fut donné par Gérard, à Sart-lez-Walhain, au bruit de la canonnade de Mont-Saint-Jean. Ce blâme est très-mérité, non pas, contrairement à ce qui a été dit, parce qu'il est de règle absolue de marcher au canon, car cette règle souffre bien des exceptions et en souffre surtout quand on a déjà des forces ennemies devant soi ; mais parce qu'à Sart-lez-Walhain, la nécessité de manœuvrer par la gauche était devenue plus pressante encore qu'à Gembloux. Le maréchal le savait enfin, lui-même en est convenu, l'armée prussienne ne s'était pas retirée sur Liége ; elle s'était concentrée sur Wavre dans la nuit. Dès lors, le retentissement de la bataille qui s'engageait aux abords de la forêt de Soignes ne laissait guère la possibilité d'admettre que cette armée n'eût pas rejoint déjà, ou, tout au moins, ne fût en mouvement pour rejoindre les Anglo-Hollandais : si près l'un de l'autre, Blücher et Wellington avaient dû concerter une action commune, pour le jour même, contre Napoléon. Comme le proposa Gérard, il fallait donc se hâter d'aller passer la Dyle à Mousty pour se rapprocher de la masse de l'armée française, lier les communications, se mettre en rapport d'opérations avec elle, en position d'aller la renforcer ou d'agir, s'il en était temps encore, si l'on ne pouvait davantage, afin de gêner, de retarder la réunion de Blü-

cher avec Wellington. Continuer la marche de Sart-lez-Walhain sur Wavre, c'était différer le moment où l'on serait à même d'atteindre ces résultats; et, en pareille circonstance, tout délai était fâcheux. Grouchy s'y décida, cependant, par la raison, a-t-il dit, qu'il croyait les Prussiens à Wavre, qu'il les y croyait d'autant plus, qu'Excelmans avait rencontré leur arrière-garde vers Neuve-Sart. Mais cela même n'excuse pas sa résolution, nous l'avons déjà fait remarquer. En supposant les Prussiens à Wavre, en supposant qu'il dût les y trouver à son arrivée sur ce point, il devait aller passer la Dyle beaucoup plus haut, afin de tourner leur position, d'éviter de les attaquer de front.

Ainsi, il eut tort de repousser l'avis ouvert par Gérard; et c'est très-justement qu'on l'en a blâmé. Mais on a été plus loin : on a prétendu qu'en exécutant la manœuvre conseillée par son habile lieutenant, il aurait empêché le désastre de Waterloo; et rien n'est moins exact.

Ce que nous avons dit précédemment suffirait pour le prouver. Il convient, cependant, de préciser davantage, d'examiner les faits et les probabilités, en se plaçant dans les circonstances mêmes de temps, de distance, de terrain où se trouva le maréchal; circonstances inexactement rapportées ou complétement méconnues par ses critiques.

Gérard proposa de marcher sur Mousty lorsque le bruit intense du canon annonça qu'une bataille s'engageait vers Mont-Saint-Jean. Il était donc midi ou un peu plus; car ce fut à cette heure-là seulement que la canonnade devint violente par l'ouverture du feu de la grande batterie placée à l'aile droite de Napoléon (1).

(1) Gérard dit que ce fut à onze heures et demie qu'il donna son conseil à Grouchy (*Dernières observations*,p. 30); mais dans l'extrait d'une lettre du général Valazé, qu'il publie ensuite (p. 31 et 32), on lit que ce fut au moment où se fit entendre « une épouvantable canonnade. » Or, la canonnade de Waterloo ne devint très-forte, on le sait, qu'à midi passé. La

Le corps d'Excelmans était alors, partie à Neuve-Sart, partie vers Dion-le-Mont; celui de Vandamme à Nil-Saint-Vincent; celui de Gérard atteignait Sart-lez-Walhain; Pajol et Teste s'avançaient de Grand-Leez sur Tourinnes.

Le conseil de Gérard, exposé par lui-même, fut « d'envoyer sur-le-champ l'ordre au général Vallin, qui, en éclairant la gauche, se trouvait plus rapproché de la Dyle, de se porter en toute diligence sur le pont de Mousty, d'y passer la rivière, et, une fois sur la rive gauche, de pousser des reconnaissances dans la direction de Chapelle-Saint-Lambert et de Frichemont, pour avoir des nouvelles des Prussiens. Le troisième corps (Vandamme), qui se trouvait à Nil-Saint-Vincent, aurait fait tête de colonne à gauche en se dirigeant également sur Mousty. Le quatrième corps (Gérard) et la cavalerie d'Excelmans auraient suivi ce mouvement. En même temps, le général Pajol aurait reçu l'ordre de se rendre devant Wavre avec sa cavalerie et la division Teste; ces troupes réunies auraient été chargées spécialement de repousser au delà de Wavre la *faible* arrière-garde ennemie qui était restée sur la rive droite et ensuite d'observer le corps de Thielmann et de masquer notre mouvement sur l'armée de l'empereur (1). »

Quel pouvait être le résultat de la manœuvre ainsi conseillée?

L'avant-garde prussienne, qui était restée à Mont-Saint-Guibert presque toute la matinée, avait battu en retraite

différence d'une demi-heure est, du reste, ici de faible importance; on va le voir.

(1) *Dernières observations*, etc. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer l'erreur de Gérard dans ces dernières lignes : à midi, trois corps prussiens étaient encore à Wavre ou auprès; il y avait dix-huit mille hommes, ce qui n'était pas une faible arrière-garde, sur la rive droite de la Dyle; et le corps de Thielmann devait partir, alors, pour marcher sur Couture. Quand Pajol et Teste, dans la supposition où Gérard se place, seraient arrivés devant Wavre, Thielmann en aurait déjà été loin.

jusque vers la Baraque, où elle faisait ferme contenance devant Excelmans. Les ponts de Mousty et d'Ottignies n'avaient pas été détruits; ils n'étaient pas gardés; Vallin pouvait donc aller les saisir facilement et assez promptement. Cela n'est pas douteux.

A Nil-Saint-Vincent, Vandamme se trouvait à deux lieues en ligne droite de ces ponts, à deux lieues et demie, sinon plus, par les traverses à suivre. Il aurait reçu l'ordre de changer et aurait changé de direction à midi et demi, ou un peu plus tard; les chemins étaient bien autrement difficiles (1) que ceux qu'il venait de parcourir de Gembloux à Nil-Saint-Vincent; il serait donc arrivé sur Mousty et Ottignies vers cinq heures, au plus tôt.

Gérard, qui, à Sart-lez-Walhain, en était plus éloigné, mais qui, par compensation, aurait commencé son mouvement un peu avant Vandamme, aurait franchi la rivière vers six heures.

A Mousty, on se serait trouvé à deux lieues et demie en ligne droite, à plus de trois lieues encore de Plancenoit par les traverses à prendre; traverses très-mauvaises. Il aurait donc été impossible à l'infanterie de paraître sur le champ de bataille de Napoléon avant neuf heures et demie ou dix heures. Or, à ce moment, le désastre, on l'a vu, était déjà complet. Grouchy ne serait arrivé que pour s'y faire envelopper.

(1) Pendant un long exil, le général Lamarque eut le loisir de visiter le théâtre des opérations de Grouchy. Voici ce qu'il dit du terrain qu'auraient eu à parcourir Vandamme et Gérard pour se porter de Nil-Saint-Vincent et de Sart-lez-Walhain sur Mousty et Ottignies : « Le terrain offrait de grandes difficultés : on est tout étonné de trouver dans cette partie des montagnes élevées, des ravins profonds, enfin comme une espèce de contre-forts des Alpes et des Pyrénées, à travers lesquels il eût été difficile de traîner l'artillerie. » (*Mémoires du général Lamarque. — Notice sur les cent-jours.*)

Nous avons visité aussi ce terrain et nous avons reconnu la justesse de la description de Lamarque. On y trouve aujourd'hui d'assez bons chemins ; mais ils ont été ouverts depuis 1815.

Quinze ans après le funeste événement, Gérard, écrivant dans toute l'irritation d'un violent débat, a avancé qu'on aurait pu arriver « à Chapelle-Saint-Lambert ou Frichemont vers quatre heures et demie (1) ; » puis, par grande concession, qu'on aurait pu y parvenir, au moins, « à sept heures et demie ; » et, a-t-il ajouté, « en nous montrant alors à l'ennemi, en faisant diversion aux attaques qu'il dirigeait contre la droite et les derrières de notre armée, surtout en le plaçant lui-même entre deux feux..., on voit que nous pouvions, non-seulement prévenir les désastres de la journée, mais que nous aurions placé l'armée prussienne elle-même dans la plus critique des positions (2). »

Ces assertions, corroborant l'accusation lancée par Napoléon contre Grouchy, ont trouvé généralement créance.

Cependant, elles ne supportent pas la critique.

Gérard s'appuie sur une inexactitude; il dit que « De Sart-lez-Walhain à Chapelle-Saint-Lambert ou Frichemont, il n'y a pas plus de quatre lieues (3), » tandis qu'en ligne droite, il y en a plus de quatre et demie entre les deux premiers points, et plus de cinq et demie entre le premier et le dernier; ce qui, par chemins, en donne près de six pour la plus courte de ces distances. Cette rectification suffit tout d'abord pour prouver l'impossibilité de parvenir à Chapelle-Saint-Lambert, vers quatre heures et demie.

Mais Gérard, concédant qu'il aurait bien pu en être sept et demie quand on y serait parvenu, n'a pas encore assez concédé.

Vingt mille hommes et plus d'infanterie, traînant avec eux de l'artillerie, n'auraient pas franchi une distance de six lieues, entre midi et sept heures et demie, à travers tant de défilés, dans l'état affreux où la pluie avait mis les chemins à parcourir.

(1) *Dernières observations*, etc., p. 31.

(2) *Ibid.*, p. 37.

(3) *Ibid.*, p. 31. A cette brochure de Gérard se trouve jointe une carte très-inexacte du théâtre des opérations de Grouchy.

On en trouve la preuve dans la lenteur forcée de la marche des corps prussiens qui allèrent de Wavre à Plancenoit et à Papelotte; dans la lenteur aussi de celle de Gérard lui-même et de Vandamme, le 17 juin et dans la matinée du 18, ces deux généraux avaient mis sept heures, « en marchant aussi vite qu'il était humainement possible (1) » pour se rendre du champ de bataille de Ligny à Gembloux; ils en avaient mis quatre pour aller de Gembloux à Sart-lez-Walhain.

Il importe, d'ailleurs, de faire observer que, si Grouchy eût marché sur Chapelle-Saint-Lambert et y fût arrivé à sept heures et demie même, comme Gérard avance que cela était possible, il aurait fait un mouvement inutile; car il s'y serait trouvé séparé du champ de bataille de Napoléon par plus d'une lieue et par les défilés si difficiles du ruisseau de Lasne. C'eût donc été, non sur Saint-Lambert, mais sur Frichemont ou Plancenoit, qu'il aurait dû se diriger tout d'abord, ce qui aurait allongé sa route d'une lieue et remis, au compte de Gérard lui-même, à neuf heures son entrée en ligne vers l'un ou l'autre de ces points.

A moins de négliger absolument les circonstances de temps, de distances, de terrain; à moins d'admettre que les troupes prussiennes, malgré leur ardeur, malgré les excitations de leurs chefs et du canon, n'ont pas marché aussi vite qu'elles le pouvaient; à moins d'admettre aussi que Gérard n'a pas dit vrai en donnant pour motif péremptoire à la lenteur de son mouvement, le 17, la difficulté extrême des chemins; que Vandamme et lui n'ont pas marché, dans la matinée du 18, aussi vite qu'ils l'auraient pu, il est impossible, on le voit, de croire aux assertions formulées contre Grouchy par son lieutenant et inconsidérément répétées par tant d'écrivains.

Mais il y a plus : c'est qu'en acceptant pour aussi bien

(1) *Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, par le général Gérard.

fondée qu'elle l'est mal, l'affirmation de celui-ci sur le temps nécessaire pour atteindre Frichemont ou Plancenoit, il n'en résulte nullement que le maréchal aurait pu exercer une influence heureuse sur le résultat de la bataille de Waterloo.

Gérard, en effet, calcule et conclut comme si Grouchy eût dû trouver la route absolument libre devant lui. Mais il en aurait été bien autrement; cela ne saurait faire l'objet d'un doute. Sa manœuvre aurait indiqué à l'ennemi qu'il devait exécuter une manœuvre correspondante; et il l'aurait exécutée.

A midi, on l'a vu, Bülow avait sa division d'avant-garde massée à Chapelle-Saint-Lambert; ses autres divisions cheminaient entre Wavre et ce point; et deux de ses bataillons, douze de ses escadrons, aux ordres du colonel Ledebur, étaient restés sur la rive gauche de la Dyle, vers la Baraque, en face d'Excelmans. A la même heure, Zieten partait de Wavre, se dirigeant sur Fromont et Ohain, et laissant trois bataillons et trois escadrons sous le colonel Stengel, en observation à Limal. A la même heure encore, les deux premières divisions de Pirch I, ayant passé la Dyle, s'avançaient vers Chapelle-Saint-Lambert, sur les traces de Bülow; ses deux dernières divisions, une de ses brigades de cavalerie, celle de Sohr, s'ébranlaient pour les suivre; et Thielmann allait se porter sur Couture, direction de Plancenoit, confiant la défense de Wavre à une faible arrière-garde.

Les mouvements d'Excelmans, sa réunion à la division Vallin, puis l'arrivée de Vandamme à la Baraque, enfin la marche sur Wavre, firent modifier l'ordre de Blücher, en vertu duquel agissaient les généraux prussiens.

Bülow, Zieten, les deux premières divisions de Pirch I continuèrent leur route; les colonels Ledebur, Stengel, les deux dernières divisions de Pirch I, Sohr, Thielmann suspendirent leur marche; mais, à quatre heures, c'est-à-dire au moment même où Vandamme commençait l'attaque de Wavre, où Gérard paraissait sur les hauteurs de la Dyle, la marche

interrompue était reprise ; Thielmann et Stengel seuls restaient en face de Grouchy.

Voilà comment les choses se passèrent.

Mais, si Grouchy se fût dirigé vers le champ de bataille de Waterloo, au lieu de poursuivre sur Wavre, voici comment elles se seraient passées : Vallin d'abord, qui serait allé saisir les ponts de Mousty et d'Ottignies, Excelmans, qui aurait gagné les mêmes points, auraient révélé à Ledebur, par leur mouvement, la manœuvre en voie d'exécution ; et, tout aussitôt, les généraux prussiens auraient agi en conséquence. Celles de leurs troupes qui se seraient trouvées sur la rive droite de la Dyle, auraient passé cette rivière à Limal, au moulin de Bierges, à Wavre, et, se réunissant près du premier de ces points, aux troupes restées sur la rive gauche, laissant seulement quelque arrière-garde chargée de couper, barricader, défendre au besoin les ponts, elles auraient marché pour s'opposer au mouvement de flanc opéré par Grouchy. Les deux faibles divisions de Pajol et de Teste ne pouvant, d'ailleurs, quelque diligence qu'elles eussent faite, se présenter sur les hauteurs de Wavre avant six ou sept heures, il n'y aurait pas eu à espérer qu'elles pussent donner le change à l'ennemi.

Grouchy, avec les vingt-neuf mille hommes d'Excelmans, de Vandamme, de Gérard, aurait donc trouvé, sur sa route, la moitié du corps de Pirch I, le corps de Thielmann, les détachements de Stengel et de Ledebur, près de trente-cinq mille hommes dont environ trois mille de cavalerie. On doit admettre qu'il les aurait battus ; mais qui dit combat, et surtout combat contre des forces supérieures, dit manœuvre ; et Grouchy, forcé de manœuvrer, de combattre, aurait perdu bien du temps avant d'avoir mis son ennemi hors de cause, avant de s'être frayé la voie vers le champ de bataille de Napoléon. Mais eût-il été retardé de deux heures seulement, ce qui est fort peu dire à coup sûr, il n'y aurait paru qu'à la nuit close, au moment où aucun Français ne s'y trouvait plus, sauf les blessés et les morts.

Il ne faut pas l'oublier d'ailleurs, ces trente-cinq mille Prussiens que Grouchy aurait trouvés sur sa route en marchant vers Napoléon d'après le conseil de Gérard, ne prirent aucune part, absolument aucune, à la bataille de Waterloo.

Ainsi, même en acceptant comme vraie l'assertion erronée que sept heures et demie auraient suffi pour parcourir la distance de Nil-Saint-Vincent et Sart-lez-Walhain à Frichemont ou Plancenoit, la colonne de Grouchy ne serait arrivée sur ces derniers points que pour être enveloppée dans la catastrophe; on est obligé de le reconnaître, à moins de supposer que les chefs de trente-cinq mille Prussiens n'auraient opposé aucun obstacle à sa marche, qu'ils auraient été frappés soudainement de cécité ou de paralysie.

On a eu raison de vanter le conseil de Gérard; et celui-ci a bien fait d'en revendiquer l'honneur (1); car ce conseil était conforme aux principes de la guerre; mais on a eu grand tort d'en tirer la conséquence qu'il aurait sauvé la fortune de nos armes.

Cet examen de la grave question qui a été l'objet de débats aussi ardents que prolongés ne serait pas complet si nous passions sous silence certaines assertions des écrits de Sainte-Hélène.

Napoléon affirme avoir donné verbalement à Grouchy, avant de quitter Ligny, « l'ordre positif de se tenir toujours entre la *chaussée de Charleroi à Bruxelles et Blücher*, afin d'être constamment en mesure de se réunir sur l'armée. Il était probable, ajoute-t-il, que Blücher se retirerait sur Wavre; cet ordre prescrivait qu'il (Grouchy) y fût en même temps que lui; si l'ennemi continuait à marcher sur Bruxelles et qu'il passât la nuit couvert par la forêt de Soignes, qu'il le fît suivre jusqu'à la lisière de la forêt; s'il se retirait sur la Meuse, pour couvrir ses communications avec l'Allemagne, qu'il le fît observer par l'avant-garde du général Pajol et occupât Wavre avec la cavalerie d'Excelmans, le 3e et le 4e corps d'infanterie, afin de

(1) Dans sa première brochure, Grouchy l'avait nié.

se trouver en communication avec le quartier général, qui marchait sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles (1). »

Grouchy a opposé une dénégation formelle à la version de Napoléon, imaginée, a-t-il dit, dans les loisirs de Sainte-Hélène ; et, tout concourt à le démontrer, la vérité est de son côté.

Un ordre aussi important que celui que rapportent les *Mémoires de Sainte-Hélène*, un ordre qui aurait posé une règle absolue aux mouvements du maréchal, devrait, s'il eût réellement été donné, se trouver reproduit, et de la façon la plus saillante, dans les instructions dictées par Napoléon à Bertrand. Or, on ne l'y trouve pas; il n'y est pas indiqué par la moindre allusion; et même on y voit que le chef de l'armée française laisse à son lieutenant liberté entière de manœuvres, lui recommande seulement « de poursuivre l'ennemi..., de pénétrer ce qu'il veut faire (2). »

Cela suffirait déjà pour prouver que Grouchy a justement qualifié la version des *Mémoires*.

Mais il en est d'autres preuves.

Ecrivant, à Sainte-Hélène, après les événements, Napoléon dit avoir regardé comme probable la retraite de Blücher sur Wavre; mais, à Ligny, quand il dictait à Bertrand les instructions pour Grouchy, il n'avait pas une vue si nette des mouvements du général prussien; il admettait également ces deux hypothèses : « ou Blücher se séparait des Anglais, ou il voulait se réunir à eux pour couvrir Bruxelles et Liége, en tentant le sort d'une nouvelle bataille ; » et, loin de prescrire au maréchal de se porter sur Wavre, « d'y être en même temps que Blücher, » il lui ordonnait « de se rendre à Gembloux avec toutes ses forces, » à Gembloux, qui se trouve à deux lieues à l'est de la direction de Ligny à Wavre ; il ne parlait pas de ce

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 95.

(2) Voir ces instructions, page 219.

dernier point; il n'en écrivait pas le nom. Et il y a plus: Napoléon n'a pu même recommander « à Grouchy d'être à Wavre en même temps que Blücher; » car il savait que Grouchy serait dans l'impossibilité de quitter Ligny de bonne heure dans l'après-midi et que Blücher avait déjà une très-longue avance de marche. De Ligny à Wavre, il y a six lieues en ligne droite, près de huit lieues par le chemin le plus court.

L'ordre « positif » verbalement donné, au dire des *Mémoires de Sainte-Hélène*, et si formellement contredit par les instructions écrites, acquises à l'histoire, par les faits mêmes, ne mérite donc pas la moindre créance.

Dans son ardeur à se justifier de n'avoir pris aucune mesure pour s'opposer à la manœuvre qui réunit les Prussiens aux Anglo-Hollandais, Napoléon a affirmé encore qu'il avait envoyé à Grouchy, dans la nuit du 17 au 18, l'ordre d'occuper, par un fort détachement, la position de Chapelle-Saint-Lambert.

Les *Mémoires de Sainte-Hélène* racontent ainsi ce qui se serait passé à ce sujet.

« *A dix heures du soir*, l'empereur expédia un officier au maréchal Grouchy, que *l'on supposait sur Wavre*, pour lui faire connaître qu'il y aurait, le lendemain, une grande bataille; que l'armée anglo-hollandaise était en position en avant de la forêt de Soignes, sa gauche appuyée au village de la Haie; qu'il lui ordonnait de détacher, avant le jour, de son camp de Wavre, une division de sept mille hommes de toutes armes et seize pièces de canon sur *Chapelle-Saint-Lambert* pour se joindre à la droite de la grande armée et opérer avec elle; qu'aussitôt qu'il serait assuré que le maréchal Blücher aurait évacué Wavre, soit pour continuer sa retraite sur Bruxelles, soit pour se porter dans toute autre direction, il devait marcher avec la majorité de ses troupes pour appuyer le détachement qu'il aurait fait sur Chapelle-Saint-Lambert...

« *A onze heures du soir*, une heure après que cette *dépêche* était expédiée, on reçut un rapport du maréchal Grouchy, daté de Gembloux, *cinq heures du soir*. Il rendait compte qu'il était, avec son armée, à Gembloux (1), ignorant la direction qu'avait prise Blücher... Un second officier lui fut envoyé, *à quatre heures du matin*, pour lui réitérer l'ordre qui lui avait été expédié à dix heures du soir. Une heure après, à cinq heures, on reçut un nouveau rapport daté de Gembloux, *deux heures du matin;* le maréchal rendait compte, etc. »

Grouchy a assuré n'avoir eu connaissance de pareilles dépêches que par les écrits de Sainte-Hélène; et il ne fit pas de détachement sur Chapelle-Saint-Lambert. C'est déjà une forte présomption contre la véracité des *Mémoires;* car il était, notoirement, un de ces généraux trop esclaves de l'ordre reçu, trop heureux que le chef leur prescrivît ce qu'ils avaient à faire, pour qu'on puisse admettre qu'il ne se serait pas conformé aux instructions de Napoléon, si elles lui fussent parvenues.

On n'a jamais pu indiquer le nom, ni le grade des officiers qui en étaient porteurs; ces instructions mêmes n'ont laissé aucune trace sur les registres de l'état-major. Il y a là de nouvelles présomptions contre le récit venu de Sainte-Hélène.

Mais ce qui le dément absolument, c'est le récit même, c'est encore la dépêche écrite au maréchal, le 18, à dix heures du matin, et parvenue à sa destination.

Ce récit est basé sur deux assertions : que Napoléon a supposé Grouchy sur Wavre, le 17 juin au soir; qu'il a connu la réunion de l'armée prussienne sur ce point, au même moment; et ces assertions sont erronées.

Napoléon n'a pu supposer Grouchy sur Wavre; car de Ligny

(1) A cinq heures, Grouchy n'avait pu écrire cela; car Vandamme et Gérard n'arrivèrent sur Gembloux qu'à neuf et dix heures du soir. (Voir pages 220 et 237.)

à cette ville, il y a neuf lieues en passant par Gembloux, où il lui avait ordonné de se porter, neuf lieues sur des chemins de traverse (1) ; et il venait de voir, par les lenteurs forcées de sa propre marche des Quatre-Bras aux hauteurs de Rossomme (neuf à dix kilomètres de distance), que Grouchy, qui n'avait pas eu de chaussée pour faciliter son mouvement, avait dû marcher encore plus lentement que lui.

Napoléon n'a pas connu la réunion de l'armée prussienne sur Wavre. Sa dépêche datée du 18 à dix heures du matin le prouve clairement.

Il n'a pas envoyé à Grouchy l'ordre de faire un détachement sur Chapelle-Saint-Lambert ; car, s'il l'eût envoyé, cette même dépêche de dix heures du matin l'aurait nécessairement rappelé, aurait demandé où l'on en était de l'exécution ; et, tout au contraire, elle n'en parle pas, n'y fait seulement pas allusion ; le nom de Chapelle-Saint-Lambert, l'ordre de manœuvrer de ce côté se rencontrent, pour la première fois, dans la dépêche écrite à une heure après midi, quand l'arrivée de Bülow à ce village venait d'être révélée à Napoléon par une lettre interceptée et l'interrogatoire d'un prisonnier prussien.

Au reste, la conduite de Napoléon démontrerait seule, au besoin, que, ni dans la nuit du 17 au 18, ni dans la matinée de ce dernier jour, il n'eut l'idée de faire occuper Chapelle-Saint-Lambert ; que cette idée lui fut suggérée seulement par l'approche de Bülow. Il est évident, en effet, que, s'il eût reconnu plus tôt l'importance de cette occupation, il l'aurait fait opérer par un détachement de ses propres troupes, dès le moment où il apprit que Grouchy était trop éloigné de Chapelle-Saint-Lambert pour être à même d'y porter, à temps, les forces nécessaires. Or, il ne prit aucune mesure de ce genre ; et n'envoya même des reconnaissances dans le vallon de Lasne qu'après avoir

(1) La chaussée qui relie maintenant Sombreffe, Gembloux, Wavre, n'existait pas encore en 1815.

aperçut des troupes sur les hauteurs de Chapelle-Saint-Lambert.

Comme les instructions verbales données à Grouchy à Ligny même, les instructions envoyées, dans la nuit du 17 au 18, à ce maréchal ont donc été imaginées après coup, sur la leçon donnée par les événements.

Le 16 juin, Napoléon avait eu, dans les mains, le sort de la campagne de Belgique. Il l'avait laissé échapper par son indolence, ses lenteurs, ses hésitations.

La victoire de Ligny lui avait rendu la même chance; et les mêmes causes la lui avaient fait perdre encore.

Le 17, dès l'aube du jour, il aurait dû se précipiter à la poursuite de Blücher avec tous les combattants de Ligny ou lancer une quinzaine de mille hommes seulement sur les traces du vaincu, et, avec le reste de ses forces, courir aux Quatre-Bras, s'y réunir à Ney, y attaquer Wellington; et, dans un cas comme dans l'autre, il aurait anéanti l'une des armées alliées et mis, ensuite, l'autre hors d'état de rien entreprendre de sérieux avant longtemps.

Mais, au lieu d'une détermination prompte, nette, vigoureuse, au lieu d'une marche rapide, il resta irrésolu, inactif jusqu'à midi; plaça alors trop de forces ou n'en plaça pas assez sous les ordres de Grouchy; assura à Blücher une facile retraite; n'atteignit pas Wellington; laissa à tous les deux le temps de concerter, de préparer une action commune; puis, comme si ce n'eût pas été assez encore de tant de délais accordés à ses adversaires pour concentrer les masses qui devaient accabler notre armée, il attendit, le lendemain, jusqu'au milieu du jour pour engager la bataille contre les Anglo-Hollandais arrêtés devant lui. Enfin, dans la conception du plan de cette bataille, il ne tint aucun compte de la probabilité de l'intervention des Prussiens; il ordonna ou laissa exécuter des manœuvres mal préparées, incomplètes, incohérentes, ne sut pas saisir le seul instant où le succès fût possible et s'obstina

dans la lutte, quand, au contraire, il aurait fallu s'en retirer pour éviter un désastre.

Tout l'étalage de critiques, d'accusations fait par Napoléon et ses apologistes sur les incertitudes, les temporisations, les fausses manœuvres de Grouchy, n'a d'autre but que de masquer les fautes énormes commises le 17 et le 18 juin; fautes dont Grouchy fut complétement innocent, qu'il n'aurait pas eu le pouvoir de réparer, eût-il déployé toute l'habileté, toute l'activité, toute l'énergie imaginables.

Des écrivains de bonne foi, mais oublieux ou insouciants des circonstances, du temps, des distances, des difficultés, se sont laissé prendre au piége tendu à l'histoire par Napoléon et ses apologistes. Mais, pour le dévoiler, il suffit d'étudier les faits. Ils sont là avec toute leur certitude.

La campagne de Belgique peut se qualifier d'un mot : elle fut la campagne des hésitations, des retards.

CHAPITRE SEIZIÈME.

Napoléon arrive à Philippeville. — Ordres, dépêches qu'il en expédie. — Il part pour Laon. — Conseil qu'il y tient. — Il part pour Paris. — Il y arrive le 21 juin au matin. — Conseil tenu à l'Élysée-Bourbon. — Déclaration de la chambre des représentants. — Hésitations de Napoléon. — Ses concessions successives. — Ses défaillances, ses colères devant les exigences croissantes de la chambre. — Conseil tenu aux Tuileries dans la nuit du 21 au 22 juin. — Napoléon menacé de déchéance, d'arrestation. — Il se résout à abdiquer. — Nomination d'un gouvernement provisoire.

Trois ou quatre heures après son départ de Charleroi, Napoléon atteignit Philippeville. Il s'y arrêta pour se reposer et expédier les dépêches que le désastre rendait les plus urgentes.

A Rapp, à Lamarque, il expédia l'ordre de se rendre, à marches forcées, sous Paris avec leurs corps d'armée; à Lecourbe de gagner Lyon; aux commandants des places fortes du Nord, de la Meuse, de hâter leurs préparatifs de défense contre des attaques, maintenant imminentes.

Avant de quitter Paris, il avait confié le gouvernement à un conseil composé de ses deux frères Lucien et Joseph, des ministres à portefeuille, des quatre ministres d'État; et il en avait donné la présidence à Joseph, choisissant, non le plus digne, mais le plus rapproché du trône. Il adressa à ce dernier deux lettres qu'un secrétaire écrivit sous sa dictée, moins rapide que d'habitude. L'une destinée à être communiquée au conseil, faisait un récit atténué des événements; l'autre, confidentielle, racontait avec sincérité la déroute et indiquait, non

sans grande exagération, les ressources, les espérances du vaincu. « Tout n'est pas perdu, disait-il; je suppose qu'il me restera, en réunissant mes forces, cent cinquante mille hommes. Les fédérés et les gardes nationaux qui ont du cœur me fourniront cent mille hommes; les bataillons de dépôt cinquante mille; j'aurai donc trois cent mille soldats à opposer de suite à l'ennemi. J'attellerai l'artillerie avec les chevaux de luxe; je lèverai trois cent mille conscrits, je les armerai avec les fusils des royalistes et des mauvaises gardes nationales; je ferai lever en masse le Dauphiné, le Lyonnais, la Bourgogne, la Lorraine, la Champagne; j'accablerai l'ennemi. Mais il faut qu'on m'aide, qu'on ne m'étourdisse point. Je vais à Laon, j'y trouverai sans doute du monde. Je n'ai point entendu parler de Grouchy. S'il n'est pas pris (comme je le crains), je puis avoir, dans trois jours, cinquante mille hommes; avec cela, j'occuperai l'ennemi, et je donnerai à Paris et à la France le temps de faire leur devoir. Les Anglais marchent lentement; les Prussiens craignent les paysans et n'oseront pas trop s'avancer. Tout peut se réparer encore; écrivez-moi l'effet que cette horrible échauffourée aura produit dans la chambre. Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir, dans cette grande circonstance, est de se réunir à moi pour sauver la France. Préparez-les à me seconder dignement. »

La défaite enseignait ainsi des mesures qui auraient dû précéder l'entrée en campagne.

Napoléon, prenant la plume, ajouta : « Du courage, de la fermeté! » Adressée à Joseph Bonaparte, l'exhortation n'était pas inutile.

Pendant cette halte dans la fuite, quelques bandes confuses de soldats, d'officiers de toutes armes, de tous corps, étaient parvenues à Philippeville, et, rassurées, enfin, à la vue des remparts de la place, s'y étaient arrêtées; d'autres en approchaient. Napoléon ordonna de les retenir, d'en former une colonne qu'on dirigerait ensuite sur Laon. Il expédia des offi-

ciers sur les différents chemins de retraite que le soldat avait dû prendre, afin d'indiquer partout ce point et celui de Philippeville comme lieux de ralliement. Déjà, en passant par Charleroi, il avait envoyé son frère Jérôme à Avesnes pour y arrêter la déroute, si cela était possible, pour rendre quelque organisation aux corps et les ramener aussi sur Laon.

Il dicta des instructions au major général Soult, qui venait de le rejoindre, et dut rester quelque temps encore à Philippeville; puis, remontant en voiture, il partit pour Laon. Il y fut à la chute du jour.

« J'y trouverai sans doute du monde, » avait-il écrit à Joseph Bonaparte; il n'y trouva d'autres troupes que celles qui devaient y être par ses ordres mêmes : un bataillon de garde nationale active formant la garnison de la place.

Pliant sous le poids du désastre, tourmenté par le chagrin, l'anxiété, il réunit, le lendemain, comme en un conseil, les officiers de sa suite, et Maret, son ministre secrétaire d'État, qui l'avait accompagné aussi. Il voulait examiner avec eux ce qu'exigeait le péril de la situation.

D'après le récit d'un témoin (1), en ouvrant la discussion, il persistait dans la résolution de ne pas abandonner l'armée. Il fut vivement combattu.

La déroute est complète, lui dit-on; vous l'avez vu de vos propres yeux. Tous les régiments étaient confondus. Il faudra du temps pour les reformer, pour rallier les débris de l'armée, qui seront peu considérables si, comme cela paraît certain, Grouchy n'a pu éviter un désastre. La plupart des soldats n'auront ni armes ni munitions; l'artillerie est perdue. Vous n'avez plus d'armée; toutes les routes sont ouvertes à l'ennemi. La France ne peut être sauvée que par elle-même. Il faut que tous les citoyens prennent les armes; et votre présence à Paris est nécessaire pour comprimer *vos* ennemis, enflammer et di-

(1) Fleury de Chaboulon.

riger le dévouement des patriotes. Les Parisiens, quand ils vous verront, n'hésiteront pas à se battre. Si vous restez loin d'eux, on fera courir mille bruits mensongers : on dira tantôt que vous avez été tué, tantôt que vous avez été fait prisonnier ou que vous êtes cerné. La garde nationale et les fédérés, découragés par la crainte d'être abandonnés ou trahis, se battront à contre-cœur, ou ne se battront pas du tout (1).

Ces objections, affirme le même témoin, ébranlèrent Napoléon; il finit par y céder, mais non sans protester, pour ainsi parler, contre le nouveau parti qu'il prenait. « Puisque vous le croyez nécessaire, dit-il à ses familiers, j'irai à Paris; mais je suis persuadé que vous me faites faire une sottise; ma vraie place est ici. Je pourrais y diriger ce qui se passera à Paris, et mes frères feraient le reste (2). » L'homme qui, en d'autres temps, avait montré tant de promptitude, de sûreté, de ténacité dans la décision, se laissait, maintenant, ballotter d'une idée à une autre. La veille, il reconnaissait la nécessité de sa présence à Laon pour rallier, réorganiser promptement l'armée, pour relever le moral du soldat abattu par la défaite, surtout par la croyance à une infâme trahison. Le lendemain, quelques contradictions le portaient à abandonner cette difficile tâche à ses lieutenants et le poussaient vers Paris. Il fallait qu'il y allât pour comprimer *ses* ennemis, lui avait-on assuré. Ces quelques mots donnent, sans doute, l'explication de sa conduite et de l'espèce de protestation qui lui échappa : général, il faisait fléchir son devoir devant les préoccupations égoïstes du souverain; et sa conscience en était froissée, si pervertie qu'elle fût.

Cette nouvelle résolution étant prise, Napoléon expédia encore des aides de camp sur divers points pour activer la retraite, la réunion des débris de l'armée sur Laon; et d'autres offi-

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon,* t. II, p. 197, 198, 199.
(2) *Ibid.*

ciers à la Fère, dont l'arsenal possédait des ressources en artillerie de campagne qu'il fallait utiliser sans retard.

Se mettant ensuite à l'écart avec Maret et Fleury de Chaboulon, un de ses secrétaires, il dicta le bulletin qui réunit Ligny et Waterloo : la victoire et le désastre; il voulait en faire coïncider la publication avec la nouvelle de son retour inopiné à Paris.

Au dire de Fleury de Chaboulon, la dictée terminée, Napoléon en fit donner lecture aux généraux et officiers de sa suite, leur recommandant d'indiquer les faits essentiels qui avaient pu être omis, et ajoutant : « Mon intention est de ne rien dissimuler. Il faut avouer à la France la vérité tout entière. » Mais son intention était autre, ou bien sa mémoire et celle de ses auditeurs furent étrangement infidèles. Le bulletin fourmillait d'inexactitudes très-graves : à Ligny, on n'avait perdu que trois mille hommes ; à Mont-Saint-Jean, le village de ce nom avait été emporté ; quinze mille Prussiens seulement avaient appuyé les Anglo-Hollandais; la bataille était gagnée, quand, une terreur panique et sans motifs s'emparant des troupes, tout était tombé soudain dans la plus grande confusion, etc., etc. Les fautes du chef étaient ainsi dissimulées derrière une calomnie qui frappait une armée brave, dévouée jusqu'à l'héroïsme.

Des nouvelles arrivèrent, alors, d'Avesnes : Jérôme Bonaparte écrivait que des milliers de fuyards y étaient déjà réunis ; que le nombre s'en accroissait à chaque instant; que les généraux les réorganisaient; que les pertes ne seraient sans doute pas aussi considérables qu'on l'avait craint d'abord.

Mais on ne savait encore rien de Grouchy.

Napoléon donna des instructions pour réunir à Laon, par voie de réquisition, des approvisionnements de vivres et de fourrages, des moyens de transport; chargea le colonel de Bussy, un de ses aides de camp, d'en surveiller l'exécution ; laissa un ordre qui remettait au maréchal Soult le comman-

dement de l'armée; et, épuisé de fatigues, de souffrances physiques et morales, il partit, dans la soirée, pour Paris. Il y avait huit jours seulement qu'il l'avait quitté!

Depuis la veille, Paris était agité par un bruit sinistre. Une bataille décisive avait été perdue; l'armée entrée en Belgique était en pleine déroute; Napoléon n'avait pu la rallier; il revenait à Paris chercher des ressources. Fouché, d'autres membres du conseil de gouvernement sans doute, avaient révélé à leurs intimes la communication que leur avait faite Joseph Bonaparte par l'ordre de Napoléon; de là cette rumeur qui, en un moment, avait couru partout dans la capitale. Chose remarquable! Napoléon avait écrit qu'il ne quitterait pas l'armée, et on annonçait qu'il l'abandonnait. Tant les esprits demeuraient frappés de sa conduite en Russie et en Allemagne!

Cependant, le *Moniteur*, la tribune gardant le silence, et la masse de la population ne pouvant remonter à l'origine de la funeste nouvelle, chacun en affirmait ou en contestait l'authenticité au gré de ses sympathies, de ses opinions, de ses passions. Ceux des royalistes qui souhaitaient le triomphe de l'étranger pour aider à la restauration du trône des Bourbons, la déclaraient vraie. Les patriotes et les bonapartistes affectaient de n'y voir qu'un mensonge imaginé pour inquiéter, troubler le pays, pour affaiblir l'effet produit sur l'opinion par des succès importants obtenus en Vendée, un combat heureux du maréchal Suchet à la frontière piémontaise, et la victoire de Ligny, annoncés successivement depuis quatre jours.

De part et d'autre, néanmoins, on restait dans le doute: l'émotion, ici de l'espérance, là de la cainte, était extrême.

Dans la matinée du lendemain, elle continuait aussi violente, quand, tout à coup, on apprit le retour de Napoléon à Paris. L'incertitude n'était plus possible. « Encore une fois, l'empereur a perdu toute une armée! » tel fut le cri public.

A quatre heures du matin, Napoléon était arrivé.

Descendu, non aux Tuileries, mais à l'Élysée-Bourbon, comme s'il eût reconnu que la défaite lui interdisait le château fastueux où sa vanité se plaisait tant à étaler les pompes de la monarchie de Louis XIV, il avait été reçu par Caulaincourt, ministre des relations extérieures, homme de son entière confiance.

Succombant à la fatigue, à la douleur, le visage défait, la respiration oppressée : « Je n'en puis plus, avait-il dit; il me faut quelques heures de repos pour être à mes affaires... Mon intention est de réunir les deux chambres en séance impériale. Je leur peindrai les malheurs de l'armée, je leur demanderai les moyens de sauver la patrie; puis je repartirai (1). »

Que ne les avait-il préparés lui-même, ces moyens, avant la réunion des chambres! Et, s'il voulait le concours du parlement, pourquoi l'avait-il réuni si tardivement? pourquoi même depuis trois semaines, depuis le lendemain du champ de mai, ne lui avait-il pas fait appel?

« La nouvelle de vos malheurs a déjà transpiré, lui avait répondu Caulaincourt; l'agitation des esprits est grande; les dispositions des députés paraissent plus hostiles que jamais; il est à craindre qu'ils ne répondent pas à votre attente. Je regrette de vous voir à Paris : il eût été préférable de ne pas vous séparer de votre armée; *c'est elle qui fait votre force et votre sûreté* (2). »

Joseph et Lucien Bonaparte, survenant, avaient confirmé les craintes exprimées par Caulaincourt; et Napoléon, rejeté dans l'indécision, avait ordonné la réunion du conseil des ministres à quelques heures de là, se réservant de discuter avec eux l'opportunité de cette séance impériale, qui, peu d'instants auparavant, ne lui paraissait pas douteuse.

Il s'était retiré ensuite pour prendre un repos indispensable.

(1) *Mémoires de Fleury de Chaboulon.*

(2) *Ibid.*

Son organisation n'était plus à l'épreuve des durs labeurs, des insomnies prolongées, des plus violentes commotions.

Pendant qu'il perdait forcément ainsi des heures qu'il eût fallu pouvoir employer à l'action, des heures auxquelles allaient s'en ajouter d'autres qu'on userait à délibérer, les ministres, les hauts fonctionnaires, les courtisans étaient accourus à l'Élysée. Les officiers revenus avec Napoléon furent interrogés, pressés de questions par cette foule anxieuse. L'esprit encore frappé des horreurs de la déroute, ils en firent le tableau fidèle et jetèrent ainsi dans les âmes la terreur et le découragement. Impression funeste qui, des salons de l'Élysée, s'étendit rapidement au dehors. Quinze ans de servitude avaient détrempé bien des caractères, détruit chez un grand nombre ces vertus qui font le salut de la patrie dans les plus grandes crises : l'audace et la persévérance.

Vers dix heures, le conseil des ministres se réunit enfin. Napoléon lui fit, d'abord, donner lecture du bulletin de Waterloo, puis il dit :

« L'armée a éprouvé sans doute des pertes considérables en personnel et en matériel. Mais on peut les réparer promptement. Vingt-cinq mille hommes au plus ont été tués, blessés, faits prisonniers. Quelques milliers seulement se seront dispersés dans l'intérieur; et ils rallieront bientôt leurs drapeaux, de gré ou de force. On doit compter sur le retour de Grouchy avec vingt-huit ou trente mille hommes. En cinq ou six jours, on aura donc sur Laon soixante-cinq mille hommes au moins ; effectif qui, au 1er juillet, sera porté à quatre-vingt-cinq ou quatre-vingt-dix mille, par six mille hommes immédiatement disponibles dans les dépôts de la garde, et quinze ou vingt mille des autres dépôts stationnés dans le rayon de Paris. Rapp, Lamarque, appelés de l'Alsace, de la Vendée, s'aidant de tous les moyens de transport qu'ils trouveront sur leur route, entreront en ligne avant le 10 juillet ; et l'armée du Nord sera alors de cent trente mille hommes.

» Le matériel d'artillerie existant à la Fère et à Paris est plus que suffisant pour remplacer celui qu'on vient de perdre. Les chevaux de trait nécessaires seront pris par réquisition. Le nombre n'en sera, d'ailleurs, pas considérable, la plupart des soldats du train s'étant sauvés avec leurs attelages.

» Les armées anglo-hollandaise et prussienne doivent être considérablement réduites. Elles ne pourront s'avancer sur l'Aisne sans laisser des corps d'observation devant les principales places de la frontière du Nord, et sans masquer celles de la Somme; Wellington et Blücher, ne disposant, dès lors, que de soixante et dix ou quatre-vingt mille hommes, seront obligés de combiner leurs mouvements avec ceux des armées russe et autrichienne, qui n'arriveront, en force, sur la Marne, que vers le 20 juillet. On gagnera ainsi tout un mois. D'ici là, les fortifications de Paris seront achevées, munies d'une puissante artillerie; la garde nationale, les tirailleurs de cette ville seront augmentés; on appellera des gardes nationaux des départements voisins, les régiments de matelots des côtes de l'Océan et de la Manche. On aura ainsi plus de cent mille hommes de troupes non mobiles, mais capables d'assurer la défense de la capitale et laissant toute liberté d'action à l'armée de ligne.

» La combinaison des armées anglo-hollandaise et prussienne avec les autres armées de la coalition donnera lieu à des événements militaires tout à l'avantage de l'armée française, qui occupera une position centrale, et manœuvrera appuyée à Paris.

» Le maréchal Suchet, réuni au général Lecourbe, aura bientôt trente mille hommes de troupes de ligne devant Lyon, indépendamment de la garnison de cette ville, armée, approvisionnée, retranchée; et il tiendra en échec toute l'armée austro-sarde.

» La défense des places fortes est assurée.

» Le désastre de Waterloo peut donc se réparer; mais il

faut du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des chambres, de la nation tout entière (1). »

Cet exposé n'était malheureusement pas fidèle : il admettait l'existence des corps aux ordres de Grouchy, dont le sort était encore ignoré ; il exagérait les moyens réels, immédiats de la défense, diminuait étrangement ceux de l'attaque, comptait inexactement avec le temps, avec l'urgence ; mais ce qui était vrai, en dehors de ces calculs, c'était que, si tous, dans la nation, faisaient leur devoir, toutes chances de salut n'étaient pas perdues. Or, de ces chances, n'en resterait-il qu'une seule, un grand peuple doit la courir résolûment. Être vaincu dans la lutte, c'est un malheur immense sans doute; mais la défaite alors est environnée de gloire ; elle force le respect du vainqueur; l'esprit national persiste, vivace, ardent ; et le jour de la revendication, du triomphe n'est pas éloigné de celui de la chute. Mais déposer les armes, se laisser subjuguer avant d'avoir poussé la résistance jusqu'à l'extrême, brûlé la dernière cartouche, c'est une honte; et la honte, quand elle ne perd pas la nationalité, l'énerve, la diminue pour longtemps.

Après un moment de silence, d'hésitation, scrutant d'un œil inquiet la physionomie de ses ministres, Napoléon reprit :

« Pour sauver la patrie, j'ai besoin d'une dictature temporaire; je pourrais m'en saisir; mais il serait plus utile, plus national, qu'elle me fût donnée par les chambres ; si l'on se divise, tout est perdu. »

La dictature! il s'en était emparé; il l'avait gardée quinze ans; et il en avait fait un si détestable usage, qu'il avait soulevé l'Europe entière, peuples et rois, contre lui-même et contre la France asservie à sa folle ambition. La dictature! il l'avait encore en absolue possession, l'année précédente; et, en trois

(1) *Campagne de* 1815, par Gourgaud. — *Mémoires de Napoléon*, t. IX.

mois, la patrie, envahie, désarmée, impuissante par les fautes mêmes du dictateur, avait subi une paix honteuse et perdu les frontières acquises par la République. L'épreuve était faite; il avait donné sa mesure : il n'était pas l'homme des grandes crises nationales, des moments suprêmes. Il fallait qu'il fût frappé de vertige pour espérer, maintenant, qu'on lui remettrait volontairement ce pouvoir illimité qui, une fois déjà, avait causé notre ruine.

A cette révélation soudaine de sa pensée, les ministres restèrent silencieux. Il fallut une interpellation directe à chacun pour les décider à rompre ce silence, qui était déjà en soi une expressive réponse. Attendre du parlement qu'il consentirait à se courber sous la dictature de Napoléon, c'était une chimère; tous le déclarèrent, ajoutant que rien, d'ailleurs, n'était possible sans le concours des chambres; et, ce concours, on le gagnerait « en leur montrant confiance et bonne foi, » dit l'un d'eux, celui qui était le mieux persuadé du contraire. Mais un autre, ancien adulateur de l'Empire, poussé à la franchise par le découragement, écarta le voile derrière lequel son collègue cachait l'état réel des choses.

« Le concours des représentants aux vues de l'empereur n'est plus probable, répliqua-t-il; ils semblent ne plus croire que ce soit sa main qui doit sauver la patrie; et, dans cet état des esprits, il est à craindre qu'un grand sacrifice ne soit nécessaire. — Parlez net, Regnauld, dit brusquement Napoléon; c'est mon abdication qu'ils veulent, n'est-il pas vrai? » Regnauld s'inclina en signe d'assentiment; et, poussant jusqu'au bout la sincérité : « Je pense même, continua-t-il, qu'il serait possible, si Votre Majesté ne se déterminait pas à offrir son abdication, que la chambre osât la demander. »

A ces mots, Lucien Bonaparte éclata. Il ne croyait pas une telle audace aux représentants; mais, si on la craignait, on devait la prévenir, oser aussi.

« L'empereur devait se déclarer, sur-le-champ, dictateur,

mettre la France en état de siége et appeler à sa défense tous les patriotes et tous les bons Français. »

Étranger à la France depuis douze années, ridiculement devenu prince romain au mépris de sa qualité de Français, caractère entier, mais esprit peu réfléchi, homme de violence, Lucien se croyait encore à la veille du 18 brumaire, quand le général Bonaparte, rayonnant de l'éclat de vingt victoires, demeuré dans l'éloignement de toute fonction politique, pouvait se donner et se donnait impunément, aux uns comme le continuateur, aux autres comme le modérateur de la Révolution; à ceux-ci pour le pacificateur de l'Europe, à ceux-là pour le restaurateur de la monarchie des Bourbons, jetant ainsi chez tous l'incertitude, l'hésitation, et frayant à son ambition une voie à travers les craintes, les espérances, les haines avivées, les dénégations réciproques des partis en présence. Mais, depuis, l'empereur avait dit le mot de l'énigme du général Bonaparte : la République avait péri sous sa violente étreinte; la Révolution avait été refoulée en arrière de 1789; la guerre avait ravagé sans relâche tout le continent; le sang d'un Bourbon avait coulé dans les fossés de Vincennes; trois années successives d'immenses désastres, une abdication forcée, avaient clos la carrière du premier Empire; et le second, conquis à la course, inauguré au nom de la démocratie, de la liberté, de la paix, avait abouti au maintien de la noblesse, à la pairie héréditaire, aux déceptions de l'Acte additionnel, à la conjuration générale de l'Europe, et, déjà, à la plus affreuse catastrophe.

Du 18 brumaire an VIII au 21 juin 1815, tout avait donc changé pour Napoléon. Plus de prestige de victoire pour éblouir la foule, plus d'équivoques sur l'avenir, plus d'illusions sur l'inconnu pour tromper, amortir les partis. Où donc trouver la force nécessaire à un coup d'État, à l'usurpation de la dictature? Dans l'armée? Elle était vaincue, désorganisée, éloignée de Paris; et son chef venait de la déserter. Dans les troupes des dépôts qu'on avait sous la main? Elles étaient peu nombreuses;

leurs généraux mal disposés ; et il était plus que douteux qu'elles voulussent se prêter à des violences contre le parlement, qu'entoureraient, sur-le-champ, trente mille gardes nationaux animés, il est vrai, d'opinions, de passions diverses, mais à peu près tous hostiles à l'Empire. Dans les fédérés ? C'étaient les cohortes de la démocratie. Napoléon en connaissait si bien l'esprit, qu'il n'avait pas voulu les armer. Dans les tirailleurs de la garde nationale ? Ils ne lui inspiraient pas une confiance beaucoup plus grande, car trois mille à peine avaient reçu des fusils. Dans la classe la plus ignorante, la plus infime de la population parisienne ? Si on en tirait un secours momentanément décisif, il serait le commencement de luttes intestines, exaspérées, et deviendrait, sous peu, funeste à la monarchie napoléonienne.

En pareille situation, tenter un coup d'État, c'était, pour Napoléon, courir au-devant d'une ruine presque assurée, et, au cas le moins mauvais, se jeter dans les hasards terribles de la guerre civile, quand il était besoin de la puissance entière de la France pour résister à la coalition.

Égaré par la passion, ardent, comme on l'a dit, à se refaire d'un long jeûne d'ambition arriérée (1), Lucien Bonaparte ne voyait pas cela. Mais Napoléon n'était pas si aveugle. Il venait de dire : « Je pourrais me saisir de la dictature ; » mais la preuve irréfragable qu'il ne se croyait pas un tel pouvoir, c'était la délibération même qu'il avait provoquée ; sûr de sa force, il n'aurait pas délibéré, il aurait agi.

Ce débat se prolongeait. Carnot, mais Carnot seul, s'était rallié, a-t-on assuré, à l'avis de Lucien et se tenait prêt à une nouvelle évolution de cette vie honnête, mais bien étrange, qui l'avait conduit du comité de salut public au cabinet de l'empereur, du club des Jacobins au sein de la noblesse impériale. Napoléon avait repris la parole, s'était livré à de nouvelles spéculations sur les ressources du pays, les moyens de

(1) Villemain. *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature.*

les mettre en œuvre; et, revenant sur la nécessité d'une grande concentration de pouvoirs entre ses mains, de la dictature, il repétait que, de lui seul, il dépendait de s'en emparer. Il s'écriait : « Je ne crains pas les députés. Quelque chose qu'ils essayent, je serai toujours l'idole du peuple et de l'armée; si je disais un mot, ils seraient tous assommés. » Et les ministres en étaient venus à croire que telle était, en effet, sa conviction; qu'il allait passer, sur-le-champ, de la violence des paroles à la violence des actes, quand il fut interrompu par une nouvelle qui n'était pas inattendue de tous dans le conseil, et devait montrer bien vite que cet emportement de langage, cette confiance dont il se targuait dans l'amour du peuple et de l'armée ne recouvraient pas même de sincères illusions.

La chambre des représentants, convoquée de bonne heure par son président, sur l'avis officieux du retour de Napoléon, s'était hâtée de se mettre en défense contre toute usurpation de dictature. Elle venait d'adopter, presque sans débats, à l'unanimité, la résolution célèbre proposée par la Fayette :

«...La chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison. *Quiconque* se rendrait coupable de cette tentative sera déclaré traître à la patrie, et, sur-le-champ, jugé comme tel...

»... Les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police, et de l'intérieur sont invités à se rendre, sur-le-champ, dans le sein de l'assemblée. »

C'était un véritable coup d'État, car l'acte additionnel donnait à l'empereur le droit d'ajourner les deux chambres, et de dissoudre celle des représentants, selon son bon plaisir. Mais nul, en France, n'avait pris au sérieux cette constitution hybride, précipitamment élaborée dans le secret des Tuileries, publiée à l'improviste, accueillie par quinze cent mille suffrages seulement, et repoussée par l'abstention de plus de six millions de citoyens, abstention que la liberté de la presse, garantie

indispensable de la sincérité du vote, n'avait pas permis de violenter, ni de changer en suffrage approbatif (1).

Empereur, représentants et pairs avaient juré fidélité à cette charte, répudiée par l'immense majorité du peuple ; mais chacun se sentait fort à l'aise dans les liens de son serment. Une grande victoire les aurait rompus au bénéfice de Napoléon ; la défaite les rompait à son détriment. Pendant quinze années, d'ailleurs, son exemple avait détruit, au cœur de tous, le respect du serment, de la légalité.

Sa résolution arrêtée, la chambre des représentants l'avait communiquée immédiatement à l'empereur par un message direct ; et c'était ce message même qui venait, en quelque sorte, donner la réplique aux assertions tranchantes, aux colères de celui-ci.

La situation prenait une netteté subite. A l'audace de la chambre, Napoléon devait répondre, sur-le-champ, par un décret de dissolution, d'ajournement au moins, ou s'attendre à recevoir sous peu la signification de sa déchéance. Dans la voie où s'engageaient ses adversaires, il n'y avait pas de halte possible avant son renversement.

Certes, il ne s'y méprit pas. Cependant, lui qui, à l'instant même, se montrait si assuré de sa puissance, de l'amour du peuple et de l'armée, si dédaigneux de la force du parlement, il resta décontenancé, sans voix, sans geste ; et, lorsqu'il rom-

(1) Au dire des contemporains, le recensement des votes ne fut pourtant pas exempt de toute fraude. Cette assertion est confirmée, au moins en ce qui concerne l'armée, par une lettre publiée au *Moniteur,* le 25 novembre 1815.

Signée par le colonel, deux chefs de bataillon et douze autres officiers du 1er léger, cette lettre est restée sans contradiction, et elle affirme que les deux bataillons de guerre de ce régiment (environ *mille* hommes) formulèrent un vote négatif, unanime, dont procès-verbal fut dressé et envoyé au ministre de la guerre, le 6 mai 1815.

Cependant, lors de la proclamation du résultat du recensement des votes, l'armée figura seulement pour *trois cent vingt* votes négatifs.

pit le silence, ce fut pour dire à ses frères, à ses ministres, stupéfaits de ce changement subit de langage : « Je vois que Regnauld ne m'avait pas trompé ; j'abdiquerai, s'il le faut. » Mais cette parole, avidement recueillie et bientôt perfidement transmise aux représentants, qu'elle allait encourager dans leur hostilité, cette parole lui était à peine échappée, qu'il se reprit en disant : « Avant de prendre un parti, il faut, pourtant, savoir ce que tout cela deviendra. » Et, s'adressant à Regnauld, il lui ordonna de courir à la chambre et d'y reconnaître l'état des esprits, sous prétexte d'annoncer officiellement son retour à Paris, en ajoutant à cette nouvelle, qui n'en était plus une pour personne, quelques paroles singulièrement insignifiantes. Carnot reçut la même mission près la chambre des pairs.

L'un et l'autre venaient de sortir pour s'en acquitter, quand Fouché fit observer que les représentants, ayant appelé devant eux les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police et de l'intérieur, ne seraient sans doute pas satisfaits de la venue d'un ministre sans portefeuille. « Peu importe ! s'écria Napoléon retrouvant une apparence de volonté, la chambre des représentants n'a pas le droit d'appeler mes ministres. Je vous défends de bouger. »

La défense ne devait pas être de longue durée.

Au bout d'une heure, Regnauld revint à l'Élysée, rapportant que la chambre était dans la plus grande effervescence, et qu'on devait redouter les entreprises les plus extrêmes, les plus promptes de sa part. Lucien en prit occasion d'insister de nouveau sur le conseil de la dissoudre immédiatement. Fouché, Caulaincourt, Regnauld, d'autres encore, le combattirent avec plus ou moins de vigueur. Mais Napoléon, ne donnant pas plus d'attention à la faconde méridionale de son frère qu'aux paroles de ses ministres, resta muet, plongé dans le chaos de ses pensées. Cependant, après tant d'heures usées, depuis le matin, en inaction, en indécisions, en débats stériles, les cir-

constances devinrent encore plus pressantes. L'hostilité contre l'empereur éclatait jusque dans l'assemblée qu'il avait composée lui-même, avec tant de soin, des hommes au dévouement, à l'obséquiosité desquels il croyait le plus : il apprit que la chambre des pairs avait adopté la proposition de la Fayette, transmise par la chambre des représentants. Presque en même temps, un second message de celle-ci vint réitérer plus impérativement encore aux ministres l'injonction de se rendre sans délai dans son sein ; et des rapports d'affidés constamment en mouvement, du palais de l'Élysée au palais Bourbon, annoncèrent que la Fayette et d'autres représentants étaient déterminés à faire la motion de décréter la déchéance, l'arrestation même de l'empereur si les ministres n'obéissaient pas, sur-le-champ, au dernier ordre de la chambre; et que cette motion serait certainement adoptée.

Ces nouvelles, reçues coup sur coup, secouèrent Napoléon dans sa torpeur. Convaincu de l'impossibilité, tout au moins de l'insuccès d'une lutte à force ouverte contre le parlement, il chercha à ruser avec lui, à traîner les choses en longueur, à gagner un sursis de ce pouvoir qui lui échappait, dans le vague espoir, sans doute, de quelque accident, de quelque faute de ses adversaires, d'une division parmi eux, d'un retour de l'opinion publique, en un mot, d'une chance favorable qu'il mettrait à profit; et, revenant brusquement sur la défense faite si récemment à ses ministres, il leur dit de se rendre à la chambre des représentants. Pour ne pas être précipité du trône sur l'heure, il en descendait les premiers degrés. Cela était évident. Il s'imagina pourtant qu'il dissimulerait la gravité de la concession en chargeant les ministres d'un message pour les chambres, et il se mit à le dicter.

En attendant la fin de ce travail, qui n'exigeait qu'un court délai, les quatre ministres appelés au palais Bourbon écrivirent au président de la chambre des représentants pour lui annoncer leur venue prochaine. Il fallait calmer une impatience

arrivée à son paroxysme, conjurer une résolution décisive et imminente.

A six heures, Davoust, Caulaincourt, Carnot, Fouché entraient dans la chambre. Ils étaient précédés de Lucien Bonaparte. Napoléon, peu sûr de la fermeté, de l'habileté, du dévouement de ses ministres, l'avait nommé commissaire général en lui confiant le soin de lire le message et d'en soutenir la discussion. Ce choix seul indiquait le trouble de son âme. L'ancien président du conseil des Cinq-Cents, le complice principal de l'attentat de brumaire, ne pouvait qu'exciter des répulsions, aviver des haines légitimes dans l'enceinte où il avait pour mission de ramener, de gagner les esprits, d'apaiser des craintes, de persuader.

Sur sa demande, la chambre se forma en comité secret; et il lut le message. C'était un exposé très-rapide et plus ou moins erroné du désastre de Waterloo, l'indication des mesures prises, des mesures projetées pour réorganiser l'armée, un appel à l'union des pouvoirs politiques, de toutes les classes de la nation; et cela se terminait par la proposition adressée aux deux chambres de nommer, chacune cinq commissaires choisis dans leur sein pour concerter avec les ministres les mesures de défense nationale et les moyens de négocier la paix (1).

Écoutée en silence, cette lecture fut suivie d'une extrême agitation, d'un débat violent, tumulteux, où la pensée dominante de la chambre fut nettement exprimée par les applaudissements donnés aux orateurs déclarant que Napoléon sur le trône était un obstacle invincible à toute négociation,

(1) Nous suivons, dans cette analyse, la version donnée par Lallemant, Fleury de Chaboulon, Thibaudeau, Vaulabelle, etc. Lucien Bonaparte, dans une brochure intitulée : *la Vérité sur les cent-jours*, a publié, à ce qu'il a assuré, le texte même du message. Si ce texte est authentique, la communication faite aux chambres aurait été encore plus insignifiante que nous ne le disons.

que la première condition du salut de la patrie était son abdication, et insinuant, à défaut d'abdication, la nécessité de la déchéance.

Pour le moment, néanmoins, la chambre n'alla pas plus loin que cette première sommation assez directe. Elle en attendit l'effet en adoptant la proposition du message, en nommant les cinq commissaires qui, par le fait, allaient prendre pied dans le pouvoir exécutif. Elle approchait de la solution, but de sa volonté passionnée.

Lucien Bonaparte et les quatre ministres se rendirent ensuite à la chambre des pairs. Le message y reçut l'accueil le plus froid, et excita à peine une apparence de discussion que termina bien vite la nomination des cinq commissaires demandés aux pairs comme aux représentants.

Au retour de sa mission, Lucien ne laissa ignorer à son frère ni l'exaspération de ceux-ci, ni la froideur de ceux-là ; et, reprenant son thème de la journée, il le pressa encore de frapper la chambre des représentants d'un décret de dissolution. « Que craignez-vous? lui disait-il ; ce décret serait dans les limites de votre droit constitutionnel. — Mais les représentants résisteront, répondait Napoléon; il faudra employer la force contre eux; ce sera le signal, le commencement de la guerre civile ; et je ne veux pas attirer un pareil malheur sur la France. » Parole peu sincère, à coup sûr, et destinée seulement à dissimuler son découragement et son impuissance. La guerre civile! il n'avait pas reculé à l'idée de l'allumer au 18 brumaire, et au départ de l'île d'Elbe. Elle avait éclaté dans la vallée du Rhône; elle ensanglantait encore la Vendée (1).

Sans se lasser des refus de son frère, Lucien continua à insister sur la nécessité de la dissolution. Reculer devant cette

(1) Le 20 juin, à la Roche-Servière, Lamarque se battait contre dix-huit ou vingt mille insurgés royalistes et leur tuait ou blessait douze ou quinze cents hommes. (Rapport du général Lamarque, lu à la chambre des représentants, dans la séance du 24 juin.)

cette mesure, temporiser encore, c'était, à ses yeux, une impardonnable faiblesse. Les représentants étaieut bruyants; mais ils n'étaient pas forts. Le moindre coup devait les abattre.

Cet avis fut repoussé par la plupart des ministres. Napoléon, cependant, ne s'arrêtait à aucune décision. Il sentait le pouvoir lui échapper, et il n'avait ni le courage de le remettre, ni l'audace de le retenir. Ce caractère si prompt, si résolu, si orgueilleux dans la prospérité, fléchissait facilement devant la fortune adverse.

Pendant la nuit, les ministres, les commissaires nommés par les deux chambres et Lucien se réunirent aux Tuileries sous la présidence de Cambacérès.

« Les premiers, a dit un témoin (1), proposèrent tranquillement une levée d'hommes, une loi de haute police et des mesures de finances, à peu près comme on demandait autrefois au sénat des conscrits, au corps législatif de l'argent; et ils passèrent sous silence les désastres de Waterloo, leurs causes, leur étendue, la situation de l'armée, les ressources, la question agitée à la chambre des représentants sur les obstacles que pourrait apporter à la paix la personne de Napoléon. »

Sur ces propositions, l'accord fut unanime. Un des représentants, la Fayette, déclara même qu'il souscrivait, par avance, à tout autre sacrifice, à toute autre mesure qui pourraient être demandés, « regardant comme le premier devoir de repousser l'invasion et l'influence étrangères (1). » Mais les dissentiments éclatèrent quand le vieil amant de la liberté aborda la question des négociations omise par les ministres, comme si cette omission, puérilement recommandée par Napoléon, eût dû suffire pour l'écarter du débat.

« Il est nécessaire, dit-il, de faire marcher de front la défense

(1) Thibaudeau. — *Le Consulat et l'Empire.* — Thibaudeau était un des commissaires nommés par la chambre des pairs.

(2) *Mémoires du général la Fayette.*

du pays et la diplomatie, le message même lu aux deux chambres l'a reconnu ; et, comme l'ennemi ne veut absolument pas traiter avec l'empereur, il faut lui envoyer des négociateurs nommés par les deux chambres, et autorisés à stipuler au nom de celles-ci, au nom du peuple. »

L'adoption de cette opinion aurait été le commencement de la déchéance. Lucien, les ministres, à l'exception de Fouché, la combattirent. La majorité du conseil la repoussa.

Rappelant, alors, les débats soulevés à la chambre des représentants par le message, et la conviction évidente de cette assemblée, la Fayette représenta la nécessité de l'abdication et finit par proposer au conseil de se rendre à l'Élysée pour presser Napoléon de renoncer à la couronne dans l'intérêt de la patrie.

Mais, quoiqu'elle fût vivement appuyée par plusieurs, le cauteleux Cambacérès refusa de mettre aux voix cette nouvelle motion.

Cependant, il était déjà grand jour ; on ne pouvait se dispenser de fournir aux commissaires des deux chambres les éléments d'un rapport où il serait au moins question des moyens d'obtenir la paix. Le frère de Napoléon et les ministres le comprirent. Ils ouvrirent l'avis que des plénipotentiaires nommés par l'empereur fussent chargés d'entamer, tout de suite, des négociations au nom de la nation. Ce n'était pas même un moyen terme entre les prétentions des partis en présence; c'était à peine un subterfuge. La majorité l'accueillit, néanmoins, malgré les protestations de la Fayette et des représentants ses collègues, assurant que la chambre ne s'en contenterait pas, annonçant leur ferme résolution de le combattre à la tribune, et exprimant la conviction que le mauvais vouloir qui leur était opposé céderait promptement sous le choc de la nécessité.

Sur cette menace, on se sépara.

A quelques heures de là, les chambres s'assemblaient. Celle des représentants, agitée, tumultueuse, réclama bientôt le

rapport de ses commissaires sur le conseil tenu aux Tuileries pendant la nuit. On lui répondit qu'il n'était pas prêt ; et l'agitation, le tumulte allèrent croissant. On ne disait pas la vérité.

Bien avant que les chambres ouvrissent leur séance, Napoléon avait encore réuni à l'Élysée ses frères et ses ministres. Irrésolu, impuissant, incapable d'agir, il parlait et faisait parler, comme s'il eût cherché à dissimuler sa décadence sous l'appareil de continuelles délibérations. Mais, cette fois, ses conseillers furent unanimes à lui déclarer que le temps des tergiversations était passé; qu'il ne lui restait plus qu'un parti, l'abdication; et que ce parti, il fallait le prendre sur-le-champ. Lucien Bonaparte, lui-même, refroidi par une plus juste connaissance de l'état de l'opinion publique dans Paris, convaincu de l'ascendant acquis aux représentants par leur décision de la veille, Lucien partagea cet avis et se montra aussi ardent à conseiller la résignation qu'il l'avait été jusque-là à pousser aux mesures violentes. L'abdication lui laissait la perspective d'une part de pouvoir, de l'opulence; la déchéance le rejetait dans les stériles et ridicules honneurs de sa principauté romaine.

Sous la pression de toutes ces instances, et malgré son orgueil, son égoïsme, Napoléon avait paru, un moment, disposé au sacrifice qu'on lui demandait. Regnauld s'était empressé d'aller en prévenir la commission de la chambre des représentants en la conjurant de différer la remise de son rapport, qui, s'il était réduit au récit exact des faits, ne pourrait manquer de provoquer une résolution subite et extrême. « Attendez quelques instants, avait dit Regnauld; et vous aurez à communiquer à la chambre une détermination qui la satisfera en évitant tout fâcheux éclat. » Suivant la pensée des adversaires de Napoléon, l'abdication valait mieux que la déchéance; la commission avait donc accédé à la prière de Regnauld, et telle était la cause du retard qui irritait la chambre.

Mais Regnauld, dans le zèle de son entremise, s'était trop

avancé. En revenant près de Napoléon, il le trouva continuant à parler, à discuter, et reculant devant toute décision. Il fallut de longs efforts et, surtout, les renseignements alarmants apportés du palais Bourbon par des familiers, l'assurance que la lecture du rapport de la commission serait suivie immédiatement d'un décret de déchéance, d'arrestation même, pour obtenir, comme la veille, une concession. Mais, comme la veille, la concession fut incomplète. Napoléon consentit à ce que la commission présentât comme une des résolutions prises, aux Tuileries, la nuit précédente, et acceptées par lui, l'envoi de plénipotentiaires qui seraient nommés par les chambres et chargés de négocier directement avec les puissances coalisées. On le suppliait d'ajouter à cela la promesse d'abdiquer, dès qu'il serait constaté qu'il était le seul obstacle à la paix. Il s'y refusa obstinément, croyant avoir assez fait pour modérer la fougue de ses adversaires, pour gagner un nouveau sursis. Son aveuglement égalait sa faiblesse.

Regnauld retourna en toute hâte au palais Bourbon, porter à la commission cet assentiment à la modification de son rapport ; et il l'invita à attendre encore, persuadé, disait-il, qu'on obtiendrait bientôt de l'empereur la promesse refusée.

Mais une plus longue attente n'était pas possible. Réunis depuis plus de deux heures, les représentants étaient exaspérés. La commission dut obéir, enfin, à leurs appels répétés. Elle se rendit à la chambre ; et tout de suite, son rapporteur monta à la tribune.

Le rapport était extrêmement bref. La commission disait que, dans le conseil tenu aux Tuileries, deux résolutions avaient été prises ; et elle les soumettait à la chambre.

La première était la concession même qui venait d'être si péniblement arrachée à Napoléon ; elle était donnée comme adoptée par seize voix contre cinq. La seconde portait que les ministres « proposeraient à l'assemblée les mesures propres à fournir des hommes, des chevaux, de l'argent, ainsi qu'à con-

tenir et réprimer les ennemis de l'intérieur. » Ces mesures, les ministres étaient prêts à les présenter ; et la commission insistait sur l'urgence de les discuter, de les adopter.

La commission était bien convaincue de l'insuffisance de la première de ces résolutions ; mais elle chercha encore à éviter une mesure extrême, comptant sur les instances qui se continuaient près de Napoléon. Elle fit ajouter par son rapporteur, cessant ici, pourtant, de parler en cette qualité, *qu'il avait des raisons* de croire que la chambre recevrait bientôt un message où l'empereur se déclarerait prêt au sacrifice qui lui serait demandé, s'il était un obstacle invincible à ce que la nation fût admise à traiter de son indépendance.

Même avec cette espérance jetée en forme de correctif, le rapport ne modéra ni les impatiences, ni les colères. Il fut accueilli d'un de ces inexprimables tumultes, péril des assemblées délibérantes, dans les moments de crise.

Plusieurs orateurs prirent successivement la parole sans parvenir à fixer l'attention. L'esprit violemment tendu vers son but, voyant un calcul dans les demi-concessions, les hésitations de son adversaire, la chambre craignait quelque embûche, une perfidie violente renouvelée de brumaire. Les bruits les plus inquiétants arrivaient incessamment du dehors : on réunissait des troupes pour les jeter sur elle ; on tentait d'agiter, d'égarer les faubourgs ; à l'Élysée, on préparait des décrets de proscription et de mort. Les bataillons de gardes nationales réunis spontanément depuis la veille autour de l'assemblée ne paraissaient pas une suffisante sauvegarde contre le dévouement brutal que l'on supposait aux troupes de ligne.

Dans les groupes formés de tous les côtés, on s'excitait à proposer la déchéance, mais nul ne la proposait. Le temps s'écoulait ; et on n'agissait pas.

Enfin, un orateur réussit à dominer ce trouble bruyant ; il allait conclure par la motion où s'exprimerait la volonté générale, quand il fut interrompu par le président, annonçant qu'on

lui assurait « qu'avant trois heures, la chambre recevrait un message de l'empereur qui pourrait remplir ses vœux. »

Cette assurance venait, en effet, d'être communiquée de vive voix au président par Regnauld, l'infatigable courrier des hésitations, des défaillances impériales.

Mais elle était trop vague et le délai trop long au gré des passions et des craintes de l'assemblée.

« Comment, avant trois heures! s'écrie un membre. Pourquoi si tard? Il est à peine une heure. — On veut gagner du temps! ajoutent plusieurs voix. » Des cris d'impatience, d'irritation, de colère se font entendre de tous côtés; et le tumulte recommence. Le représentant que venait d'interrompre le président saisit cependant un moment de demi-silence, et, voilant, en partie, sa pensée première, il propose à la chambre « d'engager l'empereur, au nom du salut de l'État, au nom sacré de la patrie, à déclarer son abdication. »

En fait, la motion était une sommation assez impérieuse. Applaudie, appuyée de toutes parts, le président allait être obligé de la mettre aux voix; elle allait être votée, au moment où un général intervint, et demanda qu'on attendît une heure. « Une heure; soit! s'écria la Fayette poussé à bout; une heure, mais pas davantage! dans une heure, si nous n'avons pas l'abdication, je proposerai la déchéance. » Et il montrait de la main le cadran de l'horloge placé au fond de la salle.

La chambre accorda le délai réclamé, et suspendit la séance.

Témoin effrayé de cette scène, présage certain, maintenant, du renversement de son maître, Regnauld courut la lui rapporter.

Toujours indécis, toujours en proie à la double fièvre de l'ambition et du désespoir, la voix altérée, les traits bouleversés, se promenant à grands pas autour de la table du conseil, Napoléon se disait prêt, un moment, à se rendre aux instances, aux prières de ses ministres, de ses frères; et, tout

aussitôt, il reprenait ses paroles, parlait de sa puissance, de la faiblesse des chambres, s'indignait de ne plus entendre que lâches conseils, de ne voir autour de lui que défections et découragements ; puis il tombait dans un silence entrecoupé de mots confus, d'exclamations injurieuses pour ses adversaires.

C'était le moribond rebelle à la mort qui l'étreint, et épuisant ses dernières forces en luttes vaines, en imprécations stériles contre l'arrêt de la nature ; ou plutôt, le César romain réfugié dans quelque réduit de son palais, entendant déjà les pas des conjurés acharnés à sa perte et repoussant encore le glaive du suicide que lui présente l'affranchi resté fidèle.

Napoléon avait trouvé une apparence de calme pour écouter Regnauld ; mais, à la nouvelle de cette décision de la chambre, qui était presque un arrêt, il ne put contenir l'explosion de ses colères. « Quoi ! de la violence ! s'écria-t-il. Eh bien, je n'abdiquerai pas. La chambre est composée de jacobins, d'ambitieux qui veulent le trouble pour y pêcher des places. J'aurais dû les dénoncer à la nation, les chasser ; mais le temps perdu peut se réparer... » A ses yeux était jacobin quiconque n'aimait pas le despotisme, ambitieux celui qui se refusait à porter la livrée impériale. Des jacobins restés fidèles à leurs principes, il est très-douteux qu'il s'en trouvât sur les bancs de la chambre ; mais, s'il y en avait quelques-uns, on allait voir que leur influence était loin d'être dominante. En même temps qu'ils renversaient un trône, les jacobins savaient comprimer l'ennemi intérieur et repousser l'invasion.

Nul, dans le conseil, ne crut à la menace proférée contre la chambre ; mais, en revanche, tous restèrent convaincus qu'il fallait obéir à sa sommation, profiter du dernier répit qu'elle accordait ; et les prières, les instances redoublèrent. Lucien était le plus pressant. « Vous avez laissé passer le moment de sauver votre couronne, disait-il à son frère ; hâtez-vous de saisir la chance qui vous reste, de la transmettre à votre fils. »

Lucien connaissait la déconsidération attachée à Joseph, son aîné, surtout depuis la fuite du 30 mars; il rêvait la régence, a-t-on dit.

Ces efforts, cette unanimité de ses conseillers, ne parvenaient pas à tirer Napoléon de ses irrésolutions. Comme à Waterloo, il comptait, sans doute encore, sur quelque hasard heureux pour dénouer sa situation. Bientôt, plusieurs représentants, celui-là même qui avait détourné pour un temps si limité le coup qu'allait frapper la chambre, pénétrèrent dans le conseil comme dans une citadelle démantelée; et, confirmant, aggravant même, s'il était possible, le récit de Regnauld, sur la résolution, l'exaspération de la chambre, ils conjurèrent à leur tour Napoléon, dans son propre intérêt, de ne pas différer d'un instant de plus un sacrifice désiré d'abord, demandé ensuite, exigé maintenant et inévitable.

Mais, pour arracher cet acte qui allait clore pour Napoléon, mais non malheureusement par la France, la funeste aventure du 20 mars, il fallait plus que toutes ces sollicitations. Le court délai fixé par la chambre approchait du terme. Le président dépêcha à l'Élysée le commandant militaire du palais législatif, avec mission d'inviter l'empereur à envoyer sur-le-champ son abdication, et de lui dire « que la chambre ne voulait plus attendre et menaçait de prononcer sa mise hors la loi. »

Sur cet avis textuellement rapporté, toute hésitation cessa enfin. Napoléon se soumit; et, s'adressant à Fouché avec un sourire amer; « Écrivez, dit-il, écrivez à ces *messieurs* de se tenir tranquilles; ils vont être satisfaits. »

Puis, tirant Lucien à part, il lui dicta cette abdication, reculée jusqu'à la dernière minute, à travers tant de refus, de promesses, de défaillances, de colères et de désespoirs.

Elle fut concise.

Après avoir reconnu qu'il ne pouvait pas compter sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, sur le con-

cours de toutes les autorités nationales, Napoléon déclarait sa vie politique terminée, et il ajoutait : « Je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. Les ministres actuels formeront le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi. » C'était la répétition des réserves essayées à Fontainebleau, quinze mois auparavant.

En échange de cette déclaration, qni fut portée par les ministres, chacune des deux chambres envoya près de celui qu'elle avait forcé de descendre du trône sous la menace de l'en précipiter, une députation chargée de lui exprimer, « au nom de la nation, la gratitude et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacrifice qu'il faisait à l'indépendance et au bonheur du peuple français. » Mais ce fut tout.

La reconnaissance de la proclamation du fils de Napoléon fut en partie éludée par le parlement, malgré quelques tentatives à la tribune des représentants, malgré des efforts violents et réitérés à celle des pairs. Le pouvoir exécutif fut remis immédiatement à une commission composée de deux pairs et de trois représentants élus respectivement par les deux chambres.

C'était un véritable gouvernement provisoire, au lieu d'un conseil de régence ; et, pour mieux l'indiquer, cette commission allait promulguer ses actes et ordonner de rendre la justice au nom du peuple français.

L'Empire était fini.

Comme à Fontainebleau, Napoléon tombait dans l'abandon : en un instant, son palais était devenu désert. Déconsidéré par la défaite, malade, abattu, accablé sous le poids des fautes accumulées de tout un règne, démoralisé autant qu'homme le fut jamais, il ne pouvait plus inspirer aucune crainte.

La chambre des représentants, car celle des pairs n'avait été et ne devait être que son humble satellite, la chambre des re-

présentants avait pris le souverain pouvoir, une réelle dictature. C'était bien ; mais ce n'était pas assez.

La situation du pays se trouvait débarrassée d'un élément qui la troublait, mais elle n'en restait pas moins excessivement périlleuse.

On venait d'user deux jours à lutter contre la volonté défaillante d'un homme qu'un décret d'une phrase aurait abattu dès la première heure. Pendant cette lutte, rien n'avait été fait, ni par l'empereur ni par ses adversaires, pour réparer nos désastres; et les armées étrangères avaient dû se hâter de marcher en avant pour les aggraver. A cet égard, le doute n'était pas possible.

Napoléon laissait une armée vaincue, dispersée, suspectant le patriotisme, la capacité de plusieurs de ses généraux; la levée des anciens soldats, celle des gardes nationales mobiles très-incomplètes ; celle des conscrits de 1815 à peine commencée; les fortifications de Paris inachevées ; les tirailleurs de la garde nationale peu nombreux et presque désarmés ; les fédérés absolument sans armes; le trésor vide ; le pays divisé ; une foule de bons citoyens déconcertés par une politique sans franchise, ébranlés par la défaite, égarés par les manifestes de la coalition.

Il fallait donc, maintenant et sur l'heure, presser le ralliement, la concentration de l'armée; punir avec la dernière rigueur tout soldat, tout officier qui s'écarterait du drapeau; épurer les états-majors; appeler sans délai à l'armée principale Lecourbe, Clausel, Lamarque, d'autres encore signalés par leurs talents; élever promptement dans la hiérarchie les militaires de dévouement, d'énergie, de capacité reconnus ; activer les levées d'hommes, jeter les travailleurs par milliers aux retranchements de la capitale, désarmer les gardes nationaux de fidélité douteuse, impropres à un service de guerre; doubler, tripler les tirailleurs de la garde nationale parisienne, les armer; organiser militairement, armer aussi les fédérés, dé-

créter la levée en masse de la nation et toutes les réquisitions nécessaires.

Il fallait déclarer la guerre nationale, proclamer la ferme résolution de la poursuivre à outrance, de la soutenir par tous les sacrifices, jusqu'à la dernière extrémité; promettre à la France que, la paix venue, elle serait appelée à choisir son gouvernement; faire cesser une équivoque commode aux timides et aux traîtres, en notifiant à l'ennemi l'abdication de Napoléon, la déchéance de sa famille, en le sommant d'arrêter sa marche, et, sur son refus, montrer à tous le but véritable des coalisés : la restauration des Bourbons et peut-être le démembrement de la patrie.

Il fallait par tous moyens exalter les braves, encourager les timides, entraîner les incertains, comprimer les mauvais, embraser la nation du feu du patriotisme, allumer dans les cœurs la haine de l'ennemi.

Il fallait, en un mot, une extrême activité, une extrême énergie, beaucoup d'audace, une persévérance inébranlable. A ce prix, la France, si on l'eût débarrassée de Napoléon un mois plus tôt, aurait immanquablement été sauvée. A présent, pressé, comme on l'était, par les conséquences des fautes commises, par celles du désastre, on ne pouvait conserver qu'une espérance très-problématique de salut. Mais il restait possible : cela devait suffire pour inspirer aux chambres la volonté, pour leur imposer le devoir de tout entreprendre afin d'y atteindre.

Si elles hésitaient, délibéraient au lieu d'agir, ou ne prenaient que des demi-mesures ; si elles se fiaient aux manifestes de la coalition, parlaient de paix, au lieu d'organiser une guerre implacable; si elles reculaient devant le soulèvement de la nation , la perte du pays, si avancée par l'empereur, devait être consommée sous peu de jours; elles mériteraient le mépris de l'histoire, l'exécration de la France.

Au moment même où le pouvoir exécutif allait tomber dans

leurs mains, pendant que Napoléon dictait son abdication à Lucien, elles avaient reçu des nouvelles faites pour leur inspirer confiance, pour les déterminer à de nobles résolutions. Ces nouvelles, Davoust les avait portées aux représentants, Carnot aux pairs :

Grouchy touchait à la frontière, ramenant, sans grandes pertes, les corps sous ses ordres; vingt mille hommes étaient réunis devant Avesnes, quelques milliers devant Philippeville. On avait donc près de soixante mille hommes qui allaient se concentrer, qui manœuvreraient, retarderaient l'approche de Blücher et de Wellington.

Tout cela était vrai.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Le 19 juin, au point du jour, Thielmann attaque Grouchy. — Après un long combat, il bat en retraite sur Rhode-Sainte-Agathe. — Grouchy, ayant reçu la nouvelle du désastre de Waterloo, se replie dans la direction de Namur. — Le lendemain, il continue son mouvement vers cette ville. — Mouvements de Thielmann et de Pirch I. — La cavalerie de Thielmann et Pirch I attaquent Grouchy. — Combat de Namur. — Le 21, au matin, les corps aux ordres de Grouchy se trouvent réunis à Dinant et se portent sur Givet. — Grouchy marche par Rocroi sur Reims. — Concentration à Laon des corps revenus de Waterloo. — Marche des armées anglo-hollandaise et prussienne. — Prise d'Avesnes. — Plan d'opérations arrêté entre Wellington et Blücher. — Demande d'armistice adressée à ce dernier par ordre du maréchal Soult. — Sa réponse. — Prise de Cambrai, de Péronne. — Louis XVIII arrive à Cambrai. — Soult se replie sur Soissons. — Effectif, le 25 juin, des corps revenus de Waterloo. — Grouchy les rallie avec sa colonne à Soissons et prend le commandement de toute l'armée. — Force de l'armée. — Les Prussiens occupent Compiègne. — Combat de Villers-Cotterets. — Grouchy ramène l'armée sous Paris. — Positions qu'elle occupe, le 29 juin. — Positions des armées prussienne et anglo-hollandaise ce jour-là.

La dernière heure du 18 juin s'était écoulée ; et Grouchy ignorait toujours le résultat de la grande rencontre dont, neuf heures durant, il avait entendu les retentissants éclats.

Cette ignorance, l'impossibilité où il s'était trouvé d'exécuter les ordres si tardivement expédiés, si lentement apportés du champ de bataille de Waterloo, le tenaient dans les plus vives inquiétudes.

Après des tentatives prolongées et infructueuses, reconnaissant, enfin, qu'il fallait tourner, non attaquer de front la position de Wavre, il avait, on l'a vu, surpris le passage de la Dyle à Limal et occupé, avec la moitié de ses forces, les hauteurs dominant la rive gauche entre ce point et Bierges. Il résolut de compléter ce mouvement.

A minuit, il écrivit de Limal, son quartier général, à Vandamme, resté sur la rive droite, de venir le rejoindre en ne laissant devant Wavre que les troupes indispensables pour défendre les débouchés des ponts. « Je mets sous votre commandement, lui disait-il, tout le corps de Gérard ; » et, indiquant son but, l'extrême importance qu'il y attachait, révélant toutes ses anxiétés, il ajoutait : « Nous ferons effort, par ici, à la pointe du jour ; nous ferons occuper l'ennemi à Wavre par un simulacre d'efforts, et nous réussirons, j'espère, à joindre l'empereur, ainsi qu'il ordonne de le faire. On dit qu'il a battu les Anglais ; mais je n'ai plus de ses nouvelles et je suis fort dans l'embarras pour lui donner des nôtres.

» C'est au nom de la patrie que je vous prie, mon cher général, d'exécuter de suite le présent ordre. Je ne vois que cette manière de sortir de la position difficile où nous sommes ; et le salut de l'armée en dépend. Je vous attends (1). »

Excelmans reçut le même ordre que Vandamme.

Masser ses forces sur la rive gauche de la Dyle, pousser, de là, une attaque très-matinale et très-vigoureuse qui déblayerait le terrain assez au loin pour lui permettre ensuite d'appuyer, de se rabattre sur Napoléon, telle était la manœuvre projetée par Grouchy. Rationnellement, il n'en avait pas une autre à faire, puisqu'il ne connaissait pas l'issue de la bataille livrée sur sa gauche.

(1) Cette lettre, restée inédite jusqu'ici, existe aux archives du dépôt de la guerre, à Paris. Elle porte ce post-scriptum : « Le rapport des prisonniers faits ici annonce que Blücher et Bülow sont en face de nous. J'en doute fort. »

Vers le milieu de la nuit, Thielmann, son adversaire, eut, par quelques coureurs de sa cavalerie, un premier avis de la défaite de Napoléon; mais cet avis manquait de certitude. Il se décida, néanmoins, à prendre l'offensive, voulant rejeter Grouchy au delà de la Dyle.

Ses préparatifs furent plus tôt terminés que ceux du maréchal français, et il eut l'initiative de l'attaque.

Malgré son infériorité numérique, il laissa partir, pour rejoindre le corps de Zieten, le colonel Stengel avec ses trois bataillons et ses trois escadrons. Il maintint, à Bierges, trois bataillons de la division Kemphen, qui formèrent sa gauche, ayant en réserve, derrière ce village, deux bataillons de la même division. Il appela, de la position qu'ils occupaient près de Wavre, trois bataillons de la division Luck et les porta à hauteur et à droite de Bierges. Il plaça, sur l'alignement de ces derniers, trois bataillons de la division Stülpnagel, leur faisant tenir la pointe du bois de Rixensart et les appuyant par une réserve de trois bataillons de la même division, massés au Point-du-Jour, groupe de maisons situé à l'entrée et à l'est du bois. Le surplus de son infanterie resta, comme la veille, au moulin de Bierges, à Wavre et auprès, et à Basse-Wavre. Sa cavalerie était toujours en arrière du bois de Rixensart.

Dès l'aube du jour, comme ces dispositions allaient s'achever, Thielmann fit déboucher de ce bois, contre la gauche de Grouchy, douze escadrons, environ un millier de chevaux, formés en deux colonnes de six escadrons chacune, précédées d'une batterie de huit bouches à feu. Stülpnagel dut avancer pour les appuyer.

En ce moment, Grouchy n'avait pas encore été rallié sur les hauteurs de Limal par les troupes demandées à Vandamme et à Excelmans ; mais il avait là quatre divisions d'infanterie, deux de cavalerie, et la première division du corps d'Excelmans arrivait au pont de Limal. Il ordonna à Teste de marcher sur Bierges, à Pécheux sur le centre ennemi, à Hulot sur

le bois de Rixensart. La division Vichery forma la réserve, qu'allaient augmenter les dragons d'Excelmans. Pajol, réduit depuis deux jours, on se le rappelle, à la division Soult, passa avec Vallin à l'extrême gauche, ce dernier jetant plusieurs escadrons du côté de Chapelle-Saint-Lambert pour chercher des nouvelles.

Pendant ces mouvements préparatoires, la batterie qui s'était avancée en tête de la cavalerie prussienne avait pris position ; et, secondée bientôt par une autre batterie d'égale force, elle avait ouvert un feu très-vif sur notre gauche. Grouchy fit contre-battre cette artillerie par une artillerie supérieure qui démonta cinq pièces, fit beaucoup souffrir la cavalerie de soutien, et força bientôt l'une et l'autre à se retirer derrière le bois de Rixensart.

Hulot y pénétra à leur suite, refoulant l'infanterie qui en défendait les abords; et s'y engagea vigoureusement avec Stülpnagel. En même temps, Pécheux aborda le centre prussien, Teste attaqua Bierges.

Au bout de quatre heures de combat, Pécheux ouvrit une trouée dans la ligne prussienne; Hulot emporta le bois de Rixensart; Pajol et Vallin en débouchèrent, menaçant de tourner la droite ennemie; et Thielmann fut obligé de faire un changement de front, l'aile droite en arrière, en pivotant sur Bierges, où Kemphen se maintenait avec énergie.

La nouvelle position, ainsi prise, mettait sa gauche dans ce village, son centre au bouquet de bois de l'Ermitage, sa droite, formée en partie par sa cavalerie, vers le village de Chambre.

Ce mouvement, exécuté avec fermeté, venait de se terminer quand Thielmann reçut, enfin, la nouvelle positive de la victoire remportée par Wellington et Blücher. Elle avait mis bien longtemps, on le voit, à lui parvenir (1). Il la fit répandre immé-

(1) Les écrivains prussiens assurent que deux officiers furent expédiés

diatement parmi ses troupes; et, profitant de l'ardeur qu'elle leur inspira, il tenta de regagner le terrain perdu, de retenir le plus longtemps possible son adversaire sur le plateau de la Dyle. Blücher annonçait, en effet, qu'un corps prussien marchait par son ordre pour couper la retraite au détachement français fourvoyé sur Wavre; et tout prolongement de combat favorisait cette manœuvre.

Le centre et la droite des Prussiens se reportant en avant, le bois de Rixensart fut repris. Mais Hulot y revint promptement et l'enleva encore une fois; Teste emporta Bierges; le moulin au-dessous fut évacué; Vandamme en profita pour faire passer la Dyle à la division Berthezène, qu'il avait gardée sur la rive droite, et la jeta sur la gauche prussienne.

Thielmann, ainsi pris en flanc, voyant, en outre, nos progrès à l'aile opposée, craignant de perdre le chemin de Louvain, ordonna la retraite; et ne la différa que pendant le temps indispensable pour faire replier les troupes qu'il avait encore à Wavre.

Dès qu'elles l'eurent rallié, il prononça sa marche en arrière, se dirigeant en trois colonnes sur Ottenbourg et Rhode-Sainte-Agathe, qui est à trois lieues de Louvain, et à moindre distance de Wavre.

Il se retirait, couvert par un fort déploiement d'artillerie; Vandamme avait fait déboucher de Wavre la division Habert et arrivait sur les hauteurs de la Bawette; notre cavalerie dépassait Chambre, lorsque l'officier d'état-major expédié des Quatre-Bras, la veille, par Napoléon, se présenta à Grouchy et lui apprit la perte de la bataille de Waterloo, la déroute de l'armée. Il était onze heures.

Cet officier, monté, sans doute, sur un cheval fatigué, avait employé douze heures à parcourir une distance de douze lieues,

par Blücher à Thielmann du champ de bataille de Waterloo, le 18 juin, à la nuit, et que tous les deux s'égarèrent.

et pas un autre que lui n'avait été chargé de transmettre une nouvelle dont le retard compromettait le salut de trente mille hommes !

Atterré par le funeste rapport qui lui révélait tout le péril de sa situation, le maréchal appela à lui Vandamme et trois ou quatre généraux pour leur demander conseil. Il pleurait, a dit un témoin. On eût dit qu'il prévoyait les iniques récriminations, les calomnies qui devaient assaillir sa mémoire.

Le seul et si tardif messager de la catastrophe n'était porteur d'aucune dépêche écrite, d'aucun ordre : sa mission se réduisait à annoncer que l'armée était vaincue, en fuite, débandée, et que Napoléon se retirait sur la Sambre. Vers quel point entrait-il dans les vues du chef que Grouchy dirigeât sa retraite? Le chef, dans son trouble extrême, avait oublié de l'indiquer.

Mais cette retraite était-elle encore possible ? Cela paraissait bien douteux. Dès la veille, Blücher avait eu certainement avis du combat de Wavre, et, immédiatement après la victoire, il avait dû détacher des forces suffisantes pour accabler la colonne qui avait attaqué son lieutenant. Ce détachement, il fallait s'attendre à le voir paraître au premier moment, à subir son choc en queue, en flanc, pendant qu'on aurait à faire face à Thielmann revenu sur ses pas ; et si, par hasard, la manœuvre combinée par Blücher ne s'opérait pas maintenant sur le plateau de la Dyle, on devait la trouver bientôt ailleurs.

Vandamme, plus aventureux alors en paroles qu'en action, proposa de précipiter, par un vigoureux coup de collier, la retraite de Thielmann vers Louvain, de se rabattre sur Bruxelles et, de là, gagner la route de Flandre, qui ne devait pas être gardée. Entreprise encore plus folle que hardie ; car elle aurait allongé le chemin du retour et donné à l'ennemi tout le temps de la faire avorter.

Vandamme resta seul de son avis.

Après une courte discussion, on reconnut qu'il fallait atteindre la frontière le plus promptement possible. Deux directions

se présentaient : l'une par Fleurus, faisant déboucher sur Marchienne et Charleroi ; l'autre par Namur, au confluent de la Sambre et de la Meuse, conduisant sur Givet. La première était la plus courte ; mais elle était, à coup sûr, occupée, ou bien près de l'être, par les masses anglo-prussiennes ; on ne pouvait songer à s'y engager ; la seconde en divergeait beaucoup ; mais elle laissait quelque espoir, par cette divergence même, d'échapper à l'ennemi ; on se décida à la prendre.

Grouchy arrêta son infanterie sur les hauteurs de la Bawette, l'appuyant et l'éclairant, à droite, par la division Soult, à gauche par celle de Vallin ; et il ordonna à ces derniers de maintenir, pendant quelque temps encore, des partis à la suite de Thielmann, qui à présent hâtait sa retraite. Simultanément, il envoya Excelmans, avec sept régiments de dragons, se saisir de Namur ; et, peu après, se mettant lui-même à la tête du corps de Gérard, se dirigea sur le même point.

Vandamme, avec son corps, avec Pajol et Teste, resta sur la rive gauche de la Dyle, et y resta trop longtemps.

Fort heureusement, Thielmann prolongea sa retraite, sans se retourner, jusqu'à Rhode-Sainte-Agathe, où il bivaqua, le soir même ; aucun corps ennemi ne se montra sur Wavre ; Vandamme prit à son tour, mais très-avant dans la journée, la direction de Namur ; et, vers le milieu de la nuit, il arriva à Gembloux, n'ayant pas eu à brûler une cartouche en chemin. Ses troupes, exténuées, avaient besoin de quelque repos ; il s'arrêta dans cette ville.

Excelmans avec ses dragons, Grouchy avec le corps de Gérard, avaient trouvé aussi le terrain libre devant eux. En ce moment, le premier était établi à Namur, le second à côté de Sombreffe, sur la chaussée même de Nivelles à Namur.

Dans les combats autour de Wavre, les pertes de Thielmann s'étaient élevées, d'après les historiens prussiens, à 2,476 hommes ; celles de Grouchy avaient dû atteindre à peu près le même chiffre.

Le maréchal français, occupant maintenant Namur, Gembloux et la chaussée de Sombreffe à Namur, était dans une position moins critique que le matin; mais il n'avait encore aucune certitude de salut. Il pouvait toujours être prévenu sur le chemin de la frontière et être pressé, en même temps, par la poursuite de l'ennemi. Il devait donc hâter sa marche sans perte d'un instant.

Elle fut peu rapide, cependant.

Trop intelligent pour ne pas comprendre l'extrême nécessité de se hâter, mais déjà découragé par la nouvelle du désastre de Waterloo, indifférent à la conservation de ses troupes, comme à la sienne propre, car le courage ne lui manquait pas, Vandamme ne leva ses bivacs qu'à sept heures du matin, au risque de payer bien cher l'excès de temps donné au sommeil.

Il se dirigea sur Namur par l'abbaye d'Argenton, en suivant une traverse où se trouve un défilé long et difficile qui attarda beaucoup son mouvement. Il avait franchi ce défilé, et sa tête de colonne n'était plus qu'à une lieue de Namur, quand le canon gronda à son arrière-garde, vers Rhisnes. Depuis quelque temps déjà, on l'entendait, vers Temploux, sur la chaussée de Nivelles à Namur : Grouchy, resté avec le corps de Gérard, était attaqué comme Vandamme. Retardé peut-être par les insouciantes lenteurs de son lieutenant, dont il n'avait pas su activer le départ, le maréchal n'avait pas, on le voit, marché plus vite que lui. Temploux est à deux lieues de Namur.

A Rhisnes, c'était la cavalerie de Thielmann sous le commandement de Hobe; à Temploux, le corps de Pirch I, qui venaient disputer la retraite.

Le 18 juin, au commencement du combat de Wavre, Thielmann, nous l'avons dit, avait dirigé sur Couture-Saint-Germain, avec six bataillons, le chef d'une de ses divisions, le général Borcke.

Borcke était arrivé à Chapelle-Saint-Lambert à l'entrée de la

nuit, et y avait reçu de Blücher l'ordre de bivaquer sur place, en attendant des instructions ultérieures.

Le 19 au matin, vers sept heures, n'ayant pas encore ces instructions, et le colonel Stengel, qui revenait de Limal pour rejoindre le corps de Zieten, lui ayant appris le combat alors engagé sur Wavre, il avait résolu de rallier Thielmann. Il n'y était pas parvenu. Après avoir traversé le bois de Rixensart près du village de ce nom, au moment où Grouchy couronnait les hauteurs en arrière de Wavre, il s'était arrêté, craignant sans doute de se compromettre, et s'était borné à faire observer les mouvements des Français.

Il avait connu ainsi leur retraite, et en avait donné avis à Thielmann, mais probablement assez tard dans la nuit.

Thielmann, en effet, n'avait quitté Rhode-Sainte-Agathe que le lendemain matin, à cinq heures, pour se porter sur les traces de Grouchy.

Il avait mis en tête toute sa cavalerie (1) avec une batterie d'artillerie légère, ordonnant à Hobe, qui la commandait, d'avancer rapidement vers Gembloux sans attendre l'infanterie, faisant dire à Borcke de passer immédiatement la Dyle; et lui-même, avec le reste de ses troupes, avait pressé le pas sur les traces de Hobe.

Il devait avoir hâte, on le conçoit, de réparer l'incroyable faute qu'il avait commise en ne surveillant pas les manœuvres de Grouchy, la retraite dont il ne devait qu'au hasard de la marche de Borcke la tardive nouvelle.

Pirch I, qui, dans la pensée de Blücher, devait, avec le concours de Thielmann, assurer la perte de la colonne française fourvoyée sur Wavre, Pirch I, qui attaquait, maintenant, sur Temploux, n'avait montré ni plus d'intelligence, ni plus d'activité.

(1) A Rhode-Sainte-Agathe, cette cavalerie avait été augmentée de sept escadrons arrivant du Rhin et composés de Saxons appartenant à la partie de la Saxe que les décisions du congrès de Vienne avaient donnée récemment à la Prusse.

Parti avant minuit de Plancenoit, le 18 juin, avec huit escadrons de hussards formant la brigade Sohr, et deux divisions d'infanterie, il avait passé par Maransart, où il avait rallié une autre division d'infanterie de son corps (1), avait franchi la Dyle à Bousval, atteint Mellery le lendemain 19, à onze heures du matin seulement, et s'y était établi au bivac. Grouchy était alors en avant de Wavre, où il apprenait la défaite de Napoléon.

Pendant sa marche, Pirch I avait jeté des partis de cavalerie sur sa gauche pour lier les communications avec Thielmann; mais il n'y avait pas réussi. Des reconnaissances envoyées, dès son arrivée au bivac, lui avaient annoncé que les défilés de Mont-Saint-Guibert étaient occupés par les Français; mais ces renseignements ne l'avaient déterminé à aucun mouvement. Il avait timidement passé la journée du 19 et la nuit suivante à Mellery. Tous les corps de Grouchy avaient défilé, en trois colonnes isolées, à deux et trois lieues de ce point; et il n'en avait rien su.

Il n'avait connu que le 20, à cinq heures du matin, la retraite du maréchal français. Alors seulement, il avait levé son camp pour se porter sur la chaussée de Sombreffe à Namur. Mais il avait mis tant de lenteur, d'hésitation dans sa marche, qu'il était déjà quatre heures quand son avant-garde donna sur la colonne qui suivait cette route, à la ferme de Boquet, tout près et en deçà de Temploux.

Cette avant-garde, composée de trois bataillons, de huit escadrons de hussards et commandée par Sohr, s'engagea immédiatement. Mais elle n'arrêta pas la marche de notre colonne, qui, avant six heures, arriva sur les hauteurs en deçà de Namur.

En ce moment, Vandamme y arrivait aussi. Il n'était plus suivi par l'ennemi; l'attaque qu'il avait eue à supporter près

(1) Le reste de son infanterie et de sa cavalerie avait été dirigé, on l'a vu (p. 306), sur Genappe et les Quatre-Bras.

de Rhisnes n'avait été faite que par une brigade de cavalerie de Thielmann, et une batterie d'artillerie. Chargés par cette cavalerie, deux ou trois bataillons de la division Lefol formant l'arrière-garde avaient été mis, un instant, en désordre; mais ils avaient été promptement dégagés par le colonel Briqueville du 20e dragons et les deux régiments de hussards du général Clary. Après cette échauffourée, la brigade ennemie, n'ayant aucun soutien assez proche, et gênée, d'ailleurs, par les difficultés du terrain, s'était jetée vers la chaussée de Namur pour rejoindre les troupes de Pirch I, dont elle entendait le canon.

Grouchy confia à Vandamme le soin de défendre les abords de Namur et la ville même jusqu'à la nuit, avec ses trois divisions et celle de Teste; puis il alla y passer la Sambre avec le corps de Gérard, prenant la route de Dinant, sur laquelle il avait déjà fait filer la cavalerie de Pajol et de Vallin, et son artillerie de réserve.

Les blessés, les équipages, les dragons d'Excelmans avaient été dirigés depuis le matin de bonne heure sur cette dernière ville. La chaussée qui y conduit, tout entière construite sur la rive gauche et sur le bord même de la Meuse, est un étroit défilé de sept ou huit lieues, dominé constamment par des rochers à pic.

Pirch I attaqua avec beaucoup de vigueur; mais il fut reçu avec une extrême fermeté. Vandamme garda sa position jusqu'à huit heures. Il battit alors en retraite, traversa Namur, y laissant la faible division Teste pour continuer la résistance. Homme de grande résolution et parfaitement secondé par ses troupes, Teste remplit très-bien sa mission. Il rendit infructueuses toutes les tentatives faites pour escalader le mur d'enceinte, pour enfoncer les portes de la ville. Quand il l'évacua, il était près de dix heures.

Pirch I comptait seize cent quarante-six hommes hors de combat.

Nos pertes ne furent pas de plus de six ou sept cents hommes. On aurait pu les éviter en marchant plus vite dans la journée.

Le général prussien n'osa pas s'aventurer à la suite de Teste, qui, cependant, avait laissé intact le pont sur la Sambre, faute de moyens assez rapides de destruction.

Il s'établit à Namur. Thielmann, avec son infanterie, n'avait pu dépasser Gembloux.

Malgré les lenteurs de Grouchy, la combinaison de Blücher avait échoué.

Au moment même où Napoléon descendait de voiture à l'Élysée, au lever du soleil, le 21, la division Teste arrivait à Dinant. Toutes les troupes de Grouchy s'y trouvaient réunies.

Dans la journée, elles se portèrent sur Givet et prirent leurs bivacs sous le canon de cette forteresse. On leur distribua du pain ; elles en manquaient depuis trois jours. Mais on ne put remplacer les cartouches brûlées; tant la place, quoique de première ligne, était mal approvisionnée (1)!

Grouchy était toujours sans instructions sur la direction à donner à sa retraite (2). Après avoir demandé l'avis des chefs de ses corps d'armée, il se décida à marcher sur Reims par Rocroi. Il fut, le surlendemain, près de Rethel, à Aubigny, où il reçut un ordre par lequel le maréchal Soult lui prescrivait de se porter par Reims à Soissons (3).

Pendant qu'il ramenait ainsi sur le territoire français ses colonnes non entamées, l'armée battue à Waterloo reformait ses rangs et se concentrait sur Laon.

(1) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Givet, le 21 juin (*Archives du dépôt de la guerre*).

(2) « ... Dès que vous le pourrez, venez, je vous prie, me joindre. Mon intention est de réunir les commandants des corps d'armée, à l'effet de donner leur avis, quant à notre marche ultérieure, qu'*aucun ordre* de l'empereur ne règle en ce moment. » (Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée de Givet, le 21 juin. — *Archives du dépôt de la guerre*.)

(3) Lettre inédite de Grouchy à Vandamme, datée d'Aubigny, le 23 juin (*Archives du dépôt de la guerre*).

La lettre du maréchal Soult à Grouchy est datée de Laon, le même jour, à huit heures du matin.

Dès le surlendemain de la bataille, Reille et d'Erlon avaient réuni une douzaine de mille hommes de leurs corps sous Avesnes; et cinq ou six mille hommes de la garde, du corps de Lobau, de la cavalerie de réserve y étaient parvenus aussi. On avait remis un peu d'ordre dans tous ces débris; et on les avait acheminés, marchant à peu près militairement, par Vervins sur Laon, où ils étaient arrivés le 22. Le même jour, une colonne de cinq ou six mille hommes de toutes armes, de tous corps, prenait également position devant cette place; elle venait de Philippeville, où le maréchal Soult l'avait formée. Soult lui-même l'avait précédée de vingt-quatre heures à Laon. Il était chargé, nous l'avons dit, du commandement provisoire de l'armée, depuis le départ de l'empereur pour Paris.

Le 22 juin, l'effectif des troupes massées au point de concentration fixé par Napoléon s'élevait donc à vingt ou vingt-cinq mille hommes; mais le tiers de ce nombre avait perdu ses armes, et, de toute l'artillerie, il ne restait pas trente pièces et pareil nombre de caissons.

Il fallait quelque temps, maintenant, pour rendre une organisation suffisante aux régiments, aux divisions, aux corps d'armée, affreusement diminués, mêlés, confondus ensemble, et pour y rappeler la discipline, oubliée dans le désastre.

On y travailla activement.

La plus grande partie des soldats, des officiers inférieurs, était animée de la meilleure volonté. Ils cherchaient leurs drapeaux et s'y ralliaient d'eux-mêmes.

De ces signes vénérés, plusieurs ne reparurent que sous les murs de Laon, au front des régiments mutilés. On les avait crus perdus; ils étaient sauvés. Des cris enthousiastes en saluèrent le retour; et des larmes de joie mouillèrent les yeux de ces hommes endurcis, dès longtemps, aux horreurs de la guerre. Un régiment, entre autres, le 85e, revit alors son drapeau. Il était aux mains du chef de bataillon Rullière, venu

avec la colonne de Philippeville. A la dernière heure de la funeste journée, ce soldat intrépide l'avait arraché aux Prussiens victorieux; et, soutenu par quelques braves ralliés à sa voix, l'avait préservé de tout outrage pendant la longue déroute.

Mais, si la masse des vaincus se serrait spontanément autour de ses étendards, ardente à se préparer pour de nouveaux combats; d'autres, en trop grand nombre, étaient loin de suivre ce généreux exemple. Une lettre du colonel de Bussy, aide de camp de Napoléon, des lettres de Soult, d'autres lettres encore en donnent le triste témoignage.

Bussy écrivait à l'empereur : « Nombre de soldats désertent, forçant les postes de garde nationale, courant dans les villages qu'ils épouvantent, regagnant leurs foyers par les traverses, vendant leurs chevaux et ceux qu'ils ont volés, quelquefois pour la modique somme de douze à quinze francs, etc... L'autorité, ajoutait Bussy, estime que le cinquième seulement des réquisitions demandées sera obtenu; car le paysan cache ses voitures et ses chevaux, de crainte qu'on ne les lui vole (1). »

Soult faisait à l'empereur et au ministre de la guerre un tableau trop assombri sans doute, de la situation, mais vrai sur plusieurs points. Une grande fermentation régnait, disait-il, dans l'armée, surtout parmi les chefs et les généraux; les généraux Piré, Kellermann (2), Rogniat, Tromelin, d'autres encore étaient partis pour Paris sans autorisation; et il était probable que des chefs de corps, des officiers particuliers les imiteraient; les troupes se croyaient trahies, tenaient les plus mauvais propos; la discipline était perdue, l'infanterie démoralisée, etc., etc. (3).

(1) Lettre inédite (*Archives du dépôt de la guerre*).

(2) Kellermann ne tarda pas à revenir. Il était, le 24 juin, à la tête de son corps; une lettre signée de lui et adressée au maréchal Soult en fournit la preuve.

(3) Lettres inédites des 21 et 22 juin, datées de Laon. (*Archives du dépôt de la guerre.*)

Le général Leclerc des Essarts informait, en même temps, le ministre de la guerre que le maréchal de camp Sabatier, commandant le génie du corps de Lobau, venait de passer par Sainte-Menehould, « répandant des nouvelles épouvantables sur l'armée, disant qu'il s'en allait chez lui, à Bar-sur-Ornain (1). »

Enfin, Ney lui-même, le premier des soldats sur le champ de bataille, qu'on avait vu inébranlable à la dernière heure de Waterloo comme au milieu des horreurs du désastre de Russie, Ney démoralisé maintenant par la défaite, ayant en vain cherché Napoléon sur la frontière, était déjà à Paris ; et, de la tribune de la chambre des pairs, il jetait à la France son extrême découragement, déclarant que l'armée n'existait plus; qu'il n'y avait plus d'espoir que dans de promptes négociations.

L'ennemi était, fort heureusement, encore assez éloigné de Laon.

Il avait, cependant, fait diligence.

Le lendemain de la bataille de Waterloo, Wellington avait porté son quartier général à Nivelles. Il s'y était fait rejoindre par le détachement de 16,500 hommes aux ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, si inopportunément laissé la veille à Hal; et avait ainsi compensé toutes ses pertes. Le 20 juin, il était à Binche; le 21, à Malplaquet; le jour suivant, à Cateau-Cambrésis, ayant masqué Valenciennes et le Quesnoy.

Blücher, réduit momentanément, à une division du corps de Pirch I, au corps de Zieten, à celui de Bülow, très-maltraité à Plancenoit, avait eu son quartier général, le 19, à Gosselies, sa cavalerie poursuivant nos fuyards sur les chemins d'Avesnes, de Beaumont, de Philippeville. Le 20, il s'était rendu à Merbes-le-Château; le lendemain, à Noyelle; le 22, à Catillon-sur-Sambre.

(1) Lettre datée de Sainte-Menehould, le 22 juin. (*Archives du dépôt de la guerre.*)

Ce jour-là, Avesnes tomba entre ses mains. Quelques centaines d'obus lancés par deux batteries de campagne et l'explosion d'un magasin à poudre endommageant une courtine, suffirent pour déterminer le commandant de cette place à capituler. Il lui restait, cependant, quarante-sept bouches à feu, approvisionnées à douze ou quinze mille coups, un million de cartouches; et il disposait de deux cents vétérans, de trois bataillons de gardes nationales actives : environ quinze cents hommes. Les gardes nationaux furent désarmés et renvoyés chez eux, les vétérans retenus comme prisonniers de guerre.

La prise si facile d'Avesnes donnait à Blücher une bonne place de dépôt.

Le 23, les quartiers généraux des deux armées ennemies ne firent aucun mouvement.

Wellington poussa sur Cambrai une brigade de cavalerie, une brigade d'infanterie avec trois batteries, pour faire une tentative contre cette forteresse, où il avait des intelligences; et il fit serrer sur leurs têtes ses colonnes un peu allongées. Ses trains, son équipage de pont étaient encore en arrière.

Blücher attendit l'approche de Thielmann et de Pirch I venant de Gembloux et de Namur.

Le général prussien et le général anglais concentraient leurs forces avant de pénétrer davantage sur notre territoire.

Dans la journée, ils conférèrent ensemble à Catillon, et arrêtèrent le plan de leurs opérations.

Ils convinrent que leurs armées réunies marcheraient sur Paris;

Que ce mouvement se ferait par la rive droite de l'Oise, afin de tourner l'armée française, qui, d'après les rapports, devait se rassembler à Laon et à Soissons;

Que dans le cas où les ponts seraient rompus, on se servirait de l'équipage de ponts anglais (les Prussiens ayant seulement dix pontons arrivés);

Qu'on ferait approcher les équipages de siége, et que l'ar-

mée anglo-hollandaise assiégerait le Quesnoy, Valenciennes, et les places à la gauche de la Sambre; l'armée prussienne, Landrecies, Maubeuge, Marienbourg, Philippeville, Givet; le corps de la confédération germanique stationné dans le Luxembourg, les places de la Meuse au-dessus de Givet.

En conséquence de ces dernières dispositions, Wellington détacha de son armée le prince Frédéric des Pays-Bas avec trois brigades d'infanterie qui n'avaient pas combattu à Waterloo, et une brigade de cavalerie; Blücher, le corps de Pirch I tout entier.

Ces détachements faits, l'armée anglo-hollandaise compterait encore près de soixante mille hommes; l'armée prussienne dépasserait ce chiffre.

C'était donc avec cent vingt mille hommes qu'elles allaient se porter sur la capitale de la France, en prêtant le flanc à l'armée réunie à Laon et ayant à sa disposition la place de la Fère et son pont sur l'Oise, et tous les ponts au-dessous.

On a dit, non qu'on en ait la moindre preuve, mais sur une grande probabilité, qu'au moment où ils prirent leur résolution, les deux généraux ennemis connaissaient déjà l'abdication de Napoléon. Ce qui est plus certain, c'est qu'ils avaient bien mesuré l'étendue de notre désastre, et qu'ils savaient qu'aucune réserve, qui pût réparer nos pertes, n'avait été préparée par Napoléon (1).

Au reste, s'ils ignoraient l'abdication le 23 juin, ils en furent officiellement informés le lendemain. Le général Morand, par ordre du maréchal Soult, la fit signifier à Zieten pour qu'il la transmît à Blücher avec une demande d'armistice.

(1) Wellington écrivait, de Nivelles, le 20 juin, à Dumouriez : « Jamais je n'ai vu une telle bataille que celle d'avant-hier, ni remporté une telle victoire, et *j'espère que c'est fini de Bonaparte.* »

Sa correspondance, antérieure à l'ouverture de la campagne, prouve clairement, nous l'avons déjà dit, qu'il était très-bien instruit des forces de Napoléon.

Soult agissait d'après les instructions du gouvernement provisoire ou commission exécutive, qui se laissait aller à croire que, Napoléon résignant la couronne, les alliés devaient suspendre leur marche. Les souverains n'avaient-ils pas déclaré, dans leurs manifestes, faire la guerre à Napoléon seul, non à la France?

La réponse exorbitante de Blücher ne fut pas de nature à entretenir cette illusion : il consentait à un armistice si on lui livrait Napoléon et si on cédait les places fortes du Nord, de la Meuse, de la Moselle.

Ce jour-là, il porta son quartier général à Henappe. Il marchait, maintenant, sur deux colonnes. Celle de gauche, formée des corps de Zieten et de Thielmann, se dirigeait par Guise, Origny et Chauny sur Compiègne; celle de droite, composée du corps de Bülow, par Nouvion et Saint-Quentin sur Pont-Sainte-Maxence. L'Oise coule à Compiègne et dans cette dernière ville.

La première colonne prit le fort de Guise sans coup férir et bivaqua à cette hauteur, ayant une avant-garde à Origny, des coureurs sur la Fère et douze escadrons vers Laon.

La seconde ne dépassa pas Nouvion.

Le 25 juin, Zieten poussa jusqu'à Cérisy, Thielmann jusqu'à Origny, Bulow jusqu'à Essigny. Une division de Zieten alla prendre position devant la Fère, sommant le commandant de cette place de la rendre. Le quartier général prussien fut à Saint-Quentin. Blücher y reçut une nouvelle demande d'armistice. Celle-ci lui était adressée, de Laon, par des plénipotentiaires nommés par le gouvernement provisoire. Il leur envoya deux officiers de son état-major avec la réponse qu'il avait déjà faite à Morand.

Le 26 juin, l'armée prussienne continua son mouvement. Zieten atteignit Chauny; Thielmann, Guiscard; Bülow, Ressous, jetant des partis vers Verberie, Pont-Sainte-Maxence et

Creil. Une des divisions de Zieten, celle de Jagow, forçant la marche, continua sur Compiègne.

Blücher n'était plus qu'à vingt-cinq lieues de Paris.

Le maréchal de camp Berthier, homme de cœur, commandant la place de la Fère, avait refusé de la rendre, méprisant les dégâts causés dans la ville par le feu de deux ou trois batteries de campagne. Depuis la nouvelle de la bataille de Waterloo, la désertion s'était mise dans la garde nationale active qui formait, avec un faible dépôt de la ligne et 150 canonniers et ouvriers d'artillerie, toute sa garnison (1). Mais il savait qu'une capitulation est déshonorante, quand elle n'est pas signée sur la brèche praticable et défendue.

Le commandant du petit fort de Ham avait montré la même fermeté, la même fidélité au devoir.

Wellington n'avait pas marché aussi vite que Blücher, voulant attendre l'arrivée de son équipage de ponts. Le 26, il bivaquait entre Péronne et Vermand, à près de deux marches en arrière et à droite de Blücher.

Il avait enlevé Cambrai par escalade, avec perte de trente ou quarante hommes seulement, grâce à la faiblesse de la garnison ; et occupé la citadelle, qui s'était rendue sans essayer la moindre résistance.

Péronne avait capitulé après la prise, par escalade également, d'un ouvrage à cornes, et lorsque le corps de place était encore intact.

Louis XVIII, appelé de Gand par le général anglais, venait de s'établir à Cambrai, avec sa cour et ses ministres. Une fois de plus, le drapeau blanc se trouvait sous la garde des baïonnettes étrangères.

Il y avait, maintenant, en France deux gouvernements.

Soult n'avait nullement prévu la marche des Anglo-Prus-

(1) Lettre du commandant de la Fère au ministre de la guerre, le 23 juin 1815.

siens par la rive droite de l'Oise; il s'attendait à les voir déboucher devant lui par Vervins sur Laon (1), si bien qu'il avait envoyé les deux corps de cavalerie de réserve à Reims et n'avait fait garder ni détruire aucun des ponts sur l'Oise.

Le 25, il avait retiré son quartier général à Soissons, décidé à se couvrir du cours de l'Aisne, et il y avait appelé Grouchy, comme on l'a vu.

La garde avait commencé le mouvement rétrograde, le 24 ; et le gros de l'armée l'avait suivie, le 25 et le 26, laissant la division de cavalerie légère Jacquinot sur Laon. Pendant le séjour qu'on venait d'y faire, on avait encore rallié cinq ou six mille fuyards (2).

Dans la matinée de ce dernier jour, Grouchy était parvenu, de sa personne, à Soissons; et la colonne sous ses ordres devait l'y rejoindre le soir.

Toute l'armée avait alors connaissance de l'abdication de Napoléon; et, à part quelques mutineries dans deux ou trois régiments de la garde, la désertion vers Paris de quelques centaines d'hommes de ce corps, la nouvelle n'avait pas produit le mauvais effet redouté (3). Soldats et officiers avaient

(1) Lettre déjà citée de Soult à Grouchy, et datée du 23 juin, à huit heures du matin (*Archives du dépôt de la guerre*).

(2) Une situation sommaire, établie par corps d'armée et adressée par Soult au ministre de la guerre, porte à 27,760 hommes de toutes armes, et à 5,085 chevaux de cavalerie, 2,705 d'artillerie et du génie (les parcs compris) l'effectif des troupes ralliées, le 25 juin ; mais, comme l'effectif du 4e corps de réserve de cavalerie ne figure pas sur cette pièce, et comme on peut l'évaluer à mille hommes et autant de chevaux (le 1er juillet, il se trouva de 1,127), on voit que, le 25 juin, la force totale de l'armée revenue de Waterloo et ralliée par Soult s'élevait à vingt-neuf mille hommes environ, dont six mille cavaliers.

(3) Entre autres témoignages à l'appui de ce que nous disons, nous citerons celui du général Berthezène, peu suspect, à coup sûr, en pareil cas : « Cette nouvelle ne produisit pas sur nos soldats tout l'effet que nous pouvions craindre, et la désertion fut peu considérable ; on peut même dire qu'elle ne se manifesta que quelques jours après. » (*Souvenirs militaires*, t. II.)

compris que la France, moins l'empereur, était toujours la patrie, et qu'ils devaient la défendre. La défaite et surtout l'abandon où Napoléon les avait laissés, avaient, d'ailleurs, déconsidéré à leurs yeux le général et le souverain.

Grouchy avait reçu, en passant à Reims, un arrêté par lequel le gouvernement provisoire lui donnait le commandement de l'armée en remplacement de Soult; et, avec cet arrêté, l'ordre de ramener l'armée sur Paris (1).

Soult était en butte, depuis longtemps, aux soupçons de l'armée à cause des exagérations de son royalisme pendant son ministère. A ce point de vue, la mesure qui le frappait était nécessaire. Mais Grouchy, qu'on lui substituait, Grouchy, dont le dévouement patriotique n'était pas douteux, dont l'intrépidité était bien connue, manquait des qualités du général en chef, eu égard surtout à de telles circonstances.

L'effectif des troupes mises sous ses ordres s'élevait à près de soixante mille hommes. De ce nombre, la moitié environ, c'est-à-dire la colonne revenant de Wavre (plus de vingt-deux mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie (2) et, probablement, deux mille cinq cents des autres armes), était en très-bon état, pourvue de cent bouches à feu bien attelées, bien approvisionnées (3). Dans l'autre moitié, vingt mille hommes au plus étaient armés, l'artillerie manquait à peu près complétement (4); mais ces vingt mille hommes, remis, maintenant, assez bien en ordre, étaient susceptibles de grands efforts; et les fusils, les canons qui faisaient défaut allaient sans doute arriver bientôt de Paris.

(1) Discours de Grouchy, à la chambre des pairs, le 1er juillet 1815.

(2) Lettre de Grouchy au ministre de la guerre, datée de Réthel, le 24 juin. (*Archives du dépôt de la guerre.*)

(3) Grouchy avait tiré des munitions de Mézières.

(4) Les corps de Kellermann et de Milhaud, notamment, n'avaient pas sauvé une seule pièce. (Post-scriptum d'une lettre de Kellermann à Soult, du 24 juin.—*Archives du dépôt de la guerre.*)

Avec toutes ses forces, Grouchy pouvait donc agir, manœuvrer, retarder la marche de l'ennemi, donner au gouvernement quelque temps pour prendre des mesures de défense.

Mais où était l'ennemi? Le maréchal n'allait pas tarder à le savoir. Soit avis reçu, soit prévision, il s'inquiéta du flanc gauche de l'armée, si négligé par Soult; et, dans la soirée, il ordonna à d'Erlon d'aller occuper Compiègne, en le faisant appuyer par Kellermann. Les quatre divisions d'infanterie du premier étaient réduites à 4,643 hommes, officiers compris; et il n'avait que six bouches à feu, qu'on venait de lui adjoindre (1). Le second comptait seulement 1,462 hommes (2) à cheval, sans un seul canon.

D'Erlon, pressant le pas, marcha toute la nuit; mais, à cinq heures du matin, ses éclaireurs, en arrivant devant Compiègne, se heurtèrent à ceux des Prussiens.

Jagow, dirigé, on l'a vu, sur cette ville par Zieten, avait marché aussi toute la nuit; et, depuis une demi-heure, il l'occupait avec sa division et quelque cavalerie.

D'Erlon attaqua immédiatement; mais, après un engagement de peu de durée, il apprit, des paysans en fuite devant l'invasion de leurs villages, que toute l'armée prussienne approchait; et il battit en retraite, défilant par sa gauche, gagnant Senlis par Verberie, afin d'aller se placer en front des corps qui devaient être sur le point d'occuper, qui avaient occupé déjà peut-être Pont-Sainte-Maxence et Creil et ne pouvaient tarder à en déboucher.

Il expédia ensuite avis à Grouchy de son mouvement et de celui de l'armée prussienne.

Les cuirassiers de Kellermann, précédant l'infanterie de d'Erlon, atteignirent Senlis vers dix heures du soir. Mais,

(1) Situation du 26 juin signée par le chef d'état-major dn 1[er] corps. (*Archives du dépôt de la guerre.*)

(2) Situation du 24 juin, signée par Kellermann.

comme ils y entraient, ils furent accueillis par une fusillade qui les força à rebrousser chemin. L'ennemi était déjà dans la ville. D'Erlon, voulant éviter un combat de nuit, ne pas compromettre sa troupe, cherchant à couvrir de son mieux la gauche et les derrières de l'armée, appuya vers Mont-l'Évêque, où il prit position, sans être inquiété.

Sur l'avis heureusement envoyé par d'Erlon, Grouchy avait écrit à Vandamme de diriger, « sans perte d'une minute, » et des points où elles se trouveraient au reçu de l'ordre, toutes ses divisions sur la Ferté-Milon, d'où elles gagneraient Dammartin par Azy. Lui-même avait mis en marche sur Villers-Cotterets toute la partie de l'armée réunie autour de Soissons.

La hâte était, en effet, bien nécessaire; on était exposé à payer bien cher la négligence incroyable de Soult.

Zieten avait passé l'Oise à Compiègne, porté trois de ses divisions au delà de la forêt jusqu'à Bethencourt et faisait avancer la quatrième, commandée par Pirch II, avec de la cavalerie, vers Villers-Cotterets. Thielmann était à Compiègne, ayant passé la rivière. Bülow l'avait franchie à Pont-Sainte-Maxence, occupant Senlis par une division, celle dont l'avant-garde avait repoussé les cuirassiers de Kellermann.

Arrivé fort tard à Villers-Cotterets, Grouchy y resta peu. Avant le point du jour, il leva ses bivacs, se dirigeant par Nanteuil sur Dammartin.

Cependant, son extrême arrière-garde était encore à Villers-Cotterets, quand Pirch II l'attaqua et l'en chassa. On avait si mal éclairé le pays, que ce général venait d'enlever, tout près de la ville, une batterie d'artillerie légère : son attaque était une véritable surprise.

Au bruit du combat, Grouchy revint au galop et fit soutenir son arrière-garde. Pirch II s'était déployé, la gauche au château, la droite à Longpré. La canonnade s'ouvrit; et il essayai en vain de déboucher de Villers-Cotterets, lorsque sa gauche fut subitement prise à dos. En opérant le mouvement qui lui

avait été ordonné, la veille, Vandamme avait porté sa droite sur la chaussée de Soissons à Villers-Cotterets; et c'était lui qui attaquait les Prussiens.

Une division d'infanterie aborda la ville, pendant qu'une brigade de cavalerie la tournait. Les Prussiens furent culbutés et rejetés jusqu'à Bonneuil, où ils s'engagèrent sur la route de Compiègne à Crespy.

Après ce coup de vigueur, Grouchy continua sa retraite vers Nanteuil et Dammartin, et prescrivit à Vandamme, au lieu de se diriger sur Dammartin par la Ferté-Milon, de prendre, à ce dernier point, le chemin de Meaux pour atteindre ensuite Paris par Lagny.

Grouchy, en arrivant à Levignon en deçà de Nanteuil, trouva le village occupé par Zieten. Les cuirassiers de Milhaud, et Reille avec son corps, étaient déjà au delà. Le maréchal, qui marchait avec la garde, était coupé. Il évita le combat, et, après une légère canonnade, il obliqua à gauche sur Azy, puis se porta sur Claye, où il bivaqua.

Le soir, Reille et d'Erlon se réunirent près de Gonesse, à la Patte d'oie où se croisent les chaussées de Paris à Soissons et à Senlis, et vinrent s'établir près du Bourget, à deux lieues de Paris. Reille avait fait seize lieues dans la journée. D'Erlon avait marché plus lentement, afin de couvrir la retraite; et il n'avait eu à repousser aucune attaque sérieuse.

Le lendemain, 29 juin, l'un et l'autre entrèrent dans les lignes construites au nord de Paris. La garde les rejoignit avant midi. Vandamme avec les corps sous ses ordres arriva dans la soirée et alla prendre position sur les hauteurs de Montrouge, au sud de la capitale.

Ce jour-là, Blücher eut son quatier général à Gonesse; le corps de Bülow fut au Bourget, celui de Zieten à Blancménil, celui de Thielmann à Dammartin.

L'armée anglaise, dont le chef ne partageait pas l'impatiente ardeur de Blücher, était encore à Gournay, Clermont, Saint-

Martin-Longeau, Pont-Sainte-Maxence, sur la rive droite de l'Oise, à deux marches et plus des Prussiens.

Avec de la vigueur et de l'intelligence dans le commandement, la lenteur de l'un, la précipitation de l'autre auraient pu recevoir un rude châtiment.

Mais tous les deux avaient de puissants motifs pour ne pas le redouter : des motifs politiques. « Je crois que nous amènerons les choses à la conclusion que nous désirons tous, sans tirer un coup de fusil. J'espère être à Paris le 1er juillet, » écrivait Wellington au ministre Liverpool, le 28 juin (1).

(1) *The dispatches*, etc.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Décrets rendus par les chambres. — La commission de gouvernement. — Fouché, son président. — But qu'il se propose. — Sa conduite. — Sous son influence, la commission de gouvernement nomme Masséna commandant en chef de la garde nationale de Paris. — Fouché entraîne dans sa défection Davoust, ministre de la guerre. — Réunion en conseil des membres de la commission de gouvernement, des bureaux des deux chambres et des ministres. — Davoust déclare la résistance impossible et propose la soumission à Louis XVIII. — Incident. — La réunion décide l'envoi de négociateurs auprès de Wellington et de Blücher. — Davoust est nommé commandant en chef de l'armée sous Paris et reste ministre de la guerre. — La commission de gouvernement décide que les approches seules de Paris seront défendues. — Anxiété, irritation de la population. — Demande d'armistice adressée par Davoust à Wellington et à Blücher, avec l'autorisation de la commission de gouvernement.—Blücher reconnaît la ligne de nos retranchements au nord de Paris. — Son entrevue avec Wellington. — Les deux généraux décident que l'armée prussienne se portera au nord de Paris. — Mouvements de cette armée; de l'armée anglo-hollandaise. — Effectif des troupes de Davoust, le 1er juillet. — Il pouvait détruire les deux armées ennemies successivement. — Conseil tenu aux Tuileries. — Excelmans marche sur Versailles et Rocquencourt.—Il détruit une brigade de cavalerie prussienne et revient à son bivac de Montrouge. — Conseil de guerre à la Villette. — Résultat. — Réponse de Blücher à la demande d'armistice. — Lettre que lui adresse Wellington à ce sujet. — Davoust autorisé à capituler par la commission de gouvernement. — Mouvements de l'armée prussienne. — Combats de Sèvres, de Meudon, de Molineaux, d'Issy. — Position de l'armée prussienne, le 2 juillet au soir. — Conduite des chambres. — L'armée évacue Paris. — Entrée de Louis XVIII à Paris. — Conclusion.

En forçant Napoléon à résigner le pouvoir, les chambres avaient agi sous une multiple impression. Elles craignaient le

rétablissement d'un despotisme dont le souvenir était odieux, qui avait été funeste à la patrie ; elles étaient convaincues de l'impuissance du vaincu de Waterloo, à la défendre ; elles espéraient que son abdication permettrait des négociations qui aboutiraient bientôt à l'évacuation du territoire, à une paix honorable, à l'établissement d'un gouvernement choisi par la nation.

Les souverains coalisés avaient solennellement déclaré qu'ils faisaient la guerre à Napoléon, non à la France, et qu'ils ne voulaient imposer à notre pays aucune dynastie. Leur déclaration recevait un formel démenti de la signature apposée par les plénipotentiaires de Louis XVIII au traité de coalition. Mais les chambres ne le remarquaient pas ; elles oubliaient que l'histoire des manifestes solennels n'est trop souvent que le récit d'officielles impostures.

Leur espoir, cependant, n'était pas sans réserve, car elles avaient décidé que les préparatifs de défense marcheraient de front avec les négociations. Elles avaient déclaré la guerre nationale, appelé au secours de la patrie tous les citoyens en état de porter les armes, décrété un emprunt et mis toutes les ressources du trésor public à la disposition du gouvernement provisoire, l'autorisant, en outre, à faire toutes les réquisitions en nature nécessaires aux armées et aux transports militaires, à suspendre les lois sur la liberté individuelle, à faire arrêter ou mettre en surveillance les individus prévenus de provoquer des troubles ou d'entretenir des relations avec l'ennemi.

Ces mesures étaient excellentes, justifiées par l'extrême péril de la situation. Elles rappelaient l'énergie de la grande assemblée qui, en un moment de danger extrême aussi, avait assuré le salut de la France ; et, déjà, elles ranimaient bien des courages, exaltaient bien des âmes. C'était beaucoup que de les avoir décrétées ; mais ce n'était rien, si on ne devait en assurer la très-rapide exécution.

Or, les chambres, confiantes dans le pouvoir exécutif qu'elles avaient élu, lui avaient abandonné le soin d'appliquer leurs

décrets, le laissant sans contrôle, sans excitation; et ce pouvoir trahissait la cause nationale par faiblesse, incapacité, perfidie.

Il se composait de Fouché, Carnot, Quinette, Caulaincourt et Grenier. Les trois premiers, anciens conventionnels, avaient voté la mort de Louis XVI; Caulaincourt avait été l'agent principal du guet-apens d'Ettenheim; Grenier était un général de mérite que rien ne rattachait aux Bourbons.

Les chambres, par de tels choix, avaient nettement montré qu'elles repoussaient ces princes, qu'elles ne voulaient pas de transaction avec eux. Trois régicides, un complice principal du meurtre du duc d'Enghien devaient tout faire pour empêcher une nouvelle restauration qui ne pourrait manquer de frapper sur leur fortune, peut-être sur leur tête. Les chambres en étaient persuadées.

Mais Fouché était d'une immoralité politique sans bornes; Carnot n'était plus qu'une ombre; Quinette était une médiocrité sans énergie; Caulaincourt était découragé; et Grenier d'une modération qui excluait la force. Les chambres n'y avaient pas pris garde.

Dès sa première réunion, le pouvoir exécutif avait choisi Fouché pour président.

L'ancien conventionnel, le duc de l'Empire était déjà en pleine défection, préparant les voies au retour de la dynastie déchue et proscrite et sa réconciliation avec elle. Il n'avait à compter, maintenant, ni sur la complicité de ses collègues, ni sur l'appui du parlement; mais il connaissait leur faiblesse morale. Ces mêmes hommes hostiles aux Bourbons, les uns par intérêt de fortune, de position, par crainte de représailles violentes, les autres par attachement aux principes de la Révolution, par patriotisme, avaient usé toute leur énergie dans la lutte de deux jours contre Napoléon. Ils redoutaient, avant tout, les commotions populaires; et il en fallait une très-forte dans les circonstances critiques où se trouvait la France. Ce

soulèvement indispensable de toutes les forces du pays, de ses passions, Napoléon, pendant trois mois, n'avait pas voulu, n'avait pas osé l'exciter; la majorité des chambres, les collègues de Fouché ne l'oseraient, ne le voudraient pas non plus. Celui-ci n'en doutait pas; et il avait compris que, s'il ne pouvait leur arracher un assentiment formel, public, à la restauration des Bourbons, il lui serait, néanmoins, facile de les amener à ne pas s'y opposer.

Il s'agissait pour cela de rassurer les plus compromis dans le mouvement du 20 mars, d'allécher les ambitions, d'entretenir, d'aviver les espérances de paix, d'énerver l'opinion publique, d'annuler les moyens de défense, de hâter les événements. Fouché s'était mis à ce travail perfide avec son habituelle astuce, avec une activité inouïe.

Il avait à peine pris possession de la présidence du pouvoir exécutif, qu'il avait fait sortir de prison un des partisans les plus intelligents, les plus résolus des Bourbons, et que, par son entremise, il avait dépêché des émissaires auprès de Wellington pour presser la marche des armées coalisées sur Paris, auprès de Louis XVIII pour l'inviter à les suivre sans retard.

Il avait interdit les réunions populaires, où se réchauffe l'enthousiasme des masses, supprimé, aux étalages des marchands, les dessins, les emblèmes propres à entretenir la haine de la vieille monarchie, répandu partout des affidés, des agents propageant les bruits les plus sinistres, les plus décourageants.

Sous son influence, le pouvoir exécutif avait nommé Masséna commandant en chef de la garde nationale de Paris; Masséna, qui avait sauvé la France à Zurich, mais qui avait jeté ses derniers feux en Portugal, et n'aspirait plus, maintenant, qu'au repos, à la paisible jouissance d'immenses richesses, prises partout et de toutes mains. Et Masséna avait inauguré ses nouvelles fonctions par un ordre du jour où il ne fixait

d'autres devoirs à la garde nationale que celui « de maintenir l'ordre intérieur et de faire respecter les personnes et les propriétés. » Avec un tel chef, Fouché avait mis la main sur un des ressorts de la défense.

Presque en même temps, il l'avait mise aussi sur le plus puissant, sur l'administration de la guerre, sur la direction des affaires militaires, laissée à Davoust.

Ce maréchal, illustre à bon droit dans les campagnes heureuses et dans les campagnes funestes de l'Empire, s'était tenu à l'écart sous la Restauration et ne taisait pas ses répugnances pour les Bourbons. Il pensait, il disait que, malgré le désastre de nos armes, on devait, on pouvait résister.

Il expédiait des ordres sévères pour réprimer, arrêter la désertion produite, à la nouvelle de Waterloo, parmi les gardes nationales actives, à moitié armées, à peine habillées, en garnison dans les places; il pressait le ralliement des combattants de Waterloo, ordonnait à Grouchy de se réunir à Soult, et lui faisait donner le commandement en chef de l'armée qui se concentrait; il organisait les forces mobilisables des dépôts, à Paris et aux environs, des envois d'armes, de matériel sur Laon, prescrivait d'activer, de compléter la levée de la conscription de 1815, se préparait à rappeler sur Paris les troupes devenues disponibles par la soumission de la Vendée; il allait armer les tirailleurs de la garde nationale.

En un mot, tout dans sa conduite annonçait un homme déterminé à la lutte patriotique. Mais cette détermination avait faibli instantanément, puis s'était éteinte sous l'action de Fouché.

Davoust, habilement circonvenu, rassuré sur le sort que lui réservaient les Bourbons, s'était livré au traître, lui promettant un concours absolu.

Dès ce moment, sa conduite avait changé; et il avait arrêté les dispositions de défense, à ce point que huit ou dix mille hommes armés, équipés, sinon habillés complétement, et dis-

ponibles dans les dépôts y avaient été retenus, que pas un détachement, pas un canon, pas un fusil n'avait été expédié à Laon.

Davoust était un de ces hommes de guerre comme il s'en forma trop à l'école de Napoléon, prodigues d'énergie sur les champs de bataille, oublieux de la patrie, accessibles à toutes les séductions de l'intérêt privé, et, dans les grandes crises politiques, à toutes les manœuvres des partis, à tous les découragements. Hommes d'autant plus dangereux dans les conseils des gouvernements, qu'on est trop disposé à croire que la bravoure du militaire est une garantie de la fermeté, du dévouement civiques.

Fouché s'était promptement servi de Davoust, pour porter au cœur du parlement une conviction que lui seul n'aurait pu y faire pénétrer.

Le jour même où soixante mille hommes se concentraient sur Soissons, le 27 juin, il avait réuni en conseil les bureaux des deux chambres, les membres du pouvoir exécutif, les ministres, pour examiner l'état des choses ; et, après quelques paroles indiquant assez clairement qu'il regardait la résistance à l'ennemi comme très-difficile, sinon chimérique, il avait brusquement fait appel à la franchise, à la science, à l'expérience de Davoust. L'interpellation était convenue, comme la réponse qui devait y être faite.

S'autorisant de la connaissance acquise des ressources disponibles, des rapports qui lui parvenaient sur la situation et l'esprit de l'armée, Davoust s'était déclaré intimement persuadé de l'impossibilité de la résistance, et de la nécessité de recevoir les Bourbons pour éviter de plus grands malheurs. Puis, formulant sa pensée de manière à atténuer ce qu'elle avait d'alarmant pour beaucoup dans le conseil et au dehors, il avait ouvert l'avis de députer auprès du roi, afin de lui proposer d'entrer à Paris avec la cocarde tricolore, sans garde étrangère, en maintenant les deux chambres, en garantissant indistinc-

tement les personnes et les propriétés, en conservant à tous les fonctionnaires civils et militaires, leurs emplois, grades, honneurs, traitements, prérogatives.

A cette révélation soudaine d'un désespoir dont Fouché seul avait le secret, les esprits s'étaient troublés d'abord. Les quatre collègues de celui-ci étaient restés consternés. Ils avaient compté sur l'activité, le caractère, les paroles de Davoust, sur Fouché lui-même, auquel ils avaient abandonné la direction des affaires, comme les chambres l'avaient abandonnée au pouvoir exécutif; et, au bout de cinq jours de gouvernement, l'un et l'autre leur annonçaient que tout était perdu. Le retard d'un tel aveu, les propositions faites constituaient une véritable trahison. Il n'en aurait pas fallu davantage à des hommes doués de quelque énergie, pour destituer sur-le-champ Davoust, pour dresser contre lui et contre Fouché un acte d'accusation. Mais Carnot, Quinette, Caulaincourt, Grenier n'avaient pas eu ce facile courage. Ils s'étaient bornés à quelques vaines récriminations, à des contestations sans force; et, le débat se généralisant, s'affaiblissant bientôt sous le poids de l'opinion de Davoust, sous les sophismes de Fouché, ce dernier l'avait mis à fin, en invitant, avec l'assentiment tacite du conseil, Cambacérès et Lanjuinais, présidents de la chambre des pairs et de la chambre des représentants, à préparer ces deux assemblées au rappel des Bourbons.

Le régicide, le proconsul de Nantes, le ministre de Napoléon au 20 mars, se rangeant du côté des Bourbons, devait en avoir reçu des promesses, des garanties positives auxquelles tous pouvaient prétendre. L'égoïsme de chacun se laissait aller à le croire. Qui donc, en effet, était plus compromis que Fouché?

Pour lui, c'était avoir bien avancé dans la voie où il s'était engagé, que d'avoir fait admettre, dans un conseil ainsi composé, et l'impossibilité de la résistance et la nécessité de la soumission au roi.

Un incident imprévu était venu, cependant, le forcer à

reculer un peu. C'était l'arrivée d'une dépêche des plénipotentiaires envoyés à Laon pour solliciter des généraux ennemis un armistice, pour essayer des négociations.

Nous avons dit la dure réponse de Blücher, réponse transmise de vive voix par deux de ses officiers. Celle de Wellington, adressée par lettre, avait été encore plus péremptoirement négative; car il avait déclaré n'être muni d'aucun pouvoir pour traiter d'un armistice, d'une suspension d'armes; et il avait refusé une entrevue qui lui était demandée, ajoutant, cependant, dans ses formes polies, qu'il était prêt à se rencontrer avec les plénipotentiaires, s'ils persistaient dans cette demande qui ne pouvait avoir pour résultat qu'une perte de temps; il les en avertissait.

Mais il est des espérances que rien ne décourage, des illusions qui résistent à l'évidence.

Les plénipotentiaires avaient causé avec les deux officiers de Blücher, et, de ces causeries, avaient tiré des conclusions rassurantes qu'ils communiquaient au pouvoir exécutif.

La coalition n'avait pas le projet arrêté d'imposer à la France une seconde restauration; et ils profitaient de cette découverte pour se rendre auprès des souverains, dont la présence leur était indiquée quelque part sur le Rhin, vers Mannheim.

Ce n'était pas tout. Ils espéraient beaucoup d'une entrevue avec les généraux ennemis. de cette entrevue, ils se gardaient de le dire, que Wellington affirmait ne pouvoir aboutir qu'à une perte de temps; et ils demandaient le prompt envoi de négociateurs au camp du général anglais et du général prussien, eux-mêmes ne pouvant s'y rendre, pressés qu'ils étaient d'aller trouver les souverains.

A la lecture de ces nouvelles, le conseil avait repris quelque assurance. On pouvait négocier; la coalition ne tenait pas à imposer les Bourbons au pays; il ne fallait donc pas se hâter de courir au-devant de ces princes. Il n'y avait qu'une chose

urgente, la nomination des négociateurs réclamée par les plénipotentiaires.

Fouché n'avait pas voulu heurter ce singulier retour d'opinion, cette reprise d'espoir. Il avait retiré à Cambacérès et à Lanjuinais la mission qu'il leur avait confiée près des chambres; et, continuant à tout diriger, tout ordonner devant ses collègues silencieux, il avait désigné les négociateurs : quatre hommes peu hostiles aux Bourbons et un royaliste avéré.

Les plénipotentiaires, malgré leurs étranges illusions, insistaient, dans leur dépêche, sur la nécessité d'activer les préparatifs de défense, attendu, disaient-ils naïvement, qu'il leur était démontré que les armées ennemies tendaient à se rapprocher le plus possible de Paris, qui paraissait les préocuper essentiellement.

Cette insistance n'avait pas même été l'objet d'une observation; et le conseil s'était séparé, Davoust restant ministre de la guerre, Davoust, qui venait de déclarer toute résistance impossible.

Tout ce qui s'était passé dans cette réunion était arrivé promptement à la connaissance de la plupart des membres des deux chambres. Les plus osés, les plus inquiets aussi étaient allés trouver Fouché, lui demandant des explications sur sa conduite, l'accusant même de trahison; mais, de ces entrevues, il n'était résulté qu'un vain échange de paroles. Aucun pair, aucun représentant n'avait porté à la tribune seulement un soupçon.

Tous, ils craignaient d'inquiéter le pays, et, en l'inquiétant, de causer quelque soulèvement populaire, qu'ils seraient impuissants à maîtriser.

Devant une pusillanimité si bien constatée, Fouché avait vu le champ libre plus que jamais à ses machinations. Il les avait activement continuées. Ses affidés allaient et revenaient, maintenant, ostensiblement et sans cesse de son cabinet au quartier général de Wellington et à la cour de Louis XVIII, qui s'avançait à la suite de l'armée anglaise.

Il avait fait sonder les dispositions de Grouchy à l'égard d'une restauration nouvelle. Le maréchal s'y était montré très-opposé. C'était un grand embarras ; mais lui-même l'avait promptement écarté. Se défiant de ses forces, effrayé de la responsabilité du commandement en chef, du désordre de la retraite de Soissons vers Paris, retraite bien mal dirigée d'ailleurs, et cela par sa propre faute, il avait envoyé sa démission au pouvoir exécutif. Fouché, agissant encore avec l'assentiment servile de ses quatre collègues, l'avait remplacé par Davoust.

Général en chef et ministre tout à la fois, Davoust aurait bien mieux le pouvoir de paralyser la défense.

Les chambres ne s'étaient pas plus émues de cette nomination que les collègues de Fouché.

Le pouvoir exécutif leur avait proposé un projet de loi mettant Paris en état de siége ; elles l'avaient voté.

Elles avaient voté aussi une adresse à l'armée; œuvre banale, sans couleur, sans force ; et elles avaient choisi, sur leurs bancs, des commissaires chargés d'aller haranguer nos soldats.

Après la parodie de la déchéance de Louis XVI, on avait la parodie des conventionnels en mission aux armées.

A la suite de ces grandes mesures, le pouvoir exécutif, ou plutôt Fouché, l'esprit toujours tendu vers son but, avait publié un arrêté qui était un nouvel acheminement vers l'abandon.

Il avait, en effet, décidé d'une manière absolue que les approches *seules* de Paris seraient défendues, et qu'elles le seraient par les troupes de ligne, qui resteraient campées hors des murs; que la garde nationale maintiendrait la tranquillité intérieure, et ne serait employée extérieurement que sur la demande qui pourrait en être faite par les légions ou bataillons; que les tirailleurs de cette garde serviraient, conformément à leur offre, comme auxiliaires des troupes de ligne, à la défense des postes les plus rapprochés de la place.

Prise le 28 juin au soir, cette décision avait reçu, un digne et prompt commentaire dans une proclamation signée du préfet de la Seine et adressée aux habitants de Paris. Cet homme, il faut écrire son nom, s'appelait de Bondy. Il recommandait aux citoyens de songer à la conservation de leurs personnes, de leurs familles, de leurs propriétés, de se tenir dans la sagesse et dans la tranquillité la plus absolue.

Les choses en étaient là; et l'arrêté du pouvoir exécutif, cette lâche proclamation n'avaient pas même suscité une observation dans les chambres, quand l'armée ramenée par Grouchy s'établissait, comme nous l'avons dit, partie au nord, partie au sud de Paris.

C'était le 29 juin.

Mais, pendant que, dans les régions officielles, la faiblesse des uns, la complicité des autres laissaient Fouché et Davoust aplanir la route à Wellington et à Blücher, au retour de Louis XVIII, la masse de la population parisienne était en proie à d'ardentes anxiétés, à de vives irritations. Le mot de trahison circulait partout dans la cité, dans les faubourgs. Les fédérés faisaient entendre des paroles menaçantes; les troupes des dépôts s'indignaient; les tirailleurs de la garde nationale réclamaient, à grands cris, des armes; la jeunesse des écoles, du commerce, formée en compagnie de canonniers volontaires, éclatait en impatience; des gardes nationaux en grand nombre se portaient aux états-majors, demandant à marcher à l'ennemi; la foule des bons citoyens cherchait une direction, voulant par tous moyens épargner à la capitale de la France le nouveau déshonneur d'une capitulation devant l'étranger.

L'arrivée des soixante mille hommes que ramenait Grouchy surexcitait ces dispositions généreuses. Cette armée se montrait, maintenant, animée du meilleur esprit. Elle voulait combattre à outrance, laver l'injure de la défaite ; et, appuyée sur elle, de concert avec elle, les patriotes rebelles à la crainte, à l'idée de soumission à l'ennemi, pouvaient, d'un instant à l'autre, briser

et le pouvoir exécutif et le parlement, pour leur substituer un gouvernement résolu à imiter les grands exemples des Portugais, des Espagnols, des Russes, des Allemands, l'héroïsme déployé par la France vingt ans auparavant.

Fouché et Davoust devaient compter avec cette terrible éventualité. Le moindre incident, la désobéissance d'un général, l'initiative de quelques citoyens pouvaient la réaliser. Ils ne s'y trompaient pas. L'un était instruit par sa police de la fermentation populaire. L'autre constatait, par lui-même, à son quartier général de la Villette, le mécontentement, l'exaspération des troupes et de plusieurs généraux. Il en conclut qu'il ne fallait pas laisser à l'armée et à la population le temps de se concerter; qu'il fallait tout précipiter vers le dénoûment.

Dans la nuit du 29 au 30, il écrivit officiellement à Fouché. Il lui disait : « Il n'y a pas un instant à perdre...; nous devons proclamer Louis XVIII, le prier de faire son entrée dans la capitale sans les troupes étrangères... Il n'y a pas d'autres moyens de sauver la patrie. »

Peu d'heures après, il reçut pour réponse une sorte de paraphrase de sa lettre, terminée par l'autorisation « d'envoyer aux avant-postes ennemis et de conclure un armistice en faisant tous les sacrifices compatibles avec le devoir et la dignité. »

Le devoir et la dignité, entendus comme pouvaient l'entendre Fouché et Davoust, n'imposaient à ce dernier aucune limite. Fouché, ainsi qu'il le disait dans sa lettre, avait pris sur lui de donner ces pouvoirs au maréchal. Il jugea prudent de compromettre, à sa suite, ses collègues du pouvoir exécutif. Responsabilité partagée est toujours moins dangereuse. Mais, pour la première fois, il rencontra une demi-résistance; et, après une discussion assez vive, il fut obligé d'expédier à Davoust l'ordre de ne traiter que d'un armistice purement militaire.

Un armistice de cette sorte avait déjà été refusé aux plénipotentiaires envoyés à Laon et courant, à présent, à la recherche

des souverains coalisés. Les autres négociateurs n'avaient pas été plus heureux, sans doute; car ils étaient partis depuis trois jours et n'avaient pas même encore donné de leurs nouvelles.

Là où l'on avait échoué déjà, Davoust ne pouvait pas réussir.

Il parait, cependant, qu'une dépêche reçue pendant la délibération, et transmise aussitôt à ce maréchal, avait fait concevoir une espérance contraire. Suchet mandait de Chambéry, par le télégraphe, qu'il venait de conclure un armistice de trois jours avec le général en chef autrichien Frimont. Mais le destin de la guerre n'était pas en avant de Lyon, il était à Paris. La conduite de Frimont ne pouvait donc pas faire présager celle de Wellington et de Blücher. Cela était certes bien évident.

Davoust adressa, néanmoins, au général anglais et au général prussien une demande pressante d'armistice, s'autorisant de ce qui venait de se passer du côté de Lyon, leur disant « qu'ils ne pouvaient pas avoir d'autres instructions de leurs gouvernements que celles que le général autrichien tenait du sien. »

Il était sincère alors, a-t-on dit, dans son désir d'éviter à la capitale de la France l'humiliation d'une seconde occupation par les armées étrangères. Cela est possible, quoique bien étrange. Mais, s'il fut sincère, il fut bien aveugle.

Il avait tout fait pour diminuer les forces de la défense, pour l'annuler, se persuadant ou se laissant persuader par Fouché que le pouvoir exécutif, les chambres et la population parisienne, une fois placés en face d'une résistance impossible, acclameraient les Bourbons; et qu'aussitôt les généraux ennemis s'arrêteraient dans leur marche. Mais, cet appel ne se faisant pas, à cause de la répugnance des uns, de la timidité des autres devant l'attitude de la masse populaire et de l'armée, ce qu'un homme doué de la moindre perspicacité aurait dû pré-

voir, Davoust avait, par le fait, préparé de son mieux les moyens de faire tomber Paris aux mains de l'ennemi.

Quoi qu'il en soit, il insista, par une nouvelle missive, auprès de Fouché sur la nécessité de proclamer immédiatement Louis XVIII ; mais Fouché ne trouvait aucune aide pour cela, et ne pouvait pas faire à lui seul cette proclamation.

Davoust, bien éclairé déjà sur les dispositions de l'armée, en eut bientôt de nouvelles preuves et de plus décisives.

La chambre des représentants, nous l'avons dit, avait voté une adresse à l'armée. Quelques généraux résolurent d'en prendre occasion pour manifester leur opinion ; et l'un d'eux, le général Freissinet, rédigea une réponse brûlante de haine contre la dynastie des Bourbons. Colportée avec rapidité dans les bivacs au nord de Paris, cette réponse réunit promptement les signatures de la plupart des généraux. Davoust, lui-même, pour éviter les soupçons et conjurer un péril personnel, ne refusa pas d'y apposer la sienne.

Sa situation devenait critique, en effet ; dans la réunion qui venait d'avoir lieu à quelques pas de son quartier général, des accusations de trahison avaient été portées contre Fouché ; et le général Dejean avait proposé d'aller avec deux bataillons arrêter aux Tuileries mêmes, et fusiller sur place le président du pouvoir exécutif. Cette proposition n'avait pas été accueillie, il est vrai, mais elle pouvait se traduire en fait au premier moment. En outre, des copies de l'écrit de Freissinet circulaient parmi les troupes et excitaient leur enthousiasme (1).

Devant de telles manifestations, un général qui aurait gardé au cœur quelque énergie, quelque patriotisme, n'aurait pas hésité à profiter de l'ardeur de son armée, lors même qu'il aurait persisté dans un chimérique espoir d'armistice. Il n'est rien de tel pour arrêter son ennemi que de lui montrer la ferme résolution de combattre. Mais Davoust allait se trouver à même

(1) Cet écrit ne disait pas un mot de Napoléon ni de sa famille.

de faire davantage : il allait avoir une victoire assurée devant lui.

Blücher, vers une heure du matin, avait fait attaquer, par huit bataillons et huit escadrons, le village d'Aubervilliers, pendant qu'une autre colonne faisait une démonstration du côté de Bondy. Aubervilliers est situé sur la rive droite du canal de Saint-Denis, à une demi-lieue de cette ville, au pied de la ligne de nos retranchements. Défendu par un seul bataillon, il avait été emporté après une vive résistance. La faible troupe qui l'occupait, n'étant pas soutenue, s'était repliée en bon ordre dans les fortifications ; et l'action avait dégénéré en une fusillade insignifiante de plusieurs heures.

Cependant, la ferme contenance de nos soldats et une reconnaissance soigneusement faite de la ligne de nos retranchements avaient convaincu Blücher que, même avec le secours des Anglo-Hollandais, il serait impossible de la forcer.

Ceux-ci étaient encore éloignés. Leur avant-garde ne devait pas dépasser Louvres dans la journée ; et, le soir, ils se trouveraient échelonnés de là à Pont-Sainte-Maxence, ayant même trois divisions formant plus du tiers de leur infanterie et toute leur artillerie de réserve, sur ce dernier point, à plus de dix lieues des Prussiens.

Ce fut dans une telle situation de leurs armées que Blücher et Wellington, qui, dans l'après-midi, était venu conférer avec le général prussien, résolurent d'opérer au sud de Paris, avec une partie de leurs forces.

Grâce à la négligence de Napoléon, continuée par le pouvoir exécutif, par Davoust, Paris, sur la rive gauche de la Seine, était resté sans fortifications. Trois ou quatre redoutes à peine ébauchées, voilà tout ce qu'on avait fait, de ce côté, avant comme depuis Waterloo ; en ce moment même, on n'y comptait pas trois cents terrassiers.

Les généraux ennemis le savaient ; Fouché ne le leur avait pas laissé ignorer ; et c'était là ce qui déterminait, maintenant, leur plan d'opérations.

Ce plan était de porter toute l'armée prussienne sur la rive gauche de la Seine, et d'investir avec elle Paris par les collines qui le dominent au midi; d'intercepter ses communications de ce côté encore, de l'alarmer pour ses approvisionnements, pendant que l'armée anglaise viendrait s'établir à la place des Prussiens devant nos retranchements du nord.

Impatient, on passa, sur-le-champ, du projet à l'exécution.

Vers cinq heures du soir, le corps de Thielmann, qui, dans la matinée, s'était porté de Dammartin à Gonesse, se dirigea, par Argenteuil, sur Saint-Germain, poussant en avant de lui la brigade de cavalerie de Sohr (1), pour appuyer en toute hâte une colonne volante qui avait surpris le pont sur la Seine au Pecq, au pied même de la hauteur sur laquelle est bâti Saint-Germain.

Le corps de Zieten suivit ce mouvement cinq heures plus tard, marchant sur Maisons, village situé en aval de cette ville et possédant un pont. Avec un peu de prévoyance, du côté des Français, ce pont aurait été détruit. Il n'était pas même gardé.

Pour dissimuler cette manœuvre, Zieten eut ordre de laisser ses avant-postes devant nos lignes; et Bülow garda ses positions.

Le lendemain 1er juillet, vers six heures du matin, Bülow mit en marche sur Saint-Germain, par Argenteuil, toute sa cavalerie, son artillerie de réserve avec une de ses divisions d'infanterie, et, plus tard, dans l'après-midi, au fur et à mesure de l'arrivée des premières divisions anglaises, le reste des troupes prussiennes.

Vers midi, l'armée de Blücher était ainsi disposée : la brigade de cavalerie de Sohr arrivait sur Versailles, ayant à quelque distance en arrière la colonne volante qu'elle avait ralliée au Pecq; Zieten et Thielmann étaient établis sur Saint-

(1) Cette brigade était détachée du corps de Pirch I, laissé, comme on l'a vu, sur la Sambre.

Germain ; Bülow avait sa cavalerie et une division d'infanterie à Argenteuil, ses autres troupes dans la plaine Saint-Denis.

Wellington n'avait pas même fait faire une marche de nuit à ses colonnes; et c'était à peine si, en ce moment, quinze mille de ses soldats approchaient de nos lignes. Le tiers de son armée et son artillerie de réserve étaient encore bien en arrière de Louvres; le reste s'allongeait entre ce point et le Bourget.

Les deux armées ennemies, ainsi éparpillées sur une ligne de plus de quinze lieues, réduites, par les détachements laissés sur leurs lignes d'opérations et par les fatigues de la route, à moins de cent dix mille hommes, étaient à la merci de Davoust. Ce maréchal disposait, en effet, les situations officielles le prouvent (1), de soixante et onze mille hommes de toutes armes, armés, équipés, dont quinze mille de cavalerie, de six mille tirailleurs, car il en avait fait armer trois mille de plus que Napoléon, de la garde nationale de Paris, de mille hommes de la garde nationale active des départements. Le service de l'artillerie des retranchements était assuré par des canonniers de la ligne, de la marine, des Invalides, par des compagnies des écoles, aidées de pointeurs pris dans la ligne.

Davoust connut les mouvements de l'armée prussienne dans la matinée de très-bonne heure, peut-être la veille. S'il fût sorti des retranchements, vers sept ou huit heures du matin, même à dix, avec cinquante mille hommes, il pouvait donc culbuter, détruire Bülow, qui n'en avait plus vingt mille, et, marchant ensuite à la rencontre de l'armée anglaise fractionnée en colonnes de marche, lui faire subir un échec des plus signalés, la rejeter au delà de l'Oise.

Les corps de Zieten et de Thielmann, aventurés à Saint-Germain, coupés de leur ligne d'opérations, n'auraient pas ensuite échappé à un désastre.

(1) *Archives du dépôt de la guerre.* Voir note E pour le détail.

Blücher, malgré sa fougue juvénile, Wellington, si sagement mesuré, avaient certainement prévu le sort auquel ils s'exposaient en opérant comme ils le firent. Aussi avaient-ils compté, a-t-on dit, et tout le démontre, sur l'inertie de l'armée française, que Fouché leur garantissait.

Davoust, si docile sous la main du traître, ne le fit pas manquer à sa promesse.

La nouvelle du mouvement des Prussiens sur la rive gauche de la Seine s'était répandue parmi les troupes campées dans les retranchements; généraux, officiers et soldats attendaient avec impatience, réclamaient à grands cris l'ordre de sortir des lignes; Vandamme faisait dire que des colonnes prussiennes étaient à Saint-Germain. Davoust, résolu à laisser liberté de manœuvre à l'ennemi, trompa toutes ces ardeurs en faisant exécuter une faible attaque contre Aubervilliers, et des démonstrations sans plus de portée sur d'autres points; il écrivit à Vandamme, qui réunissait sous son commandement toutes les troupes de la rive gauche, de lancer Excelmans vers Saint-Germain, par Versailles, et de le soutenir avec les 3e et 4e corps d'infanterie; il ordonna au corps de d'Erlon, à la garde, de se tenir prêts à marcher, au premier moment, pour appuyer cette opération, en allant passer la Seine au pont de Neuilly; il annonça qu'il préparait tout pour une grande bataille; puis, avant dix heures, il partit pour Paris.

Il y était appelé par Fouché, qui avait besoin de sa présence à une sorte de conseil de guerre qu'il avait convoqué, pour cet instant de la journée, aux Tuileries.

Quand on ne veut pas se battre, on réunit un conseil de guerre : c'est une règle générale ; et l'on est presque sûr d'y trouver une majorité pour les déterminations les moins généreuses, les plus faibles. Fouché connaissait la règle et l'appliquait, se croyant bien certain, d'ailleurs, du résultat de la délibération, par la composition même de son conseil.

Il l'avait formé des membres du pouvoir exécutif, des mi-

nistres, des présidents, vice-présidents et secrétaires des deux chambres, des maréchaux Masséna, Soult, Lefebvre et Grouchy, des généraux Gazan, Évain et Mouton-Duvernet.

Davoust ouvrit la discussion par un exposé rapide de l'état des forces concentrées sur Paris, de leurs positions, des mouvements des armées ennemies; et il en conclut imperturbablement que la résistance était impossible.

Carnot, qui venait de visiter les deux rives de la Seine avec le général Grenier, résuma l'avis de celui-ci et le sien : « Les travaux de campagne exécutés sur la rive droite étaient suffisants pour mettre Paris, de ce côté, à l'abri de toute insulte; mais, sur la rive gauche, tout était à découvert, le champ restait libre aux entreprises de l'ennemi. Les Prussiens avaient réussi à porter la masse de leurs forces de ce côté, et paraissaient disposés à attaquer. Sans doute, il serait facile de les repousser, mais ils pourraient, ou revenir à la charge après avoir fait leur jonction avec l'armée anglaise, ou se retrancher sur la ligne de hauteurs qui s'étend, à gauche, de Sèvres vers Meudon, à droite, vers Saint-Cloud; et, dans cette position, ils donneraient aux autres armées de la coalition le temps d'arriver, de compléter l'investissement de Paris, de le réduire par défaut de subsistances, de couper toute retraite à nos troupes, et de les forcer à se rendre à discrétion. »

Paris était découvert au sud, grâce à l'incurie de Napoléon, continuée par le pouvoir exécutif, dont Carnot faisait partie; les Prussiens avaient franchi la Seine, parce que ce même pouvoir n'avait pas eu la vulgaire précaution d'en faire détruire ou garder les ponts. Tout cela était vrai, mais cela seul était vrai. Il n'y avait pas à craindre la jonction des armées prussienne et anglaise; car, en ce moment même, il ne fallait qu'une détermination un peu vigoureuse pour détruire la plus grande partie de l'une, et battre, repousser l'autre au delà de l'Oise. Mais, dans le cas où ne se ferait pas cette manœuvre, que le bon sens du dernier soldat indiquait, il était encore inadmissible

qu'Anglais et Prussiens se réunissent où l'indiquait Carnot; car il aurait fallu, pour cela, qu'ils renonçassent complétement à leurs lignes d'opérations, sans pouvoir en prendre une autre qui leur offrît la moindre sécurité.

Il n'était pas à craindre davantage que les Prussiens vinssent s'établir sur les hauteurs entre Meudon et Saint-Cloud, car on avait tout le temps de les y prévenir; et puis cette position même, si on les laissait bénévolement l'occuper, pouvait être tournée par Suresnes et Neuilly.

Le 30 mars 1814, il y avait quinze mois seulement de cela, et Carnot l'oubliait, vingt mille hommes, n'ayant pas une redoute, pas un fossé pour se couvrir, avaient défendu le nord de Paris, toute la journée, contre une armée combinée deux fois plus forte que celle de Wellington.

Aujourd'hui, les abords de ce côté étaient garnis de retranchements, pourvus d'une nombreuse artillerie. En y laissant douze mille hommes de troupes de ligne, en y envoyant six mille tirailleurs de la garde nationale, chiffre qui, avec une simple distribution de fusils, serait porté à quinze mille, on pouvait assurer la défense de Paris au nord contre les Anglais, pendant qu'avec soixante mille hommes on marcherait aux Prussiens qui viendraient l'attaquer au midi.

L'armée anglaise, mutilée à Waterloo, avait bien diminué de valeur (1).

(1) Wellington écrivait, le 25 juin, au ministre Bathurst: « Nous sommes en bien mauvaise position; nous n'avons pas le quart des munitions que nous devrions avoir; et je crois vraiment qu'à l'exception de ma vieille infanterie d'Espagne, j'ai non-seulement la plus mauvaise armée, mais encore la plus mal équipée et le plus mauvais état-major qu'on ait jamais réunis. » (*The dispatches*, etc., t. XII.)

En faisant une large part à l'exagération du général qui voulait stimuler le zèle du ministre, presser l'arrivée des renforts, des approvisionnements, il reste là une preuve suffisante de la diminution de valeur de l'armée anglo-hollandaise.

Quant aux autres armées de la coalition, on n'aurait pas à compter avec elles sous Paris, avant le 10 juillet; et, à cette époque même, elles ne pourraient y porter que le corps bavarois et l'avant-garde russe, qui maintenant étaient encore à quatre marches de Châlons-sur-Marne. Ce serait, il est vrai, plus de soixante mille hommes, que viendraient appuyer successivement, à peu de jours de distance, plus de deux cent mille Russes, Wurtembergeois, Autrichiens, etc., suivis eux-mêmes de fortes réserves. Mais, d'ici là, si l'on battait, comme cela était très-possible, certain même, les Prussiens et les Anglais, l'effet moral de la victoire serait assez puissant pour soulever la nation, pour la pousser aux résolutions extrêmes; et, devant un pareil mouvement, les souverains alliés hésiteraient sans doute à poursuivre la guerre à outrance. Ils consentiraient à une transaction non indigne d'une grande nation. C'est une œuvre terrible, même avec les forces les plus considérables, que de soumettre un peuple de vingt-cinq ou trente millions d'âmes, luttant pour son indépendance.

En tout cas, lors même qu'on voudrait capituler, mieux valait une capitulation après une victoire, que sous le coup d'une défaite comme celle de Waterloo.

Voilà ce qu'on aurait pu répondre à Carnot, à l'ancien rapporteur militaire du comité de salut public, aujourd'hui si déchu, à ses calculs, à ses découragements.

Mais Masséna les appuya de sa faiblesse actuelle et de l'autorité de son énergie d'autrefois. Soult les exagéra, affirmant que la rive gauche n'était pas tenable; que les ouvrages même de la rive droite pouvaient être facilement forcés entre Saint-Denis et la Villette, et que l'ennemi pénétrerait, alors, pêle-mêle dans Paris avec nos troupes.

De tous ces avis bien prévus, et donnés par des militaires de grand renom, Fouché conclut comme toujours à la nécessité d'une soumission immédiate.

Le patriotisme, la fierté d'un vieux soldat se révoltèrent

pourtant à toutes ces ignominies : le maréchal Lefebvre soutint qu'on pouvait, qu'on devait se défendre et non rechercher le déshonneur d'une capitulation désarmée. Dupont (de l'Eure), Thibaudeau, le général Gazan parlèrent comme lui ; ils furent les seuls.

Le conseil, néanmoins, n'osa assumer la responsabilité d'une résolution formelle.

Lefebvre, en démontrant que les retranchements au nord de Paris étaient susceptibles d'une longue résistance, avait demandé combien de temps il faudrait pour en construire au sud ; on trouva là le moyen d'échapper à une décision.

C'était une question spéciale, dit-on, hors de la compétence des membres non militaires qui étaient en grande majorité dans le conseil ; on invita le pouvoir exécutif à la soumettre à un autre conseil composé d'hommes de guerre ; et on se sépara.

Pendant cette délibération, Excelmans avait quitté son bivac près de Montrouge et marché sur Versailles, où l'on signalait la présence des Prussiens. Outre son corps de dragons, Vandamme lui avait donné huit escadrons de chasseurs, trois de hussards commandés par Piré et un bataillon du 44e de ligne.

Excelmans, bien renseigné, paraît-il, sur le mouvement de l'ennemi, avait fait filer rapidement, sur sa droite, par les bois de Meudon et de Ville-d'Avray, Piré avec les chasseurs et l'infanterie, lui ordonnant d'aller se poster en embuscade en arrière de Versailles, à Rocquencourt, sur la route de Saint-Germain ; et lui-même avait pris sa route, par Plessis-Piquet, avec le reste de sa cavalerie.

Il arrivait près de Vélizy, à une lieue et demie en avant de Versailles, quand il donna sur une colonne prussienne. C'était la brigade de Sohr, forte de sept à huit cents chevaux. Chargée de front et de flanc, elle fut culbutée et rejetée sur Versailles. Elle essaya, mais en vain, d'y tenir. Fusillée par quelques

braves gardes nationaux accourus individuellement sur la scène de la lutte, abordée de nouveau par Excelmans, elle se replia en toute hâte vers Saint-Germain. Mais, arrivée à Rocquencourt, elle tomba dans l'embuscade tendue ; et, après une énergique résistance, elle y laissa son chef avec les trois quarts de ses hommes et de ses chevaux.

Un demi-bataillon de tirailleurs de la garde nationale qui s'était joint spontanément à Piré, au moment de son départ de Montrouge, se comporta fort bien dans cette affaire.

Excelmans, continuant son mouvement, parvint, vers sept heures du soir, en vue de Marly. Une division du corps de Thielmann, celle de Borcke, en sortait. Excelmans, n'ayant pas assez d'infanterie, évita le combat, et se replia, par Versailles, sur Montrouge, où il n'arriva que fort avant dans la nuit.

Il avait dû être soutenu, nous l'avons dit, par tous les corps aux ordres de Vandamme; il ne l'avait pas été: au moment même où ceux-ci s'ébranlaient, un contre-ordre de Davoust avait arrêté leur mouvement. Ce contre-ordre, Davoust l'avait expédié des Tuileries après avoir causé quelques instants avec Fouché. D'Erlon, la garde, qui devaient opérer avec Vandamme, avaient été laissés immobiles dans leurs bivacs.

Dans tous les camps au sud, au nord de Paris, officiers et soldats, indignés, exaspérés de l'inaction où on les retenait, de la perte d'une nouvelle journée, crièrent à la trahison ; elle était flagrante.

Ce fut, pour ainsi dire, au bruit des colères de l'armée que se tint le conseil de guerre auquel était renvoyé l'examen de la question posée, par le maréchal Lefebvre, dans la réunion des Tuileries.

Il s'assembla, au quartier général de la Villette, sous la présidence de Davoust, à neuf heures du soir.

La question de Lefebvre avait engendré tout un programme d'autres questions sur lesquelles un arrêté du pouvoir exécutif

appelait à délibérer « tous les maréchaux présents à Paris, les commandants de corps d'armée que Davoust jugerait susceptibles d'éclairer la délibération, les généraux commandants en chef, l'artillerie et le génie, et le général Gazan. »

Le même arrêté formulait ainsi ce programme :

« Quel est l'état des retranchements et leur armement, tant sur la rive droite que sur la rive gauche ?

» L'armée peut-elle défendre toutes les approches de Paris, même sur la rive gauche de la Seine ?

» L'armée pourrait-elle recevoir le combat sur tous les points en même temps ?

» En cas de revers, le général en chef pourrait-il réserver ou recueillir assez de moyens pour s'opposer à l'entrée de vive force dans Paris ?

» Existe-t-il des munitions suffisantes pour plusieurs combats ?

» Enfin, peut-on répondre du sort de la capitale et pour combien de temps ?

» Procès-verbal de la délibération devait être dressé, signé par les maréchaux et officiers généraux présents, et expédition en devait être envoyée, séance tenante, au pouvoir exécutif. »

Tous les maréchaux, alors à Paris, avaient répondu à l'appel qui leur était fait.

Les opinions se partagèrent ; la discussion fut des plus vives. Elle échappa, tout de suite, au cercle dans lequel le pouvoir exécutif voulait l'enfermer.

Les principales questions qu'il avait posées ne pouvaient recevoir que des réponses négatives ou douteuses ; et, par le motif seul qu'il les avait posées, il était clair qu'il n'attendait que ces réponses obligées pour capituler, en abritant sa responsabilité sous l'autorité de grands noms militaires.

Pour le moment, avec un peu de bonne foi et de résolution, il n'y avait pas d'autres questions à examiner que celles-ci : Y a-t-il des munitions pour plusieurs combats, des vivres

pour plusieurs jours? Y a-t-il de très-grandes chances, la certitude même de succès considérables, en attaquant les armées prussienne et anglaise, dans les positions si aventurées qu'elles viennent de prendre?

Ce fut à ces termes, en effet, que les hommes de caractère voulurent réduire le débat. Les munitions étaient assurées, dirent-ils; les chefs de l'artillerie, de l'administration, Davoust lui-même l'affirmaient; les renseignements précis qu'on avait, l'inspection de la carte ne permettaient pas même de discuter devant des militaires la certitude d'une victoire qui rejetterait les Anglo-Prussiens au delà de l'Oise; il fallait donc se battre, se hâter vers cette victoire, qui relèverait nos drapeaux abaissés par la défaite, le moral de la nation, nous donnerait quelque temps pour réunir de nouveaux moyens de défense, et nous mettrait à même d'obtenir de meilleures conditions, s'il fallait absolument traiter, quand paraîtraient devant Paris les masses parties des bords du Rhin. Ce n'est pas une attitude humble, découragée, qui désarme les prétentions de l'ennemi.

Nul n'entreprit, d'abord, de nier les chances assurées d'un grand succès militaire. Mais plusieurs, et notamment les maréchaux, répondirent qu'on avait devant soi une question politique, non une question militaire, qu'il fallait la résoudre par des considérations politiques. Or, dans leur opinion, la politique exigeait une immédiate soumission aux Bourbons. Dès que Louis XVIII remonterait sur le trône, les armées étrangères s'arrêteraient dans leur marche, évacueraient bientôt le territoire; la France retrouverait les libertés inscrites dans la Charte, les bienfaits de la paix, la prospérité. Il n'y avait pas à craindre des réactions violentes. La bonté, la générosité du roi, en étaient de suffisantes cautions; et Soult, Davoust, Grouchy, converti au royalisme depuis son retour à Paris, Masséna, d'autres encore répétaient, à l'envi, qu'on devait se fier, en toute assurance, au cœur du chef des Bour-

bons, à son intérêt même, qui exigeait l'oubli des récentes injures.

Puis, sur les contradictions qu'ils rencontrèrent, ils en vinrent à soutenir qu'une victoire sur les Anglo-Prussiens aurait pour résultat d'accroître les exigences des coalisés, de réduire la France à une soumission sans conditions.

Enfin, le débat s'échauffant de plus en plus, Davoust alla jusqu'à prétendre que la victoire dont on parlait avec tant d'assurance était fort douteuse, ajoutant, d'ailleurs, que toujours le destin des batailles était incertain ; et que, si l'on éprouvait un revers, on risquerait d'être refoulé dans Paris et d'attirer ainsi sur la capitale de la France un irréparable désastre. Le centre de la fortune du pays, des arts, des lumières, de la civilisation, ne devait pas être livré au hasard de la guerre.

Des généraux de troupes, Vandamme, tout le premier, Vandamme, retrouvant une énergie qui devait lui faire défaut le lendemain, répliquèrent avec une généreuse exaltation. La victoire sur les Anglo-Prussiens était certaine ; mais, puisqu'on voulait en douter, ils acceptaient ces doutes, la possibilité d'une défaite amenant le combat dans Paris même, et ne voyaient pas là un motif suffisant de soumission ; ce n'était pas œuvre facile à l'ennemi que de pénétrer dans une ville de sept cent mille âmes, où l'armée vaincue trouverait l'appui de la foule des patriotes, un retranchement à chaque coin de rue ; on pouvait prédire même qu'il y rencontrerait une défaite éclatante.

Paris n'était qu'une partie de la France. En 1814, vingt-cinq ou trente départements avaient cruellement et bravement souffert des malheurs, des horreurs de la guerre ; ils en souffraient ou allaient en souffrir encore ; Paris devait, au besoin, ne pas montrer moins de patriotisme. Tous ses monuments, toutes les merveilles des sciences, des arts, qui y étaient réunies, en supposant même qu'ils dussent courir de grands

risques, ne valaient pas le sacrifice de l'honneur de l'armée, de la nation.

Ils avaient raison, ceux qui parlaient ainsi. Il faudrait maudire la civilisation, ses arts, ses prodiges, si elle devait avoir pour conséquence inévitable de pousser les peuples au mépris de leur dignité, aux lâchetés des plus honteuses capitulations.

Ils s'inquiétaient peu du sort des grandes toiles de Murillo, de Vélasquez, etc., suspendues dans les couvents, dans les temples enflammés, écrasés par nos bombes, par nos obus, les glorieux moines, les intrépides habitants de Saragosse; ils n'avaient en vue que le salut de leur patrie. Les Russes, dévastant leur pays, brûlant la sainte Moscou, écrivaient une des plus grandes pages de l'histoire moderne et assuraient la perte de leur puissant ennemi.

Au reste, cette anxiété que les maréchaux affichaient pour les chefs-d'œuvre de l'esprit humain n'était nullement sincère; la plupart en avaient fait bon marché bien souvent. Un d'eux laissa échapper, dans un mouvement d'impatience, le mot de son opinion. « On voit bien, dit-il s'adressant à Vandamme, un des plus emportés, on voit bien que vous n'avez pas une brique dans Paris. — Si vous en avez, repartit celui-ci, nous savons, comme vous, qu'elles ne vous ont coûté que des bassesses. »

Après ces violences de paroles, la discussion n'était plus possible. Elle durait depuis près de six heures. Les opposants, lassés, se retirèrent, et Davoust profita de leur retraite pour écrire les réponses aux questions posées par le pouvoir exécutif.

En voici la propre expression :

« 1re question. (État des fortifications.) — Réponse. L'état des fortifications et de leur armement sur la rive droite de la Seine, quoique incomplet, est, en général, assez satisfaisant. Sur la rive gauche, les retranchements peuvent être considérés comme nuls.

» 2° (Si l'armée peut couvrir et défendre Paris ?) — Elle le pourrait, mais non pas indéfiniment. Elle ne doit pas s'exposer à manquer de vivres et de retraite.

» 3° (Si l'armée pourrait recevoir le combat sur tous les points en même temps?) — Il est difficile que l'armée soit attaquée sur tous les points à la fois ; mais, si cela arrivait, il y aurait peu d'espoir de résistance.

» 4° (Si, en cas de revers, on pourrait s'opposer à l'entrée de vive force dans Paris?) — Aucun général ne peut répondre des suites d'une bataille.

» 5° (S'il existe des munitions pour plusieurs combats ?) — Oui.

» 6° (Si l'on peut répondre du sort de la capitale?) — Il n'y a aucune garantie à cet égard. »

Datée du quartier général de la Villette, à trois heures du matin, cette pièce, qui n'était pas même un procès-verbal, fut expédiée immédiatement à Fouché.

Il l'attendait avec impatience. Dès qu'elle lui fut parvenue, il réunit ses collègues du pouvoir exécutif. Après une courte délibération, ils furent unanimes sur la nécessité d'une capitulation immédiate; et ils envoyèrent à Davoust l'autorisation de la solliciter.

La veille, au matin, nous l'avons dit, le maréchal s'était adressé à Wellington et à Blücher pour leur demander un armistice. L'un et l'autre l'avaient refusé par deux dépêches écrites sur-le-champ, mais en des termes bien différents. Le premier s'excusait, en quelque sorte, de ne pouvoir y consentir, forcé qu'il était de se conformer aux intentions des souverains alliés, intentions que, disait-il, il croyait connaître; et regrettait de ne pouvoir arrêter l'effusion du sang. Le second, se laissant emporter à toute la fougue de son caractère, de sa rudesse, de ses haines, déclarait qu'il voulait profiter de la victoire, menaçait Paris de toutes les conséquences d'une prise d'assaut, refusait de traiter d'aucun armistice avant d'y être entré ; et voulait, ajoutait-il, y entrer

pour protéger les honnêtes gens contre le pillage dont ils étaient menacés par la canaille (1).

Blücher gardait au cœur le souvenir irrité des bulletins de l'Empire, qui avaient injurié jusqu'à la reine de Prusse; il renvoyait aveuglément à la plus honnête population les aveugles accusations lancées naguère par Napoléon aux patriotes de l'Allemagne.

Ainsi s'étaient formées, exaltées, accumulées, sous l'action incessante de l'ambition d'un homme, ces affreuses haines internationales, dont la France, encore une fois, devenait la victime.

De Saint-Germain, où il avait porté son quartier général, Blücher avait envoyé communication, à Wellington, de sa réponse à Davoust. Le général anglais, avec ce calme, cette sûreté de jugement, traits distinctifs de son caractère, en avait été très-mécontent; et il avait cherché à ramener son allié à une plus saine intelligence de leur position commune. Il lui écrivit une lettre qu'il faut rapporter; car elle jette un grand jour sur l'état réel des choses :

« Gonesse, le 2 juillet 1817.

» Avec les forces que vous et moi avons sous nos ordres, à présent, *attaquer Paris serait risquer beaucoup. Je suis convaincu qu'il serait impossible de le faire de ce côté* (au nord) *avec quelque espoir de succès.* Il faudrait donc que l'armée que je commande traversât la Seine deux fois et gagnât le bois de Boulogne avant de pouvoir faire l'attaque; et, même alors, *si* nous réussissions, nos pertes seraient très-sérieuses.

» Il faut nous exposer à des pertes sérieuses, quand cela est nécessaire; mais, ici, cela ne l'est pas. En attendant quelques jours, nous aurons l'armée du maréchal prince de Wrède, et, avec elle, les souverains alliés, qui décideront du parti à

(1) Wir wollen in Paris einrücken, um die rechtlichen Leute in Schutz zu nehmen gegen die Plünderung, die ihnen von Seiten des Pöbels droht.

prendre; ou, si nous le préférons, nous pouvons arranger toutes nos affaires en consentant à l'armistice proposé.

» Les conditions que je crois pouvoir mettre à cet armistice, et sous lesquelles je consentirais seulement à le conclure, sont celles-ci :

» 1° Que nous resterons *dans les positions que nous occupons maintenant;*

» 2° Que l'armée française se retirera de Paris et se rendra derrière la Loire;

» 3° Que la garde de Paris sera remise à la garde nationale jusqu'à ce que le roi en ordonne autrement;

» 4° Qu'un temps sera fixé pour la rupture de cet armistice.

» Il est vrai que nous n'aurons pas la *vaine gloire* d'entrer dans Paris à la tête de nos armées victorieuses; mais, ainsi que je l'ai déjà expliqué à Votre Altesse, *je doute que nous ayons, actuellement, les moyens de réussir dans une attaque contre Paris;* et, s'il nous faut attendre les troupes du maréchal prince de Wrède, pour opérer cette attaque, je crois que nous trouverons les souverains disposés, comme l'année dernière, à épargner la capitale de leur allié, *à ne pas entrer du tout dans la ville,* ou à y entrer en vertu d'un armistice semblable à celui que nous pouvons signer dès aujourd'hui.

« Je prie Votre Altesse de peser les raisons que je lui soumets et de me faire savoir sa décision (1). »

Ainsi, Wellington donnait raison, devant l'histoire, aux généraux qui, au conseil de la Villette, s'étaient prononcés contre la capitulation; il portait témoignage contre les quatre collègues de Fouché, qui, de concert avec celui-ci, envoyaient à Davoust l'autorisation de la conclure.

Muni de cette autorisation, le maréchal se hâta d'en profiter : l'exaspération de l'armée, instruite, maintenant, des scènes violentes du conseil de guerre, pouvait, à chaque instant,

(1) *The dispatches*, etc.

éclater en une irrésistible insurrection. Il expédia à Blücher le général Revest, devenu récemment chef d'état-major de Vandamme, pour demander non plus un armistice, une suspension d'armes, mais l'ouverture d'une négociation sur la base de la reddition de Paris, de l'éloignement de l'armée française.

Blücher s'était montré brutal, injurieux à l'égard de Davoust, de la population parisienne ; c'était pour cela, sans doute, que le maréchal français lui adressait sa nouvelle demande, de préférence à Wellington.

En ce moment, pourtant, l'armée prussienne s'exposait grandement à payer bien cher les emportements et les altières exigences de son chef.

Le 2 juillet, au matin, le corps de Bülow s'était réuni, après une marche de nuit, au corps de Zieten et de Thielmann, sur Saint-Germain ; ce dernier ayant une division en avant-garde à Rocquencourt. L'armée anglaise achevait de se concentrer dans la plaine de Saint-Denis. Wellington envoyait ses pontonniers jeter un pont sur la Seine à Argenteuil ; et Blücher faisait travailler à la réparation des ponts de Bezons et de Chatou, rompus par les habitants.

C'étaient tout autant de moyens d'éviter le détour par Saint-Germain, de raccourcir la distance entre les deux armées.

Blücher, en effet, allait continuer le mouvement qui devait le porter au sud de Paris. Cependant, même après la construction, la réparation des trois ponts, la distance entre la plaine de Saint-Denis et le plateau de Montrouge serait encore, pour les deux masses ennemies, de huit lieues et plus.

L'armée prussienne s'avança sur deux colonnes : celle de gauche, formée du corps de Zieten, se dirigeant par Ville-d'Avray, Sèvres, Meudon ; celle de droite, formée du corps de Thielmann, par Rocquencourt, Versailles et Vélizy. Le corps de Bülow, prenant cette dernière route, forma la réserve.

La manœuvre commença assez tard et s'exécuta lentement.

A trois heures après midi seulement, Zieten arriva devant Sèvres, après avoir replié sur ce point nos avant-postes qui étaient à Ville-d'Avray.

Sèvres était occupé par trois bataillons. Zieten le fit attaquer par la division Steinmetz, soutenue par les divisions Pirch II et Henkel, pendant que sa quatrième, celle de Jagow, observait Saint-Cloud, également occupé par un détachement français.

La résistance fut des plus vives. Malgré l'infériorité extrême du nombre, Sèvres ne fut enlevé qu'au bout de deux heures; et, pendant ce temps, on fit sauter une arche du pont de Saint-Cloud et une arche de celui de Sèvres.

Zieten, poursuivant sa route, rappela Jagow, porta Steinmetz sur les Molineaux, Pirch II sur Meudon, et laissa Henkel à Sèvres. les Molineaux et Meudon furent emportés. Vandamme, venu sur les lieux, voulut reprendre le premier de ces points; mais sa tentative, faite avec trop peu de monde, échoua. Il se replia sur Issy.

La nuit approchait; Zieten n'en résolut pas moins d'enlever ce village, où Vandamme avait placé une division. L'attaque, commencée tout de suite par Steinmetz et Pirch II, se termina vers minuit, à l'avantage des Prussiens. Vandamme avait manœuvré de manière à assurer leur succès. En traversant Paris, le matin, il avait vu Fouché; et, sous le souffle de celui-ci, avait disparu l'énergique confiance qu'il avait montrée au conseil de guerre de la Villette. Il était partisan, maintenant, de la capitulation.

Pirch II établit ses bivacs à Issy, Steinmetz au moulin de Clamart, Jagow à Meudon, Henkel aux Molineaux.

Thielmann avait, alors, une division à Châtillon, deux divisions à Vélizy, une division entre Châtenay et Sceaux.

Le corps de Bülow était à Versailles, à Montreuil, à Rocquencourt.

Dans l'après-midi de ce jour, Wellington avait répandu une division d'Argenteuil à Asnières, Courbevoie et Suresnes, observant le débouché du pont de Neuilly.

Davoust prévoyait, comme tout le monde, le prolongement du mouvement de Blücher, assez indiqué par l'occupation de Saint-Germain ; il aurait dû le faire surveiller, en connaître à chaque instant les progrès ; chose facile, à coup sûr. Résolu à tirer parti de sa position et de celle de l'ennemi, il aurait donc pu déboucher, vers trois heures, en se couvrant du bois de Boulogne et de la Seine, par les ponts de Saint-Cloud et de Sèvres, avec toutes les forces non indispensables à la garde des retranchements, au nord de Paris ; et, opérant de concert avec Vandamme à la tête des corps campés au sud, il aurait écrasé promptement sous le poids de cinquante ou soixante mille hommes, Zieten et Thielmann, qui n'en avaient pas trente-cinq mille ; puis, poussant ce succès, il aurait marché à Bülow et lui aurait infligé le même sort, avant qu'il eût pu repasser la Seine. Wellington ne serait arrivé que pour recueillir les débris de cette armée, et se serait hâté de se replier en arrière de l'Oise.

Ce grand résultat était possible ; il était certain. Mais Davoust ne le voulut pas. Fouché avait promis l'inaction de notre armée. Le maréchal faisait honneur à cette parole.

Pourtant, sa honteuse résolution avait été mise, dans cette journée même, à une nouvelle et bien rude épreuve. Son envoyé, le général Revest, arrêté dans sa mission par l'avant-garde de Zieten, n'avait pu arriver jusqu'à Blücher. Zieten, après avoir écouté les propositions verbales dont il était chargé, lui avait fait rebrousser chemin vers Paris, lui remettant une lettre où, s'adressant à Davoust, il disait qu'il n'osait même pas annoncer au général en chef prussien la demande d'armistice ; qu'une suspension d'armes serait accordée seulement au cas où *Paris et l'armée voudraient se rendre.*

Davoust avait lu ; et il avait subi l'outrage fait à l'armée, à lui-même, sans songer à le punir. Les insolentes prétentions de l'ennemi ne soulevaient dans ce cœur avili que la crainte de ne pouvoir y obéir sans exciter une insurrection civile et militaire.

Fouché, partageant ses alarmes, avait expédié des affidés à Wellington et à Blücher, pour les conjurer de ne pas pousser à bout la population et l'armée. Nous retenons à grand'peine l'une et l'autre, faisait-il dire aux généraux ennemis; mais elles éclateront et contre nous et contre vous, s'il faut leur parler de déposer les armes.

Le missionnaire de Fouché auprès de Blücher était le général Tromelin, le même qui avait déserté de l'armée en avant de Laon (1). L'autre était l'Anglais Macirone, ancien aide de camp de Murat, le roi déchu. Tromelin arriva, dans la nuit, à Versailles, quartier général prussien; Macirone fut retenu par nos avant-postes, qui faillirent le fusiller.

Davoust, continuant à tromper l'armée, comme Fouché la population parisienne, par l'annonce d'une bataille très-prochaine, ordonna à Vandamme de faire des démonstrations sur son front.

Vandamme avait sa gauche à Gentilly, son centre à Montrouge, sa droite repliée en arrière de Vaugirard.

Dès l'aube du jour, il fit avancer une division sur Issy, où les Prussiens s'étaient barricadés. Elle fut repoussée. Appuyée par une autre division, elle recommença l'attaque, et n'eut pas plus de succès, Zieten ayant fait donner presque tout son corps, pendant que Vandamme n'engageait qu'une faible partie de ses troupes.

Ce combat stérile et meurtrier continuait, quand Tromelin, de retour de sa mission, vint trouver Vandamme. Il quittait Blücher, qu'il avait escorté jusqu'à Meudon.

Le feu cessa.

Il était sept heures du matin.

Blücher, persuadé par la lettre de Wellington, par les observations de Fouché, modérait ses exigences. Tromelin allait prévenir le chef du pouvoir exécutif qu'il n'avait plus qu'à choisir

(1) Tromelin commandait une brigade dans le corps de Lobau.

des négociateurs et les envoyer à Saint-Cloud. A quatre heures du soir, ils y rencontreraient les fondés de pouvoirs anglais et prussiens.

Les bases acceptées pour la négociation étaient la reddition de Paris, la retraite de l'armée derrière la Loire.

Cette honteuse nouvelle circula bientôt dans les lignes françaises. Officiers et soldats éclatèrent en menaces, en imprécations contre Davoust, Vandamme, certains maréchaux et généraux, contre Fouché et le gouvernement.

Ils étaient trahis, vendus, livrés; et criaient partout le prix donné à chacun des traîtres pour son infamie (1). Dans Paris, la fermentation devint très-grande, surtout dans les faubourgs, parmi les fédérés et les tirailleurs de la garde nationale. Mais, faute d'une audacieuse initiative, tout ce débordement de colères restait sans résultat.

A quatre heures, comme il avait été dit, les négociateurs se rencontrèrent au palais de Saint-Cloud. C'étaient, d'une part, le général prussien Müffling, le colonel anglais Hervey; de l'autre, Bignon, ministre des affaires étrangères depuis la chute de Napoléon, Guilleminot, devenu chef d'état-major de l'armée, et Bondy, préfet de la Seine.

Wellington et Blücher assistèrent à la conférence.

Elle fut longue et aboutit à une capitulation, simple cartel où le nom de la France n'était pas même écrit, qui n'avait en vue que Paris et l'armée : Paris, pour lui garantir le respect des personnes et des propriétés privées et publiques, à l'exception de celles qui avaient rapport à la guerre; l'armée, pour l'obliger à quitter ses positions sous trois jours, à se rendre derrière la Loire sous huit.

Rapprochement digne de méditations! ce palais de Saint-Cloud, où s'imposaient et s'acceptaient ces conditions sous le coup de la seconde invasion provoquée par l'Empire, victorieuse

(1) *Souvenirs militaires*, par le général Berthezène.

par les fautes de l'Empire comme la première, ce palais avait été le témoin de l'attentat de brumaire, origine du règne de Napoléon, et, selon tant d'apologistes, le salut de la France.

Ratifiée immédiatement par Wellington et Blücher, cette capitulation le fut, à deux heures de là, par Davoust, auquel Fouché, dans sa prudence, réserva cet honneur et cette responsabilité.

A onze heures du soir, il en fut donné communication, par un message du pouvoir exécutif, aux deux chambres réunies en comités secrets.

Jusque-là, ces deux assemblées avaient évité avec un soin extrême d'intervenir dans la conduite des affaires. « Fouché absorbe en lui le pouvoir exécutif; il trahit ! » disait-on, de tous côtés, sur leurs bancs; et on se résignait, néanmoins, à attendre le résultat de ses manœuvres. Ce qu'on n'aurait pas osé faire soi-même, on lui laissait toute latitude pour l'accomplir. Chez les uns, l'espérance d'une transaction libérale avec les Bourbons, seul empêchement aujourd'hui, à leurs yeux, d'un démembrement de la France; chez les autres, la lassitude; chez plusieurs, la conviction de l'impossibilité de la résistance; chez tous, l'effroi d'un soulèvement populaire; telles étaient les causes de cette résignation dont on ne trouve pas un autre exemple dans l'histoire.

La chambre des pairs, réunie, chaque jour, pendant de courts instants, avait écouté d'oiseuses récriminations sur les incidents de la campagne, et les communications que le pouvoir exécutif avait bien voulu lui faire.

La chambre des représentants avait reçu aussi ces communications, petits bulletins où Fouché rendait compte des mouvements militaires; elle avait applaudi à la lecture de quelques adresses patriotiques envoyées par les fédérés de Paris et des départements, par les écoles, etc., aux rapports verbaux de ceux de ses membres qu'elle avait délégués, mais sans les munir d'aucun pouvoir, auprès de l'armée campée sous Paris;

puis elle s'était plongée dans la discussion d'un pacte constitutionnel dont elle prétendait doter la France.

Cette discussion lui a été durement reprochée. C'est à tort ; ce n'est pas pour cela que les représentants furent coupables, dignes de blâme, de haine, de mépris; c'est pour avoir négligé, oublié systématiquement la défense nationale. La Convention, elle aussi, discutait, votait des constitutions, au milieu des périls, des alarmes de la patrie; et nul n'y a trouvé sujet à blâme; car elle savait mêler à ce travail l'énergique organisation de la guerre, de la victoire.

La capitulation de Saint-Cloud, prévue, attendue par la plupart, dans les termes mêmes où elle se formulait, n'excita, au sein des deux chambres, que des débats humiliés. Fouché avait eu l'habileté de la leur envoyer accompagnée de deux proclamations de Louis XVIII, datées de Cambrai le 25 et le 28 juin. La seconde, très-explicite, accordait par avance amnistie complète à tous les faits postérieurs au 23 mars, jour où le roi avait passé sur le sol étranger, ne réservait de rigueurs que pour les chefs du mouvement du 20 mars, rappelait les garanties libérales de la Charte avec promesse d'y ajouter encore, et rassurait les propriétaires de biens nationaux, le pays inquiet du rétablissement des dîmes et des droits féodaux.

La lecture de ces pièces était un arrêt d'exil, de mort pour plusieurs qui l'écoutaient. Mais les malheurs d'autrui n'émeuvent que les cœurs généreux. Les engagements solennels du roi furent accueillis par l'immense majorité avec une satisfaction mal dissimulée. On le savait, d'ailleurs, le roi, arrivé depuis deux jours au château d'Arnouville, tout près de Paris, les avait confirmés aux nombreux visiteurs empressés de lui porter l'hommage de leur dévouement plus ou moins intéressé.

Cela suffit pour faire passer sur le déshonneur infligé, par la capitulation, à l'armée, à Paris, à la France.

On convint, néanmoins, que, dans la séance publique qui

allait se tenir, à quelques heures de là, on se tairait sur les proclamations royales; qu'on lirait seulement la capitulation. Dire l'effet sans la cause était un acte de prudence exigé par l'irritation populaire.

Au lever du soleil, comme on se séparait, nos troupes se retirèrent des postes avancés, et les Anglais et les Prussiens les y remplacèrent.

Les chambres, publiquement réunies, se montrèrent ce qu'elles avaient été dans leurs comités secrets. Pas une protestation ne se fit entendre. En revanche, les représentants votèrent à l'armée une adresse que plusieurs d'entre eux furent chargés de porter. Ils lui décernaient des remercîments, et l'assuraient « qu'ils ne se séparaient pas d'elle. »

Cela fait, ils s'étaient remis gravement à discuter leur projet de constitution.

Cependant, tout se préparait pour l'évacuation de Paris. On désarmait les retranchements, et l'artillerie en était acheminée sur les routes de la Loire; des convois de munitions la suivaient; les différents corps recevaient des ordres de départ.

Dans tous les rangs, ces mesures furent accueillies par des explosions de colère. Des officiers, des soldats brisèrent épées et fusils, déchirèrent leurs uniformes, et abandonnèrent le drapeau trahi; des rassemblements se formèrent dans différents camps, injuriant les généraux qui cherchaient à ramener le calme, menaçant d'entrer dans Paris et d'y faire justice des traîtres. Sur plusieurs points, des officiers se réunirent pour se concerter, pour protester contre la capitulation, pour voir s'il ne se rencontrerait pas un général de quelque renom qui voulût prendre le commandement de l'armée et la mener à l'ennemi.

La nouvelle de ces tumultes, portée dans certains quartiers de la ville par les déserteurs, y jeta une grande exaltation et ameuta la foule. Des troupes de fédérés, formées dans les faubourgs, se dirigèrent vers le centre de Paris en criant : *A bas*

les traîtres! Des tirailleurs de la garde nationale, des soldats sortis armés des casernes, se répandirent dans les rues, tirant des coups de fusil, augmentant le trouble. Un moment, on put croire que gouvernement, chambres et capitulation allaient disparaître sous les colères de l'armée et du peuple.

Mais ces colères n'étaient que des convulsions, les derniers battements de l'artère épuisée.

Aucun chef ne se présenta pour conduire le mouvement militaire; les troupes s'affaissèrent dans leur propre exaspération; les tirailleurs de la garde nationale se laissèrent licencier; et les douze légions de cette garde vinrent dissiper elles-mêmes les rassemblements populaires. On lui avait dit, elle s'était laissé persuader que cette masse de citoyens, recrutée pourtant dans toutes les classes, si ardente à venger les injures de la patrie, en voulait aux magasins, aux hôtels, aux richesses de la bourgeoisie. C'était la calomnie de Blücher, propagée par des Français; calomnie qui avait reçu déjà, qui devait recevoir encore les démentis de l'histoire, qui servait alors d'auxiliaire à la trahison, comme on l'a vu servir depuis aux faiblesses, aux lâchetés, aux ambitions contre le dévouement, le patriotisme le plus sincère, le plus intelligent.

Le 6 juillet, au matin, les Anglais et les Prussiens prirent possession de toutes les barrières de Paris; et les dernières colonnes de l'armée française se mirent en marche vers la Loire.

Elle était forte encore, il faut le répéter, de soixante et onze mille hommes, dont quinze mille de cavalerie, et son artillerie de campagne comptait près de deux cents bouches à feu attelées.

En ce moment, le corps de Rapp était rejeté sous le canon de Strasbourg, Lecourbe sous les murs de Béfort. Ni l'un ni l'autre n'avaient reçu les ordres qui, de Philippeville, le 19 juin, au dire de Napoléon, les avaient appelés à Paris et à Lyon; d'ailleurs, ils les auraient reçus, qu'il leur eût été bien difficile de

les exécuter, les alliés ayant passé le Rhin et la Moselle, à la nouvelle des premiers coups de canon tirés sur la Sambre. Suchet, après une suspension d'armes de trois jours, non renouvelée, était en pleine retraite sur le Rhône. Lamarque avait pacifié la Vendée et n'avait pas marché vers Paris; comme Rapp et Lecourbe, il n'avait reçu aucun ordre.

Brune, pressé de front par un corps piémontais, harcelé de flanc par quatre à cinq mille insurgés royalistes, Dauphinois et Provençaux, se repliait sur Toulon.

Marseille, arborant le drapeau blanc à la nouvelle de Waterloo, avait chassé la garnison, les fonctionnaires de l'Empire; et d'affreux massacres, préludes de bien d'autres scènes non moins atroces, avaient déshonoré son royalisme. Decaen, Clausel, vers les Pyrénées, n'avaient eu encore aucune attaque à subir; mais l'insurrection royaliste s'organisait de tous côtés, dans le Midi.

Le 7 juillet, Blücher et Wellington occupèrent Paris.

Pour la seconde fois en quinze mois, et presque jour pour jour, la capitale de la France subissait l'invasion étrangère. La vieille monarchie avait su la préserver de cette humiliation, pendant des siècles, même lorsque notre frontière n'était pas à quarante lieues de Montmartre; la République, dans les plus terribles circonstances, l'avait protégée aussi par la victoire, refoulant au loin la coalition des rois. L'Empire seul, par ses ambitieuses folies, soulevant contre nous et les peuples, et les aristocraties, et les souverains de l'Europe, devait apprendre au monde que Paris n'était pas inviolable.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, Blücher envoya un détachement s'établir aux Tuileries et chasser les collègues de Fouché au pouvoir exécutif. A quelques heures de là, le palais de la chambre élective était fermé sous la protection de la force armée; et, quand les représentants y arrivèrent pour continuer leur discussion de théorie constitutionnelle, on leur fit

savoir que cette pitoyable comédie de l'aveuglement, de la peur, de la trahison, avait trouvé son terme. Malheureusement, ce terme n'était pas le châtiment mérité.

Le ministre de l'intérieur venait d'envoyer aux préfets une circulaire où il disait : « Les chefs des armées alliées *ont pris l'engagement solennel de respecter...* nos institutions, nos intérêts, nos couleurs nationales. »

Dans la journée, le drapeau blanc flottait sur les Tuileries; Louis XVIII fit son entrée dans Paris, et revint s'asseoir sur le trône qu'il avait quitté depuis trois mois et demi.

Pour arriver jusqu'à son palais, il dut traverser les bivacs prussiens établis sur la place même du Carrousel et dans les jardins des Tuileries.

Fouché était son ministre.

L'étranger et le régicide apostat, ministre anobli et doté de l'Empire; tels étaient les ouvriers de la seconde restauration.

Fouché allait recevoir bientôt le dernier prix de son labeur : la mort dans un honteux exil. L'étranger s'apprêtait à demander son salaire.

C'était la rançon de la France. Elle la paya cher.

Un million de soldats de tous les pays de l'Europe répandus sur notre territoire pendant quatre mois, vivant aux dépens de soixante départements et du trésor public; dix-huit places et forts occupés pendant trois années par cent cinquante mille Anglais, Prussiens, Allemands de la confédération entretenus par nos finances; une contribution de guerre de sept cents millions, portée à un milliard par le payement d'indemnités réclamées par divers États et une foule d'individus étrangers ; notre frontière de 89 entamée ; un demi-million de Français retranchés de la patrie ; tels furent les sacrifices imposés par la coalition ; et bien peu s'en fallut qu'à l'exemple de Napoléon aux jours de ses folles conquêtes, elle n'y ajoutât le démembrement de plusieurs de nos provinces.

Ces pertes d'argent furent bien grandes, ces pertes de ter-

ritoire bien douloureuses; mais elles furent peu de chose, comparées à ces autres conséquences de la victoire de l'étranger : les drapeaux de la France abaissés; sa puissance morale, déjà bien amoindrie en 1814, annulée pour longtemps; sa gloire militaire obscurcie; une réaction sanguinaire déchirant tout le Midi; des lois tyranniques promulguées, appliquées cruellement; la terreur planant sur tout le pays, deux années durant, jusqu'au jour où le chef des Bourbons, lui-même, recula devant tant d'excès.

Ainsi, cette aventure du 20 mars, aussi prodigieuse par la rapidité du succès que par la promptitude de la chute, avait attiré sur la France les plus horribles calamités.

Celui qui venait d'en être le héros, ne devait pas échapper à sa part d'expiation.

Après s'être laissé arracher une abdication pénible, il était resté retiré au fond du palais de l'Élysée-Bourbon, écoutant, dans les angoisses de son ambition tour à tour vivace et défaillante, si les soldats, si les masses populaires, subitement ramenés à la confiance, à l'enthousiasme, ne venaient pas lui rendre la couronne à regret déposée; mais il n'avait rien entendu, que les clameurs de quelques milliers de personnes réunies, de temps à autre, devant sa demeure, bien plus par la curiosité du spectacle d'une grandeur déchue, que par aucun fanatisme de dévouement pour lui.

Après trois jours de vaine attente, il avait dû céder aux injonctions, à peine atténuées dans la forme, de Fouché, exprimant la volonté des chambres; et il avait gagné la Malmaison, cette ancienne résidence du premier consul, du vainqueur de Marengo. Là, il s'était trouvé surveillé, gardé à vue, réellement prisonnier; mais, sans paraître s'en apercevoir, dès la nouvelle du passage de l'Oise par les Prussiens, de leur approche de Paris, il avait demandé au pouvoir exécutif de lui permettre de reprendre le commandement de l'armée, de la mener au combat, de servir comme simple général, assurant qu'il n'as-

pirait plus à aucun autre rôle. Fouché, bien instruit sur la valeur de ces assurances, comme ses collègues, engagé d'ailleurs dans la voie où il ne voulait pas s'arrêter, Fouché avait rudement rejeté l'offre du souverain déchu, et l'avait poussé de toute son habileté et de toutes ses forces sur la route de Rochefort.

Alors, il restait à Napoléon une chance presque assurée de salut. Mais l'indécision de son esprit, qui n'avait pas cessé un moment, l'indécision de la veille, du jour et du lendemain de Waterloo la lui fit perdre; et, bientôt, pour ne pas tomber aux mains des Bourbons, ulcérés du meurtre d'un des leurs, il fut réduit à aller prendre asile à bord d'une escadre anglaise.

Au prince régent d'Angleterre, à la nation qu'il avait cent fois couverte de publiques insultes, il demanda la vie libre sous la protection de la loi. Elle lui fut refusée. Le conseil des souverains alliés avait, par avance, prononcé sur son sort. La vie sauve, mais la vie dans un espace de terrain limité, gardé comme les abords d'une prison, la vie séquestrée, sans la famille, presque sans amis, la vie sous un climat meurtrier; tel avait été l'arrêt. L'Angleterre se chargea de l'exécuter.

Cette terrible fin d'un pareil homme et d'un pareil règne a excité des récriminations bien violentes, des lamentations bien amères, bien éplorées. L'histoire, la poésie, le théâtre, le pamphlet, la littérature, tous les arts y ont trouvé une source intarissable d'inspirations.

Oubliant que l'homme n'avait eu qu'un but : sa propre élévation; que le règne avait, par deux fois, abouti à la ruine de la France; négligeant les fautes, les folies, les crimes, ils ont créé une légende à la place de la vérité, montré le martyre, là où fut l'expiation ; et, grâce à ces imaginations plus ou moins sincères, il est advenu, un jour, que celui qui avait dévasté l'Europe, foulé les peuples, épuisé la France, excité des haines

internationales implacables, éteint le flambeau de la Révolution, ramené notre patrie aux institutions, aux abus de la vieille monarchie; que celui-là, disons-nous, a passé pour l'ange libérateur des nationalités, pour le messie du progrès, de la civilisation.

On revient de ces incroyables erreurs; et cela est heureux. On voit dans la fin de Napoléon un châtiment providentiel, une légitime expiation.

Toutes les religions, d'accord en cela avec un sentiment inné chez l'homme, placent dans une autre vie la récompense et la peine assurées des actions humaines. C'est une croyance universelle, tout à la fois consolatrice des justes, des opprimés, et tutélaire des sociétés. Cependant, au spectacle prolongé de la perversité triomphante, cette croyance s'ébranle chez les plus fermes; et le scepticisme gagne les âmes. Il est donc souverainement bon, souverainement utile que, parfois, au moins, sur cette terre même, ces grands coupables de lèse-nation, de lèse-humanité, ces ambitieux turbulents qui sacrifient les peuples à leur égoïsme, qui les désolent par la conquête, soient précipités des sommets dans les abîmes.

Les plaindre alors, c'est obéir à un faux sentiment de générosité, c'est insulter à la justice céleste, donner encouragement à qui serait tenté de les imiter.

Pour moi, je le dis bien haut, je contemple d'un œil sec Napoléon cloué sur un rocher au milieu des mers; je réserve mes larmes pour ceux qui furent victimes de son ambition. Elles ont coulé, quand j'ai foulé les champs où dorment tant de milliers de soldats tombés sous le drapeau de la France, ensevelis ici dans un éphémère triomphe, là dans une trop durable défaite.

Cette défaite pèse encore sur notre patrie; il ne faut pas se le dissimuler; car on a vu, on est parvenu à faire voir la France luttant tout entière dans un suprême effort, là où n'ont combattu qu'un homme et une armée : un homme dont le génie

militaire s'était épuisé dans les excès du despotisme; une armée restée numériquement faible, dénuée de toutes réserves par suite de lenteurs, d'hésitations inouïes dans l'organisation de la défense, par suite, encore, et surtout, de la duplicité d'une politique odieusement énervante.

Le peuple vit la lutte ; il ne put y prendre part.

FIN.

NOTES.

(A) L'effectif de chacun des corps de l'armée française qui entrèrent en Belgique est pris dans des situations officielles qui sont aux archives du dépôt de la guerre, à Paris. En voici le détail :

1° Pour le 1er corps d'infanterie, situation signée par le chef d'état-major de ce corps, et datée du 10 juin;

2° Pour le 2e corps d'infanterie, *idem;* mais nous avons donné comme chiffre plus exact celui qui se rapporte au 14 juin et qui se trouve dans une notice du général Reille, commandant du 2e corps; notice comprise dans une brochure intitulée : *Documents inédits sur la campagne de* 1815, *publiés par le duc d'Elchingen*. Ce chiffre ne diffère d'ailleurs de celui de la situation au 10 juin que par une augmentation de 198;

3° Pour le 3e corps d'infanterie, situation signée par le chef d'état-major de ce corps et datée du 10 juin. Nous y avons ajouté 1,662 hommes et 55 officiers d'infanterie, composant divers détachements, qui rejoignirent avant l'entrée en campagne, ainsi que le constatent deux pièces officielles;

4° Pour le 4e corps d'infanterie, situation signée du chef d'état-major de ce corps et datée du 1er juin. Mais, comme cette situation comprend des détachements qui n'eurent pas le temps de rejoindre avant l'ouverture de la campagne, notamment deux bataillons du 6e léger; et, comme, d'autre part, le général Gérard, chef du 4e corps, a dit, dans sa brochure *Quelques documents sur la bataille de Waterloo*, que toute son infanterie n'était pas de treize mille hommes, nous avons adopté pour l'effectif de cette arme le chiffre de 12,800;

5° Pour le 6e corps, situation signée par le chef d'état-major de ce corps et datée du 10 juin;

7° Pour la garde impériale, situation dressée à l'état-major de cette garde, à Paris, datée du 13 juin, et donnant l'effectif détaillé des officiers et soldats présents à l'armée de Belgique;

8° Pour les quatre corps de réserve de cavalerie, situations datées du 1er juin.

9° La situation du grand parc, en juin, n'existe pas. Nous en avons calculé l'effectif sur la proportion, un peu réduite, de dix hommes par bouche à feu.

(B) Nous avons établi l'effectif de l'armée aux ordres de Wellington sur les documents suivants :

1° Une situation générale officielle, du 6 juin 1815, qui se trouve aux archives du ministère de la guerre des Pays-Bas;

2° Une situation officielle, du 12 juin 1815, qui se trouve aux mêmes archives, et ne comprend que les corps hollando-belges;

3° La situation particulière de la légion allemande du roi, tirée des archives de ce corps et donnée dans l'histoire de Beamish (*History of the king's german legion, by Ludlow Beamish*);

4° Le récit intitulé: *Geschichte des herzoglich Braunsweigschen armée corps, etc., im jahr* 1815, et donnant la situation du corps de Brunswick;

5° La correspondance de Wellington. (*The dispatches of the field marshal duke of Wellington.*)

La situation générale au 6 juin comprend la 2e brigade du corps hanovrien de réserve; nous l'en avons déduite, parce que cette brigade était et resta en garnison à Anvers. Cette situation ne donne ni l'effectif de toutes les batteries anglaises, ni celui du grand parc. Nous y avons ajouté les effectifs inconnus en les calculant d'après la moyenne des effectifs connus, et l'effectif du grand parc en l'évaluant à dix hommes par bouche à feu.

Nous y avons ajouté aussi celui de deux batteries anglaises qui rejoignirent l'armée postérieurement au 6 juin.

La situation spéciale des corps hollando-belges, au 12 juin, ne comprend pas 616 hommes de la brigade de Nassau qui rejoignirent ce jour-là même ; et elle comprend l'effectif de deux batteries en organisation qui ne prirent pas part à la campagne, environ 450 hommes. Nous avons ajouté le premier de ces chiffres et retranché le second.

La situation de la légion allemande, publiée dans l'ouvrage de Beamish et se rapportant à la veille des hostilités, prouve qu'il n'y

avait eu, dans ce corps, que des mutations insignifiantes du 6 au 14 juin.

Le chiffre du contingent de Nassau est pris dans la correspondance de Wellington.

Du 6 au 15 juin, et pendant la campagne, les troupes anglaises proprement dites ne reçurent ni un bataillon, ni un escadron de renfort.

Entre ces deux dates, leur nombre ne fut modifié que par les variations insignifiantes résultant du mouvement des hôpitaux.

A un très-petit nombre d'hommes près, le chiffre que nous avons donné pour l'effectif de l'armée anglo-hollandaise, à la veille des hostilités, est donc exact.

(C.) L'effectif des différents corps de l'armée prussienne est emprunté à l'esquisse rapide et généralement impartiale de la campagne de 1815, publiée en 1825, à Berlin, par Wagner. Nous l'avons modifié, pourtant, sur deux points. Nous y avons ajouté l'effectif du grand parc, qu'il a omis et que nous avons calculé à dix hommes par bouche à feu; et nous avons élevé, en les calculant à trente hommes seulement par pièce, les chiffres qu'il donne pour le personnel de l'artillerie, du génie, etc. Ces chiffres sont, en effet, évidemment trop faibles pour être exacts.

Nous en citerons un exemple frappant. Le corps de Zieten avait, d'après Wagner, 96 bouches à feu; et, d'après Wagner encore, son effectif en artillerie, génie, etc., n'aurait été que de 1,019 hommes, ou de dix hommes seulement par bouche à feu.

L'historien Damitz, officier prussien comme Wagner, a reproduit les effectifs donnés par celui-ci. Ces effectifs ont été adoptés par les écrivains sérieux de tous les pays.

Ils comprennent les officiers. Il en est de même de ceux que nous avons donnés pour les armées anglo-hollandaise et française.

(D) « Le 6e corps, campé à la gauche et à quelque distance du 3e, s'était mis en marche, le 15, à trois heures (1) du matin et se diri-

(1) C'est, sans doute, une faute d'impression ou de mémoire; l'ordre de mouvement porte : « Le comte de Lobau mettra en marche le 6e corps à *quatre heures*, pour suivre le mouvement du général Vandamme et l'appuyer. »

geait sur ce dernier, dont il devait suivre le mouvement. Lorsqu'il l'eut rejoint, il fut obligé de s'arrêter parce que celui-ci n'avait point encore quitté ses positions. *Cette halte durait depuis plus d'une heure,* lorsque le général commandant le 6e corps, craignant que le *brouillard épais* qui s'était élevé ne lui dérobât la marche du 3e corps, m'envoya avec ordre de l'avertir du départ de ses dernières troupes. Arrivé à leur camp, je les trouvai aussi tranquilles que si elles avaient dû y séjourner : les soldats nettoyaient leurs armes, ajustaient ou raccommodaient leurs effets; et j'étonnai les officiers en leur annonçant que l'armée, rassemblée et pressée à la gauche, attendait qu'ils partissent pour continuer sa marche arrêtée par leur inaction. *J'attendis encore assez longtemps;* et, ne pouvant me rendre compte de ce retard, je me dirigeais vers le quartier général du comte Vandamme, quand je rencontrai un officier général qui, lorsque je lui eus fait part du sujet de mon inquiétude, me dit que les ordres adressés, dans la nuit, au général Vandamme ne lui étaient pas parvenus parce que l'officier supérieur qui, *seul*, en était porteur avait fait une chute de cheval et s'était cassé la cuisse avant d'avoir pu remplir sa mission. Dans le même moment, le général Rogniat, qui marchait à la tête du grand parc (1), s'avança et reçut, je crois, le même renseignement... *Je ne connais pas ou je ne connais que très-peu le général Vandamme; je n'ai aucun intérêt à le disculper;* mais... *il me paraît indubitable qu'il n'avait reçu aucun ordre;* car il était tranquille à son quartier général lorsque les troupes, qui, dans l'ordre de marche, devaient le suivre, arrivaient et se massaient en arrière de sa position, mouvement que *le brouillard lui cachait;* et ce ne fut qu'après un certain laps de temps, que les explications nécessaires rendaient indispensable, *qu'il expédia, avec la plus grande célérité,* l'ordre de passer le défilé qui séparait son corps d'armée en deux parties, *ce qui fut exécuté, en ma présence, avec une précision et une rapidité remarquables.* (*Campagne de Waterloo* par E.-F. Janin, colonel de l'ancien état-major, en non activité. Broch. in-8°. Paris, 1820.)

(1) Il faut lire : parc du génie. D'après l'ordre, deux ou trois voitures de ce parc devaient marcher avec les marins, les sapeurs de la garde et de la réserve, derrière le 1er régiment du corps de Vandamme; les autres voitures du parc, à la gauche de ce corps.

(E) **Situation de l'armée sous Paris, le 1er juillet 1815.**

			Hommes.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie Génie, etc.
GARDE IMPÉRIALE. Lieutenant général Drouot. Quartier général à Villiers, près de Neuilly.	Infanterie.	Division de grenadiers . . .	2,159	5,766		
		Id. de chasseurs. . . .	2,254			
		Id. de jeune garde . . .	1,353			
	Cavalerie.	Grenadiers, dragons, lanciers, chasseurs, gendarmes.			3,392	
	Artillerie, génie, etc.	. . . .				1,864
1er CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général d'Erlon. Quartier général à Belleville.	Infanterie.	1re division	1,116	4,309		
		2e id.	1,312			
		3e id.	699			
		4e id.	1,182			
	Cavalerie. — 1re division.				1,064	
	Artillerie, etc.					133
2e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Reille. Quartier général à la Chapelle.	Infanterie.	5e division	1,340	7,057		
		6e id.	2,092			
		7e id.	2,064			
		9e id.	1,561			
	Cavalerie. — 2e division				1,248	
	Artillerie, etc.					513
		A reporter. . .		17,132	5,704	2,510

Corps	Arme	Détail	Hommes.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
	Report. . .			17,132	5,704	2,510
6e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Reille.	Infanterie.	19e division	1,829	2,790		
		20e id.	961			
	Artillerie, etc. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
1er CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Pajol. Quartier général à la Villette.	Cavalerie.				1,991	
	Artillerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
3e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Kellermann. Quartier général à Neuilly.	Cavalerie				1,641	
	Artillerie					111
4e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Milhaud. Quartier général à Auteuil.	Cavalerie				1,127	
	Artillerie (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
3e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Vandamme. Quartier général au Petit-Montrouge.	Infanterie.	8e division	2,742	9,854		
		10e id.	2,896			
		11e id.	2,670			
		21e (1) id.	1,546			
	Cavalerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)					
	Artillerie, etc. *Idem.*					

(1) Division Teste, détachée du 6e corps.

4e CORPS D'ARMÉE. Lieutenant général Vichery (sous les ordres de Vandamme). Quartier général à Vaugirard.	Infanterie.	12e division . . . . 2,719 13e id. . . . . 3,117 14e id. 2,530	8,366		
	Cavalerie			1,200	
	Artillerie, etc. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)				
2e CORPS DE RÉSERVE DE CAVALERIE. Lieutenant général Excelmans. (sous les ordres de Vandamme). Quartier général à Montrouge.	Cavalerie			2,000	
	Artillerie. (Le chiffre n'est pas porté sur la situation.)				
	La division de cavalerie appartenant au 3e corps d'armée peut être évaluée à			600	
	L'artillerie des corps aux ordres de Vandamme à . .				2,600
	Si on ajoute ces deux chiffres aux chiffres ci-dessus, on trouve pour le total des corps d'armée (officiers compris)		38,142	14,263	5,221
				57,626	

Détachements provenant des dépôts de la garde et de la ligne, et comprenant aussi des hommes revenus isolément de Waterloo.

Sous le général Beaumont, à Belleville.	Infanterie (y compris 375 retraités de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.)	1,683	
Sous le général Tilly, à Bercy.	Infanterie	492	
	Artillerie		58
	A reporter. . .	2,175	58

		Hommes. Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
	Report. . .	2,175		58
Sous le général Ambert, à la Villette.	Infanterie	3,209		
	Artillerie et génie			84
Sous le général Meunier, vis-à-vis d'Aubervilliers.	Infanterie	1,939		
Sous le général Pully, à Boulogne.	Infanterie	2,031		
	Cavalerie		334	
Sous le général Allix, à Saint-Denis.	Infanterie	1,848		
	Artillerie, génie			485
Dans les casernes, à Paris.	Infanterie (y compris 300 retraités de Seine-et-Oise).	1,012		
	Total des détachements	12,214	334	627
		13,175		

L'effectif des troupes réunies sous Paris, le 1er juillet 1815, était ainsi de 70,800 hommes (officiers compris), dont 50,356 d'infanterie, 14,597 de cavalerie, 5,848 d'artillerie, du génie, etc.

La situation à laquelle nous empruntons ces chiffres porte, en outre, 6,000 tirailleurs armés de la garde nationale de Paris, 432 hommes, effectif de deux bataillons de garde nationale active de l'Indre, 400 hommes, effectif d'un bataillon d'Indre-et-Loire.

Le 3 juillet, il arriva encore à Paris deux bataillons (1er et 2e) de la Haute-Marne, forts ensemble de 631 hommes armés, mais non habillés.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE TROISIÈME.

CHAPITRE QUATRIÈME.

CHAPITRE CINQUIÈME.

CHAPITRE SIXIÈME.

CHAPITRE SEPTIÈME.

CHAPITRE HUITIÈME.

CHAPITRE NEUVIÈME.

CHAPITRE DIXIÈME.

CHAPITRE ONZIÈME.

CHAPITRE DOUZIÈME.

CHAPITRE TREIZIÈME.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE QUINZIÈME.

CHAPITRE SEIZIÈME.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Page 82, lignes 9 et 10. — Au lieu de : les Arapyles et Vittoria, lisez : *Vittoria et la Nivelle.*

Page 150, ligne 6. — Au lieu de : Sur notre gauche, lisez : *Sur notre droite.*

Page 176, ligne 31. — Au lieu de : La ligne fut renforcée alors, lisez : *Sa ligne fut renforcée alors.*

Page 200, ligne 4. — Au lieu de : et l'événement seul approuvé, lisez : *et l'événement seul a prouvé.*

Page 206, ligne 12. — Au lieu de : de l'aile gauche du centre et, lisez : *de l'aile gauche, du centre et.*

Id. ligne 20. — Au lieu de : il a indiqué, en effet, entre huit et neuf heures, le moment où Napoléon, lisez : *il a indiqué, en effet, que ce fut entre huit et neuf heures que Napoléon.*

Page 226, ligne 6. — Le renvoi (1) doit être placé après ces mots : *prendre position à Hal.*

Page 312, lignes 27 et 28. — Au lieu de : pour monter place dans l'autre, lisez : *pour monter dans l'autre.*

Page 367, ligne 12. — Au lieu de : est impossible certainement : ce mouvement fut, lisez : *est impossible : certainement, ce mouvement fut.*

Page 380, ligne 4. — Au lieu de : le 17 juin et dans la matinée du 18, ces deux généraux, lisez : *le 17 juin et dans la matinée du 18 : ces deux généraux.*

Page 414, ligne 17. — Au lieu de : mais non malheureusement par la France, lisez : *mais non malheureusement pour la France.*





